

VINCENT NOUZILLE

DES SECRETS SI BIEN GARDÉS

LES DOSSIERS DE LA CIA
ET DE LA MAISON-BLANCHE
SUR LA FRANCE ET SES PRÉSIDENTS
1958-1981

fayard



Table des Matières

[Page de Titre](#)

[Table des Matières](#)

[Page de Copyright](#)

[DU MÊME AUTEUR](#)

[Dédicace](#)

[Prologue](#)

[PREMIÈRE PARTIE - De Gaulle, le général ombrageux](#)

[Chapitre premier - Un coup de main pour le retour du géant](#)

[Les gaullistes rassurent discrètement les Américains](#)

[Un coup de pouce à l'investiture du Général](#)

[« Nos relations avec lui seront difficiles »](#)

[Chapitre 2 - La France n'en fait qu'à sa tête !](#)

[Un ballon d'essai envoyé à Washington](#)

[Une explosion nucléaire dans le Sahara](#)

[Des essais souterrains étudiés en Corse](#)

[Chapitre 3 - De Gaulle-Kennedy : les coulisses d'un froid sommet](#)

[Grand spectacle et tensions extrêmes](#)

[Des émissaires secrets à l'Élysée](#)

Pour la CIA, de Gaulle est « impénétrable »

« Parlez-lui d'histoire pour l'impressionner »

« Ne cédez rien à Khrouchtchev sur Berlin ! »

Les « illusions » américaines en Asie

De gros mensonges sur Cuba

Des consultations sans suite

De Gaulle doute de la riposte nucléaire américaine

De Gaulle ne reverra plus JFK

Chapitre 4 - Et si de Gaulle était assassiné ?

La CIA croit à une nouvelle tentative de putsch

« Ne vous mêlez pas de nos affaires algériennes ! »

Washington veut aider « discrètement » de Gaulle, mais s'impatiente

« Nous allons droit à une situation de crise »

Un putsch militaire annoncé et des rumeurs insistantes

Les Américains ont proposé un soutien militaire à de Gaulle

La cible numéro un des terroristes : le Général

« L'Algérie se dirige vers un paroxysme sanglant »

« Nous avons des contacts avec tous
les successeurs potentiels »

Encore des rumeurs sur une aide américaine à l'OAS

Des extrémistes « assoiffés de sang »

Après l'attentat du Petit-Clamart, de Gaulle reste de marbre

Les « gorilles » du clan gaulliste
pourraient user de violence

Le Pentagone veut être prêt à intervenir
militairement en France

Chapitre 5 - Un président mystérieux en ballottage

« Égocentrique, mégalomane, intraitable, absolutiste »...

Aucune rencontre au sommet entre Johnson et de Gaulle

Des visiteurs secrets déconcertés

Une campagne antiaméricaine orchestrée à l'Élysée

[Un soutien affiché à Gaston Defferre](#)

[Des relations financières via la CIA](#)

[Possibles successeurs du Général : Pompidou ou le comte de Paris ?](#)

[De Gaulle fait planer le doute sur sa candidature](#)

[« Il devrait l'emporter facilement dès le premier tour »](#)

[Le Général n'est plus infailible !](#)

[Chapitre 6 - L'OTAN, le diable de l'Élysée et l'espion du Quai](#)

[Une lettre manuscrite adressée au président Johnson](#)

[Une critique répétée de l'OTAN depuis 1958](#)

[Un des directeurs du Quai d'Orsay au service des Américains](#)

[Juin 1964 : Jean de La Grandville devient
informateur de la CIA](#)

[« De Gaulle risque de détruire l'OTAN »](#)

[Des documents secrets et un rendez-vous à Londres](#)

[Des plans de retrait du sol français étudiés dès mai 1965](#)

[Les ultimes manœuvres du Général](#)

[« Voulons-nous une guerre ouverte avec de Gaulle ? »](#)

[Chapitre 7 - L'après-de Gaulle se prépare dès 1966](#)

[La CIA dresse un tableau cruel de l'opposition](#)

[La draque des centristes et de Giscard](#)

[Des rencontres secrètes avec François Mitterrand et son frère](#)

[Un leader de gauche « moins prétentieux et plus réaliste »](#)

[D'autres socialistes se lâchent en privé](#)

[Une liste confidentielle de « leaders potentiels »](#)

[Un bouillant secrétaire à l'Emploi nommé Chirac](#)

[Beaucoup de futurs ministres socialistes et peu de communistes](#)

[Des VIP en visite aux États-Unis](#)

[Une fixation antiaméricaine qui tourne à l'« obsession »](#)

[Chapitre 8 - Espionnez la bombe française !](#)

La résolution du Général n'est pas prise au sérieux

Une consigne secrète de Kennedy dès 1962

La force de frappe française serait déjà obsolète

Un consul américain observe les Mirage IV à Mérignac

La directive de Johnson contre les projets français

L'obstruction touche notamment les gros ordinateurs

Des consuls espionnent à Kourou et Mururoa

La CIA est très intéressée par les détails sur les essais

Et si les vols Gemini coïncidaient avec les tirs nucléaires ?

Un vol suspect au-dessus de l'usine nucléaire de Pierrelatte

Quelques activités « potentiellement embarrassantes »

L'espionnage continue, jusqu'au sein du Conseil de défense

Les Français tâtonnent avant de trouver la bombe H

Chapitre 9 - Mai 1968 : le Général tremble ?

Tant mieux !

Une « Nouvelle Gauche » inspirée par Mao et Régis Debray

Pas de danger du côté du Parti communiste français

La CIA évoque un plan secret de vétérans de l'OAS

« Le consensus des années de Gaulle était une illusion »

Une cellule de crise spéciale informe la Maison-Blanche

*Des consignes de silence données
aux diplomates américains*

Le Général a disparu pour démissionner !

Les purges militaires limitent les risques de putsch

Le discours de De Gaulle ? C'est « la France au bord du désastre »

Juin, le mois des surprises

Fini la politique de grandeur

Nul ne connaît les plans du président

Chapitre 10 - Nixon-de Gaulle : les secrets d'un dégel

Une leçon magistrale sur l'URSS

« Je suis devenu gaulliste », dira Nixon

« Je ne suis pas prisonnier du vote juif »

Sans défense nationale, la France « n'est pas debout »

« La bombe française est utile », selon Nixon

Chapitre 11 - De Gaulle démissionne ? Ouf !

Fin 1968, la CIA dresse déjà le bilan du gaullisme

Un référendum aux allures de « suicide politique »

Peu de désordres en vue et Pompidou favori

La démission du Général ? « Cachez votre satisfaction »

Plus de coopération, moins d'emphase

Kissinger redoute un président français plus faible

DEUXIÈME PARTIE - Pompidou, l'héritier indocile

Chapitre 12 - Pompidou, le successeur que Washington ne soutenait pas

Pompidou confie ses ambitions présidentielles

Un favori et des opposants divisés

Pompidou le « manager » et Poher l'« atlantiste »

Une campagne de pub imaginée en pleine élection française

Rencontre secrète entre Russes et Américains sur les élections

« Georges » va s'occuper de la France

Chapitre 13 - Fiasco à Chicago et mensonges sur les ventes d'armes

Un affront indigne des Américains

Les Français mentent sur les livraisons de Mirage à la Libye

La France a plus armé Israël qu'on ne le dit

Des Mirage envoyés en pièces détachées en Israël

Un face-à-face tendu avec le patron de Lazard Frères

Le département d'État prépare des excuses, au cas où...

Le pire des scénarios malgré la bonne entente Nixon-Pompidou

« S'il fallait tirer sur la foule, il en donnerait l'ordre ! »

Chapitre 14 - Tout ceci doit rester confidentiel

Pompidou : « Notre bombe peut vous être utile »

La France demande une aide américaine pour ses missiles

Un pacte secret entre Pompidou et Nixon

Des hésitations américaines ralentissent les projets

Trois « gestes politiques » envers la France

« Une aide très précieuse », selon Michel Debré

Les Français veulent des renseignements stratégiques sur l'URSS

Ne pas vendre son âme pour un plat de lentilles

Un grand coup de froid change la donne

« Il faut aiguiser l'appétit des Français sans rien leur donner »

Chapitre 15 - Mitterrand, Rocard, Marchais et les autres

« Je vais réunifier le PS et je serai élu président »

Rocard : « dynamique, intelligent, rapide »

Avec Marchais, la ligne prosoviétique domine le PCF

Un programme commun PCF-PS est « peu probable »

Mitterrand gagne un tremplin pour 1976

Chapitre 16 - La sombre fin de règne d'un président malade

Des scandales déstabilisent Chaban-Delmas

Un référendum sur l'Europe bien décevant

Des prétendants à Matignon, dont le jeune Jacques Chirac

Avec Pierre Messmer, un virage raté

Les menaces d'Aranda ravivent les soupçons de corruption

« Il faut aider Pompidou à l'emporter aux législatives »

Une ère de soupçon et de pessimisme s'installe

Des rumeurs jugées extravagantes sur un cancer

Un sentiment de malaise en France

Pompidou mourant, son gouvernement à la dérive

TROISIÈME PARTIE - Giscard d'Estaing, le libéral distant

Chapitre 17 - 1974 : Giscard ou Mitterrand, quelles différences ?

Unité à gauche, divisions à droite

Des portraits de Chaban, Giscard et Mitterrand

Giscard est bien le favori de Washington

Mitterrand progresse et les chabanistes appellent les Américains à l'aide

« Si Mitterrand est élu, une crise interne est inévitable »

Le duel sera serré pour le second tour

« La lune de miel de Giscard sera courte »

Chapitre 18 - Un président « dilettante » qu'il faut bichonner

L'élu annonce déjà sa future impopularité

« Il faut renforcer nos relations avec Giscard sans le gêner »

Il a trois soucis : les femmes, la paresse, son entourage

Giscard est un « amateur », Ford manque de « leadership »

Les Français se sont sentis humiliés

Une victoire symbolique concédée au Français

Chapitre 19 - Opération Apollon

Giscard demande de l'aide nucléaire sans contrepartie

Ford répond favorablement et l'opération Apollon débute

Si nous faisons quelques essais nucléaires dans le Nevada...

Un coup de main pour le futur missile stratégique

Des discussions informelles dans de discrets hôtels de province

Des frictions de pouvoir côté américain

Chapitre 20 - La victoire de la gauche est inéluctable...

« L'accession au pouvoir des communistes poserait un vrai problème »

Giscard s'offusque des rendez-vous
entre Mitterrand et Kissinger

Mitterrand ne verra pas Ford pour ne pas vexer Giscard

Un front occidental contre les communistes en Italie

L'équipe Carter croit à une victoire
de la gauche en France

Giscard est coincé entre Chirac et Mitterrand

Un rendez-vous secret avec un dirigeant du PCF

Giscard se fâche devant Carter : « Ne soutenez pas
la gauche ! »

Désunion à gauche et coup de pouce à droite

Chapitre 21 - Les messages secrets de Giscard

Pommes de discorde et tensions sur le Concorde

« Il n'est pas question d'arrêter nos essais nucléaires »

Indifférence sur l'aide nucléaire française à l'Irak

Bras de fer sur une usine de retraitement pour le Pakistan

« J'aime l'Afrique, et pas seulement pour la chasse... »

« Mais intervenez donc davantage en Afrique ! »

Giscard, émissaire entre Carter et Khomeiny

« Empêchez un coup d'État et laissez-nous l'Iran »

« Ne tombez pas dans le piège de Moscou ! »

Le « petit télégraphiste » de Moscou

Conclusion

Remerciements

Annexes

© Librairie Arthème Fayard, 2009.
978-2-213-64756-2

DU MÊME AUTEUR

L'Espionne. Virginia Hall, une Américaine dans la guerre, Fayard, 2007.

Députés sous influences. Le vrai pouvoir des lobbies à l'Assemblée nationale, avec Hélène Constanty, Fayard, 2006.

Les Empoisonneurs. Enquête sur ces polluants et produits qui nous tuent à petit feu, Fayard, 2005.

Les Parrains corses. Leur histoire, leurs réseaux, leurs protections, avec Jacques Follorou, Fayard, 2004.

La Traque fiscale, Albin Michel, 2000.

L'Acrobate. Jean-Luc Lagardère ou les armes du pouvoir, avec Alexandra Schwartzbrod, Seuil, 1998.

L'Anti-Drogue, avec Bernard de La Villardière, Seuil, 1994.

Citizen Bouygues, avec Élisabeth Campagnac, Belfond, 1988.

À Jean et Anne-Marie

Prologue

Jacques Chirac ? « C'est l'un des plus américanophiles des jeunes dirigeants gaullistes. Après un été d'études à Harvard en 1953, il s'est promené aux États-Unis et a pris goût à la vie américaine, y compris la cuisine ! »

François Mitterrand ? « Un opportuniste prêt à brandir n'importe quelle épée en échange d'une promesse d'avancement personnel... »

Valéry Giscard d'Estaing ? « Il est brillant, élégant, mais dilettante et indiscret... »

Georges Pompidou ? « Un simple manager, un directeur général... »

Charles de Gaulle ? « Un caractère égocentrique, mégalomane, absolutiste... »

Les dossiers secrets américains sur la France fourmillent de jugements de ce type, formulés au gré des circonstances, sur les leaders politiques de la V^e République, parfois même bien avant qu'ils n'occupent le devant de la scène. Cet intérêt n'a rien d'anecdotique. Les services américains, de la CIA à la Maison-Blanche, ont toujours espionné notre pays et tenté d'en influencer, voire d'en infléchir, la politique.

Qu'écrivaient-ils sur nous dans notre dos ? Que savaient-ils réellement des coulisses de la vie politique française et des secrets d'État ? Qui les informait ? Que leur

murmuraient leurs « sources » bien placées dans les antichambres du pouvoir ? Et quel rôle ont-ils vraiment joué dans le déroulement des événements qui ont marqué l'histoire de la V^e République, de la guerre d'Algérie aux élections présidentielles ?

Ces questions simples motivent mes recherches depuis cinq ans.

Car, entre les États-Unis et la France, l'amitié affichée a toujours masqué un sourd affrontement. « On ne peut pas faire confiance aux Français », a confié, un jour de 1974, le secrétaire d'État Henry Kissinger... Paris-Washington, c'est le feuilleton d'une liaison électrique, d'une méfiance malade entre une hyperpuissance maladroite et une moyenne puissance indocile, d'un bras de fer permanent entre deux nations aux ambitions planétaires concurrentes, chacune se jugeant fondée à intervenir là où ses intérêts le lui commandent.

À partir de 2004, j'ai commencé à recueillir les archives gouvernementales américaines se rapportant à l'histoire politique française et aux relations franco-américaines depuis le début de la V^e République. Elles portent les sceaux officiels de la Maison-Blanche, de la CIA et d'autres ministères, comme le département d'État ou le Pentagone.

Classés « top secret » lors de leur rédaction, les rapports établis par les diplomates, les espions, les militaires et les experts américains sur la France ont été « déclassifiés » de manière sélective, après un délai d'une trentaine d'années, conformément à la législation américaine. Même sans être

exhaustive, ma collecte n'a pas été aisée. Elle a débuté aux Archives nationales¹, à College Park, dans le Maryland, près de Washington, notamment pour les documents diplomatiques, qui incluent les télégrammes envoyés par l'ambassade des États-Unis à Paris. Ceux-ci couvrent une grande variété de sujets, de la politique africaine de la France aux rivalités internes du moindre petit parti d'opposition, des dossiers bilatéraux aux préparatifs des élections. Néanmoins, les dossiers peuvent être classés sous divers intitulés, ce qui nécessite des croisements méticuleux. De plus, ils n'ont été déclassifiés que partiellement et, pour le moment, jusqu'aux années 1974-1975.

Puis il m'a fallu entreprendre un tour des États-Unis afin de visiter la plupart des « bibliothèques présidentielles », qui centralisent les archives de chacun des présidents américains successifs². Celles de John Kennedy (1960-1963) se trouvent, par exemple, à Boston (Massachusetts), et celles de son successeur Lyndon Johnson (1963-1968) à Austin (Texas). Celles de Gerald Ford (1974-1976) sont rassemblées à Ann Harbor (Michigan), et celles de Jimmy Carter (1976-1980) à Atlanta (Géorgie).

Là encore, la disponibilité des documents est inégale. En dépit de ces lacunes, les bibliothèques présidentielles permettent de reconstituer un panorama plus complet des rapports émanant des départements ou des agences de renseignement qui convergent en permanence vers la Maison-Blanche. On y déniche aussi des mémos des équipes qui entourent directement le président des États-Unis, notamment ceux des conseillers aux affaires de sécurité

nationale, souvent les plus importants en matière de politique étrangère. Des notes préparatoires aux voyages officiels, des comptes rendus de réunions internes et des mémorandums de conversation sont également accessibles dans les fonds des bibliothèques présidentielles.

D'autres sources m'ont aidé à assembler ce puzzle historique, par exemple la collection des témoignages oraux d'anciens diplomates américains, réunis dans le cadre du Foreign Affairs Oral History Project (FAOHP), initié par une association d'historiens basée à l'université Georgetown, à Washington. De même, je me suis plongé dans plusieurs bases de données de documents déclassifiés de la CIA qui ne sont, pour la plupart, accessibles que depuis quelques centres d'archives aux États-Unis. Les ressources bibliographiques de la bibliothèque du Congrès, dans la capitale fédérale, m'ont également été d'un secours très précieux.

Au fur et à mesure de mes recherches, je suis allé de surprise en surprise. D'abord à cause de la quantité de documents disponibles. Les Américains ont rédigé des notes sur tous les grands événements français, ce qui confère à leurs rapports une richesse historique peu commune, même si tout n'est pas déclassifié et si le contenu en est naturellement empreint de subjectivité. Au total, j'ai collecté quelque dix mille documents d'origine américaine sur la France portant sur la seule période de 1958 à 1981. Cette profusion m'a convaincu de l'intérêt de rédiger ce premier ouvrage. Il ne s'agissait pas de faire une simple compilation d'archives, mais de procéder à une sélection des documents

les plus significatifs et les plus inédits.

Deuxième surprise : certaines de ces pièces contribuent à considérer d'un œil neuf des pans entiers de notre passé récent. Ainsi, les verbatim des conversations entre les présidents français et américains traduisent de manière factuelle la réalité de leurs dialogues. La version américaine de ces entretiens est fidèle au compte rendu que les services de l'Élysée ont rédigé, à l'époque, de leur côté. Par dérogation, j'ai en effet pu consulter, à Paris, certaines des archives de la présidence de la République, portant sur les mandats de Charles de Gaulle, de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing³. La plupart des entretiens bilatéraux au sommet y sont retranscrits, avec les notes préparatoires, ce qui m'a permis de comparer les deux versants, français et américain, de ces relations antagonistes.

Grâce à ces documents, que j'ai complétés par la consultation d'autres ouvrages⁴ et par des interviews, il est possible de commencer à écrire une nouvelle histoire des contacts diplomatiques au plus haut niveau, souvent bien éloignée des discours officiels. Par exemple, recevant le président Kennedy à Paris en avril 1961, le général de Gaulle reste de marbre, en dépit de l'engouement populaire qui entoure la visite du jeune JFK accompagné de sa belle épouse Jackie. Entre les deux hommes, le courant ne passe pas. Le Général, de plus en plus critique sur la politique américaine, préfère fréquenter Richard Nixon, qui lui voue, en retour, une admiration sans bornes. Venu à Paris sitôt élu à la Maison-Blanche, début 1969, Nixon écoute de Gaulle lui

donner une véritable leçon magistrale de géopolitique mondiale. Leçon qu'il tentera de suivre à la lettre, tant sur le Vietnam que sur la Chine ou l'URSS.

Entre Pompidou et Nixon, le climat est également déroutant. Dans le secret de leur tête-à-tête, en pleine tourmente, ils s'accordent sur des sujets ultra-sensibles, tandis que leurs conseillers et leurs ministres rédigent des notes virulentes sur le camp adverse, s'accusant mutuellement de tous les maux. Quant à Valéry Giscard d'Estaing, il formule des demandes très étonnantes à son pâle homologue Gerald Ford, fin 1974, avant de multiplier les quiproquos avec Jimmy Carter jusqu'à son départ de l'Élysée en mai 1981, ce qui ne l'empêchera pas d'en être l'émissaire secret auprès d'un certain ayatollah Khomeiny !

Les opinions tranchées des officiels américains sur les présidents français, exprimées dans leurs rapports confidentiels, se lisent donc aujourd'hui avec délectation, parce qu'elles traduisent davantage le climat variable des relations transatlantiques que des jugements erratiques sur des personnes. On y relève des analyses plus sévères que conciliantes sur de Gaulle, des propos tantôt flatteurs, tantôt acides sur Pompidou, un mélange de compliments et de méchancetés sur Giscard, selon la météo diplomatique du moment.

Les découvertes ne s'arrêtent pas là. Car les Américains ont pris soin de rédiger des notes détaillées sur nombre d'autres hommes politiques de l'Hexagone – Premiers ministres, ministres, parlementaires, conseillers de cabinet,

hauts fonctionnaires, dirigeants de parti, de la majorité comme de l'opposition. De Michel Debré à Michel Rocard, de Gaston Defferre à Jacques Chirac, de Jean Lecanuet à Jean-Pierre Chevènement, ils les ont observés, analysés, invités, écoutés. Ils ont scruté les « leaders potentiels » de la France, allant jusqu'à dresser des listes complètes de plusieurs centaines de noms à la fin des années 1960. Ils ont repéré les secrétaires d'État prometteurs ou les opposants qui pouvaient assurer une sage alternance, tout en barrant la route aux communistes. L'histoire inédite des relations nouées avec les États-Unis par l'ensemble de la gauche non communiste, bien avant 1981, est racontée dans ces pages, ainsi que la teneur des entretiens entre François Mitterrand et les Américains. Très tôt, celui-là leur a confié ses secrets, ses opinions, sa stratégie de conquête de la gauche et du pouvoir...

Il n'était pas le seul à le faire. Les hommes politiques français aimaient visiblement bavarder avec les Américains. Certains sont allés très loin dans les confidences, pensant probablement qu'il était important de ménager les États-Unis, au cas où... Ils sont devenus des « sources » privilégiées au point d'être parfois choyés, soutenus, voire financés par les services américains. D'anciens leaders de la IV^e République furent ainsi épaulés par la CIA, avant que Washington ne recrute de nouveaux « amis » au cœur du pouvoir.

Quelques-uns ont livré des secrets de la République, franchissant subrepticement la frontière de l'espionnage. Les États-Unis, il est vrai, paraissaient friands des moindres

renseignements. Dans les documents de la CIA ou de la Maison-Blanche que j'ai exhumés, il est question des secrets de l'armement atomique français comme des dernières lectures du général de Gaulle, de l'attitude française vis-à-vis de l'OTAN comme du prochain déplacement d'un ponton socialiste aux États-Unis, des tentations de rapprochement franco-soviétique comme du nombre de parachutistes sautant sur Kolwezi, des plans d'installation du centre d'essais nucléaires de Mururoa comme des noms de ministres francs-maçons, des rivalités internes au sein du Parti communiste français comme des relations conjugales de certains hommes politiques, de Georges Pompidou à François Mitterrand.

Ces documents permettent surtout d'entrevoir la volonté d'influence – et d'ingérence – des Américains sur le cours de l'histoire. Cette volonté n'a rien d'un fantasme, même si elle ne fut pas, loin s'en faut, toujours couronnée de succès.

Les rapports américains sont plus diserts sur ces sujets que ne l'ont jamais été les acteurs des volets inavoués de la politique des États-Unis. Ils dévoilent une partie de cet activisme souterrain. Des exemples ? Un jour, les Américains donnent un coup de pouce à de Gaulle face aux généraux putschistes à Alger. Le lendemain, ils préparent des plans secrets d'intervention militaire en France, au cas où le Général serait assassiné. Ils lui envoient des émissaires pour le convaincre de ne pas quitter l'OTAN, tout en envisageant une « guerre ouverte » contre lui tant ses initiatives impromptues les insupportent. Ils encouragent ses opposants, se réjouissent de sa déstabilisation en

mai 1968 et se félicitent de son départ en 1969...

Les Américains ne ménagent pas leur peine. Ils soutiennent discrètement certains candidats aux présidentielles et sondent leurs ennemis soviétiques pour connaître leurs préférences. Ils appuient les ventes d'armes françaises à Israël et tentent ensuite de freiner les contrats signés avec la Libye. Ils décident un embargo sur toute assistance atomique à la France, allant jusqu'à l'obstruction active, avant de se convertir à une coopération militaire nucléaire ultra-confidentielle, décidée au plus haut niveau, dont je raconte l'origine et l'ampleur secrètes, documents et témoignages à l'appui.

Au fond, il y a peu de rebondissements de l'histoire de la V^e République qui aient échappé aux Américains. Et peu d'événements importants sur lesquels ils n'aient tenté d'avoir prise.

Ces histoires méconnues, racontées dans le détail, constituent le premier volet de cette enquête. D'autres révélations viendront dans un prochain ouvrage, qui portera sur la période de 1981 à nos jours, de Mitterrand à Sarkozy.

Mais, pour commencer notre récit, il faut revenir aux origines de la V^e République, au moment du retour sur scène d'un dénommé Charles de Gaulle. Un jour du mois de mai 1958.

1 Le centre de recherches des Archives nationales américaines de College Park dépend de la National Archives and Records Administration (NARA). La mention « NARA » figure dans les notes de cet ouvrage lorsque les documents cités proviennent de College Park.

2 Les différentes bibliothèques présidentielles, ou Presidential Libraries,

dépendent également de la NARA. Lorsque les documents consultés proviennent de ces bibliothèques, les sources leur sont attribuées : Kennedy Library pour la bibliothèque Kennedy de Boston, Johnson Library, Nixon Library (située à College Park), Ford Library, Carter Library, Reagan Library (à Los Angeles). Pour la période Eisenhower (1958-1960), je me suis référé aux documents issus de la Eisenhower Library et d'autres sources, comme celles rassemblées dans les collections sur la politique étrangère des États-Unis, *Foreign Relations of the United States*, ainsi que des bases de données de documents déclassifiés de la CIA.

3 Les documents issus de ces archives sont référencés dans les notes de cet ouvrage sous la mention « archives de la présidence de la République, Archives nationales ».

4 Notamment les ouvrages et articles d'historiens américains et français comme Maurice Vaïsse, Pierre Mélandri ou Frédéric Bozo sur la politique étrangère française, les biographies très documentées de De Gaulle et de Pompidou d'Éric Roussel, les Mémoires de responsables politiques (tels ceux de Richard Nixon, d'Henry Kissinger ou de Valéry Giscard d'Estaing), ou encore le livre du journaliste Vincent Jauvert sur le conflit entre de Gaulle et les États-Unis de 1961 à 1969, vu à partir des archives américaines (*L'Amérique contre de Gaulle*, Seuil, 2000). Voir les références détaillées de ces ouvrages dans les notes.

PREMIÈRE PARTIE

De Gaulle, le général ombrageux

Chapitre premier

Un coup de main pour le retour du géant

13 mai 1958. La IV^e République agonise.

À Alger, un comité de salut public, dirigé par le général Massu, vient de se constituer. Il s'oppose à l'investiture à Paris, comme président du Conseil, de Pierre Pflimlin, ancien ministre des Finances du précédent gouvernement, jugé trop conciliant.

Entre les deux rives de la Méditerranée, la rupture est consommée. Les Français d'Algérie, soutenus par l'armée, craignent que le nouveau cabinet n'abandonne un jour leur territoire. L'insurrection se propage rapidement, avec la création d'autres comités en Algérie. Elle secoue un pouvoir chancelant, miné par l'instabilité chronique et par le borbier algérien.

À Paris, la confusion règne. Le président de la République, René Coty, en appelle à l'obéissance des militaires. En vain. Le pouvoir échappe aux autorités.

Les Américains suivent cette situation explosive de très près. Pour eux, la France est un État stratégique, pilier

continental de l'Alliance atlantique face aux menaces soviétiques. Pas question que ce pays, largement sous leur tutelle, se transforme en maillon faible de l'Occident. Il ne doit pas basculer dans le chaos, qui ferait le lit du communisme. Voilà des années que les États-Unis s'activent en coulisse pour épauler les gouvernements proaméricains de la IV^e République, des chrétiens-démocrates aux socialistes, et pour subvenir aux dépenses militaires de la France, notamment en Indochine, où les GI ont finalement pris le relais des troupes tricolores après les accords de Genève de juillet 1954¹.

En plein redémarrage économique, grâce notamment aux injections de dollars du plan Marshall, la France reste un allié vulnérable. Selon un rapport de la Maison-Blanche d'octobre 1957, les changements constants de gouvernement, le poids des dépenses militaires, les soubresauts de la décolonisation, la forte influence du Parti communiste fragilisent encore le pays, l'empêchant « d'assumer complètement le rôle constructif et important qu'il peut jouer en Europe ». La « rébellion algérienne » complique la donne, mobilisant plus de quatre cent mille soldats et des moyens financiers considérables, au détriment des efforts de l'OTAN, l'organisation militaire de l'Alliance atlantique. « C'est le problème le plus aigu actuellement, qui met en péril la stabilité institutionnelle et financière de la France et sa politique, tant au plan domestique qu'à l'extérieur », estiment à l'automne 1957 les experts du Conseil national de sécurité, l'instance qui entoure le président américain, le général Dwight Eisenhower. Selon

eux, cela ne fait aucun doute, l'indépendance de l'Algérie est « inévitable ». « Plus longtemps la France s'y opposera, plus l'issue finale sera difficile pour ses intérêts en Afrique du Nord, et plus les menaces pour sa stabilité interne seront grandes². »

En janvier 1958, Jean Monnet, l'un des pères de l'Europe et ami des Américains, est venu à Washington à la tête d'une délégation française pour négocier une nouvelle assistance financière d'urgence de 274 millions de dollars. La Maison-Blanche a donné son feu vert. La France est sous perfusion. Lorsque l'aviation tricolore bombarde, le 8 février, le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef afin de détruire un camp de « rebelles » algériens du FLN, causant la mort de soixante-neuf personnes, les Nations unies s'émeuvent. Sous pression, le gouvernement de Félix Gaillard doit accepter une mission anglo-américaine de « bons offices » sur le dossier algérien. Le sénateur Michel Debré, proche du général de Gaulle, dénonce un « spectacle humiliant » de soumission française. Accusé de faiblesse par les ultras, le cabinet Gaillard tombe à la mi-avril, ce qui ouvre une nouvelle période d'incertitude, faute de gouvernement.

L'insurrection des partisans de l'Algérie française, le 13 mai 1958, contre la nomination de Pflimlin aggrave cette crise politique. « L'heure est grave pour la France », résume, dès le lendemain, l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Amory Houghton, qui rend compte du désarroi qui règne dans les allées du pouvoir. « En même temps, note le diplomate, l'étoile de Gaulle brille de plus en plus. Il est à Paris aujourd'hui pour des consultations politiques³. »

Incarnant le recours, le général Charles de Gaulle se tient depuis 1955 en retrait de la vie politique, dans sa demeure de la Boisserie, à Colombey-les-Deux-Églises. Alors que la crise enfle, ses fidèles, à Paris comme parmi les insurgés d'Alger, lui envoient des messages : lui seul, l'homme de la France libre, la figure de la Libération, peut redresser la situation, sortir le pays de l'impasse où il se trouve, garantir le maintien de l'Algérie dans le giron tricolore. Mais de Gaulle reste prudent sur le dossier algérien, sans blâmer les insurgés ni leur faire de promesses précises. De plus – il l'a fait savoir à différents émissaires –, il ne reviendra au pouvoir qu'en imposant une cure de choc, une profonde réforme des institutions qui les soustraira au « régime des partis », ces combinaisons mouvantes de majorités qui font et défont les gouvernements, affaiblissant l'exécutif. Après un appel lancé à son intention par le général Massu, Charles de Gaulle annonce le 15 mai qu'il se tient « prêt à assumer les pouvoirs de la République », sans en dire davantage sur le sujet sensible de l'Algérie. L'heure de son retour en scène approche.

De Gaulle ? Il représente à la fois le pire et le meilleur pour les Américains. Le président Eisenhower, ancien commandant en chef des armées alliées, garde un souvenir éprouvant du rugueux général français, avec qui il ne s'est pas entendu durant les années de guerre⁴. Ni Londres ni Washington n'ont réussi à nouer de contacts cordiaux avec le chef de la France libre, qui s'est imposé aux Alliés plus que ceux-ci ne l'ont choisi. De Gaulle a eu des relations glaciales avec Roosevelt et tortueuses avec Churchill. Il est

pourtant devenu incontournable, incarnant la Résistance et le nouveau gouvernement, garant de l'unité du pays, rempart contre le communisme. Dans la guerre froide, de Gaulle est un roc. Mais fait d'une pierre abrasive, inconfortable, parfois tranchante, y compris pour ses amis.

Soucieux de préserver l'avenir, certains diplomates américains ont conservé des liens avec de Gaulle durant sa traversée du désert, de 1955 à 1958, prenant régulièrement l'avis de celui qu'on appelle « le Connétable ». « Il est évident que le régime actuel devrait connaître bientôt de sérieuses difficultés », a confié le Général à l'ambassadeur Douglas Dillon, le 10 janvier 1957, en le recevant dans son bureau parisien, rue de Solferino, ancien siège de son parti, le RPF. De Gaulle a pronostiqué que les États-Unis feraient sans doute tout pour « préserver l'actuel régime faible⁵ » plutôt que de voir apparaître un gouvernement fort en France, moins facile à manipuler... Le diplomate a protesté, sans convaincre le Général, très remonté contre l'influence américaine sur la IV^e République, à ses yeux trop prégnante. La méfiance est de mise.

D'ailleurs, en ces jours tendus de mai 1958, l'hypothèse de son retour aux commandes ne déclenche pas franchement l'euphorie. L'annonce, le 15 mai, de sa disponibilité pour assumer le pouvoir – par les voies légales, précisent ses proches – est même mal perçue, si l'on en croit le nouvel ambassadeur américain à Paris, Amory Houghton, qui a pris la succession de Douglas Dillon : « Bien que sa personnalité puisse réveiller le nationalisme et aplanir des divergences politiques profondes, tous ceux à qui nous avons parlé cet

après-midi considèrent que son retour sur la scène politique va conduire à une aggravation rapide des clivages entre droite et gauche. Tous s'accordent à penser que son annonce favorise le jeu des communistes, en accélérant la mobilisation des partis de gauche et des syndicats en faveur d'un front populaire par crainte d'un pouvoir trop personnel. Certains estiment que son silence au sujet des généraux rebelles en Algérie sera interprété comme un alignement tacite sur leurs positions et celles de la droite. Tous prédisent que sa réapparition sonnera probablement le glas de la IV^e République ou sa transformation radicale. La plupart pensent que les désordres de rue vont s'étendre à Paris et partout en France dans les jours qui viennent⁶. »

Voilà qui ne ressemble guère à un mot d'accueil encourageant !

Les gaullistes rassurent discrètement les Américains

Durant plusieurs jours, le pays flotte. Le président du Conseil, Pierre Pflimlin, cherche désespérément une issue, gardant le contact avec les généraux à Alger, envisageant une réforme constitutionnelle. Le chef d'état-major des armées, le général Ély, démissionne. Jacques Soustelle, leader politique de droite favorable à l'Algérie française et au général de Gaulle, réussit à rejoindre Alger pour prendre la tête de la « révolution du 13 mai ». Le socialiste Guy Mollet prie par écrit de Gaulle de désavouer les conjurés d'Alger et demande s'il envisage de devenir président du

Conseil en respectant les procédures républicaines. « La crise algérienne peut être le point de départ d'une résurrection. [...] Croit-on qu'à soixante-sept ans je vais commencer une carrière de dictateur ? » rétorque publiquement le Général, le 19 mai, lors d'une conférence de presse durant laquelle il fustige l'impuissance du « régime des partis » sans condamner les généraux séditeux. Le surlendemain, après avoir été reçu à Colombey, le vieil Antoine Pinay, pilier de la droite libérale, adjure Pierre Pflimlin de faire appel à de Gaulle.

En coulisse, le Général prépare déjà le terrain diplomatique pour son arrivée, afin de rassurer les États-Unis, dont il connaît les préventions à son égard. Michel Debré, qui s'active pour son retour en force, avant de devenir son Premier ministre, a déjeuné opportunément avec le numéro deux de l'ambassade américaine, Cecil Lyon, avec qui il a gardé le contact⁷.

Dès le 16 mai, avant la conférence de presse du Général, Henri Tournet, un ami de l'éminence grise gaulliste Jacques Foccart, a rencontré secrètement le colonel Sternberg, l'un des officiers américains en poste en France. Le message était apaisant : de Gaulle respectera les engagements de la France dans l'OTAN, qu'il n'a pas l'intention de quitter⁸. Le 21, alors que le désordre se propage, Tournet, accompagné de Sternberg, rend visite à l'ambassadeur américain Amory Houghton pour réitérer ces propos et établir un canal de communication « informel » entre l'ambassade et le Général, avec l'accord tacite de ce dernier. « Tournet a insisté pour que ce contact ne soit pas rendu public [...], car

l'entourage de De Gaulle est inquiet à l'idée qu'il puisse apparaître comme ayant fait des ouvertures aux États-Unis⁹ », rapporte le diplomate.

L'émissaire officieux livre alors, sous le sceau de la confiance, quelques clés aux Américains sur son mentor. Certes, le Général est très critique vis-à-vis des États-Unis, essentiellement parce qu'il se sent mal jugé par eux et que Washington a soutenu trop ouvertement les politiques des gouvernements de la IV^e République, comme le trio « Monnet-Pleven-Gaillard ». Des changements de « forme » interviendront sûrement. Mais, assure Tournet, il n'y aura aucune rupture de ligne. La France avec de Gaulle ? Ce sera le maintien dans l'Alliance atlantique, une puissance favorable à l'intégration européenne, un « gouvernement fort et responsable » qui suivra une ligne d'action « claire et ferme », une politique « libérale » sur le dossier algérien, avec une préférence pour une large « autonomie » accordée à l'Algérie, sans exclure toutefois l'indépendance. En bref, de Gaulle ne doit pas faire peur aux États-Unis. La France ne sera pas bouleversée.

Nous sommes à cent lieues des déclarations publiques du Général, qui a promis une « résurrection ». Qu'importe : la manœuvre réussit. Les États-Unis promettent de conserver leur « neutralité » dans la crise. De plus, l'envoyé spécial répète que de Gaulle ne tentera aucun coup de force pour prendre le pouvoir et qu'il est « opposé à toute agitation de rue, que ce soit pour ou contre lui ».

La situation se tend. Un comité de salut public se

constitue en Corse. Une rumeur se répand selon laquelle il s'agit de la première étape d'un plan des généraux insurgés visant au débarquement sur le continent des parachutistes venus d'Algérie. Les fidèles partisans de De Gaulle comptent sur le déclenchement de cette opération « Résurrection » pour forcer la main des politiques¹⁰. Le spectre d'un putsch militaire accroît l'inquiétude. Le ministère de l'Intérieur évoque la constitution de milices républicaines. Le pouvoir vacille. Le président du Conseil, Pierre Pflimlin, se résout à rencontrer secrètement de Gaulle, dans le parc de Saint-Cloud, la nuit du 25 au 26 mai. Le Général refuse toujours de dénoncer l'insurrection d'Alger.

Forçant son destin d'homme providentiel, de Gaulle précipite les événements en sa faveur : le 27, sans prévenir Pflimlin, il déclare à la radio avoir entamé « le processus régulier, nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays ». Le lendemain, Pflimlin, furieux et déstabilisé, donne sa démission au président Coty, qui fait appel à de Gaulle. Celui-ci pose ses conditions : il exige les pleins pouvoirs pour six mois au moins et la réforme constitutionnelle qu'il appelle de ses vœux. Face aux rumeurs grandissantes, agitées par les gaullistes, d'un débarquement imminent de troupes menées par le général Massu, le président Coty s'en remet, le 29 mai dans la soirée, au « plus illustre des Français ».

La IV^e République est morte. L'ère de Gaulle débute dans un parfum de coup d'État.

Un coup de pouce à l'investiture du Général

Attentifs aux moindres soubresauts, de plus en plus inquiets face aux risques de désordre, les Américains ont d'abord espéré que Pflimlin s'en sortirait. Le général Eisenhower gardera une secrète préférence pour les hommes politiques français à l'ancienne, comme Pierre Pflimlin, Antoine Pinay ou René Pleven, solides alliés des États-Unis¹¹. Mais le président américain finit par se rallier à la seule personnalité qui semble capable de mettre un terme, au moins provisoirement, au délitement de la France. Le 29 mai 1958, lors d'une réunion à la Maison-Blanche, Eisenhower écoute un rapport du directeur de la CIA, Allen Dulles, sur la situation française, avant d'intervenir solennellement : « Je crains un grave désordre civil si les communistes et les socialistes continuent de s'opposer fermement aux prétentions de pouvoir du général de Gaulle¹². »

Les diplomates en poste à Paris sont chargés d'une discrète mission par le département d'État. « Nous essayions d'éviter des confrontations violentes dans les rues. Nous ne voulions pas que cela tourne au chaos complet, dont les communistes auraient pu profiter, racontera Dean Brown, l'un de ces émissaires américains qui ont des contacts réguliers avec les leaders socialistes. À la fin, un des problèmes fut d'installer de Gaulle légalement, de faire en sorte que l'Assemblée vote pour lui. Or c'était extrêmement difficile parce que la gauche non communiste était contre lui. Les socialistes étaient la clé. »

En se recommandant de Robert Murphy, sous-secrétaire d'État adjoint, bien connu dans les milieux politiques à Paris, Dean Brown fait pression sur les élus de la SFIO : « Je leur ai dit : “J’ai un message pour vous de la part de Bob Murphy. Il veut s’assurer que le groupe socialiste se divise au moins en deux lors du vote pour de Gaulle. Ceux qui lui sont opposés de manière inflexible peuvent voter contre lui, mais tous les autres doivent réellement voter pour lui.” Et c’est ce qu’ils firent¹³. »

Difficile de savoir si ces consignes sont agrémentées d'autres arguments – par exemple sur des financements occultes de la SFIO par la CIA – et comment elles pèsent réellement dans la balance. Mais, dans la soirée du vendredi 30 mai, Antoine Pinay, symbole de l'orthodoxie économique, appelé comme ministre des Finances dans le cabinet de Gaulle, a rassuré son ami Amory Houghton, l'ambassadeur américain : « Le problème des socialistes sera probablement arrangé aujourd'hui et il y a 90 % de chances que cela se passe de manière satisfaisante¹⁴. »

Le dimanche 1^{er} juin, l'Assemblée vote la confiance au gouvernement du Général avec 329 voix contre 224. Conformément aux vœux américains, le groupe socialiste se divise, une moitié seulement refusant l'investiture. Le leader socialiste Guy Mollet, traditionnellement très proche des Américains, soutient de Gaulle et obtient un poste de ministre d'État, tandis que François Mitterrand dénonce un « coup de force ».

« Nos relations avec lui seront difficiles »

Le département d'État n'est pas totalement dupe de ce qui l'attend : « Tout le monde savait ce que de Gaulle ferait quand il serait au pouvoir, confiera Dean Brown. Il avait répété, livre après livre, que la France serait un pays indépendant, avec sa propre armée et son propre pouvoir. Donc chacun pouvait deviner qu'il n'y aurait jamais d'armée européenne et que les officiers américains ne contrôlèrent plus les officiers français, comme cela se passait avec la France au sein de l'OTAN. On devait s'attendre à cela. Mais, d'un autre côté, il fallait bien restaurer l'ordre. »

Dans un mémo daté du 27 mai 1958, l'assistant du secrétaire d'État pour les Affaires européennes, Burke Elbrick, égrène à l'adresse de la Maison-Blanche quelques conseils sur le futur gouvernement français. « Les relations des États-Unis avec de Gaulle seront évidemment difficiles », admet-il.

Sur l'Algérie, le Général va certainement mener une politique « libérale, presque paternaliste » ; les États-Unis doivent lui donner « toutes chances de succès » et éviter les interférences, en insistant sur le fait que la France peut garder une influence naturelle en Afrique du Nord sans que cela passe « par des moyens militaires ». Le diplomate ne croit pas que de Gaulle veuille quitter l'OTAN et il souligne la nécessité d'écouter davantage les remarques françaises sur le sujet, en poursuivant le partage des informations atomiques et l'assistance militaire, tout comme l'aide économique.

En revanche, Elbrick suggère de suspendre, durant la période du gouvernement de Gaulle, les efforts d'intégration européenne, qui risquent de se heurter à son opposition. Surtout, il estime que le point « le plus difficile et dangereux » de la politique gaulliste concerne sa tentative d'avoir « une approche de l'Union soviétique indépendante » et de reconnaître la Chine communiste. « Nous devons avoir un échange de vues le plus tôt possible avec de Gaulle sur l'ensemble des sujets Est-Ouest. Tactiquement, il vaut mieux lui laisser prendre des initiatives sur ces sujets¹⁵. »

Elbrick exprime également ses craintes que de Gaulle ne ressuscite rapidement l'idée, née durant la Seconde Guerre mondiale, d'un directoire du monde libre à trois, entre les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, où il jouerait en permanence un rôle de trouble-fête¹⁶. Un cauchemar pour Washington, qui ne souhaite pourtant pas vexer le Français en lui opposant un refus catégorique. En tout état de cause, selon le diplomate, il faut envisager rapidement une visite à Paris du président ou du secrétaire d'État afin de dissiper toutes les « suspicions et conceptions erronées ».

Le Français peut-il réussir ? « De Gaulle ne restera pas éternellement et peut décider de se retirer après une période limitée, écrit Elbrick. Cependant, il se peut qu'il réussisse à résoudre quelques-uns des problèmes français, comme l'Algérie et l'instabilité gouvernementale. » L'heure est au réalisme mesuré, pas à l'enthousiasme débridé.

Tout aussi pragmatique, l'ambassadeur Houghton estime, le 1^{er} juin, que l'opinion française accueille de Gaulle avec un

mélange « de foi, d'espoir et de résignation ». « La personnalité du Général laisse penser que les problèmes vont s'accroître [...] et il faut s'attendre à des difficultés, mais il semble qu'avec les années il ait mûri et qu'il ait mis de côté certaines choses qui ont pu créer des problèmes entre nous. Évidemment, beaucoup de choses dépendront des hommes qui l'entourent et de l'influence qu'ils pourront avoir sur lui. »

À tout prendre, conclut l'ambassadeur, mieux vaut encore de Gaulle que les communistes : « Les intérêts des États-Unis seront mieux servis par le succès de De Gaulle. Son échec pourrait conduire à une crise plus sérieuse que celle-ci, puisqu'il n'y a guère d'alternatives. Les communistes [...] pourraient croire que leur heure est venue. Alors, les institutions de la communauté atlantique et de l'Europe seraient vraiment en danger. Nos intérêts nous commandent d'avoir les meilleures relations possible avec de Gaulle et ses plus proches collaborateurs¹⁷. » Soulagé au lendemain de la prise de fonctions du Général, le patron de la CIA, Allen Dulles, farouche partisan de la guerre froide, est même optimiste : « Si tout se passe bien avec de Gaulle, il y a un peu plus d'espoir pour l'avenir de la France qu'il n'y en a eu depuis longtemps¹⁸. » Après la crise, Washington respire.

De plus, les piliers atlantistes de la IV^e République, les Pinay, Mollet, Pflimlin, sont restés aux manettes autour du Général. Le 10 juin, lors d'un déjeuner, le ministre Antoine Pinay confie à Cecil Lyon, de l'ambassade américaine, qu'il s'est engagé dans le gouvernement de Gaulle en étant sûr de

la ligne pro-OTAN et proeuropéenne du Général. « Pinay, Mollet et Pflimlin vont agir pour freiner et influencer de Gaulle afin qu'il reste dans la bonne voie¹⁹ », note Cecil Lyon.

Le ministre d'État Guy Mollet tient, quelques jours plus tard, le même langage confiant. Le leader socialiste ajoute cette confidence étonnante : il explique à Cecil Lyon que de Gaulle vient de lui demander de partir rapidement en voyage aux États-Unis pour expliquer sa politique à « nos amis américains », ainsi qu'aux Canadiens et aux Britanniques. « Il m'a confirmé en riant la description que j'ai faite de lui comme chargé des Anglo-Saxons²⁰ », résume Lyon. Voilà qui ne semble pas préfigurer de graves ruptures avec Washington.

Le locataire de la Maison-Blanche n'a d'ailleurs pas tardé à communiquer avec le nouveau chef du gouvernement français. Les deux anciens soldats s'estiment autant qu'ils se redoutent. Dès le 2 juin, Eisenhower a saisi sa plume pour féliciter le Général de son entrée en fonction. « Vous pouvez être sûr que je garde à l'esprit l'amicale association que nous avons eue durant les jours critiques de la Seconde Guerre mondiale. Vous connaissez ma profonde et durable affection pour la France²¹ », a-t-il écrit. Peu importe que les relations entre les deux généraux n'aient jamais été chaleureuses. L'essentiel est de renouer un fil personnel.

Juste avant de s'envoler pour Alger – où il va prononcer la fameuse phrase si ambiguë : « Je vous ai compris » devant une foule qui l'acclame –, de Gaulle remercie Eisenhower sur le même ton de vieille camaraderie : « Votre

message réveille la mémoire des grandes heures durant lesquelles la France et les États-Unis unirent leurs efforts dans une coalition au service de la liberté et quand vous assumiez de manière si glorieuse le commandement des armées alliées²². »

Détail qui a son importance : dans ce message ardent, la France et les États-Unis sont placés, aux yeux du Général, sur un pied d'égalité. Plus qu'un symbole, c'est l'indice d'une pensée hantée par la grandeur perdue de la France, par une volonté de la restaurer coûte que coûte, par le souhait d'être traité à parité parmi les grands. Une époque nouvelle s'annonce entre la France et les États-Unis, celle d'un bras de fer permanent.

Il va commencer, comme au théâtre, par trois coups de semonce.

¹ L'assistance militaire américaine à la France est évaluée par les Américains à 3,8 milliards de dollars de 1950 à mi-1957, sans compter 1 milliard mis à disposition pour acheter des équipements, sur un montant total d'environ 24 milliards de dollars de dépenses militaires françaises. Fin 1956, la France a fait une nouvelle demande d'aide militaire américaine, d'un montant de 1,4 milliard de dollars, ce que Washington a partiellement accepté. Source : *Statement of US Policy on France*, 19 octobre 1957, rapport du Conseil national de sécurité, Maison-Blanche, Washington, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1955-1957, vol. XXVII, France, doc. 55.

² *Statement of US Policy on France*, 19 octobre 1957, *op. cit.*

³ Télégramme de l'ambassadeur Amory Houghton au département d'État, 14 mai 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 6.

⁴ Eisenhower garde notamment le souvenir d'un « incident déplaisant » à Alger, durant la guerre, quand de Gaulle a quitté une réunion où se trouvait le président américain avec le général Giraud. Mémoire de conversation entre le général Norstad et le président Eisenhower, 9 juin

1959, Eisenhower Library, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, OTAN, doc. 214. Le contentieux est confirmé par l'ex-ambassadeur à Paris Douglas Dillon, interview, 28 avril 1987, Foreign Affairs Oral History Project (FAOHP), Association for Diplomatic Studies and Training.

[5](#) Télégramme de l'ambassadeur Douglas Dillon au département d'État, 10 janvier 1957, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1955-1957, vol. XXVII, France, doc. 32.

[6](#) Télégramme de l'ambassadeur Amory Houghton, 15 mai 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 7.

[7](#) Rencontre chez l'ancien ambassadeur Louis Einstein évoquée dans une interview de Cecil Lyon, 26 octobre 1988, FAOHP. Cecil Lyon a également des relations suivies avec d'autres proches de De Gaulle, dont Georges Pompidou (alors banquier chez Rothschild) et Olivier Guichard.

[8](#) Ce contact est mentionné dans un télégramme du 16 mai 1958 au département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, note du doc. 9. Voir aussi Éric Roussel, *Charles de Gaulle*, Gallimard, 2002, p. 590, qui évoque également un message du gaulliste Edmond Michelet aux Américains, ainsi qu'un autre d'un collaborateur de Jacques Chaban-Delmas, de la même teneur.

[9](#) Télégramme de l'ambassadeur Amory Houghton, 21 mai 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 9. Et Éric Roussel, *Charles de Gaulle*, *op. cit.*, p. 592.

[10](#) Voir notamment Christophe Nick, *Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique*, Fayard, 1998 ; François Pernot, « Mai 1958 : l'armée de l'air et l'opération Résurrection », *Revue historique des armées*, 1998.

[11](#) Pinay et Pleven resteront deux de ses préférés, selon le mémorandum de conversation entre le général Norstad et le président Eisenhower, 9 juin 1959, Eisenhower Library, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, OTAN, doc. 214. Lors d'une visite officielle, Pinay, ministre des Finances de De Gaulle, sera reçu à la Maison-Blanche le 22 mai 1959, avec tous les honneurs et les félicitations d'Eisenhower pour son programme économique. Lors de sa démission, en janvier 1960, le département d'État estimera que le gouvernement français a perdu « une figure plaidant pour une coopération étroite avec les États-Unis », tant sur

l'OTAN que sur l'Europe. Antoine Pinay continuera de rencontrer régulièrement, pour des discussions informelles, les diplomates américains (par exemple Cecil Lyon en janvier 1962 ou Wells Stabler en juin 1962), qui le verront comme une alternative à de Gaulle jusqu'en 1965.

12 Réunion du Conseil national de sécurité, 29 mai 1958, Whitman File, National Security Files, Eisenhower Library, cité dans *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 13.

13 Durant les derniers mois de la IV^e République, Dean Brown, chargé des relations avec les parlementaires, avait l'habitude, avec plusieurs autres diplomates (un Britannique, un Danois, un Israélien, etc.), de rencontrer informellement les leaders de la gauche socialiste, tels Pierre Mendès France, Guy Mollet, François Mitterrand. Témoignage de Dean Brown, qui deviendra sous-secrétaire d'État, 17 mai 1989, FAOHP.

14 Télégramme de l'ambassadeur Amory Houghton, 31 mai 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 14.

15 *Policy Considerations Toward a de Gaulle Government*, 27 mai 1958, mémorandum de Burke Elbrick, assistant du secrétaire d'État aux Affaires européennes, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 11.

16 Cette inquiétude face à une idée de réunion des « Big Three » (États-Unis, Royaume-Uni, France) apparaît dans un mémo de Burke Elbrick du 5 juin 1958 (*US Relations with de Gaulle*), qui fait suite à celui du 27 mai, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 18.

17 Télégramme de l'ambassadeur Amory Houghton, 1^{er} juin 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 16. Cette crainte d'une prise de pouvoir communiste en Europe de l'Ouest a conduit, après 1945, la CIA et l'OTAN à mettre en place des réseaux secrets *stay behind* (Gladio en Italie, OPK en Grèce, etc.) chargés d'organiser une résistance armée en cas d'invasion soviétique. Ces réseaux, composés d'anciens résistants ou de militaires anticommunistes, vont perdurer jusqu'aux années 1980, sans que l'on puisse encore établir leur rôle réel, notamment en France.

18 Réunion du Conseil national de sécurité, 3 juin 1958, intervention d'Allen Dulles, directeur central du renseignement, Whitman File, National Security Files, Eisenhower Library, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France.

[19](#) Télégramme de Cecil Lyon, 10 juin 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 19.

[20](#) Télégramme de Cecil Lyon, 14 juin 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 21.

[21](#) Lettre du président Eisenhower au général de Gaulle, 2 juin 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France. L'original se trouve dans les archives de la présidence de la République, 5AG1-203, Archives nationales.

[22](#) Lettre du général de Gaulle au président Eisenhower, 3 juin 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France.

Chapitre 2

La France n'en fait qu'à sa tête !

De Gaulle revenu au pouvoir, les conflits et les malentendus commencent à s'accumuler entre les deux rives de l'Atlantique. De 1958 à 1969, les sujets de discorde ne manqueront pas entre « le plus illustre des Français » et les administrations américaines successives de « Ike » Eisenhower, John Kennedy et Lyndon Johnson : politique européenne, participation à l'OTAN, rôle de l'ONU, puissance nucléaire, Algérie, Afrique, guerre du Vietnam, Québec...

Durant une décennie, à l'exception de quelques moments forts de solidarité franco-américaine – lors des tensions à Berlin en 1961, durant la crise des missiles de Cuba en octobre 1962 ou après l'assassinat de JFK en novembre 1963 –, l'atmosphère sera froide, pour ne pas dire glaciale, entre Paris et Washington¹.

Chacun soupçonne chez l'autre de noirs desseins. De Gaulle craint que les États-Unis ne cherchent à acquérir une sorte de monopole sur les affaires du monde, quitte à s'entendre pour cela avec l'URSS. Les présidents américains s'inquiètent des initiatives intempestives du Général,

visiblement prêt à se mêler de tout, suspecté de vouloir rompre la solidarité atlantique pour se poser en champion de l'équilibre entre les grands. De Gaulle, décidément, est incontrôlable, et la France n'a plus rien d'une puissance vassale.

Dès son investiture en juin 1958 comme chef du dernier gouvernement de la IV^e République, le général de Gaulle, qui prépare les fondations de sa nouvelle Constitution, fait comprendre à ses « amis » américains que les temps ont changé. La première explication se déroule le 5 juillet, dans la matinée, lorsque le chef du gouvernement français reçoit, à Matignon, le secrétaire d'État américain, Foster Dulles, entouré d'autres officiels du département d'État venus spécialement de Washington.

Frère du directeur de la CIA et fidèle bras droit du président Eisenhower depuis 1953, Foster Dulles est le fervent partisan de la politique d'endiguement du communisme dans le monde. « Toute sa politique consistait à organiser, soutenir, voire armer les bons et à résister aux méchants pour les contenir² », ironisera Maurice Couve de Murville, l'austère ministre gaulliste des Affaires étrangères. Avec Ike et ses conseillers, Dulles a minutieusement préparé son rendez-vous parisien³. « Cette rencontre devrait fournir une occasion unique de convaincre celui qui va gouverner la France durant les deux prochaines années de la validité de notre politique⁴ », a écrit l'un des assistants du secrétaire d'État.

Bien que Foster Dulles soit un diplomate chevronné et

parle très bien le français, il est impressionné par le Général, qu'on lui a décrit comme « un autocrate qui ne peut être influencé », habité d'« une croyance mystique dans la mission spéciale de la France, ainsi que dans sa grandeur et son prestige ». Sans déroger à ses habitudes, de Gaulle, entouré de son ministre des Affaires étrangères Maurice Couve de Murville et de quelques collaborateurs, accueille son visiteur par ces mots directs : « Alors, monsieur le secrétaire d'État, qu'est-ce que vous avez à dire⁵ ? »

Pris de court, Foster Dulles se lance *ex abrupto* dans une présentation générale de la politique américaine. Il s'exécute avec brio, faisant habilement le vœu que le « prestige » de la France retrouve de son lustre sous le leadership de De Gaulle. Il martèle ensuite, durant plus d'une demi-heure, la nécessité pour les nations occidentales de se défendre de manière unie contre l'« impérialisme communiste », « le plus grave péril » auquel elles aient à faire face. Dulles se pose en représentant de la superpuissance protectrice, prête à fournir des armes à la France, pourvu que celle-ci demeure intégrée au sein de l'Alliance atlantique, sans « gaspiller des ressources » à construire elle-même un quelconque arsenal nucléaire. Évoquant l'Algérie, le Moyen-Orient, l'Indochine, l'Allemagne, l'URSS, le secrétaire d'État donne une leçon de géopolitique à de Gaulle. Erreur tactique majeure.

Son tour d'horizon achevé, Dulles se tait, guette la réaction de son interlocuteur, nerveux sur son siège. Le Général prend son temps avant de répondre :

« J'ai beaucoup apprécié votre exposé. Je comprends votre état d'esprit sur les principaux sujets que vous avez abordés. Je vais vous dire maintenant notre position. Vous avez exprimé votre sentiment concernant la France et vous avez remarqué que l'opinion américaine avait été désappointée par le fléchissement français. Vous en connaissez les raisons : la France a subi, en cent cinquante ans, six invasions et a connu treize régimes. En plus, elle n'a pas de pétrole et elle n'a pas de charbon. Peut-être que si tout cela arrivait aux États-Unis, cela provoquerait chez vous d'ennuyeuses conséquences. Cependant la France est là. Elle reprend ses moyens. Elle est un élément considérable du monde, et la preuve, c'est que vous êtes là, et moi aussi. Mais comment la France peut-elle avoir sa place dans la situation mondiale ? Car si la France cesse d'être mondiale, elle cesse d'être la France. »

Ce couplet introductif donne le ton : de Gaulle assimile bien son propre retour au pouvoir à celui de son pays sur la scène mondiale. Plus question de se laisser dicter quelque politique que ce soit. Il exclut, comme il l'écrira dans ses Mémoires, « la docilité atlantique que la République d'hier pratiquait⁶ ». Les flèches sont décochées, une à une, en direction des États-Unis. « Si la France ne participe pas à la direction de la défense du monde libre dans ses instances les plus élevées, alors elle ne s'y intéressera pas beaucoup. [...] Or ceci n'a pas été pris en considération jusqu'à maintenant », lâche le Général. Le message est clair : de Gaulle veut avoir son mot à dire !

Il insiste ensuite sur la volonté de la France de créer sa

propre force de frappe nucléaire : « Nous sommes très en retard sur vous. Nous sommes moins riches que vous. Mais nous sommes sur la voie de nous faire une puissance atomique qui, bien évidemment, sera sans rapport avec la vôtre ou avec celle de l'URSS. C'est maintenant une affaire de mois. Une chose est sûre : nous aurons l'arme atomique. »

Certes, de Gaulle ne refuse pas le bouclier nucléaire américain ni l'offre d'assistance militaire. Mais sous conditions : « Vous avez évoqué l'inutilité, pour les pays de l'OTAN, d'utiliser des ressources considérables à la fabrication d'armes atomiques puisque vous-mêmes en disposez. Et vous dites : pourquoi ne pas se contenter de distribuer les armes atomiques à différents États de l'Alliance ? Cela est une idée que nous ne repoussons pas. Nous pensons qu'il est peut-être utile pour l'Alliance d'avoir des armes atomiques et nous pensons que, si vous donnez une aide à la France, ce sera à la fois une économie et un renforcement. C'est pourquoi nous ne refuserons pas vos armes, de même que nous avons déjà utilisé vos canons, et vous les nôtres. »

Le Général précise : « Le point délicat, c'est de savoir qui disposera de ces armes atomiques. Si l'emploi de ces armes est subordonné à la condition que le gouvernement américain et le commandement de l'OTAN en donnent l'ordre, cela nous intéresse peu, car l'inconvénient d'avoir sur notre territoire des armes atomiques n'a pas sa contrepartie dans notre rôle au sein de l'Alliance. Mais si vous remettez les armes atomiques aux forces françaises

dans le cadre d'un plan agréé par nous, et que ces armes soient placées sous la garde et sous le contrôle du gouvernement français, alors je suis d'accord aussi pour que l'utilisation de ces armes se fasse dans le plan de l'OTAN, à condition que ce plan soit le nôtre au même titre que celui des principales autres puissances. »

Or de Gaulle sait pertinemment que ce dernier schéma est inacceptable pour les Américains... Et il affirme n'être « pas satisfait » de l'organisation actuelle de l'OTAN, poursuivant : « Je me résume : pour que la France se sente à sa place dans l'Occident, il faut procéder à des changements importants. »

Alors qu'il est accaparé par les soucis algériens et par son projet de réforme constitutionnelle, le Général vient de synthétiser en quelques phrases sa vision, celle d'une France refusant toute subordination et réaffirmant sa souveraineté, une vision qu'il va mettre en œuvre de manière inflexible dans les dix années suivantes : autonomie diplomatique, création d'une force nucléaire française, critique systématique de l'OTAN, etc. Loin des propos conciliants de ses proches, répétés ces dernières semaines pour amadouer Washington, il est prêt à prendre le contrepied des Américains sur tous les sujets.

En quittant, ce jour-là, l'hôtel Matignon après cinq heures d'entretien approfondi – que de Gaulle qualifiera de « franche explication franco-américaine » –, Foster Dulles pense que cet échange a été un « succès^z ». Le secrétaire d'État estime avoir fait passer ses propres messages et

entamé un dialogue direct. Il ne se rend pas encore compte de toutes les secousses qui attendent les Américains.

Un ballon d'essai envoyé à Washington

Après ce premier coup de semonce, le Général ne tarde pas à envoyer une deuxième salve, qui confirme son tempérament irréductible. Le 17 septembre 1958, il « hisse le drapeau » – selon son expression⁸ – en lançant un ballon d'essai aux Américains et aux Britanniques afin de tester leur réaction. Il s'agit d'un mémorandum confidentiel adressé concomitamment au président Dwight Eisenhower et au Premier ministre Harold Macmillan. Dans cette missive, de Gaulle remet en question l'OTAN et suggère de lui substituer un triumvirat américano-franco-britannique pour diriger les affaires du monde occidental. Rien de moins !

Le mémo entonne un refrain gaullien : « La France ne saurait considérer que l'OTAN, sous sa forme actuelle, satisfasse aux conditions de la sécurité du monde libre et, notamment, de la sienne propre. Il lui paraît nécessaire qu'à l'échelon politique et stratégique mondial soit instituée une organisation comprenant : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Cette organisation aurait, d'une part, à prendre les décisions communes dans les questions politiques touchant à la sécurité mondiale, d'autre part à établir et, le cas échéant, à mettre en application les plans d'action stratégique, notamment en ce qui concerne l'emploi des forces nucléaires⁹. »

Le département d'État s'en doutait. La lettre confirme la volonté de De Gaulle d'être désormais considéré comme un des trois « grands » de l'Occident. Pour un pays encore en pleine crise financière, embourbé en Algérie et sans armes atomiques, c'est assez culotté. Mieux que cela : de Gaulle est prêt à jeter l'OTAN aux oubliettes si on ne lui donne pas satisfaction. De plus, il souhaite avoir un droit de regard si les Américains décident d'employer l'arme nucléaire où que ce soit dans le monde !

C'est tout simplement inacceptable pour Washington. « Le concept de planning militaire tripartite a peu de chances d'être accepté dans les milieux militaires américains », juge-t-on au département d'État. Quant à la coopération nucléaire, « il est douteux que nous puissions satisfaire les Français de manière substantielle¹⁰ ». La messe est dite.

Embarrassés, les Américains ne peuvent cependant refuser toute discussion sur le sujet de la coordination entre Alliés. Mais Eisenhower ne cache pas, dans sa réponse à de Gaulle, le 20 octobre 1958, qu'il ne peut changer l'OTAN, ni restreindre le monde occidental à un sommet tripartite : « Nos procédures actuelles pour organiser la défense du monde libre requièrent la coopération volontaire de toutes les autres nations, membres de l'OTAN ou pas¹¹ », écrit-il. C'est une manière polie de botter en touche, même s'il se dit ouvert aux pourparlers. Alors, les Américains font semblant de négocier.

Lors d'une nouvelle rencontre avec le secrétaire d'État Foster Dulles, à Paris, le 15 décembre 1958, de Gaulle tente

de clarifier sa position : « M. Dulles a fait allusion à des malentendus qui sont apparus au cours des conversations exploratoires. Je pense pouvoir très brièvement les dissiper. Nous demandons que l'Alliance atlantique soit pratiquée de la manière que je vais dire. Tout d'abord sur les sujets pouvant mettre la paix en cause, et qu'il est facile d'identifier, il doit y avoir des conversations organiques à Washington, entre les Trois. En même temps, il faudrait instituer entre les trois gouvernements occidentaux, quelle que soit la différence des moyens dont chacun dispose, une entente stratégique commune pour le cas d'une menace de guerre ou d'une guerre. Ceci devrait s'appliquer notamment au déclenchement de la guerre atomique. »

Évidemment, le secrétaire d'État américain ne peut approuver cette position, préférant des discussions informelles à tout triumvirat officiel : « Nous ne sommes pas favorables à l'instauration d'une structure organique impliquant un droit de veto d'une puissance à l'égard de l'autre. [...] Si nous voulions réformer l'OTAN et instituer un directoire, nous briserions ce qui existe et qui a beaucoup de valeur¹². »

En réalité, c'est un coup à plusieurs bandes que tente de Gaulle en septembre 1958 avec sa proposition de « directoire à trois » : il essaie de briser l'axe privilégié entre Londres et Washington tout en prenant l'ascendant sur tous les autres pays d'Europe continentale, à commencer par l'Allemagne, dont il craint toujours le réveil. De toute façon, le Général n'ignore pas que ce mémorandum est intolérable pour les Américains, qui n'accepteront jamais qu'un pays

allié ait un quelconque droit de veto sur leur propre défense. Il cherche ainsi, s'abritant derrière leur refus, un prétexte pour sortir un jour de l'OTAN¹³.

De plus, il sait que son idée va diviser les chancelleries. Les pourparlers sur le sujet, qui débiteront au printemps 1959, vont effectivement durer des années, sans que l'on parvienne jamais à les concrétiser. En retour, Washington proposera en 1960 un projet de force multilatérale au sein de l'OTAN, censée partager les décisions nucléaires... suggestion que de Gaulle qualifiera de « faux-semblant » et à laquelle il opposera la même obstruction que les Anglo-Saxons à son projet de triumvirat¹⁴. Un vrai jeu de dupes.

En prenant cette initiative perdue d'avance, de Gaulle gagne simplement quelques années, le temps de résoudre le dossier algérien et de se doter d'un armement nucléaire afin de pouvoir peser davantage sur la scène mondiale. D'ici là, il lui suffit d'occuper le terrain, de se rendre incontournable, de faire lentement monter la pression, sans rompre avec ses alliés. « Ainsi que je m'y attends, les deux destinataires de mon mémorandum me répondent évasivement, avouera de Gaulle. Rien ne nous retient donc d'agir [...] mais tout nous commande de le faire sans secousses. [...] Nous allons à la fois entrer par des mesures appropriées dans la voie du dégagement atlantique et maintenir notre coopération directe avec les États-Unis et avec l'Angleterre¹⁵. » Une démonstration d'habileté tactique !

Malgré ces précautions de méthode, le climat franco-américain se détériore rapidement. Non pas sur les dossiers

Est-Ouest, comme le craignait Washington, puisque de Gaulle affiche une fermeté inébranlable dans la crise de Berlin. D'autres sujets de discorde viennent s'ajouter au mémorandum : l'Algérie, la Tunisie, la Guinée, le Marché commun... L'un des hauts responsables du département d'État s'en émeut fin novembre 1958 : « Bien sûr, depuis de nombreuses années, nous escomptions que le retour du général de Gaulle, s'il devait advenir, aggraverait nos problèmes avec les Français et que la France suivrait une politique plus nationaliste. Nos craintes ne sont pas toutes sans fondement. À l'heure actuelle, il y a un nombre inhabituel de problèmes qui nous causent des difficultés. [...] Nos relations avec les Français sont insatisfaisantes [...]. Pour le moment, peu de choses peuvent être entreprises pour améliorer nos relations avec de Gaulle, à cause de la complexité et du caractère fondamental de nos divergences¹⁶. »

La situation se dégrade après l'adoption massive de la Constitution de la V^e République par référendum et l'élection par quatre-vingt mille grands électeurs, le 21 décembre 1958, du général de Gaulle à la présidence de la République. Sa légitimité est renforcée, les finances du pays sont en cours d'assainissement, la poudrière algérienne paraît contenue.

À l'Élysée, de Gaulle se sent les mains libres. Fin janvier 1959, il prend une première mesure symbolique : le retrait de la France du commandement des forces navales de l'OTAN en Méditerranée. La décision n'a que peu de conséquences militaires, mais c'est un vrai pied de nez aux

Américains : elle signifie que la marine française entend naviguer comme elle veut entre les rives de la Méditerranée, notamment pour mener ses opérations militaires en Algérie.

Cette décision unilatérale provoque la stupeur à Washington, qui crie au coup bas contre l'OTAN, alors que la tension redouble avec les Soviétiques à Berlin. « Je ne peux pas cacher à un vieil ami mes craintes que l'action de votre gouvernement ait des répercussions psychologiques et politiques malheureuses¹⁷ », écrit Eisenhower le 19 mars 1959 à de Gaulle. Lequel lui répond, quelques semaines plus tard, qu'il n'a « jamais été plus convaincu que, dans la situation présente, l'alliance des États libres est absolument nécessaire ». Mais « un commandement français de la Méditerranée ayant pour zone d'action cette mer tout entière va être institué. Ce commandement recevra ses missions du gouvernement français¹⁸ ». Le message est limpide : la France reprend les rênes de son destin.

Autre décision concrète, de la même veine : en juin 1959, le Général refuse que les armées américaines introduisent des stocks d'armes nucléaires de l'OTAN sur le territoire français ou y installent des rampes de lancement, à défaut d'en avoir obtenu le commandement. Le « dégagement atlantique » voulu par de Gaulle se réalise par étapes. La tension grimpe chaque fois avec Washington.

En représailles, le général Lauris Norstad, commandant en chef de l'OTAN, déplace neuf escadrons de chasseurs de la France vers l'Allemagne, au grand dam des autorités

françaises. « Tous les efforts doivent être entrepris pour éviter d'apparaître en colère ou excités, mais il nous faut faire ce que nous pensons juste », confie Norstad au président Eisenhower, lequel lui rappelle que de Gaulle est d'abord obsédé par « l'honneur, la force et la gloire de la France¹⁹ ».

Une explosion nucléaire dans le Sahara

Le troisième coup de semonce est une explosion. Elle a lieu le 13 février 1960, à 7 h 04, dans le sud du désert du Sahara algérien, près de Reggane. La France procède au premier test d'une bombe atomique, Gerboise bleue, avec un engin d'environ 70 kilotonnes, soit trois fois la puissance de celui d'Hiroshima. « Hourra pour la France ! Depuis ce matin, elle est plus forte et plus fière », se félicite aussitôt de Gaulle. Un deuxième tir, Gerboise blanche, suivra le 1^{er} avril, avant une série d'autres essais.

Le président français ne plaisante pas : il veut vraiment que la France dispose un jour d'un arsenal nucléaire. Ses prédécesseurs de la IV^e République avaient lancé le programme des recherches, quitte à le partager avec plusieurs pays européens²⁰. Arrivé aux commandes, de Gaulle a confirmé cette ambition, en la confinant au strict cadre national. Autant par nécessité stratégique de défense que par amour-propre : la bombe française va devenir le symbole d'une puissance qui entend se faire respecter sur la scène internationale comme quatrième membre du club des nations atomiques, après les États-Unis, l'URSS et le

Royaume-Uni.

Curieusement, en dépit de leur opposition fondamentale à toute prolifération, les Américains n'ont pas toujours été hostiles aux démarches françaises. Avant le retour du général de Gaulle, ils semblaient disposés à aider la France à acquérir des armes nucléaires... pourvu qu'ils en gardent le contrôle, via l'OTAN.

Fin 1957, un accord sur la fourniture d'un sous-marin à propulsion atomique se dessinait. En février 1958, une mission secrète de scientifiques français, baptisée Aurore, a été accueillie aux États-Unis, notamment sur le site des essais américains, dans le Nevada. « Ils nous ont autorisés à étudier de près leurs procédures de tests et de sécurité, y compris dans les galeries souterraines. Nous avons imité leurs techniques et ce fut très précieux²¹ », rapportera Pierre Billaud, l'un des atomistes qui participaient à ces visites. Reçu à Washington, le chef de la délégation, le général Albert Buchalet, a remercié ses hôtes : « Ce que j'ai appris devrait permettre à la France d'économiser des millions de dollars²². » Il a révélé que le premier test français aurait lieu dans le Sahara, dès que les stocks de plutonium le permettraient.

Demandeuse, la France espérait que des amendements à la loi McMahon de 1946, loi américaine qui proscriit tout transfert de technologies nucléaires hors des États-Unis, lui permettraient d'accéder plus facilement au savoir-faire atomique, à l'instar des échanges privilégiés entre Washington et Londres, concrétisés par un accord secret en

1957.

Mais le secrétaire d'État Foster Dulles, lors de son entretien du 5 juillet 1958 avec de Gaulle, semble formel : les États-Unis ne veulent fournir des armes que sous contrôle de l'OTAN. Or le Général récusé cette sujétion. Des discussions ont repris sur la fourniture par les Américains du sous-marin et de petites quantités d'uranium enrichi 235. Seul ce deuxième point débouche en avril 1959 sur un accord secret, qui ne sera pas entièrement respecté²³. La décision de la France de retrait des forces navales de l'OTAN en Méditerranée et le refus d'accepter des stocks d'armes nucléaires américaines sur son sol grippent toute négociation sérieuse.

Lors de la visite du président Eisenhower à Paris, en septembre 1959, de Gaulle prend soin de lui réserver un accueil triomphal. Tout au long du parcours du cortège officiel, une foule immense se presse pour acclamer l'ancien commandant en chef des forces alliées, héros de la Seconde Guerre mondiale. Au cours de leurs tête-à-tête, le président français répète à Ike son soutien de principe à l'Alliance atlantique, sans que cela altère son vœu que la France dispose, à terme, de son propre arsenal. Pourquoi ? « Par la force des choses, ce sont les États-Unis seuls qui sont en état d'engager le monde dans un conflit atomique où la France risque d'être engagée sans même le savoir », plaide le Général, qui refuse cette passivité. Même si Eisenhower l'assure qu'il « entend bien ne jamais déclencher une guerre atomique sans consultation de ses alliés », cela ne suffit pas à convaincre de Gaulle de renoncer à ces efforts nationaux.

Souhaitant ne pas braquer son hôte, Eisenhower affirme qu'il déplore de ne pouvoir aider la France : « La loi américaine, qui m'a toujours paru une erreur, est telle que seule l'Angleterre est actuellement à même de bénéficier d'une aide américaine en matière atomique. C'est sans doute le bon sens à rebours, mais la France elle-même ne pourra recevoir une telle aide que lorsqu'elle aura dû dépenser trop d'argent et trop de temps. Je le regrette, mais ne peux faire mieux. »

Le général de Gaulle le reprend avec ses mots empreints de fierté contrariée : « Je ne suis pas demandeur²⁴. »

Le lendemain soir, sirotant un cognac au coin d'un feu de cheminée dans le château de Rambouillet, le Français est plus direct, fustigeant devant Eisenhower, en robe de chambre, la loi McMahon qui sert de prétexte aux Américains pour ne rien lâcher : « Moi, j'ai changé la Constitution quand je ne la trouvais pas pratique. » Et il ajoute : « Vous me dites qu'il est dangereux pour moi de connaître des secrets qu'un millier de caporaux soviétiques savent déjà. Ça, je ne peux pas l'accepter. [...] Croyez-moi, la France n'a pas perdu, comme les Britanniques, le goût pour l'excellence²⁵. »

Le 4 septembre, juste avant le départ d'Eisenhower pour l'Écosse, le président français lui révèle que « la France va prochainement faire exploser une bombe A » et lui indique une date théorique, en mars 1960. « Cette bombe sera de faible puissance, précise-t-il, très inférieure à ce dont les Américains disposent maintenant, mais c'est un début ; la

France continuera son programme atomique de manière à disposer un jour d'un armement atomique complet, à moins que les stocks d'armes atomiques détenus par les autres ne soient détruits. »

Parfaitement informé de ce que préparent les atomistes français, le président américain y semble moins opposé que le département d'État, très sensible aux différents sujets d'affrontement avec les Français. Désireux de « s'arranger avec de Gaulle », comme le recommandera son Conseil national de sécurité²⁶, Eisenhower ne veut cependant pas déroger aux lois ni sortir du cadre de l'OTAN. Il est dans une impasse.

Peu après les explosions de Reggane, un Américain fait une visite ultra-secrète à l'Élysée. Il s'agit de John McCone, qui dirige la Commission de l'énergie atomique des États-Unis et qui sera nommé à la tête de la CIA fin 1961. Cet expert a été reçu en France par ses homologues du nouveau commissariat à l'Énergie atomique (CEA), avec lesquels ses relations demeurent cordiales. Il s'est rendu à Pierrelatte, sur le chantier de l'usine française de retraitement d'uranium qui doit fournir le combustible d'une future bombe H thermonucléaire. Lorsque les responsables du CEA ont demandé à McCone de nouvelles livraisons d'uranium enrichi ainsi que du plutonium pour leur réacteur pilote, l'Américain a tergiversé, arguant des restrictions imposées par la loi McMahon. Il répète ces arguments devant le général de Gaulle, qui répond que la France n'en est encore qu'à ses débuts. « La route atomique est dure et longue²⁷ », insiste McCone.

Dans le fond, l'Américain doute des capacités de retraitement de Pierrelatte. La France est encore loin d'avoir sa bombe. Elle risque d'y engloutir des milliards et de finir par se décourager. En dépit de consultations qui se prolongent et d'offres intermittentes de coopération, les États-Unis n'ont guère envie d'aider les Français à entrer rapidement dans le club restreint des nations atomiques. Washington ne veut pas créer un précédent que d'autres nations, dont l'Allemagne, ne manqueraient pas de brandir.

Des essais souterrains étudiés en Corse

En attendant, les Américains tentent d'interdire tous les essais atmosphériques, après les avoir eux-mêmes largement pratiqués. Un moratoire s'applique *de facto* depuis 1958 entre les États-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni. Les diplomates entament, à Genève, la négociation d'un traité international pour bannir ces essais.

Fin avril 1960, de Gaulle effectue un voyage officiel aux États-Unis – une manière de rendre la politesse après la visite d'Eisenhower à Paris quelques mois auparavant. Au cours de son entretien avec le président américain à la Maison-Blanche, le 22 avril, le général de Gaulle est interrogé par son hôte au sujet des premiers essais aériens français dans le Sahara, essais qui ont provoqué des réactions indignées dans plusieurs pays africains voisins. De Gaulle ironise : « Tous ces gouvernements africains ont des difficultés internes et ils cherchent des prétextes à l'extérieur pour calmer leur population, comme Fidel Castro

le fait à Cuba à l'encontre des États-Unis. » En référence au traité préparé par son administration, Eisenhower insiste sur les risques des explosions atmosphériques :

« Les preuves se font de plus en plus concluantes que des expériences vieilles de huit ou neuf ans donnent encore certaines retombées. Pour ma part, je n'ai rien à dire contre votre décision de faire des expériences. Mais étant donné l'incertitude qui régnera pendant encore trois ou quatre générations sur les effets physiologiques des expériences déjà faites, je me permets une suggestion : la France pourrait-elle faire ses prochaines expériences sous terre ? »

Un peu surpris par cette remarque, le général de Gaulle ne veut pas donner le sentiment qu'il élude la question. « En principe, oui », répond-il. Avant d'ajouter, faisant allusion aux multiples essais atmosphériques américains et russes : « La contribution française à la pollution de l'atmosphère est infiniment faible, mais, en tout état de cause, le gouvernement français est en train de rechercher des régions favorables, notamment en Corse, où existent nombre de cavernes. »

« J'espère que des cavernes seront trouvées, poursuit Eisenhower. En ce qui nous concerne, nous nous employons à creuser, pour le cas où un accord sur l'arrêt des expériences ne serait pas réalisé à Genève, un puits très profond qui communiquera avec un long tunnel²⁸. »

Sur la sellette, les Français feront encore deux tests aériens près de Reggane, puis se replieront sur un site granitique d'In Ekker, dans le Hoggar algérien, au nord de

Tamanrasset, pour mener des essais souterrains de faible puissance de novembre 1961 à février 1966, avant de relancer d'importants tests atmosphériques dans l'atoll de Mururoa dans le Pacifique. Entre-temps, le moratoire sur les essais aériens sera rompu dès septembre 1961 par l'URSS, suivie par les États-Unis, jusqu'à ce que les deux superpuissances signent, à la mi-1963, un traité les interdisant²⁹.

Au détour de leurs conversations, les deux présidents ont curieusement parlé de la Corse. Il ne s'agit pas d'une erreur ni d'une boutade. Dans le plus grand secret, le CEA a étudié différents sites possibles, autres que le Sahara, pour procéder à ses essais souterrains de faible puissance. Notamment dans des régions montagneuses, comme la Corse, propices à l'existence de profondes failles rocheuses, ce qui permettrait d'économiser de coûteux forages. « L'hypothèse de grottes dans le nord de la Corse, dans le désert des Agriates, a effectivement été envisagée sérieusement, confirme Pierre Billaud. Mais, très vite, nous l'avons écartée en raison des populations environnantes, et, à ma connaissance, il n'y a pas eu d'études sur le terrain. Nous nous sommes concentrés sur le Hoggar³⁰. »

L'histoire de la Corse eût sans doute été bouleversée si elle avait été retenue, au terme des études techniques, pour accueillir des essais de bombe atomique ! L'hypothèse, en tout cas, a été étudiée assez méticuleusement en 1960 pour être évoquée par le CEA lors de la visite de John McCone, puis abordée directement par les deux présidents pendant leur tête-à-tête.

Dans le climat de plus en plus tendu qui règne entre les deux pays, rien de ce qui se trame en France, y compris dans les grottes corses, n'échappe à la Maison-Blanche...

1 Voir notamment sur cette décennie de discorde : Robert Paxton, Nicholas Wahl *et al.*, *De Gaulle and the United States. A Centennial Reappraisal*, Berg, 1994 ; Frédéric Bozo, *Deux Stratégies pour l'Europe. De Gaulle, les États-Unis et l'Alliance atlantique, 1958-1969*, Fondation Charles-de-Gaulle/Plon, 1996 ; Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle. Histoire secrète 1961-1969*, Seuil, 2000 ; Maurice Vaïsse, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*, Fayard, 2002.

2 Maurice Couve de Murville, *Une politique étrangère 1958-1969*, Plon, 1971, p. 30.

3 Mémorandum de réunion entre Dulles et le président Eisenhower et leurs conseillers, 3 juillet 1958, Whitman File, Eisenhower Diaries, Eisenhower Library, *Foreign Relations of the United States, 1958-1960*, vol. VII, France, doc. 32.

4 *Scope of Your Meeting with de Gaulle*, 26 juin 1958, mémorandum de Burke Elbrick, assistant du secrétaire d'État pour les Affaires européennes, au secrétaire d'État Foster Dulles, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States, 1958-1960*, vol. VII, France, doc. 27.

5 La tension avant ce premier entretien Dulles-de Gaulle est notamment rapportée par Cecil Lyon, alors numéro deux de l'ambassade américaine à Paris, interview, 26 octobre 1988, *op. cit.* Les citations de l'entretien sont issues du mémorandum de conversation, 5 juillet 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States, 1958-1960*, vol. VII, France, doc. 34. Nous avons pu le comparer à la version française – similaire – du même entretien, dans les archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales. Nous avons choisi, pour des raisons de forme, de reprendre la version française. Voir l'appréciation du général de Gaulle lui-même sur cet entretien dans Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir. Le renouveau, 1958-1962*, Plon, 1970, p. 220-221. Voir également David Schoenbrun, *The Three Lives of General de Gaulle*, Atheneum, 1965, p. 293 ; Wilfrid Kohl, *French Nuclear Diplomacy*, Princeton University Press, 1971, p. 66 ; Bernard Ledwidge, *De Gaulle et les Américains, 1958-1964*, Flammarion, 1984, p. 14 et suiv.

6 Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir, op. cit.*, p. 214.

7 Télégramme du secrétaire d'État, Foster Dulles, au président

Eisenhower, 5 juillet 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 37.

8 Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, op. cit., p. 214.

9 Ce mémorandum secret du 17 septembre 1958 est accompagné d'une lettre manuscrite du général de Gaulle au président Eisenhower : voir copie et traduction dans *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 45, et dans les archives de la présidence de la République, 5AG1-203, Archives nationales. Pour une analyse détaillée des conséquences, voir l'ouvrage de référence, Maurice Vaïsse, *La Grandeur*, op. cit., p. 114 et suiv., ainsi que Wilfrid Kohl, *French Nuclear Diplomacy*, op. cit., p. 70 et suiv.

10 *Reply to de Gaulle Letter*, mémorandum de l'assistant adjoint au secrétaire d'État pour les Affaires européennes au secrétaire d'État, 9 octobre 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 55.

11 Lettre du président Eisenhower au général de Gaulle, 20 octobre 1958, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France ; et aussi archives de la présidence de la République, 5AG1-203, Archives nationales.

12 Durant cet entretien, Foster Dulles confie que, selon lui, Khrouchtchev, « vantard et impulsif », est « plus dangereux que Staline » et que, « par certains traits, il rappelle Hitler ». Face aux demandes du leader soviétique pour changer le statut de Berlin à son profit, Dulles conseille la plus grande fermeté. Ce que de Gaulle approuve : « Si Khrouchtchev dit “ce sera la guerre”, il faut dire la même chose que lui. C'est le meilleur moyen d'empêcher la guerre. » Entretien Dulles-de Gaulle, 15 décembre 1958, archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales.

13 « Ce mémorandum n'était qu'un moyen de pression diplomatique, aurait ensuite confié de Gaulle à son ministre Alain Peyrefitte. Je cherchais alors à trouver un moyen de sortir de l'OTAN et de reprendre ma liberté, que la IV^e République avait aliénée. Alors, j'ai demandé la lune. » Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t. I, Fayard/De Fallois, 1994, p. 351-352. Voir aussi Maurice Couve de Murville, *Une politique étrangère 1958-1969*, op. cit., p. 55-58 ; et le témoignage de l'ancien ambassadeur de France à Washington, Hervé Alphand, *L'Étonnement d'être*, Fayard, 1977.

14 « De Gaulle est complètement dans l'obstruction » sur le projet de force multilatérale, se plaindra le président Eisenhower en recevant le

général Lauris Norstad, commandant des forces de l'OTAN : mémorandum de conférence, 12 septembre 1960, Whitman File, Eisenhower Library, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, OTAN, doc. 267. Sur les « faux-semblants » du projet de force multilatérale selon de Gaulle, voir notamment Hervé Alphand, *L'Étonnement d'être*, op. cit., p. 343 ; et Colette Barbier, « La force multilatérale », *Relations internationales*, printemps 1992, n° 69, repris dans Maurice Vaisse (dir.), *La France et l'atome. Études d'histoire nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 1994, p. 161-218.

15 Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, op. cit., p. 215.

16 *Franco-American Relations*, 28 novembre 1958, mémorandum de l'assistant du secrétaire d'État pour les Affaires européennes (Merchant) au secrétaire d'État Herter, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 73.

17 Lettre du président Eisenhower à de Gaulle, 19 mars 1959, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France ; et dans les archives de la présidence de la République, 5AG1-203, Archives nationales. De plus, le Premier ministre, Michel Debré, a des discussions sur ces sujets avec le secrétaire d'État américain Herter début mai, discussions que ce dernier juge « déplaisantes » : mémorandum de conférence entre Herter et le président Eisenhower, 2 mai 1959, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 110.

18 Lettre du général de Gaulle au président Eisenhower, 25 mai 1959, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 117 ; et archives de la présidence de la République, 5AG1-203, Archives nationales.

19 Mémorandum de conversation entre le général Norstad et le président Eisenhower, 9 juin 1959, Eisenhower Library, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, OTAN, doc. 214.

20 Voir Wilfrid Kohl, *French Nuclear Diplomacy*, op. cit., p. 83 et suiv. ; Maurice Vaisse (dir.), *La France et l'atome*, op. cit. ; Dominique Mongin, *La Bombe atomique française, 1945-1958*, LGDJ/Bruylant, 1997 ; et Jeffrey Richelson, *Spying on the Bomb*, W.W. Norton, 2006, p. 200-201.

21 Entretien de Pierre Billaud (coconcepteur au commissariat à l'Énergie atomique – CEA – de la bombe H française) avec l'auteur, 3 juillet 2008. Voir aussi Charles Ailleret, *L'Aventure atomique française*, Grasset, 1968.

22 *General Buchalet's Visit to the United States*, mémorandum de

conversation, 21 février 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 3.

[23](#) Voir, sur le contentieux nucléaire, Maurice Vaisse, *La Grandeur*, op. cit., p. 125-139. L'accord de coopération pour l'emploi de l'énergie atomique à des fins de défense mutuelle, prévoyant la vente par les États-Unis à la France, sur dix ans, de 440 kilos d'uranium 235 (contenu dans de l'uranium enrichi), destiné à alimenter le prototype des moteurs du futur sous-marin nucléaire français, est signé officiellement le 7 mai 1959. Il ne sera appliqué que partiellement par les Américains (130 kilos fournis avant un arrêt temporaire des livraisons en 1964). Voir Marcel Duval et Pierre Mélandri, « Les États-Unis et la prolifération nucléaire : le cas français », *Revue d'histoire diplomatique*, 1995, n° 3, p. 201. Voir aussi Bertrand Goldschmidt, *Les Rivalités atomiques 1939-1966*, Fayard, 1967, p. 242-243.

[24](#) Entretien de Gaulle-Eisenhower, 2 septembre 1959, palais de l'Élysée, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 130 ; et archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales.

[25](#) Rapporté par l'interprète, Vernon Walters, futur attaché militaire américain en France et futur directeur adjoint de la CIA de 1972 à 1976, dans son ouvrage *Silent Missions*, Doubleday, 1978, p. 490.

[26](#) *Statement of US Policy on France*, 4 novembre 1959, rapport du Conseil national de sécurité, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 145.

[27](#) Entretien de John McCone avec le général de Gaulle, palais de l'Élysée, 12 avril 1960, archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales. L'entretien de McCone avec les responsables du CEA (Perrin, Goldschmidt, Renoux, Falquet) fait l'objet d'un télégramme détaillé de l'ambassade américaine à Paris, 14 avril 1960, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 163.

[28](#) Entretien de Gaulle-Eisenhower, Maison-Blanche, 22 avril 1960, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 167 ; et archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales. Voir aussi le récit du voyage par l'ambassadeur de France à Washington, Hervé Alphand, dans *L'Étonnement d'être*, op. cit., p. 327-332.

[29](#) Le président Kennedy négocie avec l'URSS et le Royaume-Uni, en

août 1963, un accord sur l'interdiction des essais atmosphériques, spatiaux ou sous-marins, que la France refusera de signer.

[30](#) Entretien de Pierre Billaud avec l'auteur, 3 juillet 2008.

Chapitre 3

De Gaulle-Kennedy : les coulisses d'un froid sommet

La star, c'est elle ! Jackie. La First Lady, qui accompagne son époux John F. Kennedy durant son premier voyage officiel en Europe, lequel débute sur le tarmac de l'aéroport d'Orly, en ce matin du 31 mai 1961. À trente et un ans, la jeune lettrée de la Sorbonne, aux ancêtres français, incarne une beauté limpide, au bras de JFK, l'homme le plus puissant du monde, élu à la Maison-Blanche fin 1960 comme successeur du vieux général Ike Eisenhower.

Les photographes la mitraillent. Son élégance et son sourire irradient les caméras de l'ORTF qui retransmettent en direct l'arrivée triomphale à Paris du couple présidentiel américain. Le général de Gaulle est venu les accueillir à la descente de leur avion et, tout au long du parcours jusqu'au centre de Paris, une foule d'un million de personnes acclame les hôtes de la France. « Le but principal de cette visite devrait être simplement de vous donner l'occasion, à vous et à Mme Kennedy, de provoquer un impact personnel très fort sur les Français et leur gouvernement¹ », a glissé au président l'un de ses plus proches conseillers quelques

semaines avant son envol. L'opération de communication est réussie. La presse s'enthousiasme pour ce jeune président de quarante-quatre ans venu d'outre-Atlantique. JFK symbolise le renouveau américain et Jackie le rêve². Tant pis s'il s'agit là d'une image largement artificielle, puisque les époux Kennedy font chambre à part et que John vient de subir, un mois plus tôt, un échec retentissant, avec le débarquement avorté à Cuba de mercenaires anticastristes armés par la CIA dans la baie des Cochons...

Grand spectacle et tensions extrêmes

Pour recevoir les Kennedy, le protocole français a mis les petits plats dans les grands. Tapis rouge, limousines, chambre du roi au Quai d'Orsay, cadeaux de prestige. Les diplomates ont sondé par avance les intentions de John et Jackie pour leur séjour parisien. Le président américain a insisté pour consacrer le plus de temps possible à des entretiens en tête à tête avec son homologue français, qu'il rencontre pour la première fois et dont la stature historique l'impressionne. Le programme a été étalé sur trois jours, avec cinq rendez-vous à l'Élysée, avant un décollage pour Vienne, où JFK doit faire face au dirigeant de l'URSS, Nikita Khrouchtchev, qui harcèle les Occidentaux afin de faire réviser en sa faveur le statut quadripartite de Berlin.

Jackie, elle, a souhaité côtoyer des artistes et rencontrer André Malraux, l'un de ses écrivains favoris, lors d'un déjeuner officiel. Des visites de musée sont prévues, ainsi qu'une soirée de spectacle. Une note de l'Élysée a précisé,

quelques jours auparavant : « Mme Kennedy aimerait beaucoup pouvoir assister à une soirée au théâtre de Versailles, comportant un court divertissement, si possible un ballet (le président Kennedy aurait en effet du mal à suivre en français une pièce de théâtre). Son vœu serait que ce spectacle fût précédé d'un dîner ou suivi d'un souper au château de Versailles³. »

Qu'à cela ne tienne : Jackie aura son dîner royal dans la galerie des Glaces !

Ces surenchères protocolaires masquent pourtant une sourde tension. Au-delà du faste déployé et des toasts portés à l'amitié historique entre la France et les États-Unis, Kennedy et de Gaulle se méfient l'un de l'autre. Leur admiration mutuelle, pour sincère qu'elle soit en apparence, n'efface en rien leurs divergences sur des sujets stratégiques, de l'ONU à l'OTAN en passant par l'Afrique, Berlin, le Moyen-Orient ou l'Indochine. Avec Eisenhower, les frictions étaient tempérées par une proximité de génération. Mais Kennedy est, aux yeux du Général, un « novice », élu d'extrême justesse, « sur le point de prendre son essor pour monter haut », mais encore mû par « l'impulsion de l'idéaliste » et « porté à des interventions que le calcul ne justifie pas⁴ ».

De Gaulle se souvient parfaitement que le sénateur Kennedy s'était prononcé, dès 1957, en faveur de l'indépendance de l'Algérie, prenant alors la France à revers. Il ne le lui a jamais pardonné. Lors de l'élection présidentielle américaine de novembre 1960, le Général

avait, de ce fait, une préférence pour Richard Nixon, le challenger républicain de JFK, qu'il avait rencontré lors de son passage à Washington quelques mois plus tôt. En dépit des discours publics chaleureux, cette visite à Paris ne fera que confirmer, de vive voix, tout au long de leurs entretiens confidentiels, l'existence du fossé entre les deux hommes.

Des émissaires secrets à l'Élysée

Ce voyage a pourtant été minutieusement préparé côté américain. Car, pour l'administration Kennedy, le général de Gaulle reste une énigme. Tous les services ont été mobilisés avant cette rencontre au sommet afin de tenter de comprendre les ressorts du vieux combattant, qui semble prendre un malin plaisir à contrer l'Amérique dès qu'il en a l'occasion.

JFK a nommé un nouvel ambassadeur en France, le général James Gavin, l'un des premiers soldats à avoir sauté en parachute en Normandie le 6 juin 1944, pensant que le choix d'un militaire, francophile à défaut d'être francophone, siérait à de Gaulle. Le département d'État a aussi envoyé plusieurs émissaires à l'Élysée pour déminer le terrain avant l'arrivée de JFK. De passage à Paris, l'ex-ambassadeur américain à Moscou Averell Harriman, très respecté dans les capitales occidentales, a rendu une discrète visite à Charles de Gaulle, le 4 mars 1961, pour l'assurer que « l'un des premiers soucis du président Kennedy est d'établir une amitié étroite [avec lui] ». Selon le diplomate, il existait entre de Gaulle et Eisenhower des liens personnels dont

l'origine remontait à la guerre. « Le président connaît la position exceptionnelle qu'occupe le Général non seulement en France, mais en Europe et dans le monde, aussi tient-il lui aussi à se lier d'amitié avec le chef de l'État français », a-t-il insisté.

De Gaulle a rétorqué, sans fard, qu'il déplorait certaines attitudes américaines : « Au lendemain de la guerre, les États-Unis ont eu tendance, pour sortir de leur isolationnisme, à faire absorber leur politique par celle d'organismes internationaux créés par eux à cet effet, mais l'expérience faite, depuis lors, a mis en évidence les inconvénients de la confusion des réalités au sein des grands organismes et, en ce qui concerne la France, cette confusion nous met assez mal à l'aise. Quand les Américains nous demandent : “Que pensez-vous de l'OTAN ?”, nous sommes tentés de leur répondre en leur demandant à notre tour : “Que veulent faire les États-Unis ?” » Le ton était donné, la balle renvoyée dans le camp de Kennedy. Avec cette remarque lourde de sens : « Il ne faut pas que nous jouions à cache-cache⁵. »

Le mois suivant, le 20 avril, un autre diplomate américain de haut rang, Dean Acheson, chargé par Kennedy de piloter un groupe de travail sur la sécurité de l'Europe, est lui aussi venu voir secrètement le général de Gaulle. L'objectif était de rassurer le président français, qui doutait des intentions nucléaires américaines en cas d'attaque soviétique : « Le président Kennedy désire que ses alliés sachent que ni les forces ni l'appui nucléaires ne seront retirés d'Europe ; bien au contraire, ils seront accrus⁶ », a martelé Acheson.

L'OTAN serait dotée d'armes balistiques nouvelles et de cinq sous-marins munis de fusées Polaris. Les pays européens pourraient décider de leur usage en cas d'urgence. Ayant déjà exprimé à Eisenhower ses doutes sur ces questions, le général de Gaulle a pris bonne note de ce que lui disait ce messenger empressé. En attendant d'en discuter directement avec Kennedy, il a paru ne pas vraiment y croire...

Cela n'empêche pas les diplomates et experts du Conseil national de sécurité de passer scrupuleusement en revue tous les sujets possibles de discussion avec de Gaulle, afin d'élaborer des argumentaires précis pour JFK. « L'avantage de discuter avec un grand homme, c'est que ses idées sont claires comme du cristal et qu'il s'y tient^z », s'est félicité un des conseillers, Henry Owen. Les objectifs stratégiques de la visite en France ont été exposés : il faut ramener de Gaulle dans le droit chemin de l'OTAN et tenter de le persuader de cesser son programme nucléaire, amorce d'une prolifération redoutée qui pourrait tenter l'Allemagne. Si le Français se plie aux vœux de Washington, les diplomates américains ont imaginé de faire venir immédiatement à Paris le Premier ministre britannique, Harold Macmillan, et le chancelier allemand, Konrad Adenauer, pour un sommet unitaire élargi, juste avant que Kennedy ne s'envole pour rencontrer le leader soviétique Nikita Khrouchtchev. Ce serait assurément un joli coup.

Pour obtenir ce succès diplomatique, les États-Unis semblent prêts à quelques concessions. La Maison-Blanche promettrait à de Gaulle qu'il pourrait participer aux

décisions sur l'usage des armes nucléaires en Europe et qu'elle le « consulterait » plus régulièrement sur les affaires mondiales, comme il l'avait réclamé au président Eisenhower dans son mémorandum de septembre 1958 sur le directoire tripartite (États-Unis, Royaume-Uni, France). Mais pas question de lui livrer des technologies nucléaires. « Les Français ne peuvent pas garder des secrets⁸ », ont tranché les experts américains au sujet de la requête française d'un sous-marin à propulsion nucléaire, toujours pendante.

La tâche ne s'annonce pas aisée, puisque les réunions préparatoires avec l'ambassadeur de France à Washington, Hervé Alphand, n'ont guère aplani les différends⁹. Et de Gaulle est toujours obsédé par la volonté de détenir sa propre bombe atomique. Les Américains ont toutes les peines du monde à comprendre l'intérêt de ce projet coûteux de force nucléaire autonome, « que les Soviétiques pourraient détruire en un après-midi¹⁰ ».

Pour la CIA, de Gaulle est « impénétrable »

La CIA s'est également penchée sur le Connétable lui-même et sur son entourage. Plusieurs rapports transmis à la Maison-Blanche, puisés auprès d'agents bien introduits à l'Élysée, ont décrit par le menu le fonctionnement très étrange du cabinet présidentiel, dont les membres paraissent suroccupés, loyaux, assez maltraités... et peu influents. « Parmi l'entourage de De Gaulle, personne n'essaie de s'arroger un peu du pouvoir du président ; nul

n'a pareille vanité, a ainsi écrit un des agents de la CIA le 14 avril 1961. Aucun d'entre eux n'est réellement capable de décider une politique, même Debré. La seule exception est de Courcel [secrétaire général de la présidence], qui est proche de De Gaulle depuis la Seconde Guerre mondiale. »

Les espions américains se sont aussi renseignés sur la santé du président, qu'ils jugent « excellente », bien meilleure que lorsqu'il était en retrait de la vie publique : « Il est certainement plus actif maintenant qu'il ne le fut. Ces années d'inactivité lui ont pesé. Ses journées de travail sont courtes – peut-être de 8 h 30 jusqu'à 19 h, incluant des temps de lecture –, et il ne reçoit pas de coups de téléphone après certaines heures, sauf en cas de crise. De plus, il s'accorde des périodes appropriées pour la lecture et l'écriture durant lesquelles personne ne l'interrompt. Sa vie sociale ne dépasse pas le cadre de ses obligations présidentielles réduites au strict nécessaire. Évidemment, cela s'ajoute à un bon rythme d'activité, mais de Gaulle ne montre aucun signe de fatigue¹¹. »

L'agent de la CIA a rapporté, au fil de ses messages, d'autres détails de la vie élyséenne, notamment sur les livres du président : « Ses lectures se concentrent actuellement sur l'histoire, des essais sur des questions sociales ou morales, et sur des aspects techniques, comme les travaux scientifiques sur les problèmes nucléaires. Un livre de Raymond Aron ou de Pierre Mendès France sur la France moderne serait lu par de Gaulle, tout comme un nouveau volume des œuvres de Winston Churchill. [...] Incidemment, je peux imaginer de Gaulle lisant *Profiles in*

Courage [écrit par JFK] avant que le président Kennedy lui rende visite en mai, mais il serait caractéristique pour lui de ne pas mentionner l'avoir fait. » Et l'officier de la CIA a ajouté : « Aucune idée d'une seule personne n'influence de Gaulle complètement. Il est impénétrable, inaccessible aux idées des autres, parce que ses impressions sont déjà forgées et qu'il sait où il veut aller ; mais il est intéressé par les opinions d'autrui. » Et, plus loin : « De Gaulle ne recherche les faveurs de personne, absolument personne¹². » Voilà qui ne facilite pas le dialogue à venir.

D'autres agents de la CIA se sont penchés sur le moral des armées françaises, secouées par le putsch avorté des généraux Challe, Salan, Jouhaud et Zeller, fin avril 1961. D'après une des sources de l'agence, qui a fait une longue visite en Algérie après la mutinerie, les risques d'un nouveau complot militaire existent, tout comme le risque d'une guerre civile conduisant les gaullistes à un affrontement avec les communistes¹³. Selon la CIA, ce danger obséderait de Gaulle.

« Parlez-lui d'histoire pour l'impressionner »

La date du voyage se rapprochant, les hommes de la Maison-Blanche ont également recueilli des avis extérieurs sur le Général. Après avoir été reçu à la Maison-Blanche, Jacques Chaban-Delmas, qui préside l'Assemblée nationale, a confié aux Américains que de Gaulle pourrait être « très coopératif » au cours des entretiens à venir si la nouvelle administration était ouverte à des « consultations »

régulières¹⁴. L'ancien président du Conseil Paul Reynaud, lui aussi reçu par Kennedy à la mi-avril, a expliqué que l'attitude du Général était largement « conditionnée par le fait qu'il a été officier, ce qui ne lui a pas donné beaucoup d'occasions de voyager¹⁵ ».

Curieux, Kennedy a aussi confié à son ami historien Arthur Schlesinger Jr le soin de lui apporter quelques lumières. Ce dernier s'acquitte de sa tâche en citant notamment des propos de Jean Monnet, père de l'Europe, au sujet de De Gaulle, qui, selon lui, « ne peut être convaincu de quoi que ce soit par un argument, mais qui a une grande capacité, à la fin, à s'adapter à la réalité des faits¹⁶ ». Le conseil de Monnet ? Kennedy doit parler au Général en évoquant l'histoire, ses grandes tendances, le « destin de la France » qui est d'unifier l'Europe, l'identité de la « civilisation occidentale ». « S'il parle ainsi, il impressionnera de Gaulle. »

Pierre Mendès France est sollicité par Schlesinger pour brosser le portrait du Général, présenté comme un « solitaire », avec un « grain de folie », qui aime les « combattants », face à qui il ne faut pas hésiter à exprimer ses désaccords : « De Gaulle peut se vexer, mais il respecte la franchise. » Sa volonté d'avoir une force nucléaire serait psychologique, pas rationnelle. Pour Mendès France, « de Gaulle voit deux catégories de nations : les supérieures, qui ont des armes nucléaires, et les inférieures, qui n'en ont pas. Sa vision de la France requiert qu'elle en dispose¹⁷ ».

Schlesinger a également fait appel au journaliste

américain Cyrus Sulzberger, du *New York Times*, qui recueille très souvent les confidences du Général à l'Élysée. Le reporter, qui rapporte ses conversations à l'ambassade américaine, a estimé que le diplomate Charles Bohlen, apprécié par de Gaulle, pourrait faire un bon interprète lors des entretiens. De plus, il a suggéré à Kennedy de parcourir l'un des ouvrages phares du général de Gaulle, *Le Fil de l'épée*, et de s'initier à la philosophie de Bergson, pour mieux comprendre la personnalité de son futur interlocuteur.

Message reçu. Juste avant d'arriver à Paris, Kennedy a studieusement lu des passages des Mémoires du Général sélectionnés par ses proches. Non sans y puiser quelques leçons peu rassurantes sur une future force nucléaire française contrôlée par de Gaulle : « Il n'hésiterait pas à contrer les ordres du commandement allié à cette force, comme il n'a pas hésité à contrecarrer les ordres de l'État-major allié à la 1^{re} armée française, quels que soient les dommages qui puissent en résulter pour le succès de la riposte nucléaire alliée¹⁸ », note un de ses conseillers.

« Ne cédez rien à Khrouchtchev sur Berlin ! »

Le premier choc des titans a lieu à 11 h 30, le 31 mai 1961, au palais de l'Élysée. Entourés de leurs interprètes respectifs, John F. Kennedy et Charles de Gaulle se jaugent. L'Américain se souvient de tous les mémos préparés par son cabinet pour ce round initial, qui porte exclusivement sur le sujet délicat de Berlin. Les Soviétiques, qui administrent une partie de la ville allemande aux côtés des alliés occidentaux

(français, anglais, américains) depuis 1945, veulent absolument évincer ces derniers, voire annexer totalement Berlin-Ouest, au cœur d'une Allemagne de l'Est qu'ils occupent déjà. Nikita Khrouchtchev réclame une négociation. Kennedy est tenté. De Gaulle la refuse, pour des raisons de principe.

Kennedy : « Je serais heureux d'avoir votre avis sur la question de Berlin, qui constitue la clé des positions occidentales en Europe. J'estime pour ma part qu'un recul porterait préjudice à l'Alliance tout entière. Mais faut-il rester rigoureusement sur ses positions ou insister seulement sur les droits d'accès à la ville, tout en acceptant une conférence dans le genre de celle de Genève (dont les résultats ne seraient d'ailleurs vraisemblablement que négatifs) ? En d'autres termes, est-il acceptable de discuter du statut de Berlin (les droits exceptés) ou ne faut-il discuter ni du statut ni des droits ? »

De Gaulle : « Depuis deux ans et demi, j'entends Khrouchtchev parler de son prestige et de l'urgence qu'il y a à régler la question de Berlin ; ceci ne l'empêche pas toutefois de renvoyer cette solution de six mois en six mois, et il est vraisemblable qu'il le répétera encore. Cette attitude conduit à penser que Khrouchtchev ne fera pas la guerre à propos de Berlin, sinon il l'aurait déjà faite. Lors de mes entretiens avec Khrouchtchev, je lui avais dit que la situation de Berlin était certes très embarrassante pour tous, mais qu'elle reposait sur un statut décidé à quatre et qu'il n'y avait aucune raison, en l'occurrence, de s'en désister [...]. »

Kennedy : « Je me demande si Khrouchtchev prend réellement les Alliés au sérieux à propos de Berlin. Si un homme comme vous a pu poser la question d'un échange de New York contre Paris, à plus forte raison un Khrouchtchev peut se demander si l'on est prêt à échanger New York contre Berlin. Comment lui faire comprendre que mettre en cause la situation de Berlin comporterait un risque de guerre ? »

De Gaulle : « Il faut s'en tenir à la situation présente à Berlin et refuser, dans l'atmosphère actuelle, tout changement. Si les Alliés retirent leurs troupes ou renoncent à leurs droits d'accès à Berlin, cela leur coûtera cher devant le monde entier. Ils auront presque tout perdu en Allemagne, beaucoup en France et en Italie. Après tout, les Alliés ne demandent rien. C'est Khrouchtchev qui veut changer le statut et transférer les droits de l'URSS à l'Allemagne de l'Est. Si celle-ci entend empêcher les Soviétiques de passer, ils passeront, car ils sont plus forts qu'elle. Mais si Khrouchtchev veut risquer, lui, une guerre à propos de Berlin, il faut lui dire fermement qu'il l'aura. Mais il ne la veut pas. [...] Il ne faut pas cacher à Khrouchtchev que si, à un moment quelconque, lui-même ou l'Allemagne de l'Est communiste (ce qui est la même chose) utilisent la force, les Alliés l'utiliseront aussi pour ouvrir l'accès qui leur serait fermé. [...] Khrouchtchev reste seul responsable de la situation. »

Kennedy : « J'en conviens. Il est clair que si l'Occident paraissait vaciller dans sa détermination à propos de Berlin, l'Allemagne de l'Ouest et l'Europe en seraient gravement

affectées. Il convient certes de tenir un langage ferme à Khrouchtchev. Celui-ci n'ignore pas pourtant les difficultés militaires des Alliés dans cette zone. Êtes-vous satisfait du plan occidental pour le cas où l'accès à Berlin serait bloqué : la compagnie puis la brigade, enfin la décision au niveau élevé ? Ne faut-il pas prévoir des mesures plus énergiques ? »

De Gaulle : « De toute façon, on ne peut gagner la bataille militaire autour de Berlin si les Soviets entendent la livrer. Mais il faut faire clairement comprendre à Khrouchtchev que si la bataille s'engage autour de Berlin, ce sera la guerre. »

De Gaulle refuse toute négociation et se dit prêt à l'affrontement. Kennedy, impressionné par la ténacité du président français, se prépare pourtant à rencontrer Khrouchtchev à Vienne afin de sonder ses vœux.

Les « illusions » américaines en Asie

Le deuxième acte, plus frontal, se joue dans l'après-midi. La conversation se concentre sur le Laos et l'Asie du Sud-Est. Les États-Unis y sont déjà engagés et la France refuse de s'associer à eux. Au Laos, la situation est, selon de Gaulle, « fort compromise » : « Je ne veux pas revenir sur le passé mais constate qu'on s'est fait des illusions aux États-Unis. Le Laos est un pays pauvre, sans unité, sans volonté. C'était donc une erreur de vouloir en faire quelque chose de consistant... »

JFK n'est évidemment pas de cet avis. Pour lui, pas question de lâcher le Laos, puisqu'il s'agit de lutter contre le communisme : « Le prestige des États-Unis est engagé. Si la solution qui se dégage est trop favorable aux communistes, l'effet peut être désastreux non seulement sur la Thaïlande, le Vietnam et la Malaisie, mais sur des pays voisins de l'URSS comme le Pakistan, l'Iran et la Turquie. » Le président américain redoute un effet domino.

De Gaulle est en désaccord complet avec cette thèse. Pour l'argumenter, il évoque l'expérience française dans la région, avec une prémonition étonnante sur le futur borborygme vietnamien :

« La France a été présente longtemps en Indochine. Vous vous rappelez comment elle s'est décidée à en partir. Si elle dispose encore d'une influence sérieuse au Vietnam, au Cambodge et au Laos, c'est précisément que cette influence n'a plus le caractère d'une présence militaire. Vouloir garder une influence et, en même temps, armer ces pays sont deux buts contradictoires. Les populations pensent en effet que, si l'Occident arme leur pays, c'est pour le dominer, et la situation se dégrade aussitôt [...]. [Après le départ des troupes françaises], à tort ou à raison, les États-Unis ont alors cru devoir se substituer à nous ; le résultat n'a pas été heureux. Maintenant le vin est tiré, il faut le boire. Pour sa part, la France n'entend pas s'engager de nouveau militairement dans le Sud-Est asiatique [...]. »

Kennedy réagit vivement : « Je n'ai personnellement aucun désir de voir les États-Unis s'engager dans ce pays

que la France connaît bien. Mais j'estime nécessaire de garder ouverte la perspective d'une intervention afin d'exercer une pression sur l'adversaire [...]. »

De Gaulle s'avoue « sceptique ». Naguère, « pour prévenir une domination communiste, la France a dû faire une véritable guerre en Indochine et user de grands moyens. Mais le fait que les Français y fussent en armes amenait automatiquement une dégradation de la situation. Que d'autres recommencent aujourd'hui et on obtiendra le même résultat. Bien entendu, si les États-Unis estiment que leur sécurité ou leur honneur du fait de leurs engagements les obligent à intervenir, la France n'y ferait pas d'opposition. Mais, quant à elle, elle n'interviendrait pas, sauf, bien entendu, en cas de guerre mondiale, où la France sera toujours et partout aux côtés des États-Unis [...]. »

Le Français, là encore, a donné une leçon d'histoire au jeune « novice » américain. Kennedy n'en tiendra pas compte et les États-Unis s'enfonceront dans une guerre sans issue, que de Gaulle continuera de critiquer.

De gros mensonges sur Cuba

Le matin du 1^{er} juin, le match reprend à l'Élysée, avec une troisième séance d'entretiens. Dans la nuit, Kennedy a appris l'assassinat de Trujillo, le dirigeant de la République dominicaine, et il n'est pas certain que ce putsch n'ait pas été fomenté par la CIA. Le président américain n'en dit rien à son homologue français. Il préfère évoquer le risque d'une

nouvelle révolution de type castriste dans la région, hypothèse qui provoque des cauchemars à Washington. Kennedy admet que, « dans le passé, les États-Unis ont commis une erreur à l'égard de Cuba en n'exerçant pas une plus forte influence sur Batista avant l'arrivée au pouvoir de Castro. Dans l'avenir, les États-Unis n'entendent pas agir seuls ». Un comble, puisque l'opération avortée de la baie des Cochons, à Cuba, a bien été pilotée par la CIA le mois précédent. Kennedy n'évite pas le gros mensonge en évoquant cette affaire devant de Gaulle :

« J'étais d'accord sur l'action entreprise à Cuba au mois d'avril, action dont j'imaginai qu'elle pourrait permettre aux Cubains de régler leurs problèmes sans une intervention directe des États-Unis [sic]. Or l'expérience a montré qu'il aurait fallu ou bien exercer une telle action directe, ou bien s'abstenir totalement. Bien qu'une partie de l'opinion publique américaine désire une intervention, celle-ci serait une erreur. Dans l'état actuel des choses, elle pourrait susciter une action de la part des Soviétiques n'importe où, par exemple en Iran ou à Berlin. Il ne faut pas faire de La Havane un nouveau Budapest. Étant donné les prises de position générales des États-Unis dans le monde, nous nous trouvons psychologiquement mal placés dans l'affaire de Cuba. Notre politique consiste donc actuellement à renforcer notre position morale, tout en préparant une action éventuelle en resserrant nos liens avec l'Amérique latine. Pour l'instant, l'affaire de Cuba doit être laissée de côté. »

À ces remarques embarrassées, Charles de Gaulle répond

« franchement », expliquant qu'il comprend les difficultés des États-Unis en Amérique latine, liées à des écarts de richesse, à des préjugés raciaux et à une hostilité grandissante des pays du Sud. C'est pourquoi il suggère que l'Europe puisse s'en mêler un peu plus, notamment sur le plan économique. Une pierre est jetée dans le jardin américain, ce qui froisse Kennedy.

Des consultations sans suite

Le président français n'en a pas fini avec les piques. Car la conversation change de sujet, tourne autour du Congo, de l'Angola, de l'Afrique, où les divergences se font plus crues. Kennedy propose davantage de « concertation ». Ce mot fait bondir le Général :

« Je n'entends pas vous contredire, mais j'ai été amené depuis longtemps à constater que, si les consultations restent une chose nécessaire, il est fort difficile de parvenir à des accords précis. En effet, s'il n'y a pas de différend, ni même de divergence, quant aux buts poursuivis, les consultations aboutissent rarement à des accords pratiques. Devant les difficultés de l'Occident, j'avais eu l'ambition d'organiser une action commune sur les grands problèmes entre les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Cette ambition n'a pas eu de suite. Probablement ne peut-elle pas en avoir, en raison des différences qui existent entre les politiques réciproques. Aujourd'hui, je ne pense guère que l'on puisse aller au-delà du stade des consultations. Les expériences passées du Moyen-Orient, du Congo belge, du

Laos, et peut-être de l'Angola, tendent à prouver que, malgré l'accord sur les objectifs généraux, une action commune est malaisée. Peut-être est-ce là un fait inévitable à l'époque actuelle. »

Le rêve des conseillers de Kennedy, qui voulaient appâter de Gaulle avec des « consultations » et des « concertations » entre chefs d'État, s'effondre. Prétextant l'absence de suites concrètes à son mémorandum de septembre 1958, le président français balaie les palabres diplomatiques d'un revers de main.

Déstabilisé, Kennedy est contraint d'en convenir : « Il m'est moi-même souvent difficile de réaliser un accord non seulement avec mon opposition, mais encore avec les membres de mon propre parti : les uns veulent intervenir au Laos, les autres veulent s'en retirer ; les uns croient aux Nations unies, les autres n'y croient pas. Quand il s'agit de discussions entre pays, les divergences apparaissent naturellement. Mais s'il y a des terrains de désaccord, il y a aussi beaucoup de terrains d'accord. Par exemple, rien de substantiel ne sépare la France des États-Unis à propos du Laos. [...] J'estime indispensable de coordonner le plus possible les politiques respectives et de bien comprendre les divergences existantes. Pour le reste, l'histoire jugera. »

Le président américain a dû ravalier ses illusions devant le vieux soldat peu amène. De Gaulle concède seulement : « Au fond, il n'y a aucun conflit fondamental entre les États-Unis et la France. Il y a seulement des conditions différentes, qui dépendent du passé, du présent, mais aussi de l'avenir. En

tout état de cause, si jamais un problème grave devait conduire à la guerre, la France et l'Amérique se retrouveraient naturellement ensemble [...]. »

De Gaulle doute de la riposte nucléaire américaine

La partie d'échecs se poursuit le 1^{er} juin dans l'après-midi sur le thème, plus sensible, de l'OTAN et des armes atomiques. Kennedy veut persuader de Gaulle de son engagement à protéger l'Europe, et obtenir en retour un message clair de soutien français à l'OTAN. Là encore, il doit déchanter. De Gaulle est partisan de l'Alliance atlantique, mais, au fond, il ne croit pas au bouclier nucléaire américain en Europe. Il l'exprime ainsi à Kennedy :

« Qu'arriverait-il si l'URSS attaquait avec des armes conventionnelles ? Je doute fort, dans ce cas, que les États-Unis riposte raient par des moyens nucléaires puisque, tout en donnant la mort à l'adversaire, ils l'attireraient également sur eux. Ce serait en effet contradictoire avec la nature humaine. Il n'y a donc, et c'est bien naturel, aucune certitude que les États-Unis emploieraient les premiers l'arme atomique pour défendre l'Europe. »

Du coup, pour le Général, « ne pas avoir de défense propre, avec des alliés, bien entendu, devient intolérable. Le système atlantique d'une défense OTAN, intégrée sous commandement américain, sans commandement national français, ne pourra pas tenir et ne tient déjà plus [...]. Un

État, un gouvernement ne peuvent pas garder leur autorité, leur prestige s'ils ne sont pas, aux yeux du peuple, responsables de la défense nationale. La France ne veut donc pas rester prisonnière d'une formule d'intégration où elle perd sa propre responsabilité et où sa défense nationale est dénationalisée ».

Évidemment, il prend le soin de rassurer tactiquement son interlocuteur : « Dans les circonstances présentes, alors qu'une crise internationale est imminente et que vous allez parler avec Khrouchtchev de Berlin, il est évident que nous ne déchirerons pas le contrat qui nous unit à nos alliés et que nous ne détruirons pas l'OTAN, ce qui serait très peu opportun. Mais, le moment venu, il faudra trouver une autre formule qui tienne compte des deux faits suivants : les États-Unis n'utiliseront sans doute pas les premiers l'arme atomique ; les puissances européennes valables doivent avoir leur défense nationale propre. [...] Pour ce qui est de la France, c'est précisément ce que je me suis fixé pour but, après la solution de l'affaire algérienne. »

Un peu plus tard, il vante les mérites de cette indépendance : « Personne ne croit que les États-Unis soient disposés à remettre une partie de leur puissance atomique à quiconque. D'ailleurs, lorsque la France aura son armement atomique, elle n'en remettra non plus aucune partie à qui que ce soit. Je le sais fort bien, et c'est pourquoi je ne vous demande pas de nous donner ces armes, ni même de nous aider à en construire. »

Le président américain a écouté l'implacable

raisonnement de son hôte. Il le remercie de sa franchise et tente, une fois de plus, de le convaincre : « La sécurité de l'Europe est absolument essentielle à celle des États-Unis. [...] Si une attaque soviétique par des moyens conventionnels était de nature à submerger l'Europe, les États-Unis, qui ont d'ailleurs des troupes en Europe, seraient obligés de riposter aussitôt par des moyens atomiques. [...] L'URSS doit être convaincue de cette riposte atomique américaine en cas d'attaque conventionnelle de sa part. [...] Compte tenu de l'avantage que possédera celui qui utilisera en premier les armes atomiques, les États-Unis ne pourraient attendre que les Russes eux-mêmes les utilisent [...]. »

De Gaulle répète qu'il n'en est toujours pas persuadé et se demande si Kennedy l'est vraiment. Il ajoute : « Je suis prêt à vous croire lorsque vous dites que la défense de l'Europe et celle des États-Unis sont une seule et même chose. Mais à partir d'où cela déclencherait-il la foudre ? À quel moment, sous quelle ligne de terrain les États-Unis considéreraient-ils que cette sécurité est vraiment menacée ? Tout le monde se le demande et personne n'en sait rien. [...] Si j'étais à votre place, je me poserais d'ailleurs les mêmes questions. »

JFK tient bon. Il martèle que les États-Unis « tireront les premiers si l'Europe est menacée »¹⁹.

« J'en prends acte », lâche de Gaulle, toujours dubitatif.

Chacun garde ses priorités. Pour Kennedy, « l'essentiel est de ne pas casser l'Alliance ». Pour amadouer son hôte, il lui tend une perche : « Je sais que la France aura son arme

nucléaire. J'espère que, dans ces perspectives, les États-Unis et la France pourront s'associer de telle sorte que les Russes n'aient aucun doute sur l'usage qui serait fait de ces armes... »

De Gaulle relève à peine cette ouverture.

Le lendemain, après le somptueux dîner d'apparat au château de Versailles, le président américain ne désespère toujours pas de faire craquer de Gaulle. Il remet en avant l'idée de confier aux pays de l'OTAN une force atomique, dont l'usage serait décidé par d'autres pays que les États-Unis. « Un tel groupement européen, sous le contrôle effectif de Macmillan et du général de Gaulle, pourrait prendre la décision au cas où l'Europe risquerait d'être submergée », dit-il.

Cette suggestion obligerait la France à opérer dans le cadre de l'OTAN. De Gaulle, qui veut rester maître de son armement, botte en touche, prétextant des problèmes de commandement : « La rapidité de la décision reste capitale. On ne pourra pas en discuter longtemps et il faudra en fait que quelqu'un prenne immédiatement la décision nécessaire : qui donc ? En réalité ce sera nécessairement le président des États-Unis. Mais quand s'y résoudra-t-il ? »

Le Français est revenu à son point de départ. Pas question de sortir de son raisonnement. Lorsque Kennedy tente de savoir quels changements la France souhaiterait voir survenir au sein de l'OTAN quand elle aura son armement atomique, de Gaulle élude : « Il y aurait là à créer quelque chose qui n'existe pas encore. » Difficile d'être plus

évasif.

Le bras de fer s'achève sur cette impasse. De Gaulle n'a rien cédé. Kennedy n'a pas réussi à faire bouger d'un pouce l'inflexible Connétable. Avant de quitter Paris pour Vienne, le président américain souligne une dernière fois le danger qu'il y aurait à démolir l'Alliance atlantique. « Après tout, l'OTAN représente le seul lien des États-Unis avec la défense de l'Europe. » De Gaulle lui assure qu'il ne « détruira rien²⁰ »... pour le moment.

De Gaulle ne reverra plus JFK

Les suites de ce sommet glacé ? Les deux hommes se remercient chaleureusement, échangent des lettres formelles, de rares coups de téléphone, et promettent de se retrouver rapidement. Mais chacun campe sur ses positions. Entre les deux rives de l'Atlantique, le fossé se creuse, sur l'Algérie et le Vietnam, l'Europe et l'OTAN. Même s'il admire parfois la maestria de l'acteur de Gaulle, Kennedy sera de plus en plus agacé par l'intransigeance du Général. Et ce dernier critiquera sévèrement la politique étrangère américaine, sauf lors de la crise des missiles de Cuba, en octobre 1962, où il accordera aux États-Unis son soutien sans conditions²¹.

Au cours d'une de ses rituelles conférences de presse, le 14 janvier 1963, devant un parterre de cinq cents journalistes, le Général, qui a pesé chacun de ses mots, envenime la situation. Il refuse catégoriquement de

participer à une quelconque force nucléaire multilatérale, telle celle dont les Américains et les Britanniques ont esquissé l'idée peu de temps auparavant lors d'un sommet aux Bahamas, en tentant vainement d'y associer la France. Et il oppose un veto à l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun, car elle transformerait celui-ci, dit-il, en « communauté atlantique colossale sous dépendance et direction américaines²² ».

Ces déclarations fracassantes provoquent du ressentiment en Europe et refroidissent davantage le climat entre Paris et Washington. Le vieux diplomate Dean Acheson parle d'une véritable « débâcle » américaine. Consulté, l'historien Arthur Schlesinger assure que de Gaulle, cohérent avec ses écrits précédents, ne « plaisante pas » : il est « une force naturelle et personne ne peut arrêter une tornade... ». Inquiet du caractère incontrôlable du Général, le président Kennedy se sent impuissant : ni les sanctions économiques, ni les pressions militaires, ni les offres partielles de coopération atomique ne paraissent pouvoir influencer le Français. « Personne, pas même ses intimes, ne savait ce que de Gaulle allait dire dans sa conférence de presse, tonne JFK devant ses conseillers. Nous devons mieux faire pour savoir comment de Gaulle va agir dans l'avenir²³. »

La suspicion est telle que le président américain, alerté par un présumé rapport de renseignement britannique sur un futur rapprochement franco-soviétique visant à neutraliser l'Europe – qui se révélera être un faux –, ordonne à la CIA, le 1^{er} février 1963, de tout mettre en

œuvre pour découvrir ce que de Gaulle mijote avec les Russes²⁴. « Il y a une division profonde entre les objectifs de nos gouvernements respectifs », déplore, au même moment, l'ambassadeur français à Washington, Hervé Alphand, qui voit venir des « jours difficiles²⁵ » entre les deux pays. Son homologue à Paris, Charles Bohlen, n'est guère plus optimiste sur les relations franco-américaines, décidément orageuses : « Pour le moment, je ne vois pas ce qui peut être fait pour les améliorer²⁶ », écrit-il, recommandant de ne pas organiser de rencontre au sommet, ce qui ne déboucherait sur rien de tangible. Recevant Maurice Couve de Murville, le ministre français des Affaires étrangères, à Washington, le 25 mai 1963, Kennedy regrette que la France donne toujours une coloration antiaméricaine à ses décisions : « Nous nous créons des occasions de dispute qui ne correspondent à aucune réalité », déplore-t-il. Ce à quoi Couve répond, fataliste : « Vous vous inspirez de vos intérêts nationaux et nous des nôtres²⁷. »

De Gaulle ne reverra pas JFK. Reporté à plusieurs reprises, le voyage aux États-Unis du président français, qui semblait se dessiner pour la fin 1963, n'aura lieu que pour l'enterrement de son jeune homologue américain, assassiné à Dallas le 22 novembre de cette année.

Paradoxe cruel : les experts de la Maison-Blanche se penchaient depuis des mois sur le scénario inverse, celui d'une mort violente du Général.

¹ Note de McGeorge Bundy, assistant spécial pour les affaires de sécurité nationale, 5 avril 1961, National Security Files, Kennedy Library.

² Voir notamment Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, op.

cit., p. 13 et suiv.

[3](#) Note au général de Gaulle, émanant du Quai d'Orsay, fondée sur des précisions obtenues par l'ambassadeur de France à Washington, Hervé Alphand, 19 avril 1961, archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales.

[4](#) Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, *op. cit.*, p. 266-271.

[5](#) Entretien d'Averell Harriman avec le général de Gaulle, palais de l'Élysée, 4 mars 1961, archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales.

[6](#) Télégramme de Dean Acheson au président Kennedy et au secrétaire d'État Dean Rusk, 20 avril 1961, expédié via l'ambassadeur à Paris, James Gavin, National Security Files, Kennedy Library ; et compte rendu de l'entretien de Dean Acheson avec le général de Gaulle, palais de l'Élysée, 20 avril 1961, archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales.

[7](#) *Memorandum : A New Approach to France*, 21 avril 1961, première version pour le Conseil national de sécurité, Henry Owen et Harry Rowan ; deuxième version, 3 mai 1961. Voir aussi le mémorandum du secrétaire d'État Dean Rusk à l'ambassadeur Gavin, 5 mai 1961 ; le mémorandum de Walt Rostow au président, *General Theme in Talking to de Gaulle*, 15 mai 1961 ; le mémorandum *Talking Points* au sujet de la visite du président à de Gaulle, 27 mai 1961 ; et le mémorandum *What We Want from Paris*, 30 mai 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[8](#) Cité dans *Specific Answers to Your Questions of May 29th (de Gaulle)*, 29 mai 1961, mémorandum de McGeorge Bundy au président, National Security Files, Kennedy Library.

[9](#) Voir notamment le mémorandum de conversation de Paul Nitze et McGeorge Bundy (Conseil national de sécurité) avec l'ambassadeur Alphand, 8 mai 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[10](#) *One Last Attack on de Gaulle's Obsession with Nuclear Weapons*, mémorandum pour le président, McGeorge Bundy, 30 mai 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[11](#) Rapport de la CIA concernant le cabinet de De Gaulle, 14 avril 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[12](#) Rapport de la CIA concernant de Gaulle, 11 mai 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[13](#) *Report on the French Army Mutiny in Algeria and its Consequences*,

22 mai 1961, CIA, National Security Files, Kennedy Library. Voir chapitre 4.

[14](#) Mémorandum de conversation entre le président Kennedy et Jacques Chaban-Delmas, 10 mars 1960, et télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, 22 mars 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[15](#) Mémorandum de conversation entre le président Kennedy et Paul Reynaud, 14 avril 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[16](#) Mémorandum d'Arthur Schlesinger Jr à McGeorge Bundy (assistant spécial pour les affaires de sécurité nationale), 8 mai 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[17](#) *Mendès France on de Gaulle*, mémorandum d'Arthur Schlesinger Jr pour le président, 23 mai 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[18](#) Note d'Henry Owen, avec des extraits des Mémoires du général de Gaulle, transmise à McGeorge Bundy (assistant spécial pour les affaires de sécurité nationale), 30 mai 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[19](#) Dans une lettre secrète à de Gaulle, datée du 30 juin 1961, Kennedy lui redonnera l'assurance que, en cas de menace de guerre, les États-Unis feraient tout pour consulter la France et les autres alliés, par téléphone, avant d'employer les armes atomiques, « sauf si l'attaque était si imminente que notre survie était menacée ». Dans sa réponse, datée du 6 juillet 1961, de Gaulle dit simplement « prendre note » de cette assurance. National Security Files, Kennedy Library.

[20](#) Entretiens du président de Gaulle avec le président Kennedy, 31 mai-2 juin 1961, palais de l'Élysée, mémorandum de conversation, National Security Files, Presidential Trips, Kennedy Library ; et archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales. Voir aussi des extraits de ces conversations dans Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 21-33, et Éric Roussel, *Charles de Gaulle*, *op. cit.*, p. 685-689.

[21](#) Décidé à déclencher, le 23 octobre 1962, un blocus de Cuba après l'installation de missiles soviétiques dans l'île, Kennedy, qui craint une réaction guerrière de Moscou (par exemple à Berlin), en informe par avance ses alliés. Il est même prêt à offrir une aide nucléaire à la France en échange de son soutien. Recevant secrètement ses émissaires – le diplomate Dean Acheson, qui n'évoque pas l'offre nucléaire, accompagné de deux représentants de la CIA, dont Sherman Kent – à l'Élysée le 22 octobre 1962, de Gaulle exprime son soutien total à la décision du

président américain, avant de regarder les photos aériennes apportées par les agents de la CIA. Source : entretien Acheson-de Gaulle, octobre 1962, archives de la présidence de la République, 4AG1-201, Archives nationales. Voir aussi le récit de Dean Acheson, Oral History, Kennedy Library ; celui de Sherman Kent dans « The Cuban missile crisis of 1962 : presenting the photographic evidence abroad », *Studies in Intelligence* (CIA), printemps 1972. L'offre d'assistance nucléaire en échange du soutien français est évoquée par Kennedy deux fois lors des réunions du Conseil national de sécurité, les 20 et 21 octobre 1962 : NSC Meetings, Kennedy Library. Voir aussi Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, op. cit., p. 72-83. Et Maurice Vaïsse, « Une hirondelle ne fait pas le printemps : le général de Gaulle et la crise de Cuba », dans coll., *L'Europe et la crise de Cuba*, Armand Colin, 1993, p. 89-107.

[22](#) Maurice Vaïsse, *La Grandeur*, op. cit., p. 220.

[23](#) Procès-verbal des réunions du Conseil national de sécurité des 25 et 31 janvier 1963, NSC Meetings, Kennedy Library. Voir aussi le rapport de Dean Acheson, *Reflections on the January Debacle*, 31 janvier 1963, National Security Files, Kennedy Library. Et le mémorandum pour le président d'Arthur Schlesinger Jr, *De Gaulle*, 29 janvier 1963, Presidential Office Files, Kennedy Library.

[24](#) Dans un mémo du 26 janvier 1963 sur ce présumé rapport britannique, Walt Rostow (Maison-Blanche) estime qu'il peut s'agir d'une « fabrication ». La directive de Kennedy (NSC 219) à l'intention du directeur du renseignement date du 1^{er} février 1963. La CIA répond le 18 février qu'elle ne croit pas à une telle initiative de De Gaulle. National Security Files, Kennedy Library. Voir aussi Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, op. cit., p. 110-118.

[25](#) Mémorandum de conversation entre l'ambassadeur français Hervé Alphand et McGeorge Bundy (Maison-Blanche), National Security Files, Kennedy Library. Dans la presse américaine, à ce moment-là, « de Gaulle est comparé à Napoléon (ce qui est flatteur), mais aussi à Hitler (ce qui est injuste). L'ennemi public numéro un pendant quelques jours aux États-Unis n'est pas Khrouchtchev, mais de Gaulle », écrit Hervé Alphand dans *L'Étonnement d'être*, op. cit., p. 393.

[26](#) Lettre de l'ambassadeur Charles Bohlen à McGeorge Bundy, 2 mars 1963, à la suite d'un entretien secret de Bohlen avec le ministre français Louis Joxe, National Security Files, Johnson Library. Voir aussi Charles Bohlen, *Witness to History*, W.W. Norton, 1973, p. 501-503. Et aussi McGeorge Bundy, *Danger and Survival*, Vintage Books, 1988, p. 477 et

suiv.

[27](#) Entretien entre le président Kennedy et Couve de Murville, Maison-Blanche, 25 mai 1963, archives de la présidence de la République, 5AG1-201, Archives nationales. Maurice Couve de Murville évoquera cette période comme celle de la plus grave crise dans les rapports franco-américains des années 1961-1967 dans Maurice Vaïsse, *La Grandeur*, *op. cit.*, p. 106.

Chapitre 4

Et si de Gaulle était assassiné ?

La bombe, dissimulée sous un tas de sable, explose à 21 h 15, le vendredi 8 septembre 1961, près de Pont-sur-Seine, dans l'Aube, au bord de la nationale 19. La voiture du général de Gaulle, en route vers sa maison de Colombey-les-Deux-Églises, surgit quelques secondes après. Elle traverse un rideau de fumée avant de s'immobiliser, en même temps que les deux véhicules qui l'accompagnent. Le président en sort, indemne, ainsi que son épouse et le chauffeur. Il s'en est fallu de peu, l'engin meurtrier n'ayant pas fonctionné comme prévu. Arrivé dans sa demeure de la Boisserie, de Gaulle commente l'incident avec flegme : « C'est une plaisanterie de mauvais goût. » Mais, en réalité, sa colère gronde.

Aux yeux du Général, pas de doute : cet attentat est signé par l'Organisation de l'armée secrète (OAS), qui a envoyé un commando pour le tuer. Fondée au début de 1961 autour du général Raoul Salan et de Jean-Jacques Susini, l'OAS regroupe des ultras, dont de nombreux militaires, partisans de l'Algérie française, qui considèrent que de Gaulle les a trahis en promettant aux Algériens en septembre 1959 un scrutin d'autodétermination. Il s'agit pour eux du premier

pas vers une indépendance dont ils redoutent qu'elle ne précipite le départ contraint de plus de un million de Français du sol algérien. Après l'échec du putsch des généraux Salan, Challe, Jouhaud et Zeller en avril 1961, leur combat s'est radicalisé. Leurs leaders sont entrés dans la clandestinité. Alors que les négociations avec les « rebelles » se concrétisent, l'OAS sème la terreur en Algérie contre les populations locales et étend son réseau en métropole. Bien qu'il soit poursuivi, comme Salan, pour sa participation au putsch d'avril, le colonel Godard, devenu l'un des chefs militaires souterrains de l'OAS, a donné l'ordre d'abattre la « Grande Zohra », surnom du Général¹.

Les Américains s'inquiètent de cette montée de l'insécurité sur les deux rives de la Méditerranée. D'une part, l'instabilité de la France, en pleine crise Est-Ouest à Berlin, n'est pas de bon augure. D'autre part, les États-Unis, favorables à l'indépendance algérienne, sont également visés par l'OAS, qui a revendiqué un attentat contre leur ambassade à Alger. Même si de Gaulle est un allié incommode, sa disparition brutale bousculerait la donne occidentale. Cette première attaque contre le Général, le 8 septembre 1961, est une alerte sérieuse. Dès le lendemain, Alexandre Sanguinetti, bras droit du ministre de l'Intérieur Roger Frey chargé de la lutte anti-OAS, confie aux diplomates américains en poste à Paris que les autorités prennent cette affaire avec gravité : « Si le détonateur avait fonctionné, la tentative d'assassinat aurait réussi². »

La CIA croit à une nouvelle tentative de putsch

Malgré plus de deux cents arrestations dans ses rangs les 12 et 13 septembre en Algérie, l'OAS ne paraît pas affaiblie. Ses chefs, toujours cachés, appellent à des manifestations massives, qui peuvent mal tourner. « La situation s'est détériorée au point qu'il est difficile de voir comment de Gaulle peut reprendre les choses en main », estime la CIA le 23 septembre. La centrale américaine de renseignement cultive ses contacts au sein des états-majors militaires français. Certains de ses informateurs doutent des capacités de l'OAS à prendre le pouvoir à Paris. Mais d'autres estiment que, d'ici à « trois à quatre mois », le général Salan pourrait avoir convaincu une majorité d'officiers de l'armée de « participer de façon active à l'OAS ». En tout état de cause, selon la CIA, si les appels à l'unité nationale du général de Gaulle semblent bénéficier d'un appui tacite de l'opinion en France, il existe désormais, parmi les Français d'Algérie, « un fossé infranchissable de haine pour la métropole³ ».

La tension monte. Des attaques de commandos « rebelles » provoquent des appels à la vengeance dans le camp de l'OAS. Pour la CIA, l'attitude de l'armée serait « incertaine si on l'appelait à tirer sur la foule européenne » lors des manifestations. Sur place, « une autre tentative de putsch est probable, tant que les leaders de l'OAS ne sont pas capturés ». Or le fait qu'ils aient échappé aux coups de filet depuis plusieurs mois prouve le « large soutien » dont ils bénéficient parmi les Français d'Algérie. « Au moins 90 %

de la population européenne ne trahirait pas Salan pour le gouvernement français⁴ », avance la CIA.

En l'occurrence, la centrale américaine semble exagérer la force de l'OAS, dont elle a du mal à jauger la solidité réelle, probablement parce qu'elle a en Algérie des « correspondants » qui déforment ses analyses. Sa vision du dossier algérien est aussi confortée par ses préjugés antigaulistes, qui la conduisent à noircir en permanence ses pronostics.

« Ne vous mêlez pas de nos affaires algériennes ! »

Au fond, les Américains n'ont jamais été très à l'aise avec la politique algérienne du Général. En retour, la France n'a cessé de suspecter les États-Unis d'agir dans son dos en soutenant très tôt l'indépendance de l'Algérie.

Washington a eu, il est vrai, bien du mal à masquer ses contacts précoces avec des membres du « gouvernement algérien en exil », formé par le Front de libération nationale (FLN) en septembre 1958. « Nous ne pouvons plus temporiser ou soutenir la position française selon laquelle l'Algérie est un sujet de politique intérieure sans subir de préjudice d'image dans les milieux anticoloniaux et affaiblir notre influence dans le monde arabe⁵ », s'impatiente, à cette époque, un des responsables du département d'État. À l'ONU, le même mois, les États-Unis, en s'abstenant, ne s'opposent pas à un vote contre la politique française.

De Gaulle prend ombrage de ce qu'il considère comme une ingérence dans ses affaires domestiques. Au secrétaire d'État Foster Dulles, qu'il reçoit le 15 décembre 1958 à l'Élysée, il adresse ses reproches : « En Afrique du Nord, nous sommes engagés dans une entreprise immense, pour organiser l'Algérie, pour ne pas laisser l'Algérie glisser dans l'anarchie et dans le communisme, pour faire en sorte que l'Algérie ne soit pas la proie de gens incapables de la faire évoluer. C'est une entreprise qui, nécessairement, va dans le sens de la liberté. Or tout se passe comme si nous ne rencontrions, de la part de nos alliés, que des réserves, pour ne pas dire plus⁶. »

Le président français ne cache pas que l'Algérie sera probablement un jour indépendante, même si ce n'est pas la solution qu'il préfère. Mais que personne ne lui force la main ! Le rapprochement des Américains avec le FLN déplaît sérieusement au gouvernement français, qui se pose en défenseur du monde libre face à une insurrection qui ferait le lit du communisme. « L'indulgence vis-à-vis de la rébellion est son meilleur atout⁷ », fulmine Michel Debré dans une lettre comminatoire à l'ambassadeur des États-Unis au printemps 1959.

En réalité, la prolongation de la guerre coloniale française alarme la Maison-Blanche. Les autorités américaines craignent que le bloc occidental n'en ressorte affaibli et que la rébellion algérienne ne finisse par se tourner vers Moscou ou Pékin. En août 1959, seize parlementaires demandent publiquement au président Eisenhower de prendre « l'initiative de provoquer une solution équitable au conflit

algérien⁸ ». La pression diplomatique monte, juste avant la session annuelle de l'ONU.

De Gaulle se prépare pourtant à un grand virage. Il doit annoncer solennellement, le 16 septembre 1959, que l'Algérie aura recours à l'autodétermination. Quelques jours auparavant, il met habilement au courant de cette « nouvelle politique » le président Eisenhower, qui lui rend visite à Paris, afin de s'en faire un allié. Il lui rappelle que la situation est complexe en Algérie, où la France est présente depuis cent trente ans : « Il en est résulté de nombreux faits accomplis, y compris l'existence d'un million de Français en face de neuf millions de musulmans, dit le Général. Le problème franco-algérien n'est pas plus facile à résoudre que ne serait la situation des États-Unis s'il se trouvait en Californie quarante millions de Peaux-Rouges. »

Puis, après avoir affirmé que « l'Algérie n'a jamais été ni un État ni une nationalité », de Gaulle assure à Eisenhower qu'une fois « l'insurrection finie » les Algériens devront « disposer d'eux-mêmes », c'est-à-dire « choisir entre devenir français à 100 %, accéder à une certaine autonomie ou obtenir leur indépendance ». Il prie surtout le président des États-Unis, une nouvelle fois, de ne pas faire de surenchère à l'ONU : « Compte tenu de cette politique, il ne peut être question pour la France de discuter de l'Algérie, affaire intérieure française, devant l'ONU. Cette politique sera annoncée au monde [...]. C'est une question très sensible pour la France et celle-ci attend des États-Unis qu'ils ne renouvellent pas leur abstention de l'an dernier. Ce serait une affaire très grave, surtout après l'annonce de

cette nouvelle politique. »

Piqué au vif, Eisenhower rétorque aussitôt qu'il approuve ce changement : « Je comprends fort bien que ce soit une affaire intérieure française, mais je rappelle que la France est attaquée au sujet de l'Algérie par bon nombre de pays. Si donc la France ne peut discuter devant les Nations unies de ce problème comme s'il s'agissait de relations avec un pays étranger, il me semble, en revanche, qu'elle doive exposer son programme devant l'Assemblée, afin de permettre aux délégations amies de s'inspirer de cette présentation pour appuyer notre position. »

De Gaulle, évidemment, s'y refuse. Le président américain précise qu'il « souhaite ardemment pouvoir rester aux côtés de la France », mais qu'il y voit deux difficultés : « une longue tradition anticolonialiste de son pays, plus instinctive que raisonnée, et une antipathie de l'emploi de la force comme moyen de solution à un problème⁹ »...

Entre les deux présidents susceptibles, le débat est à fleurets mouchetés¹⁰.

Au même moment, le ministre chargé des affaires algériennes, Louis Joxe, reçoit secrètement deux hauts responsables du Pentagone qui accompagnent le président Eisenhower durant sa visite en France. Joxe évoque la « pacification » en cours en Algérie, qui est à ses yeux le préalable nécessaire à l'autodétermination. « La situation militaire s'est beaucoup améliorée en Algérie, mais elle est compliquée, et peut-être aggravée, par les concours extérieurs que reçoit le FLN », expose le ministre français.

Il déploie alors sur la table des cartes d'état-major et montre à ses visiteurs américains les emplacements des camps de rebelles algériens en Tunisie et au Maroc. Pour Louis Joxe, cette implantation « fait apparaître sous leur vrai jour les risques très sérieux que comportent les livraisons d'armes, même symboliques, que, de temps à autre, les États-Unis font à ces pays¹¹ ». Les Français estiment que le FLN puise dans les arsenaux d'armes tunisiens et marocains, alimentés notamment par l'aide ponctuelle des États-Unis. Insupportable !

Impressionnés par les informations fournies, les officiels du Pentagone comprennent le message : la France leur demande de stopper leurs ventes d'armes dans la région, ou, au minimum, de la consulter au préalable. Les Américains, décidés à contrer l'influence soviétique en établissant de solides relations d'assistance militaire avec la Tunisie et le Maroc, n'en feront rien.

Washington veut aider « discrètement » de Gaulle, mais s'impatiente

Les motifs de friction sur l'Algérie se multiplient. En novembre 1959, Michel Debré convoque à Matignon l'ambassadeur américain, Amory Houghton, lorsqu'il apprend qu'une délégation d'Algériens a obtenu des visas pour se rendre à New York lors de l'Assemblée générale de l'ONU. Le comportement américain est « incompréhensible », s'emporte le Premier ministre, qui s'étonne que les États-Unis permettent l'entrée de

personnes qui viennent « manœuvrer dans les couloirs de l'ONU en faveur d'un texte de résolution qui ne viendrait que compliquer l'effort de règlement » entrepris par la France. « Nos intérêts sont bien mal compris¹² », dit-il.

Les plaintes du Premier ministre français sur le sujet sont récurrentes depuis des mois. Le département d'État a déjà promis de ne recevoir aucun représentant du FLN officiellement. Cela n'empêche ni les rencontres officieuses, ni la poursuite de l'approbation « normale » des visas d'entrée des Algériens par les États-Unis. De plus, les Américains sont consultés par des responsables du FLN sur la politique à suivre vis-à-vis des Français ! Washington conseille l'ouverture de négociations. Ces contacts irritent Paris, qui suspecte Washington de vouloir prendre sa place de puissance dominante en Afrique du Nord.

À la Maison-Blanche, le Conseil national de sécurité recommande pourtant, fin 1959, que les États-Unis soutiennent la nouvelle politique gaulliste en Algérie et encouragent « discrètement » des pourparlers de cessez-le-feu en vue d'une solution « rapide et équitable ». C'est, selon le Conseil, d'une « importance cruciale » pour la stabilité de l'Afrique du Nord, celle de la France et, surtout, pour la solidité de l'Alliance atlantique.

Selon les collaborateurs d'Eisenhower, tout est lié : « Tant que le conflit algérien n'est pas résolu, la France sera incapable de soutenir l'OTAN, en force et en réserves logistiques, au niveau espéré. Le déploiement en Algérie des forces françaises dévolues à l'OTAN a sérieusement affecté

les capacités de l'OTAN à remplir ses missions urgentes de défense. » Pour Washington, la guerre d'Algérie est tout simplement une épine qui affaiblit l'Occident.

Néanmoins, la Maison-Blanche ne veut pas donner l'impression de faire un « chèque en blanc » au général de Gaulle, de céder à toutes ses exigences. Elle énumère les obstacles sur le chemin de la paix :

- la volonté française de conserver le Sahara à cause des découvertes de gaz et de pétrole ;
- la difficulté des négociations, puisque de Gaulle ne veut pas discuter avec le FLN ;
- le statut final de l'Algérie ;
- la réaction des colons ;
- le « sérieux problème » posé par l'implication directe de l'armée française, dont certains leaders « s'agitent contre une solution libérale ».

Le Conseil national de sécurité voit également poindre une menace d'extrême droite : « Si de Gaulle échoue et que la guerre d'Algérie s'éternise sans solution, sa position sera affaiblie et il aura du mal à contenir la pression des extrémistes de droite ; si de Gaulle disparaissait de la scène dans ces circonstances, le régime qui lui succéderait serait probablement autoritaire, soutenu par les extrémistes de droite et les militaires. »

Il est une autre hypothèse qui ne réjouit pas davantage Washington : en cas d'échec ou de disparition du Général, les communistes pourraient réagir et regagner l'influence qu'ils

ont perdue, en provoquant la création d'un régime de Front populaire. L'horreur absolue ! Même si le Général est un allié difficile, la Maison-Blanche conclut avec fatalisme : « Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour nous arranger avec de Gaulle¹³. » Ce n'est visiblement pas de gaieté de cœur.

« Nous allons droit à une situation de crise »

La situation se durcit durant l'année 1960. Les Français d'Algérie se révoltent lors des semaines de barricades de janvier, le moral de l'armée se détériore, la guérilla se prolonge et les négociations piétinent, de Gaulle refusant de reconnaître au FLN une quelconque représentativité¹⁴. Les États-Unis, qui cultivent leurs relations à un haut niveau avec le gouvernement provisoire algérien, via ses représentants au Caire, à Rabat, à Addis-Abeba ou à Tunis, proposent leurs bons offices¹⁵. En vain.

Le 7 novembre 1960, au cours d'une réunion du Conseil national de sécurité, le président Eisenhower s'inquiète d'une éventuelle implication militaire de l'URSS en Algérie. Si tel était le cas, s'agirait-il d'une invasion d'un pays de l'OTAN et pourrions-nous considérer qu'il s'agirait d'une guerre ? demande-t-il. Les experts semblent penser qu'en pareille hypothèse le traité de l'OTAN pourrait s'appliquer. Les États-Unis seraient fondés à intervenir.

Quelques jours plus tard, lors d'une autre réunion des conseillers d'Eisenhower, le directeur de la CIA, Allen Dulles,

est tout aussi alarmiste. Selon lui, la tenue prochaine en France d'un référendum-plébiscite sur la politique algérienne va provoquer l'opposition définitive des colons et de l'armée en Algérie. « Nous allons droit à une situation de crise en Algérie dans les deux mois qui viennent¹⁶ », prédit-il.

En décembre 1960, quelques jours après la victoire de John Kennedy face à Richard Nixon, le département d'État rédige, de son côté, une note détaillée sur « les problèmes et l'avenir de la V^e République ». Le Général y est décrit comme pragmatique sur l'Algérie. Mais « le danger d'un soulèvement des militaires et de l'extrême droite contre sa politique reste sérieux ». « Même si de Gaulle est capable d'établir à Alger des institutions qui favorisent une autonomie, il est peu probable que la paix soit restaurée, au moins à court terme, sans l'ouverture de négociations politiques avec le FLN, auxquelles lui et l'armée s'opposent fortement. À moins d'être modifiée sur ce point, la politique de De Gaulle est probablement incapable de mener l'Algérie à la paix dans un avenir prévisible¹⁷. »

Autrement dit, si l'on en croit les Américains, de Gaulle est dans une impasse. Et les menaces grandissent. Le oui massif au référendum du 8 janvier 1961, en faveur des négociations de paix, ne ravive que provisoirement l'optimisme de certains observateurs. Les partisans de l'Algérie française manifestent leur colère. Les Américains, qui espèrent toujours maintenir l'Algérie dans le bloc occidental grâce à leur influence, considèrent que de Gaulle a une marge de manœuvre limitée pour négocier, d'autant

que « la haine de l'armée pour les rebelles l'empêche probablement de faire un geste pour transférer des pouvoirs significatifs aux partisans du gouvernement provisoire algérien¹⁸ ». Dès lors, ils suivent de près les négociations qui se dessinent et appuient ceux qui peuvent influencer le FLN dans le sens de la modération, comme le président tunisien Bourguiba, au point de s'attirer à nouveau des reproches d'ingérence de la part du ministre français des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville¹⁹. Mais ils y sont habitués. Par ailleurs, ils surveillent l'armée française comme le lait sur le feu, craignant par-dessus tout un coup de force de ce côté.

Un putsch militaire annoncé et des rumeurs insistantes

Lors des émeutes d'Alger de janvier 1960, la CIA avait rapporté la défiance de De Gaulle à l'égard de l'armée, soupçonnée d'avoir provoqué les tensions. « Ils ont monté l'affaire Dreyfus et ils montent la crise algérienne pour servir leur propre dessein », aurait dit le Général. Guy Mollet, le leader socialiste, confiait aux Américains qu'« un coup d'État militaire mené par le maréchal Juin ou le général Salan pourrait réussir²⁰ ».

Un an plus tard, la situation s'est détériorée. Le 26 janvier 1961, Allen Dulles rend compte au nouveau président Kennedy du climat de haine antigaulliste qui règne au sein de l'armée, notamment depuis que le général Maurice Challe a démissionné de ses fonctions au sein du commandement

de l'OTAN pour protester contre la politique de négociation en Algérie. « Une atmosphère prérévolutionnaire prévaut en France », écrit le patron de la CIA.

Son rapport est très explicite sur ce qui peut se passer : « De Gaulle ne durera certainement pas s'il laisse partir l'Algérie. Tout sera terminé pour lui avant la fin de l'année, qu'il soit déposé ou assassiné. De Gaulle sera probablement suivi par un gouvernement de front national sans les communistes. L'armée sera un élément dominant, mais elle insistera pour ne tenir que deux ou trois ministères, au minimum les Travaux publics et l'Information. » La CIA semble avoir des indications précises, venues de ses taupes au sein des instances militaires françaises !

Parallèlement, le général Challe, proche des responsables de l'OTAN, tente d'expliquer au commandant suprême des forces américaines en Europe, le général Lauris Norstad, que l'Algérie ne doit pas tomber entre les mains du camp communiste et qu'une victoire militaire est possible en quelques mois²¹. Il ne paraît pas obtenir autre chose qu'une réponse polie. Cependant, ses intentions sont aisément déchiffrables par les responsables du Pentagone, déjà alertés par d'autres sources sur l'imminence d'une rébellion²².

Par conséquent, le putsch lancé à Alger le matin du samedi 22 avril 1961 par les généraux Challe, Salan, Jouhaud et Zeller ne surprend guère les Américains. Grâce à ses agents à Alger et à Paris, la CIA est bien informée des plans des insurgés, qui ont dû précipiter leur coup d'éclat à

cause d'une fuite. D'après les renseignements initiaux de l'agence, la majorité des officiers soutiendraient le putsch. Des militaires à Pau, Marseille et Nancy seraient prêts à les rejoindre. Ils pourraient prendre facilement le contrôle des ministères avec cinq mille hommes parachutés sur Paris, sans que personne s'y oppose. Au pouvoir, les insurgés opéreraient en faveur d'une politique proaméricaine et pro-OTAN. Le putsch semble être sur les rails. À Washington, l'attentisme prévaut.

Cependant, au fil des heures, la CIA reçoit des informations plus contrastées. Selon plusieurs sources, les insurgés n'ont pas réellement l'intention d'attaquer Paris. Leurs tentatives pour rallier des bataillons de parachutistes de Pau afin d'y débarquer s'enrayent. Au département d'État, des experts se sont branchés par radio sur les fréquences ondes courtes des mutins. Bill Porter, l'un des diplomates chargés de l'Afrique du Nord, espionne ainsi en direct le déroulement de cette tentative de coup d'État improvisée, qui tourne rapidement à la confusion²³.

Alger est sous le contrôle des putschistes, mais leurs autres appuis se révèlent de plus en plus précaires. Les soldats et officiers du contingent, las de la guerre, refusent de rallier les « challistes ». À Paris, l'état d'urgence est décrété. Des rumeurs insistantes font état d'un parachutage imminent de troupes venues d'Alger, comme lors de l'insurrection de mai 1958, qui avait porté de Gaulle au pouvoir. Le trafic aérien est suspendu, les forces de police et de gendarmerie sont placées en état d'alerte.

À l'Élysée, le général de Gaulle se pose en rempart contre un putsch qu'il n'a pas vu venir. Il applique l'article 16 de la Constitution, qui lui donne, provisoirement, les pleins pouvoirs. Le soir du dimanche 23 avril, il dénonce à la télévision le « quarteron de généraux en retraite » et ordonne de « barrer partout la route à ces hommes-là, avant de les réduire ». Ce discours très ferme renverse la situation. Des comités de défense commencent à s'organiser, avec le soutien de la plupart des partis.

À l'instar du gouvernement français, la CIA craint toujours, le 24 avril, l'arrivée de parachutistes venus d'Alger. Cependant, l'agence doute désormais de leur succès. Son directeur, Allen Dulles, estime que les insurgés ont encore le contrôle de l'essentiel du territoire algérien, mais qu'ils vont plutôt s'en prendre aux bases du FLN en Tunisie pour « élargir la guerre²⁴ ».

De son côté, le général Lauris Norstad rend compte à la Maison-Blanche des craintes des autorités françaises que les putschistes obtiennent, malgré tout, l'appui de certains militaires. Il ajoute qu'il n'y a pas de signes de défections imminentes, que les insurgés sont plutôt divisés et que les officiers en poste en France sont sensibles à l'opinion publique qui soutient massivement de Gaulle²⁵.

Le lendemain, 25 avril, le général américain transmet des renseignements militaires très précis, obtenus en haut lieu. Selon Norstad, la marine reste loyale ; douze régiments ont été déplacés d'Allemagne vers la région parisienne ; le général de Boissieu, gendre de De Gaulle, a fait désarmer

par précaution tous les tanks de la garnison de Versailles, et des mesures ont été prises dans la région de Pau et de Toulouse pour éviter que les avions et l'essence ne tombent entre les mains des insurgés.

Particulièrement bien informé, Norstad précise que des « sources de droite » – probablement proches de Challe – le tiennent au courant. Ces « sources » organisent sciemment des « fuites » visant à donner aux États-Unis une « impression favorable » sur les militaires. « Ils ont dit que Challe ne formerait pas une dictature militaire, mais devrait créer un régime de techniciens et de politiciens ; les généraux n'occuperaient pas les postes principaux, mais demanderaient au gouvernement de soutenir l'OTAN et de poursuivre une politique anticomuniste²⁶. » Voilà qui, en théorie, devrait rassurer Washington.

Malgré ces ultimes manœuvres, les rangs des putschistes se réduisent en quelques heures. La sédition échoue. La CIA et le commandement des forces américaines en Europe le constatent immédiatement : « Les quatre leaders quittent Alger, retirant les parachutistes et laissant la ville à la gendarmerie, écrit Norstad. L'effondrement de la révolte apparaît presque certain dans les deux ou trois jours²⁷. »

Les Américains ont proposé un soutien militaire à de Gaulle

Dans ce contexte mouvant, les Américains ont-ils, un temps, espéré que les putschistes arriveraient à leurs fins ?

Ont-ils aidé les généraux dans leur tentative pour évincer de Gaulle ? Cette rumeur s'est répandue avec insistance, dès le 23 avril, dans les milieux gouvernementaux français, s'appuyant sur la proximité du général Challe avec l'OTAN et sur le rôle présumé de la CIA²⁸. En tout état de cause, les insurgés ont bien cherché, comme on l'a vu, des soutiens directs à Washington. Mais ils n'ont pas réussi à les obtenir.

Au contraire, les diplomates et les militaires américains affichent, durant cette période de crise, leur volonté d'aider le gouvernement français. Dès le 24, alors qu'un correspondant de la chaîne NBC à Alger fait état d'un appel de Challe au président Kennedy pour lui proposer son aide dans son combat contre le communisme, le département d'État nie formellement devant l'ambassadeur de France à Washington, Hervé Alphand, qu'une telle communication ait eu lieu. « Et si cet appel avait été reçu, la réponse aurait été négative et nous en aurions informé le gouvernement français », précise-t-il dans une note. « Quelle que soit l'opinion des Américains sur Challe, même s'il professe une amitié à notre égard et à l'égard de l'OTAN, s'il devait réussir nous nous opposerions inévitablement de manière violente à sa politique algérienne et, par conséquent, à lui. » Pour Washington, Challe créerait davantage de problèmes que de Gaulle.

Les diplomates américains insistent pour faire comprendre à Alphand que les rumeurs d'encouragement aux militants de droite présumés favorables à l'OTAN sont infondées. « Ce n'est pas notre intérêt », assure le département d'État, qui confesse mystérieusement : « Il y a

des gens dans nos services qui ne sont pas responsables et qui parlent trop²⁹. »

Alerté sur ces rumeurs d'appui américain aux rebelles, le président Kennedy décide de réagir. Dès le soir du 23 avril, il assure de Gaulle de son « soutien » et lui fait savoir qu'il est prêt à l'aider d'une manière ou d'une autre.

Pour barrer la route aux insurgés, la mise à disposition des forces de l'OTAN – soldats, avions ou bateaux –, en application des dispositions d'assistance prévues par le traité dans son article 4, est évoquée. La France répond que ce n'est pas souhaitable et que ce serait même dangereux, car « toute implication d'unités militaires étrangères, même de nations amies, pourrait donner plus de prestige à Challe ».

Le général Norstad confirme cette offre de services : « À plusieurs reprises au cours des soixante-douze dernières heures, j'ai demandé aux autorités militaires françaises de me dire si nous pouvions faire quelque chose pour les aider », par exemple en termes de renseignement ou de préparatifs d'unités de l'US Navy ou de l'US Air Force. La proposition a été déclinée. « Les autorités françaises, à tous les niveaux, connaissent notre compréhension et notre souhait d'être utiles³⁰ », poursuit Norstad, qui recommande de ne pas faire de surenchère ni de pression inutile, vu la susceptibilité des Français.

Dès que la fin de la crise se profile, le 25 avril, le président Kennedy félicite de Gaulle pour le succès remporté durant les derniers jours. Sans cela, précise-t-il, la « tragédie »

aurait eu des conséquences désastreuses pour « nous tous, et pas seulement pour la France³¹ ».

Difficile, par conséquent, sur la base des documents déclassifiés, d'établir d'existence d'une quelconque aide apportée par les États-Unis aux putschistes, même si certains militaires ou agents ont pu espérer, un temps, leur succès. La rumeur va pourtant continuer durant plusieurs mois d'embarrasser le gouvernement américain, qui a bien du mal à s'en dépêtrer³². « Je suis très soucieux au sujet des informations selon lesquelles les plus hautes autorités françaises continuent d'accréditer l'idée que nous avons encouragé les généraux rebelles en Algérie et que cela alimente leur ressentiment³³ », se plaint ainsi le secrétaire d'État Dean Rusk le 2 mai 1961.

L'ambassadeur américain à Paris, James Gavin, est prié d'appeler le ministre français Maurice Couve de Murville afin de dissiper tout malentendu quelques jours avant la visite du président Kennedy en France. Le diplomate établit aussitôt la chronologie précise de la diffusion de la rumeur. Selon lui, elle aurait d'abord circulé dans les milieux d'extrême droite, avant d'être reprise à Moscou et par les communistes français. Le cabinet de Michel Debré, à Matignon, et celui de Couve de Murville, au Quai d'Orsay, l'auraient également propagée sans retenue. « Par manque de renseignements et pour expliquer leur propre surprise, ils ont attribué les premiers succès apparents de Challe, et ses motivations, au soutien américain. C'était une erreur et je crois qu'ils en sont maintenant pleinement conscients³⁴ », estime Gavin. Sollicité, le ministre Couve de Murville prend

acte du démenti américain sur l'implication de la CIA et fait savoir que le dossier est « clos ».

Ces échanges apaisants n'empêcheront pas les allégations de prospérer. En réalité, elles ont aussi pris corps à l'Élysée. Car, après sa démission de l'OTAN en janvier, le général Challe a bien eu des discussions avec des militaires américains à propos de la politique française et de l'indépendance algérienne, qui ouvrirait la porte au « chaos ». Ces confidences informelles, que les Américains auraient écoutées sans broncher, sont revenues aux oreilles du général de Gaulle, qui en a pris ombrage. « De Gaulle a été choqué par ces informations bien avant que la révolte n'ait lieu. Et le rôle leader du général Challe dans le putsch n'a fait qu'accroître son exaspération³⁵ », expliquera une note du Pentagone.

Qui plus est, la CIA n'en serait pas à sa première implication incontrôlée. La centrale vient d'échouer dans sa tentative de débarquement à Cuba, ce qui a provoqué la colère de la Maison-Blanche. Elle mène parfois des opérations clandestines contre quelques-uns de ses adversaires, des Caraïbes au Congo, sans en référer en haut lieu. Si Washington n'a pas donné d'instructions, certains « amis » de la CIA ont très bien pu manœuvrer en coulisse, promettant des aides indirectes aux militaires rebelles qui se targuaient de combattre le péril soviétique. La Maison-Blanche s'interrogera, quelques mois plus tard, sur l'aide éventuelle apportée par la John Birch Society, une société secrète américaine d'extrême droite qui financerait l'OAS³⁶. Sans que l'on en sache davantage.

La cible numéro un des terroristes : le Général

Le putsch avorté d'avril 1961 ne dissipe pas les dangers. Au contraire. Si les généraux Zeller et Challe se sont rendus, leurs collègues Salan et Jouhaud sont entrés dans la clandestinité pour diriger l'OAS avec Susini. Les négociations avec les « rebelles algériens » radicalisent les opposants à l'indépendance. À partir du printemps 1961 – soit bien avant le premier attentat contre de Gaulle, le 8 septembre 1961 –, l'hypothèse de l'éviction brutale du Général et de son éventuel assassinat est de plus en plus ouvertement évoquée dans les rapports secrets des Américains.

Dans un télégramme daté du 9 mai, l'ambassadeur James Gavin parle du « malaise » qui grandit en France et d'une menace de « guerre civile », malgré des mesures de sécurité et des purges en cours dans l'armée. « Il existe une crainte largement répandue que l'extrême droite ait recours au terrorisme pour déclencher une guerre civile. En métropole, la cible des chefs terroristes serait de Gaulle lui-même. Tout le monde, y compris dans les cercles de l'UNR, estime que les dangers autour de sa personne ont augmenté de manière incommensurable. »

Qui plus est, selon Gavin, « ni l'extrême droite ni les communistes ne sont opposés à voir le sang couler ; l'extrême droite parce que cela pourrait lui offrir une dernière chance de succès ; l'extrême gauche parce qu'elle espère, dans ce cas, dominer un rassemblement de type Front populaire³⁷ ». Pour le diplomate américain, le

charisme du général de Gaulle a permis jusqu'à présent de conjurer ces risques. Même si son prestige personnel est sorti renforcé de l'échec du coup d'État, des troubles ne sont pas exclus.

Autre exemple de sombre pronostic : la CIA rapporte, le 20 mai 1961, que « certaines unités de l'armée en France projettent de prendre d'assaut le palais de l'Élysée, résidence officielle de De Gaulle, et de le "démettre" peu après l'ouverture des négociations avec les rebelles algériens, le 20 mai ». L'agence de renseignement précise que le Premier ministre, Michel Debré, aurait été prévenu de ces menaces. « Vu l'échec des complots pour prendre le pouvoir ou pour faire changer de Gaulle de politique, les extrémistes de droite fanatiques pensent probablement que le seul moyen qui reste pour empêcher l'indépendance de l'Algérie est l'assassinat³⁸. »

Au fil des mois, les alertes s'intensifient. Le 9 août, l'ambassadeur James Gavin fait état d'une « vague de rumeurs selon lesquelles un coup d'État contre de Gaulle pourrait avoir lieu ce week-end ». Le diplomate, qui a rencontré longuement le ministre de l'Intérieur Roger Frey, n'y croit pas trop. Mais il décrit le terrain miné sur lequel s'avance le président : l'échec récent des négociations avec le FLN ; les procès des officiers impliqués dans le récent putsch ; les activités terroristes en Algérie et en France ; l'opposition d'une majorité d'officiers de l'armée à la politique nord-africaine de De Gaulle ; les malaises dans l'agriculture, le milieu du travail et la classe politique...

Le Général n'est plus en sécurité. « Les craintes que des attentats le visent sont largement répandues et évoquées franchement par ses soutiens les plus proches, ajoute Gavin. Depuis avril, des mesures de précaution, auxquelles de Gaulle résiste, ont été prises. Elles ont été récemment renforcées afin de le protéger des assassins. »

L'ambassadeur traduit ainsi l'état d'esprit des milieux politiques, qui sont particulièrement tendus en cet été 1961. Et de Gaulle ? « Il reste calme et déterminé à résoudre le problème algérien d'ici à la fin 1961 », s'étonne presque James Gavin, qui termine son rapport sur une note curieusement optimiste. « Finalement, je crois que de Gaulle, qui est au mieux de sa forme dans des situations de crise, devrait, à moins d'être éliminé physiquement par les comploteurs, déjouer à nouveau avec succès tout coup monté contre lui dans l'avenir immédiat³⁹. »

« L'Algérie se dirige vers un paroxysme sanglant »

L'attentat de Pont-sur-Seine, quelques semaines plus tard, confirme que les dangers ne sont pas fantasmés : les tueurs de l'OAS visent bien le Général. Il conforte aussi la conclusion de Gavin, selon qui de Gaulle demeure imperturbable dans la tour mente. Le 2 octobre 1961, lors d'une intervention télévisée, le Général stigmatise l'OAS, ce qui ravive encore le brasier.

Dès lors, les espions américains s'alarment davantage non

pas des menaces récurrentes de l'organisation extrémiste, mais plutôt des « conséquences politiques d'un pouvoir personnel qui se prolonge » !

Dans une note détaillée, datée du 15 octobre, ils exposent « les problèmes de De Gaulle ». Il a « réussi à faire accepter à l'opinion publique française l'inévitabilité de l'indépendance algérienne », tout en « renforçant la détermination des extrémistes, civils et militaires, à l'en empêcher ». « Son intention affichée d'avoir trouvé une solution au problème algérien d'ici à la fin de 1961 peut se retourner maintenant comme un boomerang. » Pour s'en persuader, la CIA se réfère notamment à des télégrammes de diplomates américains affirmant que le conflit algérien avait empoisonné la IV^e République durant quarante-trois mois, de 1954 à 1958. Or la V^e République atteindra son quarante-troisième mois de « cauchemar algérien » en janvier 1962. Une manière d'insister sur le fait que le Général n'a pas mieux résolu le problème que le régime précédent, qui en est mort.

Pis, la situation se dégrade. Selon les diplomates cités par la CIA, « l'Algérie se dirige tout droit vers un paroxysme sanglant, durant lequel l'OAS fera un nouvel essai désespéré – et pas forcément le dernier – pour bloquer la politique de De Gaulle ».

Aux dires des experts, la question clé est la loyauté de l'armée. Si les diplomates estiment que sa fidélité au régime gaulliste est assurée, la CIA est plus prudente, distinguant plusieurs courants en son sein : « Les conscrits et les cadres

de réserve reflètent l'évolution de l'opinion publique métropolitaine en faveur de De Gaulle et de sa politique algérienne, mais la masse des officiers de l'armée de terre – et, de manière croissante, de l'armée de l'air – est fondamentalement antigauilliste, et elle est de plus en plus inquiète des dangers d'un pouvoir personnel. Des officiers supérieurs jusqu'ici silencieux commencent à exprimer leur intention d'influencer les événements politiques. Ils veulent contrôler les extrémistes et dissuader la masse des officiers de l'idée qu'une prise de pouvoir des militaires est souhaitable. Leur but est une transition du pouvoir dans l'ordre, si de Gaulle mourait ou était démis soudainement de ses fonctions ; dans tous les cas, ils veulent soutenir des institutions républicaines plutôt qu'un régime fasciste. »

En transmettant ces renseignements précis, la CIA masque à peine les bonnes relations qu'elle entretient avec ces officiers supérieurs qui veulent éviter tout dérapage, de même que son penchant pour ce courant antigauilliste républicain, dont elle croit deviner le prolongement au plan politique : « Particulièrement depuis la tentative d'assassinat du général de Gaulle, le 8 septembre, les leaders politiques modérés ont commencé à essayer de faire germer publiquement l'idée d'une alternative démocratique – une coalition allant des socialistes aux conservateurs – qui pourrait prendre le pouvoir au cas où de Gaulle quitterait la scène. »

La CIA ne croit d'ailleurs pas beaucoup à l'avenir du régime gaulliste, qu'elle critique de plus en plus ouvertement : « Le dédain de De Gaulle pour les hommes

politiques et la bêtise dont le Premier ministre Debré a fait preuve dans ses négociations avec le Parlement ont érodé les relations normales entre le gouvernement et le peuple⁴⁰. »

« Nous avons des contacts avec tous les successeurs potentiels »

La CIA se trompe. Une fois de plus, elle surestime l'influence de l'OAS et oublie que le régime des partis, qui a provoqué l'instabilité de la IV^e République, n'est plus vraiment populaire. Le Général a donc davantage d'appuis qu'il n'y paraît, même si la situation en Algérie reste tendue. Cela n'empêche pas les Américains de tenter d'imaginer l'après-de Gaulle, avec une curiosité empreinte d'activisme. Résultat : les rumeurs sur leur soutien à tous ceux qui veulent contrer de Gaulle renaissent début 1962 avec plus de vigueur.

L'opposition est justement en train de s'organiser. Plusieurs figures politiques proeuropéennes et atlantistes, dont le vieil Antoine Pinay, le socialiste Guy Mollet, le radical Maurice Faure et le chrétien-démocrate André Colin, se retrouvent le 16 janvier, place de l'Alma, au domicile de Pierre Uri, directeur d'une banque américaine et ancien collaborateur de Jean Monnet, en compagnie de syndicalistes, notamment le secrétaire général de la CFTC et celui de Force ouvrière. Ensemble, ils tentent de réfléchir à l'après-gaullisme. Cela ressemble étrangement à cette « alternative démocratique » que la CIA paraît appeler de

ses vœux depuis quelques mois.

Ce « dîner de l'Alma » regroupant des opposants atlantistes à de Gaulle n'a guère de suites concrètes. Néanmoins, l'idée se répand que les Américains en sont les initiateurs. Tout en démentant avoir organisé ces agapes, l'ambassadeur James Gavin ne peut cacher sa proximité, et celle de son adjoint aux affaires politiques, Cecil Lyon, avec tous ceux qui y ont participé.

« Naturellement, nous sommes très soucieux de ce qui arrivera quand de Gaulle partira, reconnaît le diplomate début février dans une note secrète transmise au département d'État. Nous maintenons des relations avec ceux qui pourraient lui succéder. Par exemple, je vois fréquemment Chaban-Delmas, Mollet, Pflimlin et Mendès France. Je dois déjeuner avec Mollet le 15 et j'ai déjà programmé des déjeuners similaires avec Faure, Colin, Mendès France et Pinay. [...] Uri, un des collègues de Pinay, a déjeuné avec Cecil Lyon quelques jours après son fameux dîner de l'Alma, qui réunissait Pinay, Mollet et les leaders syndicaux, dans le but de réfléchir à une organisation à promouvoir si quelque chose devait arriver à de Gaulle. Je pense qu'ainsi nous couvrons bien le premier front. Au cas où, vous pouvez être assuré que nous continuerons de manière active à préserver une grande proximité avec les principaux prétendants au remplacement de De Gaulle. J'ai noté le fait que le président suit personnellement les événements en France et, pour cette raison, j'apprécierais que vous soumettiez cette lettre à son attention. »

Encore des rumeurs sur une aide américaine à l'OAS

Cette note diplomatique confirme le rôle actif que les Américains souhaitent jouer auprès de ces leaders modérés, qui ont toujours été particulièrement choyés. Elle atteste également que Kennedy s'intéresse de très près à une éventuelle succession du Général. Seul souci à l'horizon, de méchants soupçons ressurgissent. « Je pense qu'un problème peut nous causer quelques inquiétudes dans l'avenir, ajoute l'ambassadeur Gavin, à savoir l'idée que l'OAS a reçu une approbation tacite et un soutien possible d'une agence américaine. » Le diplomate ne cite pas la CIA, mais l'allusion est transparente.

Les interlocuteurs français de l'ambassadeur, hommes politiques et syndicalistes, semblent toujours convaincus de cette liaison entre la CIA et l'OAS. « Tous disent avoir été informés, certes indirectement, par des sources de l'OAS que les États-Unis étaient favorables à l'OAS et pourraient la soutenir. [...] Une fois de plus, comme durant le putsch de Challe, nous allons devoir faire face à une situation difficile, et, quoi que nous fassions, l'extrême droite, l'extrême gauche et même le gouvernement vont nous accuser d'avoir soutenu l'OAS. Nous faisons ce que nous pouvons pour parer à cette situation, mais je préfère vous prévenir que cela peut devenir plus sérieux⁴¹. »

Gavin n'a pas tort. Dès le lendemain, 9 février, lors d'un déjeuner avec le ministre de l'Intérieur Roger Frey, l'ambassadeur subit une charge frontale sur le sujet. Il est

vrai que l'un des leaders de l'OAS, Philippe Castille, a été arrêté en possession de vingt kilos de plastic marqués d'une étiquette « US Army ». « Frey était parfaitement conscient que nous ne soutenons pas l'OAS, mais il a fait remarquer qu'il n'était pas très bon que ce genre de choses arrive. » De plus, le ministre s'est ému que le journaliste américain Dan Rather ait cité le général Salan dans une émission de CBS, et que les journaux *Time* et *Life Magazine* en aient fait leur une. « Les Français croient que nous transformons un tueur en héros⁴² », résume Gavin. Au même moment, l'OAS fait régner la terreur : ses attentats provoquent une vingtaine de morts par jour en Algérie. Des bombes explosent en métropole. Le 8 février, une manifestation à l'appel de partis et de syndicats de gauche, qui défilait dans les rues de Paris aux cris de « OAS assassins ! », a été sévèrement réprimée, et neuf personnes sont mortes au métro Charonne.

Entre la sympathie réelle pour les opposants et le soutien présumé à l'OAS, la thèse du complot américain contre de Gaulle reprend corps. Le département d'État ne sait plus comment éteindre l'incendie. Un démenti officiel ? Selon l'ambassadeur, ce serait contre-productif. La meilleure parade ? Gavin suggère une déclaration promettant un soutien très chaleureux à un accord franco-algérien de cessez-le-feu dès qu'il sera signé. Cela indiquerait « clairement à tout le monde que nous soutenons complètement cette approche du dossier algérien⁴³ ».

En attendant, le département d'État alerte la Maison-Blanche. Les consignes sont préparées pour « étouffer et discréditer » les rumeurs d'appui américain à l'OAS, et l'on

demande fermement au gouvernement français de faire de même, « dans l'intérêt des relations franco-américaines ». Comme au printemps 1961, Couve de Murville s'exécute. Il déclare poliment, le 14 février 1962, qu'aucun crédit n'est sérieusement accordé, côté français, à ces allégations⁴⁴. Les diplomates ont sauvé la face.

Des extrémistes « assoiffés de sang »

Les discussions franco-algériennes secrètes aboutissent, en mars, aux accords officiels d'Évian, qui instituent un cessez-le-feu et l'autodétermination future de l'Algérie. Furieuse de cette issue, l'OAS redouble de violence sur ordre du général Salan, qui prépare une nouvelle insurrection et organise la « chasse aux musulmans ». La CIA cite le ministère de l'Intérieur, selon lequel Salan « a ordonné des actes de violence, incluant des assassinats, si extrêmes que quelques membres de l'OAS seraient réticents à les mener à bien⁴⁵ ». Des commandos d'insurgés tirent sur des soldats du contingent. Des heurts sanglants se déroulent à Alger. La situation est encore plus tendue à Oran, où, selon une confidence du ministre des Armées Pierre Messmer à une source de la CIA, les colons sont « plus assoiffés de sang, plus déterminés et plus durs à contrôler⁴⁶ » que partout ailleurs en Algérie.

Mais il s'agit de combats d'arrière-garde. En dépit des assassinats ciblés, une nouvelle administration se met lentement en place en Algérie. Une écrasante majorité de Français – plus de 90 % – plébiscite les accords d'Évian lors

du référendum du 8 avril 1962, qui précède la nomination d'un nouveau Premier ministre, Georges Pompidou, homme de confiance de De Gaulle.

Après le général Jouhaud, deux des chefs de l'OAS, Salan et Degueldre, sont arrêtés. Mais cela ne fait pas baisser la tension. Pour la CIA, qui multiplie les rapports sur le sujet, « il existe des doutes importants sur la réalité du contrôle que Salan a exercé sur les extrémistes européens à Oran et à Alger, et ces derniers peuvent lancer maintenant une campagne désespérée pour inciter les musulmans à des représailles⁴⁷ ». Leur organisation poursuit sa politique de la « terre brûlée », de manière de plus en plus aveugle et suicidaire, sans que les autorités françaises paraissent en mesure de l'endiguer.

Après l'attentat du Petit-Clamart, de Gaulle reste de marbre

Les débuts de l'indépendance algérienne, acceptée massivement par un référendum le 1^{er} juillet 1962, attise encore les passions. Près de sept cent mille Européens fuient précipitamment l'Algérie. Malgré un accord de paix entre les responsables algériens et l'OAS, des soldats perdus de cette organisation, contraints progressivement à l'exil, restent fous de rage contre le général de Gaulle.

Le 22 août, au Petit-Clamart, sur la route qui mène à l'aéroport de Villacoublay, la DS du président est criblée de plus de cent cinquante balles par un commando de l'OAS.

S'étant abaissés dans l'habitacle de la voiture, le Général et son épouse ressortent miraculeusement sains et saufs de l'attentat. De Gaulle semble tout juste s'en émouvoir. Le directeur de la surveillance du territoire confie aux diplomates américains que le parcours de la voiture du Général n'a pas pu être sécurisé au préalable, celui-ci refusant « absolument toute protection adéquate⁴⁸ ». La CIA le confirme également : « Le président de Gaulle continue de résister aux efforts destinés à préserver sa sécurité personnelle, en dépit de la tentative d'assassinat du 22 août, dont il a reconnu avoir échappé de peu⁴⁹. »

En revanche, le Général tire des leçons politiques de l'attentat. Conscient que son éventuelle disparition fait peser un risque majeur sur la stabilité des institutions, il convoque son Premier ministre, Georges Pompidou, pour lancer le projet de réforme constitutionnelle auquel il songe depuis longtemps : l'élection au suffrage universel du président de la République. C'est une manière de pérenniser la fonction, de solidifier sa légitimité et de la soustraire à l'emprise des partis politiques. L'annonce du projet, le 12 septembre, provoque le vote d'une motion de censure au Parlement et la dissolution de l'Assemblée nationale par le chef de l'État. Mais la réforme est adoptée par référendum le 28 octobre. Dans la foulée, les élections législatives de novembre consacrent la victoire complète des gaullistes. Le Général a réglé le dossier algérien et achevé l'édifice de la V^e République.

Alors qu'une nouvelle ère, *a priori* plus sereine, se profile, les Américains demeurent inquiets. Les initiatives de De

Gaule les ont souvent pris à contre-pied. Ses récents succès les désarçonnent. Son prestige les impressionne autant qu'il les agace. Bien qu'il soutienne sans réserve Kennedy lors de la crise des missiles de Cuba en octobre 1962, de Gaulle reste imprévisible. Par prudence ou par calcul, les Américains continuent d'envisager le pire. Durant les mois suivants, ils rédigent plusieurs rapports secrets sur une éventuelle disparition du Général et les scénarios qui pourraient en découler. À défaut de maîtriser les événements, c'est devenu, pour eux, une sorte d'exercice cathartique.

Quelques jours après la fusillade du Petit-Clamart, les services de renseignement, CIA en tête, élaborent un document circonstancié titré « Conséquences de la mort ou de l'assassinat de De Gaulle ». Les experts estiment qu'un assassinat peut être organisé à l'instigation de l'OAS. Mais ils doutent désormais du succès d'un coup d'État, « parce que l'OAS a peu de soutiens populaires en France et recevrait peu d'aide des militaires ». Leurs conclusions sont plutôt rassurantes :

« Une menace constante d'assassinat pèse sur de Gaulle. Mais nous croyons que, en dépit de quelques désordres qui pourraient suivre son assassinat, la succession devrait se passer normalement, comme s'il était mort de cause naturelle. Nous ne pensons pas que les comploteurs aient des soutiens militaires très vastes. Or, sans eux, un coup d'État serait voué à l'échec. Le successeur le plus probable serait un notable de la IV^e République, qui n'aurait pas l'autorité singulière de De Gaulle. Les relations de la France

avec ses alliés s'amélioreraient probablement, mais beaucoup d'aspects de la politique gaulliste demeurerait en l'état, et tout changement dans la politique étrangère ou de défense se ferait lentement⁵⁰. »

Les « gorilles » du clan gaulliste pourraient user de violence

La tonalité des rapports est parfois plus alarmiste. En mars 1963, après une nouvelle tentative d'attentat contre le Général, déjouée de justesse à l'École militaire, les Américains vont plus loin. Cette fois-ci, ce sont les militaires du Pentagone qui se penchent avec gravité sur le sujet afin d'étudier d'éventuelles mesures de précaution à prendre. Selon la note détaillée qui émane du bureau du secrétaire d'État assistant à la Défense, le contexte a changé : « De récents rapports de renseignement indiquent que le cercle de ceux qui complotent l'assassinat de De Gaulle s'élargit. Du coup, le danger sur sa vie doit être considéré comme ayant objectivement augmenté. »

Les analystes du Pentagone paraissent étonnamment bien informés, sans que l'on sache s'ils ont alerté les autorités françaises sur leurs trouvailles ou s'ils ne font que synthétiser des renseignements circulant à Paris.

Pour eux, les « assassins » se divisent en deux factions : un premier groupe d'officiers plus ou moins liés à l'OAS, soudés par une « vague philosophie qui se réfère à Mao Tsé-toung, au nationalisme français et au néofascisme », dont les

écrits du colonel Argoud ou des généraux Vauxere et Faure (tous en prison) seraient représentatifs ; un second groupe composé de « simples *desesperados* qui veulent absolument voir disparaître de Gaulle, sans songer au lendemain ».

Pour les experts américains, qui ne citent pas de noms, les comploteurs disposeraient de peu de relais dans l'armée. Mais ils auraient la sympathie de militaires de carrière, qui gardent un « profond ressentiment » à l'égard du général de Gaulle, accusé d'avoir « bradé » l'Algérie.

Si l'assassinat réussissait, les comploteurs seraient « encore loin de prendre le pouvoir eux-mêmes », poursuit le rapport. Car ils n'auraient « guère de plans réalistes et coordonnés pour s'emparer des centres de décision ». Et ils ne pourraient compter sur l'aide des soldats conscrits, qui n'avaient pas suivi le putsch des généraux en avril 1961.

Résultat ? Un certain désordre devrait en résulter. D'autant que le Pentagone, peu amène envers le pouvoir gaulliste, prédit une réaction violente du parti gaulliste. Faute de leader, l'UNR connaîtrait un vrai « désastre » après la mort brutale du Général. « Le clan gaulliste a pénétré tous les ministères et les services avec ses gorilles. Le seul moyen pour eux de rester au pouvoir serait de le garder de force », avance l'auteur du rapport. Or, selon lui, si certains membres de l'UNR sont des légalistes, « une large proportion est peu scrupuleuse sur les moyens employés pour s'emparer du pouvoir et le garder, et quelques-uns peuvent être décrits comme néofascistes sans trop se tromper. À tout le moins, la plupart sont restés

proches des partisans de la rébellion du 13 mai 1958, et le recours à la violence n'est jamais bien loin. Je dois donc en conclure que des violences peuvent survenir des rangs gaullistes ».

Face à eux, l'expert du Pentagone verrait émerger une « résistance » émanant des communistes et des socialistes, coalisés pour l'occasion au sein d'une sorte de néo-Front populaire, malgré les positions anticomunistes de certains leaders de la SFIO, comme Guy Mollet. « Dans une telle situation, les heurts devraient survenir rapidement entre les gorilles gaullistes et les communistes (très disciplinés). L'armée pourrait penser qu'elle doit intervenir pour combattre le communisme et mettre son poids du côté des gaullistes. [...] L'issue d'un tel combat est difficile à prévoir, sauf que, perdant ou gagnant, la solidité du néo-Front populaire devrait se renforcer. Il faut souligner que l'émergence d'un régime gaullo-militariste devrait créer beaucoup de problèmes et mettre en danger l'unité européenne et atlantique. Ainsi, les deux alternatives extrémistes pourraient provoquer des difficultés⁵¹. »

Autant dire que Washington n'apprécierait guère ces cas de figure, qui s'apparentent à des cauchemars⁵².

Le Pentagone veut être prêt à intervenir militairement en France

Que feraient alors les Américains ? Dans le rapport secret de mars 1963, le Pentagone ne tourne pas autour du pot : en

cas d'assassinat du général de Gaulle, les États-Unis seraient prêts à intervenir en France :

« Il est clair que les intérêts de la politique américaine et ceux d'une Europe plus unie seraient mieux servis si les procédures constitutionnelles pouvaient se dérouler normalement. Un nouveau président élu devrait être un représentant soit de la droite modérée, comme Antoine Pinay, soit du centre gauche, comme Pierre Pflimlin. Dans tous les cas, un homme fondamentalement favorable à la politique américaine. Mais la manière dont nous pourrions influencer les événements demeure incertaine, surtout si la situation évolue rapidement. »

Il est bien question d'influencer les événements, non de rester les bras croisés... Les deux noms évoqués pour occuper le poste de président, Pinay et Pflimlin, ne surgissent pas inopinément : il s'agit bien de vieux amis des États-Unis, qui ont toujours eu les faveurs de la Maison-Blanche, du département d'État, de la CIA et des experts militaires.

Par conséquent, le responsable du Pentagone recommande ce qui suit :

« Dans l'intérêt de notre sécurité et afin de nous donner le maximum de marge de manœuvre si les circonstances devenaient extrêmement confuses et dangereuses, des plans détaillés devraient être préparés pour toutes éventualités, notamment sur les points suivants :

« • Nous devrions être assurés en toutes circonstances de maintenir une liaison étroite avec les autorités

constitutionnelles de France, et que nos canaux de communication restent ouverts, même si les canaux normaux sont fermés ;

« • Il devrait être possible de déclencher, si nécessaire, des mesures de sécurité immédiates pour nos dépôts et nos lignes de communication en France, afin d'éviter que des équipements américains tombent entre des mains non autorisées ;

« • Les unités militaires américaines en Allemagne devraient être prêtes, en cas d'ordre donné en ce sens, à prendre rapidement des positions qui leur permettent de bloquer les mouvements des forces armées françaises qui souhaiteraient soutenir les forces anticonstitutionnelles en France. Il n'est pas suggéré ici que les militaires américains interviennent de la sorte, une telle décision devant être prise en son temps, selon les circonstances, sur la base d'une éventuelle demande des autorités françaises, et par le plus haut niveau du gouvernement américain. Il est simplement suggéré que les unités militaires américaines concernées soient préparées à agir rapidement si on leur en donnait l'ordre. »

L'expert du département de la Défense ajoute qu'en pareille circonstance le commandement français, réputé pour ses lacunes, serait probablement défaillant. « Dans un tel moment d'indécision, le déploiement significatif des troupes américaines devrait avoir une influence importante sur l'issue des événements⁵³. »

Le Pentagone se pose donc en recours ultime. Il n'a

visiblement qu'une confiance limitée dans les capacités de l'armée française à éviter le désordre. C'est écrit noir sur blanc : en cas de crise, au nom de la prévention d'une guerre civile et des intérêts américains, les États-Unis envisagent sérieusement d'intervenir militairement en France afin d'éviter un putsch néofasciste et de soutenir l'arrivée d'un président atlantiste à l'Élysée.

Cette inquiétude n'est pas partagée par tous les Américains. Nouvel ambassadeur à Paris en remplacement du général Gavin, le diplomate Charles Bohlen, expert chevronné du département d'État, dresse, début avril 1963, un panorama plus nuancé de la situation. En cas d'assassinat de De Gaulle, il ne croit pas à un coup d'État militaire pour pallier un éventuel chaos. Selon lui, après « une période de tension suivant immédiatement l'annonce du décès de De Gaulle⁵⁴ », durant laquelle les extrémistes de droite et de gauche tenteraient de semer la confusion, les forces de sécurité et l'armée resteraient sous le contrôle du gouvernement et un successeur gaulliste prendrait probablement le relais, le Premier ministre Georges Pompidou étant le mieux placé.

Le diplomate ne parie pas sur une France stable. Mais il ne croit pas vraiment à un scénario catastrophe.

Il a raison. N'en déplaise à certains noirs oracles de Washington, de Gaulle tient encore fermement les rênes du pouvoir. En dépit des menaces persistantes, il n'est pas disposé à les lâcher.

¹ Voir Éric Roussel, *Charles de Gaulle, op. cit.*, p. 694-695.

2 Télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, 9 septembre 1961, archives du département d'État, NARA.

3 *France : Comments on Strength of Secret Army Organization (OAS)*, 23 septembre 1961, Central Intelligence Bulletin, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

4 *Mounting Tension in Algeria*, 26 septembre 1961, Central Intelligence Bulletin, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

5 Mémoire du secrétaire d'État assistant pour la Planification politique (Smith) au secrétaire d'État assistant pour les Affaires européennes (Elbrick), archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. XIII, Algérie, doc. 281.

6 Mémoire de conversation entre Foster Dulles et le général de Gaulle, 15 décembre 1958, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, doc. 81 ; et archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales.

7 Lettre du Premier ministre Michel Debré à l'ambassadeur des États-Unis en France, 28 avril 1959, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. XIII, Algérie, doc. 290.

8 Voir Bernard Droz et Évelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962*, Seuil, « Points », 1982, p. 222.

9 Mémoire de conversation Eisenhower-de Gaulle, 2 septembre 1959, 12 h, Eisenhower Library, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 130 ; et aussi, archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales.

10 Une motion de censure contre la France sera rejetée par l'Assemblée générale de l'ONU le 12 décembre 1959. Mais la nouvelle abstention des États-Unis froissera encore de Gaulle. Voir Hervé Alphand, *L'Étonnement d'être*, op. cit., p. 317. Michel Debré expliquera au président Eisenhower, le 21 décembre, que les Français n'ont pas compris les raisons pour lesquelles les États-Unis n'ont pas voté, avec la France, contre la motion de censure.

11 Note d'entretien Joxe-Gates et Orwin (sous-secrétaire à la Défense), 3 septembre 1959, archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales.

12 Entretien entre Michel Debré et Amory Houghton, 21 novembre 1959, archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales. En juin et juillet 1959, Michel Debré a écrit plusieurs lettres

aux Américains pour se plaindre des activités du FLN aux États-Unis. Source : *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. XIII, Algérie, doc. 293.

[13](#) *Statement of US Policy on France*, NSC 5910/1, 4 novembre 1959, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 145. Ce rapport est suivi d'un autre, complémentaire, sur l'Afrique du Nord : *Statement of Policy on Tunisia, Morocco, Algeria*, NSC 5911/1, 4 novembre 1959, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. XIII, Afrique du Nord, doc. 268.

[14](#) Lors d'un entretien à Washington avec le président Eisenhower, le 22 avril 1960, de Gaulle explique : « Il faut que l'Algérie puisse voter librement et, pour cela, que les combats cessent. J'ai une proposition de cessez-le-feu, mais le FLN a insisté pour des conversations préalables en vue de déterminer l'avenir politique de l'Algérie. Cela voudrait dire que le FLN, et non le peuple algérien, serait l'Algérie. » *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France ; et aussi archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales.

[15](#) *Approach to French and Algerian Negotiations*, 10 février 1960, mémorandum des secrétaires d'État assistants pour les Affaires européennes (Komer) et pour les Affaires africaines (Satterthwaite) au sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques (Murphy), archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. XIII, Algérie, doc. 308.

[16](#) *US Policy Toward Algeria*, NCS 5910/1, mémorandum de discussion de la 466^e réunion du Conseil national de sécurité, 7 novembre 1960 ; et mémorandum de discussion de la 467^e réunion du Conseil national de sécurité, 17 novembre 1960 : *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. XIII, Algérie, respectivement doc. 318 et 321.

[17](#) *Problems and Prospect of the Fifth Republic*, 6 décembre 1960, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1958-1960, vol. VII, France, doc. 201.

[18](#) *Forthcoming Algerian Developments and the Role of the United States*, mémorandum du secrétaire d'État assistant pour les Affaires africaines (Satterthwaite) au secrétaire d'État (Rusk), 30 janvier 1961, *Foreign Relations of the United States*, 1961-1963, vol. XXI, Algérie, doc. 37.

[19](#) Le 6 avril 1961, l'ambassadeur à Paris, James Gavin, est convoqué sur le sujet par le ministre Couve de Murville, qui déplore les contacts

officiels des Américains avec le FLN à Tunis. Gavin répond que les États-Unis souhaitent que les négociations de paix aboutissent et espèrent, par leurs contacts, éviter que le FLN ne se retire des négociations : télégramme de Gavin, 6 avril, National Security Files, Kennedy Library.

20 Rapporté dans *De Gaulle and the Algerian Crisis*, 30 janvier 1960, Central Intelligence Bulletin, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

21 Rapporté notamment dans Bernard Droz et Évelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 301.

22 Ronald Flack, l'un des agents du CIC, le contre-espionnage militaire américain, en poste à Saumur, a également transmis des confidences d'un des aides de camp de De Gaulle, proche des généraux rebelles, annonçant le prochain putsch. Interview de Ronald Flack, 7 janvier 1998, FAOHP.

23 Témoignage de son collègue Dean Brown, futur sous-secrétaire d'État, 17 mai 1989, FAOHP.

24 *The Situation in France and Algeria*, mémorandum pour le président, 24 avril 1961, bureau du directeur Allen Dulles, CIA, National Security Files, Kennedy Library.

25 « Les officiers gradés en poste à l'OTAN, en France et en Allemagne seraient davantage suspectés que ceux basés en Algérie parce que le gouvernement a mené une politique de transfert hors d'Algérie des officiers dont la loyauté était la plus sujette à caution », écrit le général Norstad (Shape), commandant en chef des forces américaines en Europe, basé à Paris, à l'amiral Burke, Washington, 24 avril 1961, National Security Files, Kennedy Library. Aussi cité dans Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 194-195.

26 Message du US Cinceur aux chefs d'état-major et aux responsables du renseignement, 25 avril 1961, National Security Files, Kennedy Library. Aussi dans Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 194-195.

27 Message du général Norstad (Shape), commandant en chef des forces américaines en Europe, basé à Paris, à l'amiral Burke, Washington, 26 avril 1961, National Security Files, Kennedy Library. Cité aussi dans Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 196.

28 Message du 23 avril du département d'État, rapportant que le secrétaire d'État dément toute implication des États-Unis, d'une quelconque façon, dans le soulèvement d'Alger, ou toute assurance donnée à Challe et aux autres. Il exprime aussi son étonnement que le sommet de

l'État français puisse accorder crédit à cette rumeur, et se demande que faire pour l'enrayer : archives du département d'État, National Security Files, Kennedy Library.

[29](#) Télégramme faisant état de la conversation Alphand-Kohler, du département d'État, envoyé à Paris, 24 avril 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[30](#) Message du général Norstad (Shape), chef suprême des forces alliées en Europe, basé à Paris, à l'amiral Burke, Washington, 25 avril 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[31](#) Lettre du président Kennedy au président de Gaulle, 25 avril 1961, Correspondence Files, Kennedy Library.

[32](#) Voir l'analyse détaillée de cette rumeur (laquelle indiquait notamment que des sociétés céréalières françaises, suisses et américaines avaient été approchées pour apporter leur aide au putsch, et soulignait le rôle des groupes d'extrême droite américains présumés proches de la CIA) ainsi que les documents qui la nuancent dans Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 187-203.

[33](#) Télégramme du secrétaire d'État Dean Rusk à l'ambassadeur James Gavin, 2 mai 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[34](#) Télégramme de l'ambassadeur James Gavin au secrétaire d'État Dean Rusk, 3 mai 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[35](#) *Conversation Concerning Alleged US Encouragement of General Challe*, 6 mai 1961, note de William P. Bundy, secrétaire assistant à la Défense, National Security Files, Kennedy Library. Mais de Gaulle ne s'attardera pas trop longtemps sur cette rumeur : « Je ne crois pas à des encouragements donnés par la CIA aux généraux putschistes, mais Challe a eu des contacts », confiera-t-il à Hervé Alphand le 25 mai 1961. Voir Hervé Alphand, *L'Étonnement d'être*, *op. cit.*, p. 354.

[36](#) Télégramme de l'ambassadeur James Gavin au département d'État, 14 décembre 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[37](#) Télégramme de l'ambassadeur James Gavin au secrétaire d'État, 9 mai 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[38](#) *France-Algeria : Reported Plot to Assassinate de Gaulle*, 20 mai 1961, Central Intelligence Bulletin, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

[39](#) Télégramme de l'ambassadeur James Gavin au secrétaire d'État, 9 août 1961, National Security Files, Kennedy Library.

[40](#) *De Gaulle's Problems*, 15 octobre 1961, Office of Current Intelligence, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA (voir le fac-similé de la première page en annexe).

[41](#) Lettre de l'ambassadeur James Gavin à Foy Kohler, secrétaire d'État assistant aux Affaires européennes, 8 février 1962, département d'État, National Security Files, Kennedy Library.

[42](#) Télégramme de l'ambassadeur James Gavin, 10 février 1962, National Security Files, Kennedy Library.

[43](#) Télégramme de l'ambassadeur James Gavin, 11 février 1962, National Security Files, Kennedy Library.

[44](#) Télégramme de William Tyler, du département d'État, à l'ambassadeur James Gavin, rendant compte d'un message passé à l'ambassadeur français Hervé Alphand, 13 février 1962 ; et télégramme à Gavin rendant compte du message de réponse de Couve de Murville via Alphand, 14 février 1962 ; National Security Files, Kennedy Library.

[45](#) *Possible OAS Reactions to a Cease-Fire Announcement*, 17 mars 1962, Central Intelligence Bulletin, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

[46](#) *Situation in Algeria*, 24 mars 1962, Central Intelligence Bulletin, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

[47](#) *France-Algeria*, 21 avril 1962, Central Intelligence Bulletin, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA. Autre exemple de rapport de la CIA : « Le consul général est surpris par l'incapacité française à protéger des cibles de l'OAS aussi évidentes que les quelque mille dockers musulmans. Une voiture piégée a explosé parmi eux le 2 mai, faisant de multiples victimes. Il note qu'il est impossible de déterminer le nombre exact de morts, parce que beaucoup de blessés graves ont été immédiatement emportés par les musulmans dans des "hôpitaux" du quartier musulman, où beaucoup sont probablement décédés faute de soins appropriés. Les musulmans refusent d'aller dans les hôpitaux français, qui sont, selon eux, pratiquement contrôlés par l'OAS. » *Situation in Algeria*, 5 mai 1962, Central Intelligence Bulletin, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

[48](#) Télégramme de Cecil Lyon, ambassade des États-Unis à Paris, 23 août 1962, National Security Files, Kennedy Library.

[49](#) *France*, 26 août 1962, Central Intelligence Bulletin, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

[50](#) *Consequences of the Death or Assassination of de Gaulle*, Special National Intelligence Estimate, 7 septembre 1962, archives de la CIA.

[51](#) *Consequences Arising from the Possible Assassination of President Charles de Gaulle : Some Precautionary Measures*, Robert Neumann, bureau du secrétaire d'État assistant à la Défense, 11 mars 1963, rapport transmis aux responsables du Pentagone, du secrétariat d'État et à la Maison-Blanche, National Security Files, Kennedy Library (voir le facsimilé de la première page en annexe).

[52](#) Ces analyses sur les violences pouvant provenir des gaullistes sont également reprises par la CIA dans un rapport daté du 5 avril 1963. Selon ce document, une des sources « alarmistes » de la CIA, fonctionnaire socialiste au ministère de l'Intérieur, a mentionné des « plans » des leaders gaullistes « pour éliminer les leaders non gaullistes et se saisir du pouvoir si de Gaulle mourait prématurément ». À en croire la CIA, le ministre belge des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak, a également évoqué le « gang néofasciste » qui entoure de Gaulle, lequel serait prêt à empêcher le président du Sénat, Gaston Monnerville, opposant à de Gaulle, d'assurer l'intérim en cas de disparition du Général, ce qui pourrait déclencher une guerre civile. *Recent Reports on the Situation in France*, 5 avril 1963, Current Intelligence Memorandum, CIA, National Security Files, Kennedy Library.

[53](#) *Consequences Arising from the Possible Assassination of President Charles de Gaulle : Some Precautionary Measures*, *op. cit.*

[54](#) *After de Gaulle, What ?*, télégramme de l'ambassadeur Bohlen au département d'État, 7 avril 1963, National Security Files, Kennedy Library.

Chapitre 5

Un président mystérieux en ballottage

Qui est vraiment de Gaulle ? Que pense-t-il ? Que mijote-t-il ?

Ces questions taraudent les Américains en ce début d'année 1964. À la Maison-Blanche, le Texan Lyndon Johnson, habile politicien du Sud, peu au fait des dossiers internationaux, a dû prendre en catastrophe le pouvoir à la suite de l'assassinat, le 22 novembre 1963, de JFK, auprès de qui il assumait le rôle de vice-président. À la mort de Kennedy, qui était très populaire en France, de Gaulle a été le premier chef d'État étranger à se manifester. Il a traversé l'Atlantique et marché aux côtés de Jackie lors des funérailles. L'émotion était palpable.

Johnson l'a reçu aussitôt après, dans le Bureau ovale, pour le remercier de sa venue. « Il faut continuer sur la voie tracée par Kennedy, celle de la confiance mutuelle entre les États-Unis et la France, a confié de Gaulle. Les difficultés entre nos deux pays ont été grandement exagérées. En réalité, les tensions n'existent pas. [...] L'important, c'est que la France sait parfaitement qu'elle pourrait compter sur les États-Unis si elle était attaquée. De la même façon, si les

États-Unis étaient en guerre, la France mettrait les moyens dont elle dispose aux côtés des États-Unis¹. »

Décidément, ce Général est étonnant. Si féroces que soient ses critiques sur la politique américaine, il n'a pas hésité une seconde à faire le voyage pour rendre hommage à un président assassiné avec lequel il ne partageait pourtant pas grand-chose. Sa loyauté atlantique, confirmée à Johnson, n'est pas feinte. Mais elle surprend la Maison-Blanche, plus habituée à entendre le président français s'en prendre à l'hégémonie américaine en Europe. Ces chaleureuses déclarations ravivent en tout cas les interrogations sur ce personnage incontournable.

Car, en dépit des pronostics des Américains, de Gaulle est toujours là. Ces derniers espéraient secrètement qu'il sortirait diminué, voire défait, de l'épreuve algérienne, ou que l'opinion hexagonale se lasserait de son autoritarisme après des années de « dictature par consentement », selon l'expression d'un diplomate américain². Ils doivent déchanter³. Son pouvoir s'est solidifié. Il a donné des institutions solides à la France, soldé la décolonisation, déjoué les complots. Sa stature historique domine la scène politique intérieure, où les partis sont affaiblis. Il s'appuie sur un Premier ministre fidèle, Georges Pompidou, et sur une majorité confortable au Parlement. Il poursuit sa politique étrangère avec ténacité, affirmant chaque jour sa farouche indépendance, symbole d'une « troisième voie » entre les deux superpuissances qui rencontre un écho grandissant dans les pays du tiers-monde⁴.

Ses initiatives déroutent. Il vante, à Moscou, une Europe élargie « de l'Atlantique à l'Oural » qui inspire les plus grandes craintes aux dirigeants occidentaux. Il exprime son opposition ferme à l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun, au grand dam du Premier ministre britannique. Il réclame la neutralisation du Vietnam, où les GI sont en train de s'enliser. En janvier 1964, il s'apprête à reconnaître unilatéralement la Chine communiste de Mao Tsé-toung, prenant Washington à contre-pied⁵. Et il commence à défier les États-Unis sur leur propre continent à l'occasion de ses voyages en Amérique latine, qui débutent en mars 1964 au Mexique, où il doit être reçu en « Libérateur⁶ ».

**« Égocentrique, mégalomane, intraitable,
absolutiste »...**

Aux yeux de Washington, le gaullisme a des allures de course folle à la grandeur et à la provocation. Il repose depuis 1958 sur plusieurs ingrédients jugés néfastes, que les Américains ont patiemment auscultés.

En premier lieu, une personnalité imperméable. Fin 1963, dans une note destinée au nouveau président Johnson, l'ambassadeur américain à Paris, Charles Bohlen, a décrit à sa manière le tempérament inflexible du Français, qui « conduit son action en se fondant sur ses propres pensées, ses propres instincts » :

« Le caractère de De Gaulle est complètement forgé par son éducation, son expérience et ses propres traits, qui sont

essentiellement égocentriques, avec quelques touches de mégalomanie. Autant que je puisse en juger à travers mes discussions et lectures, ses opinions fondamentales n'ont jamais varié après une quelconque conversation, ou sous l'influence d'une concession ou d'un geste faits par d'autres pays. La seule circonstance dans laquelle il puisse être conduit à un virage dans sa politique, à défaut de son attitude, serait un changement du contexte où il opère (ce fut notamment le cas sur la question algérienne)⁷. »

Pour l'ambassadeur, tenter un marchandage ou une négociation sur quoi que ce soit dans l'attente d'un infléchissement relève de l'illusion.

De son côté, la CIA a tenté, fin 1962, d'analyser les « moyens d'influencer de Gaulle » dans un rapport circonstancié⁸. Le portrait n'est guère plus encourageant. L'agence de renseignement le décrit comme un homme solitaire, d'une « réserve impénétrable », recevant beaucoup de visiteurs, mais ne croyant qu'en lui-même, ayant écarté « beaucoup de ses ministres de tout rôle direct » pour décider des grandes lignes de la politique nationale.

Selon la CIA, les seuls à avoir un accès privilégié au président à cette époque sont Georges Pompidou, homme de l'ombre promu Premier ministre, André Malraux, le ministre de la Culture, Louis Joxe, chargé des réformes administratives, et Gaston Palewski, le ministre de la Recherche scientifique et des Affaires nucléaires et spatiales. À l'Élysée, quelques rares collaborateurs, comme le

secrétaire général (Étienne Burin des Rozières), le directeur de cabinet (Georges Galichon), le chef d'état-major particulier (le général Gauthier) ou encore Jacques Foccart, chargé du pré carré africain, peuvent avoir une influence. En résumé, le président français est relativement inaccessible.

Les idées du Général constituent, aux yeux des Américains, le deuxième élément nocif. « Ce n'est pas un comploteur machiavélique qui essaie de louvoyer en politique étrangère pour parvenir à des fins bien calculées⁹ », estime l'ambassadeur Bohlen. Non, cet héritier de la France conservatrice et militaire, marqué par la défaite de 1940 et le déclin de la puissance coloniale, a des vues carrées. Principalement une conception « mystique » de la nation, seule réalité indestructible de l'histoire, alors que les idéologies et les régimes peuvent se dissoudre. À ses yeux, les organismes supranationaux – Marché commun, OTAN, ONU – ne sont que des « machins » inutiles qui empiètent sur la liberté des États-nations. D'où l'impérieuse nécessité de s'en abstraire au maximum, afin de restaurer l'entière souveraineté de la France, qu'il entend incarner.

Le président français prendrait toutes ses décisions de politique étrangère et de défense, comme la création d'une force de frappe, en se référant à ces croyances. Sans informer les ministres concernés et sans jamais s'accorder avec les pays voisins. « Aucune des actions importantes qu'il a menées sur la scène diplomatique ne l'a été après consultation, ni même discussion, avec aucun de ses alliés », note, début 1964, l'ambassadeur Charles Bohlen. L'analyse n'est pas fausse : le Général est bien obsédé par

l'indépendance nationale et imprévisible sur la scène internationale. « Cette conception conditionne toutes les attitudes de De Gaulle à l'égard des États-Unis et le conduit logiquement à prendre, par principe, des positions opposées, parce qu'il croit qu'une association trop étroite transformerait la France en pays satellite¹⁰. »

Enfin, le système gaulliste reposerait, selon les Américains, sur un excès de pouvoir personnel qui affaiblirait l'ensemble de la classe politique. Cette domination, confortée par les pouvoirs constitutionnels du président sous la V^e République, est jugée dangereuse outre-Atlantique, car elle risque de mener, par réaction, à l'arrivée des communistes au pouvoir. Dans un rapport concocté en juin 1963 pour le président Kennedy, juste avant son ultime tournée en Europe, le sous-secrétaire d'État George Ball s'inquiétait de l'évolution monarchique et nationaliste du pouvoir gaulliste. Pour le diplomate, cette dérive restaurait le « cycle désastreux » de l'« instabilité française », fruit d'une histoire récente marquée par une « révolution inachevée ». Il y voyait une véritable « bombe à retardement » :

« Depuis deux siècles, la France a tendance à osciller entre des gouvernements délibérément faibles et vulnérables du côté gauche et des gouvernements d'hommes forts marqués progressivement par l'absolutisme. Le pendule a balancé avec une régularité monotone d'un Directoire impuissant à Napoléon I^{er} ; de Louis-Philippe au Second Empire et à la Commune ; de Léon Blum et du Front populaire au maréchal Pétain.

« Semaine après semaine, la France de De Gaulle devient imperceptiblement plus absolutiste, tandis que les Français se sont mis en vacances politiques prolongées, une sorte de long été indien d'irresponsabilité. En détruisant la structure des partis, à l'exception du Parti communiste, le Général a éliminé les moyens institutionnels de résister au communisme. Aujourd'hui, le Parti communiste offre aux opposants à de Gaulle la seule force politique visible, effectivement organisée. En conséquence, les communistes français, qui étaient démoralisés il y a encore peu de temps, ont reçu un nouveau bail. Et la voie semble ouverte pour un Front populaire. [...] Nous ne devons pas oublier que, en dépit d'une prospérité matérielle et de l'absence d'agitation politique visible, la France cache un profond malaise. De Gaulle ne sera pas là éternellement et les dérives possibles avant le retour à un gouvernement constitutionnel constituent une menace omniprésente pour l'Europe¹¹. »

Les diplomates américains, aveuglés par leur amertume envers le Général et obsédés par le péril rouge, peinent à relever les atouts du régime politique qu'il a mis en place. Ils préfèrent encore de Gaulle aux communistes. Mais si le premier conduit inmanquablement aux seconds, le scénario ne les tente guère.

Aucune rencontre au sommet entre Johnson et de Gaulle

Dans un tel contexte, il n'est guère surprenant que les relations entre l'Élysée et la Maison-Blanche se dégradent.

Le bref aparté de Johnson et de Gaulle, lors des obsèques de Kennedy, le 25 novembre 1963, n'a pas de suites. Malgré les politesses échangées, les deux hommes ne s'apprécient guère. De plus en plus accaparé par le boursier vietnamien, Johnson – ce « radical texan », selon de Gaulle – est perçu, côté français, comme secret, autoritaire, susceptible¹². Et c'est réciproque ! De Gaulle est considéré comme un nationaliste borné par plusieurs proches de Johnson, dont le sous-secrétaire d'État George Ball, ami de Jean Monnet, le diplomate Dean Acheson ou encore le conseiller pour les affaires de sécurité nationale McGeorge Bundy, auquel succédera Walt Rostow en 1966.

Signe de l'irritabilité des deux présidents, ils ne s'accordent pas sur les conditions d'une nouvelle rencontre. Johnson, qui a pris une succession difficile et entame une année électorale où il compte être élu, ne souhaite pas quitter son territoire en 1964. Il a cru comprendre que de Gaulle était disposé à revenir à Washington pour un tête-à-tête plus approfondi. Mais le Français, ayant traversé l'Atlantique pour l'enterrement de JFK, considère que c'est désormais à l'Américain, plus jeune que lui, de venir en France¹³. L'imbroglio est total.

De toute façon, l'ambassadeur Charles Bohlen a répété, début 1964, qu'« aucune concession, ni politesse, ni contact personnel » ne pouvait avoir un quelconque effet sur de Gaulle, sauf celui de lui apporter « la confirmation de la justesse de ses vues ». Par conséquent, le diplomate recommande de ne donner prise à aucune de ses attaques. Il s'oppose à tout sommet bilatéral : « À l'heure actuelle, écrit-

il, il n'est pas question d'une quelconque rencontre avec de Gaulle. Il ne semble pas qu'il y ait des sujets qui puissent être discutés avec profit. Et comme de Gaulle ne viendra pas aux États-Unis et que le président ne quittera pas le pays avant les élections, il n'y a aucune possibilité au moins jusqu'aux élections¹⁴. »

Fin 1965, Johnson confiera poliment à l'ambassadeur français à Washington, Charles Lucet, que l'un de ses « échecs » est de n'avoir pu encore rencontrer de Gaulle, mais qu'il « s'efforce d'être aimable pour la France qui sera toujours du même côté que les États-Unis en temps de crise, ce que l'on ne saurait dire de tous ses alliés¹⁵ ».

En réalité, la bouderie, à laquelle viendront s'agréger de plus en plus de contentieux, durera près de six ans, jusqu'au départ de Johnson de la Maison-Blanche, en janvier 1969. Les deux présidents ne se croiseront plus, à l'exception d'une brève discussion lors des obsèques du chancelier allemand Adenauer, en avril 1967, au cours de laquelle ils promettent vainement de se revoir. Il faudra attendre l'arrivée de Richard Nixon, début 1969, pour renouer les fils d'un dialogue transatlantique devenu évanescent.

Des visiteurs secrets déconcertés

Pour faire bonne figure, Johnson envoie plusieurs émissaires à Paris afin de tenter d'amadouer le Général, de plus en plus virulent contre l'hégémonie américaine. À l'issue de leur entretien à l'Élysée, ceux-ci repartent

souvent désarçonnés par les vues tranchantes du président français. L'un d'entre eux, Robert Anderson, ancien secrétaire au Trésor de Kennedy, est chargé, en mai 1964, d'un message personnel de son « vieil ami » le président Johnson à l'attention du Général :

« Il serait extrêmement heureux de communiquer avec vous non seulement par lettre, mais par téléphone. D'autre part, je me tiens à votre disposition pour que vous précisiez, si vous le désirez, où sont les problèmes et quels sont les problèmes. Je suis disposé à me rendre à Paris chaque fois que vous le désirerez, sans délai et sans aucune publicité, puisque je peux venir en voyage d'affaires. Je peux transmettre tous les messages que vous désirerez et, bien entendu, ces messages n'iront qu'au président Johnson personnellement. »

Après avoir écouté son visiteur et répété que la France se devait d'être elle-même, sans « aucune malveillance » à l'égard des États-Unis, de Gaulle s'interroge :

« On peut, en effet, écrire. On peut téléphoner. Mais croyez-vous que le téléphone apporte ce contact humain dont vous parlez ? »

Anderson : « Le président Johnson est l'être le plus humain que je connaisse et il a un admirable contact humain. »

De Gaulle : « Même par téléphone ? »

Anderson : « Je le crois. »

De Gaulle : « Je pense qu'il faut qu'un jour nous entrions

en contact¹⁶ [...]. »

Ces bonnes intentions affichées n'auront pas de suites.

Quelques jours plus tard, c'est George Ball, sous-secrétaire d'État, qui tente de rallier le Général à la politique américaine au Sud-Vietnam, où quinze mille GI et des conseillers politiques appuient un gouvernement fragile soumis à une pression croissante des rebelles du Viêt-cong, soutenus par le régime communiste du Nord-Vietnam. Washington hésite encore à porter des coups au Nord-Vietnam, mais reconnaît que la situation est « difficile ». De Gaulle, une fois de plus, donne une leçon à son interlocuteur venu d'outre-Atlantique :

« Vous espérez que le gouvernement de Saigon pourra l'emporter grâce aux armes, grâce aux instructeurs, grâce aux crédits que vous lui donnez. Je prends acte de votre espoir, mais je ne crois pas qu'il sera réalisé. Non pas à cause de l'équilibre des forces dans le Sud-Est asiatique. Le gouvernement américain a, en effet, plus de canons, plus d'avions, plus de bateaux, plus de bombes que les Vietnamiens et les Chinois. La supériorité militaire est incontestablement du côté des Américains. Mais ce n'est pas là la question. Le problème est exclusivement politique et psychologique. Les Sud-Vietnamiens ne sont pas, et ne seront pas, avec vous, parce que vous êtes une puissance blanche, parce que vous êtes une puissance étrangère, parce que vous êtes une très grande puissance étrangère [...]. Plus vous agirez vous-mêmes directement, plus vous prendrez à votre compte le combat, moins les Vietnamiens seront avec

vous. »

Le Général réitère ensuite ses avertissements : « Vous pouvez imaginer de renforcer la mise et de faire peu à peu la guerre. Vous avez tous les moyens pour la faire. [...] Quand on commence la guerre en Asie, on ne sait pas où on va. [...] Si le gouvernement américain a la possibilité de se lancer dans une action militaire en Extrême-Orient, le gouvernement français, lui, n'a aucune intention de recommencer la guerre en Extrême-Orient. Le terrain dans cette partie du monde est pourri, et le gouvernement français n'a donc aucune intention de se retrouver sur ce terrain pourri [...]. »

Le message s'achève par ce pronostic de Cassandre : « Il n'y a aucune possibilité de résoudre le problème sud-vietnamien autre que de faire la paix. Évidemment, vous pouvez maintenir la situation quelque temps encore, même longtemps. Mais en fin de compte, vous ne gagnerez pas¹⁷. »

La messe est dite. Paris et Washington ne sont décidément pas sur la même longueur d'onde. Les États-Unis étendent leurs opérations militaires au Sud-Vietnam, sans issue visible, et ils commenceront, en février 1965, l'engrenage des bombardements au Nord-Vietnam. Durant l'été 1965, George Ball reviendra voir de Gaulle, tentant de trouver auprès de lui un appui pour d'éventuelles négociations afin de sortir de l'impasse. « Il est trop tard, car vous êtes engagés et votre dignité nationale est en jeu. Les autres aussi sont engagés et ne s'arrêteront pas. Telle est du moins l'opinion de la France. Je ne vois pas comment nous

pourrions vous être utiles¹⁸ », répond, pessimiste, le Général.

Une campagne antiaméricaine orchestrée à l'Élysée

Le ressentiment outre-Atlantique est attisé par l'antiaméricanisme qui sous-tendrait la politique étrangère de De Gaulle. Selon l'ambassadeur Charles Bohlen, cette opposition viscérale serait relayée par « un groupe particulièrement retors, et mal dégrossi, spécialement à l'UNR, qui reproduit les pires attitudes de De Gaulle vis-à-vis des États-Unis (et cela inclut un petit nombre de ministres, dont Peyrefitte est le plus exceptionnel)¹⁹ ».

De son côté, la CIA dénonce, début 1964, l'orchestration de cette campagne d'hostilité par les plus hauts sommets de l'État : « Ces derniers mois, la campagne antiaméricaine s'est tellement développée dans les cercles officiels français, et dans les milieux non officiels liés au gouvernement, qu'il paraît évident que ce dernier l'a encouragée, avec l'accord, si ce n'est les directives, de l'Élysée. À part donner ainsi libre cours au chauvinisme et à l'« anti-anglo-saxonisme » de De Gaulle, le but de cette opération n'est pas très clair. Si cette campagne se poursuit, la détérioration continue des relations entre les deux pays est inévitable²⁰. »

La CIA énumère ensuite les cinq niveaux de cette campagne :

- Les déclarations antiaméricaines des porte-parole du

gouvernement, comme le ministre de l'Information, Alain Peyrefitte, ou celui de l'Agriculture, Edgar Pisani ;

- Les rumeurs accusant les officiels ou agents officieux américains d'ingérence dans les affaires domestiques ;
- La tonalité antiaméricaine des médias (presse, radio, télévision) contrôlés par le gouvernement et la ligne très critique du *Monde* ;
- La volonté apparente des services de contre-espionnage ou de sécurité de circonvenir toutes les activités américaines de renseignement sur le territoire ;
- La politique étrangère suivie par la France, qui vise, partout dans le monde, à évincer l'influence anglo-saxonne.

La CIA en aura un signe supplémentaire quelque temps plus tard : en mars 1964, de Gaulle aurait confié à ses proches que la France devait s'opposer à l'« impérialisme américain rampant » et continuer d'« attaquer » les États-Unis en Amérique latine, en Asie et en Afrique²¹.

Parmi les soupçons d'ingérence qui alimentent l'antiaméricanisme, la CIA relève par exemple que « les accusations de soutien américain à l'OAS ont été abandonnées, faute de preuves », mais qu'elles réapparaissent par moments. « Une autre accusation récurrente trouve maintenant un écho dans les conversations, selon laquelle des intérêts américains financent et soutiennent activement la candidature présidentielle de Gaston Defferre. »

Socialiste modéré, anticommuniste notoire, le maire de

Marseille s'est déclaré dès la fin 1963 comme un candidat possible de centre gauche face à de Gaulle pour l'élection présidentielle de décembre 1965. Il a bénéficié de l'appui du magazine *L'Express*, lequel a publié en une, en octobre 1963, le portrait anonyme d'un challenger idéal, baptisé « Monsieur X », qui s'est révélé être Gaston Defferre. Le magazine est piloté par Jean-Jacques Servan-Schreiber (JJSS), patron de presse turbulent, antigaulliste militant et atlantiste convaincu.

« Depuis fin octobre 1963, ajoute la CIA, une rumeur circule dans les milieux de la presse affirmant que le gouvernement américain a donné son appui à *L'Express* et à son directeur Jean-Jacques Servan-Schreiber pour épauler l'opposition à de Gaulle en France. Selon cette rumeur, la filiale américaine de Schlumberger servirait de relais financier à cette opération. Ces derniers mois, nous avons reçu une série de rapports citant des officiels français, tels que le sénateur Jacques Baumel, Louis Vallon [député gauliste de gauche], les chefs des services de presse de la Sûreté nationale et des Renseignements généraux de la préfecture de police, assurant que de l'argent américain finance Defferre²². »

Un soutien affiché à Gaston Defferre

Le plus étonnant dans ce rapport ? La CIA se contente de rapporter les soupçons qui révèlent, selon elle, un climat antiaméricain, sans prendre la peine de les confirmer ni de les démentir ! En réalité, les documents déclassifiés ne

permettent pas d'étayer ou d'infirmer ces rumeurs. Seule certitude : certains services doutent ouvertement de la fiabilité de JJSS, jugé opportuniste. « Tout soutien sérieux que pourraient lui octroyer des citoyens américains, quelle que soit leur fonction, serait hautement défavorable à nos intérêts, ont écrit les responsables de l'agence américaine d'information. Sa défense de la cause atlantique n'est ni durable ni spécialement désirable²³. »

En revanche, la Maison-Blanche manifeste publiquement son appui à Gaston Defferre. Lors d'un de ses voyages aux États-Unis, le 24 mars 1964, le leader socialiste est chaleureusement reçu par le président Johnson. « Il ne peut sans doute pas battre de Gaulle, mais ses chances seraient bonnes face à un autre candidat²⁴ », estime le secrétaire d'État Dean Rusk, présentant Defferre comme un candidat de plus en plus crédible, ami des États-Unis, partisan de l'OTAN et de l'intégration européenne.

Devant Johnson, le maire de Marseille critique d'ailleurs ouvertement le général de Gaulle, accusé de délaisser les affaires intérieures au profit de voyages à l'étranger durant lesquels il s'en prend aux intérêts américains. Defferre se pose, lui, en champion de l'atlantisme. « Si je suis élu président en France, dit-il, je considérerai comme mon premier devoir de venir immédiatement parler avec vous. [...] De Gaulle ne parle avec personne, il préfère le monologue. Or il est impératif que les États-Unis et la France se parlent. » Sur le Vietnam, Defferre défend la position guerrière de Johnson, opposé au projet de « neutralisation » du pays souhaité par de Gaulle. « Sa

politique n'est pas celle d'un vrai allié », insiste le socialiste, qui se dit également opposé à la reconnaissance de la Chine communiste décidée par la France.

Avant de partir, Gaston Defferre prodigue ses encouragements à Johnson pour la campagne présidentielle en cours, qui doit s'achever en novembre 1964. « J'espère que vous serez élu²⁵ », dit le Français. Voilà, au moins, un visiteur peu contrariant pour Lyndon Johnson !

Des relations financières via la CIA

D'autres dirigeants politiques français ont, quant à eux, bénéficié des faveurs discrètes des Américains ces dernières années. Washington a particulièrement cajolé les édiles de la IV^e République, du centre droit aux socialistes, qui se prononçaient pour des projets atlantistes tout en faisant barrage aux communistes. L'avènement de la V^e République n'a pas rompu les relations privilégiées avec ces figures, qui continuent d'occuper le terrain politique, tels l'Européen Jean Monnet, le radical Maurice Faure²⁶, le chrétien-démocrate Pierre Pflimlin, l'indépendant Antoine Pinay ou encore le socialiste Guy Mollet.

Ces hommes se confient de manière parfois surprenante aux Américains. Guy Mollet, par exemple, s'épanche sur la SFIO et ses relations avec le PCF, affirmant qu'il fera tout son possible pour s'opposer à l'émergence d'un Front populaire dominé par les communistes, scénario que les Américains redoutent. Antoine Pinay explique qu'il n'est pas

« très chaud » pour être candidat à la succession de De Gaulle, malgré les sollicitations de ses amis, et avoue sa déception concernant le jeune ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, qu'il ne trouve pas assez « libéral ». L'ancien député mendésiste Charles Hernu, informateur patenté des Américains, livre, quant à lui, des détails sur la vie des divers clubs de gauche autour de François Mitterrand et sur l'influence des loges franc-maçonnes dont il fait partie. Il énumère notamment les noms de députés gaullistes francs-maçons. Il recommande aussi à ses amis diplomates de faciliter un voyage informel de jeunes dirigeants de la gauche aux États-Unis pour qu'ils évacuent leurs « idées fausses » sur ce pays. De son côté, l'ancien ministre socialiste Christian Pineau fait savoir à la Maison-Blanche, via le leader socialiste belge Paul-Henri Spaak, qu'il aurait besoin d'une aide matérielle pour créer une agence de propagande en faveur de l'intégration européenne et de l'OTAN²⁷.

Plus troublant, quelques-uns de ces hommes politiques semblent toujours bénéficier de financements occultes de la CIA, si l'on en croit Wells Stabler, diplomate en poste à l'ambassade des États-Unis à Paris entre 1960 et 1965 :

« Nombre de ces gens, comme Guy Mollet et d'autres anciens leaders de la IV^e République, avaient eu ce qu'on devrait appeler une relation fiduciaire avec les États-Unis, et ils recevaient un soutien financier du gouvernement américain. J'allais rendre visite à Guy Mollet et nous discussions un moment. Le téléphone sonnait et il commentait en souriant : “Bien, un de vos collègues est là

pour me voir.” Cela se passait par-derrière, sans que je sois au courant qu’un représentant de la CIA à Paris devait venir et sans qu’il sache que j’étais là. Je trouvais que la situation était plutôt embarrassante et que nous aurions pu l’éviter. [...] Certains de ces politiciens étaient membres du Parlement. Je ne sais s’ils étaient toujours sur la liste des gens payés ou si leurs anciennes relations les conduisaient à livrer à la CIA davantage d’informations que je n’en obtenais. Je ne sais jusqu’à quel degré le conseiller politique à l’ambassade connaissait tous les détails. Je ne lui disais pas forcément que j’avais rendez-vous avec Guy Mollet, avec l’ancien président du Conseil Antoine Pinay ou avec qui que ce soit d’autre, comme François Mitterrand, avec qui j’avais quelques contacts, bien qu’il ne fût pas mon préféré²⁸ [...]. »

Ce témoignage ne donne pas plus de précisions sur la liste des personnalités choyées par la CIA, ni sur les dates ou les montants distribués. Néanmoins, il est révélateur du caractère très particulier des contacts noués par les Américains avec certains dirigeants français, qui ont alimenté le soupçon d’une réelle volonté américaine d’ingérence antigauilliste, notamment dans les périodes électorales.

Possibles successeurs du Général : Pompidou ou le comte de Paris ?

Or, en ce printemps 1964, la campagne pour l’élection présidentielle de décembre 1965, terme du premier mandat du Général, est déjà lancée. En course très tôt avec l’aide de

L'Express, Gaston Defferre essaie de rallier les partis de centre gauche. La partie est loin d'être gagnée. Sa possible candidature se heurte aux logiques d'appareil, en dépit des pronostics favorables de Washington.

Qui peut donc concurrencer de Gaulle ? Et, d'ailleurs, se représentera-t-il ? Ces questions vont alimenter la chronique des mois suivants, le président français prenant soin de ne pas dévoiler ses intentions afin de rester maître du jeu. Après son hospitalisation pour une opération de la prostate, à la mi-avril, les spéculations reprennent sur son éventuelle disparition, notamment en cas de maladie.

Toujours friands de conjectures, les Américains estiment que le Premier ministre, Georges Pompidou, aurait alors de bonnes chances d'être désigné par les gaullistes comme l'héritier du Général. Cependant, son élection ne serait pas garantie. « Nous continuons de croire que si de Gaulle disparaissait soudainement de la scène politique, Antoine Pinay, leader des indépendants et ancien Premier ministre, serait candidat en dépit de ses démentis actuels [...] et il aurait de très bonnes chances d'être élu », précise l'ambassadeur Charles Bohlen, traduisant le penchant de Washington pour cette figure politique respectée, atlantiste notoire, symbole de la restauration des finances publiques.

Par ailleurs, lors de l'élection, « il y aurait un candidat communiste pour démontrer la force de ce parti et pour négocier les voix avec Defferre si celui-ci atteint le deuxième tour. Cependant, un candidat du PCF n'est pas certain, en dépit de l'actuelle attitude défavorable du PCF à l'égard de

Defferre²⁹ ».

La CIA adore, elle aussi, les scénarios de politique-fiction. L'agence de renseignement estime que, « si sa santé le permet », de Gaulle sera candidat à sa propre succession. Dans ce cas-là, malgré l'érosion de sa popularité due à son « autoritarisme », il sera réélu au premier tour grâce à la combinaison « imbattable » de plusieurs facteurs : « la prospérité du pays, le spectaculaire accroissement du prestige international de la France, la stabilité gouvernementale et son aura personnelle ».

S'il ne se représentait pas, son successeur gaulliste serait également élu, mais seulement au deuxième tour, face à un candidat de gauche qui ne serait pas forcément Defferre, « personnalité forte de l'opposition » de plus en plus isolée. Néanmoins, la CIA ne s'attend pas à un changement radical de la politique française vis-à-vis des États-Unis si de Gaulle n'était plus là. « Il semble improbable que l'on revienne immédiatement à l'attitude très coopérative de la IV^e République³⁰ », semblent regretter les espions, qui craignent toujours l'activisme des nationalistes les plus extrêmes.

La CIA se fait aussi l'écho des rumeurs qui annoncent, en mai 1964, une détérioration de la santé du Général. Atteint d'un cancer, il serait contraint de se retirer de la vie publique en janvier 1965. Dans la foulée, il désignerait Henri d'Orléans, comte de Paris, prétendant au trône de France, comme son possible successeur ! Selon une source de la CIA, le choix de De Gaulle se porterait en effet sur un homme qui

« n'est pas identifié aux partis politiques, capable de représenter tout le peuple³¹ ». Le comte de Paris, patriote et partisan de la Constitution de 1958, pourrait être la personne idéale. Un informateur de la CIA est même plus précis : « Plusieurs semaines avant son opération, de Gaulle a confié au comte de Paris ses soucis de santé. Il lui a aussi dit que s'il devenait incapable de poursuivre sa mission, il le nommerait comme son successeur³². »

Affabulation ? De culture monarchiste, de Gaulle a pu faire passer des messages flatteurs au comte, qu'il apprécie, sans l'adouber sérieusement, ni le décourager complètement, afin de garder plusieurs fers au feu³³. Quelques mois plus tôt, l'ancien Premier ministre Michel Debré a pourtant assuré à l'ambassade américaine que cette hypothèse était « irréaliste³⁴ ». Il n'empêche : la CIA prend toujours la thèse au sérieux lorsqu'elle rédige, durant l'été 1964, un nouveau rapport sur « le problème de la succession en France ».

D'après ce document, « de Gaulle aurait récemment dit à son cabinet que, si sa santé le permet, il sera candidat à sa succession à la fin de son mandat en 1965 ». En revanche, dans l'hypothèse où il ne pourrait pas l'être, son Premier ministre, Georges Pompidou, serait le « deuxième choix derrière le comte de Paris », descendant direct du roi Louis-Philippe, aux idées plus libérales que monarchistes.

D'après la CIA, « de Gaulle et ce prétendant ont des vues très similaires » sur de nombreux sujets : le dédain des vieux partis, l'importance de la légitimité nationale, la

critique de l'influence américaine. Henri d'Orléans, âgé de cinquante-six ans, qui cultive ses réseaux dans les milieux politiques et sociaux, considérerait le rôle d'un président de la République comme celui d'un arbitre, « un rôle qu'il juge admirablement taillé pour lui ». Seul souci s'il se présentait à une élection présidentielle, admet la CIA : « L'acceptation du comte par le peuple français pourrait souffrir de son statut de prétendant au trône. »

Le deuxième choix serait donc Pompidou, l'ancien banquier de chez Rothschild, proche collaborateur du Général, négociateur secret des préaccords d'Évian avec les Algériens, nommé Premier ministre après Michel Debré fin 1962. Un homme des plus fidèles. « Pompidou est réputé être un des seuls proches qui soient autorisés à critiquer de Gaulle, mais il n'y a aucune mention d'une réunion durant laquelle il ait pu influencer de Gaulle en le modérant²⁵ », tranche la CIA. Bien que les sondages donnent à Pompidou une popularité de candidat supérieure à celle de Defferre, de Gaulle ne serait pas prêt à lui laisser le champ libre.

Un autre télégramme de la CIA avance de manière prématurée, le 30 juillet 1964, que de Gaulle a décidé de se lancer lui-même dans la future élection présidentielle. Il aurait donné des consignes à son parti pour élaborer une plate-forme de campagne orientée vers la gauche afin de drainer des voix de l'opposition. Au-delà de cette rumeur incertaine, la CIA livre une indication médisante : « De Gaulle commence à penser que son Premier ministre Pompidou est trop proche des leaders économiques du pays. Il suspecte même Pompidou d'avoir secrètement maintenu

des intérêts personnels chez les Rothschild. Et de Gaulle apprécie de plus en plus le ministre des Finances Giscard d'Estaing³⁶. »

De Gaulle fait planer le doute sur sa candidature

En réalité, l'incertitude se prolonge pendant plusieurs mois. En septembre 1964, la CIA rapporte que Jean Ferniot, rédacteur en chef de *L'Express*, aurait obtenu, lors d'une conversation avec Olivier Guichard, chargé de mission auprès du Premier ministre, la confirmation que la santé du Général s'est dégradée. « Oui, ça va très mal³⁷ », aurait dit Guichard. L'alerte est exagérée : de Gaulle fait, du 20 septembre au 16 octobre, une tournée triomphale dans dix pays d'Amérique latine, sans paraître éprouver trop de fatigue malgré ses soixante-treize ans. L'accueil reçu semble même le revigorer.

Au début de l'année 1965, les diplomates américains sont convaincus que le prestige du Général s'est accru, que l'économie se porte bien et que les institutions sont « stables ». « Si la santé de De Gaulle reste bonne et qu'il n'y a pas de bouleversements majeurs dans la situation économique et sociale, il sera candidat à sa propre succession et sera réélu sans difficultés », prédisent-ils. Le terrain est d'autant plus dégagé que « les partis d'opposition restent divisés et sans objectifs clairs ». L'extrême droite a perdu ses motifs de combat sur l'Algérie, le centre droit est déchiré, la gauche ne s'accorde pas sur le nom de Defferre. Enfin, les communistes ont été déstabilisés par l'éviction de

Khrouchtchev à Moscou et par le décès de leur leader, Maurice Thorez.

De plus, parmi les trois candidats autodéclarés – Gaston Defferre, un certain André Cornu pour le centre gauche et Jean-Louis Tixier-Vignancour pour l'extrême droite –, aucun ne s'est vraiment détaché. « Alors que Defferre était mieux connu, sa campagne s'est bloquée et, de l'avis général, il n'a pas réussi à franchir les étapes³⁸. » Faute d'accord entre la SFIO, les radicaux, les clubs et les chrétiens-démocrates du MRP, le maire de Marseille doit abandonner la partie en juin 1965.

De Gaulle, lui, cultive toujours le mystère. Même le Premier ministre est tenu dans l'ignorance de ses intentions. Durant l'été 1965, ce dernier se confie, sans le savoir, à une « source » de la CIA, qui transmet l'information. D'après Pompidou, « le président de Gaulle n'a pas encore pris sa décision sur le fait d'être candidat aux élections présidentielles de décembre. Au fond, il souhaite se retirer, mais, en même temps, il sent qu'il doit se tenir disponible si les intérêts de la France commandent sa participation ».

Selon le câble de la CIA, Pompidou a affirmé « qu'il était prêt à poursuivre l'œuvre de De Gaulle et qu'il n'envisageait pas de concurrence très serrée s'il se présentait lui-même ». L'Élysée est si peu disert que le Premier ministre, blessé par ce silence, s'apprête à se lancer dans la course électorale. Pompidou a précisé qu'il ne souhaitait pas copier de Gaulle, mais qu'il ne « concevait pas de politique plus efficace que celle menée par de Gaulle³⁹ ».

Fin septembre, à deux mois et demi du scrutin, alors que François Mitterrand, leader de la nouvelle Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), se précipite soudainement dans la bataille contre le « régime du pouvoir personnel », avec l'appui de la SFIO, des radicaux-socialistes et du Parti communiste, Georges Pompidou commence à deviner ce qui se mijote à l'Élysée. Il explique à l'ambassadeur américain Charles Bohlen que « ni lui ni personne d'autre ne sait exactement quelles sont les intentions de De Gaulle concernant les élections ». Cependant, cette longue attente préluderait plutôt à une candidature. Pour le Premier ministre, il s'agit d'une « bonne tactique destinée à laisser l'opposition dans la confusion », et il a « compris que de Gaulle pourrait se déclarer entre le 15 et le 20 octobre⁴⁰ ».

Le 20 octobre, un rédacteur en chef de Radio Luxembourg, Alexandre Sarment, croise à l'Élysée le cardinal Maximos IV, patriarche d'Antioche, qui sort d'un entretien avec le président. Ce dernier a évoqué devant son visiteur le fait qu'il serait candidat. Cette confidence officieuse est relayée quelques jours plus tard par la CIA⁴¹.

En dépit du silence officiel, Washington sait à quoi s'en tenir. Cependant, il faut attendre jusqu'au 4 novembre, un mois avant le premier tour, pour avoir la confirmation attendue. De Gaulle annonce qu'il souhaite « poursuivre sa tâche » afin d'« assurer l'avenir de la République ». En cas d'échec personnel, il prédit un effondrement de la France, qui devrait subir « une confusion de l'État plus désastreuse encore que celle qu'elle connut autrefois ».

Cinq autres candidats font face au Général, dont François Mitterrand pour la gauche, le jeune Jean Lecanuet pour le centre et Jean-Louis Tixier-Vignancour pour l'extrême droite.

« Il devrait l'emporter facilement dès le premier tour »

Dès lors, les jeux sont-ils faits ? Avant même de savoir si le Général se lancerait dans la course, Guy Mollet, leader contrit de la SFIO, qui soutient du bout des lèvres François Mitterrand, a expliqué aux Américains que le candidat gaulliste allait l'emporter, mais que l'opposition aurait plus de chances aux prochaines élections législatives. Mollet s'est dit convaincu que, « d'ici à dix ans, il n'y [aurait] plus aucune trace du gaullisme en France, puisqu'il n'a pas de racines solides dans le pays et que ses partisans, divisés, ne sont unis que dans leur loyauté à un homme⁴² ».

Influencée par des sondages d'opinion qui donnent, à la mi-novembre, entre 60 et 70 % de votes favorables à de Gaulle, la CIA juge également comme acquise sa victoire dès le premier tour du scrutin, prévu le 5 décembre 1965. « Seule une large abstention pourrait le priver de l'approbation massive qu'il a réclamée », avancent imprudemment les analystes de la centrale. Pour eux, la « relation directe » que de Gaulle prétend cultiver avec le peuple français va subir un test. S'il était élu haut la main, il pourrait prendre de nouvelles initiatives diplomatiques afin de miner davantage « la présence américaine et celle de

l'OTAN en Europe ». En revanche, s'il n'obtient pas de votes suffisants, sa politique pourrait s'adoucir. « Dans le cas improbable où il n'aurait pas la majorité dès le premier tour et serait en ballottage, il y a même la possibilité qu'il se retire complètement de la course. » Les espions américains se prennent à rêver !

De l'autre côté du ring politique, les chances sont minces, selon la CIA : « Parmi les cinq opposants à de Gaulle, seul François Mitterrand, qui a le soutien des partis socialiste et communiste, semble pouvoir obtenir plus de 20 % des voix. » Mais le candidat de la gauche est, à leurs yeux, un curieux alliage : plutôt partisan de l'OTAN et proeuropéen, Mitterrand reste « vague sur ses intentions », car « il ne peut espérer formuler un programme acceptable par les communistes et les non-communistes ». Jean Lecanuet, qui représente les chrétiens-démocrates et les indépendants – à la place d'Antoine Pinay, qui a refusé de se présenter –, séduit davantage les Américains, car il critique ouvertement la politique « négative » de De Gaulle vis-à-vis du Marché commun et de l'OTAN. Enfin, l'avocat Jean-Louis Tixier-Vignancour n'a, selon la CIA, guère d'avenir, puisqu'il « tire sa force des partisans de l'Algérie française, un groupe en déclin irréversible depuis l'indépendance de l'Algérie⁴³ ». Les deux autres petits candidats, Pierre Marcilhacy et Marcel Barbu, sont marginaux⁴⁴.

Le Général n'est plus infailible !

L'impensable arrive. À l'issue d'une campagne dense, qui

a permis à ses principaux rivaux de se faire connaître, de Gaulle ne recueille que 43,7 % des suffrages le soir du 5 décembre 1965. Remarqué pour sa pugnacité oratoire, Mitterrand atteint le score de 32,3 %, bien au-delà de ce que prédisaient les derniers sondages, tandis que le centriste Lecanuet obtient 15,8 % des voix, en partie grâce à ses prestations télévisées, que l'ambassadeur Bohlen a jugées « impressionnantes⁴⁵ ».

Pour le Général, ce premier tour est un camouflet. Les diplomates américains peuvent difficilement masquer une certaine satisfaction devant le désaveu relatif du Connétable. « Bien que les gaullistes ne l'admettent pas publiquement, le fait que de Gaulle ait reçu beaucoup moins de la moitié des suffrages indique clairement que sa politique, notamment sa politique étrangère, n'a plus le soutien de la majorité du peuple français », se félicite Charles Bohlen dès le lendemain.

Les partisans du président ont beau affirmer que les Français se sont prononcés sur leurs menus problèmes domestiques ou que le centriste Lecanuet a été un « instrument de désordre », le résultat est amer. Le malaise s'est répandu dans le pays tout au long de sept années de règne sans partage. Ébranlé, de Gaulle hésite un moment avant de relever le gant du deuxième tour. Le diplomate américain craint d'avoir bientôt à l'Élysée un « vieux général de plus en plus en colère, dont l'image internationale a été ternie et dont la politique intérieure est de plus en plus critiquée ».

En revanche, pour Mitterrand, poursuit Bohlen, c'est une « indéniable victoire⁴⁶ », et la plus grosse surprise du scrutin. Non seulement les électeurs communistes ont voté massivement pour lui, rompant l'isolement politique du PCF. Mais tous les groupes politiques qu'il avait fédérés ont suivi. De futurs rassemblements peuvent s'esquisser à gauche sur cette base. Quant à Lecanuet, l'ambassadeur est ravi que ce défenseur de l'Europe et de l'OTAN ait fait entendre sa voix. Bref, les opposants à de Gaulle ont marqué des points.

Surtout, tournant politique majeur, le Général n'est plus intouchable ! Des alternatives au gaullisme s'organisent, avec des hommes d'une autre génération, tels que Mitterrand (quarante-neuf ans) ou Lecanuet (quarante-cinq ans). L'ultime discours télévisé de De Gaulle sur le thème « moi ou le chaos » n'a pas empêché les mécontents de soutenir des candidats de l'opposition. « Beaucoup d'électeurs ont été perturbés par le style olympien de son gouvernement, ironise Bohlen dans un autre télégramme. Alors qu'ils étaient sans doute impressionnés, au départ, par son attitude omnisciente, qu'ils trouvaient assez naturel son dédain méprisant envers ceux qui mettaient en doute son infaillibilité, finalement ils en ont eu assez et, pour la première fois, ils l'ont jugé comme un mortel ordinaire⁴⁷. »

Après cet avertissement sévère, le deuxième tour, qui oppose, le 19 décembre 1965, le général de Gaulle à son challenger de gauche François Mitterrand, tourne aisément à l'avantage du président sortant, qui récolte 54,5 % des suffrages. Sa victoire finale est nette.

De Gaulle a un nouveau mandat de sept ans pour diriger la France. Mais il ne s'agit plus d'un chèque en blanc.

1 Mémoire de conversation de Gaulle-Johnson, 25 novembre 1963, National Security Files, Johnson Library.

2 *Political Repercussions in France of an Algerian Settlement*, Roger Hilman, 19 mars 1962, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, National Security Files, Kennedy Library.

3 Un des conseillers de Kennedy, McGeorge Bundy, a d'ailleurs reconnu, début 1963, que les Américains ont été surpris par la facilité avec laquelle de Gaulle a achevé sa prise de contrôle politique du pays une fois réglé le problème algérien. Mémoire pour le président, McGeorge Bundy (Maison-Blanche), 30 janvier 1963, Bundy Correspondence, Kennedy Library.

4 Voir l'analyse de ses initiatives en politique étrangère et du rôle mondial de la France dans *New Emphasis in French Foreign Policy*, 28 février 1964, CIA, Special Report, Office of Current Intelligence ; et *De Gaulle's Foreign Policy, 1964*, 20 avril 1964, Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, National Security Files, Johnson Library.

5 La CIA avait évoqué la possibilité de cette reconnaissance dans un rapport : *France Reassessing Policy Toward Communist China ?*, 6 septembre 1963, Office of Current Intelligence, CIA. Et les diplomates américains, avertis fin 1963, ont essayé – en vain – d'en dissuader les Français.

6 Le surnom de « Libérateur » est attribué à de Gaulle dans la plupart des pays d'Amérique latine, selon les diplomates américains : *French Interest in Latin America*, 29 février 1964, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris. « Nous devons éviter de donner l'impression que nous sommes opposés à ces visites ou inquiets à cause d'elles », ajoute le département d'État le 12 mars 1964, quelques jours avant l'arrivée de De Gaulle au Mexique : National Security Files, Johnson Library.

7 *Memorandum on de Gaulle*, 13 décembre 1963, mémoire de l'ambassadeur Charles Bohlen pour McGeorge Bundy et destiné au président Johnson, National Security Files, Johnson Library.

8 *The Channels of Influence to General de Gaulle*, 26 décembre 1962, Office of Current Intelligence, CIA, archives de la CIA.

9 Lettre de l'ambassadeur Charles Bohlen à McGeorge Bundy, 2 mars

1963, à la suite d'un entretien secret de Bohlen avec le ministre français Louis Joxe, National Security Files, Johnson Library.

[10](#) *Reflections on Current French Foreign Policy and Attitudes Toward United States and Recommendations*, mars 1964, ambassadeur Charles Bohlen, National Security Files, Johnson Library.

[11](#) *The Mess in Europe and the Meaning of Your Trip*, 20 juin 1963, mémorandum du sous-secrétaire d'État George Ball au président Kennedy avant son voyage en Italie, en Allemagne de l'Ouest, à Berlin et au Royaume-Uni, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1961-1963, vol. XIII, Intégration économique et politique, doc. 79.

[12](#) L'expression « radical texan » est rapportée dans Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t. II, Fayard/De Fallois, 1997, p. 87. Voir aussi le témoignage de Maurice Couve de Murville dans Maurice Vaïsse, *La Grandeur*, *op. cit.*, p. 121.

[13](#) « Bien entendu, il n'est pas question que j'aille aux États-Unis », dit de Gaulle à l'ambassadeur de France Hervé Alphand le 31 décembre 1963, avant d'évoquer une éventuelle venue de Johnson à la Martinique... qui n'aura pas lieu. Hervé Alphand, *L'Étonnement d'être*, *op. cit.*, p. 419.

[14](#) *Memorandum on de Gaulle*, 13 décembre 1963, *op. cit.*

[15](#) Propos de Johnson rapportés dans une note du conseiller diplomatique à l'Élysée, 23 décembre 1965, archives de la présidence de la République, 4AG1-248, Archives nationales.

[16](#) Entretien entre le général de Gaulle et Robert Anderson, palais de l'Élysée, 25 mai 1964, archives de la présidence de la République, 5AG1-201, Archives nationales.

[17](#) Entretien entre le général de Gaulle et George Ball, sous-secrétaire d'État, 5 juin 1964, palais de l'Élysée, National Security Files, Johnson Library ; et archives de la présidence de la République, 5AG1-201, Archives nationales.

[18](#) Entretien entre le général de Gaulle et George Ball, sous-secrétaire d'État, 31 août 1965, palais de l'Élysée, National Security Files, Johnson Library ; et archives de la présidence de la République, 5AG1-201, Archives nationales.

[19](#) *Memorandum on de Gaulle*, 13 décembre 1963, *op. cit.*

[20](#) *Situation Appraisal in France as of 30 January 1964, Indications of Anti-*

Americanism, câble de la CIA, Paris, 31 janvier 1964, National Security Files, Johnson Library.

21 *Views of President Charles de Gaulle Regarding the United States, Europe and NATO ; and Italian Reaction*, 10 mars 1964, mémorandum de Richard Helms, directeur adjoint des opérations, CIA, National Security Files, Johnson Library.

22 *Situation Appraisal in France as of 30 January 1964, Indications of Anti-Americanism*, câble de la CIA, 31 janvier 1964, *op. cit.*

23 Voir la note de l'US Information Service, 21 mars 1963, National Security Files, Kennedy Library. Cette note évoque les difficultés financières du patron de *L'Express*, qui serait à la recherche de un million de dollars pour racheter des parts des *Échos*, autre journal familial, à l'un de ses cousins. Il aurait envoyé l'un de ses assistants aux États-Unis pour lever des fonds et vainement sollicité l'ambassade américaine pour financer l'insertion d'une interview de Kennedy dans un supplément de *L'Express*.

24 *Your Meeting with Gaston Defferre*, mémorandum pour le président, Dean Rusk, 23 mars 1964, National Security Files, Johnson Library. Dean Rusk précise que Gaston Defferre est déjà venu à six reprises aux États-Unis et qu'il a demandé, cette fois-ci, à voir le président en marge de sa participation à la conférence de Bilderberg, réunion annuelle ultra-secrète de leaders politiques et économiques occidentaux plutôt proaméricains, qui se tient en mars 1964 à Williamsburg.

25 Mémorandum de conversation entre le président Johnson et Gaston Defferre, 24 mars 1964, National Security Files, Johnson Library.

26 Maurice Faure était décrit par les Américains, à la mi-1963, comme un leader centriste doté d'« une expérience considérable et d'une stature internationale », soutenu par une jeune génération de leaders centristes d'un « remarquable concentré de talent, d'intelligence et d'expérience politique » : mémorandum *France and the Succession Problem*, Robert G. Neumann (Pentagone), 15 juillet 1963, National Security Files, Kennedy Library.

27 Sur Guy Mollet, mémorandums de conversation, télégrammes des 9 juillet 1963, 19 septembre 1963 et 20 décembre 1963. Sur Antoine Pinay, mémorandum de conversation avec Wells Stabler (ambassade américaine à Paris), télégramme du 10 décembre 1963. Sur Charles Hernu, mémorandum de conversation avec Francis de Tarr (ambassade américaine à Paris), 17 décembre 1963 ; archives du département d'État,

NARA. Sur Christian Pineau, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Bruxelles, 19 mars 1963, faisant état d'une conversation de Pineau avec Spaak, National Security Files, Kennedy Library. Sur les contacts antérieurs d'Hernu avec les Américains, voir également Vincent Jauvert, « Ce que Hernu racontait aux Américains », *Le Nouvel Observateur*, 3-9 avril 1997. Hernu sera soupçonné d'avoir aussi été recruté comme agent de l'Est au début des années 1960, thèse contestée par ses proches. Voir notamment Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis, *Enquête sur l'agent Hernu*, Fayard, 1997 ; et le livre qui dément ces accusations : Patrice Hernu et Frédéric Charpier, *Affaire Hernu. Histoire d'une calomnie*, Ramsay, 1997.

[28](#) Témoignage du diplomate Wells Stabler (en poste à Paris de septembre 1960 à juillet 1965, chargé de la politique intérieure à l'ambassade des États-Unis), 28 février 1991, FAOHP.

[29](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, Paris, 20 avril 1964, département d'État, National Security Files, Johnson Library. En septembre 1964, Bohlen répète son pronostic sur Pinay, qui bénéficie d'une « position respectable dans le pays » et qui pourrait, en cas de disparition de De Gaulle, « offrir une transition plus tranquille que les gaullistes » : télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, Paris, 16 septembre 1964, département d'État, National Security Files, Johnson Library.

[30](#) *Situation Appraisal as of 15 May 1964*, Paris, câble de la CIA, National Security Files, Johnson Library.

[31](#) *Alleged Failing Health of de Gaulle ; Alleged Intention of de Gaulle to Name the Count of Paris as his Successor*, 12 mai 1964, Paris, câble de la CIA, National Security Files, Johnson Library.

[32](#) *De Gaulle's Statement to the Comte de Paris Concerning Succession*, 16 mai 1964, Paris, câble de la CIA, National Security Files, Johnson Library.

[33](#) Voir notamment Éric Roussel, *Charles de Gaulle*, op. cit., p. 778.

[34](#) Les propos de Michel Debré, qui datent du 12 juin 1963, sont rapportés dans un mémorandum de conversation, 15 juin 1963, archives du département d'État, NARA.

[35](#) *The Succession Problem in France*, Special Report, 31 juillet 1964, CIA, Office of Current Intelligence, National Security Files, Johnson Library.

[36](#) *Ideas of de Gaulle on the Presidential Election and [...] on Certain of his Cabinet's Members*, 30 juillet 1964, Paris, câble de la CIA, National Security Files, Johnson Library.

[37](#) *Rumors Concerning Deterioration of de Gaulle's Health*, 17 septembre 1964, Paris, câble de la CIA. L'agence rapportera encore, en janvier 1965, des rumeurs contradictoires sur la santé du Général, dont l'une, pessimiste, transmise via le député Charles Hernu, *Rumors and Press Speculation on de Gaulle's Health*, 18 janvier 1965, Paris, câble de la CIA, National Security Files, Johnson Library.

[38](#) *French Internal Situation, Perspectives 1965*, 15 janvier 1965, télégramme de John Bovey, conseiller à l'ambassade des États-Unis, Paris, National Security Files, Johnson Library.

[39](#) *Comments by Prime Minister Pompidou on de Gaulle's Intentions in the Forthcoming Presidential Elections*, 26 août 1965, Paris, câble de la CIA, National Security Files, Johnson Library.

[40](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 22 septembre 1965, Paris, département d'État, National Security Files, Johnson Library.

[41](#) *De Gaulle's Private Announcement of his Decision to Run*, 29 octobre 1965, Paris, câble de la CIA, National Security Files, Johnson Library.

[42](#) *Guy Mollet's Views on General de Gaulle's Thinking and the Outlook for Gaullism*, 12 octobre 1965, télégramme de Charles Tanguy, premier secrétaire à l'ambassade des États-Unis, Paris, département d'État, National Security Files, Johnson Library.

[43](#) *The Presidential Election and French Politics*, 26 novembre 1965, Special Report, Office of Current Intelligence, CIA, National Security Files, Johnson Library.

[44](#) Le département d'État a recommandé, début 1965, que la Maison-Blanche ne reçoive pas Jean-Louis Tixier-Vignancour, qui avait formulé une demande d'entretien avec le président Johnson : National Security Files, Johnson Library.

[45](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 4 décembre 1965, Paris, département d'État, National Security Files, Johnson Library.

[46](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 6 décembre 1965, Paris, département d'État, National Security Files, Johnson Library.

[47](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 10 décembre 1965, Paris, département d'État, National Security Files, Johnson Library.

Chapitre 6

L'OTAN, le diable de l'Élysée et l'espion du Quai

Leçon numéro 1 : le président français a de la suite dans les idées.

Leçon numéro 2 : il dit souvent ce qu'il va faire.

Leçon numéro 3 : il fait rarement autre chose que ce qu'il a dit.

En dépit de leur expérience, les Américains ont toujours du mal à retenir ces principes simples qui gouvernent le comportement de Charles de Gaulle, un diable capable de tout. À leurs yeux, le Général reste indéchiffrable, alors qu'il leur a lui-même donné quelques codes permettant de décrypter son action. C'est ainsi qu'ils paraissent surpris, le 7 mars 1966, de sa décision abrupte de quitter le commandement intégré de l'OTAN, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, mise sur pied en 1949 pour défendre l'Europe de l'Ouest, avec des armes et des troupes américaines, contre une éventuelle attaque soviétique.

La stupeur américaine s'explique par l'attitude de défi du président français. Sans renoncer au principe de l'Alliance

atlantique, la France s'affranchit du système militaire qui est censé garantir la sécurité du continent. Son geste est perçu, à Washington et dans les capitales des quatorze pays membres de l'OTAN, comme un « coup de poignard ». Mais les Américains sont aussi vexés par la décision concomitante à ce retrait, que le Général précise quelques jours plus tard dans un aide-mémoire. Il demande que les installations de l'OTAN (dont ses quartiers généraux à la porte Dauphine, à Fontainebleau et à Rocquencourt) et les vingt-huit mille soldats et officiers américains qui stationnent en France quittent rapidement le territoire. La date butoir sera fixée unilatéralement au 1^{er} avril 1967. Il les expulse ! Les états-majors des armées américaines, qui se souviennent des milliers de GI tués sur les plages de Normandie en 1944, n'en reviennent pas¹.

Une lettre manuscrite adressée au président Johnson

Le Général a pris sa plus belle plume pour informer « personnellement » le président Lyndon Johnson de cette décision irrévocable, sur un ton qu'il qualifie d'« amicale franchise ». Il n'a pas dicté ce message historique, daté du 7 mars 1966. Il l'a rédigé de sa main, d'une écriture large et sans rature, sur quatre pages. L'original est délivré le jour même par avion à la Maison-Blanche, via l'ambassadeur français à Washington, Charles Lucet.

De Gaulle commence sa missive en soulignant que la France est prête à rester membre de l'Alliance atlantique,

dont le premier terme s'achèvera en août 1969, vingt ans après sa création. En cas d'agression, elle serait naturellement « résolue à combattre aux côtés de ses alliés ». Le Général délivre ensuite son message crucial, les raisons au nom desquelles la « France croit devoir, pour son compte, modifier la forme de notre alliance, sans en altérer le fond » :

« La France considère que les changements accomplis ou en voie de l'être, depuis 1949, en Europe, en Asie et ailleurs, ainsi que l'évolution de sa propre situation et de ses propres forces, ne justifient plus, pour ce qui la concerne, les dispositions d'ordre militaire prises après la conclusion de l'Alliance, soit en commun sous la forme de conventions multilatérales, soit par accords particuliers entre le gouvernement français et le gouvernement américain. »

La suite de la lettre est très solennelle :

« C'est pourquoi la France se propose de recouvrer sur son territoire l'entier exercice de sa souveraineté, actuellement entamé par la présence permanente d'éléments militaires alliés ou par l'utilisation habituelle qui est faite de son ciel, de cesser sa participation aux commandements "intégrés" et de ne plus mettre de forces à la disposition de l'OTAN. Il va de soi que, pour l'application de ces décisions, elle est prête à régler avec les gouvernements alliés et, en particulier, avec celui des États-Unis, les mesures pratiques qui les concernent². »

Tout est placé, dans cette courte lettre, sous le sceau de l'indépendance nationale : l'évolution de la menace, la

montée en puissance de l'armée française, la critique de la souveraineté « entamée » et la présence, devenue encombrante, des « éléments militaires alliés ». De Gaulle ne veut plus, sur le sol national, de soldats qui ne seraient pas sous commandement français.

Une critique répétée de l'OTAN depuis 1958

Les Américains ne peuvent être pris à contre-pied par cette posture gaullienne. Depuis son arrivée au pouvoir, en mai 1958, le Général n'a cessé de le répéter : la France veut bien faire partie de l'Alliance atlantique, mais elle refuse une organisation militaire qui la place sous tutelle américaine et ne concerne que l'Europe de l'Ouest.

De manière argumentée, de Gaulle expliquait déjà son insatisfaction au chef de la diplomatie américaine, Foster Dulles, lors d'un entretien le 15 décembre 1958 :

« L'organisation atlantique est un système intégré sous commandement américain, dans lequel la stratégie ne peut être que conforme à la stratégie américaine, et cela dans une zone très étroite qui ne couvre pas les intérêts considérables de la France en dehors de l'Europe. Cette intégration a pour résultat que les moyens de la France – qu'il s'agisse de son territoire, de ses bases, de sa psychologie en matière de défense – s'intègrent dans un ensemble qui ne répond pas à ses intérêts. C'est une situation qui ne correspond plus au fait que la France retrouve de la vigueur, qu'elle reprend conscience d'elle-même et qu'elle s'aperçoit qu'elle n'est

qu'un instrument, au lieu d'être un pays qui se défend³. »

Pour le Général, c'est une question de principe, un impératif politique autant qu'un souci d'efficacité. La France doit reprendre la maîtrise complète de sa défense. Au fil des années, cette conception n'a pas varié d'un iota. Les griefs contre l'OTAN se sont accumulés sans que les changements réclamés surviennent. D'ailleurs, de Gaulle reste évasif quand il s'agit de préciser le contenu de la réforme qu'il souhaite pour l'OTAN. Car, dans le fond, il attend surtout que la France possède sa propre force de dissuasion nucléaire pour rompre ses liens militaires avec l'organisation alliée.

De Gaulle a peaufiné son refrain devant les présidents américains successifs, Eisenhower, Kennedy, Johnson, leurs émissaires et leurs diplomates. Ainsi, face au secrétaire d'État Dean Rusk, venu à Paris en décembre 1964 pour tenter d'« éliminer tout malentendu éventuel et d'éclaircir les divergences », de Gaulle enfonce le clou : « L'Alliance reste nécessaire pour la défense du monde libre, mais elle doit reposer sur des bases différentes de celles de l'OTAN, où la décision appartient exclusivement aux États-Unis. Actuellement, l'OTAN craque, car la France commence à construire son armement atomique. [...] Pour toute une série de raisons, la réforme de l'OTAN s'impose donc. [...] L'engagement de la maintenir en l'état cesse en 1969. L'Organisation doit être réformée avant cette date pour constituer une alliance véritable et non pas une intégration. L'on n'a d'ailleurs pas besoin d'être intégrés pour être alliés. »

Pour lui, la révision de l'Organisation doit avoir lieu, à moins d'une crise grave, vers 1967-1968, « au moment où la France aura posé les fondements de son armement atomique⁴ ».

Les Américains contre-argumentent chaque fois, sans bouger d'un pouce de leurs positions. Ils veulent garder la haute main sur leurs armes et leurs soldats. La défense de l'Europe passe, selon eux, uniquement par l'OTAN, dont le commandement est assuré par un militaire américain, qui prend ses ordres à Washington.

Vexé de n'être pas entendu, mais ravi de couper les ponts, de Gaulle attend que sa propre réélection soit assurée, en décembre 1965, et que la base des essais nucléaires à Mururoa soit pratiquement prête à fonctionner, pour annoncer, en mars 1966, sa décision mûrement réfléchie. La Maison-Blanche exprime, bien sûr, son désaccord profond. Pis, sa vexation. « Je suis gêné par votre opinion selon laquelle la présence de forces militaires alliées altère la souveraineté de la France⁵ », répond, glacial, Johnson à de Gaulle, le 22 mars 1966, en rappelant les bienfaits d'un commandement militaire intégré de l'OTAN. Mais les Américains ne peuvent pas être décontenancés par cet aboutissement annoncé de la logique souverainiste du président français.

Un des directeurs du Quai d'Orsay au service des Américains

De plus, leur étonnement est feint. Car ils ont suivi secrètement tous les préparatifs de cette affaire pendant des mois, grâce à une « source » bien placée au Quai d'Orsay, qui les a alimentés en informations, rumeurs et documents confidentiels, y compris en provenance de l'Élysée.

L'existence de cette « taupe » travaillant pour les Américains restera inconnue durant des décennies, jusqu'à la déclassification de certains documents officiels américains, qui permettra au journaliste Vincent Jauvert de mettre au jour, en 2000, une partie de son action clandestine⁶.

D'autres documents autorisent désormais la reconstitution plus minutieuse de cette incroyable histoire d'espion. À commencer par la révélation de son identité : il s'agit de Jean de La Grandville, qui est, dans les années 1960, un diplomate chevronné. Né en 1913, Jean de La Chevadière de La Grandville, diplômé de droit et de sciences politiques, a entamé sa carrière en 1942 et a occupé des fonctions variées, notamment à Alger, Paris, Canberra et Bangkok, avant d'être promu à Washington (de 1954 à 1958) et à Moscou (de 1958 à 1961). Il est donc rompu aux relations à un haut niveau avec les Américains et les Soviétiques. Il connaît l'historique de l'OTAN et les affaires militaro-diplomatiques les plus sensibles. En 1961, il a pris, au ministère des Affaires étrangères, le poste stratégique de chef du « service des pactes et des affaires atomiques et spatiales », service qui s'occupe de tous les traités et accords signés officiellement par la France, comme le traité de l'Atlantique Nord, qui a institué l'OTAN.

Sur son bureau au Quai d'Orsay défilent des messages diplomatiques venus du monde entier, des projets d'accord, des documents classés top secret. Il est au courant de ce qui se trame en coulisse, des réunions dans les ministères, à Matignon ou à l'Élysée, des divergences de vues entre les hauts responsables de l'État. Il est en permanence au contact de son ministre, Maurice Couve de Murville, ainsi que d'autres diplomates en poste à Paris, européens, américains ou soviétiques, qu'il connaît de longue date.

Européen et atlantiste fervent, Jean de La Grandville s'est occupé en 1951 des négociations avortées sur la création d'une Communauté européenne de défense (CED), avant de rejoindre la délégation permanente française auprès de l'OTAN. Il est plutôt choqué à l'idée que la France puisse éventuellement quitter l'Alliance atlantique pour se rapprocher de l'URSS. Car c'est, selon lui, la direction prise par le Général. Sur ce sujet sensible, La Grandville est au cœur de tous les préparatifs, puisque le service des pactes est sollicité pour rédiger des brouillons et évaluer des hypothèses. Tout en alimentant le Quai avec ses notes techniques sur ce sujet, le diplomate français choisit, probablement pour des raisons politiques, d'alerter les États-Unis. Il sera bientôt l'une des meilleures « sources » du département d'État et de la CIA sur ce qui se trame à l'Élysée.

**Juin 1964 : Jean de La Grandville devient
informateur de la CIA**

La Maison-Blanche recevra en direct toutes ses informations. Selon les archives de la présidence américaine, les contacts privilégiés débutent réellement le 29 juin 1964. Comme d'autres diplomates, Jean de La Grandville a déjà livré ses impressions sur la politique étrangère française à ses amis de l'ambassade américaine, notamment en juin 1963, à propos d'un retrait partiel des forces navales françaises de la flotte atlantique de l'OTAN². Mais, un an plus tard, le directeur du service des pactes a l'air particulièrement inquiet. Il a eu vent par le général Michel Fourquet, le secrétaire général de la Défense nationale – poste clé en lien avec Matignon et l'Élysée –, de prochains changements plus radicaux sur l'OTAN. Ses confidences sont rapportées dès le lendemain par l'ambassadeur américain à Paris, Charles Bohlen : « Lors d'une rapide conversation hier, La Grandville (service des pactes) a confié à un des conseillers de l'ambassade qu'il était convaincu que de Gaulle prépare une initiative contre l'OTAN, ajoutant qu'il ne savait pas exactement ce dont il s'agissait. »

Preuve du changement d'atmosphère, selon le diplomate français, des simulations de guerre doivent avoir lieu la semaine suivante, et le général de Gaulle aurait lui-même écrit plusieurs scénarios. « La Grandville dit avoir été choqué de découvrir que les scénarios prévoient que les "forces rouges", les forces de l'OTAN et la France sont des entités séparées et indépendantes »...

Le télégramme du 30 juin 1964 se termine par une consigne de prudence sur les suites de cette affaire, afin de

« protéger la source » : « La Grandville a dit qu'un nombre très limité de gens au Quai étaient informés de ces simulations de guerre et qu'une quelconque fuite pourrait immédiatement lui être attribuée⁸ », écrit Bohlen. Dès lors, l'ambassadeur américain mentionnera le diplomate français en utilisant l'expression « la source », ou « notre source (à protéger) au ministère des Affaires étrangères », insistant en permanence sur son caractère « sensible » et employant fréquemment un singulier qui laisse penser qu'il s'agit bien d'une seule et même personne.

Les agents de la CIA à Paris s'intéressent également à cette « source ». Sans la citer nommément, ils transmettent les informations qui proviennent d'elle au siège de la CIA, à Langley, en Virginie. Le 1^{er} juillet 1964, le directeur adjoint de l'agence, Richard Helms, adresse ainsi un rapport sur le sujet au patron de la CIA, ainsi qu'à la Maison-Blanche et à tous les services de renseignement du pays.

Bien que certains passages du document aient été effacés lors de sa déclassification, ce message a exactement la même teneur que celui du département d'État, envoyé la veille, le 30 juin, sur la base des propos de La Grandville : de Gaulle aurait bientôt l'intention de prendre une initiative « drastique contre l'OTAN », sans que la « source » puisse en préciser la forme, même si elle suppose qu'elle pourrait survenir avant la prochaine conférence de presse du Général, le 23 juillet.

La « source » a entendu parler de cette intention grâce à un « contact à l'Élysée » et s'inquiète des possibles

répercussions sur la politique étrangère. « Bien que les motivations de la source pour fournir ces informations ne soient pas connues, ajoute la CIA, elle a constamment été critique sur la politique étrangère de De Gaulle, notamment quand elle concerne l'OTAN et les relations franco-américaines. Elle semblait convaincue, précédemment, que de Gaulle poursuivrait sa politique anti-OTAN, à petite dose, mais qu'il éviterait toute initiative drastique. La source a su que son information serait transmise par les canaux des services de renseignement américains⁹. » La « source » a donc parfaitement conscience de se transformer en informateur de la CIA.

L'annonce concernant l'OTAN est pourtant prématurée. Pour ne pas griller son informateur, l'ambassadeur Bohlen, dès le 1^{er} juillet 1964, évoque avec le ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, de « vagues rumeurs » sur une éventuelle initiative française contre l'OTAN. « Nous n'avons aucune intention de la sorte¹⁰ », répond catégoriquement le ministre. Lors de sa conférence de presse du 23 juillet, le Général réitère ses vues générales sur la marche du monde, fort éloignées des positions de Washington, sans faire d'annonce spectaculaire.

« De Gaulle risque de détruire l'OTAN »

Cette fausse alerte n'entame pas la soif de renseignements des Américains. Quelques mois plus tard, une « source très sensible » montre au numéro deux de l'ambassade américaine, Robert McBride, une copie de

l'ordre du jour, ultra-confidentiel, du prochain Conseil de défense, qui réunit à l'Élysée, autour du Général, quelques membres du gouvernement triés sur le volet et qui doit se tenir le 20 novembre 1964. Le document mentionne plusieurs sujets, dont « la position que la France devrait adopter vis-à-vis de l'OTAN ». La « source », présentée comme « pessimiste » au sujet de l'OTAN, indique que le gouvernement pourrait ne plus participer à certains exercices militaires de l'organisation atlantique. De plus, le gouvernement souhaite également « casser » le projet de force multilatérale (MLF) initié par les Américains, considéré à Paris comme une « bête noire », parce qu'il vise à maintenir la France sous contrôle et à inclure l'Allemagne dans les décisions de défense. Le bras de fer est entamé. « Nous considérons ce message comme extrêmement sensible, mais les documents qui nous ont été montrés sont parfaitement convaincants¹¹ », commente Bohlen.

Lorsqu'il reçoit, fin novembre 1964, l'ambassadeur américain à l'Élysée, de Gaulle insiste sur le fait que la « menace soviétique a apparemment diminué¹² », ce qui rend à ses yeux presque impossible une attaque en Europe. Les diplomates et la CIA en déduisent que la France entend se rapprocher progressivement de Moscou et ne restera pas éternellement dans l'OTAN. « De Gaulle bluffe-t-il¹³ ? » s'interroge Thomas Hugues, au bureau du renseignement et de la recherche du département d'État. Sa réponse est qu'il ne bluffe probablement pas...

L'avenir de l'OTAN obsède les Américains. C'est leur suprématie qui est en jeu. Ils ont compris que de Gaulle, au

nom de l'indépendance de la France, a durci sa position durant l'année 1964. Désormais, il réclame ouvertement des changements et laisse planer le doute sur son retrait éventuel. Pour Charles Bohlen, cette volonté gaullienne « conduit réellement à la destruction de toute l'organisation actuelle du traité, incluant le quartier général, la structure de commandement, le rôle des forces, les infrastructures, en bref tous les aspects de l'OTAN qui concourent à l'intégration¹⁴ ».

Cependant, il ne sait ni quand ni comment la déflagration se produira. L'ambassadeur ne croit pas à un « mouvement » immédiat. Mais, d'ici à 1969, de Gaulle peut à tout moment provoquer une crise. Il faut donc rester attentif à ce que murmure la « source » privilégiée du Quai.

Des documents secrets et un rendez-vous à Londres

Celle-ci s'alarme à plusieurs reprises durant l'année 1965. Fin janvier, la « source du ministère des Affaires étrangères qui doit être protégée » fait passer aux Américains les instructions données à l'ambassadeur de France à Moscou, qui encouragent le « dialogue » avec les Soviétiques parce que les deux pays ont « des vues parallèles sur nombre de problèmes mondiaux¹⁵ ». Le 15 février 1965, elle rapporte que le ministre des Forces armées, Pierre Messmer, et le chef d'État-major, le général Charles Ailleret, ont évoqué lors d'un déjeuner le fait que la France ne « devrait pas participer à des exercices de l'OTAN qui ne coïncident pas

avec les concepts stratégiques français ».

Le même jour, la « source » informe les Américains que deux notes sont en cours de préparation pour Maurice Couve de Murville avant sa visite à Washington, l'une sur « la valeur et l'étendue des infrastructures de l'OTAN en France », l'autre sur « le statut juridique des installations militaires de l'OTAN et des États-Unis en France », notamment dans l'hypothèse d'un départ. C'est le service des pactes, dirigé par Jean de La Grandville, qui est chargé de préparer ce genre de notes. « La source ne croit pas que Couve ait prévu nécessairement de soulever ces sujets à Washington, mais c'est intéressant parce que cela laisse deviner quelques pans de la réflexion française sur l'OTAN¹⁶ », ajoute Robert McBride, le bras droit de Bohlen à l'ambassade, qui est en contact régulier avec le diplomate français.

La taupe s'active sans relâche. Le 30 avril 1965, elle fait part des consignes du Général pour le prochain Conseil des ministres de l'OTAN, principalement sur la nécessité « de mettre à l'étude une nouvelle organisation de l'Alliance¹⁷ », avec ou sans participation française. L'information est transmise aussitôt. Le 4 mai 1965, Bohlen envoie parallèlement deux messages au sujet de l'OTAN. Leur simultanéité accrédite l'idée qu'ils ont bien la même origine. Le premier signale officiellement que Jean de La Grandville, du service des pactes, ne pronostique aucun problème côté français lors de la réunion ministérielle de l'OTAN prévue à Londres quelques jours plus tard. C'est un télégramme diplomatique purement formel, fondé sur un contact

légitime, avec un diplomate français autorisé.

Le deuxième message évoque, lui, une conversation du même jour avec un anonyme « Senior Official » du Quai, selon lequel de Gaulle attend le moment où « sa politique d'indépendance pour la France ne sera plus encombrée par sa participation à l'OTAN et aux structures de commandement intégré ». D'ailleurs, il souhaite qu'il n'y ait plus d'état-major et de quartiers généraux de l'OTAN en France.

La « source » explique que le général Fourquet, secrétaire général de la Défense nationale, a demandé six mois plus tôt au Quai d'Orsay de rédiger les brouillons d'un nouveau traité pour l'OTAN. Détails importants : Jean de La Grandville a déjà cité le général Fourquet, qui est un de ses contacts privilégiés ; et il est bien placé, à la tête du service des pactes, pour avoir connaissance d'une telle commande, puisqu'il est lui-même chargé de s'en occuper. Il précise cependant que de Gaulle ne fera « rien de spectaculaire¹⁸ » avant les élections présidentielles françaises de décembre 1965. De son côté, la CIA rédige, le 6 mai, un message similaire à celui de l'ambassadeur, citant anonymement un « Senior Official » du ministère des Affaires étrangères et comportant les mêmes renseignements¹⁹. La concomitance, une fois de plus, permet de penser qu'il s'agit bien d'un émetteur unique.

Un autre document, très explicite, prouve la proximité étonnante de La Grandville avec les Américains. Le 13 mai 1965, à l'occasion de la réunion des ministres de l'OTAN à

Londres, le diplomate français est du voyage. Sur place, il rencontre Robert Schaetzel, adjoint du secrétaire d'État américain pour les Affaires atlantiques, qu'il connaît déjà. « Jean de La Grandville est venu me voir à notre ambassade à Londres, rapporte aussitôt Schaetzel, sans masquer son nom. Comme à son habitude, il était communicatif, mais plus inquiet sur l'évolution de la politique française que lors de notre discussion à Paris en décembre dernier. Nul besoin de dire qu'il doit être protégé avec soin en tant que source des observations suivantes. »

Le diplomate, en effet, critique la position officielle de la France, donnant de précieuses indications à ses interlocuteurs américains.

Selon lui, le mouvement de désengagement de la France de l'OTAN s'accélère, sans que le calendrier soit très précis, mais il répète qu'aucune action ne sera décidée avant la mi-décembre, à l'issue du second tour de l'élection présidentielle. Son conseil ? « La ligne américaine doit être de soutenir l'OTAN telle qu'elle est », sans chercher à s'affaiblir face à un président français inflexible. Pour Jean de La Grandville, « de Gaulle est devenu d'un antiaméricanisme presque violent, qui s'apparente à une phobie. Il n'y a aucune chance pour un quelconque compromis. Il ne doit donc y avoir aucun signe d'un souhait américain de chercher un compromis. »

Le diplomate, décidément loquace, rapporte que la consigne a été donnée par son gouvernement à cinq ambassades françaises en Amérique latine de « s'activer

contre la politique américaine en République dominicaine », où un coup d'État fomenté par Washington vient d'avoir lieu. Il évoque aussi une éventuelle campagne de communication antiaméricaine avant les élections en France. Selon le compte rendu de l'entretien, Jean de La Grandville se lâche : « Nous ne devons jamais sous-estimer l'influence dominante du contrôle gouvernemental français sur les médias d'information. Le flux constant d'informations biaisées fait que le public est progressivement infecté par la propagande antiaméricaine. Il n'y a pas eu de détérioration des comportements des Français à l'égard de l'Amérique, mais si de Gaulle sort la grosse artillerie, cela peut arriver. » Voilà qui n'est, évidemment, pas très diplomatiquement correct !

Plus grave aux yeux du Français, le Général fait les yeux doux à Moscou. « La Grandville est horrifié par la politique française qui prend tournure avec l'Union soviétique et il pense qu'un désastre peut en résulter. L'URSS est clairement en train de jouer avec la France. Son expérience de trois ans à Moscou lui a appris que l'URSS est totalement préoccupée par ses relations avec les États-Unis. Il est inconcevable que les Russes puissent prendre avec sérieux des relations et négociations avec les Français. »

Le diplomate achève sa tirade en ironisant sur son propre ministre, Maurice Couve de Murville, qui tente toujours de faire bonne figure et de minimiser les soucis. « La Grandville a fait remarquer que ses analyses pessimistes ont presque toujours été justes et que celles de Couve ont presque invariablement été fausses²⁰ », conclut Schaetzel.

Si, à l'époque, ces commentaires acides avaient été connus du gouvernement français, il est probable que Jean de La Grandville eût subi quelques foudres.

Rentré à Paris, il poursuit sa moisson. Durant ce même mois de mai, l'un de ses contacts à l'Élysée confirme, une fois de plus, que de Gaulle prendra bien des décisions « spectaculaires contre l'OTAN²¹ » juste après les élections de décembre. La « source » s'en fait encore l'écho auprès de ses amis de l'ambassade américaine à Paris, le 28 mai 1965, avec d'autres documents à la clé. Ainsi, elle montre à Robert McBride une pièce exceptionnelle : la copie d'une lettre remontant au 27 avril, envoyée par de Gaulle à son Premier ministre Georges Pompidou au sujet d'un projet de nouveau bâtiment que l'OTAN veut construire à Rocquencourt, dans les Yvelines. Pas question, tonne le président, furieux de n'en avoir pas été informé : « Il m'est très difficile de comprendre comment un projet de cette nature pourrait même être envisagé sans que je le sache, écrit de Gaulle à Pompidou. Il va sans dire qu'un tel projet est totalement contraire à la conception que nous nous faisons de nos relations avec l'OTAN, pour le présent, et plus encore pour l'avenir. Veuillez m'informer par qui et sous quelle autorité nous avons pu donner l'impression que nous acquiescions à un tel projet. Il va sans dire qu'il faut l'arrêter tout de suite²². »

Les Américains ont compris qu'il y a de l'orage entre l'Élysée et Matignon.

Des plans de retrait du sol français étudiés dès mai 1965

Ils savent surtout à quoi s'en tenir sur l'OTAN et se préparent à cette mesure « spectaculaire » qui doit survenir après les élections, probablement « au début du printemps 1966²³ », selon le pronostic de Charles Bohlen. D'autant que de Gaulle a conforté les indications données par l'espion en recevant, quelques semaines auparavant, l'ambassadeur américain à l'Élysée. Le président a expliqué qu'il faudrait revoir le traité de l'Atlantique Nord quoi qu'il advienne, pas cette année, mais avant 1969, l'agenda restant assez flou. Information capitale : « Toutes les forces et installations sur le territoire français seront placées sous le seul commandement français », avec la conséquence évidente qu'il « n'y aurait plus de troupes étrangères sur le sol français²⁴ ».

La Maison-Blanche a compris le message. De part et d'autre de l'Atlantique, chacun travaille désormais sur différents plans. Côté américain, des scénarios sont déjà en cours d'élaboration sur « l'OTAN après 1969 sans la France ». À partir de la fin du printemps 1965, les réunions se multiplient, tant à la Maison-Blanche qu'au département d'État et au Pentagone, pour étudier le futur départ de dizaines d'installations militaires de l'OTAN hors de France. De longues tractations ont lieu avec les officiels britanniques sur le sujet. Différents sites de réimplantation des quartiers généraux sont recherchés, près de Londres, à Bruxelles, à Aachen ou encore à Trèves (Allemagne). L'hypothèse de la

Belgique semble privilégiée. Comme le déménagement sera compliqué et coûteux, les diplomates américains espèrent un « arrangement²⁵ » sur les délais avec le gouvernement français.

Le département d'État imagine même, dès le mois de mai 1965, que l'OTAN prenne l'initiative de quitter le territoire français avant que le Général ne la mette dehors ! Tous les conseillers de Johnson ne sont pas favorables à cette idée. Ce n'est pas la peine d'anticiper une telle délocalisation tant que de Gaulle n'a pas bougé, plaide ainsi David Klein dans un mémo au conseiller à la Sécurité nationale McGeorge Bundy. Avec cette précision : « 1969, c'est loin. Le Général n'est plus jeune. Le temps pourrait résoudre bien des problèmes, y compris celui-là²⁶ »...

Mais le temps n'arrange rien. De Gaulle explique à l'un de ses visiteurs, début juin 1965, que les États-Unis constituent « le plus grand danger pour la paix²⁷ », devant l'URSS et la Chine. La confidence parvient aux oreilles de Washington, où l'on redouble de vigilance. Le 16 juillet 1965, la « source sensible » du Quai, « proche du ministre », lit à Robert McBride une partie du procès-verbal de la conversation de De Gaulle avec l'ancien Premier ministre conservateur britannique sir Alec Douglas-Home, conversation au cours de laquelle le Français réaffirme sa volonté d'« abolir » l'organisation militaire de l'OTAN, voire de négocier de simples accords bilatéraux de défense avec certains pays. « La source a demandé que l'on soit discret sur ces informations²⁸ », précise l'ambassadeur Bohlen. Entre Paris et Washington, la tension monte. Le survol de l'usine

d'enrichissement d'uranium de Pierrelatte par un avion espion américain, ce même 16 juillet 1965, provoque un incident diplomatique. La taupe du Quai d'Orsay explique que le gouvernement français est divisé sur un éventuel durcissement des autorisations de survol de son territoire par des avions militaires américains. Le sujet est « chaud²⁹ », précise-t-elle. La Maison-Blanche temporise donc sur cette question embarrassante.

Le secrétaire d'État adjoint, George Ball, tente d'expliquer au général de Gaulle, le 31 août 1965, que l'OTAN peut s'adapter. En vain. Le président français continue de penser que l'Alliance atlantique est nécessaire, mais que son organisation militaire doit changer. Lors d'une conférence de presse, le 9 septembre, le Général répète que les Français mettront un jour un terme à la « subordination » qui découle de leur intégration dans l'OTAN, « au plus tard en 1969 ». Il laisse toujours planer le doute sur la date, mais pas sur l'objectif.

Le 17 septembre 1965, la « source » donne une précision : de Gaulle a demandé que les dossiers sur l'« occupation américaine en France³⁰ » soient transmis à l'Élysée en décembre, et il veut entamer des négociations bilatérales avec les États-Unis à partir de janvier 1966. Une fois de plus, l'ambassadeur Bohlen demande la plus grande discrétion sur l'identité de son informateur. Parallèlement, la CIA rapporte des informations complémentaires : le ministre des Affaires étrangères a donné des instructions à ses collaborateurs pour que toutes les études sur l'OTAN et les accords bilatéraux soient préparées et qu'aucun

fonctionnaire chargé de ces dossiers ne prenne de vacances après janvier 1966, les négociations pouvant commencer en mars³¹.

Désormais à peu près sûrs de l'échéance grâce à leur « source », le président Johnson et ses conseillers poursuivent secrètement les préparatifs d'un départ de l'OTAN du sol français. Le 8 octobre, les experts évoquent les consultations avec les autres membres de l'Organisation, notamment pour la mise au point des plans d'urgence « en cas de probables décisions françaises contre l'OTAN³² ». Et ils recommandent d'éviter tout geste qui donnerait aux Français des prétextes pour déclencher leur réaction. Au moins jusqu'à la présidentielle...

Les ultimes manœuvres du Général

La réélection du Général à l'Élysée, à la mi-décembre 1965, ouvre la voie à la crise attendue. Habile, le président français prend soin, début 1966, de semer le trouble afin de provoquer un meilleur effet de surprise. À Charles Bohlen, qu'il rencontre lors d'un dîner du corps diplomatique le 10 février, de Gaulle explique qu'il ne dira rien de neuf lors de sa prochaine conférence de presse, prévue le 21 février. Il affirme qu'il ne veut finalement pas changer le traité, mais simplement proposer quelques modifications « au printemps ». « Il n'y a pas d'urgence³³ », ajoute-t-il, promettant à l'ambassadeur de le prévenir et de ne pas accroître les soucis des États-Unis, embourbés au Vietnam.

Étonnés par ce message rassurant, les diplomates américains se tournent vers leur source favorite au Quai d'Orsay pour le décrypter. Jean de La Grandville – qui a également fait des confidences, fin janvier, à son domicile, à un autre de ses amis américains, professeur à Harvard, dénommé Henry Kissinger³⁴ – est surpris par la modération soudaine du Général, et il y voit d'abord une « victoire » tactique de son ministère. Le Quai d'Orsay a, en effet, exprimé des craintes à l'Élysée sur une remise en cause du traité de l'OTAN, laquelle priverait la France de ses forces stationnées en Allemagne. « C'est peut-être un pas important dans la bonne direction », confie le diplomate français. De plus, selon lui, l'élection présidentielle a sans doute conduit de Gaulle à prêter attention aux répercussions dommageables que sa politique étrangère pourrait avoir au plan intérieur. Toutefois, à ses yeux, la prudence s'impose, car on ne peut en tirer de conclusions trop hâtives sur ce que mijote vraiment de Gaulle. « Il est extrêmement important que cette conversation demeure confidentielle et que la source soit totalement protégée³⁵ », insiste, une nouvelle fois, l'ambassadeur Bohlen, visiblement inquiet sur le sujet.

Le Général continue d'endormir ses alliés. Pendant sa conférence de presse du 21 février 1966, il reste évasif sur l'OTAN, évoquant des « adaptations » indispensables qu'il faudra faire « progressivement ».

Le vendredi 25 février, la « source » française révèle pourtant aux Américains que de Gaulle vient brusquement de durcir sa position, revenant à ses idées initiales. Plus

question de réformer l'OTAN, de Gaulle va tout simplement en sortir ! Le jour même, il a convoqué en urgence Maurice Couve de Murville pour lui donner des instructions « péremptoires ». Le ministre des Affaires étrangères doit « préparer pour ce soir 19 heures les documents dénonçant tous les accords multilatéraux concernant l'OTAN (sauf le traité lui-même) et tous les accords militaires bilatéraux avec les États-Unis ».

L'espion, directement concerné par cette demande puisqu'il dirige le service des pactes, précise à Jack McGuire, un des conseillers de l'ambassade américaine : « Le calendrier n'est pas encore établi, mais de Gaulle a dit probablement "assez rapidement", et certainement avant sa visite à Moscou », prévue en juin. Selon la « source », « de Gaulle veut démontrer à Moscou qu'il est libre de toute alliance et que la France est le modèle que l'Occident devrait suivre ». Pour sa part, l'ambassadeur Bohlen estime que ce « revirement brutal » est « extrêmement curieux », mais il n'a « aucune raison de douter de l'authenticité de l'information qui a été relayée à la source par Couve dès son retour de l'Élysée au Quai³⁶ ».

Au sommet de l'État français, seuls une poignée de ministres et de collaborateurs sont dans le secret des dieux. La position officielle, répétée par Couve de Murville, demeure qu'il ne doit rien se passer dans l'immédiat. À Washington, le département d'État et la Maison-Blanche sont, eux, parfaitement au courant que le Général a adopté la « ligne dure ». Les télégrammes en provenance de Paris sont décortiqués avec attention.

Le 2 mars, l'informateur du Quai rend minutieusement compte des préparatifs des décisions, dont l'annonce est imminente. Pendant le week-end des 26 et 27 février, des projets de lettre ont été rédigés, destinés à tous les pays membres de l'OTAN et annonçant le retrait de la France du commandement intégré. « La lettre pour le gouvernement des États-Unis stipule que toutes les bases américaines en France doivent passer sous commandement français », précise la source, qui recommande aux États-Unis de réagir « très fortement à la réception de ce courrier ».

L'espion ajoute des précisions révélatrices : « Ces lettres devaient être préparées pour le général de Gaulle le lundi 28, mais Couve de Murville et le Premier ministre Pompidou ont persuadé le Général qu'aucune action ne soit entreprise avant discussion au prochain Conseil des ministres, le 2 mars. » Ces détails sont aussitôt relayés par l'ambassadeur Bohlen, qui en informe également son homologue britannique à Paris, dans le plus grand secret, et « sans révéler la source³⁷ ».

Dans l'après-midi du même jour, le mercredi 2 mars 1966, Bohlen rencontre à nouveau, de manière confidentielle, le diplomate français. Celui-ci prévient l'ambassadeur que le Général a modifié au dernier moment sa manière de procéder. Il va écrire personnellement au président Lyndon Johnson, au Premier ministre anglais Harold Wilson, au président italien Giuseppe Saragat et au chancelier allemand Ludwig Erhard pour leur expliquer sa décision, avant d'expédier les lettres aux autres pays membres de l'OTAN quelques jours plus tard. Des projets

de lettre ont été demandés au Quai d'Orsay, dont la taupe dévoile le contenu à l'ambassadeur américain. Rien ne pourra arrêter de Gaulle, dit-il, fataliste, car il « se fait vieux » et « ne pense pas que son successeur pourrait conduire une politique de ce type³⁸ ». De plus, selon plusieurs sources françaises concordantes, il veut aller à Moscou en juin les mains libres et que tout soit réglé avant les élections législatives de mars 1967³⁹.

L'espion du Quai cite le nouveau secrétaire général de la Défense nationale, le général de Brébisson, qui lui a confié : « De Gaulle ne veut pas mourir avant d'avoir vu le dernier soldat américain quitter le sol français. »

« Voulons-nous une guerre ouverte avec de Gaulle ? »

Cinq jours avant l'envoi, le 7 mars 1966, de la lettre manuscrite du Général au président Johnson, les Américains savent donc exactement ce qui les attend. L'espion n'a pas réussi à infléchir la décision gaullienne, mais il a permis aux Américains de mieux s'y préparer. Dès le 2 mars, le secrétaire d'État, Dean Rusk, écrit une circulaire à toutes les missions de l'OTAN pour donner ses premières directives. Selon lui, le Général, réélu pour sept ans, s'oppose à toute la politique américaine, sur l'OTAN, sur l'unification de l'Europe, sur le Sud-Vietnam. « Ces vues personnelles du président de Gaulle ne vont pas changer. Elles sont fondées sur sa croyance messianique dans la gloire et l'importance de la France, et ne reposent pas sur des arguments

raisonnés. » Inutile, donc, d'essayer de les contrer brutalement, par des attaques personnelles, des représailles ou des « médisances » sur le rôle de la France, qui seraient contre-productives.

Si de Gaulle exige le retrait des forces américaines du sol français, il faut, selon Rusk, obtempérer avec « élégance ». S'il se soustrait de l'OTAN, mieux vaut rester stoïque et laisser la porte ouverte à un éventuel retour. Il suffit d'être patient, puisque de Gaulle n'a pas le soutien de la majorité de l'opinion sur ces sujets. « Nous devons agir avec l'idée que le pouvoir du président de Gaulle sur la France est temporaire et qu'il sera remplacé par un gouvernement plus attentif à l'opinion publique, plus favorable à l'OTAN, à l'Europe et aux États-Unis⁴⁰ », écrit Rusk.

Lorsque Johnson reçoit, le 7 mars dans la soirée, la missive du Général, tous les conseillers de la Maison-Blanche ont déjà eu le temps de rédiger des mémos de commentaires. « Il y aura de la douleur et de l'inquiétude en Europe avec une OTAN sans la France⁴¹ », prévient, pessimiste, Walt Rostow. Son collègue Francis Bator recommande, lui, de ne pas surenchérir dans l'escalade antifrançaise : « Une approche prudente nous vaudra des foudres ici. On sera accusés de laisser les Français commettre un meurtre, en continuant de promettre de les protéger. Mais, même au plan intérieur, il n'est pas impossible que nous nous en sortions mieux que si nous tapions sur la France⁴². »

Durant plusieurs semaines, le débat se prolonge au

sommet du pouvoir américain sur la réaction appropriée aux décisions gaulliennes. Très irrités, le département d'État et certains diplomates, tel l'ambassadeur à Paris, Charles Bohlen, soutiennent l'idée qu'on ne peut laisser de Gaulle « détruire l'OTAN » sans réagir très fermement, au risque de mener toute la diplomatie américaine en Europe à la « ruine ».

Plusieurs proches du président Johnson sont d'un avis opposé. « Voulons-nous une guerre ouverte avec de Gaulle ? » interroge l'un d'entre eux, Robert Komer, qui craint plutôt les effets en chaîne d'une intransigeance américaine. « L'histoire récente nous conseille de nous arrêter, de regarder et d'écouter avant de jeter le gant à de Gaulle. Il pourrait avoir raison en pensant qu'il nous a menés dans une situation où nous ne pouvons réagir vigoureusement. Ne le sous-estimons pas. [...] Avant de répondre au département d'État qui appelle à une guerre de propagande, vous devez être convaincu que vous avez des chances raisonnables de gagner. Sinon, il serait plus sage d'ignorer de Gaulle, tout en limitant les dommages qu'il peut causer⁴³. »

À l'arrivée, la réaction de Lyndon Johnson est plutôt « constructive ». Le président américain adopte la position conciliante des « colombes ». La décision française sera respectée et l'organisation de l'Alliance atlantique devra s'adapter. « Notre tâche est de reconstruire l'OTAN hors de France aussi rapidement, économiquement et efficacement que possible. » Dean Rusk commentera, à propos de Johnson : « Il avait plus de regret que de colère. Il ne voulait

pas mener une vendetta personnelle contre le président de Gaulle⁴⁴. »

Bien que cette crise n'ait pas débouché sur le désastre qu'il redoutait, l'espion du Quai d'Orsay, lui, continue son travail souterrain. Dans les mois qui suivent, il informe régulièrement les Américains des positions françaises dans les négociations qui s'engagent au sujet du retrait des GI de leurs bases françaises et des conditions de leur réutilisation en cas de conflit⁴⁵. En juin 1966, il transmet le contenu « très sensible⁴⁶ » des conversations qu'a eues le général de Gaulle avec les dirigeants de l'URSS lors de sa visite à Moscou. Le rapprochement franco-soviétique qui inquiétait Washington ne se concrétise pas. « De Gaulle a évité de faire des concessions qui altèrent sa position en Europe occidentale⁴⁷ », commente la CIA.

Le diplomate français qui confiait des secrets aux Américains poursuivra tranquillement sa carrière, notamment comme ambassadeur de France en Argentine à partir de 1968, au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale à Montréal, puis à Paris, avant de prendre sa retraite et de décéder en 1993. Il n'a jamais été soupçonné de quoi que ce soit⁴⁸.

¹ Sur la décision du général de Gaulle de se retirer du commandement intégré de l'OTAN, voir notamment : Pierre Mélandri, *L'Alliance atlantique*, Gallimard/Julliard, 1979 ; Frank Costigliola, *France and the United States. The Cold Alliance since World War II*, Twayne Publishers, 1992 ; Charles Cogan, *Oldest Allies, Guarded Friends. The United States and France since 1940*, Praeger, 1994 ; Maurice Vaïsse, Pierre Mélandri et Frédéric Bozo (dir.), *La France et l'OTAN, 1949-1996*, Complexe, 1996 ; Frédéric Bozo, *Deux Stratégies pour l'Europe*, op. cit. ; Maurice Vaïsse, *La Grandeur*, op. cit. ; et Éric Roussel, *Charles de Gaulle*, op. cit., p. 785-816.

2 Cette lettre manuscrite du général de Gaulle au président Johnson, datée du 7 mars 1966, est conservée, avec une traduction américaine, dans les archives américaines, Special Head of State Correspondence, boîte 16, Johnson Library. Nous avons pu consulter également la copie du texte de cette lettre manuscrite dans les archives de la présidence de la République, 5AG1-205, Archives nationales.

3 Entretien, estampillé « très secret », entre le secrétaire d'État, Foster Dulles, et le général de Gaulle, à la présidence du Conseil, hôtel Matignon, 15 décembre 1958, archives du département d'État, NARA ; et archives de la présidence de la République (pour la version française, utilisée ici), 5AG1-200, Archives nationales.

4 Entretien entre le secrétaire d'État, Dean Rusk, et le général de Gaulle, 15 décembre 1964, archives de la présidence de la République, 5AG1-201, Archives nationales.

5 Lettre du président Lyndon Johnson au général de Gaulle, 22 mars 1966, Head of State Correspondence, Johnson Library ; et archives de la présidence de la République, 5AG1-205, Archives nationales.

6 Voir Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, op. cit., p. 144-156.

7 Télégrammes de l'ambassade des États-Unis à Paris, à la suite de conversations avec Jean de La Grandville, 13 et 19 juin 1963, National Security Files, Kennedy Library.

8 Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 30 juin 1964, avec la mention « Ne pas distribuer en dehors du département », National Security Files, Johnson Library.

9 *Alleged Intention of President de Gaulle to Take Drastic Step Against NATO*, 1^{er} juillet 1964, mémorandum de Richard Helms, directeur adjoint des opérations, CIA, à l'attention du directeur central du renseignement, CIA, National Security Files, Johnson Library.

10 Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 1^{er} juillet 1964, National Security Files, Johnson Library.

11 Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 2 novembre 1964, National Security Files, Johnson Library. L'opposition de l'Élysée au projet de MLF d'origine américaine est confirmée par la CIA dans *Possible Withdrawal of French Ambassador to NATO and Representative to the EEC*, 7 novembre 1964, télégramme de la CIA, National Security Files, Johnson Library. Sur la base de plusieurs sources, Bohlen évoque à nouveau l'opposition à la MLF dans un autre télégramme, 25 novembre

1964, National Security Files, Johnson Library.

[12](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 30 novembre 1964, National Security Files, Johnson Library. La CIA, dans son télégramme du 7 novembre 1964 (*op. cit.*), parle d'un souhait du Général de nouer des « relations politiques plus étroites » avec l'Union soviétique et d'une France qui serait entre l'Ouest et l'Est. Elle avait déjà évoqué, en mars 1964, un possible plan français de réforme « inacceptable » de l'OTAN et la signature éventuelle par la France d'un accord avec les Soviétiques : *Alleged Political Plans of President de Gaulle in Regard to Germany and the USSR*, 4 mars 1964, CIA, National Security Files, Johnson Library.

[13](#) *Is de Gaulle Bluffing ?*, 17 décembre 1964, mémorandum de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, National Security Files, Johnson Library.

[14](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 5 janvier 1965, National Security Files, Johnson Library.

[15](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 29 janvier 1965, National Security Files, Johnson Library.

[16](#) Télégramme du ministre conseiller Robert McBride, 15 février 1965, National Security Files, Johnson Library.

[17](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 30 avril 1965, National Security Files, Johnson Library.

[18](#) Télégrammes de l'ambassadeur Charles Bohlen, 4 mai 1965, National Security Files, Johnson Library.

[19](#) *France-NATO*, 6 mai 1965, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

[20](#) *France and NATO*, compte rendu de l'entretien entre Jean de La Grandville et Robert Schaetzel, 13 mai 1965, Londres, National Security Files, Johnson Library.

[21](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 28 mai 1965, National Security Files, Johnson Library.

[22](#) Cette lettre de De Gaulle à Pompidou est bien datée du 27 avril. Voir Maurice Vaisse, *La Grandeur*, *op. cit.*, p. 383.

[23](#) Télégrammes de l'ambassadeur Charles Bohlen, 3 et 5 juin 1965, National Security Files, Johnson Library.

[24](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 4 mai 1965, archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1964-1968,

vol. XIII, Europe de l'Ouest, doc. 83.

[25](#) Télégrammes de l'ambassadeur Charles Bohlen, 3 et 5 juin 1965, National Security Files, Johnson Library.

[26](#) *Ambassador Bohlen's Conversation with General de Gaulle*, 5 mai 1965, mémo de David Klein (Maison-Blanche) à McGeorge Bundy, conseiller à la Sécurité nationale (Maison-Blanche), National Security Files, Johnson Library.

[27](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 3 juin 1965, National Security Files, Johnson Library.

[28](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 16 juillet 1965, National Security Files, Johnson Library.

[29](#) Télégramme du ministre conseiller Robert McBride, 25 août 1965, National Security Files, Johnson Library. Voir le chapitre 8.

[30](#) Message de Bohlen du 17 septembre 1965, rapporté dans Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 146.

[31](#) *French Government Intentions Toward NATO*, 28 septembre 1965, Paris, câble de la CIA, National Security Files, Johnson Library. Fin octobre, Maurice Couve de Murville confirme à l'ambassadeur Bohlen que les premières discussions, peut-être sur les troupes américaines, n'auront pas lieu avant mars 1966, mais il précise qu'elles pourraient durer deux à trois ans et qu'il ne faut rien « dramatiser ». Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 21 octobre 1965, National Security Files, Johnson Library.

[32](#) *France and NATO, Draft NSAM (National Security Action Memorandum)*, 8 octobre 1965. Il s'agit d'un projet de plan d'action élaboré le 25 septembre et discuté le 8 octobre entre les ministères. Le président Johnson, finalement, décidera de ne pas l'approuver lors d'une réunion le 11 novembre : National Security Files, Johnson Library.

[33](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 11 février 1966, National Security Files, Johnson Library.

[34](#) Le 22 janvier 1966, Jean de La Grandville a rencontré Henry Kissinger, à qui il a fait part des projets français sur l'OTAN, probablement pour « la fin février ou le début mars ». Le Français a parlé de l'attitude de Couve de Murville, qui lui a demandé d'étudier un plan minimaliste de réforme, sans être sûr que de Gaulle le valide. Kissinger, de retour à Washington, envoie à la Maison-Blanche une longue note qui évoque les propos « sombres » de La Grandville : note d'Henry Kissinger,

transmise au président le 23 mars par le bureau du secrétaire à la Défense, National Security Files, Johnson Library.

[35](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 11 février 1966, National Security Files, Johnson Library. Le même jour, prévenu par Bohlen, Jean de La Grandville informe officiellement le Quai que de Gaulle s'est confié à l'ambassadeur américain. Le ministre Couve de Murville, qui l'ignorait, fera appeler l'ambassadeur américain pour le prier de garder le secret sur ce que lui a dit de Gaulle.

[36](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 25 février 1966, National Security Files, Johnson Library. Voir aussi Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 148. Dès le 22 février, lendemain de la conférence de presse, le ministère des Affaires étrangères a donné des instructions à son service des pactes pour qu'il élabore une position plutôt prudente, mais, lorsque Couve de Murville a apporté ces documents au Général, celui-ci les a écartés. De nouvelles notes sont fournies le 25 février. Voir le télégramme de Bohlen du 25 février 1966, *op. cit.*, ainsi que Alessandra Giglioli, *Le Retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN*, NATO Academic Affairs Unit, Bruxelles, 2000, p. 6.

[37](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 2 mars 1966, National Security Files, Johnson Library.

[38](#) L'ambassadeur Charles Bohlen rend compte de son entretien du 2 mars après-midi avec sa source du Quai d'Orsay (« *high-level Foreign Office source* ») dans un télégramme daté du 3 mars 1966. Le 3 mars à 18 heures, la « source » l'informe que tous les textes et documents sont désormais « entre les mains de l'Élysée », Bohlen en rend compte dans un télégramme du 4 mars à 13 h 42, National Security Files, Johnson Library.

[39](#) Le souhait de De Gaulle de mettre préalablement dehors les bases américaines pour pouvoir parler plus librement ensuite avec l'URSS d'un éventuel accord de paix est également mentionné secrètement par une autre « source », un militaire français haut placé dans l'état-major des forces alliées en Europe (Shape), qui se confie aux Américains : télégramme de Charles Bohlen, 10 mars 1966, National Security Files, Johnson Library.

[40](#) Circulaire-télégramme du département d'État à toutes les missions OTAN, signée Dean Rusk, 2 mars 1966, 20 h 27, *Foreign Relations of the United States*, 1964-1968, vol. XII, France, doc. 55.

[41](#) *Memorandum for the President*, 7 mars 1966, Walt Rostow (Maison-

Blanche), National Security Files, Johnson Library.

[42](#) *Your Further Response to de Gaulle*, mémorandum pour le président de Francis Bator, assistant spécial adjoint aux affaires de Sécurité nationale (Maison-Blanche), 7 mars 1966, 22 h 25, *Foreign Relations of the United States*, 1964-1968, vol. XIII, France, doc. 138.

[43](#) *Memorandum for the President*, 16 mars 1966, Robert Komer, assistant spécial du conseiller à la Sécurité nationale (Maison-Blanche), National Security Files, Johnson Library. Cité aussi dans Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 155.

[44](#) La consigne de Johnson figure dans *Memorandum from President Johnson to Secretary of State Rusk and Secretary of Defense McNamara*, 4 mai 1966, *Foreign Relations of the United States*, 1964-1968, vol. XIII, France, doc. 161. Les propos de Rusk proviennent de Dean Rusk Oral History, interview, 8 mars 1970, Johnson Library. Voir aussi Rendall Wood, *LBJ, Architect of American Ambition*, Harvard University Press, 2006, p. 700-705.

[45](#) Ces discussions aboutiront à la signature, en août 1967, des accords secrets franco-américains entre le général Lyman Lemnitzer, commandant en chef des forces américaines en Europe, et le général Charles Ailleret, chef d'État-major des armées françaises. Les discussions sur des « compensations financières » exigées par les Américains se prolongeront pendant des années. Le président Valéry Giscard d'Estaing soldera l'affaire avec son homologue américain Gerald Ford en décembre 1974, les deux chefs d'État s'accordant sur le versement de cent millions de dollars par la France.

[46](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 23 juin 1966, National Security Files, Johnson Library.

[47](#) Sur le rapprochement franco-soviétique tant redouté, la CIA s'est beaucoup mobilisée : voir notamment les rapports *France, USSR and European Security*, 20 mai et 20 juillet 1966, direction du renseignement, CIA ; *Consideration of a Franco-Soviet Non-Agression Pact*, 24 mai 1966, télégramme de renseignement, CIA ; National Security Files, Johnson Library.

[48](#) Sollicités à différentes reprises par l'auteur, plusieurs proches de Jean de La Grandville n'ont pas répondu aux questions qu'il leur avait adressées.

Chapitre 7

L'après-de Gaulle se prépare dès 1966

Le fait est peu connu : les Américains ont commencé à préparer méticuleusement l'après-de Gaulle dès que le Général a été réélu à la présidence de la République, en décembre 1965. Des ambassades à la CIA, tous les services se sont alors mobilisés pour analyser, surveiller, voire influencer la scène politique française, à droite comme à gauche, afin d'être prêts, le jour venu, à tourner la page de ce général encombrant. Ils avaient déjà étudié plusieurs fois ce scénario dans le passé, soit en évoquant les risques d'assassinat en pleine guerre d'Algérie ou au moment des attentats de l'OAS, soit en s'intéressant à la – faible – probabilité que de Gaulle soit battu aux élections. Mais, à partir du début de l'année 1966, les choses deviennent plus sérieuses.

De Gaulle est pourtant à l'Élysée pour sept ans, théoriquement installé jusque fin 1972. Bien qu'il ait été mis en ballottage, sa légitimité a été renouvelée par le scrutin populaire. Il a reconquis une nouvelle marge de manœuvre, dont il a fait usage en décidant, quelques semaines après sa réélection, de sortir la France du commandement de l'OTAN. Charismatique et solitaire, la silhouette du Général

domine encore le paysage politique français, même si la statue a été écornée lors du dernier scrutin. Il y a donc, aux yeux des Américains, peu d'espoirs de changement à brève échéance. Ce n'est pas une raison pour ne rien faire. Des élections législatives se profilent en mars 1967. La situation économique peut se détériorer, l'opinion se retourner, des « affaires » surgir, éclaboussant le pouvoir gaulliste. Le Général, âgé, peut aussi tomber malade, comme cela a déjà été évoqué, ou mourir subitement dans un accident.

La CIA dresse un tableau cruel de l'opposition

En février 1966, la CIA décide de faire un état des lieux de l'opposition à de Gaulle. Ses experts se penchent avec minutie sur les arcanes de la gauche et du centre. En dépit des résultats encourageants obtenus lors de l'élection présidentielle de décembre 1965, le bilan n'est pas fameux. La campagne a bien transformé le socialiste François Mitterrand et le centriste Jean Lecanuet en « personnalités nationales de calibre présidentiel », mais les deux candidats d'opposition peinent à dominer leurs propres camps.

Le bon score relatif de Mitterrand, qui a suivi une ligne d'alliance transitoire avec le Parti communiste et toutes les formations de la gauche, profite surtout à Guy Mollet. Le puissant patron de la SFIO a évincé les partisans de Gaston Defferre, autre pilier de la SFIO, qui défend une seule alliance avec le centre. Les defferristes ont quitté les instances de la SFIO et ils n'ont, selon la CIA, « aucun espoir raisonnable d'en reprendre les rênes à Guy Mollet dans un

avenir proche ». Autrement dit, la campagne de Mitterrand, loin de lui donner les mains libres, renforce la direction mollettiste qui tient la SFIO dans la perspective des élections législatives de mars 1967.

De son côté, le souriant Jean Lecanuet a bien tenté, début février 1966, de créer un parti fédérateur, le Centre démocrate, qui annonce quarante mille demandes d'adhésion et ambitionne de fusionner les radicaux de droite, les « indépendants » et les chrétiens-démocrates du MRP. Mais aucun de ces partis n'accepte l'idée d'une « fusion formelle » des formations. Les indépendants, dirigés par Valéry Giscard d'Estaing, lui-même exclu du nouveau gouvernement Pompidou, sont enclins à s'éloigner des gaullistes, sans pour autant se rallier à qui que ce soit. Quant aux radicaux de gauche, dirigés par Maurice Faure, ils se méfient aussi de Lecanuet, un peu trop identifié aux catholiques.

Paradoxalement, l'un des gagnants du scrutin présidentiel, selon la CIA, est le Parti communiste français (PCF). Bien qu'il n'ait pas présenté de candidat, le seul fait d'avoir activement soutenu la campagne de François Mitterrand comme candidat unique de la gauche au deuxième tour a démontré sa force. Dès lors, il peut envisager des négociations avec les autres partis de gauche, qui contribuent à « rompre effectivement son isolement politique »¹. Les élections législatives à venir, lors desquelles la gauche espère bien, cette fois-ci, défaire la majorité gaulliste, permettent d'envisager des rapprochements.

Accommodant, le PCF semble prêt à mettre de l'eau dans son vin, proposant l'élaboration d'un « programme commun » des forces de gauche. Il a répété qu'il ne s'opposait plus à la participation de la France au Marché commun européen et a insisté sur son soutien au retrait de la France de l'OTAN « comme prix de [sa] coopération électorale ». Prudents, Mollet et Mitterrand ont réaffirmé que, en dehors d'une coopération temporaire sur des objectifs limités, les « discussions politiques de base » avec le PCF ont peu de sens tant que ce dernier n'est pas « nettoyé » et « désinternationalisé ». Autrement dit : tant que le PCF reste trop dépendant de Moscou.

Seul terrain d'entente envisageable pour tous les opposants à de Gaulle, selon la CIA : le « mettre sur la défensive dès que c'est possible ». Par exemple dans le domaine économique ou à propos d'éventuelles corruptions en haut lieu, tel le scandale de l'assassinat présumé de l'opposant marocain Ben Barka, enlevé en plein Paris, en octobre 1965, avec de probables complicités des autorités marocaines et françaises. « Il y a peu de chances qu'une opposition démocratique unifiée allant du centre à la gauche émerge, mais tous les camps espèrent que les attaques continues sur des sujets comme l'affaire Ben Barka affaibliront suffisamment les gaullistes pour ouvrir la voie à leur défaite en 1967² », résument les analystes de la CIA.

La drague des centristes et de Giscard

Alors, que faire ? Les Américains ne veulent pas rester les

bras croisés à attendre que le menhir de Gaulle s'effondre. Ils souhaitent se créer un nouveau réseau d'influence. Leur carnet d'adresses repose sur quelques contacts privilégiés parmi les gaullistes (dont Louis Joxe, Maurice Schumann ou Jacques Baumel) et les élites vieillissantes de la IV^e République qu'ils ont côtoyées, couvées, parfois financées. Puisque de Gaulle entame un deuxième mandat, il faut viser plus loin, plus large.

Jean Lecanuet, qui a fait forte impression lors de la présidentielle, est une cible privilégiée. Aux yeux des Américains, le centriste, europhile et atlantiste, fait partie des leaders qu'il faut soutenir, ceux qui sont ouverts à de bonnes relations avec les États-Unis. De Gaulle est « un danger pour la France³ », répète d'ailleurs Jean Lecanuet à l'ambassadeur américain Charles Bohlen en février 1966.

L'ambassadeur est aussi ravi de discuter avec Valéry Giscard d'Estaing, leader des Républicains indépendants, alliés de plus en plus fragiles des gaullistes. En mai 1967, Giscard expliquera ainsi aux Américains que son avenir n'est pas lié au gaullisme, que le Général a « toujours fait des erreurs sur les problèmes de politique intérieure », qu'il est « maintenant en retard d'une époque et [que] ses idées sont démodées ». Pour Bohlen, fasciné par Giscard, celui-ci a « le potentiel évident et l'ambition pour un brillant avenir politique⁴ ».

Des rencontres secrètes avec François Mitterrand et son frère

L'autre cible de choix est naturellement Mitterrand, l'homme qui a défié de Gaulle au second tour. « L'ambassade avait des relations très étroites avec les socialistes, notamment François Mitterrand et ses proches⁵ », confirmera William Weingarten, conseiller américain en poste à Paris de 1966 à 1968. Dès la fin des années 1950, l'ancien ministre de la IV^e République a fréquenté quelques émissaires américains, à l'instar de Guy Mollet ou de Pierre Mendès France. À l'époque, Mitterrand avait encore l'image d'un « condottiere », un opportuniste « prêt à brandir n'importe quelle épée en échange d'une promesse d'avancement personnel⁶ », selon le mot d'un diplomate.

À partir de l'élection présidentielle de décembre 1965, Mitterrand change de statut. Patron de la nouvelle Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), qui regroupe la vieille SFIO, le petit Parti radical et la Convention des institutions républicaines, il est devenu le principal challenger du Général. Peu d'experts lui donnent encore de réelles chances de devenir un jour président de la République. Mais il incarne une éventuelle alternance, un possible rempart contre le puissant Parti communiste, malgré les risques que comporte le rapprochement des socialistes avec le PCF, concrétisé en décembre 1966 par un accord électoral de désistement réciproque.

Alors, l'ambassade soigne Mitterrand et son entourage. Cette stratégie fonctionne au-delà des espérances américaines. Le socialiste se laisse cajoler. Mieux, il fait du zèle, donnant en privé, de manière étonnante, des gages

d'un atlantisme fervent que ses déclarations publiques ne laissent pas toujours deviner. Le 29 mars 1966, il est reçu longuement à déjeuner par les diplomates américains, qui le trouvent bien sûr de lui. En juin 1966, Mitterrand confie à Charles Bohlen : « Mon seul objectif est de renverser le gaullisme, après quoi je mènerai une politique proaméricaine⁷. » Une confidence que l'on pourrait juger purement tactique si elle n'était étayée par d'autres signes discrets de cet alignement.

Quelques semaines plus tard, en juillet 1966, Robert Mitterrand, frère aîné et conseiller de François, rencontre discrètement des responsables du département d'État à l'occasion d'un passage à Washington. Les conversations portent sur la situation politique française et sur les positions de la FGDS. « M. Mitterrand a dit qu'il y avait de bonnes chances de battre les gaullistes aux élections législatives de mars », rapportent les diplomates. Selon Robert Mitterrand, la FGDS était naguère opposée au retrait de la France de l'OTAN, mais « aucun gouvernement postgaulliste ne pourrait revenir sur ce fait accompli ». Un nouvel accord de défense multilatéral devrait être négocié à la place de l'OTAN.

Par ailleurs, la FGDS soutient une intégration politique de l'Europe « incluant la création d'organes supranationaux ». Elle est favorable à l'élimination de la force de frappe nucléaire française, préférant « garder la France sous le parapluie nucléaire américain⁸ », en attendant un désarmement général ou la création éventuelle d'une force nucléaire européenne. Si l'on en croit ces propos, la gauche

non communiste française ne peut pas choquer fondamentalement Washington.

Un leader de gauche « moins prétentieux et plus réaliste »

La drague mutuelle se poursuit. Quelques semaines avant les législatives de mars 1967, François Mitterrand est, à sa demande, secrètement convié à déjeuner au domicile d'un diplomate américain, Robert McBride, en présence de l'ambassadeur à Paris, Charles Bohlen, et de son bras droit, Charles Tanguy. Le leader de la FGDS est accompagné de son frère Robert⁹, présenté comme son « représentant politique officiel ». L'ambiance est détendue, les propos confidentiels.

Contrairement à bon nombre d'experts, François Mitterrand ne croit plus vraiment à une victoire de la gauche aux élections de mars 1967. Il pronostique seulement une poussée de sa FGDS et des centristes qui empêcherait les gaullistes de garder la majorité absolue des sièges à l'Assemblée. Selon ses calculs, l'UDR devrait obtenir entre 220 et 230 sièges, la FGDS environ 110, le PCF 60, et le Centre démocrate de Lecanuet entre 65 et 85. Ensuite, les gaullistes trouveront un accord de majorité avec Lecanuet.

Mais Mitterrand prédit une « crise gouvernementale sérieuse » dans les deux ans, conduisant à de nouvelles élections et à la défaite définitive des gaullistes. « Dans tous les cas, a-t-il dit, il est peu probable que la nouvelle

législature et le général de Gaulle puissent aller jusqu'au terme de leurs mandats respectifs, en 1972 », écrivent les Américains dans leur compte rendu. Sur ce dernier point, Mitterrand voit juste.

Les diplomates n'en croient pas leurs oreilles quand ils interrogent François Mitterrand sur le Parti communiste. Le socialiste exprime sans fard sa stratégie : faire en sorte que la gauche non communiste devienne plus forte que le PCF, au point que les électeurs du centre et de la droite ne soient plus effrayés par elle. Selon lui, « les leaders du PCF ont réalisé que leur parti ne pourrait jamais arriver au pouvoir en France tout seul », ce qui leur impose une coopération avec sa Fédération. Ils sont coincés. « Il a ajouté qu'il y avait un groupe minoritaire au sein de la direction du PCF qui préférerait un soutien tacite à de Gaulle à cause de sa politique étrangère. »

Quant à l'idéologie, François Mitterrand est direct : « Il a estimé que les attitudes et les positions du PCF étaient liées à des conceptions du ^{xix}^e siècle et devraient devenir de plus en plus anachroniques. Il s'est dit convaincu que la gauche non communiste, telle que la représente la Fédération, devrait jouer un rôle important, et peut-être décisif, dans la société et l'économie de demain. » Mitterrand répète que sa famille politique rejette « l'approche déterministe et mécaniste des marxistes » et veut se tourner vers les techniques les plus modernes au profit de la « justice sociale et économique ».

« François a indiqué son intérêt et sa sympathie au sujet

de l'évolution des relations employeurs-salariés aux États-Unis », bien éloignées de celles qui prévalent en France. Voilà, aux yeux des Américains, un socialiste parfaitement fréquentable, même s'il critique leur guerre menée au Vietnam. Décidément tout miel, Mitterrand confie d'ailleurs qu'il a accepté de se rendre aux États-Unis en novembre 1967 à l'invitation d'une université californienne¹⁰. Ce sera son premier voyage outre-Atlantique depuis 1956.

Conquis, l'ambassadeur américain Charles Bohlen commente très favorablement ce déjeuner informel de janvier 1967. Depuis la rencontre de mars 1966, Mitterrand « a semblé avoir mûri politiquement et s'être adouci personnellement. Il était moins controversé et, tout en prenant les choses au sérieux, il a montré de la chaleur et quelques pointes d'humour. Il a pris de l'assurance, en tant que leader d'une organisation politique importante qui a traversé avec succès quelques orages l'année passée. En même temps, il a semblé moins prétentieux et plus réaliste sur la place dévolue à la FGDS sous le soleil politique. Il a semblé avoir une attitude plus sensée à l'égard du Parti communiste français. Alors qu'il nous avait donné l'impression, l'an dernier, que le PCF avait une certaine fascination pour lui, comme une araignée devant une mouche, cette fois-ci il a parlé de coexistence pacifique entre la FGDS et le PCF. Comme leader de la gauche, il a évoqué son obligation de donner une alternative aux quatre millions de Français qui continuent de voter pour les candidats communistes. Il a reconnu que cette évolution serait

progressive, mais il espère que la FGDS, grandissant en force et en autorité, pourra jouer à terme le rôle qu'il désire¹¹ ». L'opération de séduction est réussie.

François Mitterrand ne quitte plus les Américains. Quelques jours après ce déjeuner convivial, le 30 janvier 1967, toujours secondé par son frère Robert, il est ravi de rencontrer le sénateur démocrate Robert Kennedy, de passage à Paris. Devant le frère du président assassiné qui se prépare pour les présidentielles américaines de 1968, Mitterrand brosse, une nouvelle fois, un tableau de la situation politique française. Il réitère son pronostic de perte de la majorité absolue par les gaullistes aux prochaines élections législatives¹².

Il a presque raison. Au soir du deuxième tour, le 12 mars 1967, les gaullistes ne comptent plus que 233 sièges à l'Assemblée, contre 237 pour l'opposition, qui progresse sensiblement grâce à une excellente discipline de vote. Il ne manque que les ultimes résultats d'outre-mer, qui finissent par tomber très tard dans la nuit : au final, la majorité gaulliste, qui a réussi à passer un accord avec les indépendants de Giscard d'Estaing, sauve sa peau de justesse, avec une coalition de 247 sièges contre 240 pour l'opposition, dont 73 pour le PCF et 121 pour la FGDS.

Après le ballottage de 1965, c'est bien un deuxième avertissement qui est adressé au Général et à ses troupes. Le département d'État, qui ne s'attend pas à un vrai changement de politique, assure tout de même : « De Gaulle voulait un référendum et l'a obtenu, mais pas dans le sens

qu'il souhaitait. Lui, sa politique et sa manière de gouverner étaient les seuls vrais sujets. Une majorité d'électeurs a voté contre¹³. » Selon Mitterrand, qui se confie à nouveau aux Américains quelques semaines plus tard, les gaullistes « se comportent maintenant comme un parti de la IV^e République qui a subi un recul et commence à craindre pour son avenir¹⁴ ».

D'autres socialistes se lâchent en privé

Pour les diplomates en poste à Paris, le leader de la gauche non communiste, perçu comme plus pragmatique que doctrinaire, devient une sorte de consultant permanent sur la vie politique française. Il n'est pas le seul. En mai et en octobre 1967, Mitterrand est cordialement invité à déjeuner avec l'ambassadeur Bohlen, en compagnie de Guy Mollet et du radical René Billères. Les trois leaders de la Fédération de la gauche, en terrain amical, ont l'air ravis de leurs échanges de vues, durant lesquels Mitterrand redit sa position favorable à l'Alliance atlantique, qui donne à la France sa sécurité, et affirme qu'il « n'y aura pas de compromis avec le PCF sur ce sujet¹⁵ ».

Le 13 avril 1967, Pierre Mauroy, l'un des assistants de Guy Mollet au secrétariat général de la SFIO, et Robert Pontillon, maire de Suresnes et directeur des affaires internationales de la SFIO, partagent un long repas avec des diplomates venus d'outre-Atlantique. Ils révèlent leur souhait de renforcer rapidement la direction nationale de la FGDS, dont la SFIO est partie prenante. Ils affirment

vouloir rester prudents vis-à-vis du PCF, avec lequel les divergences restent profondes malgré la signature d'un accord électoral. « Pour protéger sa position, la Fédération ne devrait pas se presser de coopérer plus étroitement avec le PCF¹⁶ », disent-ils.

Quelques mois plus tard, ce sont les membres du Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes (CERES), cénacle de jeunes intellectuels couvés par Mollet et Mitterrand, qui planchent devant les conseillers de l'ambassade américaine à Paris. L'un de ces derniers, William Weingarten, invite aussitôt un animateur du CERES, Alain Gomez, inspecteur des finances de vingt-neuf ans, cofondateur du mouvement avec Jean-Pierre Chevènement, à un déjeuner plus informel.

Lors de cette nouvelle rencontre, en mars 1968, Alain Gomez – qui sera le P-DG du groupe Thomson-CSF, nationalisé durant les années 1980 – impressionne son interlocuteur. « Il est vif, parfois bouillonnant, avec une tendance à penser et à parler trop vite. Il donne le sentiment d'être l'un des hommes les plus intelligents de la nouvelle génération de la Fédération de la gauche », rapporte Weingarten.

Ce que dit Alain Gomez est décapant, « loin de la ligne officielle », selon le diplomate. L'animateur du CERES ne doute pas de la victoire de son camp. « Gomez a dit que la principale tâche de la gauche quand elle sera au pouvoir sera d'injecter un esprit d'efficacité, de compétitivité et de modernité dans l'économie française et le gouvernement.

Nous sommes convenus que c'était un travail de grande ampleur et qui provoquerait des secousses à tous les niveaux de l'industrie et du gouvernement, un nettoyage de tout le bois mort, l'élimination des situations acquises, une remise en ordre des priorités économiques. En bref, ce que Gomez a en tête est la version française de la directive du président Kennedy selon laquelle il fallait remettre le pays en mouvement. Il faut noter que, durant ce long exposé, pas une seule fois il ne s'est référé aux principes socialistes comme un guide d'action. D'ailleurs, il a cité la SFIO et le PCF comme les premiers exemples de bureaucratie stupide et inefficace. Cependant, la Fédération de la gauche démocrate est, faute de mieux, la seule force politique capable de moderniser et de transformer la France. »

Le cofondateur du CERES, qui emploie publiquement un discours marqué par le marxisme et qui formera le courant de gauche du futur Parti socialiste de François Mitterrand, est décidément hors norme ! Il se dit optimiste sur l'« équipe présidentielle » de Mitterrand et sur sa future gestion du pouvoir, malgré la pression du PCF.

Selon Gomez, « la crise avec les communistes devrait arriver environ six mois après que Mitterrand aura pris le pouvoir. Cependant, Mitterrand, son style de gouvernement, ses réalisations des premiers cent jours devraient avoir tellement marqué les esprits à gauche qu'environ la moitié de l'électorat communiste rallierait Mitterrand aux élections qui suivraient sûrement cette confrontation avec les communistes. Mitterrand ferait alors campagne pour ces élections sur la base d'une coalition de

centre gauche, et emporterait une majorité qui durera vingt ans¹⁷ ».

Voilà un scénario bien présomptueux de la part du sémillant jeune socialiste, qui vise surtout à rassurer les Américains. Ceux-ci voulaient imaginer l'après-gaullisme. À deux mois de la crise de mai 1968, ils sont en pleine science-fiction !

Une liste confidentielle de « leaders potentiels »

Pour préparer l'avenir, les Américains ont également pris une autre initiative plus surprenante : ils dressent des listes de « leaders potentiels », autrement dit une sorte de fichier des élites françaises qui devraient compter après de Gaulle et qui pourraient gouverner la France. La demande est formulée directement par le département d'État à l'ambassade américaine à Paris le 1^{er} février 1967. Trop occupées par les élections, les équipes de cette dernière peinent à entreprendre ce travail fastidieux de sélection. Après avoir été relancée en juin, l'ambassade s'excuse, en octobre, du retard pris.

Les fameuses listes de « leaders potentiels », longues d'un peu plus de trois cents noms, sont finalement envoyées à Washington le 7 janvier 1968, sous le nom barbare de « Potential Leaders Biographic Reporting List for France (PLBRL) ». Charles Bohlen présente ainsi ce document secret : « Pour établir ces listes, l'ambassade a décidé qu'il serait utile et réaliste de penser aux hommes et aux femmes

qui ont la possibilité ou le potentiel d'accéder à des positions de direction ou, au moins, d'exercer une influence politique significative après que de Gaulle aura quitté le pouvoir. »

Quand ce départ doit-il avoir lieu ? Bohlen n'en sait rien, mais il envisage une hypothèse médiane. « Cet événement peut se produire à tout moment entre aujourd'hui (au cas où de Gaulle, soudainement, mourrait ou serait dans une incapacité quelconque) et la fin de 1972, quand expirera son mandat. Dans la présente étude, il a été décidé de prendre l'année 1970 comme l'année où le gouvernement peut changer de mains. Cela permet d'inclure dans les listes des personnes qui sont sur la touche actuellement mais qui, selon notre jugement, seront mûres pour jouer un rôle politique de leader ou d'influence d'ici à deux à trois ans. » C'est le cas de secrétaires d'État jugés prometteurs ou de responsables de l'opposition.

D'après l'ambassadeur, l'exercice reste hasardeux : « Le résultat est inévitablement, dans un pays comme la France, avec sa vie politique active et sophistiquée, une liste longue et diversifiée, avec des noms bien connus et d'autres qui ne le sont que par les initiés de leur milieu¹⁸. »

Un bouillant secrétaire à l'Emploi nommé Chirac

Qui trouve-t-on dans le fichier des « leaders potentiels » ? D'abord une grosse poignée de valeurs confirmées, de Valéry Giscard d'Estaing à Jean Lecanuet, en passant par François Mitterrand, Guy Mollet, Pierre Mendès France,

Maurice Faure ou Alain Poher. Rien, jusque-là, de très surprenant. Mais, alors qu'y figurent quelques membres de cabinets ministériels (dont Édouard Balladur, conseiller à Matignon) et une kyrielle de hauts responsables du Quai d'Orsay (bien connus de l'ambassade), curieusement ni le Premier ministre Georges Pompidou ni aucun des ministres gaullistes n'en font partie. Comme si les Américains ne voulaient plus entendre parler des gaullistes, les Messmer, Debré et autres Couve de Murville...

Seuls trois secrétaires d'État échappent à cette éviction révélatrice : Pierre Dumas, chargé du Tourisme, Roland Nungesser, aux Finances, et Jacques Chirac, secrétaire d'État à l'Emploi. Ce dernier, ancien membre du cabinet de Pompidou à Matignon, a déjà fait l'objet d'une note biographique élogieuse de l'ambassadeur américain, juste après son élection en Corrèze aux législatives de mars 1967 et son entrée au gouvernement.

Dans cette note, les officiels du département d'État pouvaient se délecter de quelques détails sur l'itinéraire de ce jeune énarque de trente-quatre ans, « dynamique », à l'« allure athlétique », aux « cheveux bruns qui commencent à se dégarnir », qui a le « goût de l'aventure », selon la presse française. « Chirac a occupé des petits boulots aux États-Unis en 1953 comme serveur et comme chauffeur de la veuve d'un milliardaire du pétrole à Dallas. » Attiré par une carrière militaire, il aurait dit, à propos de ses deux années passées dans un régiment de chars en Algérie, qui lui ont valu la croix de la valeur militaire : « Ce furent les plus excitantes de ma vie. »

Outre sa connaissance des dossiers d'équipement et de tourisme suivis à Matignon, Chirac peut surtout se prévaloir, selon l'ambassadeur, de « ses liens étroits avec le Premier ministre, qui lui ont permis d'être élu à l'Assemblée (par 537 voix d'avance) dans une terre hostile au gaullisme et, le plus important, [de] l'aura de succès qui l'entoure ». Le diplomate conclut sa note par ce propos étonnant : « S'il ne trouve pas de réponse au problème actuel du chômage et à la menace de son extension dans les prochaines années, ce ne sera pas par manque d'énergie, d'initiative, de directives et de réseaux¹⁹. »

Invité pour la première fois à déjeuner par Bohlen, avec quelques autres leaders gaullistes, le 16 octobre 1967, le fringant secrétaire d'État fait forte impression :

« Chirac fut la révélation du déjeuner, commente le diplomate. L'ambassade avait entendu dire qu'il était particulièrement intelligent et dynamique. Il est tout cela, mais il est aussi chaleureux, authentique et persuasif. Il semble être aussi américain – et pas seulement proaméricain – que beaucoup d'Américains. Bien qu'il préfère parler de ses voyages aux États-Unis et de son admiration pour le mode de vie américain, il est intéressant de noter que, dans ses commentaires sur la situation politique française et ses perspectives, il n'a jamais mentionné le nom de De Gaulle²⁰. » Voilà, pour les Américains, un homme de rêve. Il s'impose naturellement parmi les « leaders potentiels ».

Beaucoup de futurs ministres socialistes et peu de communistes

Outre Jacques Chirac, la liste comporte de nombreux élus dont les Américains entendent surveiller la trajectoire. Elle inclut notamment des députés gaullistes comme Robert-André Vivien, Didier Julia ou André Fanton, qui auront une longévité proverbiale, et des proches de Giscard, tels Michel Poniatowski ou Michel d'Ornano, qui deviendront ses ministres.

De nombreux socialistes, cibles favorites de l'après-gaullisme, sont évidemment nommés, qui seront autant de poids lourds de la future Mitterrandie, de Gaston Defferre à Louis Mermaz, en passant par André Rousselet, Roland Dumas, Charles Hernu ou Pierre Mauroy ; des centristes, comme l'éternel Jacques Duhamel, le sénateur Étienne Dailly, le jeune Dominique Baudis ou encore le non-inscrit Jean Royer, député-maire de Tours ; et aussi Michel Rocard, le secrétaire général du petit PSU, à l'aile gauche de l'échiquier politique. Le jeune inspecteur des finances au débit ultra-rapide aura des contacts de plus en plus fréquents et décomplexés avec les diplomates américains, qui le trouvent, lui aussi, intellectuellement brillant, énergique et engagé.

La place des dirigeants communistes est minime (cinq noms), bien que les Américains ne puissent nier leur influence. Ils choisissent trois membres du bureau politique, Georges Marchais, René Piquet et Roland Leroy (élu de Seine-Maritime), ainsi que le député Pierre Juquin et le

patron du journal *L'Humanité*, René Andrieu. Ceux-ci vont devenir des hommes clés dans les négociations du futur programme commun de la gauche au début des années 1970.

Enfin, la liste égrène une sélection de préfets, de hauts fonctionnaires, de financiers, d'hommes d'affaires, de syndicalistes, de leaders agricoles, d'ecclésiastiques, de scientifiques, d'hommes des médias et de militaires jugés incontournables dans l'avenir. Nombre d'entre eux resteront dans l'ombre. Mais les diplomates américains ont parfois du flair. Ils prédisent notamment un rôle grandissant au secrétaire général de la CGT Georges Séguy, au grand patron Ambroise Roux, au futur héritier Serge Dassault, au banquier Jean Dromer, au président des Jeunes Agriculteurs François Guillaume, au physicien Pierre Aigrain, à la rédactrice en chef à l'ORTF Jacqueline Baudrier ou au prêtre Jean-Marie Lustiger. La liste comporte également, pour l'anecdote, le capitaine de vaisseau Philippe de Gaulle, fils du Général, et le général de brigade Jacques Mitterrand, frère de François...

Ce vaste panel demeure aussi éclectique que son utilité pratique est incertaine. Cependant, il est révélateur de la minutie avec laquelle les Américains auscultent les élites de l'Hexagone et tentent de se projeter dans l'après-de Gaulle.

Des VIP en visite aux États-Unis

Le dernier volet de cette stratégie d'influence consiste à

sélectionner, principalement au sein de cette liste de « leaders potentiels », les cibles censées être les plus réceptives aux réalités américaines. Elles sont conviées à visiter les États-Unis durant plusieurs semaines dans le cadre du « programme de visiteurs internationaux » mis en place par le département d'État et l'agence américaine d'information (USIA).

« Nous devons chercher des gens pour ce programme dont nous pensions qu'ils pourraient jouer un rôle dans la société française d'ici à quinze à vingt ans²¹ », expliquera William Weingarten, membre de la section politique de l'ambassade américaine à Paris.

Parmi les recrues de ce programme de VIP, qui a débuté avant 1966, figure par exemple le gaulliste de gauche Gérard Bélorgey, condisciple à l'ENA de Jacques Chirac, dont il devient le directeur de cabinet au secrétariat d'État à l'Emploi. Lorsque ce dernier, en octobre 1967, demande instamment aux Américains d'offrir un deuxième voyage à son collaborateur avec une « assistance financière », les diplomates toussent un peu... mais sont prêts à mettre la main à la poche pour plaire à ce Chirac dont la carrière politique est si prometteuse et les orientations « proaméricaines » si séduisantes. Cette invitation ne pourra se concrétiser, pour des raisons pratiques²². Joël Le Theule, député de la Sarthe, ou encore Albin Chalandon, élu des Hauts-de-Seine, tous deux futurs ministres, seront également invités, tout comme Alain Terrenoire, président de l'Union des jeunes démocrates européens, élu député UDR de la Loire en 1967.

Du côté des centristes et des indépendants, Jacques Duhamel, Jean Lecanuet et Valéry Giscard d'Estaing sont conviés personnellement, ainsi que certains de leurs proches, comme Michel Durafour, Roger Chinaud ou Jacques Médecin. Des hommes de l'ombre, tel Pierre Bordry, chef de cabinet de Jean Lecanuet au Centre démocrate, sont également inscrits.

Parmi les socialistes, le programme vise large, corroborant la priorité donnée aux élites de la gauche non communiste. On compte notamment parmi les hôtes Gaston Defferre, Roland Dumas, Louis Mermaz, Pierre Mauroy, ainsi que Robert Pontillon et Charles Hernu, proche collaborateur de Mitterrand. Lors de son voyage aux États-Unis, qui dure plus de trois semaines en septembre 1967, Hernu, bon informateur des États-Unis depuis les années 1950, explique aux conseillers de la Maison-Blanche qu'il est « impressionné par la liberté avec laquelle les Américains lui parlent ». Il admet que la majorité des habitants ne sont pas des « va-t-en-guerre » au Vietnam et reconnaît que les États-Unis ont raison de « ne pas répondre à de Gaulle chaque fois qu'il les fouette²³ ». Non seulement ce socialiste semble perméable aux positions américaines, mais, en plus, il est bavard sur la gauche française, Mitterrand et les communistes. Une recrue en or.

Le programme vise également de jeunes dirigeants socialistes, tel Jean-Pierre Chevènement, ancien élève de l'École nationale d'administration, membre de la SFIO et cofondateur du CERES. Si, de prime abord, le contact est bon avec les diplomates américains, ceux-ci seront, par la

suite, un peu déçus de leur investissement sur Chevènement : « Nous l'avons envoyé aux États-Unis, c'était mon idée, confiera Weingarten. Et il a fini par devenir l'un des hommes politiques français les plus antiaméricains que l'on puisse trouver²⁴... »

Les Américains convient enfin des journalistes, comme Jacques Amalric, du *Monde*, et des syndicalistes, comme Eugène Descamps, secrétaire général de la CFDT. Ces invitations à visiter les États-Unis ne présupposent aucun ralliement ni ne préludent à aucun marchandage. Néanmoins, l'ambassade espère bien en tirer un jour quelques dividendes en termes d'image dans les milieux politiques français afin qu'ils soient mieux disposés à son égard.

Une fixation antiaméricaine qui tourne à l'« obsession »

Car le Général insupporte de plus en plus Washington. Il prend systématiquement des positions qui contrecarrent les vues américaines, partout dans le monde. En 1966, ce fut le retrait de l'OTAN, puis le discours de Phnom Penh, où le Général a fustigé la présence américaine au Vietnam comme fauteuse de guerre.

Les coups continuent de pleuvoir tout au long de l'année 1967. La France est intraitable sur l'échéance du départ des GI de son territoire, fixée unilatéralement par de Gaulle au 1^{er} avril 1967. Lors de la visite à Paris du vice-président

Hubert Humphrey, des manifestations antiaméricaines provoquent des heurts, notamment autour de l'ambassade. Le département d'État, qui exprime officiellement son indignation, soupçonne le gouvernement français d'avoir attisé les braises.

Quelques semaines plus tard, alors qu'Israël s'apprête à lancer des offensives militaires éclairs contre l'Égypte et la Syrie, Paris annonce qu'il interrompra à partir du 5 juin toute livraison d'armes aux pays de la région²⁵. C'est un retournement majeur de la politique de la France, principal fournisseur d'Israël en armement depuis deux décennies. En réalité, de Gaulle est furieux que les Israéliens ignorent ses conseils de ne pas attaquer leurs voisins. À l'inverse, les Américains commencent leurs livraisons d'armes à l'État juif. Pour le département d'État, le virage proarabe du Général s'explique surtout par son souhait de ne pas perdre pied diplomatiquement au Moyen-Orient face aux deux superpuissances. « Pour lui, puisque Israël se tourne vers Washington et les États arabes vers Moscou, la région sera désormais soit dominée par le conflit entre les deux grands, soit partagée entre eux²⁶ », écrit Thomas Hugues, du bureau du renseignement.

Le voyage du général de Gaulle au Canada, en juillet 1967, ajoute une pomme de discorde. Au balcon de l'hôtel de ville de Montréal, le 24 juillet, il prononce cette phrase historique : « Vive le Québec libre²⁷ ! » Elle n'était pas prévue dans son discours, mais il a eu le temps de la mijoter durant les cinq jours qu'a duré sa traversée de l'Atlantique à bord du croiseur *Colbert*, cinq jours qui lui ont permis de

faire escale à Saint-Pierre-et-Miquelon, avant de remonter le Saint-Laurent jusqu'à Québec²⁸.

Cet appel à l'indépendance en terre nord-américaine fait l'effet d'une bombe. Le gouvernement canadien juge ces déclarations « inacceptables ». De Gaulle annule dans la foulée son étape à Ottawa et rentre directement à Paris. Les dirigeants américains, eux, sont d'autant plus furieux qu'ils avaient suggéré que de Gaulle fasse un détour par les États-Unis lors de ce périple afin de rencontrer, enfin, le président Johnson. Le Général n'a pas donné suite... Et il a préféré jouer les provocateurs au Québec.

Ses déclarations choquent. L'ambassadeur américain à Paris, Charles Bohlen, parle de « fiasco » et d'« erreur majeure », révélatrice selon lui d'une dérive : « Il devient de plus en plus clair que de Gaulle a perdu le sens du timing et de la justesse. Ses expressions publiques sont gouvernées par sa seule volonté et son caractère personnel. Selon nos informations, il conduit la politique étrangère de manière solitaire et néglige de plus en plus les autres aspects des activités gouvernementales. Ses positions sur le Vietnam, qui s'affranchissent de toute contrainte, son action sur le Marché commun et, dernièrement, le plus incroyable, son comportement au Canada reflètent cette tendance. Il semblerait que de Gaulle souffre de deux maux du grand âge : une aggravation progressive de ses préjugés, et il en a beaucoup ; une indifférence croissante aux effets de ses déclarations sur l'opinion française et internationale. La fixation qu'il a toujours eue à l'égard du pouvoir et de la taille des États-Unis s'est muée en obsession compulsive

[...]. » Selon Bohlen, « il est peut-être trop tôt pour affirmer que de Gaulle devient sénile²⁹ », mais il s'en approche dangereusement.

La CIA livre également son analyse. Pour elle, de Gaulle apparaît toujours habité par son souhait d'échapper à la « domination » des États-Unis, de contrebalancer un pouvoir jugé « dangereux » pour l'équilibre du monde. Il est « décidé à contrer l'influence américaine par tous les moyens, où que ce soit et n'importe quand, parce que, selon lui, les États-Unis ont gagné la guerre froide sans s'en rendre compte et sont devenus la seule superpuissance³⁰ ».

Avec un automne social maussade en France, une contestation grandissante dans les rangs gaullistes, la sécession ouverte de Valéry Giscard d'Estaing, une popularité en baisse et des rumeurs récurrentes de mauvaise santé, le président français semble passer une fin d'année 1967 difficile. Ses déclarations sur Israël et son peuple « sûr de lui et dominateur », fin novembre, provoquent un nouveau tollé. Et son hostilité à l'égard des États-Unis, dont il dénonce encore l'hyperpuissance économique dans sa conférence de presse du 27 novembre, s'accentue.

En quittant son poste d'ambassadeur à Paris, en février 1968, Charles Bohlen s'avoue pessimiste sur l'évolution du Général, qui est, selon lui, obsédé par l'hégémonie américaine : « Le gouvernement des États-Unis devrait reconnaître que son opposition et son absence de soutien seront des constantes de la politique étrangère

française tant que de Gaulle sera au pouvoir. » Bien qu'il ne pronostique pas de crise majeure entre les deux pays ni ne décèle de vrai antiaméricanisme dans l'opinion française, Bohlen ne croit pas que des initiatives de Washington puissent améliorer quoi que ce soit. De Gaulle, à ses yeux, est incurable. « En bref, je ne peux offrir que de maigres encouragements à ceux qui croient à un changement de nos relations avec la France jusqu'au départ de De Gaulle. »

Mais l'ambassadeur conclut, pour rester positif : « Nous devons toujours nous souvenir que la France est éternelle et que de Gaulle ne l'est pas³¹. »

¹ Cette analyse sur la fin de l'isolement du PCF sera reprise et développée de nouveau par la CIA dans un autre rapport spécial : *The Communist Party in Gaullist France*, 18 novembre 1966, direction du renseignement, CIA, National Security Files, Johnson Library.

² *The Opposition in France Since the Presidential Election*, Office of Current Intelligence, 18 février 1966, rapport spécial secret, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA (voir le fac-similé des deux premières pages en annexe).

³ Rapporté dans Éric Roussel, *Charles de Gaulle, op. cit.*, p. 815 ; source : télégramme de Charles Bohlen, 3 février 1966, archives du département d'État, NARA. Jean Lecanuet avait déjà rencontré les diplomates américains, notamment le 21 février 1963 : télégramme du 27 février 1963, archives du département d'État, NARA.

⁴ Conversation avec Valéry Giscard d'Estaing, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Charles Bohlen, 19 mai 1967, archives du département d'État, NARA. Déjà, lors d'une visite à la Maison-Blanche en juillet 1962, Giscard, alors ministre des Finances dans le gouvernement Pompidou, avait été présenté, dans une note au président Kennedy, comme « extrêmement brillant, confiant en lui-même et ambitieux » : mémorandum de George Ball, 18 juillet 1962, National Security Files, Kennedy Library.

⁵ Interview de William Weingarten, 29 juillet 1999, FAOHP.

⁶ Interview de William Weingarten, 29 juillet 1999, *op. cit.* Voir aussi l'interview de Wells Stabler, membre de la section politique de

l'ambassade américaine à Paris de 1960 à 1965, 28 février 1991, *op. cit.*

7 Rapporté dans Éric Roussel, *Charles de Gaulle*, *op. cit.*, p. 815. Source : télégramme de Charles Bohlen, 10 juin 1966, archives du département d'État, NARA.

8 *French Political Scene*, 11 juillet 1966, mémorandum de conversation entre Robert Mitterrand, frère de François Mitterrand, et Henry Owen et Richard Aherne, département d'État, archives du département d'État, NARA.

9 François Mitterrand confie à ses hôtes qu'il vient de demander à son frère de se présenter sous la bannière de la FGDS aux législatives, à Ussel, en Corrèze, face à Jacques Chirac, chargé de mission dans le cabinet de Pompidou, qui fait partie des « jeunes loups » gaullistes. Robert Mitterrand fera un score minime au premier tour, loin derrière le communiste Georges Émon, qui sera battu par Chirac au second tour.

10 Mitterrand se rendra effectivement en visite privée aux États-Unis du 18 novembre au 7 décembre 1967, en Californie pour une série de conférences universitaires et à New York. Il évitera Washington, et donc les complications diplomatiques d'éventuels rendez-vous politiques.

11 *Conversation with François Mitterrand*, 12 janvier 1967, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris daté du 14 janvier, archives du département d'État, NARA (voir le fac-similé de la première page en annexe).

12 *Mitterrand's Views on the Election Outlook and the Post-Election Situation*, 30 janvier 1967, mémorandum de conversation entre François Mitterrand et le sénateur Robert Kennedy, en présence de Robert Mitterrand, de William vanden Heuvel et de Charles Tanguy, archives du département d'État, NARA.

13 *The French Elections*, 13 mars 1967, mémorandum pour le secrétaire d'État, archives du département d'État, NARA.

14 *François Mitterrand's Views on Domestic Political*, 10 mai 1967, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

15 *Ambassador's Luncheon for Federation of the Left Leaders*, déjeuner du 19 octobre 1967 (avec référence au déjeuner similaire de mai 1967), télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, 27 octobre 1967, archives du département d'État, NARA.

16 Le déjeuner avec Mauroy et Pontillon le 14 avril est rapporté dans

Socialist Leaders' Views on Legislative Elections and Current Scene, 25 avril 1967, télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen, archives du département d'État, NARA. Les diplomates américains continuent également de voir Charles Hernu, par exemple le 24 janvier 1967 : rapporté dans *Attitude Toward General de Gaulle and Other Aspects of the Legislative Campaign*, 27 janvier 1967, télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen.

17 *Conversation with a Member of Mitterrand's « Brain Trust »*, 27 mars 1968, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

18 *Potential Leaders Biographic Reporting List for France (PLBRL)*, 7 février 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Charles Bohlen, avec une liste d'environ trois cent vingt noms, archives du département d'État, NARA. Voir aussi Vincent Jauvert, « Les dossiers secrets des services américains », *Le Nouvel Observateur*, 3-9 avril 1997, qui évoque cette liste.

19 *Biographic : Jacques Chirac, Secretary of State for Social Affairs and Employment*, 9 mai 1967, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Charles Bohlen, archives du département d'État, NARA.

20 *The Ambassador's Luncheon for Minister of State Roger Frey and Other Gaullist Leaders*, télégramme de l'ambassadeur Bohlen, 23 octobre 1967, archives du département d'État, NARA. Jacques Chirac, qui s'est dit admirateur des parcs, des espaces et de la cuisine américains, a même raconté à Bohlen qu'il vient parfois, depuis dix ans, « incognito » au restaurant de l'ambassade américaine à Paris, parce que « c'est le seul endroit où il peut trouver de la cuisine américaine ».

21 Interview de William Weingarten, 29 juillet 1999, *op. cit.*

22 Les recommandations des diplomates américains au sujet de cette demande de Chirac font l'objet d'un télégramme en décembre 1967. L'accord de principe est donné et le voyage envisagé début 1968 : *Proposed Visit to US of Senior Ministry of Social Affairs Official*, 5 décembre 1967, télégramme de Woody Wallner, ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA. Le voyage de Bélorgey n'aura finalement pas lieu. Interrogé par l'auteur, ce dernier se souvient bien de son premier voyage aux États-Unis, durant l'été 1965, à l'invitation des Américains, où il avait côtoyé le gaulliste de gauche Léo Hamon. Mais il n'y est pas retourné fin 1967 ni en 1968. « Comme directeur de cabinet, j'étais suroccupé à cette époque, je n'avais pas le temps. Je ne me souviens même pas que Chirac m'ait parlé de cette demande qu'il avait faite aux

Américains », s’amuse-t-il. Entretien avec l’auteur, 1^{er} octobre 2008.

[23](#) *Conversation with Charles Hernu*, 27 septembre 1967, mémorandum d’Ernest Goldstein, conseiller à la Maison-Blanche, adressé à Walt Rostow, conseiller à la Sécurité nationale, archives du département d’État, NARA.

[24](#) Interview de William Weingarten, 29 juillet 1999, *op. cit.* Jean-Pierre Chevènement sera notamment ministre de la Défense durant la première guerre du Golfe et donnera sa démission le 29 janvier 1991 pour s’opposer à la « guerre coloniale » des États-Unis contre l’Irak.

[25](#) Voir notamment Maurice Vaïsse, *La Grandeur*, *op. cit.*, p. 635-647.

[26](#) *De Gaulle’s Stepped-Up Anti-Americanism and the Crisis of French Foreign Policy*, 26 juillet 1967, mémorandum de recherche, Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d’État, archives du département d’État, NARA.

[27](#) Sur le voyage au Québec et la polémique, voir Maurice Vaïsse, *La Grandeur*, *op. cit.*, p. 648-670. Voir aussi Vincent Jauvert, *L’Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 164-166.

[28](#) Les Américains, qui ont suivi de près tous les préparatifs, savent que les « brouillons de ses discours préparés par le ministère des Affaires étrangères ne contenaient pas de sentiments antiaméricains », mais que de Gaulle aurait « cinq jours pour retravailler ses discours en conformité avec ses vues politiques » : *De Gaulle’s Visit to Canada, July 23-27*, télégramme de l’ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d’État, NARA.

[29](#) Télégramme de l’ambassadeur Charles Bohlen au département d’État, 27 juillet 1967, archives du département d’État, NARA.

[30](#) *Recent Tacks in French Foreign Policy*, 5 août 1967, direction du renseignement, CIA, National Security Files, Johnson Library.

[31](#) *De Gaulle and Franco-American Relations*, 9 février 1968, télégramme de l’ambassadeur Charles Bohlen, archives du département d’État, NARA.

Chapitre 8

Espionnez la bombe française !

2 juillet 1966, 5 h 34. Une bombe atomique française explose pour la première fois au-dessus de l'atoll de Mururoa, à mille deux cents kilomètres de Tahiti, en plein Pacifique Sud. L'engin, d'une puissance de vingt-huit kilotonnes, a été placé sur une barge flottante au milieu du lagon, surveillée par une armada de navires militaires¹.

Ce tir, baptisé « Aldébaran », marque les débuts du Centre d'expérimentation du Pacifique, qui s'est installé là, à l'est de l'archipel isolé des Tuamotu, en Polynésie française. Il prend le relais après une série de dix-sept essais menés de février 1960 à février 1966 dans le Sahara, sur deux sites, Reggane et In Ekker, qui ont été rendus au gouvernement algérien conformément aux accords d'Évian.

Les autorités françaises, militaires et experts du commissariat à l'Énergie atomique (CEA), ne sont pas les seules à surveiller cette explosion inaugurale dans le Pacifique, prélude à une campagne d'essais qui conduira la France à la maîtrise de l'arme thermonucléaire, la fameuse bombe H, en 1968 – objectif fixé par de Gaulle pour entrer dans le club des nations qui comptent.

La date de l'essai Aldébaran a été tenue secrète jusqu'à la fin juin, moment où la presse tricolore l'a annoncé comme imminent. Grâce à une confidence obtenue par un diplomate britannique, relayée immédiatement auprès de ses collègues américains, Washington a appris dès février 1966 qu'une première série de six tirs atmosphériques français aurait lieu dans le Pacifique entre le 1^{er} juillet et le 15 novembre. La première bombe devait être tirée sur une barge, les suivantes depuis un ballon et larguées d'un avion². Ces renseignements assez précis ont permis une mobilisation à peine masquée.

Mi-juin, un navire de recherche, l'*USS Belmont*, est repéré à soixante-quinze milles nautiques de Mururoa. Curieux, l'amiral André Storelli, commandant du porte-avions français *Foch* qui sillonne les parages, invite le capitaine de l'*USS Belmont* à déjeuner, le 17 juin, en compagnie de l'amiral Georges Cabanier, chef d'état-major de la marine, présent à bord du *Foch*. « Le repas a été amical et sans événement notable, rapporte le département d'État. Le capitaine de l'*USS Belmont* a été autorisé à dire que sa mission consistait à observer les essais français, mais la question ne lui a pas été posée. » Les deux parties restent donc évasives, l'Américain évoquant des recherches océanographiques et les Français mentionnant un futur « événement » dans la zone, qui nécessite le départ du navire américain « pour sa sécurité³ ». L'*USS Belmont* n'obtempère pas...

Personne n'est vraiment dupe. Les diplomates du Quai d'Orsay préviennent Washington que tout navire ou avion

américain dans un rayon de cent vingt milles serait en zone classée « dangereuse » à partir du 30 juin, 1 heure du matin (GMT)⁴. Un sous-marin de l'US Navy est détecté par les Français à une trentaine de milles du site quelques jours avant l'explosion. L'avertissement est ensuite répété, en prélude au tir suivant, qui risque de se dérouler dans d'autres atolls de Mururoa. « Il est possible que l'explosion puisse avoir lieu directement au-dessus du sous-marin dans la zone de danger⁵ », explique un officiel français afin de dégager toute responsabilité.

Par ailleurs, des satellites espions américains, *Corona* et *Gambit*, survolent la zone afin de photographier les installations⁶. Enfin, une flottille d'avions en pseudo-mission météorologique, dépendant de l'AFTAC (Air Force Technical Application Center), une unité spéciale de l'US Air Force dédiée depuis 1948 à la surveillance des essais nucléaires étrangers, repasse peu après l'explosion pour faire des prélèvements atmosphériques mesurant les poussières radioactives. En l'occurrence, la contamination est massive aux alentours, les tirs sur barge étant ceux qui ont les retombées les plus nocives dans l'air et les lagons environnants. Selon les stations installées au Pérou, à plus de six mille kilomètres, le niveau des radiations aurait été multiplié par trois. En revanche, les scientifiques néo-zélandais, qui procèdent à des mesures précises, ne constatent pas d'augmentation significative de la radioactivité chez eux⁷.

Les échantillons prélevés par l'AFTAC près de Mururoa sont réceptionnés sur les bases aériennes américaines de

Pago Pago, dans les îles Samoa, et de Mendoza, en Argentine, avant d'être expédiés, via le Panamá, en Californie pour y être analysés. Des vents forts contraignent cependant les avions américains à se poser en urgence à Papeete, provoquant les sourires amusés des Français.

Cette opération « météorologique » d'un genre particulier fait partie d'un programme américain de surveillance des essais français dont le nom de code générique est « Nice Dog »⁸. Et celui-ci s'insère dans un vaste dispositif d'espionnage des travaux atomiques français, décidé au plus haut niveau.

La résolution du Général n'est pas prise au sérieux

Voilà des années que Washington s'alarme de la course française à l'arme nucléaire. Opposés à toute prolifération qui leur échapperait, les États-Unis ont mis en avant la loi McMahon de 1946, qui interdit la divulgation des secrets atomiques américains, pour éluder les demandes françaises d'une aide technique à la mise au point d'une bombe⁹. Le général de Gaulle a fait mine de ne rien réclamer ouvertement, afin de ne pas perdre la face. Mais il s'est offusqué plusieurs fois du refus américain, alors que la Grande-Bretagne recevait, elle, en 1958, par amendement à la loi McMahon, une assistance atomique privilégiée de la part des États-Unis.

La France aura sa bombe, a assuré de Gaulle aux

présidents américains successifs. Alors qu'Eisenhower semble prêt à en prendre son parti, Kennedy, lui, y est plutôt opposé. Lors de sa visite à Paris, fin mai 1961, JFK entend le Général lui répéter que la France disposera un jour d'un armement nucléaire et que celui-ci sera totalement indépendant. Le président américain doute de ces affirmations. Ses conseillers lui ont expliqué que, sans l'aide des États-Unis, la France aurait bien du mal à mettre au point une bombe H, des têtes nucléaires miniatures ou des missiles balistiques.

En août 1961, les experts de l'AFTAC, alertés par les services de renseignement, se réunissent pour peaufiner un dispositif de détection des essais souterrains français, qui doivent débiter quelques mois plus tard dans le Hoggar algérien. En dépit d'éventuelles complications diplomatiques, l'installation d'une station de surveillance secrète est évoquée, le Mali et le Niger étant écartés au profit de la Libye, plus commode puisque l'armée américaine y dispose déjà d'une base aérienne¹⁰. Début octobre, une source française prévient les diplomates américains que le premier tir souterrain aura bien lieu dans le Hoggar¹¹. L'essai est effectué début novembre, confirmant les intentions atomiques françaises.

Après avoir vainement tenté d'associer de Gaulle à l'une de ses démarches pour contrer les Soviétiques à Berlin, Kennedy se fâche. Dans une lettre adressée à l'Élysée le 31 décembre 1961, il expose au Général ses vues divergentes. Il redit aussi sa réticence à assister la France dans le domaine nucléaire. « Ce qui nous inquiète réellement

si nous aidons la force nucléaire française, c'est que nous n'aurions plus aucune raison de résister aux fortes pressions de la part des Allemands pour obtenir la même chose¹² », écrit JFK.

Le président français s'étrangle en lisant la missive. S'il trouve « naturel » que les États-Unis ne souhaitent pas partager leur savoir-faire nucléaire, il n'apprécie pas que l'on puisse mettre la France sur le même pied que l'Allemagne. Sa détermination à poursuivre son programme n'en est que plus grande, n'en déplaît à ceux qui critiquent l'efficacité d'un armement modeste comparé à celui de l'URSS.

De Gaulle le justifie ainsi : « Même si l'adversaire est armé de manière à pouvoir tuer dix fois celui qu'il veut prendre à partie, le fait que celui-ci ait de quoi le tuer une fois, ou même seulement de lui arracher les bras, peut, après tout, le faire réfléchir. » Le président français ne ferme pas la porte, le jour venu, à un éventuel « emploi combiné¹³ » des forces atomiques occidentales.

Mais il entend d'abord bâtir la sienne

Une consigne secrète de Kennedy dès 1962

Le 16 avril 1962, Kennedy réunit ses principaux conseillers à la Maison-Blanche pour trancher définitivement cette question, qui divise l'administration américaine. L'ambassadeur à Paris, le général James Gavin, inquiet de la détérioration des relations franco-américaines,

plaide depuis des mois en faveur d'une aide nucléaire à la France¹⁴. Il est soutenu par certains responsables du Pentagone, qui y voient un moyen de freiner l'obstruction du Général à l'OTAN. Optimiste, le ministre français des Forces armées, Pierre Messmer, a affirmé quelques mois plus tôt face à son homologue américain, Robert McNamara, que la bombe française serait opérationnelle en 1962, les avions Mirage IV dès 1963, et que la bombe à hydrogène – la fameuse bombe H – serait prête en 1966. Malgré son coût très lourd, « aucun gouvernement ne pourra revenir sur ce programme, il est trop avancé¹⁵ », a déclaré Messmer. Il a secrètement envoyé un émissaire, le général Gaston Lavaud, pour demander sa coopération à Washington. En vain. McNamara, le secrétaire à la Défense, n'est pas très chaud. Devant Kennedy, il évoque des échéances un peu plus lointaines à propos du programme français – 1965 pour la force nucléaire aérienne et 1970 pour la bombe H. Mais il a compris que la France ne reculerait pas, ce qui restreindra mécaniquement ses autres dépenses d'armements conventionnels, indispensables à l'OTAN.

De son côté, le secrétaire d'État, Dean Rusk, affiche une hostilité plus radicale à toute aide nucléaire apportée à de Gaulle. Selon lui, le Français n'est prêt à aucune concession en échange d'un assouplissement de la position américaine. De plus, on ne peut pas lui faire confiance, et toute aide bilatérale provoquerait des réactions des autres pays. Enfin, Rusk pense que la France est empêtrée dans un projet trop onéreux, peu fiable et donc incertain. Pourquoi, dès lors, donner un coup de main à ces Français si ingrats en leur

faisant économiser des années et des milliards ? Kennedy a aussi pris l'avis de Jean Monnet, qui l'a fermement incité à ne pas soutenir la force de frappe voulue par de Gaulle¹⁶.

Lors de la réunion du 16 avril 1962, le président américain écoute ses conseillers avant de réaffirmer sa position dure : il n'est pas question d'aider la France dans le domaine nucléaire¹⁷. Des consignes sont aussitôt transmises pour respecter cette directive présidentielle. L'ambassadeur à Paris, James Gavin, jugé trop mou, est remplacé en octobre 1962 par le diplomate Charles Bohlen, un vieux routier du département d'État, partisan de la fermeté vis-à-vis de De Gaulle. Les instructions données sont claires. Français et Américains n'étant pas d'accord sur le dossier nucléaire, « nous devons avoir le tact d'éviter de réouvrir ce contentieux et la patience d'attendre le verdict de l'histoire¹⁸ ».

La force de frappe française serait déjà obsolète

Les Américains croient voir leur pronostic se confirmer. Côté français, l'usine d'enrichissement d'uranium de Pierrelatte, qui doit fournir le combustible de la future bombe H, est encore en construction. Les scientifiques piétinent. Les militaires cherchent un site pour de futurs essais, puisqu'ils devront quitter le Sahara algérien. Ils sont encore loin de disposer des armes nucléaires, des avions, des sous-marins et des missiles pour les lancer. Fin 1962, David Klein, l'un des conseillers de Kennedy, estime que « le coût de la mise au point de la force de frappe française est

considérablement plus élevé que ce que tout le monde avait anticipé¹⁹ », mais que de Gaulle y voit un défi que la France doit relever.

De manière étonnante, le général Pierre Gallois, l'un des pères du programme nucléaire français, ancien stratège au QG des forces alliées en Europe devenu directeur commercial de Dassault Aviation après sa retraite de l'armée, confirme, en avril 1963, ce sombre état des lieux. Reçu à sa demande, en urgence, à l'ambassade américaine, il décrit les « difficultés et dérapages » que subit la construction de la force de frappe, qui relève, selon lui, du « mirage » plutôt que de la réalité.

À l'entendre, la première génération de chasseurs bombardiers équipés d'armes nucléaires, les Mirage IV, ne sera pas prête avant 1973-1975, soit trois années plus tard que prévu. Et les Soviétiques pourraient les détruire d'un seul coup, avec une soixantaine de missiles ! Gallois se désole de ce que la force française, qui n'est pas « crédible », soit déjà « obsolète ». Selon ses dires, les missiles installés à terre pourraient être prêts en 1967-1968, mais leurs ogives nucléaires seront « très lourdes et leur système de guidage très primitif ». Le général français ajoute que la deuxième génération d'armes embarquées à bord de sous-marins ne sera pas opérationnelle avant 1971-1972, au lieu de 1969. Quant à la bombe H, ses premiers engins miniaturisés ne verront pas le jour avant 1972-1973. Le Super Mirage V, lui, est repoussé après 1975.

D'après Gallois, « la France n'a tout simplement pas les

ressources pour concurrencer les superpuissances », et, « malheureusement, la politique américaine n'a laissé au général de Gaulle d'autre alternative que d'essayer d'en devenir une ». Favorable à l'OTAN, Gallois plaide pour que les États-Unis épaulent la France, comme ils ont aidé le Royaume-Uni au plan nucléaire.

Les diplomates américains ne sont pas surpris par les confidences amères du général Gallois, réputé pour ses positions tranchées et ses « bonnes sources ». Selon Charles Bohlen, « l'ambassade a reçu d'autres indications sur les difficultés du programme français : coûts énormes et en augmentation ; opposition des pays africains aux tests dans le Sahara et difficulté à trouver de nouveaux sites ; dérapages dans la production des Mirage IV et la construction de l'usine d'enrichissement de Pierrelatte²⁰ ». Un des dirigeants du fabricant d'avions américain Lockheed, en contact avec les militaires français, a en effet confirmé les problèmes techniques autour du chasseur Mirage IV, de Pierrelatte, des fusées et des missiles.

Ces précieuses informations sont exploitées par la CIA et transmises à la Maison-Blanche, accompagnées d'une note du Pentagone sur l'état d'avancement du Mirage IV de Dassault, avec des plans du chasseur²¹. Mais les Américains ont peine à croire que ces problèmes, dont ils se réjouissent secrètement, affectent la volonté de De Gaulle de parvenir à ses fins. Selon la CIA, il est même probable que des sacrifices seront faits à Paris pour tenir les délais, coûte que coûte²². Le ministre des Forces armées, Pierre Messmer, publie d'ailleurs, au même moment, un article dans la très

officielle *Revue de défense nationale*, où il réaffirme que les calendriers prévus seront respectés, avec la livraison de cinquante Mirage IV dès 1966, des missiles à têtes thermonucléaires prêts en 1968-1969 et la construction de trois sous-marins à partir de 1969...

Info ou intox ? Entre les retards prédits par Gallois et les délais annoncés par le gouvernement, le fossé est énorme. Les Américains cherchent par tous les moyens à savoir ce qu'il en est réellement. Les services de renseignement, les experts du Pentagone, les diplomates sont mobilisés sur la force de frappe française. Signe de cette obsession : la CIA rédige quatre rapports très précis sur le sujet de mai 1963 à novembre 1964²³. D'après ces documents, la France ne pourra compter en 1969 que sur un seul vecteur pour utiliser sa force de frappe, les cinquante chasseurs Mirage IV, qui ne seront pas prêts avant fin 1966. Bien qu'ils soient perçus comme une menace par l'URSS, ces avions resteront « vulnérables aux systèmes de défense aérienne dont dispose déjà l'Union soviétique, et encore plus aux systèmes que l'URSS aura fin 1966²⁴ », précise la CIA.

Le deuxième système, plus efficace – les trois sous-marins équipés chacun de seize missiles balistiques thermonucléaires d'une portée de trois mille kilomètres –, n'est pas attendu avant le début des années 1970. Du coup, la centrale américaine de renseignement estime probable que la France installe, dans l'intervalle, des missiles balistiques sur son territoire – troisième composante de sa force de frappe, qui verrait le jour sur le plateau d'Albion. La facture du programme, qui, selon la CIA, aurait déjà englouti

près de deux milliards de dollars depuis 1946, devrait s'alourdir de un à deux milliards supplémentaires chaque année jusqu'en 1970. Une vraie fortune, représentant 1 % de la richesse annuelle du pays, et que les autorités minimiseraient pour éviter les critiques.

Un consul américain observe les Mirage IV à Mérignac

La CIA n'est pas la seule à s'intéresser de près au projet français. Début 1964, le consul américain à Bordeaux, Chadwick Braggiotti, rend compte d'une visite faite chez Dassault, à Mérignac, où les fameux Mirage IV sont construits. Reçu par le directeur technique, Paul Deplante, le diplomate a appris que cinq ou six de ces avions avaient déjà été livrés à l'armée de l'air, notamment sur les bases de Bordeaux et de Mont-de-Marsan. Et il a pu voir la série suivante, en cours de fabrication, à travers la vitre d'un bureau donnant sur le hangar de production, où s'affairent une cinquantaine d'ouvriers : « Le 22 janvier 1964, il y avait sept chasseurs bombardiers Mirage IV à différents stades d'assemblage à l'usine de Bordeaux-Mérignac de la société aéronautique Marcel Dassault, note Braggiotti. Trois des avions étaient en phase initiale d'assemblage – c'est-à-dire avec des ouvriers installant différents composants, comme les ailes, la queue, le train d'atterrissage sur le fuselage – et quatre étaient en phase finale d'assemblage. »

Le consul, lui, ne doute pas que les échéances de livraison des vingt-cinq premiers appareils seront respectées. Il

mentionne également la sérénité apparente des dirigeants de l'usine au sujet des ouvriers syndiqués à la CGT, proche du Parti communiste. Tous ont passé des tests de sécurité et sont jugés parfaitement loyaux. Lors d'une précédente visite d'une délégation américaine, un des pilotes d'essai de Dassault avait pourtant confié, en aparté, que les membres de la CGT n'étaient pas admis dans le hangar des Mirage IV, par crainte d'espionnage. Le pilote semblait toujours s'interroger sur l'explosion inexpiquée du premier prototype de l'avion durant un vol d'essai. « Il a dit que beaucoup de gens croient fermement que l'avion a été saboté²⁵ », écrit le consul.

La directive de Johnson contre les projets français

Les préventions américaines contre la force de frappe française se renforcent avec les débuts de l'ère Johnson. L'ex-vice président est encore moins francophile que son prédécesseur, JFK. Il déteste de Gaulle et ses rodomontades. La bombe française est pour lui une lubie inutile que les États-Unis doivent décourager. D'autant que la France a décliné toute offre de coopération nucléaire dans le cadre de l'OTAN et refusé obstinément de signer le traité partiel de limitation des essais nucléaires arraché par Kennedy au Soviétique Khrouchtchev en août 1963 après d'âpres négociations.

Cinq mois après sa prise de fonctions à la Maison-Blanche, Lyndon Johnson, avec son Conseil national de sécurité,

confirme dans le plus grand secret la décision prise deux ans auparavant par JFK : les États-Unis doivent s'opposer aux programmes nucléaires des pays qui refusent les plans d'intégration de l'OTAN. Bien qu'elle ait déjà accédé au rang des puissances atomiques, la France est la principale cible visée par cette consigne formelle : « Considérant la politique française actuelle, il est toujours de l'intérêt de ce gouvernement de ne pas contribuer, ni d'aider au développement des capacités nucléaires de la France, que ce soit sur les têtes nucléaires ou sur les vecteurs stratégiques²⁶. »

Quelques jours auparavant, des recommandations fermes de discrétion ont par exemple été données à un groupe de scientifiques américains du Stanford Research Institute invités à assister à l'explosion d'une fusée-sonde conventionnelle à partir de la base militaire d'Hammaguir, dans le Sahara. Pour la Maison-Blanche, les États-Unis ne peuvent donner le sentiment de cautionner ce type d'essais, ni prêter leur concours aux Français « d'une quelconque manière dans la conduite de ce test²⁷ ».

La directive n° 294 proscrit tout échange d'informations techniques entre les deux pays, la vente d'équipements, les recherches communes, les échanges industriels ou commerciaux. L'ensemble des ministères (départements d'État, de la Défense, du Commerce, etc.) et les principales agences (de la CIA à la NASA) sont prévenus des contraintes qui les concernent. Seule la coopération sur les matériels « non stratégiques » peut se poursuivre. « Le président a exigé que des contrôles effectifs soient diligentés

immédiatement pour s'assurer, dans la mesure du possible, que cette coopération ne soit pas élargie, intentionnellement ou pas », précise McGeorge Bundy, l'assistant spécial à la Sécurité nationale. Le climat s'est nettement refroidi avec Paris. La directive établit *de facto* un embargo sur toute coopération nucléaire, qu'elle soit directe ou indirecte.

Pour enfoncer le clou, la Maison-Blanche dresse, au deuxième semestre 1964, une liste très détaillée des secteurs visés par les restrictions, de l'informatique aux moteurs de fusée, des sonars sous-marins au guidage des missiles. Les autorités américaines répètent que leur opposition vise à tenter d'empêcher la France de parvenir à ses objectifs. « Malgré son excellence technique, son programme doit rencontrer des difficultés qui pourraient l'obliger à infléchir sa politique », écrivent les conseillers de Johnson dans leur note de travail. Parmi les freins possibles, ils citent les coûts exorbitants de la force de frappe, les retards pris, les problèmes techniques très complexes que posent les têtes nucléaires, les performances peu fiables du système et, surtout, l'opposition croissante de l'opinion publique à la force de dissuasion. « La possibilité la plus importante est que de Gaulle ne soit plus président au bout de cette période. Un régime post-de Gaulle serait sans doute moins enclin à mobiliser autant de moyens sur un tel programme²⁸. »

Une guerre d'usure. Voilà ce que promettent Johnson et ses conseillers contre la bombe française.

L'obstruction touche notamment les gros ordinateurs

Les effets pratiques du NSAM n° 294 ne se font pas attendre. Depuis le début des années 1960, des demandes françaises ont déjà été bloquées par les Américains, par exemple sur les sous-marins, l'accès aux essais atomiques ou les systèmes de guidage²⁹.

Désormais, les procédures sont strictes et les exportations soumises à un accord préalable. Un programme complet de contrôle du dispositif est mis au point. Un petit groupe de hauts fonctionnaires, chargé d'en superviser l'application, se réunit régulièrement à Washington. Il va s'interroger notamment sur la livraison de soixante-trois kilos d'uranium 235, prévue par des accords franco-américains de 1959, avant de l'autoriser³⁰. En revanche, les gardes-côtes américains saisissent, lors de son embarquement, un ballon scientifique *made in USA*, commandé par les Français en 1963, au prétexte qu'il pourrait servir aux essais nucléaires atmosphériques³¹.

Autre blocage : la vente d'un très gros ordinateur IBM 360-92 est gelée temporairement parce que ses capacités de calcul favoriseraient les recherches atomiques françaises. Furieux, l'Élysée tente de faire plier Washington. En vain. L'embargo américain gêne sérieusement les scientifiques français du CEA³². D'autres cessions de gros ordinateurs sont également proscrites, à l'exception de celle d'une machine moins puissante, le CDC 3600, de la firme américaine Control Data, à la condition expresse qu'il

n'équipe pas un « laboratoire militaire » du CEA français. En réalité, le CDC 3600, une fois livré en avril 1965, est discrètement mis à la disposition de la direction des applications militaires du CEA, au Centre d'études atomiques de Vaujours, en Seine-Saint-Denis. Lorsqu'ils découvrent la duperie grâce à des renseignements fournis par la CIA et par IBM, les officiels américains ne cachent pas leur colère contre Control Data, à leurs yeux complice de ces Français menteurs³³ !

Le secrétaire américain au Trésor, Henry Fowler, et le ministre français de l'Économie, Michel Debré, finissent par s'accorder à travers un échange de lettres, en septembre 1966, autorisant la vente des ordinateurs américains les plus sophistiqués seulement si les Français s'engagent par écrit à ne pas les utiliser pour leurs travaux sur les armes atomiques. Cette mesure est aussi édictée en représailles à la sortie de la France du commandement intégré de l'OTAN, quelques mois plus tôt. Elle contraindra la France à développer ses propres ordinateurs, notamment dans le cadre du « Plan calcul », lancé à grands frais par le général de Gaulle en 1966³⁴.

Des consuls espionnent à Kourou et Mururoa

La directive secrète de non-assistance freine les Français. Mais les espoirs américains d'enlèvement du programme tricolore ne se concrétisent pas. Washington déploie donc des efforts soutenus pour surveiller son avancement. Johnson veut tout savoir. Son secrétaire d'État Dean Rusk a

donné, dès 1963, des instructions en ce sens aux postes diplomatiques.

La collecte d'informations venant des quatre coins du globe se révèle très fructueuse. En février 1964, le consul américain en Martinique signale ainsi que, selon un industriel allemand qui a travaillé sur place, les Français étudient la possibilité de construire un centre d'essais de missiles en Guyane. « C'est purement de la conjecture, mais si ces informations étaient confirmées, cela peut expliquer pourquoi le général de Gaulle a inclus la Guyane française dans son itinéraire de voyage pour le Mexique et les Antilles françaises », note le consul Arva Floyd. Peu de temps après, le diplomate étaye l'hypothèse de l'installation d'un centre militaire en Guyane, qui doit remplacer la base d'essais d'Hammaguir, dans le Sahara³⁵. Le gouvernement de Georges Pompidou vient effectivement de signer un arrêté pour créer le futur Centre spatial guyanais, d'où décolleront les fusées françaises.

Ce renseignement, qui corrobore une information venant de Paris, intéresse très sérieusement le secrétaire d'État Dean Rusk. Il veut en savoir davantage : « Si un centre est localisé là-bas, à quoi servira-t-il ? Les travaux ont-ils débuté [...] ? Voit-on déjà des signes d'une présence accrue de techniciens et d'ingénieurs, ou de militaires sur place ? [...] Y aura-t-il une opposition locale significative à la construction de ce centre en Guyane française³⁶ ? »

Le consul Floyd scrute, écoute, épluche la presse, se rend sur place. Avant de donner son verdict en juin 1964 :

d'après lui, aucune décision définitive ne semble encore avoir été prise, mais le site choisi, très grand, sera situé dans la plaine près du village de Kourou, et sa gestion confiée au Centre national d'études spatiales (CNES). « Les hommes d'affaires locaux et les responsables politiques sont ravis de cette perspective, mais des groupes politiques de gauche ont commencé à dénoncer le projet, en termes plutôt violents³⁷. » Plus d'un an avant que les premiers coups de pelle ne soient donnés à Kourou, les Américains sont au parfum des intentions militaires françaises sous-jacentes à la mise au point des fusées et autres lanceurs du CNES.

Aux antipodes, un autre consul américain est également mobilisé. Car, en 1962, les Français ont finalement jeté leur dévolu sur les atolls inhabités de Mururoa et de Fangataufa, au sud-est de Tahiti, pour installer leur futur centre d'essais nucléaires. Les travaux débutent. Les Américains observent ce qui se passe, à Mururoa comme à Papeete, où un port en eaux profondes, vital pour l'approvisionnement du centre, est en cours d'aménagement.

Charles Gray, le consul américain de Suva, la capitale des îles Fidji, alors colonie britannique du Pacifique, se transforme en parfait espion. Dès novembre 1963, il adresse à Washington un premier rapport très circonstancié sur les « préparatifs des tests nucléaires français dans le Pacifique ». Ceux-ci, entamés depuis plus d'un an, paraissent buter sur nombre d'obstacles :

« Les Français multiplient les efforts pour accélérer l'installation de leur centre d'essais nucléaires en Polynésie

française, écrit le consul. Cependant, ils rencontrent des soucis de transport, de pénurie d'équipements, de matériels et de main-d'œuvre, de sécheresse durant l'année 1963. Ils sont aussi confrontés à des problèmes d'achat de terrains, aux déficiences chroniques de la production électrique à Papeete, au manque de logements et au ressentiment latent des résidents, polynésiens autant que français. »

Charles Gray, qui a mené sa propre enquête à Papeete, détaille ensuite ce qui se passe sur place :

- Les premiers sondages dans le port de Papeete, avec la venue d'ingénieurs des Ponts et Chaussées ;
- L'installation de nouveaux réservoirs de gasoil de la société Mobil pour ravitailler les navires ;
- La construction de baraquements préfabriqués pour loger des gendarmes dans une zone sécurisée du port ;
- Les séjours sous tente des premiers détachements de soldats sur l'atoll de Mururoa, débarqués du navire *Francis-Garnier* ;
- L'envoi de deux cents tonnes de matériel et de soixante légionnaires en septembre 1963 ;
- Les allées et venues des officiels français par les lignes aériennes de TAT Airlines (rebaptisée UTA) ;
- La tournée du gouverneur français dans les îles avoisinantes afin de faire des « relations publiques » et de vanter les effets positifs du futur centre.

Gray évoque même longuement le voyage minutieusement organisé en France pour quelques élus

polynésiens, qui reviennent impressionnés par les progrès français en matière de recherche atomique.

Le consul cite abondamment le journal local, *Les Nouvelles*, et fait référence à la conférence de presse du général Jean Thiry, tenue le 23 avril 1963 à Papeete. Durant celle-ci, le haut gradé français a admis qu'à cause des retards divers le Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) ne devrait commencer à fonctionner qu'à la fin de 1966. Gray illustre également les problèmes matériels en narrant sa propre expérience : « Lors de ma dernière visite à Papeete en septembre, l'électricité a été coupée cinq fois pendant que j'étais en train d'essayer de me raser pour le dîner³⁸. »

Durant des mois, Charles Gray multiplie les excursions afin de rendre compte du progrès des installations. « Les Français sont en train d'achever l'aménagement d'une piste d'atterrissage de deux mille mètres à Mururoa et ils espèrent pouvoir s'en servir à partir du 1^{er} juillet 1964 », rapporte-t-il en avril 1964. Selon lui, cinq cents hommes sont installés à Mururoa, sous le commandement du capitaine de vaisseau Bermond. « Ils vivent dans des huttes construites avec des poutres en métal et des feuilles de palmier, tandis que des bâtiments en béton renforcé sont en cours d'édification pour servir de logements, de laboratoires et d'entrepôts. À cause de l'absence d'eau fraîche à Mururoa, des citernes sont apportées et deux unités de distillation de vingt mille litres ont été construites³⁹. » Transmises à la CIA, ces informations vont conduire l'agence à faire photographier les installations de Mururoa

par deux avions espions U-2 en mai 1964 et par un satellite en juillet 1964⁴⁰.

Quelques semaines plus tard, le consul entreprend la visite méticuleuse d'une vingtaine d'îles des Tuamotu et des Gambiers, voisines de Mururoa et de Fangataufa, afin d'interroger leurs habitants et de décrire leurs équipements. Il recense les stations météorologiques, les antennes visibles, les nouveaux bâtiments ou baraques, les réservoirs d'essence, les bateaux amarrés. Rien ne lui échappe, de la contenance des dépôts à la taille des caisses entreposées sur les quais⁴¹. Tous les signes d'activités militaires ou scientifiques sont relevés autour de la zone interdite de Mururoa. La venue du Premier ministre Georges Pompidou, fin juillet, a donné lieu à une accélération des travaux, sur lesquels s'activent désormais plus d'un millier de militaires.

Les rapports du consul de Suva sont soigneusement épluchés à Washington. Le département d'État demande même aux autorités françaises la permission d'ouvrir un consulat américain à Papeete afin que son diplomate y soit en permanence à pied d'œuvre. Le Quai d'Orsay donnera un accord de principe, mais l'Élysée refusera catégoriquement. Le consul Gray sera prié de quitter la ville, où il commençait à s'installer⁴².

La CIA est très intéressée par les détails sur les essais

D'autres sources enrichissent cette collecte de

renseignements tous azimuts sur les futurs essais français dans le Pacifique. À Auckland, en Nouvelle-Zélande, le consul américain, Edwin Madill, signale en janvier 1964 qu'il a reçu les confidences de deux journalistes américains ayant récemment visité Papeete⁴³. Lors d'une soirée amicale, les reporters ont discuté avec un élu, John Teariki, député de la Polynésie française, très inquiet quant aux retombées radioactives des essais, notamment sur la santé des populations locales. Le consul indique au département d'État que l'un des journalistes sera disposé à évoquer ces conversations avec des officiels américains lors de son retour à Washington.

Autre idée étudiée de près : le ministre australien des Affaires étrangères s'enorgueillit auprès d'un diplomate américain en poste à Canberra d'avoir réussi à décourager un exportateur australien de livrer du bois de charpente pour le centre d'essais français. Il se demande si le département d'État souhaite agir de même, notamment sur les livraisons de pétrole à Tahiti, en faisant pression sur les compagnies Mobil, Esso ou Caltex. « Nous n'avons aucune base légale pour empêcher ces transactions⁴⁴ », répond, presque à regret, le secrétaire d'État Dean Rusk, conscient qu'une telle obstruction serait à la fois inefficace et maladroite.

Plus étonnant encore, l'ambassade américaine à Saigon évoque, en mars 1964, un contact noué avec une professeure de droit à l'université, mariée à un capitaine d'origine mauricienne qui est employé par la Compagnie des messageries maritimes. Selon cette source, le marin va

prendre le commandement d'un nouveau bateau qui assure la navette entre les ports français et le site des essais nucléaires dans le Pacifique. Le premier voyage est prévu en mars 1964 et pourrait transporter les « bombes atomiques ». De quoi intéresser la CIA, qui cherche à espionner les navires français dans la région.

Dean Rusk, très entreprenant sur le sujet, félicite l'ambassade de Saigon pour cette piste. Comme il l'avait déjà écrit en décembre 1963, il rappelle que « les services de renseignement sont particulièrement intéressés par tous les aspects des plans et des préparatifs des essais nucléaires français dans le Pacifique. Par conséquent, toute information que l'ambassade pourrait obtenir sur les bateaux impliqués dans le programme ou sur tous autres sujets sera la bienvenue⁴⁵ ».

Les détails suivent. Saigon indique que le navire en question s'appelle « *Morania* ou quelque chose comme cela », qu'il a déjà fait un voyage depuis la France via le canal de Panamá et qu'il est en train de repartir de la zone de Mururoa à destination du Havre ou de Dunkerque, où il doit arriver le 1^{er} mai 1964⁴⁶. Les documents déclassifiés ne permettent pas de savoir si la CIA a pu approcher le capitaine ou obtenir des renseignements sur sa cargaison. Vu l'intérêt des plus hauts officiels du département d'État pour ces détails, il serait surprenant que la piste ait été abandonnée.

Et si les vols Gemini coïncidaient avec les tirs

nucléaires ?

Les Américains, décidément très curieux, ne se contentent pas de ces approches indirectes. Ils tentent également de renforcer leur présence dans la zone française des futurs essais. Pour justifier cet intérêt, ils mettent en avant une impérieuse raison technique : la trajectoire des vols d'orbite de leurs fusées Gemini. La NASA inaugure ce programme spatial, préparatoire aux missions Apollo vers la Lune, en avril 1964. En trente mois, une douzaine de capsules Gemini, dont dix habitées, sont envoyées en orbite basse autour de la Terre, où les astronautes procèdent à des manœuvres et à des sorties spatiales, avant de retomber dans l'Atlantique ou dans le Pacifique.

Courant 1964, les officiels américains demandent discrètement aux Français à pouvoir organiser depuis Tahiti des missions de secours pour récupérer les capsules Gemini et, éventuellement, des capsules Apollo, de la mi-1965 à la fin 1966. Sollicité par le ministre des Forces armées, le général Jean Thiry, patron de la direction des Centres d'expérimentations nucléaires (DIRCEN), estime qu'il n'y a, *a priori*, « pas d'obstacles insurmontables⁴⁷ » à accorder une autorisation aux Américains pour ces missions de secours partant de Tahiti.

Néanmoins, l'affaire se complique. Car la récupération en mer des capsules spatiales nécessite la mobilisation de trois destroyers, de quatre avions et de soixante-cinq militaires américains, qui devraient stationner de manière quasi permanente dans le port de Tahiti, lequel n'est pas

extensible. Aux problèmes d'encombrement s'ajoutent des soupçons d'espionnage, ces navires pouvant rayonner dans la région. De plus, le général Thiry fait valoir que les vols Gemini ou Apollo risquent d'interférer avec les essais nucléaires. Un minimum de coordination s'impose pour éviter de fâcheuses concomitances.

Les diplomates américains commencent à en discuter avec les militaires français, ce qui leur permet d'obtenir de précieux renseignements sur l'organisation matérielle des futurs tests : des séries de deux ou trois tirs atmosphériques par an, qui auront lieu vingt minutes avant le lever du soleil, seulement quand le vent soufflera depuis l'ouest ou l'ouest-sud-ouest. Les dates ne sont pas communiquées mais, subrepticement, la négociation dévoile des secrets français.

En l'apprenant, l'Élysée se fâche. Après avoir hésité à demander, en échange de son feu vert pour les missions de secours Gemini, le déblocage des importations des gros ordinateurs américains, de Gaulle maintient sa position ferme. Sa réponse négative tombe à la mi-février 1965 : pas question que des Américains viennent barboter dans les eaux françaises du Pacifique. « Notre requête pour pouvoir utiliser la zone de Tahiti pour des missions de récupération dans nos programmes Gemini et Apollo a été rejetée, déplore l'ambassadeur américain à Paris, Charles Bohlen, dans un télégramme. Et en aucune – je répète, aucune – circonstance les forces militaires américaines ne doivent être utilisées pour ce projet⁴⁸. »

Dépités, les diplomates américains envisagent toutes

sortes de représailles contre les Français : le blocage de la vente de moteurs pour les Mirage III, l'arrêt des livraisons d'uranium 235, le gel de la coopération scientifique, notamment sur les systèmes de propulsion des fusées, ou encore l'interdiction du survol du territoire américain par les avions ravitailleurs français KC-135 en route vers le Pacifique. Seul problème dans ce dernier cas : les Français peuvent faire de même pour les avions américains survolant leur pays, « ce qui handicaperait fortement notre posture militaire⁴⁹ », admet un diplomate. Et toutes les autres mesures braqueraient la communauté scientifique, sans forcément faire plier l'Élysée.

Le département d'État proteste. Sans accès à Tahiti, les capsules Gemini ou Apollo risquent d'être inaccessibles durant de longues journées si jamais leur trajectoire les conduisait dans un coin perdu du Pacifique. Un veto français à ces missions « humanitaires » serait mal perçu aux États-Unis. « Nous ne souhaitons pas que le programme Gemini soit associé, dans l'opinion publique, avec le refus français de coopérer à d'éventuelles missions de secours⁵⁰ », écrit le secrétaire d'État Dean Rusk en guise de menace. Rien n'y fait. Paris maintient sa position. Washington doit mettre sur pied un autre dispositif et se contenter d'une autorisation de ravitaillement technique à Tahiti pour un avion de secours au cas où la capsule Gemini IV, lancée en juin 1965, amerrirait à l'est de la zone des îles Samoa.

Un vol suspect au-dessus de l'usine nucléaire de

Pierrelatte

Le climat transatlantique n'est guère aux concessions. La méfiance se renforce le 16 juillet 1965, lorsqu'un avion américain de reconnaissance RF-101 survole l'usine d'enrichissement d'uranium de Pierrelatte, dans le sud de la France. Intercepté par un chasseur Vautour de l'armée de l'air, le RF-101 est soupçonné d'avoir photographié l'usine où l'on fabrique le combustible destiné aux futures bombes thermonucléaires.

Dès le lendemain, le journal *Le Monde* révèle l'incident, qui tourne au scandale diplomatique. Selon le démenti officiel des Américains, « aucun avion de l'US Air Force n'a survolé la zone interdite⁵¹ ». En l'occurrence, le propos est trompeur, puisqu'il fait référence à une zone aérienne prohibée située au-dessus de l'usine nucléaire voisine de Marcoule – qui fabrique du plutonium destiné aux bombes de première génération – et que le RF-101 n'a effectivement pas traversée.

Après quelques flottements, la Maison-Blanche doit reconnaître que son avion espion, membre du 38^e escadron de reconnaissance tactique basé à Ramstein, en Allemagne, a bien survolé Pierrelatte à basse altitude. Son explication est la suivante : un orage a contraint l'avion à dévier légèrement du plan de vol prévu, le conduisant par inadvertance près de l'usine, qu'il n'aurait en revanche pas photographiée. Le gouvernement français proteste vigoureusement contre ce qu'il considère comme une intrusion aérienne. La version américaine ne tient guère.

Une fois repéré par le Vautour français, le RF-101 a tenté de l'esquiver, tout en repassant plusieurs fois au-dessus de l'usine d'enrichissement⁵². Et sur les cent soixante-quinze clichés pris par l'appareil durant sa mission et remis aux Français, une vingtaine ont effectivement visé Pierrelatte. L'affaire est jugée « embarrassante » par l'ambassadeur américain à Paris, Charles Bohlen. Devant les évidences, les diplomates nient toute mauvaise intention et expriment leurs regrets pour cette « violation involontaire⁵³ » des règles aéronautiques durant un vol de routine.

Officiellement, l'incident est clos. Les messages rassurants ne dissipent pas le malaise. Charles Bohlen soupçonne des « gaullistes zélés » d'avoir informé *Le Monde* afin de solidifier les soutiens de l'opinion à la politique d'indépendance voulue par de Gaulle. Ce dernier a « gagné la bataille de Pierrelatte⁵⁴ », selon l'ambassadeur. De toute façon, à ses yeux, le Général aurait saisi n'importe quel prétexte pour braquer l'opinion contre les États-Unis à quelques mois de l'élection présidentielle.

Les Américains, pour leur part, ne sont pas en reste en matière de double jeu dans cette affaire. Car, en dépit de leurs protestations, l'usine de Pierrelatte figure parmi leurs objectifs prioritaires d'espionnage. En mai 1963, le Conseil national de sécurité a demandé au directeur de la CIA et au président de la Commission de l'énergie atomique un rapport détaillé sur l'usine française⁵⁵. « Des difficultés techniques imprévues, notamment pour la production des joints de compresseurs, ont retardé la mise en route de l'usine, qui ne pourra pas fournir les produits enrichis

désirés avant 1967⁵⁶ », ont répondu, quelques jours après, les experts de la CIA. Ils évaluent le coût de l'installation à 1,2 milliard de dollars, fardeau que les Français souhaiteraient partager avec les Allemands ou les Italiens.

Depuis, les Américains ont poursuivi leur collecte secrète de renseignements sur Pierrelatte. Selon un autre rapport de la CIA de novembre 1964, l'échéance de 1967 devrait être tenue pour la production d'uranium enrichi, ce qui ouvrira la voie à des tests thermonucléaires dans le Pacifique. Les vols de reconnaissance au-dessus de l'usine ont pour but de vérifier l'état des travaux. Les Américains ne pensaient pas se faire coincer si stupidement !

Après l'« incident » du 16 juillet 1965, les Français réduiront les autorisations de survol du territoire par des avions de l'US Air Force, incitant les autorités américaines à discuter, en retour, les demandes de passage des avions français au-dessus des États-Unis, notamment à destination de Mururoa⁵⁷. Cela n'empêchera pas la CIA de poursuivre ses missions d'espionnage aérien de Pierrelatte, en recourant aux appareils photo de ses satellites *Gambit*⁵⁸. Une pratique invisible et presque aussi efficace.

Quelques activités « potentiellement embarrassantes »

En attendant, les Américains adoptent un profil bas. Soucieux de ne pas froisser davantage le général de Gaulle, le président Johnson édicte, le 6 août 1965, une autre

directive secrète visant à ralentir les « activités américaines en France qui pourraient inutilement embarrasser les relations franco-américaines⁵⁹ ». Les ministères et les agences de renseignement sont priés de dresser la liste de leurs actions, « ouvertes ou clandestines », qui pourraient être vues comme « illégales » et déclencher la colère des Français s'ils s'en saisissaient. L'éventail, large, est révélateur de l'étendue des actions dont les Américains paraissent coutumiers : surveillance aérienne secrète, utilisation illégale des installations militaires américaines, espionnages variés, financements politiques ou sociaux, etc.

Les rapports convergent à la Maison-Blanche. Ceux du Pentagone et de la CIA – qui resteront classifiés, parce que trop sensibles – sont aiguillés vers un comité spécial, baptisé « Comité 303 ». L'agence américaine d'information (USIA) et la Commission de l'énergie atomique fournissent des mémorandums assez maigres, n'ayant pas, selon elles, d'activités « potentiellement embarrassantes », à l'exception d'un programme de l'USIA visant à publier des livres destinés aux élites de l'Afrique francophone.

Le seul rapport déclassifié digne d'intérêt énumère des activités souterraines du département d'État en France. Elles concernent notamment :

- L'utilisation discrète par l'agence américaine d'information de l'institut de sondage IFOP pour mener des études d'opinion en France. « Nous n'avons jamais reconnu ce fait », précise l'ambassade ;
- La création d'une petite équipe de chercheurs

américains chargée de nouer des contacts parmi les « jeunes technocrates » de l'industrie, de la finance et du commerce. « Ce n'est pas une opération classifiée mais aucune mention n'a jamais été faite du soutien américain » ;

- Le lancement d'un groupe d'études franco-américain sur le commerce bilatéral, qui a fait paraître ses travaux dans le journal *L'Économie*, dont la diffusion a été aidée par l'ambassade ;

- Des contributions financières à diverses associations qui soutiennent le fédéralisme européen et l'atlantisme, comme l'Association française pour la Communauté atlantique, le Centre international de formation européenne, la section sud du Mouvement fédéraliste européen et le Centre d'action européenne fédéraliste.

Rien de tout cela ne présente de « risques inacceptables⁶⁰ », d'après l'ambassadeur Bohlen.

L'espionnage continue, jusqu'au sein du Conseil de défense

Même mené plus discrètement, l'espionnage des plans militaires du général de Gaulle se poursuit avec efficacité, tandis que les services français tentent, de leur côté, d'en savoir plus sur les secrets américains. Dans ce domaine, le département d'État et la CIA sont en position de force, car ils disposent, au même moment, d'au moins une « taupe » très bien placée au Quai d'Orsay, qui les renseigne sur ce que prépare l'Élysée. C'est elle qui a prévenu les Américains

du refus de De Gaulle d'accorder l'accès à Tahiti pour les missions Gemini et Apollo. C'est encore elle qui a mentionné de possibles restrictions des survols américains au-dessus du sol français après l'incident de Pierrelatte⁶¹. Une autre source, très bien introduite au ministère des Affaires étrangères, vient enrichir la collecte, notamment sur la politique française en Indochine.

Ces contacts au sommet du pouvoir gaulliste permettent à la CIA d'avoir accès rapidement à certaines délibérations des Conseils de défense, cercle restreint d'une poignée de ministres et des principaux chefs militaires qui se rassemblent autour du chef de l'État pour traiter des sujets les plus secrets concernant la sécurité nationale. Ainsi, la réunion confidentielle tenue à l'Élysée le 7 mai 1966 fait-elle l'objet d'un compte rendu détaillé de la CIA dès le 10 mai ! On peut y lire notamment :

« Le 7 mai 1966, le président de Gaulle a présidé une réunion du Conseil de défense. Parmi les présents à cette réunion figuraient le Premier ministre Georges Pompidou ; le ministre des Affaires étrangères Maurice Couve de Murville ; le ministre de l'Économie Michel Debré ; le ministre des Forces armées Pierre Messmer ; le vice-amiral Jean Philippon, chef d'état-major particulier du président ; le général de Brébisson, secrétaire général de la Défense nationale ; l'amiral Georges Cabanier, chef d'état-major de la marine⁶². » Le télégramme révèle ensuite la teneur des discussions sur les forces françaises en Allemagne et sur l'évacuation des bases militaires américaines en France...

La CIA transmet également, le 20 juillet 1966, la substance d'une note de travail de Pierre Messmer sur le programme des armements stratégiques, dont le président n'a même pas encore pris connaissance. « La note a été lue par le Premier ministre Georges Pompidou le 12 juillet et sera soumise au président de Gaulle à la réunion du Conseil de défense qui suivra son retour de Bonn », explique l'agence.

La note précise l'état des travaux en cours : trente-cinq bombes A seront prêtes à la fin de 1967 afin d'armer les Mirage IV ; la première batterie de missiles à têtes nucléaires pour le plateau d'Albion devrait être opérationnelle au mois d'août 1969 ; trois futurs sous-marins seront équipés de missiles balistiques, dont le premier pourra être testé en 1970. Le budget global des dépenses relatives à la force de frappe est estimé, d'après la note, à trois cents milliards de francs d'ici à 1970, et probablement près de deux cents milliards supplémentaires de 1971 à 1975 ! Détail important : « Aucune décision n'a été prise pour continuer les recherches et le développement d'une arme thermonucléaire⁶³ », précise la CIA, qui évoque une éventuelle décision sur le sujet en 1970.

Les Français tâtonnent avant de trouver la bombe H

En l'occurrence, les experts français butent au même moment sur des obstacles scientifiques. Depuis les premiers essais à Reggane en 1960, ils maîtrisent la bombe A, la

bombe à fission, à base de plutonium, du même type que celle larguée à Hiroshima. En revanche, leurs travaux sur la bombe H – un engin beaucoup plus puissant, à base d'hydrogène, fondé sur la fusion – sont dans une impasse. Les Américains, les Britanniques et les Soviétiques ont franchi cette étape. Les Chinois feront exploser leur première bombe H en juin 1967, devançant la France. De Gaulle fulmine. Il veut sa bombe thermonucléaire coûte que coûte avant 1969.

Mis sous pression, les atomistes du CEA examinent tous les procédés possibles pour parvenir à la bombe H. « L'une des pistes scientifiques que nous privilégions, imaginée par l'un d'entre nous, Michel Carayol, nous a été incidemment confirmée en septembre 1967 par un de nos collègues britanniques, William Cook, qui s'est confié à l'un des attachés militaires français en poste à Londres, explique Pierre Billaud, l'un des pères de la bombe française. Cela nous a confortés dans nos recherches⁶⁴. »

Dès lors, le programme s'accélère, donnant à la France la capacité de faire exploser sa première bombe H courant 1968. En décembre 1967, le chef d'État-major des armées, le général Charles Ailleret, écrit dans la *Revue de défense nationale* que la France doit se doter d'une « force thermonucléaire à portée mondiale tous azimuts ». Tous azimuts : cette expression fait bondir la Maison-Blanche. Elle signifie que le général de Gaulle, qui a inspiré cet article, imagine de lancer un jour une bombe sur les États-Unis !

La vigilance américaine redouble. Dès le mois de

mars 1968, le département d'État estime que la campagne des essais français doit avoir lieu « entre mi-juin et mi-octobre » dans le Pacifique. « Bien qu'ils aient annoncé leur intention de tester leur première bombe thermonucléaire, les Français semblent avoir des difficultés avec l'engin. Toutes les informations suivantes sur les essais qui pourraient venir à la connaissance des postes diplomatiques doivent être transmises aussitôt⁶⁵ », précise le télégramme, qui égrène les questions à creuser, sur le type de bombes, les dates ou les sites utilisés.

Les attachés militaires sont chargés de collecter les renseignements, qui doivent être relayés notamment à l'AFTAC, la flottille militaire aérienne de l'US Air Force, qui va continuer de surveiller les essais français⁶⁶. De son côté, le département d'État demande des précisions au Quai d'Orsay afin que les dates de tirs ne coïncident pas avec les vols spatiaux Apollo, et il le fera jusqu'à la fin de son programme spatial⁶⁷. Le processus est désormais rodé.

La bombe H explose le 24 août 1968 au-dessus de l'atoll de Fangataufa. En dépit de leurs efforts, les Américains doivent se faire une raison. La France fait définitivement partie des grandes puissances atomiques. Et elle refuse de signer le traité de non-prolifération nucléaire signé le mois précédent par les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS.

De Gaulle a gagné son pari. Il a d'ailleurs ironisé : « Pour le nucléaire, nous ne devons rien aux Américains, sauf des crocs-en-jambe⁶⁸. »

Mais d'autres détonations le font vaciller...

1 Voir notamment Yves Le Baut, « Les essais nucléaires français », dans Maurice Vaïsse (dir.), *La France et l'atome*, *op. cit.*, p. 219-234.

2 *French Nuclear Testing*, 24 février 1966, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris citant une source britannique, archives du département d'État, NARA. Les Britanniques et les Américains échangent la plupart de leurs informations sur les essais français, sans prévenir les Français.

3 Télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, 24 juin 1966, archives du département d'État, NARA.

4 *French Atomic Test*, 28 juin 1966, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

5 *French Nuclear Tests in Pacific*, 6 juillet 1966, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

6 Les satellites *Corona*, équipés de caméras KH-4A ou KH-4B, ont mené au moins seize missions au-dessus de Mururoa du 30 juin 1966 au 20 août 1968. Un satellite *Gambit* équipé de caméras KH-7 a mené sa mission n° 4016 sur Mururoa le 13 mars 1966. D'autres missions *Gambit*, avec des caméras KH-8, suivront, de juillet 1966 à septembre 1974. Rapporté dans Jeffrey Richelson, *Spying on the Bomb*, *op. cit.*, p. 213.

7 Télégramme de l'ambassade américaine au Pérou, 8 juillet 1966 ; télégramme du consul américain à Suva (Fidji), 5 août 1966 ; et rapport du laboratoire de radiation de Nouvelle-Zélande, 8 septembre 1966 : archives du département d'État, NARA.

8 Voir notamment CINCPAC, *Command History*, 1973. Nice Dog est le nom générique des opérations de reconnaissance, et chaque programme annuel a un nom de code spécifique, comme Skin Diver en 1966 ou Hula Hoop en 1973. Voir Jeffrey Richelson, *Spying on the Bomb*, *op. cit.*, p. 215 ; et Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 158-162.

9 Voir le chapitre 2. Voir également Wilfrid Kohl, *French Nuclear Diplomacy*, *op. cit.*

10 Voir *Coverage of French Underground Tests*, 4 août 1961, archives de l'assistant spécial du secrétaire à l'Énergie atomique, NARA, cité dans Jeffrey Richelson, *Spying on the Bomb*, *op. cit.*, p. 210-211. Document disponible également grâce à l'association indépendante National Security Archive dans son Electronic Book n° 7, commenté par William Burr. Voir aussi Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 35-38.

[11](#) Télégramme de l'ambassadeur James Gavin, 5 octobre 1961, département d'État, National Security Files, Kennedy Library.

[12](#) Lettre du président Kennedy au général de Gaulle, 31 décembre 1961, Correspondence Files, Kennedy Library.

[13](#) Lettre du général de Gaulle au président Kennedy, 11 janvier 1962, Correspondence Files, Kennedy Library.

[14](#) Voir notamment son mémo au président Kennedy reprenant l'ensemble des points qui posent un problème en matière militaire, 9 mars 1962, National Security Files, Kennedy Library.

[15](#) Entretien estampillé « très secret » entre Pierre Messmer et Robert McNamara, 29 novembre 1961, Washington, archives de la présidence de la République, 5AG1-200, Archives nationales. La visite du général Gaston Lavaud, délégué général pour l'armement, à Washington a lieu le 13 mars 1962. Il rencontre Paul Nitze, secrétaire assistant à la Défense, mémorandum de conversation, 13 mars 1962, National Security Files, Kennedy Library. Voir le commentaire sur son échec dans Marcel Duval et Pierre Mélandri, « Les États-Unis et la prolifération nucléaire : le cas français », art. cité, p. 204.

[16](#) L'ensemble du débat et les positions des différents protagonistes de la décision du 16 avril 1962 sont analysés dans *Action on Nuclear Assistance to France*, 7 mai 1962, note de McGeorge Bundy au président Kennedy. La position de Dean Rusk est résumée par lui-même dans un télégramme du 5 mai 1962 : National Security Files, Kennedy Library. Voir aussi Wilfrid Kohl, *French Nuclear Diplomacy*, op. cit., p. 216 et suiv.

[17](#) *Minutes of Meeting on April 16 at 10:30 a.m.*, Maison-Blanche, 16 avril 1962, National Security Files, Kennedy Library. Présents à cette réunion : le président Kennedy, le secrétaire Dean Rusk, le secrétaire Robert McNamara et l'assistant à la Sécurité nationale McGeorge Bundy. Seule entorse à cette interdiction, la livraison d'avions ravitailleurs KC-135 à la France pour ses futurs Mirage IV est tolérée.

[18](#) *Instruction for the Ambassador to France*, télégramme du département d'État à l'ambassadeur Bohlen, non daté précisément mais attaché à un document daté du 16 octobre 1962, *Foreign Relations of the United States*, 1961-1963, vol. XIII, France, doc. 260.

[19](#) Mémorandum de David Klein, 6 décembre 1962, National Security Files, Kennedy Library.

[20](#) Télégramme de l'ambassadeur Charles Bohlen à la suite d'un rendez-

vous avec le général Pierre Gallois, 2 avril 1963, National Security Files, Kennedy Library. Le général Gallois avait déjà rencontré les diplomates américains à l'ambassade des États-Unis en avril et en octobre 1962 pour des échanges de vues. Les confidences du général Gallois sont également reprises par la CIA : *France May Reassess Nuclear Force*, 12 avril 1963, Current Intelligent Weekly Summary, CIA, archives de la CIA.

[21](#) *French Force de Frappe*, mémorandum du secrétaire adjoint à la Défense pour McGeorge Bundy (Maison-Blanche), 10 avril 1963, National Security Files, Kennedy Library.

[22](#) *The French Strike Force Program*, 31 mai 1963, Special Report, Office of Current Intelligence, CIA, archives de la CIA.

[23](#) Rapports du 31 mai 1963, du 24 juillet 1963, du 8 avril 1964 et du 18 novembre 1964 : CIA, archives de la CIA.

[24](#) *The French Nuclear Weapons Program*, 24 juillet 1963, Special National Intelligence Estimates, CIA, archives de la CIA.

[25](#) *French Nuclear Strike Force*, 25 janvier 1964, télégramme du consul américain à Bordeaux, Chadwick Braggiotti, archives du département d'État, NARA.

[26](#) *Nuclear and Strategic Delivery System Assistance to France*, National Security Action Memorandum n° 294, 20 avril 1964, National Security Files, Johnson Library.

[27](#) *US Participation in French High Altitude Conventional Explosive Test in Algeria*, 23 mars 1964, mémorandum d'Alexis Johnson à McGeorge Bundy, assistant spécial à la Sécurité nationale, archives du département d'État, NARA.

[28](#) *Implementation of NSAM n° 294, Working Draft*, 18 septembre 1964, National Security Files, Johnson Library.

[29](#) Voir le rappel des blocages précédents dans *Denials of US Nuclear Weapons and Delivery Vehicle Assistance to France*, 29 décembre 1964, mémorandum du sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires politiques (Thompson) à l'assistant spécial pour la Sécurité nationale (Bundy), archives du département d'État, *Foreign Relations of the United States*, 1964-1968, vol. XII, France, doc. 41.

[30](#) Le système de contrôle, mis au point entre les ministères, est détaillé dans *Power Control System for the Implementation of NSAM n° 294*, fin 1964, National Security Files, Johnson Library. Le contrat sur l'uranium 235 est notamment abordé dans la lettre de H.J. Howard, secrétaire

assistant à la Défense pour l'énergie atomique, au directeur des affaires internationales de la Commission à l'énergie atomique, 6 novembre 1964, et dans le mémo de Dean Rusk, secrétaire d'État, à McGeorge Bundy (Maison-Blanche), 1^{er} décembre 1964, National Security Files, Johnson Library.

[31](#) *French Balloon Case, Action Memorandum*, 21 septembre 1966, archives du département d'État, NARA.

[32](#) Bertrand Goldschmidt, du CEA, s'en plaint ouvertement aux Américains : télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, 6 juillet 1966, archives du département d'État, NARA.

[33](#) Sur les ordinateurs CDC 3600 et IBM 360-92, voir notamment *Decisions Taken in White House Meeting December 30, 1964*, mémorandum, 4 janvier 1965. Le refus américain sur l'IBM 360-92 est mal pris à l'Élysée, selon un câble de la CIA : *Instructions to Quai d'Orsay to Pressure United States for Purchase of Computer*, 25 janvier 1965, Paris, CIA. Sur le CDC 3600, voir notamment le mémo de la CIA : *Control Data Corporation Model 3600 Computer at Vaujours, France*, 7 octobre 1965 ; *Control Data and French AEC*, 9 décembre 1965 ; *Advanced Computers to French Nuclear Weapons Program*, mémo d'Alexis Johnson à George Ball, 26 janvier 1966 ; mémorandum du département du Commerce, 2 février 1966 ; *CDC-BIC Investigation*, 1^{er} mars 1966. Sur les autres décisions (notamment le refus de deux IBM 2929, deux CDC 6600, un CDC 3200), voir *Further Review of Computer Policy Under NSAM 294 and Test Ban Treaty*, 14 juin 1966, département du Commerce ; National Security Files, Johnson Library. Voir aussi Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 140-143.

[34](#) L'accord Fowler-Debré du 24 septembre 1966 concernera une cinquantaine d'ordinateurs de 1966 à 1970. IBM ne cessera de faire pression pour obtenir la levée de ces contraintes d'exportation vers la France. Voir notamment *IBM Export Operations in Europe*, 18 février 1970, mémorandum du département d'État ; et *Export of Advanced Computers to France : Legal Aspects*, dans le rapport *Military Cooperation with France*, NSSM 100, mars 1971, National Security Files, Nixon Library. Sur le Plan calcul, qui crée la CII (Compagnie internationale d'informatique), voir notamment Pierre-Éric Mounier-Kuhn, *L'Industrie informatique française de 1945 aux années soixante*, colloque du 7 juin 1995, cité dans Maurice Vaisse, *La Grandeur*, *op. cit.*, p. 399.

[35](#) *French Missile Testing Station in French Guiana ?*, 20 février 1964, télégramme du consul en Martinique, Arva Floyd, National Security

Files, Johnson Library ; et télégramme du même consul, 24 mars 1964, archives du département d'État, NARA.

[36](#) *Missile/Space Vehicle Test Site in French Guiana*, télégramme du secrétaire d'État, Dean Rusk, 19 mai 1964, archives du département d'État, NARA.

[37](#) *Probable Missile Testing Base in French Guiana*, 13 juin 1964, télégramme du consul en Martinique, Arva Floyd, archives du département d'État, NARA.

[38](#) *Preparations for French Nuclear Testing in the Pacific*, 14 novembre 1963, télégramme du consul américain à Suva, Charles Gray, National Security Files, Kennedy Library.

[39](#) *French Nuclear Testing*, 16 avril 1964, télégramme du consul américain à Suva, Charles Gray, archives du département d'État, NARA.

[40](#) Les missions U-2 de la CIA des 19 et 22 mai 1964 sont rapportées dans Jeffrey Richelson, *Spying on the Bomb*, op. cit., p. 213. La mission satellite de juillet 1964 est mentionnée dans *Index to All-Source Photographic Intelligence Report, July-September 1964*, National Photographic Interpretation Center, octobre 1964, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

[41](#) *French Nuclear Weapons Program in the Pacific*, 6 août 1964, télégramme du consul américain à Suva, Charles Gray, archives du département d'État, NARA.

[42](#) Télégramme de l'ambassadeur à Paris, Charles Bohlen, 17 février 1965, archives du département d'État, NARA.

[43](#) *Press Statement on John Teariki re French Nuclear Testing*, 24 janvier 1964, télégramme du consul américain à Auckland, Edwin Madill, archives du département d'État, NARA.

[44](#) Télégramme de l'ambassade américaine à Canberra, 24 mars 1964 ; réponse du secrétaire d'État, Dean Rusk, 31 mars 1964, archives du département d'État, NARA.

[45](#) *French Nuclear Tests in the Pacific*, 7 avril 1964, télégramme du secrétaire d'État, Dean Rusk, à l'ambassade américaine à Saigon, archives du département d'État, NARA.

[46](#) *French Nuclear Tests in Pacific*, 14 avril 1964, télégramme de l'ambassade américaine à Saigon, archives du département d'État, NARA

[47](#) Selon une lettre du général Jean Thiry (DIRCEN) au ministre des

Forces armées, Pierre Messmer, citée par un représentant de la DIRCEN à un diplomate américain, rapportée dans un télégramme : *Gemini Recovery at Tahiti and French Nuclear Weapons Tests*, 1^{er} février 1965, archives du département d'État, NARA.

[48](#) Télégramme de l'ambassadeur à Paris, Charles Bohlen, 17 février 1965, *op. cit.* De Gaulle bloque aussi l'ouverture d'un consulat américain à Papeete, la venue dans le Pacifique d'une mission américaine d'observation d'une éclipse solaire et celle d'une mission océanographique du Scripps Institute.

[49](#) Télégramme de l'ambassade à Paris, Robert McBride, 18 février 1965, archives du département d'État, NARA.

[50](#) Télégramme du secrétaire d'État, Dean Rusk, à l'ambassade des États-Unis à Paris, 24 février 1965, National Security Files, Johnson Library.

[51](#) Voir notamment Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 134-139.

[52](#) La version américaine figure notamment dans *Proposed Press Release*, 17 juillet 1965. Et les protestations françaises sont rapportées dans un télégramme de l'ambassadeur américain à Paris, Charles Bohlen, 19 juillet 1965 : National Security Files, Johnson Library.

[53](#) Regrets américains rapportés dans un télégramme du secrétaire d'État, Dean Rusk, 22 juillet 1965, National Security Files, Johnson Library.

[54](#) Télégramme de l'ambassadeur américain à Paris, Charles Bohlen, 27 juillet 1965, National Security Files, Johnson Library.

[55](#) National Security Action Memorandum (NSAM) n° 241, 7 mai 1963, National Security Files, Kennedy Library.

[56](#) *Report on French Gaseous Diffusion Plant*, 13 mai 1963, CIA, archives de la CIA.

[57](#) Voir notamment *French Overflights of US*, 20 octobre 1965, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris ; et une tentative de négociation des Américains à la suite de la demande de survol des États-Unis par un Mirage IV et deux avions ravitailleurs en route vers Mururoa, télégrammes des 26 mars et 13 avril 1966, archives du département d'État, NARA.

[58](#) Du 22 janvier 1966 au 12 juin 1967, une dizaine de photos de

Pierrelatte sont prises, d'après Jeffrey Richelson, *Spying on the Bomb*, op. cit., p. 212. Voir notamment les photos de Pierrelatte (et aussi de Marcoule) lors d'une mission KH-7/*Gambit* le 11 juin 1967 sur le site de National Security Archive, Electronic Briefing Book n° 186.

[59](#) *Potentially Embarrassing Activities in France or in Areas Outside France which Are Controlled by France*, National Security Action Memorandum n° 336, 6 août 1965, National Security Files, Johnson Library.

[60](#) Télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, 25 août 1965, National Security Files, Johnson Library.

[61](#) Voir le chapitre 6. Et les télégrammes de l'ambassade des États-Unis à Paris, 15 février 1965 et 25 août 1965, National Security Files, Johnson Library.

[62](#) *President de Gaulle's Decisions on the Removal of French Troops in Germany and on Relations with NATO*, 10 mai 1966, Paris, câble de la CIA, National Security Files, Johnson Library.

[63](#) *French Strategic Weapons Program*, 20 juillet 1966, Paris, câble de la CIA, National Security Archives, Johnson Library.

[64](#) Entretien avec l'auteur, 3 juillet 2008. Voir notamment Pierre Billaud, *La Véritable Histoire de la bombe française*, La Pensée universelle, 1994 ; et l'article du même auteur dans *La Recherche*, décembre 1996 ; Vincent Jauvert, « Comment les Français ont volé le secret de la bombe H », *Le Nouvel Observateur*, 28 mars 1996 ; Marcel Duval, « À la recherche d'un "secret d'État" », *Défense nationale*, août-septembre 2004 ; et Roger Faligot et Jean Guisnel (dir.), *Histoire secrète de la V^e République*, La Découverte, 2006, p. 220-221.

[65](#) *French Nuclear Tests in the Pacific*, 4 mars 1968, Washington, télégramme du département d'État, NARA.

[66](#) De janvier 1968 à juin 1971, l'AFTAC conduira ainsi à partir d'Hawaï une trentaine de missions, baptisées Burning Light, avec des avions KC-135R. Rapporté dans Jeffrey Richelson, *Spying on the Bomb*, op. cit., p. 215.

[67](#) *Apollo Flights and French Nuclear Tests*, 17 mai 1968, télégramme de l'ambassadeur Sargent Shriver, Paris, archives du département d'État, NARA.

[68](#) Propos rapportés dans Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t. I, op. cit., p. 341.

Chapitre 9

Mai 1968 : le Général tremble ? Tant mieux !

« Dany qui ?

— Il s'appelle Daniel Cohn-Bendit, mais il est surnommé “Dany le Rouge”.

— Et qui connaît ce type ? »

Le silence se fait dans le bureau de l'ambassadeur américain Sargent Shriver. Arrivé en mars 1968 à Paris pour prendre ce poste exposé, le diplomate, beau-frère des Kennedy et peu coutumier des usages français, s'interroge sur les premières manifestations d'étudiants, à Nanterre et à la Sorbonne, en ce début de mois de mai.

À la question sur Dany le Rouge, les fonctionnaires réunis autour de l'ambassadeur se dévisagent les uns les autres, l'air embarrassés. Le conseiller politique, Richard Funkhouser, diplomate chevronné passé par Moscou, n'a aucune information sur ce « Rouge »-là. « Personne ne le connaît », ose murmurer Edward McBride, l'un des attachés culturels. Les officiels américains ont pourtant noué des relations étroites avec les milieux universitaires parisiens et

les élites des grandes écoles afin de tenter d'endiguer l'antiaméricanisme latent des Français, que la guerre au Vietnam ne fait qu'attiser. Mais Nanterre ! C'est bien loin, et les premiers signes de bouillonnement étudiantin, en mars, n'ont eu droit qu'à quelques lignes dans le journal *Le Monde*. Pas de quoi faire trembler l'Élysée, et encore moins la Maison-Blanche.

Néanmoins, l'ambassadeur Shriver donne pour consigne à ses équipes d'aller au contact de ce mouvement étudiant imprévisible. Lui-même, un libéral passionné par les courants de protestation aux États-Unis, se rend plusieurs fois rive gauche afin de prendre la mesure des manifestations. La résidence de l'ambassadeur, près de l'Élysée, se transforme en lieu de rencontres informelles, ouvert du matin au soir à de longues discussions entre professeurs, étudiants, fonctionnaires du ministère de l'Éducation et diplomates. Un de ses conseillers, Robert Oakley, est chargé de monter un « comité de jeunesse » parallèle à l'ambassade pour dialoguer avec des leaders étudiants ou politiques. De son côté, Edward McBride et son collègue Jim Rentschler, qui s'occupe du centre culturel américain rue du Dragon, vont passer du temps à prendre le pouls du mouvement dans le Quartier latin. Une approche qui tourne progressivement à la sympathie. « Les étudiants étaient ravis qu'on les prenne au sérieux et qu'on leur parle. Cela nous permettait au moins de rendre compte de ce qui se passait¹ », confiera McBride.

L'effervescence soudaine de mai 1968 à Paris surprend la France autant que les États-Unis. Le pouvoir gaulliste paraît

inébranlable. Le satané Général, bête noire des Américains depuis dix ans, tient toutes les rênes. Réélu à l'Élysée en 1965, conforté par la victoire, à l'arraché, de sa majorité aux législatives de 1967, le président semble indéboulonnable, même si l'opposition s'organise et que des signes de mécontentement se multiplient çà et là. La France est sortie de l'OTAN. Son président a prié les soldats américains de quitter le territoire. Il continue de jouer les provocateurs, de Phnom Penh à Québec, critiquant vertement la guerre du Vietnam et l'impérialisme américain. Il s'apprête à faire les essais atomiques d'une première bombe H à Fangataufa, dans le Pacifique. La France est redevenue une grande puissance. L'ambition du Général est accomplie. Qui pourrait le faire trébucher ?

Aux yeux d'Ernest Goldstein, conseiller spécial de Johnson, les Français ne sont pas près de s'opposer à leur gouvernement. « Pour le moment, ils ont perdu le goût pour l'action politique² », écrit-il dans un mémo peu prémonitoire à son président, en février 1968. Des rumeurs récurrentes d'élections anticipées parviennent aux oreilles des diplomates, sans plus de précisions. Reçu à Washington le 22 mars – jour des premiers incidents de Nanterre –, l'ancien ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing explique à ses interlocuteurs du département d'État que le désir de changement existe en France, mais qu'il ne voit pas venir de crise politique « dans un avenir immédiat³ ».

Seule l'apparition à la télévision, début mai, de François Mitterrand, lors de l'émission *En direct avec*, paraît amuser les diplomates américains. Ils estiment que le leader

socialiste, pour lequel ils ont décidément les yeux de Chimène, a été « digne, raisonnable et relativement modéré », et qu'il a « évité les pièges qu'on lui a tendus⁴ », notamment sur son lent rapprochement avec les communistes. Bref, la scène politique s'ébroue sans alarme particulière.

Une « Nouvelle Gauche » inspirée par Mao et Régis Debray

La fermeture de l'université de Nanterre et la convocation de Daniel Cohn-Bendit et d'autres étudiants devant un conseil de discipline provoquent, le 3 mai, la première grande manifestation. Les étudiants se replient sur la Sorbonne, d'où ils sont expulsés *manu militari*. Mai 68 vient de commencer. Le 6 mai, les rassemblements de soutien à Cohn-Bendit s'amplifient. Des voitures sont incendiées dans le Quartier latin, les pavés volent et les policiers font usage de gaz lacrymogènes. Les incidents violents, qui se prolongent et s'étendent en province les jours suivants, sont rapportés par les diplomates américains dès le 7 mai : « Il n'y a pas eu d'émeutes de cette ampleur à Paris depuis les manifestations communistes de la guerre froide, il y a une vingtaine d'années⁵. »

Pour autant, les Américains n'assimilent pas ce mouvement naissant à un retour de vieux démons. Thomas Hughes, de la cellule du renseignement au département d'État, avertit avec justesse ses collègues, dès le 10 mai : « Ce serait une sérieuse erreur d'attribuer la présente

agitation étudiante en France aux forces politiques traditionnelles. Le phénomène actuel est guidé par un mouvement de Nouvelle Gauche, qui rejette autant les partis démocratiques que les communistes comme des membres de l'establishment. La Nouvelle Gauche appelle à une révolution immédiate, et trouve son inspiration dans les travaux du président Mao, de Che Guevara et de Régis Debray⁶. » Selon Thomas Hugues, les slogans générationnels entendus dans les manifs, tels que « Profs, vous êtes vieux ! », renvoient à ceux scandés au même moment sur les campus américains, qui se mobilisent contre la guerre du Vietnam...

Le feu se propage. Les nuits de barricades se succèdent les 10 et 11 mai. Les étudiants sont furieux contre l'emprisonnement de certains de leurs militants et réclament la réouverture de la Sorbonne. La fermeté des autorités provoque l'escalade. Les syndicats ouvriers, CGT en tête, rejoignent le mouvement, appelant à une grève générale de vingt-quatre heures. La colère universitaire, soudain, se transforme en crise sociale. Au sommet de l'État, personne ne bouge. Le président s'apprête à partir, comme si de rien n'était, en visite officielle en Roumanie, tandis que le Premier ministre, Georges Pompidou, est encore en voyage en Afghanistan. Tout juste rentré de Kaboul, le 11 mai en fin de journée, il surprend ses proches par ses remarques acerbes sur de Gaulle, qui, selon lui, « n'existe plus », et par sa soudaine clémence à l'encontre des manifestants⁷.

Après avoir mis sa démission dans la balance à l'Élysée, le

Premier ministre annonce la libération des étudiants emprisonnés et la réouverture de la Sorbonne dès le lundi 13 mai. Un geste censé calmer le jeu. En vain. Les observateurs américains constatent que cette initiative « ne semble pas avoir freiné la détermination du monde du travail à déclencher sa grève générale, qui doit débiter le 13 mai à 1 heure du matin⁸ ».

La France s'enflamme. La Sorbonne et l'Odéon sont envahis, les campus occupés, des usines s'arrêtent, les grèves se propagent dans l'industrie et les transports. Le pays est paralysé en quelques jours, tandis que le pouvoir temporise, craignant surtout des incidents mortels. Lorsque de Gaulle, inquiet, rentre de Bucarest le 18 mai avec quelques heures d'avance, la situation lui a échappé... « De Gaulle rentre ce soir de sa tournée triomphale en Roumanie et annoncera probablement à ses concitoyens à la radio et à la télévision que le prestige de la France n'a jamais été aussi haut depuis Napoléon. Ceci, bien sûr, si la radio et la télévision fonctionnent⁹ », ironise l'ambassade américaine dans un télégramme confidentiel daté du même jour.

En réalité, selon Washington, de Gaulle serait revenu de Roumanie « d'humeur truculente », prêt à « donner une leçon » aux étudiants et ouvriers qui l'ont « poignardé » durant son voyage à l'étranger et ont « terni » sa tournée. En effet, le Général tonne contre Pompidou, qui hésite à envoyer les forces de police pour déloger les étudiants de l'Odéon. « La réforme, oui, la chienlit, non ! » s'empporte-t-il lors d'une réunion de crise le 19 mai. Chienlit ? Le mot est intraduisible en anglais – certains Américains le prononcent

« chier au lit », en précisant que l'expression est un peu vulgaire !

La situation, inquiétante, est résumée ainsi par les diplomates : « En réalité, de Gaulle revient dans une France agitée et semi-paralysée. Les usines sont prises d'assaut par les ouvriers, les chemins de fer et les aéroports sont bloqués ; les agriculteurs doivent manifester le 24 mai ; les 22-23 mai, l'Assemblée nationale discutera d'une motion de censure ; la Fédération de la gauche appelle à de nouvelles élections ; le système éducatif est en pleine révolte, avec des étudiants conspuant les institutions, du Parti communiste à l'Élysée ; des norias de camions de police gardent les stations de radio, la tour Eiffel et d'autres lieux ; les nerfs de la police sont à fleur de peau, et dix mille auxiliaires seraient en train d'être appelés en réserve ; les vieux s'alarment ; les jeunes bougent ; on dirait une nouvelle France¹⁰. »

Une nouvelle France ! Presque un réveil salutaire, croit-on lire. Car les Américains suivent ce capharnaüm – « la version française de la Révolution culturelle », selon Thomas Hugues – avec un mélange de curiosité et d'anxiété. La curiosité, teintée d'amusement, tient à cet embrasement d'un « pouvoir étudiant et ouvrier » qui « défie le pouvoir gaulliste¹¹ » jusqu'à son sommet, hypothèse jusque-là inimaginable pour des Américains en conflit ouvert avec l'hôte de l'Élysée. Mais l'inquiétude affleure, tant le pays semble à deux doigts de basculer dans l'anarchie, au risque de faire le lit des communistes et du camp soviétique.

Pas de danger du côté du Parti communiste français

En pleine « chienlit », les autorités américaines déploient leurs réseaux afin de sonder cette « nouvelle France » en train de bousculer l'ancienne. Et de parer, au cas où, à tout danger « rouge ». Les diplomates poursuivent leur immersion « de terrain » avec les étudiants dans le camp retranché de la Sorbonne et les alentours. Un des attachés de l'ambassade obtient des informations très précises à l'Élysée auprès d'un de ses amis, proche collaborateur de Jacques Foccart, officiellement chargé des affaires africaines et malgaches, mais véritable éminence grise du pouvoir gaulliste. De son côté, le conseiller américain chargé de suivre à Paris les « affaires communistes et soviétiques », Jack Perry, interroge ses contacts dans les sphères dirigeantes du Parti communiste français.

Leur constat est rapidement établi : contrairement aux craintes du gouvernement français, ils ne croient pas à une récupération du mouvement par les communistes. Le fossé est trop grand entre les étudiants « gauchistes » et l'appareil du PCF, dont le numéro deux, Georges Marchais, fustige, dans les colonnes de *L'Humanité*, les « faux révolutionnaires » de Nanterre.

L'ambassadeur Shriver livre cette analyse rassurante, le 19 mai, au département d'État. Selon lui, le PCF a été « surpris et presque secoué » par les événements des deux dernières semaines. Autrefois partisan des manifestations de masse, le parti semble s'être converti aux procédures

politiques classiques d'une opposition « responsable », au risque d'être débordé sur sa gauche. « Les leaders du PCF n'ont pas oublié leur but immédiat, qui est de partager le pouvoir dans ce pays, note Shriver. Ils croient que le moyen pour y parvenir n'est pas la révolution, mais la défaite du gaullisme aux élections grâce à l'union des communistes et de la gauche non communiste. » L'ambassadeur en veut pour preuve leurs appels répétés à finaliser un programme de gouvernement, plutôt qu'à inciter les étudiants et les ouvriers à la révolte !

Certes, le PCF s'inquiète des critiques venues des « gauchistes », qui peuvent altérer le moral de ses militants les plus fidèles. Mais il a « une crainte véritable des désordres dans les rues [...] parce que, si ces désordres provoquent une réaction conservatrice parmi une majorité de Français, les espoirs communistes en pâtiront », note l'ambassadeur. Il ajoute : « Nous ne sommes pas surpris par des indications provenant de plusieurs sources (y compris le ministère de l'Intérieur) selon lesquelles le PCF coopère activement avec le gouvernement pour maintenir l'ordre dans les rues et les usines¹². »

L'une des sources régulières des Américains au ministère de l'Intérieur, le commissaire Gustave Sachnine, qui suit le PCF à la direction des Renseignements généraux, leur dresse, le 20 mai, un tableau apocalyptique des « dangers sérieux » que représentent les communistes dans les turbulences actuelles. Selon le commissaire, ils seraient prêts à se saisir des usines, via la CGT, et à faire tomber le gouvernement, tout en organisant un vrai « deuxième

gouvernement de travailleurs », capable de diriger le pays réel. Cependant, les diplomates restent circonspects face à un tel scénario. « Ce que dit Sachnine est peut-être exagéré », commente l'un d'entre eux, et le policier reconnaît lui-même que « son opinion alarmiste est minoritaire¹³ »...

La CIA évoque un plan secret de vétérans de l'OAS

Une autre « taupe » policière, qui travaille à la direction de la surveillance du territoire (DST), laisse filtrer aux Américains des rumeurs de plans secrets français visant à contrer un éventuel coup d'État communiste. C'est la CIA qui transmet, le 20 mai, ces informations, qu'il faut prendre avec prudence. Leur contenu est surprenant : le président français se serait rendu compte, à partir du 8 mai, que la crise était sérieuse et qu'il ne pourrait pas compter seulement sur le soutien de la police, des CRS ou de la majorité de l'armée. Selon la taupe, de Gaulle se serait alors tourné vers des gens qui lui ont été loyaux durant la Seconde Guerre mondiale, notamment d'anciens résistants et militaires, y compris ceux qui l'ont combattu ces dernières années au nom de l'Algérie française.

« Ces derniers jours, [de Gaulle] a cherché et obtenu des promesses d'assistance des anciens leaders de l'Organisation armée secrète (OAS) Yves Godard, Jacques Massu (qui est arrivé à Paris le 19 mai) et Marcel Bigeard », avance la CIA, qui se trompe sur l'affiliation à l'OAS des deux derniers et

sur le déplacement de Massu¹⁴. L'informateur livre cette précision : les contacts pris avec ces trois hommes ne seraient pas passés par le conseiller spécial Jacques Foccart, ni par aucun gaulliste, mais par « l'intermédiaire d'une employée de l'Élysée » dont l'identité reste mystérieuse. Toujours selon la taupe de l'agence, d'anciens vétérans de la Résistance sont si inquiets d'un coup de force communiste (plutôt d'inspiration « chinoise » !) qu'ils sont prêts à serrer les rangs derrière de Gaulle, à condition toutefois que celui-ci accepte d'améliorer ses relations avec les États-Unis et de laisser entrer le Royaume-Uni dans le Marché commun.

Ces militants se disent capables de fournir une liste de sympathisants communistes prochinois que « deux régiments de parachutistes¹⁵ » et des éléments de la Légion étrangère (en train de gagner le continent depuis la Corse) pourraient aisément arrêter à l'issue d'une manifestation un peu provoquée.

Difficile d'accréditer sans réserve ces rumeurs de reprise en main brutale avec l'aide d'anciens résistants ou de soldats trempés. Seule certitude : des vétérans, pour la plupart rassemblés au sein des comités de défense de la République (CDR), fidèles au Général, se mobilisent en coulisse autour de Jacques Foccart et d'autres grognards gaullistes. Ils seront aux premiers rangs de la grande manifestation du 30 mai à Paris, notamment via le Service d'action civique (SAC) de Pierre Debizet et Charles Pasqua.

En réalité, la peur d'un coup d'État communiste (aidé par Moscou ou par Pékin) alimente de plus en plus de soupçons

dans les allées du pouvoir, avec une bonne dose de paranoïa et d'informations erronées. Le fait que la CIA établisse un rapport sur ce sujet évoqué par la DST laisse supposer que, dans le climat tendu qui prévaut en France après le retour de Roumanie du Général, la centrale américaine juge indispensable de relayer, au moins partiellement, ces rumeurs.

Des messages diplomatiques font d'ailleurs état, les jours suivants, de risques grandissants. « La possibilité que surgisse une situation insurrectionnelle existe pour toutes les raisons qui ont été décrites par Mendès France, non seulement parce que des éléments extrémistes sont prêts à rallumer le feu dans cette atmosphère chargée, mais aussi parce qu'une combustion spontanée est possible¹⁶ », écrit l'ambassadeur Shriver dans la matinée du 24 mai. Parmi les mèches possibles, il cite : les déclarations incendiaires de Cohn-Bendit ; celles de Mitterrand appelant le gouvernement Pompidou à la démission ; le calme trop précaire des rues de Paris ; le mélange invraisemblable de personnages de tout acabit, y compris d'anciens militants de l'OAS « prêts à l'action », accourant dans les quartiers universitaires parisiens ; les rumeurs incessantes qui bruissent à Paris.

Certains affirment que les permissions des militaires auraient été suspendues, que les troupes seraient placées en état d'alerte, que les policiers chercheraient des caches d'explosifs disparus de Corse, que des armes et de l'argent chinois arriveraient dans le Quartier latin en provenance de Berne et de Bruxelles, que la CIA serait derrière les

incidents¹⁷... D'humeur pondérée, toujours bien disposé vis-à-vis de ce mouvement de mai, Sargent Shriver tempère aussitôt, avec une note d'humour, ces signaux d'alarme : « Les observateurs militaires (comme nos attachés militaires à l'ambassade) rapportent, cependant, que l'armée est décontractée et confiante, qu'elle peut maîtriser la situation. Les manifestations de salariés se déroulent d'ailleurs pacifiquement. En fait, jamais, depuis la guerre, Paris n'a semblé si calme. »

« Le consensus des années de Gaulle était une illusion »

Que fait de Gaulle dans cette curieuse ambiance, qui prélude au début des négociations sociales entre le patronat et les syndicats ? En dépit de l'échec apparent de l'opposition, dont la motion de censure est rejetée à l'Assemblée, le président flotte. Dans une allocution télévisée très attendue, le soir du vendredi 24 mai, le Général discourt sans séduire. Il paraît vieilli, usé, décalé. Son annonce d'un référendum sur la participation ne suscite que des commentaires négatifs. La CIA tient d'une bonne source que le Général aurait confié aussitôt à l'un de ses ministres : « Mon discours n'a pas été très bon¹⁸. » En effet, il est à côté de la plaque, loin des enjeux réels et des revendications économiques des quelque neuf millions de salariés en grève.

Un fossé semble s'être irrémédiablement creusé entre le président et le peuple. L'ancien ambassadeur américain à

Paris, Charles Bohlen, revenu à Washington depuis le mois de mars, y voit la confirmation de son jugement peu indulgent sur le Général. Depuis dix ans, de Gaulle « a multiplié les grands gestes, mais n'a pas fait grand-chose concrètement pour soulager le malaise évident des classes laborieuses¹⁹ », confie-t-il à un diplomate européen.

Le roi est nu ! Cette analyse se répand dans les sphères du pouvoir à Washington, où l'antigaullisme est largement partagé. Thomas Hugues, au département d'État, estime que les anciennes « fissures » françaises réapparaissent :

« Au début du mois de mai 1968, la France paraissait se prélasser dans une prospérité inédite, sous l'autorité personnelle forte du président de Gaulle. À la fin de ce mois, les structures de l'État et de la société se désintègrent. Quelle que soit l'issue de cette crise extraordinaire, une des leçons que l'on peut déjà tirer est que le consensus apparent des années de Gaulle a été une illusion²⁰. »

De son côté, la CIA, qui évoque des risques croissants d'incidents, fustige l'« arrogance » du Général lors de son allocution télévisée : « La crise étudiante et ouvrière a atteint sa phase la plus critique. Elle plonge ses racines dans l'incapacité du gouvernement à répondre aux demandes de larges secteurs de l'opinion. Les ouvriers, les étudiants, les agriculteurs sont furieux et frustrés ; la promesse de De Gaulle d'un référendum en juin accompagné d'un large programme de réformes encore indéfini n'a rien calmé. [...] Le recours au vote est extrêmement risqué. Même avec la formulation la plus intelligente qui soit de la question

soumise à référendum, il y a un faible espoir que de Gaulle puisse contrecarrer l'opposition. [...] Il a même plutôt exacerbé la situation avec son arrogance, lorsqu'il a menacé de démissionner s'il ne recevait pas un "oui" massif au référendum²¹. »

La CIA a bien du mal à masquer ses opinions tranchées. Son antigaullisme virulent la conduit à surestimer les chances de l'opposition et déforme sa perception des événements.

Une cellule de crise spéciale informe la Maison-Blanche

Pour l'heure, le pessimisme est justifié. Des manifestations de plus en plus violentes se déroulent dans la nuit du 24 au 25 mai, à Paris comme dans d'autres grandes villes, faisant deux morts et plus de sept cent cinquante blessés. À Washington, une cellule de crise, le France Watch Group, constituée au sein du département d'État, fournit des rapports détaillés, transmis directement au président Johnson. Celui-ci veut suivre la situation heure par heure afin d'étudier toutes les retombées possibles de la crise française, par exemple sur la politique économique ou la diplomatie de la France. L'un des mémos, signé de son conseiller à la Sécurité nationale, Walt Rostow, et daté du dimanche 26 mai, à 11 h 30, est ainsi formulé :

« M. le Président,

« Ci-joint le rapport sur la situation ce matin en France,

plutôt calme, mais toujours sans issue. Si de Gaulle et Pompidou réchappent de cela, je ne vois pas comment ils peuvent éviter une hausse des salaires et des dépenses publiques, qui aura pour conséquences :

- d'affaiblir le franc ;
- de faciliter la coopération monétaire de la France ;
- et, peut-être, sait-on jamais, de réduire son arrogance au sujet de l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun, si l'Allemagne est préparée à se bagarrer sur ce sujet. Mais nous verrons bien...²² »

Le premier protocole des accords de Grenelle entre patronat et syndicats, arraché le matin du lundi 27 mai sous les auspices du Premier ministre Pompidou, semble dessiner les contours d'une sortie de crise, au prix de concessions salariales sans précédent. Deux heures plus tard, les grévistes de Renault, suivis par d'autres, rejettent ce compromis, jugé insuffisant. Le gouvernement comme les centrales syndicales, CGT en tête, sont désavoués. Les grèves reconduites, de nouvelles manifestations se profilent. « Les chances sont assez minces que la France puisse se remettre au travail d'ici à la fin de la semaine²³ », prédit, sans trop de peine, un diplomate dans un mémo à la Maison-Blanche.

Des consignes de silence données aux diplomates américains

L'impasse sociale débouche sur une crise politique. La

France est bloquée. L'Élysée et Matignon, à couteaux tirés, flottent. Le soir du 27 mai, des milliers de militants de gauche se réunissent au stade Charléty autour de Pierre Mendès France, figure historique de l'opposition, qui réclame le départ de De Gaulle et la tenue de nouvelles élections. Le lendemain, François Mitterrand, qui préside la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, tient une conférence de presse où il appelle à la formation d'un gouvernement provisoire resserré qu'il dirigerait avec Mendès France, après le référendum, prévu le 16 juin. Il annonce aussi sa candidature à la très probable élection présidentielle qui suivrait. Le pouvoir semble à portée de main. Dans un de ses mémos, la CIA nuance ce scénario : « Il y a des indications selon lesquelles les communistes sont quelque peu critiques sur le leadership revendiqué par Mitterrand ; de plus, les ouvriers et les étudiants ont récemment manifesté leur hostilité à son égard²⁴. »

De son côté, ne sachant ce qui peut se passer d'ici à ce que se tienne le référendum, le département d'État adresse aux diplomates des consignes de silence afin d'éviter l'apparition de tout soupçon d'un appui américain aux opposants à de Gaulle. « Durant les trois prochaines semaines, les officiels américains seront sous pression pour commenter les développements en France. Je pense qu'il est très important, surtout avant le référendum du 16 juin, que les bureaux s'abstiennent de commentaires spéculatifs à la presse, directs ou indirects, sur la situation en France. De manière générale, on peut dire que les problèmes actuels de la France ne nous satisfont pas. Le désordre intérieur ne

sert pas les intérêts de la France, ni ceux des États-Unis et de l'Europe. Nous espérons que la nation française résoudra ses difficultés présentes. Nous n'avons aucun conseil à offrir sur la manière de procéder²⁵. »

Les États-Unis ne veulent pas apparaître comme des fauteurs de troubles. Mais ils réfléchissent déjà, secrètement, aux conséquences probables de cette crise. « Il est déjà clair que l'autorité de De Gaulle en France sera significativement réduite et que son standing et la place de la France sur la scène internationale seront considérablement diminués », note l'ambassadeur à Paris.

Un peu moins de « grandeur » et un peu plus de soucis domestiques : tel devrait être le cocktail de l'avenir. Sa composition dépendra de la manière dont de Gaulle parviendra à « rester en selle » ou de la personne qui pourra lui succéder. Car, dans le passé, ajoute Shriver, « toutes les aventures diplomatiques françaises – qui ont consisté à secouer l'Alliance, à se rapprocher de l'Est, à conforter nos ennemis au Vietnam, à intervenir au Canada, à bloquer la Grande-Bretagne en Europe – ont reposé sur le prestige et l'initiative du Général²⁶ ».

Le diplomate se prend ouvertement à rêver d'un de Gaulle dont l'antiaméricanisme serait bridé par les problèmes intérieurs, d'un éventuel successeur plus conciliant, d'un pays qui accueillerait les GI avec ferveur et cesserait de critiquer la guerre du Vietnam. Un rêve américain, en somme !

Le Général a disparu pour démissionner !

La nouvelle se propage le 29 mai dans l'après-midi, au moment où la CGT et le PCF organisent une de leurs plus grandes manifestations dans Paris. Après avoir annulé le Conseil des ministres, le Général a dit qu'il partait se reposer vingt-quatre heures dans sa maison de Colombey-les-Deux-Églises, avant de revenir le lendemain à Paris. Mais il n'est pas arrivé sur place. Le mystère plane. En réalité, visiblement démoralisé, craignant pour la sécurité de ses proches, il a secrètement quitté l'Élysée pour gagner en hélicoptère Saint-Dizier, puis Baden-Baden, afin de s'y réfugier temporairement avec sa famille et de sonder le général Massu, qui dirige les forces françaises en Allemagne. Cependant, pour le moment, nul ne sait où il est allé et ce qu'il mijote.

Tout le monde s'interroge. De Gaulle a disparu ? Et s'il avait fui la France définitivement ? La panique gagne les milieux gouvernementaux. Matignon ignore où est le président. Informé directement par le Premier ministre, un rédacteur en chef du journal *Le Monde*, André Fontaine, confie à l'un des principaux diplomates américains à Paris, Woody Wallner, que cette escapade prélude à l'annonce par le Général de sa retraite politique. Pressé de questions par Washington, l'ambassadeur Sargent Shriver convoque une réunion de crise dans l'après-midi.

« Je veux savoir où est de Gaulle ! » tonne-t-il devant ses équipes.

L'attaché militaire, Vernon Walters, très bien introduit

dans les cercles militaires, notamment auprès du général Massu, et surtout à l'Élysée – il connaît de Gaulle depuis 1942 et il est proche du général André Lalande, chef d'état-major particulier du président, ainsi que du capitaine François Flohic, son aide de camp, tous deux partis avec le Général –, donne aussitôt une information fiable, dont personne ne sait d'où elle vient ni s'il faut y croire vraiment :

« Il est en Allemagne, en train de discuter avec les généraux, pour savoir s'ils le soutiendraient en cas de guerre civile. Je ne peux vous dire leur réponse, mais je pense qu'ils le soutiendront. »

L'attaché militaire, flegmatique, répète depuis le début des événements que l'armée restera loyale au Général et que celui-ci va laisser pourrir la situation pour mieux la reprendre en main. Il réitère son analyse. Le chef de station de la CIA, Locke Campbell, est plus mitigé, tout en prédisant, lui aussi, le retour de De Gaulle à son poste. En revanche, Woody Wallner, fort de la confiance du rédacteur en chef du *Monde* et malgré des sources gaullistes divergentes, se dit certain que de Gaulle est « fini », qu'il ait fui ou qu'il revienne. Or c'est Wallner qui est chargé de rédiger le télégramme urgent.

« Écrivez cela²⁷ », ordonne l'ambassadeur Shriver.

Le télégramme est donc expédié à Washington avec ce pronostic tranché et erroné, sans qu'il soit tenu compte des avis de Vernon Walters ou du chef de poste de la CIA. L'ambassadeur manque de prudence. Avec ces renseignements venus de Paris, le département d'État juge

la situation « potentiellement explosive », de même que la Maison-Blanche.

« Nos informations de ce matin indiquent que le général de Gaulle annoncera demain sa démission de son poste de président, écrit ainsi le secrétaire d'État Dean Rusk au président Johnson. La raison apparente de sa décision est sa profonde désillusion dans sa propre capacité à surmonter les difficultés présentes et à restaurer l'ordre social et politique, ainsi qu'à recréer un large consensus en faveur de son leadership. »

Pour faire bonne mesure, Rusk précise : « Il y a peu de choses que les États-Unis peuvent faire pour influencer le cours des événements durant les semaines qui viennent. Il est de notre intérêt de maintenir des relations aussi normales que possible avec la France. Nous ne serions confrontés à la question de l'évacuation des citoyens américains de France que si la situation se détériorait au point de se transformer en guerre civile²⁸. »

Le son de cloche est le même à Langley, en Virginie, au quartier général de la CIA, dont les analystes prédisent, après la démission de De Gaulle, une réaction favorable des étudiants et des ouvriers, la défaite du probable candidat gaulliste Georges Pompidou aux futures élections et l'avènement d'un président de gauche, en l'occurrence François Mitterrand²⁹.

On évoque néanmoins, dans les couloirs du département d'État, d'autres scénarios *a priori* moins probables : un recours possible du Général à l'article 16 de la Constitution

lui donnant les pleins pouvoirs, ou une dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections. Dans ce dernier cas, celles-ci déboucheraient forcément sur la défaite des gaullistes et sur l'avènement soit d'une coalition de centre gauche (Mendès France, Mitterrand, Mollet, Defferre), qui serait, selon Shriver, l'ambassadeur à Paris, « plus positive, moins grandiose et plus en consonance avec la politique américaine », soit d'une majorité de gauche « de type Front populaire », menée par la Fédération de la gauche de Mitterrand et par le PCF, et dont la politique étrangère serait plus imprévisible.

Les préférences américaines en faveur du centre gauche sont clairement exposées³⁰. Personne n' imagine une seconde un retour en force du Général. Disparu de Paris depuis quelques heures, il est déjà enterré pour Washington !

Les purges militaires limitent les risques de putsch

Nul ne semble redouter, en tout état de cause, des divisions dans l'armée, voire un putsch fomenté par des généraux rebelles, comme à Alger en avril 1961. Le département américain de la Défense suit en effet de près les mouvements des troupes françaises. Selon ses informations, collectées par l'attaché militaire Vernon Walters, deux régiments aéroportés et trois unités de blindés ont été positionnés près de la capitale. Les unités de la région militaire de Paris doivent avoir 75 % de leurs effectifs à disposition. Mais « aucune – nous répétons,

aucune – troupe de la Légion étrangère n’a été transportée de Corse ou d’ailleurs vers la région parisienne³¹ », précisent, le 29 mai, les militaires américains, qui ne croient ni à la nécessité de faire appel à la troupe pour maintenir l’ordre, ni à la désobéissance des soldats en cas de mobilisation.

Dans une note circonstanciée à l’attention de la DIA, les services de renseignement du Pentagone, les experts de la défense, suivant l’analyse de Vernon Walters, vont même plus loin, évaluant les risques limités de putsch :

« L’attitude des forces armées françaises durant la crise est largement passive et quelque peu pessimiste. La plupart des officiers semblent attendre les ordres venus d’en haut. Dix années sous la direction du président de Gaulle ont conditionné le personnel militaire à ne pas penser par lui-même ni se mêler de politique. Les purges dans l’appareil ont éliminé la plupart des officiers indépendants d’esprit ou aux opinions politiques trop marquées, à l’exception possible du général Jacques Massu (commandant des forces françaises en Allemagne), du général de brigade Marcel Bigeard (commandant des forces françaises à Dakar) et du général Langlais (parachutistes), plus quelques officiers plus jeunes. Aucun leader du type Nasser n’est apparu, ni à droite ni à gauche. La Sécurité militaire surveille les opinions exprimées par les jeunes officiers, qui sont devenus très dociles. L’esprit de putsch n’existe pas dans l’armée pour le moment. Beaucoup d’officiers, surtout les jeunes, sont très hostiles à une prise de pouvoir des communistes, mais aucun leader n’émerge. »

Aux yeux du Pentagone, l'obéissance prévaut dans une armée française loyale aux institutions démocratiques. Si elle était appelée par le gouvernement pour réprimer une insurrection, elle s'exécuterait sans trop d'états d'âme, « bien qu'il puisse y avoir quelques difficultés avec les soldats conscrits³² ».

Le discours de De Gaulle ? C'est « la France au bord du désastre »

Le jeudi 30 mai, le Général réapparaît pourtant. Selon la CIA, qui a agité ses réseaux, il aurait passé cinq heures, la veille, avec le général Massu sur le chemin entre Paris et Colombey. En réalité, cet entretien s'est déroulé en Allemagne, entre 15 h et 16 h 30, et Massu a tout fait pour convaincre de Gaulle, tenté de se retirer, de ne pas abandonner la partie.

Les arguments d'honneur et de caractère ont été déterminants³³. Massu a-t-il informé le président de ses discussions avec des militaires soviétiques indiquant que Moscou ne soutiendrait aucune insurrection communiste en France ? C'est une hypothèse, puisque le maréchal soviétique Piotr Kochevoï lui a rendu visite à Baden-Baden la veille au soir, a trinqué plusieurs fois à la santé du « grand président de Gaulle » et lui a suggéré plutôt d'« écraser³⁴ » la révolte étudiante ! Massu a-t-il également réclamé, en contrepartie de son appui et de celui de l'armée, la promesse d'une clémence envers le général Salan, le colonel Argoud et d'autres anciens dirigeants de l'OAS encore emprisonnés ?

Son aide de camp, Jacques Richard, se souvient avoir eu écho de cela à la suite de l'entretien³⁵. Peu après, Massu interviendra en ce sens auprès de l'Élysée et Salan sera libéré le 15 juin, en pleine campagne électorale, comme pour donner des gages à l'extrême droite, qui s'est mobilisée pour soutenir de Gaulle contre la « chienlit »³⁶.

En tout état de cause, de Gaulle est revigoré. Après avoir rejoint Colombey en hélicoptère pour y passer la nuit, il est de retour à l'Élysée le 30 mai en fin de matinée, prêt à la contre-offensive. Avant de l'entendre, l'ambassadeur américain Shriver reste catégorique : « Le régime actuel est condamné, la question du jour est de savoir si la transition vers un nouveau régime peut se passer sans guerre civile³⁷... »

Ce scénario noir effraie le PCF. Le président du groupe parlementaire communiste, Robert Ballanger, donne, ce même 30 mai, son avis à un diplomate britannique, qui le retransmet secrètement aux Américains. Selon Ballanger, « de Gaulle va probablement dissoudre l'Assemblée et réimposer l'ordre par la force. Personne ne sait ce qui peut se passer ensuite. Le PCF et la CGT sont catégoriquement opposés à toute forme d'insurrection, mais ne contrôlent pas entièrement tous leurs membres ». Le parlementaire communiste craint des affrontements. « Si des violences sérieuses se déroulaient, il ne voit pas comment le régime pourrait perdurer. Le gouvernement ne peut pas compter sur la loyauté des policiers et des soldats s'ils ont neuf millions de grévistes contre eux³⁸. »

L'allocution du général de Gaulle, radiodiffusée à 16 h 32, après le Conseil des ministres, claque comme un défi à ceux qui prédisaient son effacement : « Je ne me retirerai pas... J'ai un mandat du peuple, je le remplirai. Je ne changerai pas le Premier ministre, dont la valeur, la solidité, la capacité méritent l'hommage de tous... Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale. » L'effet de ce discours remobilisateur est immédiat. Une foule de un million de personnes, menée par les gaullistes, afflue sur les Champs-Élysées et défile pour soutenir le Général. Les événements basculent en sa faveur. Les leaders de gauche, Mitterrand et Mendès France en tête, qui revendiquaient déjà un pouvoir vacant, sont pris à contre-pied.

Dans son bureau de l'avenue Gabriel, l'attaché militaire Vernon Walters expédie un bref télégramme au Pentagone : « Cet après-midi, le général de Gaulle a sonné la charge, comme je l'avais écrit dans mes précédents messages, et la partie est terminée³⁹. » Mais il est un des rares Américains à croire à un tel retournement. Sans doute prisonnier de ses préjugés, l'ambassadeur Shriver estime que le discours de De Gaulle a été très « fort », mais qu'il est bien tardif et qu'il n'a rien offert aux ouvriers, « à l'exception des élections et de menaces implicites⁴⁰ ».

Le directeur de la CIA, Richard Helms, adresse lui-même au président Johnson un rapport très critique sur les « défis » que doit relever de Gaulle. « Les événements des dernières vingt-quatre heures ont placé la France au bord du désastre. En refusant de démissionner, de Gaulle a pris les ouvriers et les étudiants de front. Il s'est transformé en

archétype d'autocrate surpuissant et provocateur. Il a promis des élections législatives, mais pas présidentielles. Il a voulu garder son Premier ministre. Il a menacé d'utiliser les pouvoirs d'urgence. Il a demandé que l'on ravive les comités d'action civique gaullistes, son système de sécurité privée [le SAC]. Il a agité le spectre d'un coup d'État communiste. En résumé, il est sorti de son coin, un peu sonné, pour défier ses opposants, qui le croyaient dans les cordes. »

Le directeur de la CIA est pessimiste. Selon lui, le Général a aggravé les divisions politiques en polarisant de manière simpliste les deux camps adverses : d'un côté les gaullistes et leurs partisans, de l'autre les communistes et leurs alliés. Du coup, le mécontentement des grévistes risque de les pousser au « sabotage », ce qui conduira de Gaulle à intervenir par la force. « Le discours arrogant de De Gaulle pourrait conduire à un durcissement des positions étudiantes et à des tentatives dramatiques pour défier les autorités », écrit Helms. Les seuls atouts dont dispose le Général, selon lui, sont l'armée – sur la loyauté de laquelle il peut compter après avoir vu le général Massu – et les non-grévistes et autres Français qui ne veulent pas d'un bain de sang.

À court terme, pour la CIA, « les chances d'un retour au calme sont très minces ». Des « affrontements sanglants » sont possibles si les manifestations se poursuivent et si les ouvriers continuent d'occuper les usines. En clair, il faut s'attendre à « des troubles, et même éventuellement une guerre civile »...

À plus longue échéance, le directeur de la centrale américaine de renseignement est à peine plus optimiste : « Les gaullistes ont violé et perverti leur propre Constitution à plusieurs reprises. Ils ont traité l'opposition, même la plus modérée, avec dédain et indifférence. Dans son discours d'aujourd'hui, de Gaulle a réaffirmé sa volonté de maintenir la domination de la droite en France. L'opposition, en retour, a réagi à sa frustration politique par un langage révolutionnaire et des appels à des moyens extraparlimentaires pour faire entendre ses revendications. La stabilité politique à long terme de la France a été minée⁴¹. »

On le voit, Richard Helms noircit le tableau, chargeant de Gaulle de tous les maux. Il sous-estime les faiblesses de l'opposition, la lassitude qui gagne certains grévistes, l'envie du retour au calme de larges pans de l'opinion et l'aura encore forte du Général, dont l'appel aux élections va produire ses effets.

Juin, le mois des surprises

Le climat se métamorphose soudainement. Les diplomates américains en poste à Paris, attentifs à l'« air du temps », le remarquent aussitôt sur un ton décalé : « Il ne faut pas y voir forcément une collusion, mais la journée d'hier, quand de Gaulle est rentré de sa retraite à Colombey et a annoncé qu'il relevait les défis, a été exceptionnellement belle à Paris, écrit l'ambassadeur le 31 mai. [...] Le temps est aussi magnifique aujourd'hui. Et c'est la première fois depuis

des semaines que les filles de Paris ont enlevé leurs manteaux et sorti les minijupes d'été. Les terrasses des cafés sont bondées. Est-il présomptueux de supposer que les grévistes commencent à vouloir siroter des apéritifs et regarder les filles, plutôt que de rester assis dans les usines à contempler des drapeaux rouges ? Oui, c'est présomptueux, [...] cependant il faut noter qu'il y a eu un changement tangible d'atmosphère hier⁴². »

Plusieurs observateurs de poids confient aux Américains leur sentiment sur ce revirement. Un de leurs bons contacts, Pierre Gallois, général à la retraite au carnet d'adresses bien fourni dans les milieux politico-militaires, leur explique que les chances d'un succès gaulliste aux élections sont passées de 10 % à 70 % en moins de vingt-quatre heures⁴³ ! Marcel Roques, un journaliste de *L'Humanité*, le quotidien communiste, qui rencontre régulièrement les diplomates américains, affirme que les gaullistes vont gagner les élections et que la crise aura des effets négatifs sur le PCF, qui a été trop prudent et « hors jeu⁴⁴ » durant le mois de mai.

De manière plus étonnante, le premier secrétaire de l'ambassade de l'URSS à Paris, Sergueï Bogomolov, est, lui, très décontracté... Lors d'un repas parisien avec un diplomate américain, le Soviétique se dit ravi que tout « soit sous contrôle ». Selon le compte rendu du déjeuner rédigé par les Américains, Bogomolov estime que les ouvriers ont des « objectifs économiques modestes, non politiques, qui peuvent être satisfaits ». En prenant la décision de dissoudre l'Assemblée nationale, de Gaulle aurait « répondu

à l'essentiel des demandes de l'opposition⁴⁵ », PCF compris. Fervent soutien d'un général de Gaulle favorable à la détente Est-Ouest, Moscou respire, à l'inverse de Washington !

Après l'acceptation d'une hausse de 35 % du SMIC et la promesse d'une réforme des universités, le gouvernement remanié de Pompidou reprend peu à peu la main début juin. Bien que l'économie ait subi un choc et que le franc soit attaqué, les partis se consacrent à la préparation des élections, prévues les 23 et 30 juin. Les ouvriers des raffineries cessent leur mouvement. Les stations d'essence sont à nouveau réapprovisionnées. La majorité des neuf millions de grévistes retourne progressivement au travail, dans les banques, la poste, l'industrie et les transports.

Des incidents violents émaillent des manifestations étudiantes et ouvrières le 11 juin, assombrissant le climat préélectoral. Des tirs policiers font un mort à Sochaux, près de l'usine Peugeot, ravivant la crainte d'un nouvel embrasement. La situation reste tendue. Des débats intenses continuent d'animer le Quartier latin. Dans la Sorbonne toujours occupée, on s'égosille sur les « élections trahison », sur le Vietnam, sur Trotski ou sur la révolution. Le théâtre de l'Odéon est plus propice aux échanges sur les arts ou la libération sexuelle. L'ambassadeur Shriver, qui décrit ce quartier agité, s'en amuse : « La Commune étudiante de Paris passera bientôt à l'histoire comme un morceau de l'héritage révolutionnaire français⁴⁶ »...

Fini la politique de grandeur

Contrairement à leurs noirs pronostics établis fin mai, les diplomates américains constatent, dès le 4 juin, que « la France paraît se diriger, sans confrontation, vers une solution constitutionnelle à l'expérience inattendue et traumatisante du mois de mai ». Celle-ci a secoué toutes « les vaches sacrées du pays, de l'université aux syndicats, en passant par les partis politiques, des gaullistes aux communistes ». Ce qui laissera forcément des traces. « Juin sera le mois des surprises. Et il y a toujours de Gaulle », qui focalise le débat politique entre lui et les communistes.

Selon l'ambassadeur Shriver, peu de commentateurs parient encore sur une victoire gaulliste aux législatives. « Le futur gouvernement, quel qu'il soit après les élections, sera confronté à une batterie de problèmes domestiques, et c'est la solution ou l'absence de solution à ces problèmes qui dominera la scène politique française dans l'immédiat (bien loin de la *politique de grandeur* de De Gaulle, dont tout le monde, ami ou ennemi, s'accorde à dire qu'elle ne peut plus être la même)⁴⁷. »

À l'approche du premier tour de scrutin, les pronostics évoluent. La victoire des gaullistes, par un réflexe anticomuniste, semble désormais possible. Toujours dubitatif, le département d'État évoque cette hypothèse en insistant sur les difficultés qui les attendraient en pareil cas : une situation économique dégradée, des revendications sociales fortes, une opposition remontée, un pays divisé. « Il est difficile d'imaginer que de Gaulle, une nouvelle fois

victorieux, après dix ans de pouvoir et toujours entouré des mêmes soutiens, réoriente drastiquement sa politique afin de satisfaire ceux qui se sont opposés à son autorité⁴⁸ », écrit Thomas Hugues, du département d'État, le 13 juin. Le son de cloche est le même à la CIA, dont la direction du renseignement relève, quelques jours plus tard, « l'étrange apathie du public vis-à-vis de la campagne, qui semble venir de la conviction que ces élections ne vont pas résoudre les problèmes de base qui ont provoqué la crise de mai⁴⁹ ».

Un des principaux informateurs de l'ambassade américaine à Paris, l'ancien député gaulliste Max Brusset, qui avait donné un bon pronostic sur l'évolution de la situation le 29 mai, abonde d'ailleurs dans ce sens. Selon lui, un éventuel succès de son parti, l'UDR, aux législatives ne suffirait pas à régler le problème de fond. Le départ du Général est devenu « nécessaire⁵⁰ » aux yeux de nombreux parlementaires, qui craignent que ses discours enflammés ne les handicapent pour leur réélection.

De retour d'un voyage en France juste avant le premier tour des élections législatives, John McCloy, influent conseiller du président Johnson, rend compte du climat postcrise qui prévaut alors en France grâce à ses contacts avec quelques-uns de ses amis, comme Jean Monnet ou Raymond Aron. Selon lui, « ce sera une élection de la peur⁵¹ », et de Gaulle va gagner de peu.

Nul ne connaît les plans du président

Le raz-de-marée de l'UDR gaulliste, qui obtient 44 % des voix au premier tour et une majorité absolue des sièges au deuxième tour des législatives, le 30 juin, prend donc tous les experts par surprise. Le spectre de la « chienlit » et d'une « tyrannie communiste » agité par les gaullistes a effrayé les électeurs, lassés par deux mois de tensions.

Les Américains sont bien obligés de tirer le bilan de cet étrange scrutin. « Le grand perdant, au moins psychologique, est le PCF, dont le comportement prudent durant les grèves se voulait la dernière preuve de ses efforts pour devenir une force politique respectable, note le département d'État. Il doit maintenant expliquer à ses partisans sa stratégie, qui a consisté à s'abstenir de faire la révolution afin de l'emporter dans les urnes, puis à perdre également sur ce terrain⁵². » La CIA ajoute, encore plus cruelle : le PCF, qui a reculé de 22 à 20 % des voix en un an, a vécu les « deux mois les plus douloureux de son histoire », puisqu'il a accusé les manifestants de « saboter la révolution » avant, en réalité, de « sauver le régime gaulliste »⁵³ !

La gauche socialiste n'est pas mieux lotie, incapable de revendiquer le titre de premier groupe d'opposition tenu par le PCF. « Le rapprochement prudent des dernières années entre les communistes et la Fédération de la gauche ne semble pas avoir convaincu beaucoup d'électeurs. » Du coup, selon l'ambassadeur, « l'avenir de la Fédération et de Mitterrand comme leader de la gauche non communiste apparaît comme de plus en plus douteux⁵⁴ ». Le centre de Jean Lecanuet, également laminé, n'a pas un avenir

« rose ».

Du côté de la majorité, l'UDR peut revendiquer une victoire nette, tout comme l'ancien ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing, son allié des Républicains indépendants. Le Premier ministre Georges Pompidou s'impose comme un « leader national ». « Plus que jamais⁵⁵ », il est l'héritier présomptif du Général.

À l'arrivée, selon Shriver, le Général a opéré une « résurrection ». Il a obtenu la majorité qu'il demandait et le blanc-seing des électeurs, qui ont préféré « le connu à l'inconnu, le vieux au neuf, l'expérience à l'aventure ». Ils ont voté « en faveur de ce qui a été un leadership paternaliste, autoritaire et compétent », en espérant qu'il se régénère un peu⁵⁶. De Gaulle ne prend pas cette direction : le 10 juillet 1968, il annonce un nouveau gouvernement, avec le départ du pragmatique Pompidou, en disgrâce parce qu'il lui a fait trop d'ombre, et son remplacement par le fidèle Maurice Couve de Murville, à l'allure terne, peu porté sur les réformes⁵⁷.

Les motifs de mécontentement risquent de ressurgir. « La stabilité gaulliste n'est peut-être pas éternelle », dit-on au département d'État. « Nous pensons que les désordres prendront des proportions énormes et peuvent échapper à tout contrôle dans l'année qui vient⁵⁸ », ajoute-t-on, plus alarmiste, à la CIA.

En tout cas, de Gaulle, dont le prestige a été « sérieusement endommagé », reste une énigme. « Personne ne sait quels sont ses plans pour le futur ou s'il

va saisir l'occasion de son grand succès pour quitter la scène », écrit Shriver. Un des interlocuteurs privilégiés de l'ambassadeur américain, Ambroise Roux, vice-président du patronat français, très bien introduit à l'Élysée, a pourtant balayé cette dernière hypothèse lors d'un déjeuner entre les deux tours. « Roux a dit que de Gaulle avait fait deux promesses à l'armée : (A) libérer Salan et réhabiliter d'autres membres de l'OAS ; (B) se retirer de la scène rapidement après les élections. De Gaulle a tenu sa première promesse, mais la seconde n'est pas dans son caractère. De Gaulle ne se retirera jamais durant une période de calme relatif, et surtout pas après avoir remporté une grande victoire aux élections⁵⁹. »

C'est exactement ce qui va se passer. En dépit des sombres desseins de la CIA, le calme va revenir, au moins pendant quelques mois. Et de Gaulle tient la barre. Les Américains en sont pour leurs frais. Ils ont, décidément, encore beaucoup à apprendre sur cette France bien compliquée et sur ce sacré Général.

¹ Interview d'Edward McBride, 9 février 2001, FAOHP. Voir également les interviews de Robert Oakley, 7 juillet 1992, et de Richard Funkhouser, 2 février 1998, FAOHP.

² *Memorandum for the President*, Ernest Goldstein, 23 février 1968, National Security Files, Johnson Library.

³ Mémorandum de conversation entre Valéry Giscard d'Estaing, président des Républicains indépendants, et Charles Bohlen, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires politiques au département d'État, 22 mars 1968, archives du département d'État, NARA.

⁴ *Appearance of François Mitterrand on « En direct avec » Television Program*, télégramme de l'ambassade américaine à Paris, 2 mai 1968, archives du département d'État, NARA.

5 Télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, 7 mai 1968, archives du département d'État, NARA.

6 *The French New Left and the Upstaged Communists*, 10 mai 1968, note de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

7 Voir notamment Éric Roussel, *Charles de Gaulle, op. cit.*, p. 863-864.

8 Télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris au département d'État, 12 mai 1968, NARA.

9 Télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris au département d'État, 18 mai 1968, NARA.

10 *De Gaulle Remains Cautious as Situation Worsens*, 20 mai 1968, note de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

11 *Student and Worker Power Challenges Gaullist Power*, 18 mai 1968, note de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

12 *French Communist Party and Current Situation in France*, télégramme de l'ambassadeur Shriver au département d'État, 19 mai 1968. Et aussi *Is the French Left Moving Toward Greater Unity – and Power ?*, 23 mai 1968, note de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

13 *Ministry of Interior Official on Present Communist Danger*, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris au département d'État, 20 mai 1968, NARA. Sachnine fournit régulièrement aux Américains des rapports sur la force et l'implantation du PCF.

14 Le général Jacques Massu, en poste à Baden-Baden, n'est pas venu personnellement à Paris le 19 mai, comme le croit la CIA. En revanche, il a envoyé son aide de camp, le capitaine Jacques Richard, autour du 19 mai, « prendre la température » dans la capitale. Ce dernier a croisé des hauts gradés, arpenté le Quartier latin et rencontré informellement deux de ses contacts à l'Élysée, le patron des voyages officiels et le conseiller Foccart. « J'ai rendu compte de ce qui se passait au général Massu, qui avait aussi d'autres informations venant de France. Celui-ci a ensuite convoqué ses subordonnés pour réfléchir à d'éventuels préparatifs au cas où l'on ferait appel à l'armée pour des opérations de maintien de l'ordre », précise Jacques Richard. Cette mission secrète à Paris se déroule bien une dizaine de jours avant que de Gaulle n'aille voir Massu à Baden-

Baden. Entretiens du colonel Jacques Richard avec l'auteur, 16 et 19 juillet 2008.

[15](#) *Support for de Gaulle during Current Crisis by Former French Resistance Underground*, Intelligence Information Cable, CIA, 20 mai 1968, Johnson Library. Ces appuis sont aussi mentionnés par le département d'État plus tard, après la manifestation gaulliste du 30 mai : *Forces Available to de Gaulle Will Remain Loyal to the Government*, 31 mai 1968, note de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA. Ces anciens résistants et militaires peuvent aussi être liés aux réseaux *stay behind* montés après 1945 par la CIA et l'OTAN pour contrer une éventuelle invasion soviétique, réseaux semi-dormants.

[16](#) *Last Minute Development Prior to de Gaulle's Address*, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, au département d'État, 24 mai 1968, NARA.

[17](#) Cette dernière rumeur fera l'objet d'une discussion, le 6 juin, entre un officiel de l'ambassade américaine et le député gaulliste Alain Terrenoire, bonne source des diplomates. Celui-ci confie que ces « allégations », qu'il juge fausses, proviennent de l'entourage du Premier ministre, où l'on a laissé entendre que la CIA avait versé des fonds en dollars à l'UNEF (le principal syndicat étudiant) pour financer les manifestations et causer du tort au gouvernement. Une « allégation » que le diplomate américain dément formellement, jugeant surprenant que des « officiels français ayant toute leur tête » croient que le gouvernement américain puisse financer des organisations appelant à la chute du gouvernement français et à son remplacement par un régime « au mieux communiste, au pis-aller anarchiste » : *Specific Allegations of CIA Financing of Student Disturbances*, 11 juin 1968, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, National Security Files, Johnson Library.

[18](#) *Aftermath of de Gaulle's Speech*, 26 mai 1968, Intelligence Information Cable, CIA, National Security Files, Johnson Library.

[19](#) Mémoire de conversation entre Charles Bohlen, sous-secrétaire d'État adjoint, et l'ambassadeur danois Torben Bonne, Washington, 22 mai 1968, archives du département d'État, NARA.

[20](#) *France's Ancient Fissures Re-Appear*, 24 mai 1968, note de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

21 *France's Student-Labor Crisis ; Causes and Consequences*, 25 mai 1968, mémorandum de la direction du renseignement, CIA, National Security Files, Johnson Library.

22 Note de Walt Rostow accompagnant un mémorandum de la CIA sur la situation en France, 26 mai 1968, National Security Files, Johnson Library.

23 *French Situation as of 6:00 p.m., May 27, 1968*, mémorandum de Benjamin Read, secrétaire exécutif au département d'État, à Walt Rostow, conseiller à la Sécurité nationale à la Maison-Blanche, National Security Files, Johnson Library.

24 *France, Situation Report as of 16:00, 28 May 1968*, mémorandum de la direction du renseignement, CIA, National Security Files, Johnson Library.

25 Télégramme du sous-secrétaire d'État aux diplomates, 28 mai 1968, archives du département d'État, NARA.

26 *Possible Effects of Present Crisis on French Foreign Policy*, 28 mai 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

27 La scène, méconnue, est narrée par Richard Funkhouser, alors conseiller politique de l'ambassade américaine à Paris, interview du 2 février 1998, *op. cit.* Vernon Walters évoque ses discussions et divergences avec l'ambassadeur, sans citer l'Allemagne, dans son livre *Silent Missions*, *op. cit.*, p. 464.

28 *Outlook for France, Memorandum for the President*, Dean Rusk, 29 mai 1969, département d'État, NARA.

29 *If de Gaulle Resigns*, mémorandum de la direction du renseignement, CIA, National Security Files, Johnson Library.

30 *French Situation as of 12:00 Noon, EDT, May 29, 1968*, mémorandum de Benjamin Read, secrétaire exécutif au département d'État, à Walt Rostow, conseiller à la Sécurité nationale, Maison-Blanche, National Security Files, Johnson Library ; *Outlook for France, Memorandum for the President*, 29 mai 1968, département d'État, National Security Files, Johnson Library ; *Possible Effects of Present Crisis on French Foreign Policy : II : Non-Gaullist Government*, 29 mai 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

31 Télégramme à la DIA, département de la Défense, 29 mai 1968,

National Security Files, Johnson Library. Ces renseignements sont confirmés par l'attaché militaire Vernon Walters dans son livre *Silent Missions*, *op. cit.*, p. 460-461.

[32](#) Télégramme à la DIA, département de la Défense, 29 mai 1968, copie au département d'État, National Security Files, Johnson Library. Cette analyse est reprise et développée dans *Forces Available to de Gaulle Will Remain Loyal to the Government*, 31 mai 1968, *op. cit.*

[33](#) Voir notamment Jacques Massu, *Baden 68. Souvenirs d'une fidélité gaulliste*, Plon, 1983.

[34](#) Voir le récit de la visite du maréchal Piotr Kochevoï dans Jacques Massu, *Baden 68*, *op. cit.* ; et l'analyse détaillée de cette thèse – controversée – d'un appui soviétique à de Gaulle dans Henri-Christian Giraud, *L'Accord secret de Baden-Baden*, Éditions du Rocher, 2008.

[35](#) « Massu était favorable à cette mesure d'apaisement. Il m'a dit ensuite que le sujet avait été abordé lors de son entretien avec de Gaulle, de manière connexe. » Entretiens du colonel Jacques Richard avec l'auteur, 16 et 19 juillet 2008.

[36](#) Le général Jouhaud (qui fait partie des généraux à l'origine du putsch d'Alger en avril 1961) avait été libéré en décembre 1967, et un groupe d'ex-militants de l'OAS en mars 1968. Restaient encore emprisonnés Salan, Argoud et neuf autres membres de l'OAS. Salan sort de la prison de Tulle le 15 juin 1968. Une amnistie est annoncée le 23 juillet. Voir à leur sujet Georges Fleury, *Histoire secrète de l'OAS*, Grasset, 2002 ; Rémi Kauffer, *OAS. Histoire d'une guerre franco-française*, Seuil, 2002, p. 402-403 ; voir aussi « Mai 68 : y a-t-il eu un accord secret Massu-de Gaulle ? », *Historama*, n° 258, mai 1973.

[37](#) *Decisive Day of French Crisis : De Gaulle's Options*, 30 mai 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

[38](#) *Report on French Communist Party Views re Future*, 30 mai 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

[39](#) Rapporté dans Vernon Walters, *Silent Missions*, *op. cit.*, p. 465.

[40](#) *De Gaulle's Speech*, 30 mai 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

[41](#) *De Gaulle's Challenges*, mémorandum sur « la crise française » de

Richard Helms, directeur de la CIA, au président des États-Unis, 30 mai 1968, National Security Files, Johnson Library. Il a aussi été publié intégralement dans Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, op. cit., p. 254-258.

[42](#) *The Mood in Paris*, 31 mai 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

[43](#) Télégramme de la section militaire de l'ambassade des États-Unis à Paris, 31 mai 1968, archives du département d'État, NARA.

[44](#) *Humanité Reporter's Views on French Situation*, 5 juin 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA. Un autre journaliste de *L'Humanité*, Louis Luc, est également en contact régulier avec l'ambassade des États-Unis.

[45](#) *Soviet Views in Paris on French Events*, 31 mai 1968, ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

[46](#) *Student Commune in Paris*, 5 juin 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

[47](#) *Situation Report Noon Juin 4, 1968*, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

[48](#) *France Prepares for Elections – Amidst Renewed Violence*, 13 juin 1968, note de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

[49](#) *The French National Legislative Elections*, 20 juin 1968, Intelligence Memorandum, direction du renseignement, CIA, National Security Files, Johnson Library.

[50](#) *Gaullist Working for de Gaulle's Departure*, 17 juin 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, NARA. Le 29 mai, Max Brusset avait prédit un appel aux élections générales par de Gaulle : télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

[51](#) *Memorandum of Telecom Between Under-Secretary Eugene Rostow and John McCloy*, 19 juin 1968, National Security Files, Johnson Library. Selon McCloy, Pierre Mendès France a refusé le poste de Premier ministre que lui aurait offert de Gaulle avant que ce dernier ne parte pour

l'Allemagne voir le général Massu, le 29 mai 1968. Toujours respecté, Mendès France aurait cependant perdu de son aura à cause de son attitude « équivoque » et de son côté « intrigant » durant les événements. Par ailleurs, les généraux de l'armée auraient promis leur soutien à de Gaulle seulement s'il agissait dans le cadre strict de la Constitution. « Personne ne sait vraiment si la libération de prison de Salan et des autres était une condition du soutien de l'armée », ajoute McCloy.

[52](#) *De Gaulle Wins Again*, 24 mai 1968, Intelligence Note, George Denney, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, National Security Files, Johnson Library ; et *What Next in France ?*, 3 juillet 1968, Intelligence Note, Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, National Security Files, Johnson Library.

[53](#) Selon la CIA, Waldeck Rochet, secrétaire général du PCF, explique, dans son rapport au comité central, le 9 juillet, que la situation de mai n'était pas révolutionnaire et que le principal danger était le « gauchisme » : *The Dilemma of the French Communist Party*, 25 juillet 1968, memorandum spécial, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

[54](#) *Legislative Elections : Final Results and Preliminary Comments*, 1^{er} juillet 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

[55](#) *De Gaulle Wins Again*, 24 mai 1968, *op. cit.*

[56](#) *Legislative Elections : Final Results and Preliminary Comments*, 1^{er} juillet 1968, *op. cit.*

[57](#) Les Américains sont prévenus la veille, le 9 juillet, de l'éviction de Pompidou et de la nomination de Couve, par Max Brusset, député gaulliste : télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, 9 juillet 1968, archives du département d'État, NARA.

[58](#) *The Outlook for France*, 28 août 1968, direction du renseignement, CIA, National Security Files, Johnson Library.

[59](#) *Patronat VP on French Political Scene*, 24 mai 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, au département d'État, NARA.

Chapitre 10

Nixon-de Gaulle : les secrets d'un dégel

« Un jour, Nixon sera président. »

Cette confidence, Charles de Gaulle l'a faite à Georges Pompidou dès le début des années 1950. À l'époque, Richard Nixon était un jeune sénateur républicain ; il allait devenir vice-président aux côtés du général Eisenhower entre 1953 et 1960, puis candidat malheureux face à John Kennedy aux présidentielles de novembre 1960¹.

Plusieurs fois par la suite, Nixon, en pleine traversée du désert, a tenu à rencontrer le Général, qu'il admirait profondément. Pour sa part, de Gaulle a toujours apprécié l'intelligence de l'Américain, ses propos directs, son ambition carrée, même s'il ne partage pas toutes ses positions. Après une rencontre à Washington en avril 1960, il avait vu en Nixon « une de ces personnalités franches et fermes sur lesquelles on sent qu'on pourrait compter pour les grandes affaires s'il lui incombait, un jour, d'en répondre au premier rang² ».

Le 8 juin 1967, lors d'un tête-à-tête à l'Élysée, Nixon a exprimé son regret de n'avoir pas suivi les conseils du

Général juste avant les élections de 1960 : « Je me rappelle très bien ce que vous m'aviez dit à un dîner aux États-Unis : vous m'aviez recommandé de me faire l'avocat d'une Amérique et d'une approche nouvelles ; vous aviez reconnu que cela me serait difficile puisque je faisais partie de la législature précédente. Pourtant, j'aurais peut-être été élu si j'avais suivi votre conseil. »

Pour la présidentielle à venir, en novembre 1968, la situation est différente. « Je peux considérer les choses de manière tout à fait dégagée », a dit Nixon, qui se prépare à être candidat républicain. De Gaulle aimerait vraiment que son visiteur puisse succéder au président démocrate Johnson, qu'il n'a jamais apprécié. Il lui a redonné son avis : « Je reconnais que, dans la situation actuelle, il sera très difficile pour les États-Unis et pour vous personnellement d'assumer une attitude nouvelle à l'égard du Vietnam. Je pense que l'intérêt profond des États-Unis consiste à se dégager du Vietnam³. » Début 1968, le président français a confié à Vernon Walters, nouvel attaché militaire à Paris, que Nixon devrait être élu président, ajoutant qu'un de leurs points communs était d'avoir, tous les deux, « traversé le désert⁴ » dans leur vie politique.

De Gaulle s'est même laissé aller, en pleine campagne électorale américaine, à une autre manifestation de soutien à Nixon. Recevant secrètement, le 20 septembre 1968, l'un des émissaires du candidat républicain, l'ancien gouverneur de Pennsylvanie William Scranton, le Général lui a murmuré : « J'ai des relations très amicales avec M. Nixon, que je tiens en très haute estime. S'il était élu président des

États-Unis, je n'en serais pas fâché, bien au contraire⁵. » Difficile d'être plus explicite.

La victoire de Richard Nixon, le 5 novembre 1968, face au démocrate Hubert Humphrey, ex-vice-président de Johnson, rassure donc le président français. Le nouvel élu, qui entre à la Maison-Blanche le 20 janvier 1969, est bien résolu à tourner la page de la discorde franco-américaine des dix dernières années. L'ère du soupçon réciproque et des chausse-trappes doit s'achever. Cette volonté n'est pas totalement dénuée d'arrière-pensées. À la veille du nouvel an 1969, l'ambassadeur américain à Paris, Sargent Shriver, a décrit le « doute » des Français sur leur avenir et sur leurs dirigeants, encore traumatisés par le choc de mai 1968. De Gaulle a gagné les élections, mais son système de pouvoir a atteint ses limites. Nixon peut espérer en tirer un avantage diplomatique, pourvu de savoir l'amadouer. « D'un point de vue de psychologie politique, les États-Unis sont probablement dans la position la plus forte vis-à-vis de la France depuis le début de cette décennie. C'est un point stratégique qui doit peser très fortement dans les préparatifs des conversations entre les chefs d'État des deux pays⁶. »

Avant même de prendre ses fonctions, Nixon a fait savoir à l'Élysée, par l'intermédiaire de son conseiller Henry Kissinger, des ambassadeurs et de son ex-mentor Eisenhower, qu'il souhaitait se rendre rapidement en Europe afin, notamment, de discuter très longuement avec le général de Gaulle. Celui-ci donne immédiatement son accord de principe. Le déplacement du nouveau président

des États-Unis se profile dès février.

« En préparant mon prochain voyage en Europe, je me réjouis vivement de la perspective de vous rencontrer pour un large échange de vues sur un vaste ensemble de sujets, écrit Nixon à de Gaulle. [...] J'espère sincèrement que, dans les années à venir, nous maintiendrons vous et moi le contact le plus étroit et que nous userons l'un vis-à-vis de l'autre d'un esprit de franchise et de totale sincérité⁷. »

Nixon ne veut pas trop de faste ni de protocole. « Son désir est d'aborder avec le président de la République le fond des choses afin de guider ensuite son action, confirme Charles Lucet, l'ambassadeur de France à Washington. Le président [Nixon] a le sentiment que l'ancienne administration s'est trop préoccupée de l'Asie et du Vietnam et pas assez de l'Europe⁸. » Au-delà des politesses convenues, le ton a vraiment changé.

« Vous voilà donc, monsieur le président ! Je suis prêt à vous parler de tout ce que vous voudrez. »

En recevant Nixon pour son premier tête-à-tête à l'Élysée, le vendredi 28 février 1969, de Gaulle peut jouer les grands seigneurs. Au fond, il est flatté que l'homme le plus puissant de la planète, à peine installé à la Maison-Blanche, vienne immédiatement à Paris prendre son avis. Cela fait presque huit ans, depuis mai 1961, date de la visite officielle de Kennedy, qu'un président américain n'a franchi le seuil du palais de l'Élysée ! Les susceptibilités ont été froissées. Nixon, au moins, a le mérite de se déplacer, de venir écouter le vieux sage de l'Occident, le dernier colosse

de la Seconde Guerre mondiale. De Gaulle l'a accueilli avec le tapis rouge sur le tarmac d'Orly. « Il semblait dominer tout le monde, en haut de la rampe, sans chapeau ni manteau dans un froid glacial », dira Nixon, impressionné par la stature, physique et politique, de son hôte.

Les deux présidents vont avoir quatre entretiens en trois jours, avec pour seuls témoins leurs deux interprètes, le prince Constantin Andronikof côté français et le général Vernon Walters côté américain. Le conseiller Henry Kissinger et le ministre français des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, ne peuvent assister qu'à quelques brefs moments de ce face-à-face singulier, qui permet un tour d'horizon de tous les problèmes mondiaux, de la Chine à l'URSS, du Vietnam à l'Afrique et au Moyen-Orient. Nixon qualifiera de « stupéfiante » la prestation de son interlocuteur, alliant l'éloquence, le pragmatisme froid et la pensée très structurée : « Il n'avait pas toujours raison, mais il était toujours sûr de lui⁹. »

Une leçon magistrale sur l'URSS

Dès le premier rendez-vous, la confiance semble s'installer, Nixon assurant de Gaulle de son souhait de prendre, en toute discrétion, son « conseil » sur la « meilleure politique à suivre », notamment vis-à-vis de la Russie. Alors que la politique étrangère du Général, qui pariait sur une décrispation de l'URSS, a été prise à revers par l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie, fin août 1968, pour mettre fin au « printemps de Prague »,

cette demande de conseil est une déférence calculée. La CIA et le département d'État se sont secrètement réjouis de voir le Général contraint de condamner le coup de force soviétique et de suspendre sa politique d'ouverture vers l'est¹⁰. Mais Nixon n'en laisse habilement rien paraître.

Après avoir affirmé à son visiteur qu'il ne portera pas non plus ces entretiens sur la place publique, de Gaulle se lance, en historien et géographe, dans un véritable cours sur le communisme et l'URSS à destination du président des États-Unis. Il débute ainsi, avec une verve et une hauteur de vue inégalées, refusant d'amalgamer les nations et les blocs idéologiques auxquels elles se rattachent :

« Vous désirez savoir ce que je pense de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique. Nous en avons déjà parlé en 1967, mais j'essaierai aujourd'hui de préciser ma pensée.

« Il y a la Russie et il y a le communisme ; ce n'est pas nécessairement la même chose. Du communisme, nous n'en voulons pas, cela est clair. Du reste, je crois qu'il n'avance plus. Il n'avance pas en France, il ne le fait plus en Italie et pas du tout en Allemagne. Il me semble avoir fait son plein aussi en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et même en Russie. Il n'y présente plus d'attraits, il a perdu son dynamisme. Certes, il peut se maintenir encore longtemps, mais il est trop tard pour lui de chercher à acquérir le monde. Il y a donc la Russie, qui se trouve sous un régime communiste. Elle est quand même la Russie, c'est-à-dire un très grand pays avec beaucoup de ressources, d'orgueil, de la fierté et des ambitions nationales, qui ne sont pas

nécessairement celles du communisme. Cela est un fait. C'est un pays qui a beaucoup souffert et qui est convaincu d'avoir gagné la guerre. Cela est d'ailleurs vrai, car c'est lui principalement qui a cassé les reins à l'armée allemande. Ce pays a de grandes ressources et beaucoup de ressort national ; il accomplit durement des progrès et il le sait. »

Après cette introduction, de Gaulle se fait visionnaire devant Nixon :

« Si, par impossible, vous étiez à la place des dirigeants soviétiques, quel serait votre principal souci ? Ce serait la Chine, l'immense Chine, qui a des milliers de kilomètres de frontière commune avec la Russie, qui hait celle-ci, qui l'a toujours fait et qui la déteste maintenant autant que jamais et qui a aussi des grandes ambitions, presque toutes dirigées contre la Russie, vers la Mandchourie, la Sibérie, l'Asie centrale. Et la Russie le sait. Toute la manière dont, à présent, la Russie, avec un communisme qui n'avance plus, considère l'Occident, et notamment les États-Unis, est en fonction de sa situation, demain, avec la Chine. Elle sait, en effet, qu'elle peut avoir demain à faire face à celle-ci et à l'Occident, en particulier les États-Unis.

« Voilà pourquoi dans l'ensemble, avec des précautions, des avances et des reculs, la politique de la Russie consiste à se rapprocher de l'Occident et des États-Unis. Je ne veux pas dire par là, néanmoins, qu'elle puisse être avec vous en pleine confiance en toutes choses. Vous êtes son rival. Mais elle désire un arrangement, un *modus vivendi* avec vous, afin d'avoir la garantie, ou le sentiment d'une garantie, dans

sa dispute croissante avec la Chine ; elle veut éviter de risquer d'avoir votre action dans le dos. Cela est vrai à l'égard des États-Unis, de l'Occident en général et de l'Allemagne en particulier. La Russie a beaucoup souffert de l'Allemagne, de tout temps, et spécialement au cours de la dernière guerre mondiale, où les Allemands ont été terribles, se sont enfoncés jusqu'au Caucase et ont failli abattre la Russie. Celle-ci ne l'a pas oublié. Son souci constant est de ne pas avoir, dans son dos, une Allemagne qui pourrait lui nuire, l'attaquer ou entraîner contre elle une partie de l'Occident, si un jour elle avait des difficultés graves à l'est. C'est cela, je crois, le principe dominant de sa politique. »

Nixon, inquiet du renforcement de l'arsenal nucléaire de l'URSS, l'interroge ensuite sur le souhait des dirigeants soviétiques de le rencontrer pour parler de détente et de désarmement. Cela ne masque-t-il pas la volonté de l'URSS d'endormir ou de diviser l'Occident ? De Gaulle entame alors un long développement sur le sujet. Il estime que l'URSS ne souhaite pas s'affaiblir, ce qui explique son invasion de la Tchécoslovaquie, mais ne veut en aucun cas conquérir l'Occident.

« Quand vous leur direz que vous êtes prêts à conclure avec eux des arrangements pratiques, par exemple sur le système antimissile, ils vous feront toutes sortes d'amabilités. Ils le désirent depuis longtemps, depuis Khrouchtchev. [...] Du moment que nous ne faisons pas la guerre, que vous n'avez pas l'intention de briser le mur de Berlin, il reste à faire la paix¹¹. »

« Je suis devenu gaulliste », dira Nixon

Toujours empreint de sa conception primordiale des nations, qui, à ses yeux, importent plus que les régimes politiques, de Gaulle insiste également auprès de son visiteur sur l'avenir de la Chine : « Plus ça ira, plus son rôle et son poids seront considérables. Quelle attitude adopter à son égard ? L'ignorer, la laisser cuire dans son jus ? Ou bien s'efforcer d'établir avec elle les contacts possibles ? C'est la voie que nous avons choisie, sans nous faire d'illusions quant au présent, mais, pour la suite, nous pensons qu'il ne faut pas reléguer les Chinois dans les ténèbres extérieures. Il vaut mieux les connaître et avoir avec eux des échanges dans tous les domaines. »

Là encore, l'élève Nixon admet que les États-Unis auraient pu écouter le Général, qui a reconnu officiellement la République populaire de Chine en 1964 : « Il faut reconnaître que nos intérêts seraient peut-être mieux servis si nous nous inspirions de ce que vous me disiez en 1963, à savoir que l'Union soviétique et la Chine étaient deux grandes puissances avec lesquelles il fallait avoir des relations parallèles. Il n'en reste pas moins que la question des relations avec la Chine soulève d'énormes difficultés, pour tout le monde d'ailleurs¹². »

Impressionné, le président américain, épaulé par un Kissinger hyperactif, s'inspirera, au fil des années, de cette vision gaullienne du monde, de sa *Realpolitik*, pour discuter du désarmement avec Moscou et se rapprocher de la Chine, où il se rendra en visite officielle en février 1972. Nixon le

confirmera au président Pompidou en mai 1973 : « Depuis mes conversations en 1967 et 1969 avec le général de Gaulle et avec vous-même, je puis dire que je suis devenu gaulliste¹³. »

Le rapprochement concerne aussi le Vietnam. De Gaulle réitère ses conseils : « Si vous voulez réellement vous débarrasser de cette mauvaise affaire, et donc faire la paix, vous le pouvez. Il n'y a pas d'autre voie que de procéder à la négociation politique, en vue d'un règlement politique, et au retrait militaire. » Le Général n'a guère d'illusions sur ce qu'il adviendra ensuite du Vietnam : « Ce ne sera pas brillant, nous le savons bien et vous le savez aussi, qui avez appris à connaître ces gens. » Selon lui, il n'y a pas d'autre issue.

Le message est entendu par le président américain, qui est à peu près sur la même ligne : « Je suis d'accord, répond Nixon, avec votre conception. Nous devons mettre fin à la guerre aussi rapidement et de la manière la plus sage possible. Elle empoisonne nos relations avec beaucoup de nos amis et complique la question de nos négociations avec les Soviétiques. Mais vous avez aussi raison de dire que nous ne devons pas partir en catastrophe. Il faut que nous ayons une action responsable, [...] que le peuple du Sud-Vietnam puisse réellement se déterminer lui-même¹⁴. »

Au cours de son séjour en France, Richard Nixon demandera au Général l'aide discrète de la France pour héberger, à Paris, des contacts préliminaires avec les représentants du Nord-Vietnam. Ce sera le début des longs

pour parler de paix sur le Vietnam, qui ne s'achèveront qu'avec les accords de Paris, en janvier 1973, confirmant le désengagement américain.

« Je ne suis pas prisonnier du vote juif »

Le Moyen-Orient constitue un autre sujet de relative convergence franco-américaine. Le général de Gaulle réexplique à Nixon la politique française à l'égard d'Israël : un soutien clair jusqu'à la rupture de 1967, lorsque l'État hébreu a mené la guerre des Six Jours, occupant les territoires jordaniens, la bande de Gaza et le Sinaï.

« Nous avions dit à Israël qu'il ne devait pas attaquer, martèle de Gaulle. Nous étions sûrs de son succès militaire, mais aussi que de graves difficultés suivraient et que tout le monde serait mis dans une situation fâcheuse. [...] Nous pensons qu'il doit revenir sur ses lignes de départ. On cherchera ensuite à améliorer ses frontières. Il faut d'abord qu'Israël quitte ses conquêtes, puis il devra être reconnu par tous les pays arabes avec des garanties précises, et nous sommes prêts à y contribuer sur un plan international. [...] On ne peut maintenir la situation actuelle, sinon les malheurs ne feront que croître. »

Le propos est prémonitoire. Nixon partage ce point de vue. Le président américain tient surtout à apporter une précision à son homologue français : « À propos d'Israël, je voudrais vous éclairer sur deux aspects. D'abord il y en a qui pensent qu'aucun président des États-Unis ne peut prendre

une décision quelconque au sujet d'Israël sans tenir compte du vote juif. Ce n'est pas mon cas. »

« Je le sais », l'interrompt le Général.

Nixon poursuit : « Les décisions que je prendrai au sujet du Moyen-Orient, ainsi que celle que je serai amené à prendre sur l'armement stratégique, ne seront pas fondées sur des considérations de politique intérieure. En second lieu, les États-Unis devront, certes, exercer leur influence pour qu'Israël accepte un règlement, mais sans pour cela donner l'impression que celui-ci lui est imposé. Et c'est une question délicate. » En réalité, le président américain, comme de Gaulle, s'avoue « pessimiste¹⁵ » sur ce sujet épineux.

Sans défense nationale, la France « n'est pas debout »

Le samedi 1^{er} mars 1969, de Gaulle et Nixon se rendent au château de Versailles. Leur tête-à-tête se déroule sous les ors majestueux du Grand Trianon. « Louis XIV a dirigé l'Europe depuis cette pièce », clame le Général, plus impérial que jamais avec son visiteur.

Les sujets de la matinée sont plus sensibles encore que ceux des jours précédents, puisque les deux présidents doivent aborder l'OTAN et la force de frappe française, deux pommes de discorde franco-américaine qui ont empoisonné le climat des dernières années. Bien sûr, nul n'est dupe des postures tactiques et des différends qui perdureront. De

Gaulle reprend son refrain classique sur l'Alliance atlantique, à laquelle il demeure attaché : « La France demeure dans l'Alliance et reste l'alliée des États-Unis... Je vous le répète, s'il y avait une guerre mondiale, la France serait avec vous. »

Puis il détaille avec fermeté les raisons, tant diplomatiques que domestiques, qui l'ont poussé à construire sa force nucléaire et, en mars 1966, à retirer la France du commandement militaire intégré de l'organisation atlantique : « L'OTAN, c'est l'absence d'une défense nationale et c'est le seul pouvoir des États-Unis. Or la France ne peut pas subsister telle qu'elle est et qu'elle a toujours été sans une politique et une défense nationales ; sans celle-ci, elle tombe à rien, elle se disperse entre une multitude de partis politiques, elle ne peut pas avoir de gouvernement, elle s'affaiblit, elle n'est pas debout. [...] Le meilleur service qu'elle puisse rendre à l'Alliance, c'est d'être elle-même, avec ses propres forces et sa politique. Car, dans une guerre, une France dotée de sa substance et de sa réalité serait plus utile qu'une France sans âme nationale¹⁶. »

« La bombe française est utile », selon Nixon

La vraie surprise vient de la réponse de l'élu de la Maison-Blanche, qui, pour la première fois, esquisse un virage important dans la politique américaine. « Je crois que je vous comprends bien », dit Nixon, qui se veut réaliste. « J'ai des vues différentes de celles que certains avaient

exprimées auparavant. Je crois, en effet, qu'il est bon que les États-Unis aient à leurs côtés une autre puissance comme la France, qui détienne une capacité nucléaire. Et il n'est pas bon pour les pays non communistes que les États-Unis soient le seul pays à détenir des armes stratégiques. Pour l'avenir, si la coopération européenne se développait, il serait utile qu'elle fût fondée sur la position française. Plus important encore, j'espère que nous pourrions aboutir avec la France, conformément à sa position d'indépendance, à étendre et à approfondir notre coopération militaire dans des conditions plus étroites que celles qui existent aujourd'hui. »

De Gaulle n'en croit pas ses oreilles. Nixon approuve le bien-fondé de sa politique nucléaire... Il suggère même de renouer une coopération militaire sur cette base. C'est la première fois qu'un président américain évoque ainsi la force de frappe française. Les progrès réalisés ces dernières années par la France dans la mise au point autonome de ses armes rendent, *a priori*, la coordination plus importante, et la coopération moins vitale. Cependant, d'après des discussions informelles que des diplomates américains ont eues, les semaines précédentes, avec les militaires français, l'assistance de la part des États-Unis, à l'instar de l'aide fournie à la Grande-Bretagne, serait la bienvenue dans plusieurs domaines, notamment sur les combustibles nucléaires, les gros ordinateurs, la conception des missiles, la sécurité des silos et les réacteurs nucléaires sous-marins¹⁷.

Washington semble disposé à en discuter. Le revirement est total par rapport à l'opposition frontale de ses

prédécesseurs, Kennedy et Johnson, opposition que Nixon juge rétrospectivement stérile¹⁸. « Nous n'avons aucune objection à avoir des relations militaires avec les États-Unis¹⁹ », répond prudemment de Gaulle, en précisant que celles-ci doivent avoir lieu hors du cadre de l'OTAN.

Il ne s'agit encore que de positions de principe. Rien n'est concrètement décidé. Les différences d'approche sur l'OTAN, sur la défense de l'Europe ou sur le rôle de l'Allemagne demeurent. Mais, lors de ces premiers tête-à-tête entre le vieux sage de l'Élysée et le nouveau président des États-Unis, un rapprochement a été esquissé. Les deux hommes entendent garder un contact « étroit sur une base confidentielle²⁰ » sur tous les thèmes abordés. Y compris sur le sujet « top secret » des affaires militaires.

Quelques semaines après son retour aux États-Unis, Richard Nixon revoit brièvement le général de Gaulle à l'occasion des obsèques du général Eisenhower, qui se déroulent le 31 mars 1969 à Washington. Les circonstances rendent plus grave la tonalité de leur entretien. Nixon fait simplement part des premiers contacts en cours avec les Nord-Vietnamiens et de son espoir de conclure un accord durant l'année 1969. Le ton est cordial, presque chaleureux.

Le 15 avril 1969, Nixon valide un premier mémorandum de son conseiller à la Sécurité nationale, Henry Kissinger, sur la coopération militaire franco-américaine. Il s'agit de donner des consignes strictes de discrétion au département d'État et à celui de la Défense. Kissinger veut endiguer les éventuelles questions de certains pays, comme la Grande-

Bretagne, prompt à s'inquiéter de possibles relations privilégiées entre Washington et Paris. « La rumeur selon laquelle des négociations sur une coopération militaire et nucléaire franco-américaine auraient été initiées pendant les entretiens du président avec de Gaulle est infondée, écrit Kissinger aux Britanniques. Les Français ne nous ont fait aucune demande en ce sens et nous n'avons fait aucune offre. » Ce démenti est formellement exact : aucune négociation n'a débuté à Paris. Lors de l'ultime visite à Washington de l'ultragaulliste Michel Debré, ministre des Affaires étrangères, le 9 avril, le sujet a d'ailleurs été soigneusement évité.

Le mémo de Kissinger va même plus loin dans l'art du faux-semblant, puisqu'il ajoute : « Le président n'a aucune indication sur le fait que les Français souhaiteraient nous approcher à propos de possibles arrangements. Il est même douteux que le Général soit prêt à se mettre dans une position de demandeur. »

Cependant, « au cas où nous serions approchés^{[21](#)} », Nixon demande, le 21 avril 1969, à son Conseil national de sécurité de mener une étude systématique de toutes les options possibles en matière de coopération militaire avec la France, incluant les armements nucléaires. Cette étude – le National Security Study Memorandum (NSSM) n° 47 – doit se faire sans préjugés, avec les arguments pour et contre, « en prenant en considération les effets sur nos autres alliances, dont nos relations nucléaires particulières avec le Royaume-Uni ». Et tout cela « dans la plus grande discrétion »^{[22](#)}.

Nixon est, on le voit, bien décidé à changer de politique. Une coopération militaire secrète va effectivement se dessiner entre les rives de l'Atlantique. Mais sous les auspices des successeurs du général de Gaulle²³.

Car le président français, en ce mois d'avril 1969, est à quelques jours d'un vote crucial qui va décider de son sort.

¹ Alors président de la République, Georges Pompidou le racontera à son homologue américain Richard Nixon lors d'une de leurs rencontres au sommet, aux Açores, le 14 décembre 1971. Pompidou : « Vous ai-je rapporté ce que le général de Gaulle m'avait dit, bien avant que vous ne fussiez même vice-président : "Un jour, Nixon sera président" ? » Ce à quoi Nixon répondra : « De Gaulle avait plus confiance en moi que moi-même. » Verbatim des entretiens diplomatiques, archives de la présidence de la République, 5AG2-117, Archives nationales.

² Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, *op. cit.*, p. 257. La préférence de De Gaulle pour Nixon face à Kennedy fin 1960 est aussi mentionnée par Ronald Flack, du contre-espionnage militaire américain en France entre 1958 et 1961, qui avait reçu des confidences d'un aide de camp du Général : interview du 7 janvier 1998, *op. cit.*

³ Entretien entre Richard Nixon et Charles de Gaulle, 8 juin 1967, palais de l'Élysée ; télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, 29 juin 1967, National Security Files, Johnson Library ; et aussi archives de la présidence de la République, 5AG1-202, Archives nationales.

⁴ Rapporté par Vernon Walters dans *Silent Missions*, *op. cit.*, p. 471, et par Richard Nixon lui-même dans son livre *Leaders*, Touchstone Books, 1990, p. 44 (1^{re} édition : Grand Central Publishing, 1982 ; édition française : Plon, 1984).

⁵ Entretien entre William Scranton et Charles de Gaulle, 20 septembre 1968, palais de l'Élysée, archives de la présidence de la République, 5AG1-202, Archives nationales.

⁶ Télégramme confidentiel de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, 31 décembre 1968, département d'État, National Security Files, Johnson Library.

⁷ Lettre de Richard Nixon, président des États-Unis, à Charles de Gaulle, président de la République française, 11 février 1969, correspondances

diplomatiques, archives de la présidence de la République, 5AG1-205, Archives nationales.

8 Télégramme de Charles Lucet, ambassadeur de France à Washington, adressé au ministre des Affaires étrangères, 1^{er} février 1969, entretiens diplomatiques, archives de la présidence de la République, 5AG1-202, Archives nationales.

9 Richard Nixon, *Leaders*, *op. cit.*, p. 73. Voir aussi le témoignage admiratif d'Henry Kissinger, selon lequel de Gaulle « exsudait l'autorité », dans *À la Maison-Blanche. 1968-1973*, t. I, Fayard, 1979, p. 108.

10 Parmi les notes très critiques sur ce revers de la politique de détente de De Gaulle : *French Foreign Policy in the Wake of the Czechoslovak Crisis*, 10 octobre 1968, direction du renseignement, CIA ; *Changes in French Foreign Policy since Czechoslovakia – Tactical or Strategic ?*, 27 novembre 1968, Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État ; National Security Files, Johnson Library.

11 Mémoire de conversation entre le général de Gaulle et Richard Nixon, vendredi 28 février 1969, palais de l'Élysée, Nixon Library ; et compte rendu français du même entretien à l'Élysée, classé « très secret », archives de la présidence de la République, 5AG1-202, Archives nationales.

12 Mémoire de conversation entre le général de Gaulle et Richard Nixon, samedi 1^{er} mars 1969, palais du Trianon, Nixon Library, et archives de la présidence de la République, 5AG1-202, Archives nationales.

13 Entretien entre Richard Nixon et Georges Pompidou, sommet de Reykjavik, 31 mai 1973, archives de la présidence de la République, 5AG2-117, Archives nationales.

14 Mémoire de conversation entre le général de Gaulle et Richard Nixon, dimanche 2 mars 1969, palais de l'Élysée, Nixon Library ; et archives de la présidence de la République, 5AG1-202, Archives nationales.

15 Mémoire de conversation entre le général de Gaulle et Richard Nixon, 28 février 1969, *op. cit.*

16 Mémoire de conversation entre le général de Gaulle et Richard Nixon, samedi 1^{er} mars 1969, *op. cit.*

17 La liste des « centres d'intérêt » des Français en matière d'aide américaine pour leur armement nucléaire porte davantage sur les

moyens de lancement (missiles, sous-marins, avions, silos) de la force de frappe que sur les têtes nucléaires : *Policy Study : US Assistance for French Nuclear Forces*, 3 février 1969, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

18 « Nous étions bien décidés à mettre un terme aux vieilles querelles », écrira Kissinger, qui considérait que les « anathèmes » des administrations Kennedy et Johnson contre de Gaulle avaient vainement tenté d'isoler la France afin de lui faire « expier » sa sortie du commandement de l'OTAN : *À la Maison-Blanche. 1968-1973*, t. I, *op. cit.*, p. 110.

19 Mémorandum de conversation entre le général de Gaulle et Richard Nixon, samedi 1^{er} mars 1969, *op. cit.*

20 Propos du général de Gaulle après la visite de Nixon rapportés par Bernard Tricot (secrétaire général de la présidence de la République) à l'ambassade des États-Unis à Paris, retranscrits dans un télégramme de l'ambassadeur Sargent Shriver au département d'État, 7 mars 1969, National Security Files, Nixon Library. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, confirme, lors d'une visite à Washington, le 20 mars 1969, la « satisfaction » de De Gaulle de voir les malentendus franco-américains se dissiper : mémorandum de conversation entre Chaban-Delmas et Nixon, Nixon Library.

21 *Guidance to State and Defense Departments on our Attitude Toward Military Cooperation with the French*, mémorandum d'Henry Kissinger pour le président, 15 avril 1969, validé par Nixon ; voir aussi *US-French Military Relations*, mémorandum d'Henry Kissinger (Maison-Blanche) au secrétaire à la Défense, 22 avril 1969 : National Security Files, Nixon Library.

22 L'étude est ordonnée dans *Subject : Military Relations with France*, 21 avril 1969, National Security Study Memorandum n° 47, National Security Files, Nixon Library. Voir aussi Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, p. 180.

23 Voir les chapitres correspondants dans la période Pompidou (chapitre 14) et Giscard d'Estaing (chapitre 19).

Chapitre 11

De Gaulle démissionne ? Ouf !

Est-ce la fatigue de l'âge ? l'orgueil blessé après les tensions de mai 1968 ? un ultime défi lancé au pays ? Il y a un peu de tout cela, sans doute, quand de Gaulle propose aux Français, début 1969, un référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat. Il prévient lors d'un entretien télévisé, le 10 avril : si sa réforme est refusée, il quittera ses fonctions de président de la République. En mettant tout son poids dans la balance, il pose la question de confiance. En sachant pertinemment que cette dernière risque de lui faire défaut.

Les signes de la lassitude qu'il éprouve à son poste n'ont pas manqué. Malgré la victoire écrasante de son camp aux élections législatives anticipées de juin 1968, le président n'est plus le même. Son sursaut du 30 mai, à son retour de Baden-Baden, sa décision de dissoudre l'Assemblée, le triomphe des urnes ne peuvent effacer complètement la plaie ouverte par ces « événements », qu'il n'a, au fond, pas vraiment compris. Certes, depuis lors, le pays convalescent s'est remis au travail, le parti gaulliste tient l'Assemblée, et le gouvernement, dirigé par le fidèle Maurice Couve de Murville, a entamé quelques-unes des réformes

domestiques urgentes, notamment sur l'université. Mais un ressort s'est brisé dans l'esprit du Général. Il sent qu'un fossé s'est creusé entre lui et les Français. C'est une blessure irrémédiable.

À l'un de ses visiteurs américains, l'ancien gouverneur de Pennsylvanie William Scranton, qui lui avouait, le 20 septembre 1968, être « impressionné » par la manière dont il avait « réglé les problèmes de la France », de Gaulle a répliqué d'une formule presque contrariée : « On ne redresse jamais définitivement une situation. Cela exige des efforts constants¹... »

Fin 1968, la CIA dresse déjà le bilan du gaullisme

À l'Élysée, le maître semble découragé de devoir, sans cesse, se remettre à l'ouvrage. Fin novembre, il a refusé la dévaluation du franc que la spéculation anticipait. La situation économique et sociale demeure tendue. Une étincelle peut rallumer le feu à tout instant. « Beaucoup de Français sont inquiets pour les mois à venir et les chances de leur vieux Général de les conduire sur un terrain plus ferme », constate, à la mi-décembre, l'ambassadeur des États-Unis, Sargent Shriver. Selon lui, « le craquement peut venir cet hiver ou au début du printemps, quand les ouvriers commenceront à ressentir les effets de la hausse des prix et du chômage ».

De plus, les milieux d'affaires restent sceptiques, le système éducatif est toujours en ébullition, le Premier

ministre est « politiquement inexpérimenté » et la grogne monte dans les rangs de la majorité. Seule consolation pour cette dernière : l'opposition, sonnée par sa défaite électorale, est encore « plus dévaluée par les événements de mai que la confiance dans le franc n'a été écornée par la crise monétaire² »...

Dans un rapport intitulé *De Gaulle et la V^e République, 1958-1968*, rédigé le 20 décembre 1968, la CIA brosse le tableau des années passées pour mieux dessiner les contours de... l'après-gaullisme, qui, selon elle, se profile à l'horizon. Au crédit du régime : des institutions politiques plus stables, incontestées, qui ont permis de traverser les crises, telle celle de mai. « Les étudiants qui défiaient l'autorité se concentraient sur le président lui-même, pas sur le système présidentiel de la V^e République », notent, avec une pointe d'ironie, les experts de la direction du renseignement. Au passif du Général : un système « inflexible et peu à l'écoute des revendications de larges secteurs de la société », une politique étrangère peu accommodante avec les États-Unis et un peu trop avec l'URSS.

La suite ? Aucun nom n'est cité, la CIA se contentant d'avancer que « tout successeur » (qu'il soit gaulliste ou non) serait plus pragmatique, plus enclin à soutenir l'intégration européenne, et surtout plus corseté par des considérations de politique intérieure. « Certains éléments gaullistes de la politique étrangère devraient survivre au Général, notamment ceux qui avaient été lancés par la IV^e République³ », comme la force de frappe. Pour le reste,

de Gaulle est déjà jeté aux oubliettes !

D'ailleurs, dès janvier 1969, Michel Poniatowski, secrétaire général des Républicains indépendants et bras droit de Valéry Giscard d'Estaing, allié traditionnel des gaullistes, se dit certain que le Général, affaibli par l'âge et les problèmes sociaux, va écourter son mandat « avant que la situation ne lui échappe », probablement au lendemain d'un prochain référendum, au printemps, sur la réforme du Sénat, sujet jugé peu populaire. « Et puis, il y aura des élections et Pompidou deviendra président », confie Poniatowski aux Américains. Il révèle ainsi que son parti soutiendra cette candidature, parce que Giscard en a parlé avec Pompidou et que ce dernier « est un homme très compétent », qui « fera un meilleur boulot que de Gaulle⁴ » !

Lorsque Georges Pompidou annonce à Rome, le 19 janvier 1969, qu'il a l'intention de succéder, un jour, au général de Gaulle, le scénario se profile. La rupture est consommée entre le président et son ancien Premier ministre. « Le problème de la succession devient un problème politique dans les rangs gaullistes⁵ », commente le département d'État. Désormais, le régime est en sursis. « Le coup mortel a été porté par Pompidou à Rome⁶ », glissera François Mitterrand aux Américains.

Un référendum aux allures de « suicide politique »

Le 2 février 1969, le général de Gaulle annonce

effectivement le projet de référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat. Les partis d'opposition, du PSU au centre, se prononcent pour le « non », de même que les Républicains indépendants de Giscard d'Estaing, « avec regret, mais avec certitude ». Cette large coalition de refus sonne, d'avance, le glas d'un texte qui ne passionne pas les foules. Après avoir hésité à le retirer pour lui préférer une adoption parlementaire, de Gaulle insiste, sans beaucoup d'illusions, presque fataliste. « Je suis très serein, murmure-t-il, le 22 mars, à son chef d'état-major particulier, le général Lalande, parce que s'ils disent "non", je partirai. Il faudra bien que cela se fasse un jour. Les choses ne peuvent pas tenir éternellement et ce serait un départ très convenable⁷. »

Ce renoncement est-il perceptible hors des murs de l'Élysée ? Au fur et à mesure que la date du vote, le 27 avril, se rapproche, l'incertitude grandit. « La très large indifférence au sujet du référendum – le cinquième sous l'ère de Gaulle – l'a contraint à mettre en jeu son pouvoir afin de limiter l'apathie générale, d'augmenter la participation et de provoquer un vote de soutien assez fort pour éviter un échec politique embarrassant⁸ », estime le département d'État. Du coup, « le contenu de la réforme soumise au vote est largement éludé par la question de confiance personnelle posée par de Gaulle⁹ », ajoutent les diplomates, le 25 avril, dans une note titrée pour la première fois « Et si de Gaulle perdait... ».

Le soir même, le Général lance son dernier appel télévisé en faveur du « oui » ; s'il est désavoué, il le dit avec gravité :

« Ma tâche actuelle de chef de l'État deviendra évidemment impossible et je cesserai aussitôt d'exercer mes fonctions. » Alors que sa victoire semblait acquise en mars, l'hypothèse d'une défaite n'est plus saugrenue et un sentiment de fin de règne commence à se répandre.

Les experts des Renseignements généraux, au ministère de l'Intérieur, donnent encore une victoire du « oui » à 56 %. En revanche, le dernier sondage d'opinion, publié le 21 avril, indique un résultat inverse. Les Américains bénéficient, à quelques jours du scrutin, de révélations troublantes. D'une part, le nouvel ambassadeur français nommé à Pékin, Étienne Manac'h, leur narre une scène qui l'a profondément marqué. Le 22 avril, juste avant son départ pour la Chine, le diplomate français, ancien de la France libre et ami du socialiste Guy Mollet, a rendu visite au président. Interrogé sur les suites du référendum, de Gaulle a répondu « d'une manière sombre » que cela pourrait être leur dernière rencontre à l'Élysée, parce qu'il ne serait probablement plus là la prochaine fois que l'ambassadeur reviendrait à Paris. « De Gaulle a dit que si les résultats du référendum n'étaient pas ce qu'il souhaitait, il démissionnerait immédiatement. » Selon Manac'h, « son attitude était plutôt à la résignation¹⁰ ». Les jeux semblent faits.

Un autre informateur de premier plan paraît paniqué à cette idée : Jean-Yves Haberer. Le directeur de cabinet de Michel Debré, ministre des Affaires étrangères, explique aux Américains, le vendredi 25 avril, que le gouvernement français est persuadé que de Gaulle va perdre l'élection et

que, « dans ce cas, il faut se préparer à une prise de pouvoir de la gauche ».

Le télégramme qui rend compte du message d'Haberer se poursuit ainsi : « Il a dit que des plans adéquats ont été préparés et cachés. Pour cette raison, Debré, qui est maintenant en Alsace, ne doit pas revenir à Paris avant mercredi prochain. » Dubitatifs sur ces plans de comploteur, les diplomates américains en poste dans la capitale commentent ainsi ces alertes : « Debré (et donc Haberer) est enclin à vouloir conjurer le spectre du désordre. Selon notre analyse, il semble simplement que le gouvernement, ou au moins Debré, veuille nous faire passer un message¹¹. » Une sorte d'appel à la vigilance. Au cas où.

Peu de désordres en vue et Pompidou favori

Les Américains perçoivent qu'un moment historique se prépare. Après plus de dix années de conflit ouvert avec le président français, ils vivent le samedi 26 avril comme une veillée d'armes. Avec l'espoir secret d'une chute imminente du Général et la crainte qu'elle ne provoque trop de remous. Ils ne veulent rien laisser paraître de leur probable soulagement, ni de leur éventuelle satisfaction à voir lui succéder un « ami de l'Ouest », tel le centriste Alain Poher, ni de leurs inquiétudes collatérales concernant de possibles troubles. L'ambassadeur à Paris Sargent Shriver envoie, ce jour, une note circonspecte à Washington. Il y détaille les différents scénarios :

« Les pronostics sont si serrés pour le référendum que les écarts ne sont pas mesurables. Mais il est possible que de Gaulle ne soit plus président de la France lundi matin. S'il l'est toujours, c'est qu'il aura gagné de justesse, mais sans l'appui d'une majorité des électeurs français. Que ferons-nous dans pareilles circonstances ?

« Si de Gaulle perd, je crois qu'il démissionnera pour de bon, malgré de possibles efforts des gaullistes ultras, comme Debré, pour organiser un schéma afin de rester aux commandes ou une nouvelle candidature de De Gaulle aux présidentielles. Un mouvement des communistes ou un désordre des ouvriers et des étudiants en vue d'établir un pouvoir de gauche, avec une participation communiste, ne me paraissent pas des hypothèses plausibles. Donc, nous devrions avoir à faire face à une France gouvernée par le président du Sénat, Alain Poher, un ami de l'Ouest, pour les trente jours qui précèdent une nouvelle élection présidentielle. Pour cette élection, Pompidou tient le rôle de favori. C'est un homme avec lequel nous pouvons travailler. Les autres candidats pourraient être Giscard d'Estaing, Poher lui-même, probablement quelqu'un de la gauche non communiste et un communiste, probablement Waldeck Rochet. À moins, bien sûr, que Pompidou ne réussisse à rassembler tout ce monde dans une coalition d'unité nationale, une tâche politiquement difficile. »

Après ce passage en revue des possibles candidats, qui dénote l'inclination américaine pour Poher et une tolérance pour Pompidou, l'ambassadeur en vient à quelques conseils de communication. « Si de Gaulle perdait, le président Nixon

devrait envoyer immédiatement un message amical assurant le gouvernement français du soutien total des États-Unis dans la période préélectorale et demandant que la France poursuive son aide aux efforts déployés en faveur de la paix. Rien ne devrait être dit qui puisse être interprété comme une approbation de Poher comme président. » Masquer la préférence pour le centriste Poher : tel est le but de la recommandation.

Shriver précise également, concernant de Gaulle : « Aucun message personnel du président Nixon ne devrait être envoyé à de Gaulle avant que la situation soit clarifiée, car il peut gagner ou perdre avec un écart très faible. Mais un message oral pourrait être souhaitable dans tous les cas. » Les États-Unis s'attendent également à une éventuelle spéculation immédiate sur le franc, surtout s'il y a des manifestations de gauche : « Nous devons être prêts à offrir immédiatement et publiquement notre soutien monétaire, aux côtés du FMI, afin de préserver la stabilité du franc si une crise survient. »

Enfin, Shriver entend rester très prudent : « Nous réfléchissons à ce que les États-Unis devraient faire (A) si le désordre s'installe et (B) si une campagne présidentielle démarre la semaine prochaine, et à quels sont nos intérêts dans ce cas. Pour le moment, je ne vois pas comment une quelconque ingérence américaine dans les affaires politiques intérieures françaises pourrait être souhaitable, tant que l'hypothèse d'un gouvernement non communiste demeure la plus probable. Mais nous continuons d'examiner cette question¹². »

Le péril rouge reste l'ennemi principal de Washington. S'il pointait vraiment le bout de son nez, les Américains ne resteraient pas inactifs, qu'on se le dise !

Ce télégramme de Shriver est transmis à la Maison-Blanche. Le département d'État y ajoute quelques commentaires. Tout d'abord, de Gaulle a promis de démissionner en cas d'échec, et, selon le département, « il n'y a aucune raison de penser qu'il bluffe ». Ensuite, les pronostics montrent qu'il peut gagner, mais que rien n'est joué. Enfin, si le référendum est rejeté, le département d'État redoute qu'un message immédiat envoyé au président par intérim, Alain Poher, ou au Premier ministre, Maurice Couve de Murville, soit mal perçu.

« Cela provoquerait des critiques contre une implication des États-Unis dans la campagne électorale présidentielle. Couve a fait campagne activement pour le référendum, tandis que Poher est l'un de ses principaux opposants et un possible candidat centriste contre les gaullistes aux présidentielles. Deuxièmement, pour les États-Unis, envoyer un message de soutien dès que de Gaulle quitte son bureau pourrait suggérer que nous avons de sérieux doutes sur la stabilité de la France pendant la période d'intérim¹³. »

L'administration suggère donc d'attendre au moins quelques jours après le départ du Général pour expédier un message, ou de ne l'adresser qu'en cas de désordre ou d'attaque contre le franc. La Maison-Blanche suivra la première recommandation.

La démission du Général ? « Cachez votre satisfaction »

Le verdict est sans appel : au soir du dimanche 27 avril, le « non » obtient 54 % des suffrages. Ce rejet massif s'apparente bien à une défiance des Français à l'encontre de leur président à la suite de près de onze années de pouvoir souverain. « J'ai été blessé en mai 68. Et maintenant, ils m'ont achevé », dira de Gaulle. Reclus toute la journée à la Boisserie, sa demeure de Colombey-les-Deux-Églises, le Général prend immédiatement acte des résultats. Sa démission est rendue publique avant minuit. Une ère de « grandeur » s'achève par ce vote sanction.

À Washington, les diplomates se frottent les mains. Le secrétaire d'État, William Rogers, envoie, le 27 avril au soir, des instructions de « *no comment* » à toutes les ambassades au sujet de la démission de De Gaulle : « Elle ne doit pas – je répète – ne doit pas être l'occasion d'exprimer une satisfaction ou un soulagement. Nous n'oublierons pas les immenses services que de Gaulle a rendus à la France et à l'ensemble du monde libre¹⁴. »

L'épithète est brève, l'hommage minimal, la consigne révélatrice : ce sont bien la satisfaction et le soulagement qu'il faut cacher !

Les États-Unis se projettent déjà dans l'après-de Gaulle. Pour Thomas Hugues, directeur du renseignement au département d'État, les risques de désordres ou de tentatives de coup d'État sont faibles. La situation n'a rien de catastrophique. Le mot d'ordre est : pas de panique.

« Selon notre estimation provisoire :

- dans l'avenir immédiat au moins, il n'y aura pas de violence à grande échelle ;
- le président du Sénat, Alain Poher, sera président par intérim d'ici aux prochaines élections, dans vingt à trente-cinq jours ;
- le franc ne sera pas dévalué, au moins jusqu'aux élections présidentielles ;
- pour le moment, l'ancien Premier ministre Pompidou a les meilleures chances de remporter ces élections ;
- la politique de l'administration Pompidou ne différera pas beaucoup de celle menée par le gouvernement de De Gaulle¹⁵. »

Plus de coopération, moins d'emphase

Un autre pont du département d'État, Martin Hillenbrand, secrétaire d'État assistant aux Affaires européennes, exprime lui aussi son optimisme mesuré dans un long mémo adressé au président Nixon le 29 avril. Même s'il prédit le début d'une éventuelle « période de conflits et de gouvernements instables », le diplomate espère néanmoins des relations plus faciles avec les États-Unis sur tous les sujets internationaux : OTAN, Est-Ouest, Marché commun, Moyen-Orient, affaires monétaires, etc.

« La perspective de long terme est un changement graduel de la politique étrangère française, tant dans les

concepts que dans l'approche, estime Hillenbrand. La notion d'indépendance totale comme une vertu ou une fin en soi sera progressivement dégonflée de son emphase. Nous devrions nous attendre à une approche plus pragmatique, plus coopérative, qui prendra en compte les réalités de la France et de la situation internationale. » Washington, on le voit, respire à l'idée de dialoguer demain avec une France débarrassée de son « emphase » gaullienne.

Les futurs candidats à l'Élysée n'ont pas tous les mêmes qualités pour mener à bien ce virage espéré par les Américains. Hillenbrand l'écrit de manière nuancée : « La rapidité avec laquelle la France prendra cette nouvelle orientation de politique étrangère et sa profondeur seront probablement plus grandes si un candidat centriste, un gaulliste modéré comme Giscard d'Estaing ou un homme de gauche modéré est élu. Le changement sera certainement plus lent en cas d'élection d'un gaulliste classique comme Georges Pompidou (à cette heure, l'hypothèse la plus probable) [...]. »

Autrement dit : Washington préférerait un centriste atlantiste, comme Giscard, plutôt qu'un gaulliste plus orthodoxe, comme Pompidou.

Dans tous les cas, le dialogue entamé par Nixon avec de Gaulle lors de sa visite à Paris en février ne peut, selon Hillenbrand, que s'approfondir avec son successeur. « Cela ne signifie pas, bien sûr, que le nouveau président français, même si c'est un centriste, serait nécessairement d'accord avec nous sur les grands sujets de politique étrangère.

Comme vous le savez, le général de Gaulle était très doué pour réactiver la fierté française, la confiance en soi, l'esprit d'indépendance¹⁶. »

Kissinger redoute un président français plus faible

À la Maison-Blanche, Henry Kissinger estime que cette analyse du département d'État est « trop optimiste ». Grand admirateur du Général, le conseiller à la Sécurité nationale livre donc, de son côté, ses réflexions nostalgiques au président Nixon. Selon Kissinger, la situation politique française « se détériorera très certainement » après le départ de De Gaulle, parce que celui-ci se tenait « au-dessus des partis, glanant des appuis de droite comme de gauche », et qu'il anesthésiait le Parti communiste grâce à sa politique étrangère. « Je doute qu'aucun de ses successeurs puisse contenir les communistes dans une attitude de semi-neutralité très longtemps. » Kissinger craint que la France ne dérive vers un système à l'italienne, avec un parti communiste fort et des coalitions mouvantes du centre et de la droite ayant bien du mal à gouverner. À ses yeux, le rôle du président doit diminuer, car son successeur – probablement Georges Pompidou – n'aura pas son « immense prestige » et peinera à s'extraire des batailles politiciennes.

Par ailleurs, pour Kissinger, en désaccord avec le département d'État sur ce sujet, la politique étrangère française devrait peu changer à court terme. « Tout

mouvement pour rétablir des liens avec l'OTAN ferait l'objet d'une opposition forte de la part de la gauche ; tout relâchement de la position actuelle contre l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun froisserait la gauche et attiserait les problèmes avec les nationalistes français, qui ont été un soutien substantiel à de Gaulle. À plus long terme, la politique étrangère française pourrait être plus difficile à supporter pour nous. Avec un gouvernement moins fort, la gauche pourrait – comme dans les autres démocraties d'Europe occidentale – exercer un veto sur toute initiative de politique étrangère qui lui déplairait¹⁷. »

Si intelligent soit-il, Henry Kissinger n'est, à ce moment précis, pas très perspicace¹⁸. Aucune des inquiétudes qu'il formule ne prendra corps : les institutions françaises résisteront à la succession, le PCF entamera son déclin, la gauche tardera à s'unifier. Qui plus est, Pompidou sera un président à la légitimité incontestée, favorable à l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun et ouvert à la coopération militaire avec les Américains ! Aux antipodes des noirs augures de Kissinger, qui saura rapidement tirer parti, à la Maison-Blanche, de ce retournement de situation.

Même sans de Gaulle, la France ne cesse d'être imprévisible.

¹ Entretien entre William Scranton et Charles de Gaulle, 20 septembre 1968, palais de l'Élysée, verbatim des entretiens diplomatiques, archives de la présidence de la République, 4AG1-202, Archives nationales.

² *Current French Situation and the United States*, 16 décembre 1968, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

³ *De Gaulle and the Fifth Republic, 1958-1968, Special Report, Weekly*

Review, 20 décembre 1968, direction du renseignement, CIA, National Security Files, Nixon Library.

4 *Michel Poniatowski, Secretary General of Independant Republicans, Discusses Current French Situation and Future Prospects of de Gaulle, Pompidou and France*, télégramme du 21 janvier 1969 (entretien le 17 janvier) de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

5 *Pompidou and the Future of the Gaullist Party*, 2 avril 1969, Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

6 *Comments by François Mitterrand at April 23 Lunch*, 24 avril 1969, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

7 Rapporté dans Éric Roussel, *Charles de Gaulle, op. cit.*, p. 905.

8 *De Gaulle Stakes his Rule on April 27 Referendum*, 22 avril 1969, mémorandum de recherche de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

9 *And if de Gaulle Loses...*, 25 avril 1969, note de renseignement de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

10 *De Gaulle on Referendum*, 23 avril 1969, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

11 *Confidential, Paris*, 25 avril 1969, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, National Security Files, Nixon Library.

12 *For Secretary from Shriver, Secret*, 26 avril 1969, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, transmis à la Maison-Blanche, National Security Files, Nixon Library.

13 *US Government Reaction to Outcome of French Referendum this Sunday*, 26 avril 1969, mémorandum de John Walsh, secrétaire général du département d'État, à Henry Kissinger, Maison-Blanche, National Security Files, Nixon Library.

14 *Guidance on US Reaction to Defeat of French Referendum and de Gaulle's Resignation*, 27 avril 1969, télégramme de William Rogers à tous les postes diplomatiques, archives du département d'État, NARA.

[15](#) *Après de Gaulle*, 28 avril 1969, note de renseignement de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

[16](#) *Whither Post-de Gaulle France ?*, 29 avril 1969, mémorandum de Martin Hillenbrand, secrétaire d'État assistant aux Affaires européennes, au président Nixon, National Security Files, Nixon Library.

[17](#) *Thoughts on de Gaulle's Resignation*, 28 avril 1969, mémorandum d'Henry Kissinger, conseiller à la Sécurité nationale (Maison-Blanche), pour le président Richard Nixon, National Security Files, Nixon Library.

[18](#) Il le reconnaîtra d'ailleurs dans ses Mémoires, *À la Maison-Blanche. 1968-1973*, t. I, *op. cit.*, p. 405.

DEUXIÈME PARTIE

Pompidou, l'héritier indocile

Chapitre 12

Pompidou, le successeur que Washington ne soutenait pas

Georges Pompidou ? Dans le fond, les Américains ont du mal à cerner cet homme paradoxal qui entend succéder à de Gaulle. Normalien élitiste, ancien banquier chez Rothschild, il a le physique d'un paysan matois, cultive son ancrage électoral récent dans le Cantal et sait préserver sa popularité. Fidèle collaborateur et Premier ministre du Général durant six ans, c'est désormais un politicien aux ambitions à peine voilées, qui se défie de son ex-mentor. Fin négociateur social lors des secousses de mai 1968, il est aussi un farouche partisan de l'ordre, se posant en rempart contre les communistes ou l'extrême droite. Conservateur bon teint, il apprécie néanmoins l'art contemporain et la compagnie de stars éclectiques, d'Alain Delon à Françoise Sagan. Adepte de l'indépendance nationale chère au président qu'il a servi, il aime également dialoguer avec les Américains.

À plusieurs reprises, lors de dîners informels au début des années 1960, Georges Pompidou s'est confié à son ami Cecil Lyon, le numéro deux de l'ambassade américaine à Paris de

1958 à 1963¹. Devenu Premier ministre, il a pris soin de recevoir les responsables d'outre-Atlantique et de leur parler sur le ton de la confiance, en évoquant ses positions, qui n'étaient pas toujours aussi tranchées que celles du Général, par exemple sur l'élargissement du Marché commun, la sécurité de l'Europe ou la détente avec l'Est². Durant l'été 1965, la CIA a rapporté qu'il envisageait de se lancer dans la course présidentielle de décembre, à défaut de savoir si le Général allait se représenter.

Au lendemain de la crise de mai 1968, à quelques jours des législatives, Pompidou a chaleureusement reçu à Matignon le nouvel ambassadeur américain Sargent Shriver, lui expliquant qu'il était déterminé à « faire tout ce qu'il fallait pour empêcher les communistes de triompher », et que la France n'avait « pas changé de camp » malgré le rapprochement franco-soviétique. Selon lui, la crise des dernières semaines avait « dissipé les nuages qui ont récemment obscurci les relations franco-américaines », qu'il souhaitait améliorer³. Après avoir dû brutalement quitter son poste à Matignon, le 10 juillet 1968, au lendemain des élections gagnées par son parti, Georges Pompidou a continué de cultiver ses bonnes relations diplomatiques, évoquant notamment avec l'ambassadeur américain, en octobre, un projet de voyage aux États-Unis.

Pompidou confie ses ambitions présidentielles

Pompidou est même allé beaucoup plus loin dans ses révélations. Le 13 janvier 1969, à l'avant-veille de son

départ pour Rome, où ses propos sur le fait qu'il serait candidat, le jour venu, à la succession du Général ont provoqué l'ire de ce dernier et une tempête médiatique⁴, il a expliqué très clairement ses plans à un diplomate américain. Selon le télégramme qui a été immédiatement envoyé à Washington, Pompidou s'attendait à « revenir au pouvoir », probablement en tant que chef de l'État, d'ici à la fin de l'année, de Gaulle devant certainement quitter la présidence ou en être chassé. Un « large spectre de forces politiques » l'appellerait ensuite pour prendre la succession. « Pompidou a dit qu'il organisait ses propres activités en conséquence », rapporte le diplomate, citant notamment des déplacements en province et une « série de visites dans certains pays afin de renforcer son image d'homme d'autorité en matière d'affaires étrangères ». Le premier voyage était prévu en Italie, suivi de probables déplacements dans d'autres pays européens, en URSS et aux États-Unis.

Selon le diplomate américain, Pompidou s'est dit « pessimiste » sur la manière dont la France était gouvernée. « Il pense qu'une fermeté maximale devrait être employée en ce moment pour contrôler les étudiants, les ouvriers et les spéculateurs financiers, mais que, pour des raisons qui lui échappent, de Gaulle ne réagit pas assez fermement. » L'ancien Premier ministre se pose en homme d'ordre, pour éviter une dérive trop autoritaire : « Lorsque j'arriverai au pouvoir, je ferai face à une France qui a des tendances fascistes et des demandes fascistes en faveur d'un gouvernement fort, et cela doit être évité à tout prix », dit-il.

Impressionné, le diplomate américain commente ainsi ces confidences, faites sous le sceau du secret absolu : « Pompidou était extraordinairement franc dans ses propos sur ses ambitions politiques, bien que la plupart des leaders politiques français croient, sans en être sûrs, qu'il travaille en vue d'être le prochain président. La probable raison de sa franchise avec nous est son souhait que nous connaissions ses plans, afin que nous les intégrions dans nos propres réflexions. Il est extrêmement important que ce que nous a dit Pompidou soit préservé en toute confiance⁵. » Ces déclarations confirment, en tout état de cause, la volonté affichée de Pompidou de se lancer dans la course à la succession.

Autre anecdote révélatrice : juste avant le passage du président Nixon à Paris, fin février 1969, Pompidou s'est excusé auprès de l'ambassadeur américain, Sargent Shriver, de ne pouvoir assister à une seule réception à cause de sa position en réserve de la République, qui le contraint au silence. « Cela me serait extrêmement incommode de rester à Paris durant la visite du président Nixon, a-t-il dit à Shriver avec un peu d'amusement. Après tout, je ne suis pas en train de diriger un parti d'opposition comme Edward Heath en Grande-Bretagne. C'est pourquoi je m'en irai à la montagne, pour prendre le repos dont j'ai besoin. » L'ambassadeur a bien compris que Pompidou, en pleine forme, n'avait besoin d'aucun repos et que son absence de Paris serait purement « diplomatique ».

« Durant la conversation, Pompidou était franc, direct, même jovial, a précisé Shriver. Il affichait en permanence

son sourire séduisant. Son allure était détendue, sa maîtrise de soi totale. Ses commentaires étaient vifs et réfléchis. Quand de Gaulle quittera le pouvoir, Pompidou, selon moi, n'aura personne, parmi les actuels prétendants, capable de lui barrer la route pour le poste de président⁶. »

Un favori et des opposants divisés

De Gaulle parti, la candidature officielle de Pompidou à l'Élysée, annoncée dès le 29 avril, ne surprend personne. Il est en position de favori, tant ses opposants sont divisés. Contrairement à ce qui s'était passé en 1965, où le PCF et les socialistes s'étaient accordés pour présenter dès le premier tour un candidat commun (François Mitterrand), la gauche, cette fois-ci, s'engage dans la bataille en ordre dispersé. La stratégie d'alliance avec le PCF ayant été contre-productive lors des législatives de 1968, les socialistes de la SFIO cherchent une position plus centriste. À la surprise générale, ils choisissent Gaston Defferre, maire de Marseille et anticomuniste farouche, pour les représenter. Du coup, le PCF charge son secrétaire général, Jacques Duclos, de concourir à la présidentielle, tandis que les héritiers de l'esprit de Mai 68 – Michel Rocard pour le PSU et Alain Krivine pour la Ligue communiste révolutionnaire – viennent mordre son flanc gauche.

Le centre, quant à lui, flotte. Valéry Giscard d'Estaing rallie finalement Pompidou, au nom de la nécessité d'une « candidature d'apaisement ». Non sans arrière-pensées. « Giscard, qui, à terme, veut être président, a estimé qu'il

ne pouvait stopper Pompidou, et il s'est mis à chercher quelqu'un qui pourrait le faire⁷ », note Thomas Hugues, au département d'État. En l'occurrence, c'est Alain Poher, président du Sénat et président de la République par intérim, représentant le centre non gaulliste, qui se lance au dernier moment, le 12 mai, dans la course.

Cette décision modifie la donne, selon les Américains. Un sondage de la SOFRES montre que, sans la candidature de Poher, Pompidou serait élu dès le premier tour avec 58 % des intentions de vote. En lice, Poher, même gêné sur sa gauche par Defferre, pourrait attirer 35 % des voix au premier tour, contre 42 % à Pompidou. « Bien que Pompidou demeure le favori, la force de Poher dans les récentes études d'opinion rend l'issue de l'élection moins certaine qu'il y a une semaine », commente Thomas Hugues. Selon l'analyste du département d'État, les chiffres « suggèrent que la défaite du référendum du 27 avril a peut-être révélé le désir d'une majorité d'électeurs de sanctionner de Gaulle lui-même, mais aussi le système politique gaulliste⁸ ».

Rien n'indique cependant que Poher, qui tente d'incarner le large spectre des partisans du « non » au référendum, puisse réellement s'appuyer ensuite sur une coalition parlementaire solide. Il devra dissoudre l'Assemblée, composer avec les socialistes, alors que les communistes affichent déjà leur hostilité à son égard. Et la conception minimaliste, antigauilliste, de son rôle de président dans les institutions restreint mécaniquement sa marge de manœuvre, alors que Pompidou assume sa vision d'une

présidence active.

Pompidou le « manager » et Poher l'« atlantiste »

Au fil de cette campagne, Washington a du mal à cerner le personnage Pompidou, dont le slogan « Le changement dans la continuité » est assez ambigu pour permettre tous les ralliements possibles. Les diplomates le présentent tantôt comme un rénovateur, tantôt comme un successeur fidèle. S'il veut être élu, « Pompidou a clairement intérêt à prendre élégamment ses distances avec les aspects les plus impopulaires de l'héritage gaulliste⁹ », écrivent-ils le 12 mai. Mais certains gaullistes orthodoxes, comme le ministre des Affaires étrangères, Michel Debré, assurent aux Américains que Pompidou devrait agir en « parfaite conformité¹⁰ » avec la politique établie par de Gaulle, notamment à l'étranger. Le candidat gaulliste l'a d'ailleurs écrit, le 28 avril, au Général : « Aucune des grandes directions que vous avez marquées, notamment en politique extérieure et en défense nationale, ne sera abandonnée de mon fait¹¹. »

C'est sur ce terrain que les États-Unis sont le plus vigilants. La Maison-Blanche a d'ailleurs demandé, dès le 30 avril 1969, au Conseil national de sécurité de plancher sur les scénarios à court terme¹². Les diplomates n'escomptent pas de virage brutal de la politique étrangère française. Elle devrait rester, selon eux, centrée sur le concept, très populaire, d'indépendance nationale. Ils espèrent simplement que cette idée sera mise en pratique avec un peu moins d'agressivité à l'égard des États-Unis :

c'est « la manière hautaine, arrogante et souvent indigeste dont de Gaulle a poursuivi cet objectif en matière de politique étrangère qui l'a rendu difficile à vivre, estime l'ambassadeur Sargent Shriver. C'est donc dans la manière et le style que les choses peuvent commencer à changer. Par exemple, les Français peuvent se poser la question : l'indépendance pour quoi ? [...] S'ils s'interrogent, ils s'apercevront qu'ils seront bien plus indépendants au plan économique s'ils coopèrent davantage avec les États-Unis, qui ont été en première ligne pour aider le franc lors des crises monétaires de mai et de l'automne derniers. »

Les Français devraient donc être un peu moins ingrats !

Les lentes inflexions attendues en matière de politique étrangère sont énumérées par Shriver : après des années de « guerre fratricide » avec la France, les Américains rêvent de poursuivre le « réchauffement du climat » bilatéral amorcé ces derniers mois, notamment lors de la visite de Nixon à Paris. Ils pensent que le départ du Général a levé un obstacle majeur à l'ouverture de négociations pour l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun, même si Pompidou semble vouloir y poser des conditions. Sans espérer un retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, les Américains parient sur une discrète coordination militaire. Ils se réjouissent de la fin de la « vendetta » de De Gaulle contre le dollar. Ils tablent sur un coup de frein donné aux livraisons d'armes françaises aux forces sécessionnistes du Biafra, sur une levée progressive de l'embargo français vis-à-vis d'Israël, sur des relations franco-allemandes et franco-soviétiques un peu moins

chaleureuses. Bref, ils croient à une France postgaullienne qui leur conviendrait davantage.

Dans ce contexte, les candidats à l'Élysée sont présentés de la sorte par l'ambassadeur Shriver :

« Sous Pompidou, l'actuel favori, nous devons anticiper que les Français continueront d'être fidèles à leur réputation de rudes négociateurs, âpres à défendre les intérêts français. Pompidou sera plus concret, plus terre à terre, davantage intéressé par la résolution des problèmes que par leur philosophie, désireux de dynamiser l'économie, ouvert aux arguments factuels à propos des affaires militaires, commerciales, financières, monétaires ou de renseignement. Autrement dit, un manager, un directeur général, pas un théoricien de la géopolitique ou un doctrinaire.

« Si un centriste, tel que Poher, l'emporte, nous pourrions nous réjouir parce qu'il a une longue tradition de soutien à l'OTAN, au Conseil de l'Europe, aux Communautés européennes, et qu'il désire des liens forts avec les alliés occidentaux. D'ailleurs, son équipe comporte déjà de nombreux amis des États-Unis. Mais il sera, lui aussi, entravé pour changer les choses rapidement, à cause de la large majorité gaulliste à l'Assemblée et de dix années de domination gaulliste dans les sphères de l'exécutif.

« Si Defferre gagne, ses souhaits et sa liberté d'action seront presque les mêmes que ceux de Poher¹³. »

Le diplomate n'attend donc pas de miracle. Mais il ne cache pas les faveurs américaines envers l'atlantisme de Poher, voire de Defferre...

Une campagne de pub imaginée en pleine élection française

L'attitude américaine qui découle de cette analyse est évidemment la prudence : si la page gaullienne est tournée, il faut cacher sa joie et éviter de brusquer ces Français si susceptibles. « Tout signe de zèle de la part des États-Unis et d'autres pays, visant à tirer avantage du départ de De Gaulle afin de réorienter la politique française dans les directions que nous souhaitons, pourrait se retourner contre nous, en forçant le nouveau gouvernement français à prouver qu'il est attaché à l'indépendance¹⁴ », prévient Shriver.

Le département d'État exige, par conséquent, le minimum de déclarations publiques et proscrit tout tapage médiatique, qui risquerait d'être contre-productif. C'est pourquoi un projet de spots de publicité institutionnelle en faveur des bonnes relations franco-américaines, imaginé par l'agence J. Walter Thompson en pleine campagne présidentielle française, est abandonné. L'opération, d'un coût de trois millions de dollars, devait être officiellement promue par le Conseil américain de la publicité, qui aurait servi de façade au gouvernement américain. « Je peux déjà imaginer les commentaires hilares des éditorialistes s'ils découvriraient, par une fuite, que la Maison-Blanche est intervenue pour lancer une campagne de pub profrançaise coûtant plusieurs millions de dollars. Et pourquoi pas proallemande, pronéerlandaise ou proaustralienne, tant qu'on y est¹⁵ ! » s'emporte Helmut Sonnenfeldt, conseiller de

Nixon, farouchement opposé à ce projet.

Les consignes seront encore plus strictes à la fin de la campagne électorale. Le 27 mai 1969, au vu de l'incertitude des élections, le président Nixon avalise les conclusions de ses conseillers lui recommandant un attentisme optimiste vis-à-vis de la France. « Alors que les États-Unis seront probablement gagnants, à long terme, sur le plan de la politique étrangère française, le temps n'est pas mûr pour une quelconque initiative américaine majeure¹⁶ », avance le Conseil national de sécurité, qui redoute néanmoins des tensions économiques et sociales après les résultats.

Le message est reçu. Profil bas. « Nous devons faire attention à ne pas nous précipiter vers le nouveau président et son gouvernement. Que ce soit Pompidou ou l'un de ses opposants, il aura besoin de temps pour chausser les grandes bottes laissées par le général de Gaulle, précise le département d'État. [...] Notre rôle doit être celui d'un ami sincère et patient, qui réalise que son partenaire traverse une période difficile et imprévue¹⁷ [...]. »

Washington doit aussi se débattre avec une rumeur insistante à propos d'un financement par les États-Unis de la campagne d'Alain Poher. L'information parvient aux oreilles de l'ambassade américaine à Paris par l'intermédiaire de deux hommes politiques français, qui assurent la tenir de sources très fiables. Le centriste Jacques Duhamel, en train de se rallier à Pompidou, croit savoir que l'argent présumé arriverait à Poher via l'ambassade américaine au Luxembourg. Un haut dirigeant

de l'UDR, le parti gaulliste, rend compte de la même histoire.

Les diplomates, gênés par cette rumeur qui se propage, essaient d'éteindre l'incendie via leurs canaux d'influence dans les milieux politiques : « Avec les bons amis de l'ambassade, incluant les deux personnes mentionnées plus haut, nous avons adopté la ligne de défense selon laquelle de telles informations sont totalement sans fondement et que les États-Unis n'ont aucun intérêt à s'impliquer dans le financement des campagnes politiques en France, et encore moins l'intention de le faire », explique l'ambassadeur Shriver dans un télégramme à Washington. Avant de préciser qu'il ne prend pas ces rumeurs « trop sérieusement¹⁸ » mais qu'elles risquent néanmoins de se multiplier, comme durant toutes les périodes électorales. Il omet de rappeler que cette position de principe n'a pas toujours été celle des Américains : la CIA a notamment soutenu certains de ses amis politiques français, centristes, socialistes, anticommunistes, quand elle le jugeait utile.

Rencontre secrète entre Russes et Américains sur les élections

La discrétion américaine officielle masque, on l'a vu, un penchant pour la candidature centriste. Ce faux-semblant n'échappe pas aux observateurs soviétiques à Paris, qui ont eux-mêmes du mal à dissimuler leur choix. La scène suivante, qui se déroule entre Américains et Soviétiques, prend, dès lors, une tournure étonnante.

« Je suis optimiste pour cette élection ; que ce soit Poher ou Pompidou, nous serons ravis. Et vous ?

— Bien sûr. Nous n'avons aucune préférence particulière¹⁹. »

Les deux hommes se regardent en souriant. Ils se taisent un moment, plongeant le regard dans leur verre, sachant, l'un comme l'autre, qu'ils ne sont pas vraiment sincères.

Cet échange de politesses, le 16 mai 1969, au bar du Royal-Concorde, à Paris, relève du jeu de dupes entre diplomates de haut vol. D'un côté, Sergueï Bogomolov, qui occupe à Paris le poste de premier secrétaire à l'ambassade de l'URSS, traditionnellement dévolu au plus haut responsable du KGB en France. De l'autre, Jack Perry, expert en interceptions militaires, conseiller à l'ambassade américaine à Paris, chargé des « affaires soviétiques et communistes » après avoir été en mission à Moscou et à l'OTAN. Les deux « ennemis », très gradés, ont déjà eu l'occasion d'échanger leurs vues sur la France en juin 1968, juste après les « événements ». Le Russe paraissait soulagé que de Gaulle ait repris la main²⁰. L'ambassadeur soviétique à Paris, Valerian Zorin, avait également reçu, quelques jours plus tard, son homologue américain, Sargent Shriver, pour fustiger *a posteriori* les « étudiants irresponsables et illégitimes » de mai 1968²¹ !

En ce mois de mai 1969, c'est l'élection présidentielle française, prévue les 1^{er} et 15 juin, qui justifie ce rendez-vous secret en terrain neutre. Sans en dire trop, chacun veut savoir ce que pense l'autre des deux probables

candidats qui s'affronteront au deuxième tour, Pompidou et Poher. La conversation a commencé de manière anodine. La situation des communistes français est abordée rapidement, les deux diplomates sachant que le candidat du PCF, Jacques Duclos, ne sera pas présent au deuxième tour. Ils en viennent donc au sujet qui les préoccupe :

« J'ai cru noter une attention croissante de la presse américaine envers Poher, glisse Bogomolov.

— Pas plus que dans la presse française, rétorque son interlocuteur, qui ajoute, ironique : Et vous savez que la presse américaine ne prend pas de consignes auprès de notre gouvernement... »

Jack Perry insiste sur le fait que les relations franco-américaines sont en voie d'amélioration et que cela doit se poursuivre, quel que soit le futur président. Face à Sergueï Bogomolov, il tente de ne rien laisser paraître du penchant de Washington pour Poher. En revanche, il souhaite des indications sur le favori de Moscou :

« Dans le fond, pour vous, peu importe qui sera élu, lance l'Américain avec une négligence feinte.

— Il y a certainement des différences entre les deux hommes », nuance subrepticement le Russe.

Jack Perry sent qu'une brèche infime vient de s'ouvrir. Il insiste :

« Lesquelles ? »

Le premier secrétaire de l'ambassade de l'URSS attend quelques instants avant de lâcher : « Poher est très proche

des Allemands.

— Mais c'est une bonne chose pour la France ! s'exclame Perry.

— Non, je ne le pense pas, corrige Bogomolov. Poher s'est consacré à consolider l'Europe afin d'essayer d'en faire une entité supranationale. C'est une politique mauvaise et irréaliste.

— Tout nouveau président butera forcément contre des obstacles qui limiteront ses ambitions, reprend l'Américain.

— Oui, mais Poher ferait des tentatives... »

La préférence de Moscou est transparente : le centriste n'est pas son préféré.

Sergueï Bogomolov va plus loin :

« Si Poher est élu, l'instabilité sera plus grande en France.

— Par instabilité, vous voulez dire le désordre ? questionne l'Américain.

— Cela viendra également, répond le Russe. Mais je pense surtout à l'instabilité gouvernementale : la IV^e République était pire que la V^e ; la VI^e sera pire que la IV^e ! L'instabilité démarrerait dès l'élection de Poher, puisqu'il ne pourrait pas former un gouvernement sans dissoudre l'Assemblée nationale. La majorité gaulliste n'accepterait pas un gouvernement non gaulliste... »

Les deux diplomates prolongent leurs échanges à fleurets mouchetés. Bogomolov tente de résumer la position américaine :

« Puis-je en conclure que les États-Unis soutiennent Poher ? »

Perry, un peu embarrassé, renvoie la question :

« Puis-je en conclure que l'URSS soutient Pompidou ? »

Aucun ne veut répondre franchement. Les deux diplomates ont bien compris qu'ils ne se trompaient pas²².

« Georges » va s'occuper de la France

Le soir du premier tour, dimanche 1^{er} juin 1969, les jeux sont faits : Georges Pompidou, avec 44 % des suffrages, devance de plus de vingt points son principal rival, Alain Poher. Celui-ci ne recueille que 23,4 % des voix, juste devant le candidat communiste Jacques Duclos (21,5 %), dont l'élan a été grignoté à gauche par les scores de Michel Rocard (3,6 %) et Alain Krivine (1 %). Le brave Gaston Defferre, candidat socialiste, connaît, lui, une véritable déroute, avec seulement 5 % des voix. « Pour gagner le 15 juin, Pompidou aura à préserver son acquis et à glaner seulement quelques pourcentages de votants de plusieurs sources », commente l'ambassadeur américain, Sargent Shriver, sans prendre trop de risques. « Une majorité de l'électorat français va probablement décider de laisser *Georges* s'occuper des problèmes de la France²³ », s'amuse le diplomate.

La campagne du deuxième tour confirme la tendance du premier. Pompidou se fait le chantre de la « réconciliation » et de la future « stabilité », face à un Poher affaibli, qui

paraît incarner un retour à l'instabilité ministérielle de la IV^e République. Le PCF appelle à l'abstention, privant le centriste de soutiens à gauche. « Il est peu probable que Poher puisse remonter son handicap substantiel, estime, le 11 juin, un conseiller de la Maison-Blanche dans un mémo pour Henry Kissinger. Pressentant peut-être la victoire, Pompidou a adopté une posture d'homme d'État, se concentrant sur les problèmes plutôt que sur les personnes. Dans le domaine de la politique étrangère, il a donné l'assurance que, tout en préservant son indépendance, la France maintiendrait néanmoins ses alliances, en particulier avec les États-Unis, [son] allié de toujours²⁴. »

Cette précision ne passe pas inaperçue à Washington, où l'on décortique chaque discours des candidats, à la virgule près. N'est-ce pas le signe avant-coureur des inflexions positives que les diplomates américains ont prédites, même si Pompidou n'était pas leur chouchou ?

Le 15 juin, le candidat gaulliste l'emporte haut la main, comme prévu, avec 58 % des voix, contre 42 % à son rival centriste. L'abstention atteint un niveau record, du fait des consignes du PCF. Le perdant, Alain Poher, admet aussitôt sa défaite. À la Maison-Blanche, on prépare déjà la suite. « Dès que Pompidou sera installé, le Premier ministre, Couve de Murville, lui remettra la démission de son gouvernement, et le président nommera immédiatement un nouveau Premier ministre », explique le secrétaire général du département d'État, John Walsh, dans un mémo à Henry Kissinger.

Qui sera cet homme ? Tous les pronostics convergent : « Le président de l'Assemblée nationale et leader gaulliste Jacques Chaban-Delmas devrait être choisi par Pompidou²⁵ », écrit Walsh.

Les Américains sont ravis de cette option pour Matignon : le maire de Bordeaux est un intime du chef de la section politique de l'ambassade des États-Unis, Robert Anderson, depuis la fin des années 1950, lorsque ce dernier était en poste au consulat américain dans la capitale de la région Aquitaine²⁶. De plus, Chaban-Delmas « a visité Washington en mars dernier et il a été reçu par le président, le vice-président, le secrétaire d'État et les leaders du Congrès²⁷ ».

Pour une fois, ils ont misé sur le bon cheval. Chaban-Delmas est un ami de l'Amérique.

Finalement, Pompidou n'est peut-être pas si redoutable.

¹ Voir interview de Cecil Lyon, 26 octobre 1988, FAOHP.

² Un exemple : une conversation confidentielle, en septembre 1965, avec l'ambassadeur Charles Bohlen, durant laquelle il exprime des vues plus nuancées que le Général sur ces sujets : télégramme de Bohlen, 22 septembre 1965, archives du département d'État, NARA.

³ *Call on Pompidou* (rendez-vous du 19 juin 1968), télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, 21 juin 1968, archives du département d'État, NARA.

⁴ Selon Pompidou, il aurait tenu, le 17 janvier, à Rome, des propos *off* que le journaliste de l'AFP aurait déformés et publiés à son insu. Mais la thèse ne tient pas, tant la préméditation du voyage et les propos antérieurs de Pompidou étaient cohérents avec ces déclarations. Le télégramme américain cite aussi une autre conversation *off* tenue avec le chef du bureau du *New York Times*, Henry Tanner, allant dans le même sens : *Pompidou Puts Hat in Presidential Ring*, 18 janvier 1969, archives du département d'État, NARA.

⁵ Télégramme de Blake, 13 janvier 1969, ambassade des États-Unis à

Paris, archives du département d'État, NARA. Cité aussi dans Éric Roussel, *Charles de Gaulle, op. cit.*, p. 900.

[6](#) *Talk with Pompidou*, 24 février 1969, *op. cit.*

[7](#) *Pompidou Pulls Away from the Field*, 2 mai 1969, note de renseignement de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, National Security Files, Nixon Library.

[8](#) *France : Implications of Interim President Poher's Decision to Run*, 12 mai 1969, note de renseignement de Thomas Hugues, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, National Security Files, Nixon Library.

[9](#) *Pompidou and de Gaulle's Absence*, 12 mai 1969, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

[10](#) *French Policy Continuity*, 6 mai 1969, mémorandum d'Henry Kissinger pour le président, fondé sur une conversation entre Michel Debré et l'ambassadeur à Paris, Sargent Shriver, National Security Files, Nixon Library.

[11](#) Lettre rapportée dans Éric Roussel, *Georges Pompidou*, J.-C. Lattès, 1994, p. 281.

[12](#) *United States Policy Toward Post-de Gaulle France*, 30 avril 1969, National Security Study Memorandum (NSSM) n° 55, signé d'Henry Kissinger au nom du président Nixon, National Security Files, Nixon Library.

[13](#) *The Future of French Foreign Policy and United States : Posture Toward Post-de Gaulle France*, 5 mai 1969, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, National Security Files, Nixon Library. Cette évaluation de Shriver sur la future politique étrangère française sera reprise dans ses grandes lignes dans le cadre du NSSM n° 55 du Conseil national de sécurité.

[14](#) *The Future of French Foreign Policy and United States : Posture Toward Post-de Gaulle France*, 5 mai 1969, *op. cit.*

[15](#) *Proposed Advertising Campaign in Support of Good US-French Relations – You Should Oppose*, 20 mai 1969, mémorandum d'Helmut Sonnenfeldt, conseiller à la Maison-Blanche, à Henry Kissinger, National Security Files, Nixon Library.

[16](#) *US Policy Toward Post-de Gaulle France (NSSM n° 55)*, rapports du

27 mai 1969 et du 1^{er} juin 1969, National Security Files, Nixon Library. En cas de désordres ou de manifestations graves, lesquels pourraient survenir, selon la CIA, à l'initiative du PCF et de la CGT si Pompidou était élu, ou d'ultragaulistes si Poher ou Defferre était élu, le Conseil national de sécurité recommande au moins une déclaration de « bonne volonté » du président américain, exprimant sa « solidarité avec la France » et son « espoir que le pays saura surmonter ces troubles rapidement ».

[17](#) *US Policy Toward Post-de Gaulle France*, 30 mai 1969, télégramme du département d'État à toutes les ambassades concernées, qui fait suite à l'aval par Nixon du rapport du Conseil national de sécurité *US Policy Toward Post-de Gaulle France (NSSM n° 55)*, *op. cit.*, National Security Files, Nixon Library.

[18](#) Télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, 16 mai 1969, archives du département d'État, NARA.

[19](#) Le contenu de la rencontre secrète du 16 mai 1969 dont sont extraits ce dialogue et ceux qui suivent est retranscrit en détail dans un mémorandum de conversation rédigé par Jack Perry, le même jour, transmis au département d'État le 20 mai 1969, avec un télégramme de présentation titré *Conversation with Soviet First Secretary*, signé de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA.

[20](#) Voir le chapitre 9.

[21](#) Cette rencontre a eu lieu le 24 juin 1968 à l'ambassade de l'URSS à Paris : *Soviet Ambassador Zorin on French Political Scene*, 28 juin 1968, télégramme de Shriver, archives du département d'État, NARA.

[22](#) Ce dialogue sur la France entre diplomates des deux pays se poursuivra. Le 27 mai 1969, John Maresca, chargé des affaires françaises au département d'État, rencontre Oleg Sokolov, deuxième secrétaire de l'ambassade soviétique à Washington. L'entretien ressemble à celui de Paris : refus officiel de l'Américain de dire sa préférence (mais le Russe avance que les États-Unis semblent soutenir Poher), opinion favorable du Russe sur Pompidou. Sokolov craint une « instabilité » en cas d'élection de Poher. « De Gaulle a apporté la stabilité qui manquait en France et l'URSS a apprécié cela », dit-il selon le mémorandum de conversation avec Maresca, 27 mai 1969, archives du département d'État, NARA. À Paris, Robert Frowick, deuxième secrétaire à l'ambassade américaine, successeur de Perry pour les dossiers soviétiques, rencontrera, le 7 août 1969, Stanislav Pavlov, son homologue à l'ambassade de l'URSS. Les deux

souhaitent établir des « contacts réguliers » selon le mémorandum de conversation, 7 août 1969, archives du département d'État, NARA.

[23](#) *France's Presidential Elections : First Round*, 2 juin 1969, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, archives du département d'État, NARA. Cette analyse est reprise et partagée par Thomas Hugues, du bureau du renseignement et de la recherche du département d'État, dans sa note *France – Pompidou Takes a Giant Step*, 2 juin 1969 ; et à la Maison-Blanche par le conseiller Helmut Sonnenfeldt dans son mémorandum *Comment on First Round of French Election*, 2 juin 1969 ; National Security Files, Nixon Library.

[24](#) *Outlook for the Runoff in the French Presidential Elections*, 11 juin 1969, mémorandum pour Henry Kissinger, Maison-Blanche, National Security Files, Nixon Library.

[25](#) *The Election of the New French President*, 16 juin 1969, mémorandum de John Walsh, secrétaire général du département d'État, à Henry Kissinger, Maison-Blanche, National Security Files, Nixon Library.

[26](#) Interview de Robert Anderson, 12 mars 1990, FAOHP.

[27](#) *The Election of the New French President*, 16 juin 1969, *op. cit.*

Chapitre 13

Fiasco à Chicago et mensonges sur les ventes d'armes

Samedi 28 février 1970. 20 h 20. Le cortège officiel de Georges Pompidou s'approche de l'hôtel Palmer House, situé sur Monroe Street, près du parc Grant, dans le centre de Chicago. Arrivé en début d'après-midi dans la capitale de l'État de l'Illinois en provenance de San Francisco, le président de la République française est convié, avec son épouse Claude, à un dîner offert en son honneur dans cet hôtel de luxe par le Chicago Council of Foreign Relations et l'Alliance française.

Mais un millier de manifestants se sont massés aux abords de l'établissement. Mobilisés à l'appel d'organisations juives de la région, ils brandissent des pancartes hostiles à Pompidou, qui a autorisé, quelques semaines plus tôt, la vente d'une centaine de Mirage, les avions de chasse français, à la Libye du colonel Kadhafi, l'un des leaders arabes les plus virulents contre Israël. « Pompidou go home ! » scandent les manifestants, mal contenus par le dispositif policier qui encercle le Palmer House. À la fin du dîner – pour lequel le maire de Chicago, Richard Daley, s'est

fait excuser pour des raisons diplomatiques –, la foule est toujours là, de plus en plus bruyante. Une partie a réussi à pénétrer dans le hall de l'hôtel. Georges Pompidou et son épouse ont toutes les peines à se frayer un chemin pour sortir. Les services de sécurité et les gardes du corps sont débordés. Les cris fusent. Des manifestants pressent les Pompidou et leur crachent au visage.

Le couple présidentiel doit être évacué en urgence dans les étages par un ascenseur de secours. Effrayée, Mme Pompidou s'agrippe à son mari, dont les traits se sont figés de colère durant la bousculade.

Un affront indigne des Américains

Pompidou est furieux de l'outrage qui lui est fait et du traumatisme subi par son épouse. Il menace d'écourter son voyage et de rentrer directement à Paris sans s'arrêter à New York, comme il devait le faire¹. Finalement, face à l'insistance de Nixon, il se laisse convaincre de poursuivre son séjour comme prévu. Mais il dénonce une violation patente des règles de sécurité et une « tache sur le front de l'Amérique² ». Le chef du protocole du département d'État, Emil Mosbacher, qui l'accompagne, est vilipendé. Les administrations locales et fédérales se renvoient la balle, sans fournir d'explications convaincantes. Aux yeux de Pompidou, si les préoccupations des Juifs américains sur l'avenir d'Israël sont légitimes, le laxisme des autorités, en revanche, est choquant.

Le surlendemain, devant la communauté française de New York, il fulmine toujours : « Qu'il y ait un certain nombre de jeunes un peu excités, et dont les paroles, je veux bien le croire, dépassent quelquefois la pensée, cela aussi ne me surprend pas tellement. Mon nom n'a pas toujours été scandé avec amour boulevard Saint-Michel en mai 1968. Et pourtant, j'aime bien les étudiants. Ce qui est plus fâcheux, c'est quand les autorités d'une ville à qui l'on rend visite, et qui devraient considérer cela, je le dis sans aucune vanité, comme un honneur, se font complices de ces manifestations, et en fin de compte les organisent de telle manière qu'un nombre dérisoire de manifestants ont la possibilité de pénétrer dans le hall de l'hôtel où se tenait le dîner que je présidais et de venir, au coude à coude, jeter des insultes à ma figure et à celle de ma femme. C'est contre cette attitude de la police municipale de Chicago et de ceux dont elle dépend que j'ai entendu manifester mon mécontentement³. »

La classe politique française, François Mitterrand en tête, s'offusque de l'incident, qui fait la une des médias. Même le *Wall Street Journal* partage cette désapprobation : « Cet affront n'est pas seulement une mauvaise manière faite à un invité, mais une offense à nos bonnes relations avec la France, auxquelles nous avons intérêt. » Embarrassé, Nixon présente officiellement les excuses des États-Unis au président français et fait inopinément un déplacement à New York pour assister au dernier dîner officiel donné en son honneur, à l'hôtel Waldorf Astoria, le lundi 2 mars 1970. Mais cela ne suffit pas à réchauffer totalement le climat de

cette visite, qui a tourné au fiasco médiatique.

Les conseillers de Pompidou l'avaient pourtant prévenu : ce premier déplacement de huit jours outre-Atlantique – qui avait commencé par des entretiens prometteurs avec Nixon, à la Maison-Blanche, le 24 février, et s'était poursuivi par une visite des installations de la NASA à Cap Canaveral, en Floride, puis par des étapes à San Francisco, Chicago et New York – comportait des risques de réactions vives de la part de la communauté juive. « Les groupes de jeunes Juifs vont organiser pour Pompidou un accueil qui lui rappellera les émeutes étudiantes de 1968 à Paris⁴ », avait prédit le *Jewish Advocate*, un journal de Boston, quelques jours avant son arrivée. Alors que le président français atterrissait à Washington, de petits groupes de manifestants se sont réunis autour de la Maison-Blanche et devant plusieurs consulats de France afin de protester contre sa venue. Une moitié des membres de la Chambre des représentants ont boycotté son discours, prononcé le 25 février. Devant une délégation de la communauté juive à San Francisco, ses propos carrés sur l'erreur qui consisterait « à poser le malheur d'Israël sous un angle exclusivement juif⁵ » ont choqué. Mais il ne s'attendait pas à être molesté à Chicago.

Les relations franco-américaines, qui semblaient se détendre depuis l'arrivée de Georges Pompidou à l'Élysée, en juin 1969, ont subi, il est vrai, une vraie dégradation avec ce contrat de vente de Mirage à la Libye, rendu public fin 1969. Ayant bénéficié d'indiscrétions, la presse a vendu la mèche, le 19 décembre, révélant des négociations en cours

pour l'achat par la Libye d'une cinquantaine de ces avions de chasse. Alors que les autorités françaises maintiennent toujours l'embargo sur les ventes d'armes à Israël, décidé en juin 1967 par le général de Gaulle après le déclenchement par l'État hébreu de la guerre des Six Jours, ces pourparlers avec le régime du bouillant colonel Kadhafi, qui vient de prendre le pouvoir à Tripoli, provoquent un tollé.

Lorsque le contrat est finalement confirmé par le gouvernement français, le 9 janvier 1970, les Israéliens crient à la trahison. Les Américains, qui ont vendu naguère des avions militaires à la Libye et subissent des pressions pour vendre de nouveaux chasseurs à Israël, s'interrogent sur les motivations de la France. Elle est soupçonnée de vouloir se donner une meilleure image dans les pays arabes et pétroliers, tout en cherchant à sauver son industrie aéronautique. « La vente des armes à la Libye relève probablement d'une décision personnelle de Pompidou et vise à conforter sa politique de présence française en Méditerranée⁶ », commente l'ambassadeur à Paris, Sargent Shriver, le 21 janvier 1970.

Mais les médias américains dénoncent l'inconscience française – « La folie sans la grandeur », titre le *Washington Post* – et la Maison-Blanche craint une escalade militaire au Proche-Orient, les Mirage libyens pouvant un jour franchir la frontière égyptienne pour frapper Israël. À quelques semaines du voyage officiel de Pompidou aux États-Unis, voilà qui tombe très mal.

Les Français mentent sur les livraisons de Mirage à la Libye

En réalité, le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas est divisé depuis des mois au sujet de ces négociations⁷. Et il est gêné par leur révélation anticipée, probablement due à des fuites initiées par le Mossad, les services secrets israéliens, afin de forcer Washington à soutenir, par réaction, le gouvernement de Tel-Aviv. Lors de ses entretiens à la Maison-Blanche, fin février 1970, Georges Pompidou l'expliquera ainsi à Richard Nixon : « J'avais essayé moi-même de vous informer aussitôt que possible de l'affaire libyenne, mais les services israéliens en savaient autant que moi et ils m'ont toujours précédé de vingt-quatre heures. Nous avons donc été obligés de tout publier au plus vite. Il faut comprendre que les forces françaises et israéliennes ont eu les contacts les plus étroits depuis dix ans⁸. »

Ces propos sont censés établir la bonne foi française dans cette affaire. Ils masquent cependant quelques accommodements avec la vérité. Car, pour des raisons de concurrence économique et de tactique diplomatique, Paris ne joue pas la transparence sur ce contrat ultra-sensible. La France veut éviter d'être accusée d'attiser le feu au Moyen-Orient pour de basses raisons mercantiles.

La communication est mise au point pour tenter de rassurer Washington, voire obtenir son accord implicite⁹. Le 11 janvier 1970, le ministre des Affaires étrangères, Maurice Schumann, s'entretient avec l'ambassadeur américain à Paris, Sargent Shriver. Le Quai d'Orsay a promis de donner

au département d'État, avant le sommet Nixon-Pompidou, des « informations à caractère confidentiel » sur le *deal* en cours de discussion entre la Libye et la firme Dassault. Schumann se veut rassurant, expliquant que cette vente sera très étalée dans le temps. « Le contrat ne comporte aucune livraison au cours de l'année 1970, en dehors de quatre appareils d'entraînement », affirme-t-il. En 1971, seuls vingt-quatre Mirage doivent être livrés à Tripoli, en deux lots. « Au total, au cours des deux années qui viennent, vingt-huit appareils seront livrés en tout, au lieu des cinquante annoncés par les journaux ».

Ensuite, selon Schumann, en fonction de la situation politique et économique, d'autres livraisons pourraient avoir lieu, éventuellement au-delà de cinquante exemplaires. Le ministre explique que ce contrat « permet d'éliminer du marché certaines puissances non occidentales », sous-entendu l'URSS, et qu'il contient des clauses de « non-réexportation » des Mirage et d'interdiction de leur stationnement hors de la Libye, autrement dit en Égypte, pour attaquer Israël. Schumann ajoute qu'il n'a « pas entendu parler de négociations relatives à l'exportation d'autres armements¹⁰ ».

Au même moment, l'Élysée fait passer plusieurs messages similaires à la Maison-Blanche, assurant que le contrat sera annulé si les avions sont utilisés contre Israël. Le *deal* concernerait au total une centaine de Mirage, et non pas cinquante, mais seuls quatre pilotes instructeurs seront envoyés en Libye en 1970, et une vingtaine d'avions en 1971¹¹. Parallèlement, le Premier ministre, Jacques Chaban-

Delmas, convie à Matignon son ami Robert Anderson, qui dirige la section politique à l'ambassade des États-Unis, afin d'entonner le même refrain. « Nous allons former leurs pilotes. Cela va se passer à Dijon. Un, cela va prendre du temps. Deux, ils ne seront jamais vraiment capables de les piloter. Je ne pense pas qu'ils seront jamais une menace militaire. Et, via cette vente de cent Mirage, nous pourrons avoir un levier d'influence en Libye¹². » Bref, Washington ne doit pas s'alarmer.

À Richard Nixon, qui s'inquiète que les Mirage puissent être prêtés par Kadhafi à son voisin égyptien Nasser, Georges Pompidou répond, le 26 février 1970, avec une fausse candeur : « Très franchement, cela m'aurait arrangé de lui vendre moins d'avions. » Comme s'il voulait s'excuser d'avoir dû céder aux surenchères libyennes et à des pressions économiques.

Le président français reprend ensuite les arguments déjà invoqués : la Libye n'est pas près de se rapprocher de l'Égypte, puisque l'admiration de Kadhafi pour Nasser a diminué ; elle n'a que des objectifs défensifs ; elle s'est engagée à ne pas céder ses avions ni les baser hors de son territoire. « Mais on ne sait jamais avec des engagements orientaux, qu'ils soient israéliens ou arabes », admet Pompidou. De toute façon, dit-il, « les Mirage n'ont pas un rayon d'action suffisant pour aller jusqu'au Sinaï et en revenir ». Enfin, il conclut : « Je puis vous l'assurer, nos fournitures se feront au rythme le plus lent possible, nous formerons des pilotes avec précaution et lenteur. Il faut gagner du temps. Mais, ce faisant, il faut mettre fin au

conflit. »

Saisi lui-même d'une demande pressante, de la part d'Israël, d'achat de chasseurs américains Phantom, Nixon se laisse convaincre par son homologue français : « Il est important que vous puissiez user de votre influence pour que la Libye ne risque pas de devenir une marionnette de Nasser. Et vous avez toujours la possibilité d'interrompre les livraisons, de même que nous pouvons le faire à l'égard d'Israël¹³. »

Cette version tranquillisante est contredite par des documents officiels que la France gardera secrets. Lors de la visite à Paris du commandant Jalloud, Premier ministre libyen, en novembre 1972, puis de celle du colonel Kadhafi un an plus tard, l'Élysée rédigea plusieurs notes retraçant le détail de la coopération militaire franco-libyenne¹⁴. Elles indiquèrent qu'un protocole intergouvernemental a bien été signé entre les deux pays le 26 novembre 1969, portant sur une commande de cent dix Mirage, dont quarante-neuf « ont été livrés au 31 juillet 1970 ». Autrement dit, les expéditions ont été rapides, contrairement aux promesses faites par l'Élysée et le Quai d'Orsay.

Autre cachotterie de taille : l'accord franco-libyen concerne également des ventes d'hélicoptères, de missiles air-air Matra 550, de bombes Matra, de missiles de défense antiaérienne Cobra et de radars de surveillance aérienne. Pompidou le reconnaîtra d'ailleurs dans une lettre secrète adressée à Nixon quelques jours après son retour des États-Unis, évoquant des « pourparlers » sur vingt-huit

hélicoptères et des armements purement « défensifs¹⁵ ». Les Libyens ne cesseront pourtant d'allonger la liste de leur arsenal, avec des demandes de patrouilleurs maritimes, de missiles mer-mer, de chars AMX, d'autres Mirage et même de puissants missiles Exocet.

La France n'accédera pas à ces dernières requêtes. Il y aura quelques frictions administratives, des retards dans les paiements et des à-coups dans les livraisons de pièces de rechange. Mais, « dans l'ensemble, le protocole du 28 novembre [1969] a été appliqué à la satisfaction réciproque¹⁶ », résumera Jean-Bernard Raimond, conseiller diplomatique de Pompidou, en novembre 1973. Quant aux risques d'utilisation des avions par les Égyptiens, les autorités françaises ne peuvent les ignorer, puisque le colonel Kadhafi a déclaré que les armées égyptiennes et libyennes ne « faisaient qu'une¹⁷ ». En avril 1973, l'ambassadeur de France à Washington confiera aux Américains que son gouvernement sait que certains « pilotes formés étaient, en fait, égyptiens, et pas libyens ». Au même moment, des sources américaines et israéliennes révéleront qu'au moins une dizaine de Mirage libyens ont été transférés sur une base en Égypte. « De simples visites temporaires », plaideront, un peu gênés, les officiels du Quai d'Orsay pour minimiser cette affaire qui mobilise le département d'État¹⁸.

Fin 1973, en pleine guerre du Kippour, les Français se contenteront de croire les Libyens sur parole. « Au sujet des Mirage, le gouvernement israélien a récemment prétendu avoir abattu cinq d'entre eux sur le front du Sinaï, écrira le

conseiller de l'Élysée Jean-Bernard Raimond. Nous n'avons jamais obtenu de preuves. À Tripoli, interrogé par notre ambassadeur en présence du colonel Kadhafi, le commandant Jalloud a affirmé que les Mirage se trouvaient en Libye et que son gouvernement continuerait à respecter les engagements souscrits. En conséquence, la France a autorisé le départ de plusieurs Mirage prêts à être livrés »...

La France a plus armé Israël qu'on ne le dit

En donnant, fin 1969, son feu vert à ce premier gros contrat en Libye, le président Pompidou sait qu'il expose la France à des réactions américaines et israéliennes. Les petits mensonges proférés pour atténuer l'impact de sa décision ne suffisent pas à enrayer l'engrenage. Pour se justifier, il avance également un autre argument de poids : Israël a beau jeu de se plaindre de la présence future d'avions français dans le ciel libyen, alors qu'il est, à ce jour, le seul pays de la région à être équipé de Mirage.

Du début des années 1950 jusqu'à l'embargo imposé par de Gaulle en juin 1967, la France a, en effet, été le fournisseur d'armement privilégié d'Israël, notamment sous la forme d'avions de chasse (Mystère, Super Mystère, Mirage III), de missiles ou de tanks. Une coopération nucléaire secrète a été instaurée à partir de 1956, conduisant au développement d'un programme israélien de production de plutonium à des fins militaires, notamment dans les installations du centre de recherches de Dimona, installé dans le désert du Néguev. Démenti par les deux

pays, ce programme militaire a fini par être connu des Américains, sans qu'ils paraissent vouloir l'entraver. La CIA le mentionne, par exemple, début 1961, dans un rapport sur les relations franco-israéliennes qui cite le centre de Dimona : « Le secret entourant le projet laisse penser que ce complexe est destiné à la production d'armes à base de plutonium, même s'il produit également de l'électricité. Il y a de nombreuses preuves que la France fournit les plans, les matériels, l'équipement, une assistance technique, et forme le personnel israélien¹⁹. » Ce document de la CIA évoque, en échange, une possible aide des scientifiques israéliens aux recherches atomiques françaises. Même si le général de Gaulle a décidé de stopper cette « lune de miel » nucléaire, les contacts militaires sont restés très étroits entre les deux pays durant les années 1960, y compris après l'établissement de l'embargo à la mi-1967.

Soucieux de montrer qu'Israël n'a pas à se plaindre de ses relations avec la France, Georges Pompidou en révèle quelques volets très confidentiels à Richard Nixon quand il le voit à Washington en février 1970 : « Je voudrais d'abord vous dire qu'Israël est beaucoup plus armé qu'on ne le dit. Nous avons fabriqué pour lui des armements et nous lui avons fourni des spécimens et – avant l'embargo, bien sûr – les plans d'une fusée de cinq cents kilomètres de portée et de sept cents kilos de charge utile. » Pompidou précise qu'il fait partie des « deux ou trois personnes en France qui sont au courant » de ces sujets. En revanche, il affirme ne pas savoir si ces missiles seront équipés d'ogives nucléaires, comme le pensent les milieux militaires français.

De son côté, Nixon feint de n'être pas au fait des recherches nucléaires israéliennes : « Les bruits courent en effet qu'Israël aurait une capacité nucléaire. Mais il n'a pas encore procédé à des essais. Nous n'avons pas, à ce sujet, d'informations précises. Inutile de vous dire que nous surveillons la situation de très près, et nous userions de toute l'influence dont nous pourrions disposer pour empêcher une telle escalade nucléaire de la part d'Israël²⁰. »

Des Mirage envoyés en pièces détachées en Israël

Nixon sait user de faux-semblants. Le président américain ne peut ignorer ce que la CIA assure depuis des années : Israël a bien un programme nucléaire, ce qui renforce sa supériorité militaire, déjà flagrante dans le domaine aéronautique, principalement grâce aux avions français. L'État hébreu a d'ailleurs commandé et payé d'avance cinquante nouveaux Mirage 5 avant 1967. Depuis l'embargo, toutes les livraisons ont été gelées par Paris. À ce propos, Georges Pompidou tient à préciser à Richard Nixon : « À moins de placer un gendarme devant chaque machine des usines Dassault, il m'est impossible d'empêcher que des pièces de la technique la plus avancée ne parviennent encore à Israël²¹. »

Ces propos elliptiques cachent un autre double jeu français. Officiellement, l'embargo décrété par de Gaulle empêche tout envoi d'armes. Les autorités israéliennes ont dépêché de nombreux émissaires à Paris pour tenter d'obtenir la levée cette interdiction. Les industriels, comme

Dassault, et la banque Rothschild, impliquée dans les contrats, ont fait pression sur le gouvernement²². En vain. Le Général a même durci l'embargo après une attaque israélienne dans le port de Beyrouth fin décembre 1968.

Cependant, plusieurs expéditions discrètes ont eu lieu, avec l'aval implicite de Matignon. « On laissait passer en fermant les yeux sur tout ce qui était pièces de rechange²³ », confiera Georges Pompidou au chancelier Willy Brandt. Avant même l'arrivée à l'Élysée de Pompidou, un assouplissement a prévalu au sein des milieux officiels français. Dès le mois de mai 1969, un directeur du Quai d'Orsay a raconté aux Américains que les militaires israéliens avaient bien compris la manière de faire : « La meilleure procédure pour reprendre les expéditions de pièces détachées et d'autres équipements militaires serait qu'Israël passe un grand nombre de petites commandes étalées sur plusieurs mois, plutôt que de passer une grosse commande²⁴. »

Des complicités au sein de l'administration française permettent l'enlèvement par les services israéliens, le 25 décembre 1969, de cinq vedettes militaires dans le port de Cherbourg²⁵. Les Mirage 5, en cours de fabrication dans l'usine Dassault de Mérignac, restent, eux, officiellement cloués au sol. Mais l'embargo est contourné d'une autre manière : la France relance massivement l'expédition de « pièces détachées », prétendument destinées aux anciens Mirage qui équipent déjà la flotte israélienne. Or ces pièces permettent de reconstituer de nouveaux avions !

Le sujet est abordé de façon allusive, en septembre 1969, entre le ministre français des Affaires étrangères, Maurice Schumann, et le conseiller de Nixon, Henry Kissinger. Ce dernier laisse entendre que l'éventuel déblocage des cinquante Mirage 5 commandés par Israël pourrait faciliter les discussions diplomatiques en faveur d'un règlement au Proche-Orient. Maurice Schumann rappelle la position officielle de l'embargo, tout en notant que « le problème peut être résolu par un autre moyen que la livraison des appareils ». Pas dupe, Kissinger réplique : « Ce moyen est peut-être le bon, il vous appartient d'en juger²⁶. » Le ministre français interprète ces propos comme un feu vert américain implicite à des envois massifs de pièces détachées.

Résultat : après l'annonce du contrat signé avec la Libye, les réactions hostiles d'Israël énervent profondément le gouvernement français, qui estime aider discrètement le gouvernement de Golda Meir. Recevant des *congressmen* américains début février 1970, le Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, se montre « très agressif », selon le compte rendu que fait de la visite l'ambassadeur Shriver : « Chaban a dit que les Français ont livré l'an dernier plus de deux cents tonnes de pièces détachées pour les Mirage qui sont déjà dans l'arsenal israélien. Cela leur donne assez de pièces, au-delà des besoins normaux de la maintenance, pour construire trente Mirage supplémentaires. »

L'ambassadeur doute de cette capacité d'assemblage, mais le Premier ministre a paru sérieux. Et même menaçant envers les Israéliens : « Chaban affirme que, quand les attaques de Tel-Aviv contre le contrat français en Libye et

contre la politique française en général étaient les plus virulentes, il a téléphoné à des responsables à Tel-Aviv (sans préciser à qui, ni quand) pour leur dire que, si ces attaques ne s'arrêtaient pas, il ordonnerait personnellement l'embargo sur les pièces détachées. À partir de ce moment, les Israéliens ont mis un bémol. [...] Chaban considère que sa démarche a réussi²⁷. »

Un face-à-face tendu avec le patron de Lazard Frères

Toujours selon l'ambassadeur, le Premier ministre français, très remonté, a également joint les responsables de la communauté juive de France afin qu'ils envoient des représentants aux États-Unis avant le voyage du président Pompidou, avec ce message : « Il est dans leur intérêt de traiter correctement Pompidou durant sa visite. » Chaban-Delmas « a expliqué que s'il y avait des manifestations et des troubles aux États-Unis durant la visite de Pompidou, au sujet du problème du Proche-Orient, il réétudierait un embargo sur toutes les futures expéditions de pièces détachées ». L'un des *congressmen* a rétorqué que des émissaires, français ou israéliens, ne calmeraient probablement pas l'inquiétude de la communauté juive américaine. « Chaban a dit que c'était sans doute exact, mais que les Français auraient, au moins, fait tous les efforts possibles²⁸. »

Contrairement aux espoirs de Matignon et de l'Élysée, la tension ne retombe pas aux États-Unis à l'approche de la

visite de Pompidou. Plusieurs *congressmen* envoient des lettres de protestation au secrétaire d'État, William Rogers, lequel exprime son « inquiétude profonde » sur les menaces que les Mirage promis à la Libye font peser sur Israël. Le sénateur de New York, Charles Goodell, demande que le président Pompidou ne vienne pas dans sa ville, où doivent être organisées de grandes manifestations contre la politique du président français, avec l'aval tacite de la mairie²⁹.

Inquiet, Pompidou presse son ami André Meyer, dirigeant de la banque Lazard Frères à New York, de venir un week-end à Paris pour lui donner quelques conseils. Informé de ce face-à-face peu banal par Meyer lui-même, l'ambassadeur américain rend compte de la conversation entre le président et l'influent financier de soixante-douze ans, ancien proche de Johnson, très écouté dans la communauté juive. Parlant avec franchise et parfois avec « brutalité » à son ami, André Meyer affirme que les Français ont perdu une partie de leur crédibilité aux États-Unis en « mentant » sur l'ampleur du contrat libyen. Meyer demande à Pompidou de changer sa politique au Moyen-Orient.

« Ce n'est pas possible, rétorque le président.

— Alors, propose Meyer, levez l'embargo sur les cinquante Mirage vendus à Israël, au fur et à mesure que vous livrez vos cinquante premiers Mirage à la Libye.

— Il n'en est pas question », tranche Pompidou.

Le patron de Lazard Frères suggère que la France fasse une déclaration publique selon laquelle elle réviserait sa politique à l'égard de la Libye si ses avions devaient être

utilisés contre Israël. Le président semble accepter cette idée, qui se concrétisera à de multiples reprises. André Meyer conseille aussi à son ami d'envoyer des diplomates aux États-Unis avant sa visite, qui s'annonce mouvementée. « Vous êtes mal conseillé par vos collaborateurs. Si l'on en croit les rumeurs, ils vous répètent que vous recevrez un bon accueil aux États-Unis, ponctué seulement de manifestations isolées et insignifiantes. Or le refus de la ville de New York de vous accueillir officiellement constitue bien une claque calculée à votre égard. Même l'empereur d'Éthiopie ou le roi d'Arabie Saoudite sont reçus officiellement ! L'absence de réceptions à San Francisco et Chicago relève du même défi. »

Meyer poursuit en expliquant que les hommes politiques américains sont très sensibles aux réactions de l'opinion publique, majoritairement antifrançaise. « De ce fait, les relations amicales avec l'administration fédérale ne suffiront pas à calmer les têtes brûlées à San Francisco, Chicago et New York³⁰. »

Voilà Pompidou averti. Son premier déplacement aux États-Unis se présente de la plus mauvaise des façons. Certains de ses proches l'adjurent d'en modifier le programme afin d'éviter les villes les plus sensibles, voire de l'annuler complètement. Le président, qui prépare ce voyage depuis l'été 1969 en lien avec Henry Kissinger, le conseiller spécial de Nixon, songe un court moment à le reporter. Mais il refuse de se laisser dicter sa conduite. Et fait feu de tout bois.

À la mi-février, il reçoit justement à déjeuner à son domicile privé, situé quai de Béthune, dans l'île Saint-Louis, Henry Kissinger, qui vient d'entamer des pourparlers secrets à Paris avec les Nord-Vietnamiens. Le bras droit de Nixon lui assure que le gouvernement américain fera tout son possible pour que sa visite soit un « succès », et Pompidou égrène sereinement les thèmes des discussions à venir, s'étonnant seulement que les Juifs américains aient des sentiments si distincts aux États-Unis, alors que les Juifs français se sentent d'abord « français³¹ ».

Néanmoins, au cours d'un dîner avec des représentants de la communauté juive de France qui se tient à la même période, Pompidou les prévient que les éventuelles manifestations juives aux États-Unis contre lui seraient « contraires aux intérêts » de la France et des États-Unis. « Les principaux perdants seraient les Juifs français³² », dit-il. Le président agite le spectre d'une résurgence possible de l'antisémitisme au cas où les Juifs américains seraient trop vindicatifs à l'égard de la politique française...

Par ailleurs, il tente de déminer le terrain en acceptant d'inclure deux rencontres, à San Francisco et New York, avec des représentants de la communauté juive américaine. Enfin, les grands journaux américains, de *Time* à *Life Magazine*, publient, avant son arrivée, de grandes interviews et de longs portraits, dans lesquels il prend soin de se montrer le plus sympathique possible et de s'expliquer sur le contrat libyen³³.

« La France ne désire et ne recherche que la paix, dit-il au

New York Times. [...] En ce qui concerne l'affaire de la Libye, nous ne la considérons pas comme liée au conflit entre Israël et un certain nombre de pays, y compris l'Égypte. Naturellement, je comprends qu'on établisse un rapprochement ; la Libye est voisine de l'Égypte, elle fait partie des nations arabes ; les dirigeants libyens ont fait des déclarations de solidarité avec les autres pays arabes. Tout cela est vrai. Soutenir qu'il n'y a aucun rapport, ce serait contraire à la vérité. Mais la France a traité cette affaire en elle-même, et pour deux raisons : d'abord nos liens avec les pays d'Afrique du Nord et du Maghreb. [...] La deuxième raison, c'est que si nous n'y sommes pas, d'autres iront. [...] Nous considérons donc que c'était non seulement notre intérêt et notre droit, mais notre devoir que de répondre à la demande du gouvernement libyen³⁴. »

Le département d'État prépare des excuses, au cas où...

Ces déclarations n'éteignent pas la polémique et ne réduisent pas les risques d'incidents. Le secrétaire général de l'Élysée, Michel Jobert, fait savoir à l'ambassade américaine, le 19 février 1970, que l'on s'inquiète, à Paris, des « problèmes » liés au voyage, notamment pour les étapes hors de Washington. Le département d'État, dans une note datée du même jour adressée à Henry Kissinger, ne minimise pas les menaces de manifestations hostiles contre le visiteur de marque :

« Les services officiels chargés de la sécurité de Pompidou

ont été alertés de ces possibilités. On leur a demandé de faire preuve d'une attention particulière afin d'essayer d'éviter les incidents humiliants de toute sorte durant la visite du président. De plus, des appels ont été lancés, de manière individuelle, par des officiels américains à certains leaders de la communauté juive pour leur dire que des manifestations anti-Pompidou pourraient affaiblir les intérêts d'Israël au Proche-Orient, et non les aider. »

Les diplomates américains le reconnaissent : « Quelles que soient les précautions prises, on ne peut être certain que tout se passera bien pour Pompidou, tant qu'il n'est pas rentré sain et sauf en France. [...] Au pis-aller, une humiliation, réelle ou imaginaire, pourrait conduire Pompidou à interrompre son voyage, comme de Gaulle le fit au Québec. Cependant, il est plus probable que, dans ces circonstances extrêmes, Pompidou devrait finir son voyage mais quitter le pays avec amertume et dégoût³⁵. » Même si sa popularité en France en sortirait renforcée, un tel incident ne servirait pas le meilleur climat bilatéral souhaité par Washington, avance le département d'État.

Des mesures de précaution supplémentaires sont donc prises pour tenir le département d'État et la Maison-Blanche informés du moindre problème. Et même pour préparer des excuses... En cas d'« incident sérieux », le département recommande que le président Nixon téléphone à Pompidou, voire lui envoie un émissaire personnel pour le rassurer, et le fasse savoir. Un projet de communiqué de presse de Nixon est rédigé à l'avance. On peut y lire : « Je demande à M. Pompidou de comprendre qu'il s'agit d'actes

d'une minorité agitée de gens de ce pays et je lui redis tout le respect que les États-Unis portent à sa personne et à la France. »

Le pire des scénarios malgré la bonne entente Nixon-Pompidou

À quatre jours de l'arrivée de Pompidou, l'administration américaine a prévu le pire des scénarios. Et c'est bien celui qui se déroule ! Au moment du décollage, Pompidou est pourtant décidé à raccourcir son voyage, mais il se laisse finalement convaincre par son ministre Maurice Schumann d'en maintenir toutes les étapes³⁶.

Certes, ses entretiens avec Nixon à la Maison-Blanche, à partir du 24 février 1970, semblent de bon augure. Les vues des deux présidents ne sont pas si éloignées sur le Moyen-Orient, l'Europe, les relations Est-Ouest, le Vietnam, les questions monétaires et militaires. Même sur les ventes d'armes à la Libye, Nixon ne se cabre pas, allant jusqu'à répéter qu'il n'est pas influencé par la « puissance électorale des Juifs », contrairement à la plupart de ses prédécesseurs. Des convergences se dessinent, aux antipodes du climat glacial qui régnait entre de Gaulle et Johnson. Richard Nixon, qui avait entamé une réconciliation avec la France en février 1969, est enchanté :

« Avant ma rencontre en février dernier avec le général de Gaulle, certains pensaient que les intérêts des États-Unis et ceux de la France étaient opposés et incompatibles. Je ne

suis pas du tout de cet avis. Nos deux grands pays ont les mêmes buts, quand bien même ils choisiraient des méthodes différentes pour les atteindre. Mon désir est de développer nos relations dans un nouvel état d'esprit, chacun respectant le point de vue de l'autre sans vouloir insister sur une nécessaire identité de voies et de moyens. »

Pompidou ne peut qu'acquiescer à cette introduction amicale : « En ouvrant nos entretiens, je tiens à dire qu'il me paraît très important que nous puissions nous informer clairement l'un l'autre et chercher systématiquement – j'y suis entièrement disposé quant à moi – à travailler ensemble et, en tout cas, à éviter de nous opposer sans pour cela nous confondre³⁷. »

Le voyage tourne au désastre redouté avec la bousculade du couple présidentiel français au Palmer House de Chicago, le 28 février. Nixon présente des excuses officielles, comme prévu, et fait un déplacement impromptu à New York. Cette démarche rassérène Pompidou, qui quitte pourtant le sol des États-Unis, dans la journée du mardi 3 mars 1970, avec un goût de dépit. « On aura beau faire et on aura beau dire : je ne suis pas un antisémite³⁸ », répète-t-il lors d'une ultime conférence de presse.

Le président français tirera quelques leçons de cette tournée américaine ratée. Plusieurs de ses proches confient à l'ambassadeur américain à Paris que Pompidou a été marqué par la forte personnalité de Richard Nixon, dont la venue à New York a « sauvé le voyage ». En revanche, les autres étapes l'ont déçu, et pas seulement à cause des

incidents de Chicago, durant lesquels il a surtout eu peur pour sa femme. Selon Michel Jobert, le secrétaire général de l'Élysée, cité par l'ambassadeur, « Pompidou a de sérieux doutes sur l'intérêt de visites d'État hors des capitales dans les pays où il pourrait être confronté à une presse inamicale et non enthousiaste, pour ne pas dire à des groupes de mécontents, chose naturelle dans les pays démocratiques³⁹. »

À la suite de ce fiasco, Pompidou gardera une aversion pour les voyages officiels en compagnie de son épouse et une rancune envers les États-Unis, où il ne remettra jamais les pieds, préférant les Açores et l'Islande pour rencontrer à nouveau Richard Nixon. « Les retombées de cette visite furent détestables pour la suite des rapports franco-américains⁴⁰ », écrira Michel Jobert.

« S'il fallait tirer sur la foule, il en donnerait l'ordre ! »

Une dernière facette du tempérament de Pompidou, plus surprenante, est apparue après les incidents de Chicago : son obsession de l'ordre. Ce trait est relevé dans un rapport circonstancié rédigé par le général Vernon Walters, ancien attaché militaire à Paris, francophone avisé, qui a servi de traducteur au président Nixon lors de ses tête-à-tête avec le chef de l'État français et qui sera bientôt nommé directeur adjoint de la CIA. Walters a accompagné le couple Pompidou durant les huit jours de leur voyage aux États-Unis, entendant leurs conversations, remarquant qu'ils se

tenaient souvent par la main dans la voiture. Le 20 mars 1970, il livre par écrit à la Maison-Blanche ses impressions sur Pompidou, avec lequel il a pu deviser longuement de manière officieuse.

Selon Walters, le président français est « hautement intelligent, astucieux, il sait se saisir des opportunités et éviter des déclarations qu'il ne souhaite pas faire. Il a une plus forte personnalité et une plus forte assurance que je ne le pensais ». Durant la bousculade à Chicago, Pompidou a eu peur que sa femme, qui connaît quelques injures en anglais, ne les assène aux manifestants. Mais surtout, « arrivant aux États-Unis en accusé, il a réalisé, après Chicago, les avantages qu'il pourrait retirer du fait d'être la partie agressée ». Selon Walters, Pompidou n'aime pas les Américains mais « comprend ce que nous représentons dans le monde ».

Autre détail : le président français n'aurait pas gardé une grande affection pour son prédécesseur. « Le général de Gaulle ne faisait confiance à personne et, à la fin, c'est cela qui l'a perdu », a-t-il dit à Vernon Walters. D'après Pompidou, ses futurs rivaux sur la scène intérieure seraient son Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, le ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, le leader radical Jean-Jacques Servan-Schreiber et, peut-être, le centriste Edgar Faure.

Mais c'est surtout le sens de l'autorité de Pompidou, « extrêmement anticomuniste », qui a frappé le militaire américain :

« C'est un homme d'ordre et de loi. Il a dit que lorsqu'il est revenu de son voyage en Afghanistan à Paris durant les événements de mai 1968, il a trouvé le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, complètement dérouté. Frey lui a dit que c'était l'éternel retour de 1848. Pompidou a répondu sévèrement qu'il ne savait pas si le général de Gaulle était Louis-Philippe, mais que lui n'était pas Guizot (Premier ministre de Louis-Philippe [sic]). Se référant deux fois aux manifestations qui ont eu lieu aux États-Unis, il a dit : "Une société qui ne sait pas comment se défendre contre elle-même ne survivra pas." Et Mme Pompidou, choquée et irritée par les événements de Chicago, a ajouté : "Et elle ne méritera pas de survivre"... »

Walters ajoute une froide confiance faite par Pompidou : « À plusieurs reprises, il a dit ouvertement qu'il ne tolérerait pas le désordre en France. Si les circonstances conduisaient à la nécessité de tirer, il n'hésiterait pas à en donner l'ordre⁴¹. »

Réputé pour son sens de la conciliation en mai 1968, Pompidou s'est, semble-t-il, durci au contact du pouvoir. Que ce soit à Chicago ou à Paris, les manifestations ne sont pas de son goût. Son caractère est plus trempé que les Américains ne le pensaient. Ce n'est pas forcément pour leur déplaire.

¹ Éric Roussel, *Georges Pompidou, op. cit.*, p. 365.

² « Pompidou postscripts », *Time*, 16 mars 1970, archives de *Time*.

³ Discours du président Georges Pompidou au consulat général de France à New York, 2 mars 1970, archives de la présidence de la République, 5AG2-116, Archives nationales.

[4](#) Milton Friedman, « Pompidou's welcome a *mirage* », *Jewish Advocate*, 7 février 1970. Détail du programme et coupures de presse consultés dans le dossier consacré au voyage, archives de la présidence de la République, 5AG2-645, Archives nationales.

[5](#) Rapportés dans Éric Roussel, *Georges Pompidou*, *op. cit.*, p. 363.

[6](#) Télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, 21 janvier 1970, National Security Files, Nixon Library.

[7](#) Éric Roussel, *Georges Pompidou*, *op. cit.*, p. 342-343. Maurice Schumann semble plutôt réticent à ces contacts, tandis que Michel Debré (alors ministre de la Défense) les pousse. Voir notamment *French-Libya Plane Deal, Implications for US-French Relations*, 21 janvier 1970, Ray Cline, mémorandum de recherche, bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

[8](#) Entretien entre Richard Nixon et Georges Pompidou, 26 février 1970, 10 h 30, Maison-Blanche, National Security Files, Nixon Library ; et aussi archives de la présidence de la République, 5AG2-116, Archives nationales.

[9](#) *French-Libya Plane Deal, Implications for US-French Relations*, 21 janvier 1970, *op. cit.*

[10](#) Entretien entre Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères, et Sargent Shriver, ambassadeur des États-Unis en France, 11 janvier 1970, archives de la présidence de la République, 5AG2-1022, Archives nationales.

[11](#) Mémorandum d'Henry Kissinger (Maison-Blanche) au secrétaire d'État à la suite d'un message oral transmis par l'Élysée, 19 janvier 1970 ; mémorandum d'Henry Kissinger au président à la suite d'un message de l'Élysée via l'ambassadeur de France, Charles Lucet, 21 janvier 1970, National Security Files, Nixon Library. Ce dernier message mentionne le fait que Pompidou aurait annulé, lors de son arrivée à l'Élysée, un contrat prévoyant la vente à l'Irak de cinquante Mirage, approuvé précédemment par de Gaulle, afin de ne pas contribuer au surarmement régional.

[12](#) Interview de Robert Anderson, 12 mars 1990, *op. cit.*

[13](#) Entretien entre Richard Nixon et Georges Pompidou, 26 février 1970, *op. cit.*

[14](#) Notes pour le président de la République rédigées par le conseiller diplomatique Jean-Bernard Raimond : note du 3 novembre 1972 avant

l'audience avec le commandant Jalloud du 6 novembre 1972 ; note du 23 novembre 1973 avant l'audience du colonel Kadhafi du 24 novembre 1973 ; archives de la présidence de la République, 5AG2-100, Archives nationales.

15 Lettre de Georges Pompidou à Richard Nixon, 11 mars 1970, et réponse de Richard Nixon, 25 mars 1970, archives de la présidence de la République, 5AG2-115, Archives nationales.

16 Note pour le président de la République, 23 novembre 1973, *op. cit.*

17 Rapporté notamment dans Jack Gee, *Le Mirage, arme secrète de la politique française*, Albin Michel, 1971.

18 Voir notamment les télégrammes américains *Libyan Mirage Transfer to Egypt*, 14 avril 1973, Le Caire ; *Libyan Mirages in Egypt*, 20 avril 1973, Le Caire ; *Possible Transfer of Libyan Mirages to Egypt*, 20 avril 1973, Paris ; *Libyan Mirages in Egypt*, 22 avril 1973, Tripoli ; *Jerusalem Post Story re Mirage Photos*, 27 avril 1973, Tel-Aviv ; *Libyan Mirage Transfers*, 27 avril 1973, Washington ; *Egyptian-Libyan Union and French Mirages*, 11 mai 1973, Londres. Archives du département d'État, NARA.

19 *The French-Israeli Relationship*, 26 janvier 1961, CIA, archives de la CIA. La CIA a déjà rédigé d'autres rapports, notamment le 8 décembre 1960 sur les implications d'un tel programme. Voir notamment Jeffrey Richelson, *Spying on the Bomb*, *op. cit.*, p. 247-262. Voir aussi Pierre Péan, *Les Deux Bombes. Comment la France a donné la bombe à Israël et à l'Irak*, Fayard, 1982 ; André Bendjebbar, *Histoire secrète de la bombe atomique française*, Le Cherche-Midi, 2000 ; Roger Faligot et Jean Guisnel (dir.), *Histoire secrète de la V^e République*, *op. cit.*

20 Entretien entre Richard Nixon et Georges Pompidou, 26 février 1970, *op. cit.* En réalité, la fourniture des plans de ce missile – le MD 620 Jéricho –, initiée par un contrat en 1963, est connue au moins depuis 1965 par les Américains, qui restent favorables à l'équipement militaire d'Israël, « légitime pour sa défense », selon un télégramme du département d'État, 13 mai 1965, National Security Files, Johnson Library. Sur ce missile, voir Claude Carlier et Luc Berger, *Dassault aviation. 50 ans d'aventure aéronautique. 1945-1995*, t. II : *Les Programmes*, Le Chêne, 1996.

21 Entretien entre Richard Nixon et Georges Pompidou, 26 février 1970, *op. cit.*

22 Les pressions israéliennes et celles des industriels sont rapportées notamment dans *Special Assessments on the Middle East Situation, France*

and the Arab-Israeli Crisis, 29 juin 1967, mémorandum de la CIA, archives de la CIA ; dans plusieurs télégrammes de l'ambassade des États-Unis à Paris, dont celui du 20 juin 1968, National Security Files, Johnson Library ; ou dans une lettre de l'ambassadeur de France à Tel-Aviv, Francis Huré, à Bernard Tricot, secrétaire général de la présidence de la République, 19 décembre 1968, archives de la présidence de la République, 5AG1-5, Archives nationales.

23 Rapporté dans Éric Roussel, *Georges Pompidou, op. cit.*, p. 347, qui cite l'entretien entre Georges Pompidou et Willy Brandt, 31 janvier 1970, archives de la présidence de la République, 5AG2-1010, Archives nationales.

24 *French Embargo on Arms for Israel*, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, 29 mai 1969, National Security Files, Nixon Library.

25 Voir notamment Jack Gee, *Le Mirage...*, *op. cit.*, p. 181-185. Et les réactions à cette opération de Pompidou, qui parle de complicités dans l'administration française et des Israéliens qui « ont voulu nous mettre dans l'embarras », dans Éric Roussel, *Georges Pompidou, op. cit.*, p. 347.

26 Entretien entre Maurice Schumann et Henry Kissinger à l'ambassade de France à Washington, 26 septembre 1969, archives de la présidence de la République, 5AG2-1022, Archives nationales.

27 Télégramme de l'ambassadeur Sargent Shriver après les entretiens avec Pompidou des *congressmen* Findley (6 février) et Hays (10 février), 11 février 1970, National Security Files, Nixon Library.

28 *Ibid.*

29 Lettre du sénateur Charles Goodell au secrétaire d'État, William Rogers, 6 février 1970, archives du département d'État, NARA.

30 Télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, au sujet de l'entretien entre André Meyer et Georges Pompidou, 9 février 1970, National Security Files, Nixon Library.

31 Mémorandum de conversation Kissinger-Pompidou, mi-février 1970, Paris, note de la Maison-Blanche, National Security Files, Nixon Library.

32 Propos de Pompidou rapportés par Élie de Rothschild, présent à ce dîner, à l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, télégramme de Shriver du 18 février 1970, National Security Files, Nixon Library.

33 Dans une note adressée à l'Élysée le 18 novembre 1969, avant

l'affaire libyenne, l'ambassadeur de France à Washington, Charles Lucet, a reconnu que l'image de la France restait très mauvaise aux États-Unis : « Il ne faut pas se dissimuler que, malgré l'amélioration intervenue dans les relations franco-américaines depuis plus d'un an, un malaise demeure. Dans l'esprit de l'homme de la rue, un certain nombre de préjugés qu'avaient fait naître au cours de ces dernières années les simplifications abusives de la presse, de la radio et de la télé ont laissé des traces. » L'ambassadeur a recommandé des séries d'interviews et de portraits de Pompidou dans la presse américaine avant sa venue. « L'accent devrait être mis aussi sur la personnalité du chef de l'État. Le public américain, qui n'ignore rien de la vie de ses dirigeants ou des vedettes de l'actualité, est toujours sensible aux détails qui font apparaître que, derrière les personnalités officielles, il y a des êtres humains. Toutes les photographies, les séquences de films ou les anecdotes qui pourraient faire "découvrir" M. et Mme Pompidou sont assurées de retenir l'attention. Ne pas oublier le petit-fils du chef de l'État et l'art d'être grand-père. » Archives de la présidence de la République, 5AG2-1022, Archives nationales.

[34](#) Interview de Georges Pompidou par Cyrus Sulzberger, *The New York Times*, 10 février 1970 : coupures de presse consultées dans le dossier consacré au voyage, archives de la présidence de la République, 5AG2-645, Archives nationales.

[35](#) *Contingencies for Pompidou's Visit*, 19 février 1970, mémorandum de Theodore Eliot Jr, secrétaire exécutif, département d'État, adressé à Henry Kissinger, assistant spécial à la Sécurité nationale, Maison-Blanche, National Security Files, Nixon Library.

[36](#) Selon le témoignage de Michel Jobert, *Mémoires d'avenir*, Grasset, 1974, p. 168.

[37](#) Entretien entre Richard Nixon et Georges Pompidou, 24 février 1970, 10 h 30, Maison-Blanche, National Security Files, Nixon Library ; et aussi archives de la présidence de la République, 5AG2-116, Archives nationales.

[38](#) Propos tenus lors de la conférence de presse de Georges Pompidou, New York, 3 mars 1970, et rapportés dans le dossier consacré au voyage, archives de la présidence de la République, 5AG2-116, Archives nationales.

[39](#) *Pompidou on his US Trip*, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, 17 mars 1970, National Security Files, Nixon Library.

[40](#) Michel Jobert, *Mémoires d'avenir*, op. cit., p. 168.

[41](#) *Impressions Gathered While Traveling for 8 Days in US with President Pompidou of France*, 20 mars 1970, mémorandum du major général Vernon Walters adressé à Henry Kissinger (Maison-Blanche), annexe d'un mémo titré *General Walters' Impressions of President Pompidou*, d'Henry Kissinger au président Richard Nixon, 27 mars 1970, National Security Files, Nixon Library.

Chapitre 14

Tout ceci doit rester confidentiel

Les sommets de chefs d'État ont leur face cachée. Dans le secret des tête-à-tête, les présidents abordent certains sujets délicats qu'ils ne veulent pas mettre sur la place publique. Soit parce que leur révélation contrarierait les messages politiques bien huilés et froisserait les opinions publiques. Soit parce qu'ils touchent au domaine réservé de la défense et de la sécurité des États, qui doit être traité dans la plus stricte confidentialité.

C'est exactement ce qui se passe, le 24 février 1970, à partir de 10 h 30, à l'occasion du premier entretien entre Georges Pompidou et Richard Nixon à Washington. Dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, ce matin-là, les deux hommes oublient le mauvais climat qui a caractérisé les relations franco-américaines durant toute la période de Gaulle, notamment le froid qui a suivi la décision française, en mars 1966, de quitter le commandement intégré de l'OTAN. Ils font abstraction des polémiques autour des ventes d'armes françaises à la Libye, polémiques qui planent sur ce voyage officiel. Pompidou et Nixon ont décidé de se parler franchement d'un sujet tabou qui les concerne au plus haut point afin d'essayer d'y trouver des solutions

pratiques : la coopération militaire entre la France et les États-Unis.

Pompidou : « Comme vous-même, je suis prêt à discuter de la manière dont nous pourrions développer la coordination et établir des contacts plus étroits entre états-majors, sans pour cela changer notre position fondamentale, que je ne pourrais d'ailleurs pas modifier même si je le voulais, et je ne suis pas sûr de le vouloir. Nous pourrions, si vous le voulez, être plus précis, mais il importe que ces entretiens soient tout à fait confidentiels, en particulier à l'égard de la presse, maintenant comme plus tard. »

Nixon en convient aussitôt : « Tout ce dont nous parlons est naturellement confidentiel¹. »

Les règles du dialogue sont posées. De part et d'autre, après des années de rancœurs, la volonté de tourner une page existe. En réalité, le terrain a été discrètement préparé depuis plusieurs mois, entre Paris et Washington, en vue de ce revirement. Richard Nixon a déjà estimé, devant de Gaulle, en février 1969, que l'opposition de ses prédécesseurs à la force de frappe française était inutile². Il a même tendu une perche, proposant une nouvelle coopération militaire, sous une forme qui restait à définir.

Côté français, cette suggestion reste dans les limbes tout au long du premier semestre de l'année 1969, à cause du référendum, du départ du général de Gaulle et de l'élection présidentielle qui suit. En revanche, la Maison-Blanche ne reste pas inactive. Richard Nixon et son conseiller Henry Kissinger ordonnent, dès le 21 avril 1969, au Conseil national

de sécurité de plancher dans le plus grand secret sur tous les schémas possibles de coopération militaire avec la France, y compris sur le plan des armes nucléaires, via la directive National Security Study Memorandum (NSSM) n° 47.

Pompidou : « Notre bombe peut vous être utile »

Une semaine plus tard, la démission de De Gaulle change la donne. À Washington, la réflexion s'élargit, avec de nouvelles études, demandées par Nixon, sur la future politique américaine à l'égard de la France postgaulliste³. Durant la campagne, les scénarios sur la future politique étrangère française, présumée moins agressive et plus pragmatique, font phosphorer les experts du Conseil national de sécurité. Ils reconnaissent, début juin 1969, qu'ils ignorent ce que Pompidou, le vainqueur probable, a vraiment en tête. « La coopération militaire bilatérale sera certainement l'un des sujets les plus délicats pour Pompidou comme président, à cause de l'obsession gaulliste selon laquelle le gouvernement français ne peut déroger à son obligation d'assurer par lui-même la défense du pays⁴ », écrivent-ils.

Par conséquent, la prudence impose aux Américains de ne pas s'avancer trop vite sur ce terrain, dans l'attente des premiers signaux en provenance du président français, notamment vis-à-vis de l'OTAN et de l'Alliance atlantique. « Vous devez nous rapporter toutes les indications significatives sur l'attitude du nouveau gouvernement au sujet d'une coopération dans ce domaine⁵ », demande, fin

juin, le secrétaire d'État, William Rogers, à l'ambassade américaine à Paris.

Quelques semaines plus tard, le 23 juillet 1969, Georges Pompidou donne le ton. Devant l'ambassadeur américain Sargent Shriver, qu'il reçoit pour la première fois à l'Élysée, le successeur de De Gaulle explique que l'Europe a naturellement besoin de la protection nucléaire américaine, mais que la force de frappe française peut utilement la compléter : « Rien ne devrait nous empêcher d'avoir des entretiens bilatéraux sur des sujets militaires, confie Pompidou. Nous avons d'ailleurs déjà commencé et nous sommes prêts, quant à nous, chaque fois que vous le désirerez, à vous parler. Nous voulons rester dans l'Alliance, dont nous savons que nous avons besoin ; mais, sans être militairement de la taille des États-Unis ni de l'Union soviétique, nous sommes ce que nous sommes et nous avons nos possibilités. Restant des alliés des États-Unis, nous pouvons être libres de nos mouvements. Tout cela peut servir une certaine politique américaine, en particulier pour la détente avec l'Est. »

Écoutant ces propos très ouverts, l'ambassadeur saisit la balle au bond. Il suggère que les états-majors français puissent rencontrer rapidement le général américain Goodpaster, qui commande l'OTAN et les forces américaines en Europe, et qu'ils participent rapidement aux travaux du groupe d'experts chargé du planning nucléaire (NPG) de l'OTAN à Bruxelles. « Il est impossible de défendre l'Europe occidentale sans la France, ni la France sans les autres alliés. Il faut donc une liaison étroite au sujet

des bases, des forces et des plans⁶ », renchérit Shriver.

Ces confidences de Pompidou sont jugées très encourageantes à Washington. Les groupes de travail de la Maison-Blanche cogitent durant le deuxième semestre 1969. Tous les volets d'une possible coopération militaire franco-américaine sont épluchés par les ministères, les agences de renseignement et le Conseil national de sécurité : manœuvres conjointes, échanges de personnels et d'informations, accords sur l'utilisation des installations françaises en cas de guerre, participation française au groupe de planning nucléaire et aux projets de satellites militaires de l'OTAN, coordination des frappes, fourniture de missiles tactiques aux forces françaises stationnées en Allemagne, levée des restrictions sur la livraison de gros ordinateurs, soutien à une coopération nucléaire franco-britannique, aide directe au développement et à la production des armes nucléaires... La liste est longue.

Sur chaque thème, les avantages et les inconvénients sont passés au peigne fin, à titre exploratoire. Les sujets touchant aux forces militaires conventionnelles ne semblent pas soulever de problèmes majeurs. En revanche, les questions nucléaires les plus sensibles requièrent des arbitrages politiques et une approbation par le Congrès, qui n'est pas évidente, car la vieille loi McMahon de 1946 continue de prohiber toute divulgation des secrets atomiques américains.

Rien n'est encore décidé. La vigilance est toujours de mise. Mais plus aucune piste n'est écartée depuis les propos

tenus par Pompidou face à Shriver. « Côté français, nous avons reçu des informations selon lesquelles les autorités militaires ont pris conscience que la sécurité de la France est nécessairement fondée sur une participation croissante à un effort collectif, relèvent les conseillers de la Maison-Blanche dans un rapport daté d'octobre 1969. [...] De leur côté, les planificateurs militaires américains considèrent toujours que la position géographique centrale de la France la rend particulièrement précieuse pour l'Alliance et jugent très importants les accès possibles à la France en temps de guerre⁷. »

La France demande une aide américaine pour ses missiles

Les Français semblent même curieusement pressés de brûler les étapes. En décembre 1969, un des pontes du ministère de la Défense, Jean Blancard, délégué général pour l'armement, explique à John Foster, l'un de ses homologues américains en visite à Paris, que la France a des problèmes techniques avec ses missiles balistiques, autrement dit les engins M1 armés de têtes nucléaires que lanceront les sous-marins de la force de frappe. Reconnaisant des faiblesses, il laisse entendre qu'une aide des États-Unis serait la bienvenue pour leur mise au point. La démarche, totalement inédite, brise bien des tabous. Blancard ajoute qu'un comité technique franco-américain sur la recherche militaire, en sommeil depuis quatre ans, pourrait aborder ce sujet ultra-sensible lors d'une réunion

programmée en janvier 1970⁸. Or un feu vert américain contreviendrait directement à la loi McMahon, au traité de limitation des essais nucléaires de 1963 et aux directives secrètes du président Johnson de 1964 sur la non-assistance nucléaire à la France.

Alors que la coopération militaire n'en est encore qu'au stade des études préliminaires et que le président Pompidou est attendu pour sa visite officielle à Washington quelques semaines plus tard, la requête française est jugée un peu prématurée. « Cela soulève un problème politique majeur, qui doit faire l'objet d'un arbitrage du président et du Conseil national de sécurité dans le cadre de notre étude sur nos relations avec la France. [...] Il nous faut une étude de contexte sur ce sujet avant la visite de Pompidou⁹ », ordonne, dans la foulée, Henry Kissinger. La réunion du comité conjoint de recherche militaire, initialement prévue le 12 janvier 1970, est reportée *sine die* par John Foster, qui prétexte une mauvaise grippe.

Les conseillers de la Maison-Blanche continuent parallèlement de plancher sur tous les aspects d'une possible coopération militaire, sans savoir exactement ceux que Pompidou voudra réellement aborder lors de son tête-à-tête avec Nixon. « Vu les difficultés que soulèvent toutes ces questions, nous pensons qu'il vaudrait mieux lui laisser l'initiative dans la plupart des cas. Cependant, si le climat de la visite est propice, nous pourrions aussi le faire sur certains sujets¹⁰ », avancent les experts du Conseil national de sécurité début février 1970. Ils évoquent notamment la réclamation financière du Pentagone liée à l'expulsion des

bases américaines du sol français en 1966, chiffrée à 378 millions de dollars, une somme que Paris juge exorbitante. Ou encore leurs craintes que la France ne revende des technologies trop sensibles à des pays de l'Est si jamais les États-Unis levaient leurs propres restrictions sur la livraison des gros ordinateurs au CEA.

La veille de l'arrivée de Pompidou à Washington, le 23 février, Kissinger rédige pour Nixon une note qui résume ses recommandations : rien ne sert de vouloir persuader le président français de réintégrer l'OTAN. Cette cause-là est perdue d'avance. Mais il faut avoir une « approche pragmatique et exploratoire » avec Pompidou. Kissinger conseille la prudence sur une aide éventuelle aux missiles balistiques français, à cause des possibles réactions négatives du Congrès. Il suggère à Nixon de tenir les propos suivants à Pompidou : « Comme vous l'avez dit à de Gaulle, vous n'avez pas d'opposition de principe à la possession par la France de sa propre force nucléaire, et personne dans votre administration n'a critiqué la futilité ou l'inefficacité de cette force (comme cela se pratiquait couramment au début des années 1960)¹¹. »

De son côté, l'Élysée a également réfléchi à la manière de traiter ces sujets militaires à l'occasion du sommet entre les deux chefs d'État. Une note du ministère de la Défense, adressée au président Pompidou quelques jours avant son départ pour Washington, souligne que la France est clairement demandeuse, même si elle a progressé sur le plan technique ces dernières années.

« La coopération franco-américaine en matière d'armement offre, à l'heure actuelle, des perspectives intéressantes pour le développement des programmes français, peut-on lire. Les autorités militaires des États-Unis paraissent bien disposées en faveur d'une reprise et d'une intensification de cette coopération. Étant donné l'importance de certains problèmes traités, il semble toutefois qu'un accord du président Nixon soit nécessaire pour donner à l'entreprise sa pleine efficacité [...]. » Le ministère de la Défense exprime notamment son souhait d'obtenir une « assistance technique » pour les missiles balistiques. « Ce dernier point est du plus haut intérêt pour le développement de nos programmes. Il revêt un caractère politique évident¹². »

Un pacte secret entre Pompidou et Nixon

Ainsi préparé, le tête-à-tête Nixon-Pompidou du 24 février 1970 dans le Bureau ovale se déroule conformément aux vœux des deux parties. Chacun fait un pas en avant, affiche sa bonne volonté, sans trop s'engager. Après des années de guérilla, un pacte franco-américain fragile se noue sur les questions militaires, dans le plus grand secret.

Pompidou explique d'abord que, sans abandonner son indépendance, il ne voit pas d'inconvénient à une meilleure coordination des armées françaises et de celles de l'OTAN. « On peut très bien concevoir une alliance, ou des arrangements, ou des relations entre états-majors, et même

des plans établis en commun, sans pour autant qu'en temps de paix les forces soient intégrées et placées sous un commandement unique. »

Nixon, ravi, suggère que les militaires étudient ces questions dans le détail.

Pompidou se fait alors plus précis : « Il faut partir de la situation présente. Nous avons un certain nombre de divisions de type classique, en Allemagne et en France. Des accords sont intervenus entre les généraux Lemnitzer et Ailleret ; on pourrait les étendre à toute la 1^{re} armée, et pas seulement aux divisions qui sont stationnées en Allemagne. Il pourrait aussi y avoir des conversations entre marins au sujet de la Méditerranée, qui est devenue un point chaud. De tels contacts existent d'ailleurs en fait. Les marins ont toujours tendance à s'entendre. Mais on pourrait développer ces contacts. »

Ce premier volet paraissant acquis, le président français aborde le thème, plus délicat, de l'éventuelle coordination des frappes nucléaires des deux pays. Mais il l'évacue aisément de l'ordre du jour immédiat, puisque la France ne dispose pas encore de ses sous-marins nucléaires. « Il n'y a pas grand-chose à dire ni à faire pour l'instant, estime Pompidou. Pour l'excellente raison que nos capacités stratégiques sont faibles par rapport aux vôtres et que nos objectifs correspondent à des objectifs que vous couvrez déjà, nous-mêmes ne pouvant le faire que partiellement. La situation changera peut-être lorsque nous disposerons de sous-marins armés d'engins nucléaires et quand, d'ici à deux

ou trois ans, nous aurons un armement atomique tactique. »

Enfin, de son propre chef, Pompidou évoque de manière elliptique la question de la coopération sur la conception et la fabrication des armes. « Il y a aussi le problème des armements en tant que tels, dit-il. Nous avons, entre la France et les États-Unis, un comité directeur, créé en 1962, plus ou moins tombé en désuétude depuis. On pourrait le ranimer. »

C'est une manière très habile de confier le sujet à des experts, avant de se prononcer sur le fond.

Face à Pompidou, Nixon ne veut pas être en reste. Sa porte est ouverte : « Je crois, assure-t-il, que nous devrions donner pour directive aux militaires d'étudier les moyens d'organiser une coopération bilatérale dans plusieurs domaines. Cela serait extrêmement utile. Nous avons déjà commencé, mais nous devrions aller plus loin au fur et à mesure du développement de votre armement tactique et stratégique. Je comprends que l'aspect nucléaire n'apparaîtra pas dans l'immédiat, mais nous pourrions discuter de ce que nous serions à même de faire dès maintenant. Ainsi, nous pourrions donner notre bénédiction à des conversations confidentielles entre militaires¹³. »

Une nouvelle ère de dialogue s'ouvre ce matin-là entre les deux présidents. Elle va se concrétiser lentement, par tâtonnements successifs, au fil des mois. Nixon et Pompidou sont convenus de restreindre au maximum le nombre de personnes mises dans la confidence de ce pacte ultra-secret. Côté américain, le conseiller Henry Kissinger et le général

Andrew Goodpaster, commandant de l'OTAN, doivent être en relation directe avec leurs interlocuteurs français, en l'occurrence Michel Jobert, secrétaire général de l'Élysée, et le général Michel Fourquet, chef d'État-major des armées depuis 1968. Les pourparlers sur les armements peuvent s'approfondir entre John Foster, le directeur de la recherche au Pentagone, et Jean Blancard, le délégué général pour l'armement au ministère français de la Défense.

Des instructions sont immédiatement rédigées par la Maison-Blanche, avec des consignes de confidentialité extrêmes, à destination du général Goodpaster pour entamer les discussions techniques avec l'État-major français, avant d'en rendre compte aux deux présidents. Des directives sont préparées pour le secrétaire à la Défense, Melvin Laird, afin notamment de réactiver le comité franco-américain sur la recherche militaire et d'étudier une probable révision de la fameuse directive n° 294 de Johnson de 1964, interdisant toute assistance nucléaire à la France. La prudence demeure néanmoins de mise sur le dossier nucléaire, encore trop délicat. Il faudra avancer « en fonction des résultats des discussions de Goodpaster¹⁴ », précise Helmut Sonnenfeldt, un des bras droits de Kissinger.

Autrement dit : la coopération nucléaire ne se fera qu'à petite dose, en échange d'engagements fermes des armées françaises de mieux se coordonner avec celles de l'OTAN. Les États-Unis ne perdent pas de vue leur premier objectif, qui consiste à arrimer plus solidement la France au dispositif de l'OTAN en Europe.

Des hésitations américaines ralentissent les projets

Sur quoi débouche concrètement ce pacte secret ? Le général Goodpaster élabore avec le général Fourquet des plans d'urgence, notamment pour les forces françaises en Allemagne. Des discussions débutent pour étendre ces plans à l'ensemble du sol français, ouvrant la voie à l'usage des bases militaires françaises par les Américains en cas de conflit – sujet particulièrement important pour les experts du Pentagone. Le déploiement futur des missiles nucléaires tactiques français (les Pluton) en Allemagne, à l'horizon 1972-1973, est également évoqué. Mais aucune décision formelle n'est prise sur ces derniers sujets. De la même façon, les responsables militaires de l'OTAN hésitent à donner aux Français les documents sur les plans d'attaque nucléaire qu'ils réclament.

De son côté, la Maison-Blanche garde une position ambiguë sur l'assistance nucléaire. Elle proclame son adhésion au traité de non-prolifération, entame des négociations avec les Soviétiques pour réduire les stocks d'armements stratégiques, tout en « tolérant » la force de frappe française, dont elle a naguère combattu la naissance. La Maison-Blanche voit désormais l'arsenal français d'un bon œil, sans le clamer ouvertement¹⁵. Gênée, elle entend aussi rester discrète sur une éventuelle coopération, afin de n'alarmer ni le Congrès, ni les opinions publiques, ni ses alliés. Et encore moins les Soviétiques, qui pourraient arguer de cette relation particulière pour inclure l'arsenal français

dans le cadre des négociations sur le désarmement. Qui plus est, les états-majors refusent que l'administration Nixon livre ses secrets atomiques à la France sans contreparties ni solides garanties.

Dans ce contexte encore flottant, les pourparlers sur les missiles balistiques piétinent. John Foster retourne à Paris fin juin 1970 pour le réveil du comité franco-américain sur la recherche militaire, qui dresse une liste très exhaustive des projets communs possibles. À cette occasion, Foster refait le point sur les requêtes françaises en matière de missiles. La demande d'aide porte sur les systèmes de guidage, de propulsion et de précision des missiles. La Maison-Blanche a recommandé à Foster de répéter que le sujet est « potentiellement sensible » et d'éviter de dire que l'assistance américaine « est liée à une plus grande coopération française avec l'OTAN¹⁶ ».

Le haut fonctionnaire marche donc sur des œufs, sans pouvoir s'engager. De toute façon, peu enthousiastes à l'idée d'aider les Français sur ce sujet, le Pentagone et le département d'État ne se pressent guère. Quant aux demandes répétées de Paris à ce que soient levées les restrictions sur les ventes de gros ordinateurs, les militaires et les diplomates américains traînent aussi les pieds, bien que la France ait installé au cours des dernières années une capacité de calcul lui permettant de mettre au point des bombes thermonucléaires.

En réalité, la vieille méfiance des officiels, de part et d'autre de l'Atlantique, peine à se dissiper. Les

susceptibilités demeurent. Chacun s'épie, marchandant chaque pas. Le 1^{er} septembre, le président Nixon, désireux d'aller de l'avant, édicte une directive afin d'étudier à nouveau les différentes hypothèses de coopération militaire avec la France, sous la houlette de son conseiller Kissinger¹⁷. En attendant, ce dernier reste évasif devant ses visiteurs français, notamment quand il reçoit, en décembre 1970, le secrétaire général du Quai d'Orsay, Hervé Alphand¹⁸.

Début 1971, les premières réunions du groupe de travail NSSM n° 100 à la Maison-Blanche ne donnent toujours pas de résultats très probants. Les ministères se chamaillent sur la ligne à suivre et craignent toujours des conflits avec le Congrès. « Nous avons vraiment besoin de remettre tous les problèmes sur la table du groupe, commente Helmut Sonnenfeldt. Comme la visite de Pompidou remonte déjà à près d'une année, nous devons bientôt donner une réponse aux Français concernant leurs demandes sur les ordinateurs et sur l'assistance à leur programme de missiles balistiques. Nous attendons aussi rapidement une nouvelle demande française concernant la sûreté nucléaire. [...] Il n'est pas trop tôt pour réfléchir à la question de savoir si nous devons monter les Français au niveau des Britanniques, ou descendre les Britanniques à celui des Français, ou les faire parvenir à un niveau intermédiaire¹⁹. »

Trois « gestes politiques » envers la France

Après plusieurs semaines de consultations supplémentaires, le rapport NSSM n° 100 est enfin prêt. Sur

cette base, Henry Kissinger recommande au président Nixon de concrétiser le « geste politique envers Paris » promis à Pompidou, sans pour autant bouleverser la politique nucléaire vis-à-vis des autres pays²⁰. Le 25 mars 1971, Nixon adopte cette ligne d'ouverture prudente sur les trois sujets les plus urgents.

La directive présidentielle n° 103 ordonne d'abord de poursuivre les discussions entamées sur les missiles afin de fournir à la France une aide en ce domaine. Mais celle-ci doit être « limitée aux sujets dont le secrétaire d'État et le secrétaire à la Défense estiment qu'ils ne mettent pas en péril la sécurité de nos propres programmes d'armement, ni ne fournissent à la France de nouvelles capacités en matière de systèmes de guidage, de précision ou d'entrée dans l'atmosphère ».

La directive promet ensuite de revoir subtilement la définition des « ordinateurs avancés » soumis aux restrictions d'exportation. Il s'agit d'en exclure les plus récents, par exemple les machines IBM 370-165, que le constructeur américain veut assembler dans son usine française et dont il négocie la vente aux laboratoires militaires du CEA depuis des mois. « Cette nouvelle définition concerne le cas particulier de la France, et ne s'applique pas aux contrôles des exportations en général²¹. » Il s'agit bien d'un discret coup de pouce en faveur de Paris. Dès le mois d'octobre 1971, les ventes de gros calculateurs aux capacités inférieures aux modèles IBM 370-165 ou Control Data 6600 pourront reprendre sans conditions.

Enfin, dernier geste symbolique, le président Nixon autorise, dans une autre directive (n° 104), la reprise des échanges d'informations « non sensibles » sur la sûreté nucléaire, échanges interrompus depuis 1963. « Toutes les agences soutiennent cette idée, car c'est clairement notre intérêt », a affirmé Kissinger. Ce dernier, qui veut suivre ce dossier en direct, ajoute également, dans une note complémentaire, que la « nature sensible des sujets traités » dans ces directives « requiert qu'elles soient classifiées au plus haut degré²² ».

C'est dire le caractère politiquement délicat de ces trois décisions américaines, résumées dans un aide-mémoire remis le 5 mai 1971 par l'ambassadeur américain à Paris, Arthur Watson, au secrétaire général du Quai d'Orsay, Hervé Alphand²³. Tous les documents les concernant sont marqués du sceau « top secret » ou « *sensitive* ». Lors d'une nouvelle rencontre à Paris entre John Foster et Jean Blancard, le 12 mai 1971, des consignes d'extrême confidentialité sont approuvées de part et d'autre. Le haut responsable américain annonce à son homologue le feu vert de la Maison-Blanche pour aider les Français à la mise au point des « missiles existants » afin de les rendre plus efficaces. En aucune manière, précise Foster, il ne s'agit de donner un coup de main au développement d'une prochaine génération de missiles balistiques, pour laquelle la France ne demande, d'ailleurs, aucune aide²⁴.

« Une aide très précieuse », selon Michel Debré

Les Français profitent de la brèche ouverte par les directives de Nixon. Le ministre de la Défense, Michel Debré, donne durant l'été 1971 son feu vert aux échanges en vue d'améliorer la fiabilité et les capacités des missiles français existants, « afin de réaliser des gains de temps et d'argent », sous réserve que les informations transmises aux Américains ne leur donnent pas « d'idée précise de la valeur opérationnelle de nos missiles balistiques²⁵ ». Un accord secret est signé en septembre 1971 entre John Foster et Jean Blancard. Des rencontres s'organisent entre des équipes restreintes d'ingénieurs et d'officiers des deux pays, axées sur les problèmes techniques de propulsion, les défaillances des gyroscopes et la corrosion des systèmes de contrôle des missiles.

Les Américains se satisfont de ce réchauffement, qui s'inscrit dans le cadre de la diplomatie européenne plus francophile du tandem Nixon-Kissinger. Lors d'une nouvelle rencontre au sommet qui se tient aux Açores le 13 décembre 1971 et qui est surtout consacrée aux problèmes des monnaies, Nixon explique à Pompidou que l'Europe doit assurer progressivement sa propre défense, comme de Gaulle l'avait maintes fois affirmé. L'Europe, dit-il, « ne peut pas compter sur le fait que les États-Unis vont, dans tous les cas, risquer leur vie pour [la] défendre, dans l'éventualité d'une guerre nucléaire ». Cet aveu détermine, en partie, son souhait d'aider la France à s'équiper militairement. « J'ai toujours pensé qu'il fallait établir de meilleures relations avec la France, ainsi que le souhaitait le général de Gaulle, poursuit Nixon. Je ne puis admettre la

politique que préconisent certains, à savoir “laissez les Français poursuivre leur chemin, nous n’avons qu’à établir sans eux des relations avec l’Europe”. Je pense que l’Europe sans la France n’est pas viable et vice versa²⁶. »

Les premières offres de coopération militaire semblent, en tout cas, contribuer à détendre l’atmosphère entre les deux pays. Le département d’État en mesure rapidement les effets. « La France, sous Pompidou, est devenue plus coopérative et plus réaliste, et donc un allié plus utile, écrivent les diplomates début 1972. Les Français doivent encore être maniés avec précaution et patience à cause de leur sensibilité et de leur insistance à négocier ferme et à vouloir jouer un rôle mondial. La politique du président consistant à revitaliser les relations avec la France grâce à d’intenses consultations diplomatiques et à une coopération bilatérale renforcée a déjà produit d’excellents résultats. Tant que nous évitons de trop attendre des Français, à savoir un retour dans l’OTAN ou un alignement sur celles de nos positions qu’ils désapprouvent, les États-Unis peuvent profiter du statut grandissant de la France dans les affaires du monde, particulièrement en Europe²⁷. »

Dans une lettre adressée au président Pompidou en mars 1972, le ministre de la Défense, Michel Debré, se félicite également de ces bonnes relations militaires bilatérales, qu’il préfère nettement à toute idée de défense paneuropéenne : « Il faut que vous sachiez à quel point Blancard et moi, par conséquent, qui en étais très préoccupé, sommes très satisfaits par les renseignements techniques fournis par les Américains en ce qui concerne les

missiles. La seconde série de renseignements paraît dépasser la première en intérêt... D'ores et déjà, nous sommes en droit de considérer que les dirigeants américains entendent nous fournir une aide très précieuse, c'est-à-dire qu'ils estiment de leur intérêt de soutenir et d'améliorer le développement de notre force nucléaire. Il n'a été question, en aucune façon, de la moindre contrepartie... C'est, je crois, un fait politique d'importance²⁸. » Venant d'un gaulliste orthodoxe et d'un strict gardien de l'indépendance nationale, le jugement n'est pas sans intérêt.

Le climat se réchauffe encore avec les débuts formels, en juin 1972, des échanges d'informations sur la sûreté nucléaire, issus de la directive n° 104 de Nixon. Ces échanges sont menés par le docteur Carl Walske, côté américain, et par le général Baron, côté français. La Maison-Blanche, qui a discrètement consulté des membres du Congrès sur le sujet, a pris toutes les précautions nécessaires pour éviter de divulguer trop de secrets. La CIA a été interrogée sur les activités d'espionnage soviétique en France afin d'évaluer les risques de fuites au sein du gouvernement français. Selon la centrale américaine, Paris est le centre des opérations de renseignement de l'URSS en Europe depuis le début des années 1930²⁹. Mais le reste du rapport demeure classifié, ce qui empêche d'en savoir plus sur les connaissances de la CIA concernant le degré d'infiltration soviétique en France. Seule certitude : Washington ne s'oppose pas à la poursuite des échanges d'informations portant sur la sécurité des vecteurs ou celle des essais. D'autant que les Américains s'avouent, au retour

de leur mission à Paris, « impressionnés par la compétence des experts français et la qualité du programme français de sûreté nucléaire³⁰ ».

Les Français veulent des renseignements stratégiques sur l'URSS

Michel Debré veut pousser ses pions encore plus loin. Début juillet 1972, il fait le premier voyage aux États-Unis d'un ministre français de la Défense depuis la sortie de la France du commandement de l'OTAN en 1966. Soucieux de bichonner cet « ultragaulliste », le Pentagone lui réserve une visite de ses installations secrètes de missiles balistiques à Grand Forks, dans le Dakota du Nord, de la base navale de Charleston, en Caroline du Sud, et de ses quartiers généraux, sans oublier une réception à Washington par le secrétaire à la Défense, Melvin Laird. De plus, Nixon et Kissinger reçoivent longuement Michel Debré dans la propriété présidentielle estivale de San Clemente, en Californie, afin de passer en revue tous les sujets de coopération³¹. Les deux hommes se disent satisfaits du climat de « grande franchise » des premières discussions secrètes. Kissinger insiste sur l'excellent niveau technique des experts français, qui a « surpris » les Américains.

Profitant de l'atmosphère cordiale de leur rendez-vous, Debré formule officiellement une nouvelle demande : il voudrait des informations sur l'emplacement et les capacités des défenses antimissiles soviétiques. « Les Français ne connaissent pas très bien ce sujet et pensent qu'il leur

faudrait plus d'informations concernant les radars et les antimissiles balistiques (ABM)³² », lit-on dans le procès-verbal de l'entretien.

La requête n'est pas anodine. Elle touche directement aux connaissances les plus stratégiques dont disposent les Américains sur leur ennemi, celles portant sur leurs systèmes de défense, notamment sur la localisation des rampes de lancement des missiles soviétiques capables de contrer des engins ennemis. Les États-Unis et l'URSS viennent justement de signer à Moscou, en mai 1972, un traité limitant le déploiement de ces systèmes de défense antimissile. La France est en retard dans ce domaine. Ses missiles balistiques, les M1 qui équiperont les deux premiers sous-marins nucléaires début 1973, n'ont qu'une portée de trois mille kilomètres, et leur système ne sera pas assez sophistiqué pour échapper aux radars soviétiques³³.

Si favorable soit-il, en principe, aux échanges avec la France, Kissinger avoue sa gêne : « honnêtement », le Pentagone et la CIA risquent d'être très réticents à partager de tels renseignements ultra-secrets avec les Français, notamment par crainte de fuites.

Sans se décourager, Debré renouvelle plusieurs fois sa demande auprès de ses autres interlocuteurs américains, au Pentagone et devant le général Vernon Walters, devenu le numéro deux de la CIA quelques semaines auparavant³⁴. Tous paraissent embarrassés et promettent d'en parler au président Nixon avant de s'engager.

Celui-ci n'hésite pas à contrer son administration. Il

envoi rapidement le général Walters à Paris pour délivrer à Michel Debré quelques-unes des informations demandées sur les défenses soviétiques. Le ministre français est ravi de son contact avec Walters. « Notre échange de vues a été très intéressant et l'exposé général qu'il a fait nous a donné d'utiles indications. Il est reparti avec certaines questions du plus haut intérêt pour notre effort de défense, et je crois que ces questions ne sont pas trop indiscretes³⁵ », écrit Debré à son « ami » Kissinger, le chargeant de remercier directement le président Nixon.

Un mois plus tard, le même Kissinger, de passage à Paris en revenant de Moscou, réitère la position fondamentale des États-Unis devant Georges Pompidou : « Nous estimons que la force militaire de la France ne présente pas d'inconvénient pour les États-Unis. Nous sommes d'ailleurs disposés, après les élections, à étendre nos échanges d'informations militaires³⁶. »

Entre Paris et Washington, désormais, le courant passe. Michel Debré est ravi : « Nous sommes dans la confiance des progrès américains, sinon pour l'atome, en tout cas en matière de lanceurs, et, au cas où la législation serait assouplie, les premiers bénéficiaires de la technologie considérée à juste titre comme la meilleure du monde³⁷. »

Ne pas vendre son âme pour un plat de lentilles

Il faut simplement attendre la réélection de Nixon, fin 1972, et la courte victoire gaulliste aux élections législatives

de mars 1973 pour que la coopération militaire secrète, initiée depuis trois ans, prenne un nouvel essor. Dès le 9 mars 1973, le président Nixon, plus francophile que jamais, donne des consignes au nouvel ambassadeur américain à Paris, John Irwin, pour qu'il insiste auprès de Pompidou sur l'importance des relations personnelles. « Dites-lui que je veux des consultations plus étroites avec lui, sur tous les sujets. La paix sera mieux servie si la France joue un grand rôle dans le monde, comme avant la Seconde Guerre mondiale³⁸. » Le même jour, il renouvelle sa directive d'assistance aux programmes de missiles balistiques français³⁹.

À la suite des souhaits formulés par Jean Blancard devant son interlocuteur du Pentagone, John Foster, durant l'automne, le champ de l'aide est étendu aux simulateurs, aux techniques de durcissement des missiles (leur résistance aux engins antimissiles), à l'entrée dans l'atmosphère, aux silos d'enfouissement ainsi qu'aux informations sur les systèmes de défense soviétiques. À la mi-avril 1973, le secrétaire à la Défense, Elliot Richardson, en informe son homologue français, Robert Galley, qui vient de succéder à Michel Debré. Avec ces précisions sur le canal de communication, qui doit demeurer le plus discret possible : « Comme par le passé, notre aide sera dirigée par le bureau de M. Foster, via son représentant M. Barse, seul point de contact sur ce projet. Le docteur Foster sera en contact avec M. Blancard à propos des détails de cette nouvelle coopération. J'ai demandé à être personnellement informé de ses progrès⁴⁰. »

La voie est tracée pour un élargissement de cette liaison secrète, que les deux pays semblent appeler de leurs vœux. Les chefs d'État-major des armées, le général français Philippe Maurin et l'amiral américain Thomas Moorer, qui se rencontrent en avril, souhaitent avancer sur plusieurs sujets bilatéraux, concernant les plans de bataille, les communications ou la coordination des missiles tactiques en Allemagne. Henry Kissinger mentionne la possibilité d'aider les Français à mettre au point leur prochaine génération de missiles balistiques. Il redit à Pompidou, en mai 1973, que la France doit être le « pivot » de l'Europe et que les États-Unis sont « prêts à discuter avec vous, soit directement, soit par l'intermédiaire des Britanniques, de ce que nous pourrions faire pour accroître votre capacité militaire⁴¹ ».

Cette aide n'est pas exempte d'arrière-pensées ni dénuée d'obstacles. Grâce à elle, le président Nixon escompte un alignement progressif de la France sur ses positions, notamment concernant le dollar, la détente Est-Ouest ou la nouvelle « charte atlantique » prônée par Henry Kissinger, qui vise à conforter l'hégémonie des États-Unis sur le Vieux Continent, provoquant les inquiétudes de leurs alliés. Mais Nixon ne peut aller très loin en matière nucléaire avec la France sans obtenir un aval du Congrès, difficile à négocier. En renforçant son arsenal nucléaire, Pompidou espère, quant à lui, accentuer son leadership en Europe, quitte à se coordonner avec l'OTAN, voire à négocier avec le Royaume-Uni un partage de ses armes. Cependant, il craint des pressions américaines, voire un assujettissement de son indépendance, qui insupporterait son opinion. Les deux

hommes sont donc toujours contraints d'avancer avec prudence.

Lorsqu'ils se retrouvent, cette fois-ci à Reykjavik, en Islande, fin mai 1973, Nixon et Pompidou remettent le sujet au menu de leurs entretiens. Le président américain est catégorique : « Je suis très favorable à l'augmentation de la capacité nucléaire française et britannique et, en particulier, à la poursuite de vos essais. Nous sommes prêts à livrer le Poséidon [nouveau missile balistique] à la Grande-Bretagne, ainsi que je l'ai dit à M. Heath, et j'aimerais vous parler de questions qui pourraient vous intéresser, soit par la voie bilatérale, soit d'une manière collective, comme vous le préféreriez⁴². »

Le lendemain, Pompidou, qui préfère la coopération bilatérale, lâche :

« Naturellement, notre principe, compte tenu surtout des progrès que nous commençons à faire dans le domaine de la défense, est de ne pas vendre notre âme pour un plat de lentilles, quelle que soit la qualité de celles-ci... »

Nixon, aussitôt, réplique : « À propos de votre plat de lentilles, je vous assure que je suggère une coopération sans aucune condition politique. Il est de l'intérêt de l'Alliance que la France et le Royaume-Uni ainsi que les États-Unis aient une forte capacité indépendante⁴³. »

Le même jour, devant ses conseillers et la délégation française, Nixon enfonce le clou :

« Jusqu'en 1969, la politique américaine à l'égard de la

France a été erronée et désastreuse. On avait tendance à l'époque à blâmer de Gaulle et son entêtement pour la détérioration de nos relations, mais les dirigeants politiques des États-Unis y portent une très grande part de responsabilité. J'ai eu un long entretien avec le général de Gaulle en 1969 et j'ai essayé de fixer un but pour nos relations. Nous avons fait un grand progrès depuis quatre ans et j'entends le continuer pendant quatre ans encore⁴⁴. »

Un grand coup de froid change la donne

Mais voilà. Le sommet de Reykjavik à peine terminé, les bonnes résolutions commencent à s'évaporer. Après quatre années de lente réconciliation, le climat franco-américain se détériore. Paris suspecte les États-Unis de soutenir l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui, en mai 1973, ont intenté une action devant une cour internationale de justice pour tenter de faire interdire les essais nucléaires français dans le Pacifique.

Michel Jobert, ancien secrétaire général de l'Élysée devenu, en avril, ministre des Affaires étrangères sur instruction de Pompidou, multiplie les attaques publiques contre l'OTAN et les Américains lors d'un sommet européen au Luxembourg. Farouche partisan de l'indépendance française, antiatlantiste et proarabe, Jobert exaspère Washington. Ses relations avec Kissinger sont électriques, comme en témoignent ces piques échangées le 8 juin 1973 sous les lambris du Quai d'Orsay :

Kissinger : « J'ai lu vos déclarations féroces ! »

Jobert : « Elles ne l'ont pas été. [...] Nous nous sommes rencontrés en Islande il y a huit jours et, dès samedi, tous vos postes diplomatiques étaient informés et faisaient des commentaires qui n'étaient guère agréables pour nous. Si vous trouvez mes propres remarques féroces, nous avons été relativement silencieux par rapport à vous. [...] Je me suis trouvé cerné à Luxembourg, et j'ai dû me défendre [...]. »

Kissinger : « J'ai demandé à Raymond Aron pourquoi les Français se montraient si hostiles à mon discours. Il m'a répondu : "Parce que les Français veulent le monopole de l'arrogance intellectuelle." »

Jobert : « Il est, je crois, un intellectuel français très distingué. »

Kissinger : « Il comprend bien la mentalité américaine, elle n'est pas trop compliquée. »

Jobert : « Je n'ajouterai qu'une brève remarque pour vous faire comprendre notre position : vous êtes un grand stratège, mais vous devez savoir qu'il y a aussi la tactique⁴⁵... »

On le voit, les fleurets sont à peine mouchetés !

Jobert a beau revoir Kissinger en Californie fin juin, rien n'y fait. Entre ces deux fines lames, les escarmouches ne cesseront pas.

« Il faut aiguïser l'appétit des Français sans rien

leur donner »

Promu secrétaire d'État en septembre 1973, Kissinger passe son temps à sillonner la planète. S'incarnant en prince Machiavel de la diplomatie, il continue de défendre sa nouvelle « charte atlantique », vision unilatérale de l'Europe que Jobert juge « inacceptable ». Les pays européens commencent à se concerter avec la France afin de s'y opposer. Inquiet, le secrétaire d'État de Nixon cherche à éviter la constitution d'un front antiaméricain en Europe. En faisant soudainement miroiter à la France une aide nucléaire plus substantielle, sans la concrétiser tout de suite, il espère avoir prise sur les Français et semer la zizanie sur le Vieux Continent.

« Si l'on peut se servir des Français et briser leur unité, on pourra négocier avec les Européens », lâche Kissinger lors d'une réunion à la Maison-Blanche, le 17 août 1973, juste avant une visite du ministre de la Défense, Robert Galley. Il suggère notamment de proposer aux Français l'accès au site souterrain américain du Nevada pour tester certains équipements avant leurs essais nucléaires. « Il faut aiguïser leur appétit », ajoute-t-il. Leur demander quels sont leurs problèmes, leur indiquer des solutions techniques, des pistes d'amélioration pour leurs essais ou leur missiles, faire semblant d'avancer « sans leur donner encore quoi que ce soit ». Bref, « leur donner l'impression qu'on va les aider ». Kissinger l'admet brutalement : il s'agit là d'un « exercice totalement cynique⁴⁶ » !

Résultat : durant l'été 1973, Robert Galley et son délégué,

Jean Blancard, obtiennent auprès de Kissinger la confirmation des promesses d'assistance militaire élargie⁴⁷, notamment des échanges d'informations sur les missiles « en développement » ou sur l'accès au site du Nevada. Officiellement sans aucune contrepartie. Les Américains sont censés répondre aux questions françaises de manière seulement « négative », c'est-à-dire en se contentant d'indiquer les fausses pistes scientifiques à éviter. Mais le secrétaire d'État conditionne son offre : il veut plus de précisions sur les programmes militaires français et propose de fonctionner avec discrétion, « le plus longtemps possible dans les limites ne nécessitant pas l'autorisation du Congrès. Plus tard nous en aurons besoin, mieux ce sera⁴⁸ », dit-il à Galley.

Même s'il masque de subtiles pressions, l'argument n'est pas artificiel. Car Nixon est de plus en plus empêtré dans le scandale du Watergate. Son autorité s'érode au fil des révélations. Il ne peut plus prendre le risque de provoquer le Congrès. Or la coopération nucléaire avec la France, même limitée à des orientations prudentes, relève déjà de l'acrobatie politique. Des blocages sont prévisibles.

L'attaque surprise, le 6 octobre 1973, des pays arabes contre Israël provoque une brusque fièvre internationale. Washington obtient un cessez-le-feu à l'arraché, le 11 novembre 1973, en faveur d'Israël. Michel Jobert affiche un soutien à peine voilé aux pays arabes, qui menacent de couper le robinet pétrolier à l'Occident. Le ministre français fait dans la région des visites successives afin d'éviter toute rupture. Ses déclarations antiaméricaines, sur le Moyen-

Orient comme sur l'Europe, en janvier 1974, choquant. En février, il se dit « blessé » par les attaques subies lors d'une conférence sur l'énergie à Washington, où il a évoqué son « dégoût de l'obséquiosité⁴⁹ » des autres ministres vis-à-vis des Américains...

En mars 1974, devant l'ambassadeur de France aux États-Unis Jacques Kosciusko-Morizet, Henry Kissinger exprime son mécontentement : « Vous auriez pu faire tout ce que vous avez fait avec le soutien américain, alors que vous l'avez fait contre les États-Unis. Maintenant, la méfiance s'est instaurée. Nous sommes conduits, à notre corps défendant, à la conclusion qu'une opposition systématique existe de votre part⁵⁰. »

Représailles soudaines ? Double jeu prémédité ? Lors d'une réunion au Pentagone en décembre, le secrétaire à la Défense, James Schlesinger, demande, à propos de l'extension de la coopération nucléaire avec la France, de lâcher les informations « morceau par morceau » : « Je compte surtout temporiser », dit-il. Maître d'œuvre de cette tactique, Kissinger ajoute ce commentaire révélateur : « Les Français sont les seuls à avoir les couilles pour s'opposer à nous, mais ils n'ont plus leur de Gaulle pour tenir les Soviétiques à distance. Je voudrais rabattre leurs prétentions, sans les casser complètement⁵¹. »

Le secrétaire d'État affirmera pourtant avoir hésité à geler la coopération militaire franco-américaine secrète, initiée en 1969 et qui s'est poursuivie jusqu'à la fin de 1973. Cette aide – « non négligeable⁵² », selon l'expression de

Michel Debré – a bien eu des retombées concrètes pour les Français, limitées mais positives, par exemple sur la sûreté des armes nucléaires ou sur le durcissement des têtes des missiles balistiques M20 afin de les rendre moins vulnérables aux défenses soviétiques⁵³.

Cependant, début 1974, le président Nixon décide de stopper brutalement la mécanique, officiellement pour des raisons de froissement diplomatique. En réalité, les Français ne se laissent pas aisément manœuvrer. Pis, ils résistent aux injonctions sur l'OTAN et remettent des bâtons dans les roues des Américains. « Tout était prêt pour que cette coopération [militaire élargie] démarre lorsque a éclaté la guerre au Moyen-Orient, plaidera, faussement innocent, Kissinger devant le président Giscard d'Estaing quelques mois plus tard. C'est alors que le ministre des Affaires étrangères [Jobert] s'est livré à plusieurs reprises à de violentes diatribes à notre encontre, et la coopération est restée lettre morte. [...] En décembre 1973, il était encore prévu que la coopération démarrerait au début de la nouvelle année. Et puis, il y a eu l'imbroglio de l'énergie et le périple de M. Jobert au Moyen-Orient, et, cette fois-là, le "non" de Nixon est devenu définitif⁵⁴. »

Certains Français voient là plutôt un prétexte, saisi pour justifier une reculade prévue de longue date. « La loi McMahon interdisait à Kissinger et à Nixon la collaboration ouverte qu'ils proposaient à la France. Nous le savions bien. [...] Les allers et retours de quelques scientifiques n'ont pas suffi à masquer cette réalité et nos certitudes⁵⁵ », dira Michel Jobert. D'autres finissent par penser que les offres

américaines n'étaient peut-être pas si sérieuses, voire qu'elles couvraient une tentative d'espionnage et de manipulation. Ils n'ont pas complètement tort, même si chacun a tenté de profiter de la situation...

Seule certitude : la ligne est coupée. Il faudra attendre un peu pour qu'elle se rétablisse. Toujours dans la plus grande confidentialité.

1 Entretien entre Georges Pompidou et Richard Nixon, 24 février 1970, *op. cit.* ; et la version française similaire (retenue ici), archives de la présidence de la République, 5AG2-116, Archives nationales. Voir aussi Éric Roussel, *Georges Pompidou, op. cit.*, p. 350 et suiv. ; ainsi que Maurice Vaïsse, « Les relations spéciales franco-américaines au temps de Richard Nixon et Georges Pompidou », *Relations internationales*, n° 119, automne 2004, p. 345-362.

2 Voir le chapitre 10.

3 *US Policy Toward Post-de Gaulle France*, National Security Study Memorandum (NSSM) n° 55 (étude de court terme), 30 avril 1969, puis National Security Study Memorandum (NSSM) n° 60 (étude de long terme), 29 mai 1969, National Security Files, Nixon Library.

4 *US Policy Toward Post-de Gaulle France*, rapport de la première étude de court terme NSSM n° 55, 2 juin 1969, National Security Files, Nixon Library.

5 *Possibility for Increased French Military Cooperation with NATO and US*, 27 juin 1969, télégramme du secrétaire d'État, William Rogers, à l'ambassade américaine à Paris ; voir également le télégramme portant le même titre de l'ambassade américaine à Paris, daté du 9 juin 1969 ; National Security Files, Nixon Library.

6 Entretien entre Georges Pompidou et Sargent Shriver, palais de l'Élysée, 23 juillet 1969, archives de la présidence de la République, 5AG2-116, Archives nationales.

7 *Military Relations with France*, NSSM n° 47, 20 octobre 1969, National Security Files, Nixon Library.

8 *Cooperation with French*, 16 décembre 1969, mémorandum de John Foster, directeur de la recherche et de l'ingénierie de défense

(département de la Défense) au secrétaire à la Défense, à la suite de son voyage en France, durant lequel il a rencontré Jean Blancard, qui a ensuite fait passer un message via l'ambassade, le 12 décembre 1969, sur les sujets d'intérêt des Français concernant les missiles : National Security Files, Nixon Library.

[9](#) *Assistance to the French Missile Program*, 27 janvier 1970, mémorandum d'Henry Kissinger au secrétaire adjoint à la Défense, David Packard, en réponse au mémo de ce dernier évoquant celui de Foster du 23 janvier 1970 sur la requête de Blancard, National Security Files, Nixon Library.

[10](#) *Military Issues in our Relations with France*, 2 février 1970, mémorandum du département d'État pour Henry Kissinger, avec le document *United States Policy Toward Post-de Gaulle France, Summary of Military Issues*, NSSM n° 60, document du Conseil national de sécurité, juste avant une réunion du groupe de travail sur la France du 1^{er} février 1970, National Security Files, Nixon Library.

[11](#) « L'amélioration de nos relations militaires doit partir de nos demandes respectives, de part et d'autre, plutôt que de considérations théoriques ou doctrinaires », rapporté dans *Military Relations with France and the Pompidou Visit*, 23 février 1970, mémorandum d'Henry Kissinger au président Nixon, National Security Files, Nixon Library.

[12](#) *Relations franco-américaines en matière d'armement*, note du ministère de la Défense pour le président de la République, février 1970, archives de la présidence de la République, 5AG2-116, Archives nationales.

[13](#) Entretien entre Georges Pompidou et Richard Nixon, 24 février 1970, *op. cit.*

[14](#) *Follow-Up on Military Matters Discussed by Presidents Nixon and Pompidou*, 26 février 1970 ; *Military Cooperation with the French*, 28 février 1970 : mémorandums d'Helmuth Sonnenfeldt à Henry Kissinger (Maison-Blanche) ; *Follow-Up Actions on Military Cooperation with the French*, 10 mars 1970, mémorandum d'Henry Kissinger au président Nixon, approuvé par ce dernier, comprenant également une note au Premier ministre britannique évoquant une vague intention de meilleure coopération militaire de la part des Français ; National Security Files, Nixon Library.

[15](#) Selon les Américains, l'existence des forces de frappe britannique et française, même petites, accroît les incertitudes des Soviétiques dans la

mise en œuvre de leurs plans. « Il semble y avoir une doctrine implicite du président selon laquelle la création d'autres forces nucléaires au sein de l'Occident rend la vie des Soviétiques plus compliquée », note, en août 1970, Helmut Sonnenfeldt, conseiller de Kissinger à la Maison-Blanche : *Franco-American Military Relations*, 3 août 1970, mémorandum d'Helmut Sonnenfeldt à Henry Kissinger (Maison-Blanche), National Security Files, Nixon Library.

16 *John Foster's Trip to France to Explore US Assistance to French Ballistic Missile Program*, 25 juin 1970, mémorandum d'Helmut Sonnenfeldt à Henry Kissinger (Maison-Blanche) ; voir aussi *Memorandum for the President Regarding Assistance to the French Ballistic Missile Program*, 2 avril 1970, mémorandum du secrétaire à la Défense ; et le compte rendu de la réunion du US-French Cooperative R & D Steering Committee, à Paris, 25 et 26 juin 1970 : National Security Files, Nixon Library.

17 *Military Cooperation with France*, National Security Study Memorandum (NSSM) n° 100, 1^{er} septembre 1970, National Security Files, Nixon Library.

18 *Your Meeting with Alphand, December 11*, mémorandum d'Helmut Sonnenfeldt à Henry Kissinger (Maison-Blanche), 10 décembre 1970, National Security Files, Nixon Library.

19 *Interim Report on NSSM 100 – US-French Military Relations*, 9 janvier 1971, mémorandum d'Helmut Sonnenfeldt à Henry Kissinger (Maison-Blanche), 10 décembre 1970, National Security Files, Nixon Library.

20 Sur le NSSM n° 100, voir notamment *Senior Review Group Meeting*, 19 février 1971 ; *Agency Positions on NSSM n° 100*, 3 mars 1971 ; *NSSM n° 100*, vol. I, Issues Paper, mars 1971 ; et le mémorandum d'Henry Kissinger, *Military Cooperation with France*, au président Nixon, approuvé par ce dernier, 25 mars 1971 : National Security Files, Nixon Library.

21 *Military Cooperation with France*, National Security Decision Memorandum (NSDM) n° 103, mars 1971, mémo d'Henry Kissinger (Conseil national de sécurité) au secrétaire d'État et au secrétaire à la Défense, National Security Files, Nixon Library.

22 *Cooperation with France on Nuclear Safety*, National Security Decision Memorandum (NSDM) n° 104, mars 1971, mémo d'Henry Kissinger (Conseil national de sécurité) au secrétaire d'État et au secrétaire à la Défense, National Security Files, Nixon Library.

23 Rapporté dans Maurice Vaïsse, « Les relations spéciales franco-

américaines au temps de Richard Nixon et Georges Pompidou », art. cité, p. 355.

24 « M. Blancard a exprimé sa grande appréciation de l'attitude positive et serviable des États-Unis, expliquant qu'il comprenait fort bien les restrictions afférentes, ajoutant qu'il aurait même été surpris si notre position avait été différente », note le sous-secrétaire à la Défense, David Packard, dans un mémo à Henry Kissinger (Maison-Blanche), 25 mai 1971, National Security Files, Nixon Library.

25 Instruction du ministre d'État chargé de la Défense nationale au délégué général pour l'armement, 22 juillet 1971, archives de la présidence de la République. Ce document classifié (auquel l'auteur n'a pas eu accès) avait pu être consulté par l'historien Pierre Mélandri, qui l'a rapporté dans son article « Aux origines de la coopération nucléaire franco-américaine », dans Maurice Vaïsse (dir.), *La France et l'atome*, op. cit., p. 235-254. Voir aussi Maurice Vaïsse, « Les relations spéciales franco-américaines au temps de Richard Nixon et Georges Pompidou », art. cité, p. 356.

26 Entretien entre Richard Nixon et Georges Pompidou, 13 décembre 1971, Açores, archives de la présidence de la République, 5AG2-117, Archives nationales.

27 *Georges Pompidou and France's Role in World Affairs*, 18 janvier 1972, note de Charles Tanguy (département d'État) à Martin Hillenbrand, secrétaire d'État assistant pour les Affaires européennes, transmise également au secrétaire d'État et à Henry Kissinger (Maison-Blanche), National Security Files, Nixon Library.

28 Lettre de Michel Debré à Georges Pompidou, 11 mars 1972, rapportée dans Pierre Mélandri, « Aux origines de la coopération nucléaire franco-américaine », art. cité.

29 *CIA Memo on Soviet Intelligence Activities in France*, mémorandum de Dick Kennedy à Henry Kissinger, 6 janvier 1972, National Security Files, Nixon Library.

30 *US-French Nuclear Safety Exchanges*, 29 juin 1972, note préparatoire aux entretiens de Kissinger avec Michel Debré, National Security Files, Nixon Library. Ce jugement sera contredit par John Foster lors d'une réunion avec Kissinger, le 17 août 1973, Foster estimant que le programme nucléaire français est « le pire au monde » : National Security Files, Ford Library.

31 Voir aussi le récit de ce voyage aux États-Unis dans Michel Debré,

Trois Républiques pour une France. Mémoires, t. V : *Combattre toujours*. 1969-1993, Albin Michel, 1994, p. 107-111.

[32](#) *Meeting Between French Minister of Defense Michel Debré and Dr Kissinger, Friday, July 7, 1972*, mémorandum de conversation daté du 11 juillet 1972, National Security Files, Nixon Library.

[33](#) Voir Maurice Vaïsse, « Les relations spéciales franco-américaines au temps de Richard Nixon et Georges Pompidou », art. cité, p. 348.

[34](#) *Debré's Request for Information on Soviet ABMs*, juillet 1972, mémorandum d'Helmuth Sonnenfeldt à Henry Kissinger, National Security Files, Nixon Library.

[35](#) Lettre de Michel Debré à Henry Kissinger, 8 août 1972, National Security Files, Nixon Library.

[36](#) Entretien entre Henry Kissinger et Georges Pompidou, 15 septembre 1972, archives de la présidence de la République, 5AG2-117, Archives nationales.

[37](#) Michel Debré, *Trois Républiques pour une France*, t. V, *op. cit.*, p. 112.

[38](#) Entretien entre le président Nixon et l'ambassadeur John Irwin II, 9 mars 1973, Maison-Blanche, mémorandum de conversation, National Security Files, Ford Library.

[39](#) *US Assistance to the French Missile Program*, 9 mars 1973, mémorandum d'Henry Kissinger au secrétaire à la Défense, National Security Files, Nixon Library.

[40](#) Lettre du secrétaire à la Défense, Elliot Richardson (en poste jusqu'en mai 1973, remplacé ensuite par William Clements, puis par James Schlesinger), au ministre français de la Défense, Robert Galley, télégramme du département d'État, 18 avril 1973, National Security Files, Nixon Library.

[41](#) Entretien entre Henry Kissinger et Georges Pompidou, 17 mai 1973, archives de la présidence de la République, 5AG2-117, Archives nationales.

[42](#) Entretien entre Richard Nixon et Georges Pompidou, 31 mai 1973, archives de la présidence de la République, 5AG2-117, Archives nationales.

[43](#) Entretien entre Richard Nixon et Georges Pompidou, 1^{er} juin 1973, archives de la présidence de la République, 5AG2-117, Archives nationales, rapporté dans Pierre Mélandri, « Aux origines de la

coopération nucléaire franco-américaine », art. cité, p. 247.

[44](#) Entretien entre Richard Nixon et Georges Pompidou, session plénière des délégations, 1^{er} juin 1973, archives de la présidence de la République, 5AG2-117, Archives nationales.

[45](#) Entretien entre Henry Kissinger et Michel Jobert, 8 juin 1973, Paris, archives de la présidence de la République, 5AG2-1023, Archives nationales. Dans ses *Mémoires d'avenir* (op. cit., p. 191-193), Jobert traite Kissinger d'« illusionniste » ayant « le goût naïf du secret ».

[46](#) Réunion préparatoire, à la Maison-Blanche, à la visite du ministre de la Défense, Robert Galley, où sont présents Henry Kissinger, son adjoint le général Brent Scowcroft, le nouveau secrétaire à la Défense James Schlesinger, son assistant spécial Martin Hoffman, et John Foster (Pentagone), 17 août 1973, National Security Files, Ford Library. Voir aussi le témoignage en ce sens d'Helmut Sonnenfeldt, interrogé par Charles Cogan dans *Oldest Allies, Guarded Friends*, op. cit., p. 168-169. Et Maurice Vaisse, « Les relations spéciales franco-américaines au temps de Richard Nixon et Georges Pompidou », art. cité, p. 362.

[47](#) Notamment lors d'un déjeuner, le 28 juillet 1973, auquel ont participé Henry Kissinger, James Schlesinger, Helmut Sonnenfeldt, Brent Scowcroft, Vernon Walters, Jean Blancard et Robert Galley. Robert Galley revoit Kissinger en Californie le 31 août 1973, avec Foster et Blancard. Compte rendu de ces deux entrevues dans Pierre Mélandri, « Aux origines de la coopération nucléaire franco-américaine », art. cité, p. 247-249. Kissinger a notamment évoqué une aide sur les têtes nucléaires multiples pour les missiles balistiques (MIRV). Lors d'une réunion au Pentagone le 5 septembre 1973, Kissinger recommande à Schlesinger de faire patienter les Français, de ne rien « conclure avec Galley en septembre » : memorandum de conversation, National Security Files, Ford Library.

[48](#) Rapporté dans Pierre Mélandri, « Aux origines de la coopération nucléaire franco-américaine », art. cité.

[49](#) Rapporté dans *Aftermath of the Washington Energy Conference*, 22 février 1974, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, John Irwin, National Security Files, Nixon Library.

[50](#) Propos rapportés dans le télégramme de l'ambassadeur Jacques Kosciusko-Morizet à la suite de son entretien avec Henry Kissinger, 22 mars 1974, archives de la présidence de la République, 5AG2-1023, Archives nationales.

[51](#) Réunion du 5 décembre 1973 au Pentagone, avec notamment James

Schlesinger, Henry Kissinger, Brent Scowcroft, mémorandum de conversation, National Security Files, Ford Library.

[52](#) Michel Debré, *Trois Républiques pour une France*, t. V, *op. cit.*, p. 112.

[53](#) Rapporté notamment dans *Échanges franco-américains sur les armements stratégiques*, note de l'état-major particulier de la présidence de la République datée du 5 décembre 1974, archives de la présidence de la République, 5AG3-982, Archives nationales.

[54](#) Entretien entre le président Gerald Ford et le président Valéry Giscard d'Estaing, en présence d'Henry Kissinger, 15 décembre 1974, National Security Files, Ford Library ; et aussi archives de la présidence de la République, 5AG3-982, Archives nationales.

[55](#) Lettre de Michel Jobert à l'historien Maurice Vaïsse, citée dans Pierre Mélandri, « Aux origines de la coopération nucléaire franco-américaine », art. cité, p. 253.

Chapitre 15

Mitterrand, Rocard, Marchais et les autres

« Allen, es-tu libre ce week-end ?

— Oui, bien sûr, Pierre !

— Si tu veux, je t'invite, avec ta femme, à venir déjeuner dimanche chez moi, à Montgé-en-Goële. C'est en Seine-et-Marne. Pas loin de Paris.

— Merci, je ne sais pas si...

— Cela me fait plaisir. Il y aura un petit groupe d'amis, dont quelqu'un que tu ne connais certainement pas, une figure oubliée de la IV^e République, un certain François Mitterrand...

— Oh ! je crois savoir qui il est ! Je serais très content de le rencontrer¹. »

En raccrochant le téléphone, en ce jour de la fin novembre 1970, Allen Holmes, le premier secrétaire de l'ambassade des États-Unis à Paris, est ravi. Voilà quelques mois que ce diplomate francophile est revenu en poste dans la capitale française. Aux côtés de l'ambassadeur Arthur « Dick » Watson, fils du fondateur d'IBM, Allen Holmes

s'occupe notamment de cultiver des contacts avec les dirigeants socialistes. Il déjeune, par exemple, avec Charles Hernu, découvrant rapidement que ce dernier est en relation étroite avec l'un des agents de la CIA à Paris²... Allen Holmes devise aussi avec une poignée de journalistes politiques, qui l'aident à décrypter les complexes arcanes de la gauche.

Lorsque l'un d'entre eux, Pierre Rouanet, nouveau chef du service politique au *Nouvel Observateur*, journal marqué à gauche, lui propose ce déjeuner dominical en compagnie de François Mitterrand, le diplomate américain se réjouit. C'est une occasion rêvée de mieux connaître ce drôle de socialiste qui a mis le général de Gaulle en ballottage en décembre 1965. Les Américains s'étaient alors rapprochés de lui, découvrant que cet antigaulliste « opportuniste » n'était pas hostile à l'atlantisme³.

Depuis le revers des élections de juin 1968, Mitterrand, député non inscrit de la Nièvre, s'est fait oublier. Il se contente d'animer son petit parti, la Convention des institutions républicaines (CIR), groupe d'élus et de militants fidèles situé au centre gauche. Laminée par le score de 5 % de Gaston Defferre à la présidentielle de juin 1969, la SFIO a, de son côté, été rebaptisée « Nouveau Parti socialiste » lors d'un congrès constitutif, en juillet 1969, qui a porté à sa tête Alain Savary, partisan d'une ligne de gauche excluant toute alliance avec le centre. La CIR ne l'a pas encore rejoint. Elle vient de se réunir, début novembre, à Château-Chinon, la ville dont Mitterrand est le maire.

À la tête de la CIR, ce dernier semble désormais avoir des projets pour rassembler la gauche non communiste. Face au président Pompidou, solidement élu pour sept ans, à son Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, le populaire maire de Bordeaux adepte d'une « nouvelle société », et à la majorité alliant l'UDR gaulliste et les Républicains indépendants de Valéry Giscard d'Estaing, l'opposition reste dans les limbes.

« Je vais réunifier le PS et je serai élu président »

Le dimanche 22 novembre 1970, dans la maison de campagne du journaliste Pierre Rouanet, l'ambiance est décontractée. Invité vedette, François Mitterrand, venu accompagné d'une charmante jeune femme, capte rapidement l'attention des convives par ses confidences et son humour grinçant. En bout de table, Allen Holmes et son épouse se délectent. Le déjeuner se poursuit jusque dans l'après-midi et se prolonge par une promenade digestive. Le diplomate américain déambule aux côtés de Mitterrand, qui parle ouvertement de ses ambitions et des événements politiques du moment. Retiré de la vie publique depuis sa démission d'avril 1969, le général de Gaulle est décédé dans sa demeure de Colombey-les-Deux-Églises quelques jours auparavant, le 9 novembre. « Cette mort m'attriste, murmure Mitterrand à ses compagnons de marche. Je ressens la solitude que l'on éprouve lorsqu'on est obligé de se séparer d'une maison dans laquelle on a vécu trente ans. » Le député socialiste dit également être déçu que de

Gaulle n'ait jamais voulu lui accorder le statut de Compagnon de la Libération. « Pour des raisons politiques », déplore-t-il.

D'après Mitterrand, la page du gaullisme se tourne définitivement. « Les cartes vont être rebattues, dit-il à Holmes. Certes, la coalition majoritaire est forte. Mais plusieurs leaders politiques ambitieux vont commencer des manœuvres pour accroître leurs forces lors des futures législatives de 1973, avec un œil sur l'Élysée pour 1976. Voyez le ton des attaques acides des Républicains indépendants à l'encontre de l'UDR. Giscard d'Estaing veut se créer une identité à l'intérieur de la majorité pour se distinguer de l'UDR. Ce qui est assez surprenant, c'est que cela peut donner naissance à un parti conservateur et à un parti libéral, tous deux issus du gaullisme. Si l'on en arrive là, avec le Parti communiste de l'autre côté, il sera mathématiquement impossible pour la gauche non communiste d'offrir une alternative démocratique au gaullisme. »

Pour sortir de cette impasse, François Mitterrand a un plan, qu'il détaille à son interlocuteur américain. « Le temps est venu de réorganiser la gauche divisée en une force d'opposition crédible, à la manière de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste que je représentais lors de l'élection présidentielle de 1965. J'ai forcé de Gaulle à un deuxième tour. Sans l'Alsace et la Bretagne, des régions très catholiques, j'aurais pu battre le Général d'une courte tête... Il nous faut retrouver la vigueur et la cohésion de la gauche. La première étape consiste à réaliser l'unité organique des

socialistes français. L'actuel Parti socialiste n'est pas assez fort pour négocier avec le Parti communiste ou pour servir de point de ralliement à tout le reste de la gauche. C'est la raison pour laquelle j'appelle mon parti, la CIR, à se réunifier avec les socialistes. Nous allons faire en sorte de fusionner lors d'un congrès en mai 1971 [à Épinay]. Après cela, et après cela seulement, il sera possible de reconstituer un front socialiste et démocratique, une union électorale de la gauche qui nous permettra de gagner des sièges face à la majorité lors des législatives de 1973⁴. »

Tout au long de l'après-midi, François Mitterrand explique à Allen Holmes qu'il n'entend pas lui-même se mêler des batailles internes du parti, même s'il le dirige. Mais il laisse clairement entrevoir son objectif pour la présidentielle suivante. « Je serai candidat et je serai élu⁵ », indique-t-il au diplomate américain, qui s'avoue stupéfié par la vision politique et l'assurance machiavélique de Mitterrand. En rendant compte à Washington de cet entretien informel, particulièrement instructif, l'ambassadeur Dick Watson résume l'ambition du leader socialiste : « Son but à long terme est d'être élu président de la République en 1976⁶. »

À peu de chose près, c'est ce qui va se passer : l'unité des socialistes au congrès d'Épinay en juin 1971, la mainmise de Mitterrand sur le Parti socialiste, l'élaboration d'un programme commun avec le PCF en 1972, la conquête de nouveaux sièges aux législatives de 1973... en attendant la présidentielle. Organisée de manière anticipée en 1974 à cause du décès de Pompidou, elle verra Mitterrand échouer

de peu, ce qui le contraindra à attendre l'échéance suivante, celle de 1981...

En cette fin d'année 1970, ce scénario relève encore de la fiction. Les chances de victoire de Mitterrand sont impossibles à estimer. Les obstacles ne manquent pas sur la route. L'appareil du Parti socialiste demeure archaïque, ses dirigeants accrochés à des schémas du passé. L'unification des socialistes promet d'être une tâche difficile, tout comme celle de l'unification de la gauche.

D'ailleurs, toujours selon les confidences de Mitterrand, les communistes sont « plus redoutables que jamais ». Car le PCF paraît plus flexible, plus ouvert, plus tolérant : Georges Marchais, secrétaire général adjoint, vient de confier au journal *La Croix* qu'il est favorable à la liberté religieuse. « Cette approche nous menace, avoue Mitterrand à Holmes. Ils viennent sur notre terrain, ils se renforcent au détriment des socialistes⁷. » De son côté, l'ambassadeur Watson cite un autre « problème » auquel Mitterrand ne pourra échapper : « Il doit composer avec une autre enseigne insidieuse du communisme français. Le PCF et la CGT, son bras armé syndical, très bien dirigé, ne cessent de gagner en respect et en force. Ils ne laisseront pas Mitterrand oublier qu'il a besoin d'eux et ils le feront publiquement⁸. »

Il n'empêche. Pour l'ambassadeur, Mitterrand est la seule figure de l'opposition, avec le radical Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui ait compris l'importance de l'élection du président au suffrage universel dans la V^e République. Le combat politique s'en trouve personnalisé. Après le succès

législatif de JJSS à Nancy en juin 1970, la Maison-Blanche estime que ce dernier devient « une figure politique nationale qui a clairement un œil sur les élections présidentielles de 1976⁹ ». Mais l'échec cuisant de JJSS à Bordeaux, en septembre, dans le fief de Jacques Chaban-Delmas, refroidit les pronostics sur le bouillant fondateur de *L'Express*. Début décembre 1970, JJSS réussit à se faire élire président du vieux Parti radical, tenu jusque-là par l'indéboulonnable Maurice Faure, en promettant des réformes décentralisatrices pour la France. « Il reste à voir comment les autres partis de gauche (avec leurs propres traditions jacobines) vont réagir aux propositions décentralisatrices de Servan-Schreiber, et comment Mitterrand négociera avec le tout nouveau secrétaire général du Parti radical, dont les ambitions sont au moins égales aux siennes¹⁰ », analyse l'ambassadeur Watson.

Rocard : « dynamique, intelligent, rapide »

Outre le déconcertant JJSS et le stratège Mitterrand, un autre homme politique de gauche fascine les Américains : il s'agit de Michel Rocard. Secrétaire national du PSU, petit laboratoire de la gauche protestataire, cet énarque et inspecteur des finances a réuni plus de huit cent mille voix à la présidentielle de juin 1969. Quelques mois plus tard, il a été élu député dans les Yvelines, battant Maurice Couve de Murville, le dernier Premier ministre du général de Gaulle.

Ces succès lui valent des lauriers de la part des diplomates américains, qui le rencontrent régulièrement¹¹. « Depuis son

triomphe dans les Yvelines, Rocard est apparu avec Alain Savary et François Mitterrand comme un leader de la gauche non communiste, écrit l'ambassade américaine en novembre 1969. Il se sert de son dynamisme, de son intelligence et de son flair politique pour critiquer le gouvernement et répandre les idées du PSU aussi bruyamment que possible. Moins doctrinaire que les socialistes et plus ouvert que la plate-forme de son parti, Rocard allie une certaine admiration pour les traits de la société américaine à une désapprobation de la politique étrangère des États-Unis, jugée impérialiste. »

Certes, le PSU affiche des visées révolutionnaires et se déclare en faveur d'un « socialisme démocratique ». Il exècre l'appareil « staliniste » du Parti communiste et l'opportunisme « réformiste » du Parti socialiste, avec lesquels il refuse de négocier des accords électoraux. Mais les propos de Michel Rocard, admirateur de Pierre Mendès France et critique de Guy Mollet, paraissent rafraîchissants. « Il a dit à l'un des membres de l'ambassade qu'il n'était pas le genre de personne à passer sa vie dans un petit parti comme le PSU ; il s'attend que le PSU émerge rapidement comme une force politique puissante. »

De plus, le jeune Rocard, jugé énergique et brillant, doté d'un humour ravageur et d'une empathie naturelle, séduit les diplomates américains par l'étendue de ses connaissances : « Il peut parler d'économie, de l'histoire américaine, de la situation des syndicats dans les autres pays occidentaux, du marxisme-léninisme et des problèmes de croissance dans les pays sous-développés. Entre sa

carrière d'inspecteur des finances, qui l'a conduit à visiter nombre de démocraties occidentales, et ses voyages en Asie, en Afrique ou en Yougoslavie pour le PSU, il a vu une grande partie du monde. [...] Il assure qu'il n'est pas antiaméricain. Certains aspects du mode de vie américain lui plaisent, comme la mobilité sociale et la force des syndicats. »

L'ambassade achève ce portrait flatteur par des détails plus personnels : « C'est un skieur passionné, un marin enthousiaste et un amateur d'échecs. Ses amis disent que, dans toutes ses activités, Rocard aime foncer à toute allure¹² [...] ». »

Avec une franchise désarmante, le secrétaire national du PSU explique d'ailleurs aux diplomates américains, le 8 décembre 1969, que son objectif principal est d'occuper le terrain à gauche, pour limiter l'influence des extrémistes tentés par le « romantisme » et pour diminuer la force du Parti communiste – « d'ici à quatre à six ans » – en l'attaquant sur sa gauche, notamment sur le terrain de l'action militante. Selon Rocard, le PCF est un obstacle à une alternative démocratique pour la France qu'il faut s'attacher à réduire. Fort de son succès dans les Yvelines, où nombre d'électeurs communistes ont voté pour lui, « Rocard exude de confiance en lui-même et en l'avenir de son parti¹³ », note l'ambassade des États-Unis.

Curieux, l'ambassadeur Sargent Shriver convie Michel Rocard à déjeuner dans sa résidence le 4 février 1970. Le leader du PSU s'y rend seul, les deux membres de la direction qui devaient l'accompagner n'ayant pu se libérer.

Parlant librement, Michel Rocard se lance dans de grandes tirades sur les blocages de la société française, les nécessités de la modernisation sociale, les archaïsmes de la gauche, les six années qu'il lui faut pour développer le PSU.

À l'issue de cet entretien, Shriver est conquis. Il est même prêt à lui dérouler le tapis rouge. « Selon moi, un voyage de Rocard aux États-Unis serait de notre intérêt, écrit-il. Il y a seulement passé une semaine en 1965 pour des discussions économiques. Malgré son dédain pour la politique étrangère américaine – faite, selon lui, “par la CIA et soutenue par le monde des affaires”, en contradiction avec les traditions démocratiques de notre pays –, je pense qu'il reviendrait en France avec une meilleure compréhension de l'Amérique. Il pourrait la diffuser dans des rangs de la gauche française où nous avons peu de sympathisants. Cependant, un soutien de la visite de Rocard par le gouvernement américain serait un suicide politique pour lui. Une organisation privée ou, peut-être, un syndicat pourrait l'inviter. Si le département d'État est d'accord, je peux suivre ce projet¹⁴. »

Washington donnera son feu vert. « Je ne me souviens plus si j'ai été invité à la suite de ces entretiens et par qui, mais c'est tout à fait possible, confie aujourd'hui Michel Rocard. Je me suis rendu très régulièrement aux États-Unis à partir du début des années 1970. En réalité, j'ai toujours entretenu un dialogue franc avec les Américains. Je considérais qu'il était important de se parler, autant pour eux que pour nous. L'ambassade a continué de me solliciter comme une sorte d'expert sur la vie politique française¹⁵. »

Avec Marchais, la ligne prosoviétique domine le PCF

L'attraction est compréhensible. Même s'il se qualifie de « révolutionnaire », Rocard incarne une nouvelle génération de dirigeants politiques qui paraît ouverte aux réalités internationales et au réformisme de la social-démocratie. Il représente surtout une éventuelle alternative non communiste au sein de la gauche française. Or les communistes demeurent la bête noire des Américains. Tous ceux qui ambitionnent de les contrer ou de diminuer leur emprise politique bénéficient spontanément d'une bonne cote à Washington, qu'il s'agisse de François Mitterrand, côté socialiste, ou de Michel Rocard, à l'extrême gauche¹⁶.

La tâche paraît pourtant ardue. Le candidat communiste à l'élection présidentielle de 1969, Jacques Duclos, a rassemblé 21 % des suffrages, alors que Michel Rocard n'en a réuni que 3,6 % et le candidat socialiste, Gaston Defferre, que 5 %. Ils ne pèsent pas lourd face à la forteresse du PCF, solidement implantée dans les banlieues ouvrières, avec des relais au sein de la CGT. Aux yeux des Américains, le PCF, principale force d'opposition, demeure, malgré les distances officielles, une courroie de transmission des visées de l'URSS en France. Tout progrès de l'un trahit l'expansionnisme de l'autre.

Signe des préventions qui entourent ce parti, les diplomates américains à Paris se sont longtemps vu interdire officiellement de rencontrer les principaux dirigeants communistes français. C'est un expert de la

section politique, affecté aux « affaires communistes et soviétiques¹⁷ », qui s'en occupait. Le reste était laissé à l'initiative de la CIA. « Je pense qu'un ou deux membres de l'autre section politique, autrement dit le groupe de l'agence [la CIA], avaient des contacts très étroitement contrôlés avec une poignée de communistes¹⁸ », dira Allen Holmes, premier secrétaire à l'ambassade des États-Unis.

Ces prohibitions s'amenuisent au fil du temps. Début 1970, le département d'État recommande à ses diplomates de renouer des fils avec l'« extrême gauche », y compris le PCF, en Europe de l'Ouest. « Nous suivons de près le PCF, en utilisant des sources communistes et non communistes¹⁹ », répond l'ambassade des États-Unis à Paris.

En réalité, les diplomates américains discutent déjà, occasionnellement, avec des maires communistes des « banlieues rouges », des secrétaires confédéraux de la CGT, des responsables du quotidien communiste *L'Humanité*, comme le rédacteur en chef René Andrieu²⁰, ou encore avec le président du groupe communiste à l'Assemblée, Robert Ballanger. Fait nouveau, des représentants de l'ambassade des États-Unis commencent à être invités par le PCF à son congrès. Sans contact officiel en haut lieu, ils peuvent ainsi surveiller minutieusement l'évolution de ce parti, sa ligne politique, sa stratégie électorale, ses querelles intestines et ses rapports avec les autres formations de la gauche.

Après le XIX^e congrès du parti, qui se tient en février 1970 et durant lequel Georges Marchais est élu

secrétaire général adjoint, succédant au vieux Waldeck Rochet, les analystes du département d'État décryptent les batailles internes :

« Vu ce qui s'est passé au congrès, il est clair que le PCF va suivre une ligne "conservatrice" pro-Moscou dans l'avenir immédiat. La réélection de Waldeck Rochet comme secrétaire général (un titre honorifique, vu sa maladie) ; la réélection de la totalité du bureau politique (à l'exception du "libéral" Roger Garaudy) ; et l'émergence de Georges Marchais comme le leader *de facto* du parti représentent un triomphe facile pour les éléments prosoviétiques. Comme Marchais n'est pas très populaire à l'intérieur du parti et qu'il doit certainement son poste à une pression forte – si ce n'est brutale – des Soviétiques, son succès est révélateur de la docilité du parti. »

Les experts américains détaillent ensuite les différentes factions internes. Selon eux, les « conservateurs » sont menés par Georges Marchais, Jacques Duclos et François Billoux. Les « centristes », dont font partie les dirigeants de la CGT Benoît Frachon et Georges Séguy (rival malheureux de Marchais), ont dû s'aligner. Et les dissidents, tel l'intellectuel Roger Garaudy, qui sera exclu du comité central pour « révisionnisme » en mai 1970, ont perdu la bataille.

La victoire des « conservateurs » rend, aux yeux de Washington, plus difficile pour les communistes toute discussion avec les autres partis de gauche, beaucoup moins puissants électoralement. Même si Marchais a appelé,

durant le congrès, à une « union de tous les travailleurs » et à un « programme commun », les évolutions récentes du PCF risquent de « décourager ceux qui espèrent une évolution plus “française” et moins “soviétique” du parti²¹ », concluent les analystes du département d’État.

Un programme commun PCF-PS est « peu probable »

L’union de la gauche peine à voir le jour. À la veille des élections municipales de mars 1971, le PCF et le fragile PS d’Alain Savary ne parviennent pas à un accord national de désistement réciproque qui leur permettrait de gagner de nouvelles mairies. Les dissensions internes au PS et l’intransigeance communiste contraignent les candidats de chaque camp à négocier localement les meilleurs arrangements. Il n’y a ni élan commun, ni programme, ni perspective politique. « La division profonde entre le PCF et la gauche non communiste, et l’éclatement permanent de cette dernière, empêchent l’apparition d’une alternative viable et convaincante au gaullisme²² », commente froidement le département d’État. Résultat logique : les élections municipales profitent plutôt à l’UDR.

François Mitterrand, lui, a fait une croix sur ce scrutin local. Conformément à son plan, il voit plus loin. Du 11 au 16 juin 1971, à la tête de sa Convention des institutions républicaines, il lance son OPA sur le Parti socialiste lors du congrès d’Épinay-sur-Seine. Grâce à une alliance tactique avec les héritiers de la vieille SFIO, tels que Gaston Defferre

et Pierre Mauroy, et avec la jeune garde de gauche du CERES de Jean-Pierre Chevènement, il devance d'une courte tête Alain Savary. Il est élu premier secrétaire du PS.

Dans la salle d'Épinay, Allen Holmes, le premier secrétaire de l'ambassade des États-Unis, n'en croit pas ses yeux : « Je l'ai regardé opérer. C'était assez extraordinaire. Il faisait exactement ce qu'il avait dit²³... », confiera-t-il, se remémorant sa conversation avec le député de la Nièvre quelques mois plus tôt.

Les mains libres, à la tête d'un PS réunifié comptant près de soixante-dix mille membres, François Mitterrand peut passer à l'étape suivante, la confection de son programme socialiste, avant d'entamer des pourparlers avec le PCF. Ce dernier, fort de ses trois cent mille adhérents et de ses 20 à 24 % de suffrages nationaux, met rapidement la pression sur son futur partenaire, publiant en octobre 1971 son document « Changer de cap : programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire ».

Lors du congrès de Suresnes, en mars 1972, le PS avalise sa propre plate-forme politique. Mitterrand consolide son pouvoir, jouant des rivalités entre l'aile gauche du CERES et la vieille garde mollettiste. « À quelques rares exceptions près, notamment sur le point important de l'autogestion – le contrôle des usines par les travailleurs –, le projet de Mitterrand a été accepté, relèvent les diplomates américains. Le discours de Mitterrand, très confiant et impressionnant, fut clairement le moment clé du congrès de Suresnes. Il avait l'allure d'un Premier ministre et parlait tel

le leader d'un parti prêt à gouverner. »

Mais les discussions du PS, toujours convalescent, avec le PCF – « certainement le groupe politique le mieux organisé de France²⁴ », selon l'ambassade – sont tendues. Entre la rhétorique simpliste des communistes et les nuances subtiles des courants socialistes, les négociations se révèlent complexes.

Les deux camps ne s'accordent pas sur grand-chose. La simple question de l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun, adoptée le 23 avril 1972 lors d'un référendum voulu par le président Pompidou, divise la gauche : le PCF appelle à voter « non », tandis que le PS prône l'abstention. « Ce référendum a enfoncé un coin entre les communistes et les socialistes, avancent les analystes de la CIA. Il a ralenti leur route vers un programme législatif commun. [...] Même si les deux partis vont probablement parvenir à une alliance pour les législatives de l'an prochain, il y a peu de chances qu'ils se mettent d'accord sur un programme de gouvernement présentant une alternative attractive aux électeurs²⁵. »

Le département d'État est tout aussi sceptique sur l'issue des pourparlers. Dans une longue note rédigée début juin 1972, son bureau du renseignement et de la recherche estime que la gauche française reste une « maison divisée ». Elle peine à tirer profit de la désaffection de la majorité et de l'abstention massive lors du référendum sur l'élargissement européen. Son absence d'unité la pénalise. « La raison doit être recherchée dans les divergences profondes au sein du

Parti socialiste sur la question de l'alliance avec les communistes. Le centre et le centre droit du parti se méfient du PCF, préférant la voie d'une coopération avec les radicaux et autres centristes. Et, pour compliquer le tout, la supériorité électorale du PCF place le PS, plus faible, dans une position désavantageuse²⁶. »

Mitterrand gagne un tremplin pour 1976

Les communistes ont beau tendre une « main de velours » au PS et répéter qu'ils n'ont aucune volonté hégémonique à gauche, les socialistes demeurent partagés sur le sujet. Et, selon Washington, le PCF doute, à juste titre, des intentions de Mitterrand. Promu à la tête du PS sur une promesse d'alliance à gauche, ce dernier compte, en effet, sur un simple accord tactique avec le PCF pour renforcer son camp et assouvir ses ambitions personnelles.

« Le PCF a certainement raison de penser que le but réel de Mitterrand est de se présenter à nouveau à la présidentielle de 1976 comme le candidat unique de la gauche, captant les soutiens les plus larges dans son camp, écrivent les experts du département d'État. Mitterrand, en fait, a probablement peu d'illusions sur le fait de surpasser les divergences politiques et idéologiques avec le PCF. La position de ce dernier lors du référendum a montré son intransigeance et son absence de volonté de compromis. En plus de la question de l'Europe, les communistes et les socialistes ont des positions conflictuelles sur les nationalisations, sur les institutions, sur l'Alliance atlantique

et sur bon nombre d'autres sujets. Mais Mitterrand espère sans doute qu'il sera capable d'obtenir une sorte d'arrangement électoral avec le PCF pour les législatives de 1973, suffisamment efficace pour lui fournir, à lui et à la gauche, une rampe de lancement pour 1976²⁷. »

Si le pragmatisme électoral impose au PS et au PCF un accord de façade, personne ne semble vraiment croire à la sincérité de leur rapprochement. Pas même eux ! Au terme de discussions marathons, les deux partis parviennent pourtant, le 27 juin 1972, à un « programme commun de gouvernement », approuvé par leurs instances respectives le 9 juillet. Une frange des radicaux, menée par Robert Fabre, signe également le texte.

Bien qu'il représente un amalgame abscons des programmes de deux partis, cet accord crée l'événement. « Plus que son contenu, le fait est qu'il rapproche les deux plus importants groupes de la gauche française, plus qu'ils ne l'ont jamais été depuis les années 1930 », note Jack Kubisch, numéro deux de l'ambassade des États-Unis, en préambule à une présentation presque enthousiaste du programme commun.

Selon lui, l'existence de ce dernier accroît les chances de la gauche aux législatives de 1973, sans nullement garantir sa victoire. Son contenu n'efface pas les divergences profondes entre les deux partis signataires. Mais sa mise en œuvre impliquerait de « grands changements » économiques, administratifs et sociaux. Car il prévoit notamment : des augmentations massives des salaires et des bourses ; la mise

en chantier de sept cent mille logements par an ; la baisse des dépenses militaires et le gel de la force de frappe ; la nationalisation des écoles privées, des banques et des grandes industries ; la participation des travailleurs à la direction des entreprises ; la réduction des pouvoirs du président de la République, l'adoption d'un scrutin proportionnel et la décentralisation ; le refus de l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; l'appel à une conférence sur le désarmement...

Qui a imprimé sa marque sur ce programme de « socialisme à la française » ? Le numéro deux de l'ambassade américaine se veut prudent. « Il semble que les communistes ont fait le plus grand nombre de concessions pour obtenir un accord », écrit-il, par exemple sur le respect du vote démocratique ou sur l'abandon de la force de frappe, devenu un simple « gel » dans le texte commun. En revanche, ils ont obtenu la proportionnelle ou imposé une longue liste de nationalisations. Et c'est leur projet qui a servi de base au programme. « Leur principal gain tient à la confiance que le PCF a gagnée en lui-même, parce qu'il sait qu'il est le plus grand, le mieux organisé et le plus riche des partis de gauche », relève Kubisch.

Les socialistes, quant à eux, ont obtenu une alliance dont ils espèrent tirer avantage aux prochaines échéances électorales. François Mitterrand a de quoi solidifier son ascendant sur le PS et assurer son « ambition personnelle », celle de battre Georges Pompidou à la présidentielle de 1976.

À l'inverse de ce qu'affirmaient plusieurs experts du département d'État et de la CIA quelques semaines plus tôt, Kubisch estime désormais que « l'Union de la gauche offre une alternative claire, sans ambiguïté à la politique de la majorité ; une alternative qui a l'air raisonnable et, peut-être plus important, crédible. [...] Mitterrand est une figure importante de la politique française, une personnalité majeure de la IV^e République et, comme candidat face à de Gaulle en 1965, un homme de la V^e République. En dirigeant l'Union de la gauche, Mitterrand lui donne un prestige et une proximité dont le PCF est dépourvu²⁸ ».

Le portrait est étonnamment favorable. Contrairement aux dirigeants américains les plus farouchement anticomunistes, tel Kissinger, certains diplomates américains francophiles ne cesseront de voir en Mitterrand, qu'ils côtoient depuis des années, un leader de plus en plus habile et incontournable, le seul capable de contenir le puissant PCF en attirant progressivement à lui une frange de son électorat²⁹. Néanmoins, Jack Kubisch n'ignore pas que le PCF se méfie de Mitterrand, de ses calculs, de ses positions atlantistes et de son passé anticomuniste. « Historiquement, les deux partis ont davantage montré leur goût pour se combattre mutuellement que pour s'unir face aux partis bourgeois », ajoute-t-il, sarcastique. L'union restera d'abord un combat, nourri d'antipathies personnelles autant que de concurrences électorales. « L'alliance est une fleur fragile³⁰ », résume poétiquement l'Américain.

Pour un peu, on le croirait de gauche !

1 Interview de H. Allen Holmes, premier secrétaire à l'ambassade des États-Unis à Paris de 1970 à 1974, 9 mars 1999, FAOHP.

2 Interview de H. Allen Holmes, 9 mars 1999, *op. cit.* « Je déjeunais de temps à autre avec lui et j'ai découvert qu'il avait aussi un contact avec mon collègue de l'Agence [la CIA] au sein de l'ambassade, ce qui aurait pu être très embarrassant, mais nous travaillions tous les deux en bonne intelligence et avons fait comprendre à Hernu que nous étions amis. Je pense qu'Hernu a probablement compris ce qui se passait, mais il ne l'a jamais révélé. » Les bonnes relations de Charles Hernu, très volubile, avec les Américains sont anciennes (voir les chapitres 5 et 7 ; voir aussi Vincent Jauvert, « Ce que Hernu racontait aux Américains », *Le Nouvel Observateur*, 3-9 avril 1997). La mention de ce contact avec la CIA est d'autant plus intéressante qu'Hernu sera soupçonné d'avoir été un agent de l'Est au même moment.

3 Voir le chapitre 7. Lors d'un déjeuner avec l'ambassadeur Shriver, le 23 avril 1969, François Mitterrand a répété que la France ne devait pas quitter l'Alliance atlantique, qu'il était favorable à la construction de l'Europe, que la gauche non communiste n'était pas morte et que le PCF avait soutenu sa candidature à la présidentielle de 1965 « contre les vœux de Moscou ». Télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, 24 avril 1969, archives du département d'État, NARA.

4 Mémoire de conversation entre François Mitterrand, Pierre Rouanet et H. Allen Holmes, 22 novembre 1970, archives du département d'État, NARA.

5 Interview de H. Allen Holmes, 9 mars 1999, *op. cit.* James Philips, assistant spécial de l'ambassadeur des États-Unis en France de 1971 à 1975, confiera également que Mitterrand était, selon lui, « l'un des leaders politiques les plus machiavéliques du xx^e siècle » : interview du 5 mai 1998, FAOHP.

6 *François Mitterrand and the Opposition*, 12 décembre 1970, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Arthur « Dick » Watson, archives du département d'État, NARA.

7 Interview de H. Allen Holmes, 9 mars 1999, *op. cit.*

8 *François Mitterrand and the Opposition*, 12 décembre 1970, *op. cit.*

9 *Servan-Schreiber's Victory at Nancy*, 6 juillet 1970, mémoire de Helmut Sonnenfeldt (Maison-Blanche) à Henry Kissinger (conseiller à la Sécurité nationale), National Security Files, Nixon Library.

[10](#) *François Mitterrand and the Opposition*, 12 décembre 1970, *op. cit.*

[11](#) Michel Rocard a déjà rencontré longuement des responsables de l'ambassade américaine en juin 1968, le 4 septembre 1968 et le 20 décembre 1968 : voir les télégrammes correspondants des 12 juin 1968, 16 septembre 1968 et 7 janvier 1969, archives du département d'État, NARA.

[12](#) *Michel Rocard and the PSU*, 24 novembre 1969, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

[13](#) *Conversation with Michel Rocard, National Secretary of the Parti socialiste unifié (PSU)*, 16 décembre 1969, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, sur la base d'un entretien du 8 décembre, archives du département d'État, NARA.

[14](#) *Lunch with Michel Rocard of the Parti socialiste unifié (PSU)*, 11 février 1970, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargent Shriver, sur la base d'un entretien du 4 février, archives du département d'État, NARA.

[15](#) Entretien avec l'auteur, 6 janvier 2009.

[16](#) À l'extrême gauche, les Américains s'intéressent également de près à l'Organisation communiste internationale (OCI), l'organisation trotskiste de Pierre Lambert, hostile au PCF et à l'URSS, jugés totalitaires. Selon une note détaillée de l'ambassade des États-Unis de mars 1972, l'OCI dispose de 2 500 membres, d'un journal hebdomadaire à large diffusion et d'une organisation de jeunesse qui a pris le contrôle du syndicat étudiant UNEF, concurrent de l'UNEF renouveau (communiste). L'OCI est surtout très active au sein de Force ouvrière, le syndicat anticommuniste dirigé par André Bergeron et soutenu par le syndicat américain AFL-CIO, avec l'appui originel de la CIA. « Du point de vue américain, il est intéressant de noter que Lambert et ses collègues parlent avec admiration du mouvement syndical américain et du président de l'AFL-CIO George Meany », écrit l'ambassadeur Watson : *The French Far Left*, 6 mars 1972, archives du département d'État, NARA.

[17](#) Il s'agissait en l'occurrence de Jack Perry, ancien diplomate à Moscou et à l'OTAN, de 1966 à la mi-1969, puis de Robert Frowick au début des années 1970. Voir aussi, au chapitre 12, leurs contacts avec les diplomates soviétiques à Paris.

[18](#) Interview de H. Allen Holmes, 9 mars 1999, *op. cit.* Point confirmé par James Philips dans son interview du 5 mai 1998, *op. cit.*

19 Voir la note de l'ambassade des États-Unis, 20 février 1970, en réponse au message du 30 janvier 1970 du sous-secrétaire d'État Elliot Richardson, archives du département d'État, NARA.

20 Voir le témoignage de John Willett, membre de la section politique à l'ambassade des États-Unis à Paris dans les années 1970, interview du 21 décembre 1998, FAOHP. Jack Perry, le spécialiste des affaires communistes à l'ambassade, rencontrait régulièrement deux journalistes de *L'Humanité*, Louis Luc et Marcel Roques.

21 *France : Hard-Liners' Victory at Communist Congress Raises Questions About Cooperation with Non-Communist Left*, 6 mars 1970, note du bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

22 *France : Communists and Socialists Engage in Difficult Courtship for Upcoming Municipal Elections*, 19 février 1971, note du bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

23 Interview de H. Allen Holmes, 9 mars 1999, *op. cit.*

24 *The Socialist Party – Prospects and Problems after Suresnes*, 12 avril 1972, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

25 *France*, 26 avril 1972, Central Intelligence Bulletin, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

26 *The French Left : A House Divided*, 2 juin 1972, étude du bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

27 *Ibid.*

28 *Unity : The French Socialist and Communist Parties*, 7 août 1972, télégramme de Jack Kubisch, chef de mission adjoint (de l'été 1972 à début 1973), ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

29 Cette analyse est reprise dans *France : The Communist-Socialist Rapprochement – Plastering over the Differences*, 20 septembre 1972, étude du bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, ainsi que dans *The French Legislative Elections ; Unity of the Left, Problems and Prospects*, 7 février 1973, télégramme de Jack Kubisch à la veille des élections législatives de mars 1973, archives du département d'État, NARA

[30](#) *Unity : The French Socialist and Communist Parties*, 7 août 1972, *op. cit.*

Chapitre 16

La sombre fin de règne d'un président malade

« L'élève a dépassé le maître ! »

En ce début d'année 1972, le compliment qu'adressent les Américains à Georges Pompidou n'est pas feint. Installé à l'Élysée depuis deux ans et demi, le successeur du général de Gaulle n'a rien d'un pâle héritier. Il dirige le pays avec assurance, mêlant une certaine continuité diplomatique avec un plus grand pragmatisme.

« Il a appris un grand nombre de choses très utiles durant son long apprentissage aux côtés de De Gaulle, se félicite le département d'État. Cependant, il a su éviter les penchants du Général pour l'excès de style et de jugement. Aussi nationaliste que de Gaulle, Pompidou a montré qu'il est surtout intéressé par les résultats, et pas seulement par les effets de manches, qui fascinaient son prédécesseur¹. »

La France se serait-elle assagie ? Les émeutes de mai 1968 paraissent bien lointaines. Le front social est calme. « Il n'y a pas de perturbations majeures à l'horizon² », prédit la CIA. L'économie se porte bien. Après un sommet Nixon-Pompidou aux Açores en décembre, les

relations franco-américaines continuent de s'améliorer, en dépit de la dévaluation du dollar, âprement négociée³. Le président français relance la construction européenne en ouvrant la porte du Marché commun aux Britanniques. Son Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, apôtre d'une modernisation économique et d'une « nouvelle société » sans turbulence, reste populaire, en dépit de quelques affaires immobilières qui touchent des membres de sa majorité. Celle-ci tient bon, avec le socle solide de l'UDR et l'appui des Républicains indépendants de Valéry Giscard d'Estaing, jeune ministre des Finances aux ambitions politiques à peine voilées⁴. Même si la gauche, en cours d'unification, risque de progresser aux élections législatives de mars 1973, Pompidou ne semble pas trop s'inquiéter pour la suite de son septennat, qui court jusqu'en 1976.

Des scandales déstabilisent Chaban-Delmas

Le calme apparent est trompeur. En réalité, les nuages s'amoncellent. La lune de miel de Pompidou avec l'opinion s'achève. En quelques mois, le président va perdre la main, sa majorité se lézarder, ses barons se diviser, le climat se détériorer. Plus grave, Georges Pompidou apprendra, durant l'été 1972, qu'il est atteint de la maladie de Waldenström, une forme rare de leucémie, cancer du sang au pronostic fatal. Il s'affaiblira par périodes, gardant secret le mal qui menace d'abrégé son mandat à tout moment.

Pour l'heure, la lente descente aux enfers du régime pompidolien débute à la rubrique des coups tordus. Les

scandales financiers qui défraient la chronique depuis l'été 1971, comme celui de la Garantie foncière, impliquant son président, André Rives-Henry, député UDR de Paris, prennent de l'ampleur. L'élus gaulliste refuse de démissionner. Une autre enquête fiscale vise Édouard Dega, le frère d'un proche collaborateur de Jacques Chaban-Delmas à l'époque où celui-ci présidait l'Assemblée nationale. Le 19 janvier 1972, *Le Canard enchaîné* publie une copie des déclarations de revenus du Premier ministre, révélant que ce dernier n'a pas payé d'impôts entre 1967 et 1969. L'article prolonge de premières révélations, faites en novembre, sur la feuille d'impôts de Chaban-Delmas pour l'année 1970 et sur la chasse aux fraudeurs du fisc, déclenchée par le ministère des Finances, que tient Valéry Giscard d'Estaing. « Giscard fait la fête à Chaban⁵ », titre *Le Canard enchaîné*.

Les publications de janvier 1972 déstabilisent le Premier ministre. Même si le dispositif de l'« avoir fiscal » dont il a bénéficié est légal, le fait qu'il ait échappé à toute imposition durant plusieurs années choque l'opinion et provoque un tollé dans la classe politique. Se présentant comme le « Monsieur Propre » de la lutte contre la fraude, le ministre des Finances se contente de communiqués officiels. Il promet de réformer le système fiscal, très archaïque, ce qui n'empêche pas d'autres scandales de faire surface.

L'ambassade américaine à Paris, tout comme la CIA, ne rate aucun épisode de ces feuilletons. « Plusieurs affaires reliant des promoteurs véreux, des inspecteurs des impôts corrompus, divers escrocs et des membres du parti gaulliste

ont éclaté l'an dernier, note l'ambassadeur Watson le 31 janvier. Bien qu'elles aient suscité de l'embarras au gouvernement, elles n'ont pas provoqué de problèmes politiques graves. Cependant, des rumeurs persistantes laissent penser que des gaullistes haut placés, incluant le Premier ministre Chaban-Delmas, sont impliqués dans des affaires plus sérieuses qui s'apprêtent à être révélées. »

Selon le diplomate, « on ne peut pas dire que les scandales mettent au jour une corruption à grande échelle au sein du gouvernement ou du mouvement gaulliste », mais ils donnent « l'impression qu'il y a des relations malsaines entre l'argent et le pouvoir pompidolien. Alors que les onze années du régime de Gaulle n'étaient pas teintées par les scandales financiers, les affaires actuelles sont gênantes pour ses successeurs ». Un certain « malaise » est perceptible au sein de l'UDR, d'autant qu'il s'agit peut-être de la « partie visible de l'iceberg ». Bien que Watson ne croie pas au départ forcé du Premier ministre avant les législatives de 1973⁶, il relaie cependant la rumeur selon laquelle « le président Pompidou commence à considérer Chaban-Delmas comme un handicap... ».

Le péril n'est pas mortel pour Pompidou. Même si son Premier ministre se retrouvait « discrédité », le président pourrait très bien le remplacer par un homme « d'une intégrité incontestable » ou par un technicien peu controversé. « Tant qu'il apparaît comme faisant l'effort de nettoyer la maison, les gaullistes ne seront pas trop menacés dans l'opinion⁷. » Selon Watson, à moins d'un autre scandale majeur, la majorité gaulliste ne sera pas battue aux

prochaines législatives. L'alerte est sérieuse, sans être encore vitale.

Un référendum sur l'Europe bien décevant

Le président semble croire au retour de sa chance. En mars 1972, il prend tous les observateurs par surprise en annonçant la tenue immédiate d'un référendum sur le traité d'élargissement de l'Europe, qui doit permettre au Royaume-Uni d'y faire son entrée. Pompidou compte sur cette initiative pour relancer son action politique, quitte à provoquer des élections législatives anticipées dans la foulée. « Si l'abstention est supérieure à 25 % et si le vote favorable l'emporte de justesse, Pompidou sera davantage blessé qu'aidé par ce scrutin⁸ », avertit pourtant la Maison-Blanche.

À quelques jours du référendum, de retour d'un voyage en Lorraine où il a plaidé la cause du traité d'élargissement, le président français, accompagné de son épouse, dîne en petit comité avec l'ambassadeur américain Dick Watson à la résidence de ce dernier, rue du Faubourg-Saint-Honoré. Pompidou paraît serein, se disant très content que la France se place à l'avant-garde de la construction européenne : « Je crois en ce que je fais⁹ », confie-t-il.

La nette victoire du « oui » au référendum, avec 68 % des voix, le 23 avril 1972, ne suffit pas à le rassurer. L'abstention record (39 %) et le poids des votes blancs et nuls (7 %) révèlent le faible engouement des électeurs pour

le sujet. L'Europe ne mobilise pas les foules. Pompidou le vit comme un échec personnel. La Maison-Blanche parle d'un « revers ». « Sur la scène intérieure, les résultats vont donner une nouvelle vie aux communistes, aux socialistes et aux membres du mouvement gaulliste qui critiquent Pompidou, commente l'un des conseillers de Nixon. Pompidou devrait saisir l'occasion pour changer le gouvernement, y compris le Premier ministre. Au fil du temps, les fissures dans les rangs gaullistes vont probablement s'élargir. Les effets négatifs, au moins à court terme, devraient être encore plus sérieux au plan international. Son image de leader de l'Europe et ses souhaits que la France joue un rôle décisif pour l'avenir de l'Europe ont subi un coup¹⁰. »

Le jugement, sévère, reflète une certaine déception américaine. Le président Nixon et son éminence grise Kissinger ont beaucoup misé sur le réchauffement de leurs relations avec la France et sur la stabilité du régime pompidolien, partenaire de leur diplomatie en Europe. Son brutal affaiblissement fragilise leur édifice. Un remaniement à Paris paraît inéluctable d'ici à quelques mois, probablement avant le scrutin législatif de mars 1973, qui s'annonce moins facile que les précédents pour la majorité¹¹. Déjà, des noms circulent pour remplacer, le moment venu, Jacques Chaban-Delmas à Matignon. L'ambassade des États-Unis à Paris dresse, début mai 1972, la liste des possibles prétendants, avec leurs qualités et leurs défauts.

Des prétendants à Matignon, dont le jeune Jacques Chirac

Les rumeurs donnent Olivier Guichard, le ministre de l'Éducation, en tête de la course pour Matignon. Baron du gaullisme, ce confident de Pompidou a l'avantage d'être « un dirigeant compé tent », « populaire au sein de l'UDR », et de n'avoir été mêlé à aucun scandale récent. Inconvénient : il n'a rien d'un orateur, son image de gaulliste « inflexible » le prédispose peu à séduire les centristes, et sa bonne gestion de l'Éducation nationale le rend plutôt indispensable à ce poste.

Le deuxième sur la liste est Robert Galley, ministre des Postes et Télécommunications, après avoir occupé des fonctions à l'Équipement et aux Affaires scientifiques. Il est reconnu comme un expert « pragmatique, innovateur, intelligent » et un « organisateur extrêmement efficace ». Les Américains, avec qui il a noué des relations « cordiales », notent qu'il a piloté avec succès la construction de l'usine de plutonium de Marcoule et celle de l'usine d'enrichissement d'uranium de Pierrelatte, qui ont fourni les combustibles indispensables à la force de frappe nucléaire française. Mais son profil de technicien et de « nouveau venu » en politique amenuise ses chances.

Le troisième sur la liste des premier-ministrables est Jacques Chirac, trente-neuf ans, secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement. Il est présenté par les diplomates américains comme « l'une des étoiles les plus brillantes parmi les leaders gaullistes de la nouvelle

génération ». « Beaucoup de gens pensent que Pompidou prépare Jacques Chirac pour Matignon un jour ou l'autre. Il a travaillé admirablement durant cinq ans au cabinet de Pompidou, entre 1962 et 1967, et, sur les sujets de politique intérieure, il est très proche du président. »

Ses points faibles ? Certains députés de l'UDR l'accusent de « snobisme ». Son nom est apparu dans les scandales fiscaux, à cause des travaux de rénovation de son château en Corrèze, classé au patrimoine historique (« une histoire embarrassante, mais probablement pas fatale », selon l'ambassade). « Étant donné sa jeunesse et son inexpérience, il est peu probable que Pompidou le choisisse cette fois-ci », tempèrent les diplomates. Mais ils le surveillent de près : « Chirac est l'un des plus américanophiles des jeunes dirigeants gaullistes. Après un été d'études à Harvard en 1953, il s'est promené aux États-Unis et a pris goût à la vie américaine, y compris la cuisine. [...] Son expérience passée et son rôle actuel lui ont permis de se forger des vues originales en matière de politique étrangère. Pompidolien solide, il mêle un anticommunisme fort et une dévotion à l'indépendance française et européenne. Pour lui, l'indépendance a une connotation plus atlantique que pour les gaullistes plus traditionnels. » On le voit, Chirac intéresse beaucoup les Américains.

La liste comprend encore d'autres prétendants, dont le jeune ministre de l'Environnement Robert Poujade, le vieux briscard Edgar Faure et le secrétaire général de l'Élysée Michel Jobert, considéré comme un expert « calme et discret¹² », fin connaisseur des arcanes diplomatiques.

L'ambassade note que ce dernier connaît bien les États-Unis, parle l'anglais et est marié à une Américaine. Jobert ne peut être totalement antipathique !

Avec Pierre Messmer, un virage raté

Seul oubli, de taille, dans cette galerie de portraits : Pierre Messmer, le ministre de l'Outre-mer, que Pompidou va finalement choisir pour succéder à Jacques Chaban-Delmas. Fin juin, lorsque les rumeurs de remaniement se précisent, les milieux politiques avancent son nom au côté de celui d'Olivier Guichard, toujours donné favori¹³. L'ambassade des États-Unis rédige en toute hâte une fiche le concernant. Vétéran de l'ère de Gaulle, ancien ministre de la Défense, Pierre Messmer, âgé de cinquante-six ans, incarne la « fidélité pure et dure » aux principes gaullistes. « Si Pompidou, du fait des résultats décevants du référendum et de la situation politique incertaine, veut retourner aux principes du gaullisme traditionnel, le choix de Messmer comme Premier ministre a du sens. Cependant, il aura peu d'attraits pour l'aile gauche de la coalition majoritaire. » Accessoirement, les diplomates relèvent également que Messmer a toujours été un farouche opposant à la « domination¹⁴ » de l'Europe par les États-Unis et que les relations avec lui ont été difficiles lorsqu'il était ministre de la Défense.

Dans le fond, les scandales récents et le climat d'affairisme qui entourent certains gaullistes, jusqu'à Chaban-Delmas, agacent le président Pompidou. Il craint que ces révélations

ne portent préjudice à sa majorité. De plus, le style politique du maire de Bordeaux, censé incarner une ouverture « sociale », lui paraît désormais faire davantage le lit de la gauche. La signature du programme commun entre le PS et le PCF, fin juin 1972, achève probablement de le convaincre de l'urgence de créer un électrochoc. « Votre politique en toutes choses avantage des gens qui ne sont pas nos électeurs, reproche-t-il à Chaban-Delmas. C'est la dégradation de l'autorité, c'est l'engrenage qui conduit à sa ruine¹⁵. »

Le 5 juillet 1972, Pompidou démet brutalement le Premier ministre de ses fonctions, alors que celui-ci venait d'obtenir un vote de confiance de l'Assemblée, et il nomme Pierre Messmer à sa place. Dans un mémo à Nixon daté du même jour, Henry Kissinger commente ainsi cette décision attendue : « Pompidou veut se débarrasser de Chaban-Delmas, dont l'image a été ternie par des soucis fiscaux, dont le style politique indépendant, un peu léthargique, ne plaît pas au président, et dont les liens avec les centristes ne lui ont pas rapporté assez de voix lors du référendum sur l'Europe¹⁶. » L'ambassadeur Watson ajoute que Pierre Juillet, influent conseiller de Pompidou, et Valéry Giscard d'Estaing, rival présidentiel possible, ont profité du contexte pour enfoncer Chaban-Delmas, qui est devenu le « bouc émissaire¹⁷ » de tous les mécontents de la majorité.

Cette reprise en main signifie que Pompidou entend resserrer les rangs et qu'il veut rester maître du jeu. « L'État, c'est moi¹⁸ », résume une note du département d'État à propos des choix du président français, qui

réaffirme ainsi sa prééminence. Ce faisant, Pompidou s'expose davantage. À Matignon, le très orthodoxe Pierre Messmer ne risque pas de lui faire de l'ombre. « Messmer est un soldat plus connu pour sa loyauté absolue que pour son leadership imaginatif », ironise l'ambassadeur Watson. L'arrivée d'Edgar Faure au nouveau ministère des Affaires sociales ne suffit pas à renouveler l'image d'un gouvernement où figurent toujours les mêmes piliers – Schumann reste aux Affaires étrangères, Debré à la Défense, Giscard d'Estaing aux Finances, Marcellin à l'Intérieur. D'ailleurs, l'administration américaine ne croit pas à un changement de la politique française. Elle s'attend juste à une « rhétorique plus gaulliste¹⁹ ».

Les menaces d'Aranda ravivent les soupçons de corruption

Le choc escompté par Pompidou n'a pas lieu. Son nouveau gouvernement ne symbolise qu'une inflexion conservatrice. Pis, les scandales rebondissent à l'automne 1972 avec les déclarations de Gabriel Aranda, un ancien conseiller du ministre de l'Équipement, Albin Chalandon. L'imprécauteur promet au *Canard enchaîné* une liasse de documents qui prouveraient que des passe-droits sont accordés à certains dirigeants de l'UDR et ministres. « Une odeur de pourris », titre le journal satirique le 13 septembre 1972, avec des révélations aussitôt prolongées par *Le Monde*. Surnommé « l'archange », Aranda affirme qu'il a de quoi impliquer une cinquantaine de personnalités. Et il est prêt à détruire ses

documents si la France annule son contrat de ventes d'avions Mirage à la Libye²⁰ ! Étonnante menace.

Dick Watson s'étonne de l'irruption de ce « pirate », qui tente un chantage auquel le gouvernement français, selon lui, ne cédera pas. « Aranda s'est autoproclamé en croisade morale contre la corruption politique et contre l'opportunisme de la politique étrangère, écrit l'ambassadeur le 16 septembre 1972. Comme il l'a déclaré, la “mission historique et pacifique” de la France ne devrait plus être sacrifiée pour de l'argent. Avec les armes fournies à la Libye, a-t-il dit, des bombes françaises peuvent détruire un petit pays encerclé qui est “passionnément attaché à la France” (*sic* !). » Selon l'ambassadeur, Aranda est présenté par les autorités comme un conspirationniste, « psychologiquement instable », qui serait incapable de fournir des preuves de ses accusations. Mais Watson remarque aussi que l'opposition estime qu'il n'y a probablement pas « de fumée sans feu²¹ » à propos de la corruption.

Même si, au fil des jours, l'affaire Aranda se délite judiciairement faute d'éléments probants, elle laisse des traces dans l'opinion. Le président Pompidou a beau s'indigner, lors d'une conférence de presse, le 21 septembre, des « odeurs d'égout » et du comportement « déshonorant » de l'ancien collaborateur de Chalandon, le soupçon d'affairisme perdure. « Les scandales ont clairement endommagé l'image de l'UDR²² », tranche l'ambassade des États-Unis.

« Il faut aider Pompidou à l'emporter aux législatives »

Conséquence des scandales ? En décembre 1972, les sondages pronostiquent que les gaullistes (UDR) et leurs alliés des Républicains indépendants (RI) de Giscard d'Estaing pourraient perdre la majorité absolue des sièges lors des élections législatives de mars 1973. Les gagnants seraient les centristes de Jean-Jacques Servan-Schreiber et Jean Lecanuet et, surtout, l'Union de la gauche nouvellement constituée. « C'est la première alliance réellement forte entre socialistes et communistes depuis le Front populaire de 1936, répète le secrétaire d'État américain, William Rogers, dans un mémo au président Nixon. Les deux partis devraient en profiter : le PCF gagnera en respectabilité et les socialistes bénéficieront du prestige accru et de la popularité de leur leader, François Mitterrand, reconnu comme le porte-parole de la gauche. » Leur union semble attirer 45 % des intentions de vote, contre 38 % pour la coalition gouvernementale (UDR et RI), « au point que le gouvernement Pompidou donne des signes de nervosité²³ ».

Le secrétaire d'État donne son pronostic : « Même si la coalition actuellement au pouvoir gardera probablement une majorité relative, les chances de la gauche ne doivent pas être sous-estimées et pourraient même s'améliorer au fil de la campagne. » À Washington, l'administration Nixon, républicaine, commence à s'inquiéter un peu. Elle parie que les gaullistes vont certainement durcir leur discours de

campagne en jouant sur la peur du communisme, comme en juin 1968. Mais, cette fois, le chaos lié aux émeutes ne servira plus d'épouvantail.

Dans un autre mémo à Nixon, fin décembre 1972, Henry Kissinger estime que, si jamais la gauche l'emporte, Pompidou sera confronté à des alternatives problématiques : « Nommer Mitterrand Premier ministre et tenter de le contrôler ; dissoudre l'Assemblée et appeler à de nouvelles élections ; invoquer des pouvoirs d'urgence. Ces options sont toutes déplaisantes. »

Kissinger craint un président français affaibli. Sensible aux arguments de son conseiller, Nixon donne ses consignes : « Assurez-vous que l'on donne toute l'aide possible à Pompidou, symboliquement ou de toute autre manière. Assurez-vous que la gauche n'obtienne aucun appui de la part de notre administration²⁴. »

À fur et à mesure que l'échéance approche, le scénario d'une victoire de la gauche se fait plus crédible. Prudents, le PS et le PCF mettent en avant leurs propositions sociales et économiques. « Le programme commun appelle à une révolution mineure », commente l'ambassade des États-Unis à Paris. Contrairement à certains caciques de Washington, les diplomates en poste en France ne croient pas que le discours alarmiste sur le risque d'un régime totalitaire dominé par les communistes effraie sérieusement l'électorat, lassé par quinze années de régime gaulliste²⁵.

Cependant, les diplomates américains remarquent que le

PCF, remarquablement discret depuis la signature du programme commun, montre plus d'agressivité en fin de campagne pour tenter de rester le « premier parti de gauche²⁶ », craignant par-dessus tout que le PS de Mitterrand ne profite plus que lui de l'Union de la gauche. Enfin, l'ambassade s'interroge sur la crise politique à venir en cas de victoire de la gauche ; car Pompidou n'accepterait sans doute pas de nommer François Mitterrand, et encore moins Georges Marchais, comme Premier ministre. Une période d'instabilité en résulterait forcément, puisque la cohabitation serait difficile.

À quelques jours du scrutin, les ultimes sondages semblent indiquer un retour de balancier en faveur de la droite. Le président Pompidou a mis son poids dans la balance lors d'une allocution télévisée, le 9 février, fustigeant les risques d'une victoire « socialo-communiste ». La coalition gaulliste, en net recul, pourrait peut-être conserver une courte majorité face à une gauche dont la forte progression ne suffirait pas à obtenir une majorité de sièges. « La position de Giscard d'Estaing sera renforcée et les forces centristes joueront un rôle charnière, analyse le département d'État. À l'arrivée, nous aurons probablement une coalition de centre droit, laquelle sera légèrement plus favorable aux intérêts américains²⁷. » Le soulagement est perceptible à Washington, où l'on ironise parallèlement sur les possibles déconvenues de l'URSS : une poussée des centristes « pro-OTAN » et « proeuropéens » irriterait Moscou ; et, si la gauche l'emportait finalement, « Mitterrand, la bête noire des Soviétiques, serait la figure

dominante²⁸ »...

Au soir du deuxième tour des législatives, le 11 mars 1973, les résultats en sièges sont plus tranchés que les sondages ne le laissent supposer : la droite garde une majorité de députés (275) face à une gauche en forte progression (175) et un centre stable (64). « La coalition gouvernementale sort des élections avec une solide majorité, résistant mieux que prévu, commente le département d'État²⁹. Le gouvernement de Pompidou reste aux commandes, mais la démonstration de force de l'Union de la gauche donnera aux socialistes et aux communistes une base solide dans l'opposition. »

La Maison-Blanche affine rapidement son analyse. Selon ses experts du Conseil national de sécurité, les gaullistes traditionnels, comme Messmer, ont perdu du terrain. Le PS n'atteint pas le score du PCF, ce qui « pourrait pousser Mitterrand, qui vise la présidentielle de 1976, à reconsidérer la valeur de son alliance avec les communistes³⁰ ». Les centristes, comme Lecanuet et Servan-Schreiber, déçoivent un peu. Quant à Valéry Giscard d'Estaing, son parti fait moins bien que prévu, mais la CIA note qu'il recule relativement moins que certains gaullistes, ce qui en fait un candidat possible pour Matignon. Au fond, le président Pompidou ne se sort pas si mal de l'épreuve.

Une ère de soupçon et de pessimisme s'installe

Ce demi-succès n'incite pas le président au

bouleversement. Au contraire. Il veut tenir les rênes du pouvoir encore plus serrées. Début avril 1973, le fidèle Pierre Messmer est confirmé comme Premier ministre. Le secrétaire général de l'Élysée, Michel Jobert, est nommé ministre des Affaires étrangères, et Robert Galley, l'expert nucléaire, remplace Michel Debré à la Défense³¹. L'ouverture attendue en direction des réformateurs de Jean Lecanuet est repoussée.

Le président français entre, à partir du printemps 1973, dans une période de plus en plus crispée. Sur le plan international, il s'alarme du discours d'Henry Kissinger, qui, le 23 avril, proclame à New York une « année de l'Europe ». Le principal inspirateur de Nixon suggère de redéfinir une nouvelle « charte atlantique », au moment où les États-Unis négocient des accords sur les armements avec l'URSS. Pompidou redoute que les Américains ne réduisent, à terme, leur engagement militaire sur le Vieux Continent et qu'ils ne s'entendent en réalité avec les Soviétiques dans le dos des Européens.

Il le redit avec force au président Nixon, qu'il revoit une dernière fois à Reykjavik, en Islande, lors d'un morne sommet, fin mai 1973. « Très franchement, nous sommes profondément inquiets d'une situation où les États-Unis et l'URSS seraient à l'abri, et où l'Europe, tels le Vietnam ou le Proche-Orient, serait un endroit où l'on peut se taper dessus plus ou moins nucléairement, sans que les deux grands s'en mêlent, sinon pour fournir leurs armes à leurs partisans. » Le président français a peu d'illusions sur la fermeté des autres pays européens. « Ne vous y trompez pas : le

Royaume-Uni et la France mis à part, tous les autres sont prêts à se coucher devant les Soviétiques. »

Il estime surtout que les dangers d'un affaissement européen ne sont pas que militaires. « Nous pouvons être attaqués politiquement et vous devez le prendre en considération. Nous avons pu constater récemment que des ambitions personnelles, de la part du Parti socialiste, risquaient de faire basculer la France, en se disant qu'on verrait bien après. Or, l'on sait qu'il n'est pas facile de retirer les communistes d'un gouvernement une fois qu'ils y sont installés. Sur ce point, vous pouvez nous faire confiance et vous dire que nous sommes totalement décidés à barrer la route au communisme en France et si possible en Europe occidentale³². »

Pompidou a senti le vent du boulet aux législatives. Il entend tenir bon face aux bourrasques et aux déstabilisations. En dépit des assurances réitérées de Nixon, il n'est plus sûr que les Américains le soutiennent vraiment. Son nouveau ministre des Affaires étrangères, Michel Jobert, le conforte dans ce doute. Une certaine méfiance s'installe à nouveau entre Paris et Washington. Le fossé ne fera que se creuser durant les mois qui suivent³³.

Le pessimisme pompidolien tient probablement à une certaine lassitude politique et à la crainte de voir l'Europe lâchée par l'Amérique. Mais un autre facteur, plus personnel, mine profondément le moral du président français : sa maladie du sang, qui le ronge et l'épuise. Lors de ses vœux télévisés, début janvier, les téléspectateurs ont

remarqué que son visage avait enflé. Il a prétexté une grippe, à la mi-février, pour se faire remplacer par Pierre Messmer au Conseil des ministres. Les doses de cortisone qu'il absorbe quotidiennement, contre l'avis de ses médecins, épaississent sa silhouette. Ses défenses immunitaires s'affaiblissent, l'exposant au moindre rhume ou coup de froid. Des bruits commencent à courir sur son état de santé. Un épais silence officiel règne sur ce sujet tabou.

Des rumeurs jugées extravagantes sur un cancer

Le 23 mars 1973, quelques jours après la courte victoire de la majorité aux législatives, Pompidou reçoit à l'Élysée le nouvel ambassadeur des États-Unis, John Irwin, qui a succédé à Dick Watson. « Il m'est apparu en bonne forme physique et mentale et m'a parlé de manière très vigoureuse », note Irwin, qui rapporte les rumeurs sur sa maladie, ainsi qu'une explication fournie par l'entourage du président. « Une source à l'Élysée nous a récemment dit que Pompidou souffrait de rhumatismes et suivait un traitement à la cortisone. La source a ajouté que le président allait mieux maintenant et qu'il venait d'arrêter son traitement. » L'ambassadeur américain s'avoue incapable de confirmer ou d'infirmer les propos de son collègue britannique, sir Alec Douglas-Home, lequel affirme en privé que Pompidou serait, en réalité, très malade. « Nous avons entendu, comme les Britanniques et d'autres, des rumeurs plus extravagantes, selon lesquelles le président souffre d'un cancer ou d'une

autre maladie fatale non nommée³⁴. »

Le contenu, assez vague, de ce télégramme venant de Paris est aussitôt transmis à Nixon. La Maison-Blanche ne semble, en l'occurrence, pas mieux informée que quiconque. Mais le doute, désormais, s'installe sur la santé du président français.

Le 25 mai 1973, l'Agence France-Presse rapporte brièvement que, d'après l'Élysée, « suite à un léger refroidissement », le président Pompidou a été contraint d'annuler tous ses engagements pour le week-end. Trois jours plus tard, une dépêche annonce qu'il a repris ses activités normales après avoir récupéré de sa « légère indisposition ». L'un des conseillers de presse de la présidence, qui n'est pas forcément dans le secret des dieux, confie à un diplomate américain que la « maladie » du week-end était en partie « diplomatique », puisque Pompidou désirait surtout travailler au calme sur les dossiers de sa rencontre avec Nixon à Reykjavik³⁵. L'explication est un peu courte. Elle est censée rassurer Washington.

Le voyage en Islande ne fait qu'accentuer les interrogations. Pompidou, le visage bouffi, frappé par une congestion pulmonaire, titube de fièvre en descendant de l'avion. À son retour à Paris, il doit annoncer qu'il restreint ses activités. La presse spéculé sur son état. Les diplomates américains sont priés de faire un rapport. Faute d'informations fiables, ils préparent un mémorandum à l'attention du secrétaire d'État et du président Nixon sur les conditions d'une éventuelle succession en France :

« Nous n'avons pas d'idée précise sur la nature de la maladie de Pompidou, résume le secrétaire d'État, William Rogers. Si la santé de Pompidou se détériorait au point qu'il serait incapable de remplir ses fonctions, s'il démissionnait ou s'il décédait, des élections devraient se tenir dans un délai de vingt à trente-cinq jours après la vacance du pouvoir. Le président du Sénat serait président par intérim, avec certains pouvoirs limités, jusqu'à l'élection d'un nouveau président. Selon la Constitution française, l'incapacité doit être certifiée par le Conseil constitutionnel à la demande du gouvernement. »

En cas de nouvelle élection, le département d'État parie sur les candidatures de François Mitterrand pour la gauche et de Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chaban-Delmas ou, du fait des probables querelles de personnes à droite, d'un candidat de compro mis comme Edgar Faure pour la coalition gouvernementale. « Nous pensons que le vote serait similaire à celui des élections du printemps dernier, et conduirait à l'élection d'un président représentant les tendances politiques de l'actuelle coalition au pouvoir³⁶. »

Sans savoir réellement ce qu'il en est, conscients que la maladie du président français est sans doute grave³⁷, les officiels de Washington se préparent déjà à l'après-Pompidou.

Un sentiment de malaise en France

Les rumeurs s'apaisent durant l'été 1973. Après avoir

reçu le leader soviétique Leonid Brejnev à Rambouillet fin juin, Pompidou, toujours aussi inquiet sur l'avenir de l'Europe, s'éloigne de Paris pour de longues vacances, du 14 juillet au 28 août. Il semble récupérer un peu d'énergie, avant de repartir pour la Chine début septembre³⁸. Lorsqu'il revient en France, après une courte escale à Téhéran, le président français explique, lors d'une conférence de presse, qu'il est possible qu'il se représente en 1976 pour un second mandat !

Mais les Français, plus que jamais moroses sur leur sort, doutent de leurs gouvernants. Le conflit social à l'usine Lip de Besançon alimente des tensions au sein de la majorité, de plus en plus divisée sur tous les sujets. L'ex-ministre gaulliste Michel Debré critique publiquement le laxisme du gouvernement. Jacques Chaban-Delmas, l'ancien Premier ministre écarté, organise ses fidèles au sein de l'UDR en vue d'une future candidature. Pompidou, courroucé, subit un grave échec lorsque l'Assemblée rejette sa proposition visant à raccourcir le mandat présidentiel de sept à cinq ans.

Comble de malchance, la situation économique se détériore au même moment, après l'attaque d'Israël par l'Égypte et la Syrie, le 6 octobre 1973. L'armée israélienne lance rapidement une contre-offensive, avec des bombardements sur Damas et le Golan. Décidés à soutenir les attaquants qui veulent reconquérir le Sinaï et le Golan, perdus en 1967, les pays arabes producteurs de pétrole restreignent brutalement leurs exportations et augmentent leurs prix de 17 % fin octobre. « Est-ce que tenter de remettre les pieds chez soi est forcément une agression

imprévue³⁹ ? » s'interroge publiquement Michel Jobert, le ministre des Affaires étrangères, qui ne cessait, les mois précédents, comme Pompidou, d'alerter les Américains sur les risques de chantage pétrolier. Cette déclaration, jugée proarabe, sème le trouble, y compris dans l'opinion. Les Européens, tétanisés par l'embargo pétrolier, y voient une tentative unilatérale de la France pour établir des relations privilégiées avec le monde arabe afin de garantir ses approvisionnements. Les États-Unis, soutien indéfectible d'Israël, négocient aux Nations unies un cessez-le-feu, effectif le 11 novembre. Furieux, les pays pétroliers du Golfe font monter la pression, doublant le prix du baril le 23 décembre.

Face à la crise du pétrole qui se propage, les États-Unis veulent organiser le front des pays consommateurs, tandis que la France refuse cette polarisation. Elle préférerait une conférence mondiale sur l'énergie, mais ne parvient pas à convaincre ses partenaires. Ces discordes internationales enveniment le climat politique français, alors que la croissance économique ralentit et que la découverte dans les locaux du *Canard enchaîné* de micros cachés, installés sur ordre du ministre de l'Intérieur, provoque un scandale. Les hebdomadaires sonnent la charge : « Messmer doit partir », titre *Le Point*, tandis que *L'Express* estime que le Premier ministre ne « passera pas l'hiver ».

Le département d'État relève, dans un rapport daté du 26 décembre 1973, qu'un « malaise politique » semble à nouveau saisir la France :

« Le gouvernement français souffre, une fois de plus, d'une de ses crises périodiques, de ce malaise qui l'a affecté ces dernières années avec une gravité variable. Le déclin de son rôle sur la scène internationale et la poussée de l'inflation ont convaincu de nombreux Français que leur gouvernement n'est pas efficace. Les rumeurs continues sur la santé du président Pompidou, le scandale sensationnel des micros, la perte de cohésion de la majorité à cause de conflits de personnalités et un manque apparent de leadership se sont combinés pour ternir l'image du gouvernement actuel. L'incapacité de Pompidou cet automne à obtenir suffisamment de soutien parlementaire pour son projet de raccourcissement du mandat présidentiel de sept à cinq ans fut aussi un revers embarrassant dans le contexte de la V^e République, fondée sur la suprématie du président⁴⁰. »

Pompidou paraît de plus en plus déstabilisé. L'Élysée a des allures de forteresse retranchée, où une poignée de collaborateurs fidèles tentent de protéger le président des turbulences, tout en continuant de tirer les ficelles. Un télégramme de l'ambassadeur des États-Unis décrit le fonctionnement de cet étrange « palais », avec un président monarque, relativement isolé, souvent irrité, qui traite ses ministres avec « hauteur » et ses députés avec dédain. Ses conseillers politiques les plus influents, Pierre Juillet et Marie-France Garaud, bataillent en coulisse contre les ambitions de Chaban-Delmas et la dissidence ultra-gaulliste de Michel Debré. Le secrétaire général, Édouard Balladur, filtre tous les visiteurs de Pompidou, tandis que Jacques Foccart s'occupe discrètement des réseaux africains. La

plupart des autres conseillers n'ont pas d'accès régulier au président, qui préfère recevoir des notes écrites. Ni les ministres ni leurs cabinets n'ont beaucoup de contacts avec Pompidou. « Le président vit dans un monde de papier, ordonné et très structuré, et il y a peu de place pour l'improvisation ou le débat⁴¹ », résume l'ambassadeur Irwin.

Un parfum de fin de règne envahit les allées du pouvoir. Les ministères, les journaux et les ambassades bruissent de conjectures sur de possibles remaniements, voire sur une démission de Pompidou, entraînant des élections anticipées et des préparatifs dans chaque camp. « Le leader du Parti socialiste, François Mitterrand, a commencé à s'affirmer comme un concurrent sérieux pour la présidence, écrit un diplomate américain fin décembre 1973. Sa visite prévue à Moscou en février, premier d'une série de voyages à l'étranger destinés à rehausser son prestige, semble faite pour montrer à Pompidou, qui doit également se rendre à Moscou durant cette période, qu'il n'a pas le monopole des négociations avec les Soviétiques⁴². »

Pompidou mourant, son gouvernement à la dérive

Durant les premières semaines de 1974, des rumeurs insistantes prédisent un remaniement gouvernemental imminent. Le ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, est donné comme futur Premier ministre, ce qui constituerait une forme de tremplin en vue de la prochaine présidentielle. Pour tenter de mettre fin à la crise politique

qui couve depuis des mois, l'Élysée force le gouvernement de Pierre Messmer à remettre sa démission le 27 février. Mais, curieusement, le président Pompidou le renomme aussitôt à Matignon, sans modifier fondamentalement l'équipe dirigeante.

Circonspect, Henry Kissinger écrit à Nixon un mémo sur ce changement qui n'en est pas un : « Il semble que le président ait voulu démontrer aux Français, de plus en plus désenchantés, que le gouvernement est capable de traiter les problèmes actuels [...] et que, en dépit des spéculations sur sa santé déficiente, il tient solidement les rênes du pouvoir⁴³. »

La confirmation de Messmer ne produit pas l'effet désiré. La donne politique n'a pas changé. Le Premier ministre reste rigide, peu populaire. Le 15 mars 1974, alors que l'Élysée est toujours silencieux sur la maladie du président, entrée dans sa phase terminale, la gravité de la situation finit par transpirer. L'ambassade des États-Unis livre son analyse, plus cruelle que jamais, sur la conjoncture politique : « Il est désormais généralement admis que Pompidou est gravement malade, bien qu'aucun pronostic ne soit possible, puisque la nature de la maladie n'est pas connue. [...] L'absence d'explication convaincante émanant de l'Élysée sur sa maladie a créé de l'inquiétude dans l'opinion et a accentué l'impression que Pompidou est faible et mourant et que son gouvernement, à la dérive, n'est plus maître des événements. »

Pour les Américains, Pompidou, donné partant avant la fin

de son mandat, est désormais impuissant à redynamiser sa majorité. Il s'est enfermé dans une impasse. Il se sait malade, tout en refusant de désigner un successeur potentiel, parce qu'il exècre les principaux candidats potentiels pour l'Élysée : le gaulliste Chaban-Delmas, qu'il a évincé, le libéral Giscard d'Estaing, qu'il ne croit pas apte à battre la gauche, et le socialiste Mitterrand, qu'il déteste au plus haut point, le jugeant « incapable de contrôler les communistes⁴⁴ ».

La fin du mois de mars est encore plus crépusculaire. L'Élysée se tait. Le président annule la plupart de ses rendez-vous. Les diplomates américains sentent, le 26 mars 1974, que le climat bascule : « Calme à la surface, la scène politique est agitée, en coulisse, d'une activité fébrile, qui concerne la prochaine élection présidentielle. Les rumeurs sont incessantes sur le fait que le président Pompidou est très malade et ne peut plus rester en fonctions. Il pourrait être contraint de démissionner avant le printemps 1976 et probablement avant la fin 1974. Par conséquent, la France entre dans un climat préélectoral, sans savoir encore quand les prochaines élections auront lieu⁴⁵. » L'ambassade commence à dresser la liste de tous les candidats possibles qui ont déjà entamé des manœuvres préparatoires.

Ils ne se trompent guère.

Le mardi 2 avril 1974, juste avant 22 heures, l'Élysée publie ce bref communiqué :

« Le président de la République est décédé le 2 avril, à 21 heures. »

1 *Georges Pompidou and France's Role in World Affairs*, 18 janvier 1972, *op. cit.*

2 *The French Labor Scene – New Climate in Social Relations*, 17 novembre 1971, Intelligence Memorandum, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

3 Voir le détail des entretiens économiques et monétaires qui se tiennent au sommet des Açores, les 13 et 14 décembre 1971, dans Éric Roussel, *Georges Pompidou, op. cit.*, p. 461-489.

4 À l'occasion du congrès des Républicains indépendants, à Toulouse, les 10 et 11 octobre 1971, l'ambassade des États-Unis écrit que Giscard d'Estaing, vedette incontestée de l'événement, se construit, avec « un aplomb très américain », une image, mélange « d'homme d'État et de show-business » : *Independant Republicans' National Congress*, 18 octobre 1971, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

5 Voir le détail de cet épisode dans Karl Laske et Laurent Valdiguié, *Le Vrai Canard*, Stock, 2008, p. 98-105.

6 La CIA partage cette analyse dans sa note *France*, 19 février 1972, Central Intelligence Bulletin, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

7 *Scandals*, 31 janvier 1972, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris ; trois mois plus tôt, un premier télégramme avait déjà listé les affaires en cours : *Financial Scandals*, 6 octobre 1971 ; archives du département d'État, NARA. Le second télégramme cite notamment les scandales de la Garantie foncière (avec le député André Rives-Henry), du Patrimoine français (avec le promoteur Claude Lipsky et l'ex-député André Roulland), de la Civile foncière, des Fourrades (où le nom du président du Gabon apparaît), l'affaire fiscale Dega, la fraude à la TVA à Lyon, l'affaire des membres du SAC, comme Charles Lascorz, l'affaire de la publicité clandestine à l'ORTF.

8 *Pompidou's Motives and the EC Referendum*, 28 mars 1972, mémorandum d'Helmut Sonnenfeldt (Conseil national de sécurité, Maison-Blanche) à Henry Kissinger (Maison-Blanche), National Security Files, Nixon Library.

9 Télégramme de l'ambassadeur des États-Unis en France, Dick Watson, 18 avril 1972, archives du département d'État, NARA.

10 *French Referendum*, note non datée (probablement du 24-25 avril 1972), National Security Files, Nixon Library.

11 Voir *France : The Gaullist Majority – Uneasy Stability*, 30 mai 1972,

étude du bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

[12](#) *Frequently Mentioned Candidates for the Matignon*, 4 mai 1972, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Dick Watson, archives du département d'État, NARA.

[13](#) *Government Shake-Up*, 28 juin 1972, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Dick Watson, archives du département d'État, NARA.

[14](#) *Another Candidate for Prime Minister – Pierre Messmer*, 27 juin 1972, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Dick Watson, archives du département d'État, NARA.

[15](#) Rapporté dans Jacques Chaban-Delmas, *L'Ardeur*, Stock, 1975, p. 372, cité dans Éric Roussel, *Georges Pompidou*, *op. cit.*, p. 510.

[16](#) *French Cabinet Resigns*, 5 juillet 1972, mémorandum d'Henry Kissinger au président Nixon, Nixon Library.

[17](#) *Footnotes on the Change in Government*, 28 juillet 1972, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Dick Watson, archives du département d'État, NARA.

[18](#) *France : Chaban-Delmas out... Messmer in*, 7 juillet 1972, étude du bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

[19](#) *Neo-Gaullism in France : Style or Substance ?*, 14 juillet 1972, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Dick Watson, archives du département d'État, NARA.

[20](#) Sur l'affaire Aranda, voir notamment Karl Laske et Laurent Valdiguié, *Le Vrai Canard*, *op. cit.*, p. 106 à 123. Sur les Mirages pour la Libye, voir le chapitre 13.

[21](#) *Political Piracy and the Libyan Mirages*, 16 septembre 1972, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Dick Watson, archives du département d'État, NARA.

[22](#) *Scandals – 1972*, 14 novembre 1972, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

[23](#) *The Upcoming French Elections*, 19 décembre 1972, mémorandum de William Rogers, secrétaire d'État, au président Nixon, National Security Files, Nixon Library. Voir aussi la note *Gaullists at Bay ?*, 15 décembre 1972, note du bureau du renseignement et de la recherche qui reprend les

sondages de la SOFRES, département d'État, archives du département d'État, NARA.

[24](#) *The French Elections*, 26 décembre 1972, mémorandum d'Henry Kissinger au président Nixon, National Security Files, Nixon Library.

[25](#) *French Legislative Elections*, 16 janvier 1973, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

[26](#) *The French Legislative Elections ; Unity of the Left, Problems and Prospects*, 7 février 1973, *op. cit.*

[27](#) *Report on the Upcoming French Elections*, 26 février 1973, mémorandum du département d'État pour Henry Kissinger, archives du département d'État, NARA.

[28](#) *French Elections, March 4 and 11*, 2 mars 1973, mémorandum d'Helmut Sonnenfeldt (Maison-Blanche) à Henry Kissinger, National Security Files, Nixon Library.

[29](#) *French Elections Results*, 14 mars 1973, mémorandum du département d'État pour Henry Kissinger (Maison-Blanche), National Security Files, Nixon Library.

[30](#) *French Elections Results – Analysis*, 16 mars 1973, mémorandum de R.G. Livingstone (Conseil national de sécurité, Maison-Blanche) pour Henry Kissinger (Maison-Blanche), National Security Files, Nixon Library.

[31](#) L'ambassade des États-Unis recommande un « *no comment* » sur le départ de Michel Debré, mais s'en félicite, sans attendre de changement fondamental dans la politique de défense française. Elle remarque ensuite que le cabinet de son successeur, Robert Galley, comporte un conseiller diplomatique « impressionnant et mûr », âgé de trente-cinq ans, Ernest-Antoine Seillière de Laborde (le futur président du MEDEF) : télégrammes des 4 et 24 avril 1973, archives du département d'État, NARA.

[32](#) Entretien entre le président Pompidou et le président Nixon, 31 mai 1973, Reykjavik, archives de la présidence de la République, 5AG2-117, Archives nationales. Voir aussi Éric Roussel, *Georges Pompidou, op. cit.*, p. 550-577.

[33](#) Voir Michel Jobert, *Mémoires d'avenir, op. cit.*, p. 231-233. Lors d'un entretien, le 20 décembre 1973, le président Pompidou redit à Kissinger son refus de toute hégémonie et de tout abandon américains : « Nous consentons à des efforts pour tenter d'unifier l'Europe, mais nous ne

pourrions pas accepter l'idée que nous ne pourrions aboutir que sous le contrôle et avec l'accord de quelqu'un d'autre. Si tel était le cas, ces efforts seraient perdus d'avance. Il y a des gens qui ne comptent pas et d'autres qui ont peur de l'URSS et qui se placent par conséquent sous votre protection, tout en espérant s'en tirer par la neutralisation. Il faut donc que l'Europe essaie de se faire elle-même, étant entendu que son premier partenaire dans le monde, son grand allié, et son ami numéro un, ce sont les États-Unis, quand même des problèmes se poseraient comme ceux du soja ou du jus de pamplemousse. L'essentiel n'est pas là. Quand on est une grande puissance, et vous êtes la plus grande puissance du monde, il est difficile de comprendre cela et de reconnaître que la volonté d'indépendance n'est pas une volonté d'éloignement. » 20 décembre 1973, archives de la présidence de la République, 5AG2-1023, Archives nationales.

[34](#) *President Pompidou's Health*, 28 mars 1973, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, mémorandum de R.G. Livingstone (Conseil national de sécurité, Maison-Blanche) à Henry Kissinger, 3 avril 1973, et mémorandum de Kissinger au président Nixon, même jour, National Security Files, Nixon Library.

[35](#) *President Back at Work*, 29 mai 1973, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

[36](#) *Pompidou's Condition and the French Succession*, 6 juin 1973, mémorandum du secrétaire d'État, William Rogers, au président Nixon, National Security Files, Nixon Library.

[37](#) « Pompidou se meurt », estime, sans indiquer de source ni de détails, James Schlesinger, secrétaire à la Défense, lors d'une réunion au Pentagone, le 5 septembre 1973, en présence de Kissinger : mémorandum de conversation, National Security Files, Ford Library.

[38](#) Voir Éric Roussel, *Georges Pompidou*, *op. cit.*, p. 572-590.

[39](#) Michel Jobert, *Mémoires d'avenir*, *op. cit.*, p. 260. Lors du sommet de Reykjavik, Pompidou a confié à Nixon : « Je commence à ne plus prendre à la légère la menace pétrolière. Le roi Fayçal [d'Arabie Saoudite], extrémiste en paroles mais fort modéré en pratique, commence à se dire : "Nous produisons du pétrole et l'on a besoin de nous ; si nous arrêtons la production, cela gênerait tout le monde, y compris les États-Unis." Ce sont peut-être des paroles en l'air, mais elles vont germer dans l'esprit des militaires. [...] Alors nous aurons tous un sérieux problème à résoudre. » 1^{er} juin 1973, archives de la présidence de la République, 5AG2-117, Archives nationales.

[40](#) *France's Latest Domestic Political Malaise*, 26 décembre 1973, note du bureau du renseignement et de la recherche, département d'État, archives du département d'État, NARA.

[41](#) *Presidential Power under the Pompidou Regime*, 3 décembre 1973, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, John Irwin, archives du département d'État, NARA.

[42](#) *French Political and Economic Trends*, 31 décembre 1973, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

[43](#) *French Cabinet Shuffle*, 28 février 1974, mémorandum d'Henry Kissinger au président Nixon, National Security Files, Nixon Library.

[44](#) *France's Neo-Gaullist Policy*, 15 mars 1974, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

[45](#) *French Internal Scene : A Pre-Election Climate*, 26 mars 1974, télégramme de Galen Stone, chef de mission adjoint, ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

TROISIÈME PARTIE

Giscard d'Estaing, le libéral distant

Chapitre 17

1974 : Giscard ou Mitterrand, quelles différences ?

Une semaine avant le décès de Pompidou, les diplomates américains ont écrit le scénario de la campagne présidentielle, qui leur paraît imminente. Ils passent en revue les différents candidats possibles.

Pierre Messmer ? À la tête d'un gouvernement affaibli, sous la tutelle d'un président malade, ce baron fidèle est « techniquement compétent mais politiquement invisible ». Ses positions de gaulliste ultra-orthodoxe et son manque de charisme ne lui permettraient pas de battre le candidat de l'Union de la gauche, François Mitterrand.

Jacques Chaban-Delmas ? L'ancien Premier ministre demeure une personnalité populaire et devrait s'imposer naturellement comme le candidat gaulliste. Mais il reste « vulnérable » à cause des vieilles affaires fiscales, et il aura du mal à élargir la base électorale de l'UDR.

Les deux figures du centre, Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber ? Elles se disputent sans cesse une possible candidature, alors que leurs partis respectifs – le Centre démocrate et les Réformateurs – sont déjà

« faibles et divisés ».

Aux yeux des Américains, la voie paraît dégagée, le jour venu, pour les deux postulants les plus sérieux. D'un côté, François Mitterrand, cinquante-sept ans, qui « a pris un risque calculé » en signant un programme commun avec les communistes en juin 1972. « En dépit des présages contraires, l'Union de la gauche a tenu bon et démontre un nouveau dynamisme », estime Galen Stone, le numéro deux de l'ambassade des États-Unis. « Mitterrand n'est pas lui-même un révolutionnaire, et il va construire sa stratégie de campagne afin de démontrer qu'il n'est pas prisonnier des communistes. Il va défendre les mesures du programme commun, attaquer le gouvernement, tout en tentant de se distinguer des communistes sur les questions des libertés individuelles, des procédures démocratiques et de certains aspects de la politique étrangère. »

En face, Valéry Giscard d'Estaing, quarante-huit ans, leader des Républicains indépendants, allié traditionnel des gaullistes, dispose de solides atouts qui font de lui un quasi-favori. Bien que l'image du ministre de l'Économie et des Finances, mal vu à l'UDR, soit un peu écornée par l'inflation et la crise économique, il garde une bonne cote dans l'opinion. « Comme conservateur et comme non-gaulliste, il reprendra l'héritage gaulliste tout en gagnant assez de voix parmi les gaullistes, les électeurs du centre et du centre gauche pour battre Mitterrand. »

L'un de ses principaux lieutenants, Michel d'Ornano, a exposé clairement sa stratégie, fondée sur plusieurs

candidatures de la majorité au premier tour. « Giscard sera alors en concurrence avec Chaban, rapporte le diplomate Galen Stone. L'UDR se divisera, les partisans de la ligne gaulliste dure soutenant Chaban et le reste du parti, plus le centre, se ralliant à Giscard. Le parti de Giscard devrait tenter d'organiser une nouvelle majorité présidentielle avec le centre et les éléments les plus libéraux de l'UDR¹. » Alors que Pompidou est encore officiellement en fonctions, les équipes de Giscard d'Estaing, confiantes, ont déjà tout prévu.

Unité à gauche, divisions à droite

Terrassé durant le dernier week-end de mars, dans sa résidence d'Orvilliers, par une septicémie foudroyante, le président Georges Pompidou est rapatrié à Paris le lundi 1^{er} avril. Il sombre dans le coma le lendemain, avant de s'éteindre en fin de journée, le 2 avril 1974. L'annonce de son décès provoque une vive émotion dans le pays. La trêve ne dure pourtant pas longtemps. La course à la succession est ouverte.

Dès les 4 et 5 avril 1974, François Mitterrand obtient le soutien unitaire du PC, du PS et des radicaux de gauche, suivis par les centrales syndicales (CGT et CFDT) et par le PSU. « La décision communiste de ne pas présenter de candidat tient probablement à sa crainte que son éventuel candidat, le premier secrétaire Georges Marchais, peu attractif pour les électeurs, arrive derrière Mitterrand au premier tour, ce qui démontrerait que le PC n'est plus le

premier parti de gauche² », analyse Galen Stone. Mais, selon l'ambassadeur John Irwin, il est encore difficile de savoir si l'unité de la gauche permettra à Mitterrand de juguler « l'anticommunisme résiduel des électeurs français, qui a limité, jusqu'à présent, le score de la gauche à 46-47 %³ ».

Le paysage de la majorité est plus confus. Décidé à prendre ses rivaux de vitesse, Jacques Chaban-Delmas annonce, juste après l'inhumation du président Pompidou, le 4 avril, qu'il sera candidat et qu'il « compte sur l'appui des formations politiques de la majorité présidentielle », dont l'UDR. « Les coups de pistolet ont déjà retenti, avant même la journée d'hommage national au président défunt, le 6 avril⁴ », s'étonne l'ambassade américaine. Le président de l'Assemblée nationale, Edgar Faure, qui croit en sa propre étoile, se lance dans la course, avant de se retirer. Au sein du gouvernement, les ambitions se télescopent. Pierre Messmer hésite, puis abandonne. Jacques Chirac, jeune ministre de l'Intérieur, longtemps couvé par Pompidou, s'agite en coulisse pour saborder la candidature de Chaban-Delmas. Jean Royer, ministre et maire de Tours, prépare sa propre candidature. Enfin, depuis sa mairie de Chamalières, dans le Puy-de-Dôme, Valéry Giscard d'Estaing s'adresse aux Français le dimanche 8 avril pour dire que la majorité doit être élargie sous sa bannière. « Je voudrais regarder la France au fond des yeux, lui dire mon message et écouter le sien. »

L'ambassadeur John Irwin reconnaît que le lancement de Giscard est plutôt réussi : « Connus pour son art d'utiliser la télévision, le ministre des Finances devrait mener une

campagne forte. Le retrait de Faure va renforcer ses chances. Cependant, la situation économique l'affaiblit, tout comme son image de technocrate distant. Comme son parti (RI) ne représente qu'une modeste frange de l'électorat, Giscard va devoir mener une bataille délicate pour gagner assez de soutiens au centre et parmi les gaullistes et pouvoir devancer Chaban-Delmas au premier tour. »

La conclusion, provisoire, de l'ambassadeur est nette en ce début de course : grâce au soutien unitaire des principaux partis de gauche, Mitterrand dispose d'un avantage tactique, bénéficiant d'entrée de jeu, selon un sondage non publié de l'IFOP, de 45 % des intentions de vote au premier tour, contre 32 % à Chaban-Delmas et 18 % à Giscard. Mais le duel promet d'être serré au deuxième tour. « Il sera difficile pour les candidats de la majorité de faire campagne contre Mitterrand tout en se faisant concurrence entre eux, précise Irwin. Cela devrait permettre à la gauche de présenter Mitterrand comme un homme d'État sérieux, doté d'un large soutien, par opposition aux querelles intestines des candidats de la majorité⁵. »

Les manœuvres se prolongent à droite, conformément au scénario rêvé par les giscardiens. Le 13 avril 1974, un groupe de quarante-trois « pompidoliens », composé de Jacques Chirac, de trois secrétaires d'État et de trente-neuf députés, regrette publiquement l'absence d'une candidature unique de la majorité. C'est un pavé lancé dans la mare de Jacques Chaban-Delmas, qui peine à rassembler son propre parti. La dissidence des « 43 » affaiblit le camp gaulliste, plus fragmenté que jamais. Même le Premier ministre,

Pierre Messmer, n'affirme soutenir Chaban-Delmas que par « discipline ». Giscard d'Estaing profite de ce clivage. Il attire à lui les transfuges, moyennant quelques compliments appuyés. « Jacques Chirac fait partie de cette génération d'hommes politiques qui sont ou seront appelés à exercer des responsabilités importantes », dit-il.

Des portraits de Chaban, Giscard et Mitterrand

Le 16 avril à minuit, la liste officielle des candidatures pour le premier tour est close et comporte une douzaine de noms : outre Chaban-Delmas, Giscard d'Estaing et Mitterrand y figurent notamment Jean-Marie Le Pen pour l'extrême droite, le royaliste Bertrand Renouvin, Jean Royer au nom de la défense des commerçants, René Dumont pour l'écologie, Alain Krivine et Arlette Laguiller comme représentants de l'extrême gauche. Au centre, Jean-Jacques Servan-Schreiber a refusé de participer à la « foire télépublicitaire », et Jean Lecanuet a préféré se ranger derrière Giscard.

Les têtes d'affiche sont lancées dans la campagne. L'ambassade des États-Unis brosse des portraits plutôt flatteurs des trois principaux impétrants, qui, ensemble, cumulent plus de 90 % des intentions de vote dans les sondages.

Jacques Chaban-Delmas, en premier lieu. À cinquante-neuf ans, ce « gaulliste flexible », reconnu pour son honnêteté et son pragmatisme, « transpire la jeunesse et le

dynamisme ». « Compétent », le maire de Bordeaux s'est entouré d'une « équipe de jeunes intellectuels visionnaires » qui a multiplié les études sur tous les sujets. Son programme est tourné vers les classes populaires, avec des mesures sociales pour les travailleurs. Sa politique étrangère est d'inspiration gaulliste, mais « moins rugueuse à l'encontre des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest ». « Chaban donne l'impression d'être confiant et sincère. Athlète confirmé, tennisman de premier rang et ancien joueur international de rugby, il se sert de cette image de sportif sur le terrain politique. Réputé comme un sprinter politique, il aime grimper les marches deux par deux. Ses discours sont empreints de termes sportifs, comme l'«esprit d'équipe» et «le fair-play». Son apparence juvénile et séduisante, son dispositif à la Kennedy, son aisance verbale et sa fraîcheur constituent un bon cocktail à l'heure où la télévision compte de plus en plus. Mais il est handicapé par sa voix haut perchée. »

Valéry Giscard d'Estaing, lui, est présenté comme un pur produit des deux grandes écoles les plus prestigieuses de France, Polytechnique et l'École nationale d'administration. « Brillant, dynamique, ambitieux », il a surtout réussi à mener adroitement sa carrière politique dans une « semi-indépendance » vis-à-vis des gaullistes, critiquant en 1967 l'« exercice solitaire du pouvoir » du général de Gaulle, sans quitter la majorité. « Giscard est un superbe technocrate, capable de truffer de chiffres ses discours très denses, qu'il prononce de mémoire. Ces immenses capacités intellectuelles l'empêchent toutefois d'apparaître comme un

candidat très humain ; du coup, parmi les ministres, il est devenu l'un des pratiquants les plus assidus des prestations télévisées. Il a été l'un des premiers à étudier de près la campagne de Kennedy en 1960, et la plupart des observateurs s'attendent qu'il mène une campagne très énergique. »

Autre point fort de Giscard d'Estaing : des trois principaux candidats, c'est celui qui a la plus grande expérience des relations internationales, et il parle couramment l'anglais. D'autres détails sont relevés : « Il pratique les sports de la nouvelle aristocratie française : il fait du ski, chasse, pilote son avion et participe de manière active à plusieurs clubs parisiens de polo et de tennis⁶. » Son épouse, Anne-Aymone, née de Brantes, est présentée, dans un autre télégramme, comme « élégante, charmante, sophistiquée », descendante de grandes familles, catholique dévote, mère modèle de quatre enfants. Habituee aux us bourgeois du XVI^e arrondissement parisien et habillée par le couturier Jean-Louis Scherrer, Anne-Aymone « véhicule une image de bon goût et de raffinement typique des femmes françaises ». Mais, selon les diplomates américains, les Français trouvent les Giscard « distants et froids⁷ ».

Enfin, François Mitterrand. « Longtemps affublé d'une réputation de politicien rusé et dénué de principes, il a réussi récemment à se construire une meilleure image d'homme d'État, écrit l'ambassadeur. Grâce au contrôle de son parti et à un certain éloignement vis-à-vis des soubresauts quotidiens de la vie politique, Mitterrand prend le temps de préparer son avenir. Plusieurs de ses proches ont noté son

penchant pour les analyses intellectuelles sur le rôle de la gauche dans l'histoire. Il a souvent dit à ses équipes que, même s'il pense que le programme commun avec les communistes est impraticable et qu'il pourrait réussir sans y avoir recours, il ne veut pas jeter au panier le mariage des socialistes et des communistes, car il craint que cela ne conduise à briser l'unité de la gauche française. » Selon l'ambassadeur américain, Mitterrand n'admire qu'une poignée de leaders politiques, tels l'Allemand Willy Brandt, l'Israélienne Golda Meir ou les Français Léon Blum et Pierre Mendès France.

Ces dernières années, Mitterrand se serait passionné pour les questions philosophiques de justice ou d'équité. En revanche, il reconnaît n'avoir aucune expertise en matière économique, se reposant entièrement sur quelques cerveaux, dont Jacques Attali, professeur à l'École polytechnique, et sur une équipe de conseillers en matière de politique étrangère. « Antisoviétique et modérément proaméricain dans ses propos, Mitterrand s'intéresse de près, depuis peu, au pouvoir des firmes multinationales », qu'il juge trop puissantes. John Irwin note enfin que le leader socialiste a fait plusieurs voyages à l'étranger afin de consolider sa stature d'homme d'État. « Son principal loisir est la lecture, particulièrement la littérature française moderne, mais il a de l'appétit pour une grande variété de sujets intellectuels⁸ », ajoute l'ambassadeur.

Quant à son épouse, Danielle Mitterrand, née Gouze, elle semble « réservée et retirée », au point que les Américains savent peu de choses sur elle. Issue d'une famille de

professeurs laïques et socialistes, marquée par la Résistance, elle aurait « gardé une orientation marxiste de base ». Danielle se contente d'un rôle discret dans l'ombre de son mari, qu'elle entend décharger des problèmes domestiques. « Ses propos ne sont pas dépourvus d'ironie, poursuivent les diplomates américains, puisqu'il est communément admis dans les milieux politiques que les Mitterrand ne vivent plus ensemble depuis au moins quatre ans, et que François Mitterrand est souvent vu accompagné de jeunes femmes⁹. »

Giscard est bien le favori de Washington

Le plus surprenant dans ces lignes est qu'il est difficile d'y déceler une quelconque aversion des Américains envers le leader de la gauche. Ils se sont habitués, ces dernières années, à le côtoyer. Sa lente montée en puissance et son aura les impressionnent¹⁰. Ce qui ne signifie pas qu'ils souhaitent ardemment sa victoire !

Cependant, un prudent optimisme prévaut à Washington à la veille de l'élection présidentielle française. Après une fin de règne pompidolien plutôt glaciale, les Américains espèrent un réchauffement entre la France et les États-Unis. Si Chaban-Delmas entonne d'abord une rhétorique gaulliste plus dure que celle de Pompidou, il pourrait, par la suite, revenir à une ligne plus accommodante. En cas d'élection de Mitterrand, les États-Unis s'attendent, « ironiquement », qu'il mène une politique moins « antiatlantiste ». Le leader socialiste, attaché aux libertés

individuelles, partisan de la construction européenne, a déclaré qu'il était « impossible à l'Europe de se désengager de la sphère d'influence américaine sans devenir une partie du monde soviétique ».

Selon l'ambassade, « si tel est vraiment le fond de sa pensée, il pourrait être le plus ouvert des dirigeants français, depuis quinze ans, à une orientation atlantiste de l'Europe, tandis que celle-ci construit lentement son identité. En tout cas, il serait moins sensible que les gaullistes à la notion de “gloire” française¹¹ ». Mais cet espoir américain repose sur la capacité de Mitterrand – encore difficile à évaluer – à empêcher les communistes d'influencer sa politique étrangère. Aux yeux des diplomates, les risques, sur ce terrain-là, ne sont pas négligeables.

Giscard, jugé proeuropéen et proaméricain, est naturellement le candidat préféré de Washington. Selon l'ambassade des États-Unis, s'il était élu, les grandes lignes de la politique étrangère et de défense française, qui bénéficient du large soutien de l'opinion publique, demeureraient probablement inchangées. Mais « Giscard serait plus flexible dans leur application ».

John Irwin va plus loin : « Parmi les prétendants, il représente le meilleur espoir d'une amélioration des relations franco-américaines », qui seraient plus « aisées », plus « chaleureuses », « moins provocatrices ». Difficile d'être plus transparent. La présence, au sein de sa coalition, du centriste Jean Lecanuet, chantre de l'atlantisme, contribue également à renforcer la relative confiance

américaine. Seul bémol : « Politiquement et économiquement assez conservateur, Giscard pourrait faire face à un malaise social, ce qui le conduirait à lâcher plus de lest qu'il ne le souhaite¹². » Soutenu par cent trente à cent cinquante députés, il devrait également composer avec une UDR divisée, ce qui rappellerait les manœuvres parlementaires de la IV^e République.

Évidemment, l'ambassadeur recommande une grande réserve de la part des officiels américains, pour ne rien compromettre. « Les élections sont une opportunité pour les États-Unis dans la mesure où Giscard, Chaban et même Mitterrand semblent, à ce stade, désireux de changer de style et peut-être, à terme, de modifier quelques aspects de la politique étrangère française. En évitant toute confrontation franco-américaine durant la campagne, nous pouvons raisonnablement escompter, après les élections, une approche moins ouvertement négative que celle que nous avons connue avec les derniers mois du régime pompidolien¹³. »

Mitterrand progresse et les chabanistes appellent les Américains à l'aide

Les lignes bougent dans l'opinion. Au fil des jours, Chaban-Delmas décroche dans les sondages. Son timbre de voix passe mal à la radio. Ses allocutions télévisées sont maladroitement. Ses meetings rassemblent des foules de plus en plus éparées. Il oscille entre une posture d'héritier gaullien, apte à fédérer les fidèles de son camp, et une image

d'ouverture au centre, où Giscard d'Estaing le concurrence. Or ce dernier réussit à se donner une image « sociale » dont il était dépourvu jusqu'alors, et il maîtrise mieux l'exercice télévisuel. « Giscard a trouvé son rythme en poussant le thème du changement sans risque », note l'ambassadeur américain Irwin le 25 avril. Cependant, pour le diplomate, c'est surtout Mitterrand, crédité de 41 à 43 % des intentions de vote, qui continue de mener la danse, même s'il lui faudrait au moins 45 % des voix au premier tour pour s'imposer lors du second :

« D'après la plupart des observateurs, Mitterrand a été plus convaincant et plus éloquent que Chaban lors du débat radio qui les a opposés le 17 avril (Mitterrand est meilleur à la radio, car il peut se servir de sa voix fluide et expressive). Très décontracté, Mitterrand rassemble de grandes foules, se renforce dans les sondages et fait forte impression dans l'opinion. Il se concentre sur les problèmes économiques – un sujet sur lequel les Français souhaitent clairement des changements – tout en en disant le moins possible sur les sujets controversés du programme commun, comme la nationalisation des groupes industriels. Il s'est construit l'image d'un homme qui est déjà aux responsabilités et qui domine les communistes. Ceux-ci conservent un profil bas [...] mais le soutien du PCF à la candidature unique, bien qu'unanime, ne se fait sans doute pas de tout cœur¹⁴. »

La progression de Giscard d'Estaing et Mitterrand inquiète de plus en plus les chabanistes. L'un d'entre eux, le général Pierre Billotte, député gaulliste de gauche qui préside le groupe d'amitié franco-américain à l'Assemblée,

se rend secrètement à l'ambassade des États-Unis le 25 avril 1974 pour exposer les risques d'une élection de Giscard ou de Mitterrand, qui « diviserait la France ». Selon lui, le ministre des Finances n'est pas assez expérimenté et son image est trop liée aux classes privilégiées, ce qui risque de provoquer des grèves. Le leader de la gauche unie, lui, prétend qu'il peut maîtriser les communistes, ce qui ferait de lui un naïf ou un menteur. « Billotte penche pour la seconde hypothèse », rapporte Irwin. Le député UDR brosse ensuite un tableau apocalyptique de l'arrivée de six ou sept ministres communistes au gouvernement, qui « leur permettrait de s'emparer de pans importants de l'appareil d'État¹⁵ », avant une prise de pouvoir totale, que Mitterrand ne pourrait empêcher. De plus, ni l'URSS ni les pays de l'Est ne souhaiteraient l'élection de Mitterrand, qui déstabiliserait toute l'Europe et inciterait les États-Unis à s'y renforcer.

Pour Billotte, qui se dit mandaté par Chaban-Delmas, seul ce dernier peut éviter au pays de sombrer ! Il fait valoir que les Soviétiques et les pays arabes le soutiennent¹⁶. De plus, Chaban élu, « l'attitude de la France à l'égard des États-Unis serait plus amicale, avec des consultations permanentes menées informelle ment et secrètement¹⁷ ». En clair, Billotte demande un appui plus soutenu des États-Unis au candidat gaulliste – et non pas à Giscard, comme le prétendent les rumeurs – en échange de la promesse d'une politique étrangère plus conciliante. L'ambassadeur Irwin écoute poliment son visiteur. Il se contente de rétorquer que les rumeurs sont infondées et qu'il ne veut en aucun cas s'ingérer dans la campagne...

« Si Mitterrand est élu, une crise interne est inévitable »

La neutralité des États-Unis, on le sait, n'est qu'apparente. Washington n'a aucune raison de venir en aide à Chaban-Delmas, représentant d'un gaullisme dont l'image pâlit de jour en jour. Ni de se réjouir à l'idée que Mitterrand puisse l'emporter. Si le leader de la gauche est perçu, à titre personnel, comme un homme ouvert et respectable par certains cercles diplomatiques américains, sa stratégie d'alliance politique avec le PCF continue d'alimenter les inquiétudes américaines, notamment dans l'entourage républicain du président Nixon. Quelques mois plus tôt, le secrétaire d'État, Henry Kissinger, viscéralement opposé au communisme, a d'ailleurs prié son ambassadeur à Paris, John Irwin, de questionner Mitterrand pour savoir s'il pouvait envisager une rupture avec le PCF. « Nous avons fait cette démarche et Mitterrand a répondu par la négative¹⁸ », confiera Irwin.

À quelques jours du premier tour, les diplomates américains doivent convenir que tout est désormais possible. Ils tentent de prédire le scénario qui résulterait d'une élection de Mitterrand. Selon eux, celle-ci ne bouleverserait pas immédiatement les orientations de la politique étrangère française. Sous la houlette de Mitterrand, la France n'abandonnerait pas sa force de frappe ni ne rejoindrait le commandement intégré de l'OTAN. D'après Irwin, la diplomatie mitterrandienne ne serait pas forcément très éloignée de la « traditionnelle

politique gaullienne », consistant à faire entendre sa voix et préserver son indépendance. « Mitterrand m'a dit en privé son admiration pour les États-Unis [...] et sa méfiance envers l'URSS », confie l'ambassadeur, qui rappelle les critiques du leader socialiste sur la guerre du Vietnam ou sur le rôle actif des États-Unis dans la chute du leader socialiste chilien, Salvador Allende, fin 1973.

En revanche, selon Irwin, l'élection de Mitterrand préluderait mécaniquement à une longue période d'incertitudes politiques internes, génératrices d'instabilités dangereuses. « [Cette élection] apporterait des changements importants à long terme, au plan tant intérieur qu'extérieur, avec des mesures immédiates sur le plan économique. Cela pourrait conduire à une crise institutionnelle, puisque le gouvernement de gauche de Mitterrand, comprenant des ministres communistes à des postes de second rang, devrait affronter la majorité de centre droit [élue en 1973] à l'Assemblée nationale. De nouvelles élections législatives seraient inévitables, probablement à l'automne 1974. »

Dans ce cas, si Mitterrand obtenait une majorité de gauche pour voter les principales mesures du programme commun, comme la nationalisation des groupes industriels, les ministres communistes, selon l'ambassade, occuperaient des postes dans les domaines des affaires sociales, de la culture, de l'éducation, de la santé ou des transports plutôt que dans les domaines régaliens de la défense, de la justice ou de l'intérieur. Néanmoins, ils en profiteraient pour étendre leur influence et peser sur les décisions

gouvernementales. « Une sérieuse question surgirait vite afin de savoir si le gouvernement français est capable de préserver les informations sur la sécurité de l'OTAN et des États-Unis. » Cette interrogation, on le voit, commence à tараuder les diplomates américains. À l'inverse, si Mitterrand était à nouveau confronté à une majorité de droite après une dissolution, il serait contraint de cohabiter avec elle, au risque de rompre avec les communistes. « Ceux-ci pourraient alors en appeler aux grèves et aux désordres sociaux. »

L'ambassadeur ne précise pas quelle serait l'attitude des États-Unis dans ce cas-là. Tout laisse à penser qu'ils ne resteraient pas indifférents. Au total, même si Mitterrand leur paraît fréquentable, il « ne pourra pas éviter une épreuve de force avec ses alliés communistes, dont l'issue sera cruciale pour la direction du pays et la stabilité de la V^e République et de ses institutions, avec des effets sur les intérêts américains¹⁹ ».

Le duel sera serré pour le second tour

Le vote du premier tour, le 5 mai 1974, confirme les tendances annoncées par les sondages : François Mitterrand recueille 43,2 % des suffrages et Valéry Giscard d'Estaing 32,6 %, loin devant Jacques Chaban-Delmas (15 %) et les neuf autres candidats, qui se contentent des miettes.

« Cette élection marque la fin de seize années de domination gaulliste sur la vie politique française », se

félicite aussitôt l'ambassadeur Irwin. À ses yeux, Chaban-Delmas « n'a jamais réussi à rendre très attirante sa "nouvelle société", ni à convaincre le public que ce qu'il a réalisé comme Premier ministre entre 1969 et 1972 représentait de réelles mesures de progrès social ». Pis, sa ligne d'attaque très anticomuniste lui a valu le soutien des gaullistes les plus fervents qu'il avait déjà derrière lui, sans vraiment toucher l'électorat plus jeune de centre gauche, dont il avait besoin. « Ironiquement, Chaban-Delmas, qui appartenait à l'aile éclairée de son parti, s'est lié à la vieille garde de l'UDR. [...] Alors que la France voulait du changement, Chaban a été trop identifié au gaullisme, ce qui constituait un handicap insurmontable », note le diplomate.

Cependant, les deux qualifiés pour le second tour ont chacun leurs faiblesses. Bien qu'il soit en tête, François Mitterrand n'atteint pas les 45 % qu'il s'était fixés. « Il savoure déjà une possible victoire, mais il a encore une étape cruciale et difficile à franchir pour gagner », juge l'ambassadeur américain. Après avoir fait le plein des voix, il n'a plus guère de réserves pour le second tour.

Face à lui, Valéry Giscard d'Estaing bénéficie d'une dynamique un peu plus favorable. Il a réalisé un meilleur score que prévu et peut tenter de « capitaliser sur ses excellentes prestations²⁰ », s'il se donne une meilleure image « sociale » et panse rapidement les plaies de son duel avec Chaban-Delmas.

La bataille promet d'être très serrée, selon le mémoire adressé par Henry Kissinger au président Nixon au

lendemain du premier tour. « Quel que soit le résultat final le 19 mai, Giscard d'Estaing et Mitterrand s'attelleront prioritairement aux questions intérieures. Du coup, l'impact immédiat sur la politique étrangère ne devrait pas être substantiel²¹ », précise le secrétaire d'État.

« La lune de miel de Giscard sera courte »

Le scrutin se joue dans la dernière ligne droite. Georges Marchais déclare que son parti ne réclamera pas les ministères de l'Intérieur, de la Défense, ni des Affaires étrangères en cas de victoire, ce qui rassure Mitterrand. De son côté, Jean-Jacques Servan-Schreiber, l'imprévisible leader des réformateurs, se rallie *in extremis* à Giscard d'Estaing. Détail révélateur, le 7 mai 1974, l'ambassadeur de l'URSS à Paris, Stefan Tchervonenko, rend une curieuse visite de courtoisie à Giscard au ministère de l'Économie et des Finances. Le prétexte avancé – la réunion de la commission économique franco-soviétique – ne trompe personne. Moscou, après avoir soutenu Chaban-Delmas, choisit désormais franchement Giscard. « C'est probablement une indication de la volonté soviétique de poursuivre des relations étroites avec la France si Giscard était élu²² », commente l'ambassadeur américain. Furieux et désireux de prouver son indépendance vis-à-vis de Moscou, le PCF proteste contre cette rencontre jugée « inopportune ». Ce soutien est si gênant que les lieutenants de Giscard sont incités à faire des déclarations farouchement anticomunistes pour compenser l'appui soviétique trop

voyant²³.

Le débat télévisé du 10 mai donne un léger avantage à Giscard, qui réussit à qualifier Mitterrand d'« homme du passé ». À la veille du scrutin, les ultimes sondages demeurent indécis : les deux finalistes sont crédités de 49 à 51 % des voix chacun. « Curieusement, la campagne n'a pas été idéologique, remarque John Irwin. Giscard a choisi le slogan du changement sans risque, tandis que Mitterrand prônait le changement pour une société plus juste. Tous deux ont insisté sur l'amélioration des programmes sociaux et économiques qui doivent renforcer la France²⁴. » Le diplomate note que Giscard s'est positionné comme un compétiteur vigoureux, bon technocrate de la V^e République, opposé à Mitterrand, présenté comme un pur produit de la IV^e République, prisonnier de promesses intenables et des communistes. De son côté, le leader de la gauche a su rester calme, tout en passant à l'attaque dans la dernière quinzaine, qualifiant son rival d'« homme de droite » et de responsable de l'inflation. Bref, la campagne a été civilisée.

Le 19 mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing l'emporte d'une courte tête, avec 50,7 % des voix, soit un écart minime de quatre cent mille voix sur un total de plus de vingt-six millions de votants. Mitterrand est passé à deux doigts de la victoire. L'ambassadeur des États-Unis à Paris n'y voit pas un revers fondamental pour la gauche : « Bien qu'il ait tout tenté, [Mitterrand] n'a pas pu dissiper les craintes des classes moyennes d'une influence communiste trop forte dans son gouvernement. Il aurait pu y avoir une majorité en

France pour Mitterrand, mais pas pour la gauche unie. La gauche sort de ces élections avec une base géographique élargie, des percées dans de nombreuses régions. Nous pensons qu'elle va accepter le verdict des urnes, occuper pleinement son rôle démocratique dans l'opposition et viser les prochaines élections législatives, prévues en 1978. » Le commentaire est presque flatteur à l'égard de Mitterrand, dont l'image sortirait grandie de cette campagne.

Au fond, pourtant, les Américains sont rassurés. La France a tourné définitivement la page du gaullisme sans opter pour l'aventure. « Dans l'élection la plus serrée de son histoire récente, la France a choisi Giscard d'Estaing comme le troisième président de la V^e République et, par conséquent, a évité une possible crise constitutionnelle²⁵ », se réjouit l'ambassadeur des États-Unis à Paris.

Le soulagement est réel, puisque l'élection de Mitterrand aurait conduit à des crises politiques à répétition et à un bras de fer à l'issue imprévisible avec les communistes. Ces risques-là sont, provisoirement, écartés. De plus, avec l'ancien ministre de l'Économie à l'Élysée, les virages sur les plans intérieur et extérieur promettent d'être aussi mesurés que progressifs. N'a-t-il pas toujours répété qu'« une bonne réforme est celle qui ne coûte pas d'argent » ?

Cependant, en dépit de la satisfaction d'avoir désormais à la tête de l'État français un président *a priori* moins « abrasif » et plus « constructif » à l'égard des États-Unis que ses prédécesseurs, les diplomates mettent en avant les contraintes qui pèsent sur le nouvel élu. « Sa coalition est

dominée numériquement par les gaullistes, qui chercheront sans aucun doute à exercer toute leur influence sur lui²⁶ », estime le secrétaire d'État Henry Kissinger.

L'ambassadeur Irwin ajoute : « Giscard va prendre les choses en main. Mais avec seulement 50,7 % des voix et la nécessité d'un soutien gaulliste au Parlement, la marge de manœuvre de son prochain gouvernement sera limitée, ce qui devrait compliquer la solution de bien des problèmes. » Il conclut : « La lune de miel de Giscard pourrait être très courte²⁷. »

¹ *French Internal Scene : A Pre-Election Climate*, 26 mars 1974, *op. cit.*

² *French Presidential Elections Roundup*, 4 avril 1974, télégramme de Galen Stone, chef de mission adjoint, ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

³ *French Presidential Elections, Majority Problems Increase*, 9 avril 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

⁴ *French Presidential Elections Roundup*, 4 avril 1974, *op. cit.*

⁵ *French Presidential Elections, Majority Problems Increase*, 9 avril 1974, *op. cit.*

⁶ *French Presidential Elections : Personalities of the Leading Candidates*, 18 avril 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

⁷ *French Presidential Elections : Biographic Data on Candidates' Wives*, 26 avril 1974, télégramme de Galen Stone, chef de mission adjoint, ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

⁸ *French Presidential Elections : Personalities of the Leading Candidates*, 18 avril 1974, *op. cit.*

⁹ *French Presidential Elections : Biographic Data on Candidates' Wives*, 26 avril 1974, *op. cit.*

¹⁰ Voir les chapitres 7 et 15.

¹¹ *French Foreign Policy after Pompidou*, 3 avril 1974, télégramme de

l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

[12](#) *French Presidential Elections : What a Giscard Victory Would Mean*, 3 mai 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

[13](#) *French Presidential Elections : Dangers and Opportunities*, 19 avril 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

[14](#) *French Presidential Elections : Mitterrand Running Strong*, 25 avril 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

[15](#) *French Elections : General Pierre Billotte's Views*, 26 avril 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

[16](#) Cette hypothèse d'un soutien initial de Moscou à Chaban-Delmas est accréditée par l'ambassadeur Irwin. « Les Soviétiques considèrent pour leur part que leurs intérêts ont été bien servis par les politiques gaullistes depuis 1958. En fait, l'ambassade soviétique confie que Chaban est leur favori pour la présidentielle. [...] Ils ne veulent pas que la situation actuelle en Europe occidentale soit perturbée par des événements qui déstabiliseraient l'équilibre des forces et des intérêts. » *French Presidential Elections : What a Mitterrand Victory Would Mean*, 2 mai 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

[17](#) *French Elections : General Pierre Billotte's Views*, 26 avril 1974, *op. cit.*

[18](#) Interview de John Irwin, 30 mai 1991, FAOHP.

[19](#) *French Presidential Elections : What a Mitterrand Victory Would Mean*, 2 mai 1974, *op. cit.* Selon Irwin, Mitterrand aurait également garanti aux Soviétiques, lors d'un déjeuner à l'ambassade de l'URSS à Paris, que les bonnes relations franco-soviétiques seraient préservées dans l'hypothèse de son élection.

[20](#) *French Presidential Elections : After the First Round*, 6 mai 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

[21](#) *French Presidential Election*, 8 mai 1974, mémorandum du secrétaire d'État Henry Kissinger au président Nixon, National Security Files, Nixon

Library.

[22](#) *French Communist Party Irritation over Soviet Ambassador's Call on Giscard*, 9 mai 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

[23](#) *Soviet Embassy Protest Remarks of Giscard Lieutenant*, 17 mai 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

[24](#) *French Presidential Elections : On the Eye of the Second Round*, 16 mai 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

[25](#) *French Presidential Elections : From Gaullism to Giscardism*, 20 mai 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

[26](#) *The New French President*, 24 mai 1974, mémorandum du secrétaire d'État Henry Kissinger au président Nixon, National Security Files, Nixon Library.

[27](#) *French Presidential Elections : From Gaullism to Giscardism*, 20 mai 1974, *op. cit.*

Chapitre 18

Un président « dilettante » qu'il faut bichonner

« Le début est excellent ! »

À en juger par ce commentaire sur sa première journée à l'Élysée, le 27 mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing surprend les diplomates américains, qui apprécient le caractère « informel » et « simple » de son intronisation, à cent lieues de son image de grand bourgeois un peu guindé. Après un bain de foule sur les Champs-Élysées, il est arrivé à pied au palais, en costume de ville, délaissant la jaquette et la voiture officielle. « Il s'est forgé d'entrée une image de président moderne qui impose un nouveau style », analyse Galen Stone, numéro deux de l'ambassade américaine à Paris.

La nomination de Jacques Chirac, âgé de quarante et un ans, comme Premier ministre semble également présager d'une ère de mouvement. « Le tandem Giscard-Chirac va rapidement prendre en main les affaires du pays¹ », résume Stone. L'ambassadeur américain, John Irwin, s'amuse d'ailleurs à brosser le portrait du nouveau chef du gouvernement. « Depuis douze ans, Chirac est

considéré comme l'un des plus brillants jeunes loups de la majorité, ayant bénéficié de son amitié avec Pierre Juillet, l'éminence grise de Pompidou, et avec Jacques Friedmann, le confident de Messmer. » Irwin se félicite par ailleurs de l'américanisme affiché du Premier ministre et de son allure peu conventionnelle.

Après avoir grimpé les échelons politiques, séduit les agriculteurs et fait son trou en Corrèze, Jacques Chirac, « très ambitieux » et « opportuniste », a rallié Giscard durant la campagne. « Dans certains cercles gouvernementaux, il est connu comme “le bulldozer” (surnom que lui aurait donné Pompidou) à cause de son attitude combative [...]. Il est rude, froid, peu diplomate, très franc. [...] Il est apparu sur la scène politique comme un jeune technocrate intelligent qui manque de touche humaine. Un de ses proches lui a conseillé de regarder les gens quand il leur serre la main, afin de ne pas leur donner l'impression qu'il a toujours un train à prendre. [...] La presse parisienne le trouve mal habillé, parce qu'il porte des costumes de mauvaise coupe et des manteaux gris sombre. De grande taille et d'une beauté sévère, il a pourtant une présence physique. Il fume des cigarettes américaines extra-longues². »

John Irwin livre d'autres commentaires ironiques sur la composition du gouvernement décidée par Giscard, « curieux mélange de techniciens, de leaders politiques de son parti et du centre, auxquels s'ajoutent des gaullistes inconnus ». Le président semble avoir une prédilection pour les énarques et les polytechniciens. Il paraît apprécier les

personnalités « qui font preuve d'une santé athlétique³ », voire les skieurs, à l'instar de Jacques Chirac ou de René Haby, le jeune recteur propulsé ministre de l'Éducation.

Parmi les ministres nommés autour de Chirac, certains sont ensuite présentés de manière plus acide.

Jean Lecanuet à la Justice ? « C'est un vétéran centriste hautement respecté », aux idées européennes et atlantistes connues, mais il serait un peu « paresseux et négligent dans le travail ».

Jean-Jacques Servan-Schreiber aux Réformes ? Journaliste brillant, essayiste à succès, il est réputé pour ses penchants « donquichottesques et impulsifs » et il « a été accusé, à juste titre, de se servir du Parti radical pour assouvir ses ambitions personnelles ».

Jean Sauvagnargues aux Affaires étrangères ? Ce diplomate inconnu, successivement ambassadeur en Éthiopie, en Tunisie puis en République fédérale d'Allemagne, serait « souvent irritable ».

Michel d'Ornano à l'Industrie ? Le maire de Deauville, cofondateur d'une marque de cosmétiques, est présenté comme un « homme prospère, indépendant et loyal à Giscard », mais il serait encore très « léger politiquement et intellectuellement⁴ ».

Quant à l'arrivée à la Santé de Simone Veil, ex-fonctionnaire au ministère de la Justice, elle est interprétée comme un remerciement au CDP, petit parti centriste dont son mari, Antoine Veil, patron de la compagnie aérienne

UTA, est le trésorier...

L'Élu annonce déjà sa future impopularité

En dépit de ces remarques acerbes, les États-Unis sont ravis d'avoir enfin un président proaméricain à l'Élysée⁵. Lors de sa première entrevue avec le nouveau ministre des Affaires étrangères, le 7 juin 1974, l'ambassadeur Irwin se félicite de l'entendre lui expliquer que la France veut multiplier les consultations avec les États-Unis sur tous les sujets⁶.

Quatre jours plus tard, Irwin est reçu à l'Élysée par Valéry Giscard d'Estaing. La tonalité des propos est cordiale. « Il n'existe aucun sujet à propos duquel nous aurions des raisons de nous affronter sérieusement », assure le président français, qui se dit surpris de la détérioration des relations franco-américaines depuis l'automne 1973. Selon lui, les deux pays doivent pouvoir dissiper cette tension en « discutant franchement et objectivement de tous les problèmes ». Par exemple, Giscard estime que l'administration Nixon doit mieux prendre en compte les vues des Européens sur leur propre organisation, afin d'éviter des « malentendus ». Irwin répond que les États-Unis sont favorables à une Europe forte, mais il ajoute que son gouvernement n'a pas vraiment compris l'utilité du dialogue euro-arabe initié par la France sur la question du pétrole.

Par ailleurs, Giscard se laisse aller, devant l'ambassadeur

américain, à quelques confidences sur la conjoncture française, qui n'est pas très brillante : « Nous nous sommes trouvés, jusqu'à un certain point, dans une situation déterminée par la mort de M. Pompidou. Des problèmes se sont posés plus rapidement que nous ne le pensions. La campagne électorale a été assez longue, et certaines questions économiques se sont compliquées entre-temps. Dans l'ordre des actions à venir, la première phase consistera à rétablir notre équilibre économique et à combattre l'inflation. Nous prendrons, demain, en Conseil des ministres, des mesures fiscales et de crédit assez sévères, afin de rétablir en dix-huit mois environ notre équilibre économique intérieur et extérieur. Je ne crois pas que cela soit très difficile, mais c'est politiquement assez délicat, car nous sommes amenés à prendre des mesures impopulaires. Il est néanmoins impossible d'assurer notre développement et l'organisation de l'Europe si nous n'avons pas une structure monétaire solide. Pour parler simplement, nous ne voulons pas d'une situation semblable à celle de la Grande-Bretagne ou de l'Italie, avec un grave déséquilibre économique impossible à corriger. Nous voudrions suivre une évolution parallèle, sinon identique, à celle de la République fédérale d'Allemagne⁷. »

À peine en fonctions, le président Giscard d'Estaing redoute un dérapage financier du pays qui le rangerait dans la catégorie des économies malades. Les nouveaux visages de son gouvernement⁸, le rajeunissement du style élyséen, le vent frais des réformes annoncées – notamment la majorité à dix-huit ans ou la légalisation de l'avortement –

dissimulent une crainte, celle d'affronter rapidement le mécontentement de l'opinion. Non sans raison. La situation économique est, en effet, très tendue, avec des prix du pétrole qui flambent et une récession mondiale qui menace. Au plan intérieur, le franc « flotte » depuis près de six mois, l'inflation galope, le déficit commercial se creuse. Le gouvernement Chirac rend publiques, le 13 juin 1974, les mesures drastiques de « refroidissement » budgétaire et monétaire que Giscard a évoquées, en avant-première, devant l'ambassadeur américain.

L'état de grâce ne dure pas longtemps. Dès l'été, les agriculteurs manifestent leur colère, bientôt suivis par les secteurs des postes, de la sidérurgie, de la télévision, de l'électricité et des transports publics, touchés par des grèves. Le plan d'austérité ne contient pas les hausses de prix. Le chômage monte en flèche, le nombre de demandeurs d'emploi atteignant plus de six cent mille. Cependant, ces préoccupations domestiques n'entament pas l'activisme du président français, très déterminé à imposer sa marque au plan international. Partisan de la constitution d'un axe franco-allemand en Europe, avocat du dialogue Nord-Sud, Giscard multiplie les initiatives, notamment lorsque la France préside à la destinée des neuf pays de la Communauté européenne, au deuxième semestre de 1974.

« Il faut renforcer nos relations avec Giscard sans le gêner »

Dans un premier temps, les États-Unis n'ont pas à s'en

plaindre. Le gouvernement français soutient la déclaration des chefs d'État de l'Alliance atlantique, à Ottawa, fin juin 1974, qui reconnaît pour la première fois la contribution des forces de frappe française et britannique à l'effort de défense occidental. Durant l'été, la Maison-Blanche est occupée par d'autres affaires : le scandale du Watergate contraint Richard Nixon à démissionner de ses fonctions, laissant, le 8 août, sa place à son vice-président, Gerald Ford. Ce dernier écrit immédiatement à Giscard pour l'assurer de sa volonté de cultiver le « nouvel état d'esprit de confiance⁹ » qui prévaut entre Paris et Washington.

Avant de recevoir l'ambassadeur français aux États-Unis, fin août 1974, Gerald Ford parcourt les notes établies à son intention par Henry Kissinger, l'indéboulonnable secrétaire d'État et conseiller pour les affaires de sécurité nationale, qui a été confirmé à ces deux postes. « Depuis l'élection de Giscard d'Estaing, en mai 1974, le ton et, dans une moindre mesure, le fond des relations franco-américaines se sont améliorés de manière remarquable, écrit Kissinger. Les critiques acerbes contre la politique américaine ont disparu. Une approche plus pragmatique, moins émotionnelle, “non gaulliste” de nos relations s'est imposée. » Pour le diplomate américain, les difficultés économiques de la France et le souhait de Giscard de se rapprocher d'une Allemagne fédérale très atlantiste conduisent Paris à être plus « coopératif » avec les États-Unis.

Cependant, le secrétaire d'État ne veut pas s'emballer. « Il est prudent de penser que l'amélioration actuelle des relations franco-américaines peut, un jour, être suivie par la

réapparition de nouvelles difficultés. » Toutes les divergences ne sont pas aplanies, au contraire. Kissinger les énumère méticuleusement. L'héritage du gaullisme pèse toujours sur la politique étrangère française. Giscard a une marge de manœuvre limitée au plan intérieur, du fait de l'hostilité de l'UDR et de la gauche à tout rapprochement trop visible avec les États-Unis. Enfin, le souhait du président français d'assumer un rôle de leader en Europe le poussera spontanément à garder une certaine distance avec les Américains afin que ceux-ci ne « fassent pas trop d'ombre à la France ».

Pour limiter les frictions, Kissinger recommande donc au président Ford, novice en matière de diplomatie, de garder en mémoire les points suivants :

« 1) Toujours négocier avec la France telle qu'elle est, c'est-à-dire une importante puissance européenne de second rang, qui dispose d'un pouvoir considérable pour contrer ou pour faciliter les politiques américaines, notamment dans les organisations multilatérales, mais qui n'a pas la force de réaliser ses propres ambitions ;

« 2) Savoir que la France a échoué à plusieurs reprises à fédérer ses partenaires européens dans une opposition systématique aux États-Unis et que ses futures tentatives ne réussiront pas davantage, au moins tant que les Européens savent qu'ils dépendent des États-Unis pour leur sécurité et qu'ils sont aussi dépendants d'eux économiquement ;

« 3) Supposer que la France n'abandonnera pas ses

aspirations à l'autonomie et au leadership et restera, par conséquent, un partenaire difficile, avec des hauts et des bas en fonction des circonstances [...].

« Dans la période qui s'ouvre, il est de notre intérêt de consolider nos relations avec Giscard d'une manière qui ne menace pas sa base politique chez lui, ni ne le contraigne à prendre inutilement des positions rigides visant à satisfaire les forces qui le soutiennent », poursuit Kissinger. Autrement dit : il faut tendre quelques perches au Français et le « consulter¹⁰ » soigneusement, pour éviter les quiproquos sur la politique américaine en Europe, sur l'énergie ou sur les relations avec l'URSS. Mais sans trop d'illusions.

C'est cette stratégie, mêlant la séduction, une dose de coopération et un brin de condescendance, que le tandem Kissinger-Ford va mettre en musique. Fin septembre 1974, la première visite à Washington du ministre français des Affaires étrangères, Jean Sauvagnargues, permet à la Maison-Blanche de roder les amabilités calculées¹¹. Soucieux de montrer à Giscard toute l'attention qu'il lui porte, Ford accepte ensuite l'invitation du Français à venir le rencontrer en tête à tête à la Martinique en décembre. « Giscard va essayer de se servir de ce sommet pour rehausser son prestige et celui de la France sur la scène internationale », prédit, début novembre, l'ambassade américaine à Paris. Or sa situation s'est détériorée depuis son élection. « Bien qu'il bénéficie d'une certaine stabilité politique – les législatives sont prévues en 1978 et les présidentielles en 1981 –, [Giscard] est confronté à des problèmes économiques et

sociaux qui pourraient se transformer en crise », estiment les diplomates américains.

Par conséquent, ils recommandent un dialogue chaleureux et direct lors du sommet bilatéral. « Il faut être clair sur le fait qu'un changement de style, si bienvenu soit-il, n'est pas suffisant pour développer la coopération étroite que nous voudrions avoir [...]. [Mais], quels que soient ses points faibles, le gouvernement de Giscard représente probablement la meilleure alternative pour nous, si on la compare au scénario d'un gouvernement de gauche avec une participation communiste ou d'un gouvernement mené par un ultranationaliste comme Jobert¹². »

Il a trois soucis : les femmes, la paresse, son entourage

Autre geste symbolique : quelques semaines avant le sommet de la Martinique, le président Ford nomme un de ses amis, Kenneth Rush, ambassadeur à Paris à la place de John Irwin. Vétéran du département d'État, Rush reçoit des instructions précises avant de partir. Il est chargé de poursuivre le réchauffement amorcé, tout en disant fermement aux Français que la coopération « doit être réciproque¹³ ».

Car les sujets de tension resurgissent. Giscard promeut avec acharnement la candidature du Mirage, l'avion de combat français, pour remplacer la flotte militaire de quatre pays européens membres de l'OTAN, au grand dam des

industriels américains et du Pentagone. Le droit d'atterrissage aux États-Unis de *Concorde*, l'avion supersonique franco-britannique, est défendu bec et ongles à Paris comme un symbole de fierté européenne. Au cours d'une conférence de presse sur sa politique étrangère, le 24 octobre 1974, Giscard lance aussi l'idée d'une conférence internationale réunissant les producteurs et consommateurs de pétrole. Cette initiative, prise sans consulter ses alliés, irrite fortement Washington, qui estime qu'il faut d'abord constituer un front uni des pays consommateurs. Un front que Paris juge dangereux, car il risquerait de déboucher sur un bras de fer sans issue avec le cartel des producteurs...

Le 8 novembre 1974, dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, le président Ford rencontre l'ambassadeur Kenneth Rush pour d'ultimes directives. Leur dialogue est assez direct :

Ford : « Connaissez-vous Giscard ? »

Rush : « Non. Je connais bien Sauvagnargues¹⁴. C'est un technicien. D'après ce que je sais, Giscard a trois problèmes. 1) les femmes, et il est indiscret... ; 2) la paresse ; 3) son entourage, composé de techniciens et de gens faibles. Comme vous le savez, une partie du problème de Nixon tenait justement aux hommes qui l'entouraient. »

Ford : « J'ai lu que Giscard est un expert des problèmes financiers. »

Rush : « C'est exact. Il n'y a pas de raisons de penser qu'il ait une quelconque politique étrangère. On n'en sait rien, mais peut-être va-t-il suivre la voie de Pompidou, sans la

ranceœur contre nous. »

Ford : « Son annonce d'une conférence entre pays producteurs et pays consommateurs nous gêne. Nous n'aimons pas cela, et il faut que les Français le sachent. Et puis, il leur arrive d'essayer d'organiser l'Europe contre nous. Nous ne pouvons tolérer cela, et ils doivent aussi le savoir. »

Rush : « Je suis d'accord [...]. [Les Français] sont jaloux de la Grande-Bretagne et irrités par la dépendance allemande à l'égard des États-Unis. Mais ils veulent notre soutien militaire en Europe. Ils nous accusent de leurs propres maladies. Ils disent que les problèmes économiques proviennent de la crise de l'énergie, ce qui serait notre faute, et que nous sommes en train de vouloir les affaiblir afin de réimposer notre loi chez eux¹⁵. »

Ces propos peu amènes sont révélateurs des préjugés que nourrissent les plus hautes autorités américaines au sujet de la France. Mais la Maison-Blanche ne veut pas froisser immédiatement Giscard en dénigrant publiquement tous ses projets. En visite à Washington début décembre, le chancelier allemand Helmut Schmidt – considéré par les États-Unis comme le leader européen le plus important – recommande d'ailleurs à Ford de trouver avec Giscard un arrangement qui permette de préparer cette conférence entre pays producteurs et pays consommateurs. « Le problème est de sauver la face de la France dans cette affaire et de faire en sorte que cela marche. Trouvons une formule et je la finaliserai à la Martinique¹⁶ », conclut Ford.

Giscard est un « amateur », Ford manque de « leadership »

Une semaine après avoir reçu à Paris le Soviétique Leonid Brejnev et quatre jours après son premier sommet européen réussi¹⁷, le président français décolle vers Fort-de-France afin d'y accueillir, à partir du samedi 14 décembre, son homologue américain. Cette première rencontre entre Giscard et Ford a des allures de faux-semblant. Aucun des deux n'a réellement confiance dans son interlocuteur. L'Américain est venu pour flatter tactiquement un président français qu'il mésestime. Durant le vol à bord d'*Air Force One* qui le conduit à la Martinique avec son staff, Ford écoute Kissinger se lancer dans une des diatribes dont il a le secret.

« Le système français a été taillé pour de Gaulle. Il fonctionne tant qu'il y a une majorité parlementaire et un soutien populaire. [...] Giscard n'a aucun de ces avantages. Il a une position parlementaire très difficile. Son élection est due au choix entre les modérés et ceux qui voulaient des changements extrêmes. Giscard est très élégant, mais c'est une sorte de dilettante. Il n'a pas l'instinct du tueur. De Gaulle avait une bonne raison d'être antiaméricain, c'est qu'il voulait rebâtir le système français. Les Soviétiques le soutenaient parce qu'il était antiaméricain. Et de Gaulle ne voulait pas d'une Europe unie. Giscard, lui, pense que, parce qu'il est fondamentalement proaméricain, il peut se permettre d'être un peu antiaméricain. Je suis d'accord avec Schmidt, c'est certainement le meilleur homme pour la

France [...] mais ce type est un amateur¹⁸ [...]. »

De leur côté, le Quai d'Orsay et les conseillers diplomatiques de Giscard lui ont préparé un dossier très complet. Le président Ford y est présenté comme un pâle successeur de Nixon, qui manque de « leadership », avec une cote de popularité en chute libre et une politique « hésitante ». « Contrairement à son prédécesseur, Ford ne s'est pas fixé pour objectif de marquer sa place dans l'histoire grâce à une politique extérieure brillante et novatrice », peut-on lire dans une des notes. Quant à l'incontournable Henry Kissinger, qui ne quitte pas son président d'une semelle, le Quai d'Orsay le juge désormais en perte de vitesse : « Le secrétaire d'État n'est plus aussi indispensable, invulnérable et autonome que pendant la dernière année de la présidence Nixon¹⁹. »

Ces amabilités respectives n'empêchent pas chacun de préparer de belles déclarations officielles sur l'amitié franco-américaine. Mais celles-ci masquent mal une sourde tension de part et d'autre. Kissinger a prévenu Ford : « Les Français pensent qu'ils peuvent diriger l'Europe, et une Europe agressivement indépendante des États-Unis²⁰. » Les conseillers de l'Élysée, eux, ne sont pas dupes du bras de fer qui se poursuit : « Il est manifeste que, plus que jamais, les États-Unis s'accommodent mal de l'indépendance de la France, souhaitant la ramener à la docilité, peut-être en espérant que la crise de l'économie mondiale y aidera par quelque biais, et ils veulent, en tout cas, que nos partenaires de la Communauté ne se laissent pas gagner par notre exemple²¹. »

Les Français se sont sentis humiliés

Le climat tropical des Antilles, le premier dîner à la résidence préfectorale de Fort-de-France et les ballets folkloriques martiniquais sont censés mettre à l'aise les deux chefs d'État, qui sont accompagnés de leur épouse respective. Leur premier entretien se déroule le dimanche 15 décembre 1974, dans la matinée, à l'hôtel Méridien, où logent les délégations. Gerald Ford et Valéry Giscard d'Estaing essaient de déminer le malentendu franco-américain.

L'Américain débute avec tact : « Je connais votre carrière, monsieur le président, et votre réussite exceptionnelle. Ce qui m'a le plus frappé, c'est de constater que nous avons la même position proatlantique [...]. D'une manière générale, nos positions aux Nations unies sont communes, mais nous avons tout de même le sentiment que vous n'apportez pas toujours un soutien complet aux initiatives auxquelles nous attachons beaucoup d'importance. Nous souhaitons vivement pouvoir établir des relations plus étroites avec vous [...] en nous fondant sur la longue tradition de nos deux pays. »

Giscard reprend la balle au bond, évoquant les raisons de la susceptibilité française : « Au ^{xviii}^e siècle, c'était la France qui était le grand pays et les États-Unis encore très petits, alors que maintenant les rôles sont inversés, dit-il. Il ne faut pas oublier que, pendant les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les Français se sentaient très humiliés en raison de leur régime politique, qui était tout à fait absurde

[...]. La situation générale ressemblait à celle que connaissent actuellement certains pays européens. Lorsque le général de Gaulle est venu au pouvoir, il s'est donné pour tâche de rétablir chez les Français le sens de la dignité nationale. Une des méthodes pour y parvenir était évidemment de s'appuyer sur un certain antagonisme à l'encontre des grandes puissances du moment. »

« Le ressentiment à l'égard des États-Unis n'était pas sans fondement, poursuit Giscard. Je vais vous donner deux exemples. Lorsque, pendant les années 1960, des ministres français se rendaient aux États-Unis, il leur fallait demander un visa à l'ambassade des États-Unis. Par contre, lorsque des ministres américains venaient en France, ils débarquaient en avion militaire à Évreux sur une base de l'OTAN. Il n'était pas question, bien sûr, du moindre contrôle de la part des autorités françaises. Pendant longtemps, on a cherché à supprimer la procédure du visa, sans succès. [...] L'autre exemple concerne un incident que je n'ai jamais mentionné devant la presse : je me trouvais dans le bureau du président Kennedy, je crois que c'était au printemps 1962. [...] Pendant notre entretien, un des assistants est venu lui [parler] de certains problèmes qui s'étaient posés avec nos alliés au sein de l'OTAN. En effet, [ces derniers] avaient appris par la presse la désignation du nouveau commandant en chef des forces de l'OTAN. Ils n'avaient absolument pas été consultés. La réaction du président Kennedy a été de dire : "Ah bon ! nous verrons cela tout à l'heure." Vous voyez qu'il y avait, dans les faits, de grandes inégalités [...]. La vie politique française est

restée très sensible (parfois à l'excès) sur le chapitre des relations franco-américaines. Les communistes nous accusent généralement d'abandonner l'intérêt de la France à l'hégémonie américaine, et les extrémistes de l'autre bord disent à peu près la même chose. »

Présent aux côtés de Ford, Henry Kissinger interrompt Giscard : « Le tout est rendu encore plus compliqué par la grande complexité du raisonnement dont est capable l'esprit français. J'aimerais bien avoir le temps de faire preuve de toute la finesse que nous prête *Le Monde* ! »

Le président français insiste : « L'important est de savoir que nous sommes tenus de maintenir un certain équilibre en matière d'indépendance et de souveraineté, ce qui n'est pas toujours très simple. »

Ford se montre bienveillant : « Je voudrais vous assurer, monsieur le président, que les États-Unis n'ont aucunement l'intention d'exercer la moindre domination sur l'Europe ou sur la France. Il est indispensable que nous travaillions ensemble dans un climat de coopération et de respect mutuel. Il est important que nous éliminions l'irritation née d'incidents mineurs, mais qui est de nature à gêner notre discussion sur les choses importantes^{[22](#)}. »

Une victoire symbolique concédée au Français

Avant même cet échange de bons sentiments, qui brise lentement la glace, Valéry Giscard d'Estaing est entré dans le vif du sujet qui lui tient le plus à cœur, à savoir sa

proposition de conférence sur le pétrole réunissant producteurs et consommateurs. Il s'excuse de n'avoir pu prévenir Henry Kissinger de son initiative que quelques heures avant sa conférence de presse du 24 octobre, le secrétaire d'État américain étant difficile à joindre à cause d'un déplacement en URSS.

« C'est ainsi que vous avez pu avoir le sentiment que notre action allait vous causer encore de nouveaux ennuis ! admet Giscard. Je tiens à préciser toutefois que j'avais soigneusement évité de présenter les choses de manière antiaméricaine. [...] D'abord, il n'y aurait eu aucune raison de le faire et, ensuite, nous avons besoin de votre soutien en cette affaire : votre simple consentement ne serait pas suffisant, car il vous serait très facile de vous arranger pour que nos initiatives échouent. J'ai le sentiment que, lorsque nous aurons pu nous consulter, vous accepterez de nous appuyer. »

Le président français estime qu'une confrontation sera peut-être inévitable lors de cette conférence, notamment si les pays producteurs de pétrole veulent imposer des « prix absurdes » aux pays consommateurs. Mais, selon lui, toutes les possibilités de discussion doivent être explorées d'ici là : « Si ces tentatives échouent, alors nous verrons bien. Cette manière de voir diffère quelque peu de la première stratégie proposée par les États-Unis, qui était fondée sur l'élaboration d'une position dure par les pays consommateurs de manière à impressionner les producteurs. Pour ma part, je pense qu'il vaudrait mieux commencer par manifester le désir d'aboutir à un accord

raisonnable. »

Se posant en conciliateur, en homme ouvert au dialogue, Giscard joue habilement sa partition. Face à lui, Ford cherche un accord qui ne l'embarrasse pas trop : « Les questions de présentation et le choix du moment sont extrêmement importants, mais je pense que, sur le fond, nous sommes en grande partie d'accord. [...] Il faut avoir une solidarité des pays consommateurs, une position commune avant de nous asseoir à une table avec les producteurs. Nous n'avons pas besoin d'un document, mais d'idées qui nous renforcent face aux pays producteurs, qui sont très organisés. Comment pourraient-ils nous blâmer, alors qu'ils se rencontrent eux-mêmes tous les trois mois ? Ils nous prennent à la gorge, et la flambée des prix n'est une solution pour personne. »

La discussion se prolonge sur la nécessité de trouver un terrain d'entente. Giscard plaide pour un travail exploratoire de deux à trois mois avant la tenue de la conférence, au printemps 1975. « Êtes-vous prêts à annoncer qu'une réunion des pays consommateurs et producteurs est souhaitable ? » demande-t-il. Kissinger répond qu'elle l'est dans son principe, « si elle est couplée avec le renforcement de la coopération des pays consommateurs ».

Au terme de deux heures de marchandage, le compromis s'élabore, avec le vœu commun d'une réunion « avant l'été 1975 ». La rédaction du communiqué franco-américain est confiée aux collaborateurs des deux présidents. Dans le

fond, Ford n'a pas cédé sur grand-chose. Il s'est plié aux formulations souhaitées par les Français, moyennant l'apport de quelques nuances et sans prendre d'engagements trop contraignants. Giscard, lui, s'est énormément dépensé pour arracher cette manche, qui renforce sa stature internationale. Face à une opinion qui doute, il pourra exhiber le soutien américain à son initiative pétrolière, complété par une déclaration de bonne intention sur la coopération économique. Il ne reviendra pas de la Martinique les mains vides.

Après la réception de Brejnev et le sommet européen de Paris, ce sommet franco-américain complète les succès diplomatiques de Giscard, dont la cote remonte en ce mois de décembre 1974²³. Faussement modeste, le président français cache sa satisfaction devant son interlocuteur.

« Il est important qu'à l'issue de cette réunion nous ne cherchions pas la victoire d'un côté ou de l'autre, plaide-t-il face à Ford. Il y a bien sûr des circonstances où l'on cherche la victoire : j'ai bien cherché la victoire électorale contre François Mitterrand, et j'y suis parvenu. Ici, les choses sont tout autres, et je ne voudrais pas que les résultats de nos entretiens soient présentés sous cet angle. »

Gerald Ford acquiesce poliment, sans y croire vraiment. « Je partage entièrement cette manière de voir. L'important est de faire avancer les choses de manière constructive²⁴. »

L'Américain avait prévu de cajoler Giscard. Il l'a fait publiquement à moindres frais.

D'autres sujets doivent être abordés entre les deux

présidents. Mais ceux-ci resteront absolument « top secret »...

1 *Giscard's First Day : An Excellent Beginning*, 28 mai 1974, télégramme de Galen Stone, numéro deux de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

2 *Jacques Chirac New Prime Minister of France*, 29 mai 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

3 *Giscard's Government Preliminary Assessment*, 30 mai 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

4 *Biographic Data on New French Cabinet*, 31 mai 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

5 Le président du Sénat, Alain Poher, a assuré l'ambassadeur Irwin de l'orientation proaméricaine de Giscard lors d'un déjeuner privé, le 29 mai 1974. Durant ce repas, Poher a fait état de son souhait de visiter prochainement les États-Unis, et l'ambassadeur a promis d'arranger cela. *Senate President Poher's Views on the New Government and Franco-American Relations*, 31 mai 1974, télégramme de l'ambassadeur Irwin, archives du département d'État, NARA.

6 *Meeting with Foreign Minister Sauvagnargues*, 7 juin 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin adressé au secrétaire d'État, Henry Kissinger, National Security Files, Nixon Library.

7 Entretien entre l'ambassadeur John Irwin et le président Valéry Giscard d'Estaing, 11 juin 1974, archives de la présidence de la République, 5AG3-982, Archives nationales.

8 Jean-Jacques Servan-Schreiber, ministre des Réformes, est démis de ses fonctions le 9 juin après avoir publiquement critiqué la reprise des essais nucléaires atmosphériques à Mururoa, éviction qui ne devrait pas avoir de conséquences à long terme, selon l'ambassade des États-Unis (télégramme du 10 juin 1974). En revanche, la nomination, à la mi-juillet, de Françoise Giroud (amie de JJSS et « intellectuelle de gauche ») comme secrétaire d'État à la Condition féminine apporte une « note fraîche d'indépendance » dans le gouvernement : télégramme du 18 juillet 1974, archives du département d'État, NARA.

9 Message du président Gerald Ford au président Valéry Giscard d'Estaing, 9 août 1974, National Security Files, Ford Library.

10 *Meeting with French Ambassador Kosciusko-Morizet*, 21 août 1974, mémo préparatoire du secrétaire d'État Henry Kissinger au président Gerald Ford ; et la version longue, *Briefing Paper on France*, transmise par le département d'État au général Brent Scowcroft, assistant adjoint du président aux affaires de sécurité nationale (Maison-Blanche), 21 août 1974 ; National Security Files, Ford Library. Henry Kissinger est lui-même venu à Paris les 4 et 5 juillet 1974 et il a pu rencontrer le président Giscard d'Estaing.

11 *Your Meeting with French Foreign Minister Sauvagnargues*, September 28, 27 septembre 1974, mémo du secrétaire d'État Henry Kissinger au président Gerald Ford, National Security Files, Ford Library.

12 *Martinique Summit, Part 1*, 8 novembre 1974, télégramme de Galen Stone, numéro deux de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

13 *Meeting with Kenneth Rush, US Ambassador to France*, 8 novembre 1974, mémo du secrétaire d'État Henry Kissinger au président Gerald Ford, National Security Files, Ford Library.

14 Kenneth Rush a été l'un des négociateurs américains du nouveau statut quadripartite (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France) de Berlin, signé en 1971, aux côtés de Jean Sauvagnargues, alors ambassadeur de France en RFA.

15 Mémorandum de conversation entre le président Gerald Ford et l'ambassadeur Kenneth Rush, en présence du général Brent Scowcroft, assistant adjoint du président pour les affaires de sécurité nationale, 8 novembre 1974, 12 h 45, Maison-Blanche, National Security Files, Ford Library.

16 Mémorandum de conversation entre le président Gerald Ford et le chancelier de la RFA Helmut Schmidt, 5 décembre 1974, 11 h 45, Maison-Blanche, National Security Files, Ford Library. Le 12 décembre, soit deux jours avant le sommet de la Martinique, Kissinger évoque ce sujet avec son homologue français, Jean Sauvagnargues, en marge d'une session de l'OTAN à Bruxelles : « L'objectif de votre politique est de démolir la nôtre. Vous utilisez l'idée d'une conférence avec les pays producteurs pour bloquer nos initiatives. » Sauvagnargues : « Vous déformez ce que j'ai dit. Nous avons proposé deux étapes successives » (un travail préparatoire de quelques mois, puis la conférence proprement dite). Kissinger n'est pas hostile à ce travail préparatoire, mais il rappelle la position américaine : « Afin qu'il n'y ait aucun malentendu sur ce qui sera dit à la Martinique, je peux vous indiquer dès maintenant que nous ne donnerons pas notre

accord à un travail préparatoire à la réunion d'une conférence avant qu'il y ait une position commune des pays consommateurs et une meilleure solidarité entre eux. Sinon, il peut bien y avoir une conférence, nous n'y participerons pas. » Entretien Kissinger-Sauvagnargues, 12 décembre 1974, archives de la présidence de la République, 5AG3-982, Archives nationales.

17 Réunis à Paris les 9 et 10 décembre 1974 à l'invitation du président français, les chefs d'État ou de gouvernement des Neuf décident de renforcer leur coopération politique, notamment en réunissant un « Conseil des communautés » trois fois par an et chaque fois que nécessaire. Le projet d'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel est également évoqué. Le communiqué commun ajoute que les Neuf souhaitent que « le président de la République française, lors de sa prochaine rencontre avec le président Ford, souligne, au nom de la Communauté, l'importance d'une convergence des politiques économiques de l'ensemble des pays industrialisés ».

18 Mémoire de conversation entre le président Gerald Ford, Henry Kissinger et le général Brent Scowcroft à bord d'*Air Force One* en route pour la Martinique, 14 décembre 1974 (le document est curieusement daté du 17 décembre 1974, mais il s'agit sans doute d'une erreur, la conversation portant sur la préparation du sommet avec Giscard, qui se tient du 14 au 16 décembre), National Security Files, Ford Library (voir le fac-similé de la première page en annexe). Kissinger lâche encore quelques autres compliments : « La France est un désastre politique. Elle n'a pas gagné une guerre depuis 1812... »

19 Dossier préparatoire au sommet de la Martinique (14-16 décembre 1974), note du secrétariat général de la présidence de la République, des conseillers diplomatiques, du ministère des Affaires étrangères, archives de la présidence de la République, 5AG3-982, Archives nationales.

20 Mémoire de conversation entre Ford, Kissinger et Scowcroft, 14 décembre 1974, *op. cit.*

21 Dossier préparatoire au sommet de la Martinique, *op. cit.*

22 Mémoire de conversation entre Gerald Ford et Valéry Giscard d'Estaing, 15 décembre 1974, National Security Files, Ford Library ; et procès-verbal de ce même entretien, archives de la présidence de la République, 5AG3-982, Archives nationales.

23 Parallèlement, son Premier ministre, Jacques Chirac (qui prend les rênes de l'UDR pendant le séjour de Giscard à la Martinique), signe

d'importants contrats industriels, notamment lors de sa visite en Irak, puis en Iran. Malgré des résultats économiques encore maigres, cet activisme international est bien perçu dans l'opinion, et la cote de popularité de Giscard remonte fin 1974 et début 1975. En janvier 1975, Giscard inaugurerait ses « dîners chez les Français ».

[24](#) Mémoire de conversation entre Gerald Ford et Valéry Giscard d'Estaing, 15 décembre 1974, *op. cit.*

Chapitre 19

Opération Apollon

Hôtel Méridien, Fort-de-France, dimanche 15 décembre 1974, 16 h 30. Entre Gerald Ford et Valéry Giscard d'Estaing, le climat s'est détendu. Après un déjeuner dans le cadre luxuriant de la plantation Leyritz, l'heure est venue de reprendre les discussions.

Le président français jette un œil aux documents extraits de son dossier, tamponnés du sceau rouge « secret défense ». Préparées par son chef d'état-major particulier, le général Guy Méry, ces notes contiennent l'un des secrets les mieux gardés de la V^e République : il s'agit d'une liste des requêtes françaises dans le domaine ultra-sensible des armements nucléaires¹. La France ne peut l'avouer publiquement, mais elle a besoin de l'aide des États-Unis pour accélérer la mise au point de sa force de frappe.

Une coopération militaire et nucléaire a déjà – on s'en souvient – pris forme entre Paris et Washington après la rencontre entre les présidents Nixon et Pompidou, début 1970². Des discussions ponctuelles se sont déroulées de manière discrète, portant essentiellement sur la coordination des armées conventionnelles, la sûreté

nucléaire et la protection des missiles balistiques français. Mais les strictes contraintes de la législation américaine interdisant toute prolifération et le climat détestable des relations transatlantiques à la fin de l'ère Pompidou ont bloqué, fin 1973, l'extension envisagée de cette coopération, qui devait porter sur l'une des innovations que les Américains maîtrisent, à savoir des têtes nucléaires multiples (MIRV) montées sur un même missile.

Peu après l'élection de Giscard, le 5 juillet 1974, Henry Kissinger a abordé succinctement le sujet lors d'un petit déjeuner pris dans les jardins de l'Élysée : « Vous êtes certainement au courant de nos relations spéciales, a-t-il commencé. Je voulais savoir si vous désiriez que nous les poursuivions. »

Embarrassé de n'être pas informé de ces « relations spéciales » initiées sous Pompidou, Giscard a feint la réflexion, si l'on en croit ses Mémoires. Kissinger a précisé qu'il s'agissait seulement pour les Américains d'indiquer aux Français les voies scientifiques sans issue, autrement dit, de leur épargner de perdre du temps dans des impasses. Il a ajouté que les États-Unis étaient prêts à continuer ces contacts techniques dans le plus grand secret.

Prudent, Giscard a promis de maintenir le canal existant dans un premier temps, avant de regarder le dossier de plus près. « Je suis prêt à vous en reparler bientôt », a-t-il dit à Kissinger. Le président français a ensuite demandé des précisions à Jean-Laurens Delpech, le délégué général pour l'armement. Ce haut fonctionnaire du ministère de la

Défense, qui a succédé dans cette fonction, en mars 1974, à Jean Blancard, l'ancienne cheville ouvrière de ces relations, a confirmé l'« intérêt de ces échanges³ ».

Selon la version de Giscard, lorsque le sujet revient sur la table à l'occasion du sommet de la Martinique, les deux présidents décident, d'un commun accord, de poursuivre la coopération déjà entamée selon « le dispositif convenu antérieurement ». Sans plus. Par la suite, le président français se serait tenu informé des progrès de ces travaux, s'assurant que leur utilité n'altérerait pas l'indépendance de la force de frappe française.

Giscard demande de l'aide nucléaire sans contrepartie

La réalité est quelque peu différente. Lors de l'entretien du 15 décembre 1974 à Fort-de-France, Giscard est bien décidé à relancer ce dossier. Il ne s'agit pas d'un simple redémarrage, mais d'un changement d'échelle. Son chef d'état-major particulier l'a écrit noir sur blanc : « Le bilan actuel de ces échanges n'est pas négligeable. Il nous a permis de gagner du temps, donc de l'argent, dans l'étude des problèmes de durcissement [des têtes des missiles], mais les Américains n'ont pas contribué de façon décisive à nous faire progresser au plan des performances de nos armements. Il est donc d'un grand intérêt que les conversations avec M. Ford soient mises à profit pour essayer d'obtenir que ces échanges soient transformés en une aide plus positive⁴. »

Giscard se lance. Pour la première fois, un président français formule ouvertement une demande d'assistance nucléaire militaire à son homologue américain.

« Pour mener à bien notre programme, il nous serait utile de bénéficier d'une coopération technique américaine, admet-il devant Gerald Ford. Du temps de M. Nixon et de M. Pompidou, il y avait eu certains contacts à ce sujet. Je sais que c'est délicat pour vous en raison de votre réglementation, mais je sais que ces contacts ont été appréciés côté français. Ils ont été arrêtés en automne 1973. Je crois que Monsieur Kissinger a évoqué, au printemps, la possibilité de rouvrir le dossier, sans toutefois prendre des engagements à ce sujet. Il y a eu quelques contacts techniques. »

Le président français enchaîne, de manière très précise, avec ses notes sous les yeux :

« Voici les points qui nous intéresseraient :

« • sur les MIRV [têtes nucléaires multiples], certaines informations sur le dispositif pour les sous-missiles ;

« • certaines informations sur le durcissement de la tête nucléaire, voire même sur la conception de la tête elle-même, mais cela serait sûrement plus compliqué étant donné qu'aux yeux du Congrès on se rapproche là de la technique de la bombe ;

« • la question des essais souterrains, à propos desquels vous pourriez nous donner certaines informations sur les instruments de mesure, ou peut-être même nous permettre

d'utiliser certaines de vos installations pour des travaux préparatoires qui pourraient ainsi être faits avant que nous ne puissions utiliser nos propres installations dans le Pacifique ;

« • vous pourriez aussi peut-être nous donner quelques informations sur l'emplacement des missiles soviétiques [...]. »

Kissinger l'interrompt pour rappeler que, sur ce dernier point, des renseignements ont déjà été livrés à la France, ce qui est exact⁵.

Puis Giscard conclut son exposé sans fausse pudeur : « Il s'agit donc là d'une coopération qui nous intéresserait et qui, je crois, aurait une bonne influence sur nos rapports. Mais c'est un domaine dans lequel il n'y aurait pas grand-chose comme contrepartie de notre part⁶. »

Le président français avoue qu'il n'a rien à offrir en échange ! Du moins officiellement. Au fil de ses conversations avec Ford, il fera tout de même quelques gestes pour prouver ses bonnes intentions envers Washington⁷. Mais il n'est pas question, par exemple, que la France revienne dans le commandement intégré de l'OTAN, qu'elle a quitté en mars 1966. Elle restera autonome, même si elle a promis une « étroite consultation » et multiplié depuis peu les signes de rapprochement avec ses alliés⁸. Pour la première fois, ces derniers ont d'ailleurs reconnu, en juin 1974, lors d'un conseil de l'OTAN à Ottawa, la contribution des forces de frappe française et britannique à la défense de l'Alliance atlantique⁹. « Nous ne demandons

pas à la France de nous rejoindre au sein de l'OTAN », répète Kissinger ce 15 décembre 1974.

Ford répond favorablement et l'opération Apollon débute

Giscard attend avec intérêt la réponse formelle de Ford à ses demandes inédites. Face à lui, le président américain n'est pas surpris. Il a été mis au courant des intentions françaises via Henry Kissinger¹⁰. Il ne tergiverse pas : « Il y a eu, ces derniers mois, des discussions sur la possibilité de reprendre notre coopération dans ce domaine. Je crois que ces discussions devraient se poursuivre, car nous souhaitons vous être utiles. Nous comprenons parfaitement qu'il est hautement souhaitable de vous aider à augmenter votre potentiel de défense. C'est dans notre intérêt commun. »

À ses côtés, Henry Kissinger piaffe d'impatience. Le secrétaire d'État a gardé un souvenir mitigé des derniers mois de règne de Pompidou et de son bras de fer avec le ministre français des Affaires étrangères, Michel Jobert. Il retrace longuement l'historique de cette coopération, interrompue fin 1973 par des « malentendus », avant de conclure : « Sur le plan des principes, notre position est que, puisque la France a une force nucléaire, autant qu'elle soit de bonne qualité et efficace. Il n'est pas utile qu'elle dépense beaucoup d'argent pour trouver des solutions que les Russes possèdent déjà. »

Le président Ford abonde une nouvelle fois dans ce sens :

« Il est utile d'accélérer la mise en œuvre du programme français ; c'est important pour nous tous. »

Visiblement satisfait de cette décision, Giscard insiste sur un point capital : « Il est important que cette coopération soit discrète. Elle ne modifiera sans doute pas notre programme, mais elle peut nous faire économiser de l'argent et du temps, peut-être un ou deux ans. Nous avons notre programme pour les sous-marins et les lanceurs, mais qui porte sur des réalisations en 1981 ou 1985. Il est évident qu'il serait bon pour tout le monde que l'on puisse aller plus vite. Nous vous enverrons très prochainement M. Delpech. »

Henry Kissinger partage cette obsession de la confidentialité, mentionnant les discussions sur le désarmement avec les Soviétiques, baptisées SALT II. Il ne faut pas que l'URSS soit au courant de la coopération nucléaire franco-américaine ; cela risquerait de perturber les négociations et de miner le climat de détente en Europe. De plus, le secrétaire d'État demande que les informations lui soient transmises directement, ainsi qu'à la Maison-Blanche, sans que trop de monde soit averti au Pentagone, où il n'a « aucun moyen d'empêcher les photocopies en mille exemplaires » et des fuites immédiates dans la presse spécialisée. « N'hésitez pas à utiliser la ligne directe avec la Maison-Blanche, glisse-t-il à Giscard. Il est essentiel que tout cela reste secret pendant que les négociations SALT II sont encore en cours¹¹. »

Le président français a obtenu un feu vert. Avant de

s'exprimer ainsi, il a pris soin de vérifier qu'il ne s'exposait pas à un camouflet. Le terrain a été minutieusement préparé. Quelques jours avant la rencontre au sommet, le délégué général pour l'armement, Jean-Laurens Delpech, très actif sur ce dossier, a dépêché à Washington deux collaborateurs, dont un jeune ingénieur nommé Henri Conze, de la mission Atome, qui coordonne tous les programmes d'armement atomique au ministère de la Défense.

« Nous avons travaillé d'arrache-pied pour préparer le sommet de la Martinique afin que la coopération s'élargisse vraiment, révèle ce dernier. Cela a parfaitement fonctionné. La confidentialité absolue a été requise, de part et d'autre, mais peut-être avec plus d'insistance de la part des Américains, qui craignaient des réactions hostiles du Congrès. Très peu de gens étaient au courant de ces relations spéciales. Avec ma secrétaire, nous avons choisi un nom de code pour cette opération. Côté français, nous l'avons baptisée l'opération Apollon¹². »

Si nous faisons quelques essais nucléaires dans le Nevada...

En quoi l'opération Apollon consiste-t-elle vraiment ? Avant le sommet de la Martinique, l'Élysée a rassemblé des rapports ultra-secrets sur chacun des thèmes afin d'évaluer ce qui pouvait être demandé aux Américains sans risquer un refus ou une sujétion trop prononcée. Le commissariat à l'Énergie atomique (CEA), dont la direction des applications militaires est en première ligne pour les recherches

nucléaires et les essais dans le Pacifique, a été mobilisé. Dans une note détaillée, adressée début décembre 1974 à la présidence de la République, son administrateur général, André Giraud, a estimé qu'il était « possible d'aller plus loin » avec les Américains que les premiers échanges sur la sûreté des armes nucléaires, lesquels s'étaient déroulés dans un « excellent climat ».

Selon le patron du CEA, le président des États-Unis pourrait, de son propre chef et sans outrepasser les lois, décider de faciliter des discussions avec les Français sur les mesures des tirs souterrains ou sur les technologies des missiles (il évoque également le choix des systèmes d'armes, les matériaux de durcissement et les appareillages d'expérimentation). Par ailleurs, si le président Ford envisageait de réviser la loi McMahon sur les secrets atomiques, Giraud estime que la France devrait évoquer la question de possibles essais français dans le centre américain du Nevada et des transferts de technologies sur les têtes multiples ainsi que sur les « charges nucléaires proprement dites¹³ ».

André Giraud, en citant l'hypothèse d'un recours éventuel aux installations du Nevada pour les premiers tirs souterrains français, qui sont prévus au Centre français d'expérimentation de Mururoa et Fangataufa, a brisé un tabou. Tout juste élu, Giscard a, en effet, donné son accord à une ultime campagne d'essais atmosphériques durant l'été 1974, imposant le passage aux tirs souterrains dès 1975. Pris de court par ces brefs délais, les experts du CEA et du ministère de la Défense s'inquiètent depuis des mois de ces

futures explosions dans des puits qui seront forés sous les atolls du Pacifique. Elles sont jugées très coûteuses et incertaines au plan technique. Le souvenir d'incidents à répétition lors des essais souterrains dans le Hoggar, entre 1962 et 1966, a marqué les esprits. Plusieurs sites alternatifs ont été étudiés, des îles Kerguelen à celle d'Eiao, dans le nord des Marquises. En vain. Les Américains ont proposé d'utiliser le Nevada¹⁴.

Mais, à l'Élysée, le général Méry écarte l'idée d'un recours aux Américains, avec les arguments suivants : « L'utilisation du champ de tir du Nevada pour y effectuer nos propres expériences nucléaires nous permettrait des économies considérables, mais les inconvénients semblent inacceptables. Au plan politique d'abord, puisque notre position d'indépendance ne pourrait plus être affirmée ni admise par l'URSS. Au plan technique ensuite, puisque notre effort scientifique pourrait être paralysé par des restrictions américaines ultérieures. Pour parer à ces inconvénients, le centre d'essais du Pacifique devrait être maintenu en activité, et l'avantage de tirer du Nevada n'apparaîtrait alors plus évident. »

En revanche, le général Méry appuie fortement la demande française, jugée moins délicate, d'une utilisation du centre du Nevada « pour y tester, à l'occasion d'essais américains, la résistance aux effets des armes défensives de certains matériaux et composants entrant dans la constitution de nos armes¹⁵ ». Des négociations sont d'ailleurs en cours sur ce sujet depuis plusieurs mois. Les experts français veulent ainsi profiter des tirs souterrains

américains programmés dans le Nevada en février 1975 pour vérifier la fiabilité de certains appareils qu'ils comptent utiliser quelques mois plus tard à Mururoa. Une réunion a eu lieu à Washington le 10 décembre 1974 afin de déterminer la liste précise des matériaux et des équipements que les Français souhaitent tester aux États-Unis.

Le feu vert américain à cette requête technique a été accordé avant que Giscard ne l'exprime directement face à Ford. L'émissaire du ministère de la Défense, Henri Conze, a vérifié ce point lors de sa visite au Pentagone, juste avant le sommet de la Martinique¹⁶.

Cet aspect de la coopération nucléaire secrète, qui va se concrétiser, ne pose pas de sérieux problèmes diplomatiques. Henry Kissinger le redit à Giscard à Fort-de-France : « Sur les essais nucléaires souterrains, je voulais rappeler que nous avons déjà donné un accord de principe sur des essais au Nevada. [...] Il s'agissait surtout de tester des instruments de mesure. Je ne crois pas qu'il ait été question d'essais à l'échelle opérationnelle¹⁷. »

Outre ces tests de matériels, les Français sont également preneurs d'une assistance plus directe sur les techniques de forage des puits souterrains, le confinement des explosions et la sécurité générale des tirs souterrains. Washington donne son accord de principe. Le 23 juin 1975, une directive secrète du président Ford ordonne l'élargissement de la coopération existante sur la sûreté nucléaire aux tirs souterrains, afin d'améliorer la « fiabilité du programme

français¹⁸ ». Ford précise bien qu'aucune charge nucléaire venant de France ne sera testée sur le territoire américain.

Quelques jours avant la directive présidentielle américaine, le 6 juin 1975, le premier tir souterrain français a eu lieu à Fangataufa, dans le Pacifique, inaugurant une série de cent quarante-six essais menés jusqu'en 1996. « En réalité, les Américains nous ont proposé de l'assistance parce qu'ils voulaient s'assurer que nous ne ferions rien de dangereux, se souvient Jacques Chevallier, qui était alors le directeur des applications militaires du CEA. Ils doutaient de notre capacité à réaliser nos essais dans les atolls du Pacifique, ayant subi eux-mêmes des incidents à cause de sous-sols humides dans le Nevada. Au fil des discussions, nous avons pu obtenir des informations et être pris au sérieux. Finalement, tout s'est bien passé pour nos tirs. Les craintes étaient largement infondées parce que les roches basaltiques sous les atolls sont très solides. Les Américains ont été bluffés par nos techniques. Sur ce terrain, nos échanges n'ont pas été essentiels, mais ils ont été utiles et se sont prolongés pendant plusieurs années¹⁹. »

Un coup de main pour le futur missile stratégique

L'autre volet majeur de l'opération Apollon concerne les missiles balistiques qui arment les sous-marins atomiques fers de lance de la force de frappe, ainsi que les silos terrestres du plateau d'Albion. Sur ce sujet, la pression française est plus forte. Les premiers accords franco-

américains secrets de 1971 sont restés cantonnés aux « missiles existants », principalement le M20, en cours de finition. Selon le général Méry, ces échanges ont permis aux Français de renforcer le bouclier de protection du M20, le rendant moins vulnérable aux armes soviétiques. « Les Américains ont pris rapidement une attitude très coopérative, sans toutefois nous communiquer des informations qui nous auraient permis un saut technologique²⁰ », a regretté le chef d'état-major particulier du président Giscard d'Estaing.

Or les experts français commencent à plancher sur la prochaine génération de missile balistique, le M4, un engin d'une portée d'au moins quatre mille kilomètres qui doit entrer en service au milieu des années 1980. « Il sera possible d'atteindre Moscou depuis la rade de Brest, sans être obligé d'aller se poser le long des côtes norvégiennes²¹ », explique Giscard à Ford. Le programme prévoit de doter chaque sous-marin de seize missiles, lesquels seront équipés chacun de six à huit ogives nucléaires.

Les difficultés sont nombreuses pour parvenir à un armement fiable. Il faut maîtriser une multitude de technologies complexes : l'invisibilité des missiles, la miniaturisation des charges, la précision du guidage, la dispersion des têtes multiples, leur défense contre les systèmes antimissiles, le durcissement de leur bouclier électromagnétique, etc.

Lors de sa visite à Washington, le 9 décembre 1974, Henri

Conze aborde ce thème délicat avec son interlocuteur principal, Dick Barse, assistant du secrétaire à la Défense chargé des armes stratégiques. Les Américains sont disposés à fournir une assistance sur le M4, à condition que ce missile n'ait pas les mêmes missions destructrices ni les mêmes performances que les leurs²². *Grosso modo*, il doit être capable de frapper des villes en territoire ennemi, mais pas de cibler des équipements précis. Le Pentagone ne souhaite pas que la France possède des armes aussi offensives que ses futurs missiles balistiques Trident, dont la précision de tir sera d'une centaine de mètres ! L'Élysée ne s'oppose pas à cette restriction, l'objectif de la force de frappe française étant de dissuader, pas d'attaquer. « En ce qui concerne le développement du système M4, les exigences américaines concordent tout à fait avec les buts que nous poursuivons²³ », résume le général Méry dans une de ses notes au président de la République.

Des discussions informelles dans de discrets hôtels de province

Après le sommet de la Martinique, une coopération secrète se met donc en place sur ce programme français de missile balistique, dont le lancement sera officiellement décidé en 1976.

Des délégations d'experts français de la Défense, des états-majors militaires ou du CEA rencontrent au moins deux ou trois fois par an des officiels du Pentagone, soit en France, soit aux États-Unis. Des visites de sites « sensibles »

sont organisées de part et d'autre de l'Atlantique, comme celle des centres militaires du CEA et de l'usine de Marcoule en France, ou celle des laboratoires atomiques de Los Alamos et Livermore, de l'usine de retraitement de Pittsburgh et du centre de lancement de missiles intercontinentaux du Dakota du Nord aux États-Unis. Théoriquement, les présidents se sont mis d'accord pour que les conversations se déroulent uniquement sous la forme de « conseils négatifs » (*negative guidances*), c'est-à-dire de séances de questions posées par les Français, auxquelles les Américains sont censés répondre de manière passive, par de simples orientations générales, afin d'épargner aux Français de s'engager dans des voies scientifiques sans issue.

Mais, très rapidement, les échanges deviennent plus informels, au point de franchir la limite de ce qui a été convenu et de dépasser ce que la loi américaine autorise. « Lorsque nos homologues venaient en France, nous les recevions de manière conviviale, raconte Henri Conze. Nous nous réunissions souvent dans un petit hôtel du boulevard Raspail ou en province, afin d'être le plus discrets possible. Quand nous allions aux États-Unis, nous discussions avec un grand nombre de responsables dans des laboratoires et des bureaux d'études du Pentagone. Au fur et à mesure, nos dialogues ont été de plus en plus ouverts. Si, au départ, nous étions plutôt demandeurs d'informations, les Américains ont progressivement découvert qu'ils pouvaient aussi discuter avec nous de leurs choix techniques. C'était enrichissant et rassurant pour les deux parties. Cela nous a donné confiance

en nous-mêmes. Grâce à ces échanges, le programme du M4 français a été plus réfléchi, plus ambitieux. Il a aussi été moins coûteux. Nous avons prévu une quinzaine de tirs d'évaluation. Sept ont suffi. Le M4 est entré en service en 1985 sur nos sous-marins²⁴. »

L'apport américain est indéniable, par exemple sur la miniaturisation des charges thermonucléaires. « Lors de la première phase de nos études sur la miniaturisation, nous butions sur des problèmes techniques que les Américains avaient résolus, rapporte Pierre Billaud, l'un des pontes du CEA, qui travaillait sur ces sujets. À l'occasion de la venue en France d'une délégation américaine, vers 1975-1976, j'ai profité d'une visite guidée de l'usine de Marcoule avec nos invités pour donner deux pages de questions au général Edward Giller, le patron américain des applications militaires de la Commission de l'énergie atomique. Il a glissé les papiers dans sa poche sans rien me dire sur le moment. Le soir même, il a demandé qu'on organise une réunion au CEA dès le lendemain. Et là, Giller nous a longuement expliqué comment ils avaient agencé leurs propres engins. Il avait toute liberté pour nous parler. La discussion s'est prolongée durant deux jours. Cela nous a beaucoup aidés²⁵. »

Des frictions de pouvoir côté américain

L'opération Apollon est supervisée en permanence par les plus hautes autorités. Côté français, Henri Conze tient informé son supérieur, le délégué général pour l'armement, Jean-Laurens Delpech, à qui succède Henri Martre en 1977,

de la progression de l'ensemble des échanges. Les équipes du CEA rendent compte à leur administrateur général, André Giraud. Les ministres de la Défense successifs de Giscard, Jacques Soufflet, puis Yvon Bourges, Joël Le Theule et Robert Galley, sont dans la confiance, ainsi que les états-majors et quelques rares officiels du Quai d'Orsay. « Seules quelques personnes avaient une vision d'ensemble, précise Henri Conze. Tout était très compartimenté et, à ma connaissance, il n'y a pas eu de fuites côté français²⁶. »

À l'Élysée, le président est directement mis au courant, ainsi que son chef d'état-major particulier, le secrétaire général et une poignée restreinte de conseillers. « Les échanges d'informations, les contacts, les visites, souvent à niveaux élevés, se poursuivent activement dans une excellente atmosphère²⁷ », peut-on ainsi lire dans une note diplomatique adressée à Giscard en mai 1976, juste avant qu'il ne traverse l'Atlantique pour célébrer le bicentenaire des États-Unis. « Je ne suivais pas les détails de ces accords, mais je sais qu'ils nous ont permis d'accélérer la réalisation de notre programme²⁸ », admet Jean François-Poncet, nommé secrétaire général de la présidence en juillet 1976, avant de devenir ministre des Affaires étrangères en 1978, jusqu'en mai 1981.

À Washington, le dossier fait l'objet de perpétuels ajustements, voire de frictions entre les différents centres de pouvoir. Début 1975, Jean-Laurens Delpech fait passer à son homologue Dick Barse, l'homme clé de cette opération au Pentagone, la liste des demandes françaises sur les missiles et leurs fameuses têtes multiples. Lors d'une

réunion de la Maison-Blanche, le 8 février 1975, l'influent secrétaire d'État, Henry Kissinger, s'offusque devant son collègue de la Défense, James Schlesinger, de cette liaison directe qui lui échappe.

« Cela ne peut pas se passer comme cela. Vous et moi devons contrôler cela », lâche le secrétaire d'État.

Mais Schlesinger n'a pas l'air de s'inquiéter.

« Que dois-je dire à Giscard ? renchérit Kissinger.

— Que nous sommes d'accord sur le principe, répond Schlesinger. Il y a des problèmes légaux sur les ogives, mais à part cela nous pouvons avoir une relation minimale. »

Soucieux de conserver sa prééminence, Kissinger suggère simplement de ne pas aller trop vite en besogne. Et il exige que la Maison-Blanche garde un œil politique sur ce dossier. « C'est d'accord, répond le secrétaire à la Défense. Je n'aime pas trop les Français²⁹. »

En dépit de ces mesures de prudence, la Maison-Blanche soutiendra cette coopération secrète, pour des raisons autant stratégiques que diplomatiques. En retour, Washington espère de la France une plus grande solidarité atlantique et un ralliement à sa politique de non-prolifération. Ce sera globalement le cas. Le général Haig, commandant en chef de l'OTAN, négocie, par exemple, des accords de coordination avec les états-majors français en cas de guerre³⁰. La Maison-Blanche donne parallèlement son feu vert à la cession de nouveaux ordinateurs puissants au CEA pour ses recherches militaires. Mais en insistant pour que la

France révisé ses accords d'exportation d'usines de retraitement nucléaire civil, notamment au Pakistan³¹.

Lorsque Valéry Giscard d'Estaing rencontre pour la première fois Jimmy Carter, le successeur démocrate de Gerald Ford, en mai 1977, à Londres, il remet le sujet sur la table, craignant une brutale inflexion de la nouvelle équipe américaine, ouvertement opposée aux essais nucléaires. Par conséquent, le président français explique que la France ne peut arrêter ses tirs dans le Pacifique tant qu'elle n'a pas mis au point ses propres missiles balistiques à têtes multiples, pour lesquels elle a encore un peu de retard. « Sous la précédente administration, nous recevions sur le plan des études nucléaires une certaine coopération, ajoute prudemment Giscard. Il ne s'agissait pas véritablement d'informations, mais de conseils pouvant nous faire gagner du temps et épargner de l'argent. »

Carter se veut rassurant. « Cette coopération sera poursuivie³² », dit-il, demandant que cette affaire soit traitée par son secrétaire à la Défense, Harold Brown. Dès lors, ce dernier supervise le dossier, aux côtés de William Perry, son sous-secrétaire chargé de la Recherche, de Zbigniew Brzezinski, le conseiller à la Sécurité nationale de Carter, et de Cyrus Vance, le secrétaire d'État. Ensemble, ils valident même des propositions pour relancer cette coopération, une fois passées les élections législatives françaises de mars 1978, qui ont failli porter la gauche au pouvoir³³.

« Les experts ont continué de se voir dans le plus grand secret, via les canaux spéciaux qui étaient en place, rapporte

Arthur Hartman, ambassadeur des États-Unis en France de 1977 à 1981. Politiquement, la France ne voulait pas en parler publiquement. Et nous non plus. La Maison-Blanche n'a jamais avoué au Congrès quelles étaient les implications de ces arrangements nucléaires très particuliers, qui se sont prolongés durant des années³⁴. »

Le 21 mai 1981, quand Valéry Giscard d'Estaing quitte ses fonctions pour laisser la place à François Mitterrand, il confie au nouvel élu, comme il se doit, les codes de mise à feu des armes nucléaires et quelques autres secrets d'État. L'existence de l'opération Apollon en fait partie.

¹ Notamment *Échanges franco-américains sur les armements stratégiques*, 5 décembre 1974, et *Entretiens avec le président Ford*, 11 décembre 1974, notes du général Guy Méry, chef d'état-major particulier de la présidence de la République, archives de la présidence de la République, 5AG3-982, Archives nationales.

² Voir le chapitre 14.

³ Voir le récit de son premier entretien avec Henry Kissinger à l'Élysée dans Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, Le Livre de poche, t. I, 1989, p. 510-513. À l'époque où a paru cet ouvrage, l'allusion publique aux accords secrets de coopération nucléaire franco-américaine faite par l'ancien président de la République a troublé certains responsables de la Défense. L'article de l'historien américain Richard Ullman « The covert French connection », paru durant l'été 1989 dans la revue *Foreign Policy*, qui donnait des indications complémentaires sans citer de noms ni de documents, a suscité des doutes. La thèse a, depuis lors, été étayée pour la période Pompidou (voir le chapitre 14), mais, jusqu'à ce jour, peu de détails sont venus l'alimenter pour la période Giscard.

⁴ *Échanges franco-américains sur les armements stratégiques*, 5 décembre 1974, *op. cit.*

⁵ Voir le chapitre 14.

⁶ Entretien entre le président Giscard d'Estaing et le président Ford, en présence d'Henry Kissinger et de Jean Sauvagnargues, 15 décembre 1974, hôtel Méridien, Martinique, archives de la présidence de la

République, 5AG3-982, Archives nationales. Dans les archives de la Maison-Blanche, cette partie du mémorandum de cette conversation entre les deux chefs d'État demeure classifiée : National Security Files, Ford Library.

7 Giscard propose de clore le contentieux financier sur le départ forcé des bases américaines de France après le retrait de l'OTAN, en 1966, en doublant l'offre française de dédommagement, qui passe à cent millions de dollars. Ford accepte. Giscard se montre aussi favorable à la reprise des discussions sur la coordination de la 1^{re} armée française avec le commandement de l'OTAN en cas de guerre. Ford indique que ces accords peuvent être facilités par la médiation du général Alexander Haig, qui a toute sa confiance, ce qui conduira effectivement à des plans de guerre franco-américains. De plus, Giscard informe Ford de ses futures conversations avec les Allemands sur le déploiement de missiles tactiques Pluton en Allemagne fédérale. Enfin, sur les conseils du Quai d'Orsay, il annonce que la France est prête à participer à une prochaine conférence internationale sur l'exportation des matériaux fissiles, conférence voulue par les États-Unis dans le cadre de leur politique de lutte contre la prolifération nucléaire. Entretien entre le président Giscard d'Estaing et le président Ford, 15 décembre 1974, *op. cit.*

8 Une note de l'état-major particulier de la présidence de la République du 11 décembre 1974 cite plusieurs décisions récentes qui prouveraient la « bonne volonté » française vis-à-vis de l'OTAN, comme l'accord français donné à l'accroissement d'une contribution financière au financement des oléoducs, la participation au comité mixte OTAN pour les télécommunications et l'électronique de défense aérienne, une expérience d'interconnexion entre le réseau OTAN et le réseau des télécoms militaires françaises : archives de la présidence de la République, 5AG3-982, Archives nationales.

9 Il s'agit de la déclaration du conseil de l'OTAN d'Ottawa du 19 juin 1974. Voir le chapitre 18. Voir aussi Pierre Mélandri, « La France et l'Alliance atlantique sous Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing », dans Maurice Vaisse, Pierre Mélandri et Frédéric Bozo (dir.), *La France et l'OTAN, 1949-1996, op. cit.*, p. 519-558 ; Georges-Henri Soutou, « Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing : deux réconciliations et deux ruptures avec les États-Unis », *Relations internationales*, n° 119, automne 2004, p. 303-318.

10 « Nous avons mené une coopération dans le domaine des programmes d'armement qui est restée très secrète. Les Français ont

reconnu que notre coopération leur avait fait gagner du temps et de l'argent. Nous devons étudier la question de savoir si nous voulons continuer ou étendre ce programme », a notamment écrit Kissinger à Nixon : *Briefing Paper on France*, 21 août 1974, *op. cit.*

[11](#) Mémoire de conversation entre Gerald Ford et Valéry Giscard d'Estaing, 15 décembre 1974, *op. cit.*

[12](#) Entretiens avec l'auteur, 21 octobre et 19 décembre 2008. L'ingénieur en chef Henri Conze rencontre notamment Dick Barse, assistant du secrétaire à la Défense (James Schlesinger) pour les armes stratégiques, le 9 décembre 1974.

[13](#) *Les Relations franco-américaines*, 5 décembre 1974, André Giraud, administrateur général du CEA, archives de la présidence de la République, 5AG3-982, Archives nationales.

[14](#) Également rapporté dans Richard Ullman, « The covert French connection », art. cité.

[15](#) *Échanges franco-américains sur les armements stratégiques*, 5 décembre 1974, *op. cit.*

[16](#) Rapporté dans le compte rendu de l'entretien du 9 décembre 1974 entre l'ingénieur en chef Henri Conze et Dick Barse, assistant du secrétaire à la Défense pour les armes stratégiques : annexe d'une note du général Guy Méry, chef d'état-major particulier du président de la République, 11 décembre 1974, archives de la présidence de la République, 5AG3-982, Archives nationales.

[17](#) Mémoire de conversation entre Gerald Ford et Valéry Giscard d'Estaing, 15 décembre 1974, *op. cit.*

[18](#) *Cooperation with France*, 23 juin 1975, National Security Decision Memorandum n° 299, National Security Files, Ford Library. Ce document, déclassifié en 2005, avait été révélé dans Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*

[19](#) Entretien de Jacques Chevallier, directeur des applications militaires au CEA de 1972 à 1986, avec l'auteur, 19 janvier et 10 février 2009.

[20](#) *Échanges franco-américains sur les armements stratégiques*, 5 décembre 1974, *op. cit.*

[21](#) Mémoire de conversation entre Gerald Ford et Valéry Giscard d'Estaing, 15 décembre 1974, *op. cit.*

[22](#) « La position américaine est la suivante, écrit Henri Conze à son retour : [...] ils ne fourniront aucune aide sur le M4 si le système est un système MIRV au sens gouvernemental américain du terme, c'est-à-dire Multiple Independently Targeted Re-Entry Vehicle. En d'autres termes, les Américains ne veulent pas nous aider à développer un système qui puisse avoir une capacité antiforce ou qui puisse déboucher à plus long terme sur un tel emploi. Notons que les performances de tels systèmes sont essentiellement liées à la précision (guidage, distribution des têtes). Par contre, et cela a été confirmé dans l'entourage de M. Kissinger, une aide serait fournie si les performances du M4 étaient limitées à celles correspondant à une mission de dissuasion sur des agglomérations défendues, le M4 étant alors d'un niveau technologique fixé par la nécessité de traverser des défenses ABM [missile antimissile] (contraignant la défense adverse à consommer au moins un ABM par corps de rentrée). Une telle mission accepte des imprécisions importantes sur l'objectif (deux kilomètres en ordre de grandeur). » Annexe à *Entretiens avec le président Ford*, 11 décembre 1974, *op. cit.*

[23](#) *Entretiens avec le président Ford*, 11 décembre 1974, *op. cit.*

[24](#) Entretiens d'Henri Conze avec l'auteur, 21 octobre et 19 décembre 2008.

[25](#) Entretien de Pierre Billaud avec l'auteur, 3 juillet 2008.

[26](#) Entretiens d'Henri Conze avec l'auteur, 21 octobre et 19 décembre 2008.

[27](#) Note sur les relations franco-américaines, 14 mai 1976, cellule diplomatique, présidence de la République, archives de la présidence de la République, 5AG3-987, Archives nationales.

[28](#) Entretien de Jean François-Poncet avec l'auteur, 29 décembre 2008.

[29](#) Mémorandum de conversation entre Henry Kissinger, James Schlesinger, le général Brent Scowcroft, assistant adjoint du président aux affaires de sécurité nationale, et le général John Wickham, assistant militaire du secrétaire à la Défense, 8 février 1975, National Security Files, Ford Library. Donald Rumsfeld succédera à James Schlesinger comme secrétaire à la Défense de novembre 1975 à janvier 1977.

[30](#) D'autres gestes de Paris sont appréciés au plan militaire. La France participe aux discussions au sein de l'OTAN sur l'interopérabilité et la standardisation des armements. Les échanges de renseignements militaires sont facilités entre les deux pays, notamment au sujet de la navigation maritime dans l'Atlantique. Paris donne son aval à

l'installation à la Réunion d'une station d'écoute, dans le cadre d'un réseau international baptisé Omega. L'Élysée est aussi plus conciliant au sujet des escales techniques des sous-marins américains à propulsion nucléaire dans les ports français. Enfin, lors d'une conférence internationale sur le droit de la mer, la France ne s'oppose pas à la volonté des Américains de préserver la liberté d'installation de systèmes d'écoute militaire sous-marins. Voir notamment la note du chef d'état-major particulier du président sur « les relations militaires franco-américaines », 10 mai 1976, et la note du cabinet militaire du ministre de la Défense sur « les questions OTAN ayant des implications sur les relations franco-américaines », 12 mai 1976, archives de la présidence de la République, 5AG3-988, Archives nationales.

[31](#) Notamment la vente d'ordinateurs Control Data CDC-7600, en mai 1976. L'accord est recommandé par Kissinger au président Ford. Il veut montrer la « bonne volonté américaine d'aller plus loin en matière de coopération militaire » avec la France, tout en exprimant le souhait d'une coopération similaire de la France sur d'autres sujets, comme le contrôle des exportations nucléaires. *Control Data Corp. Request for Export Licence*, 15 mai 1976, mémorandum d'Henry Kissinger pour le président, National Security Files, Ford Library. Voir aussi, sur le Pakistan, le chapitre 21.

[32](#) Entretien entre le président Giscard d'Estaing et le président Carter, 9 mai 1977, archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales.

[33](#) Mémorandum de conversation entre Vance, Brown et Brzezinski, déjeuner du 16 mai 1978, Conseil national de sécurité, Carter Library.

[34](#) Entretien d'Arthur Hartman avec l'auteur, 20 octobre 2007.

Chapitre 20

La victoire de la gauche est inéluatable...

« Ne pouvez-vous pas rompre avec le Parti communiste ? »

Cette question brûle les lèvres d'Henry Kissinger lorsqu'il reçoit François Mitterrand, le premier secrétaire du Parti socialiste, dans son bureau du département d'État, à Washington, ce 25 novembre 1975 en milieu d'après-midi.

C'est la première fois que les deux hommes se rencontrent. En apparence, l'ambiance est détendue. Mais entre le chef de la diplomatie américaine, hanté par la menace communiste, et le patron de la gauche française, confiant dans sa stratégie politique, le contact ne peut être qu'électrique. Mitterrand a été présenté par les diplomates américains en poste à Paris comme le leader incontesté de l'opposition, « à deux doigts du succès », puisque les sondages donnent la gauche gagnante aux élections législatives françaises de mars 1978¹. Venu à Washington pour mieux connaître l'administration Ford et renforcer sa stature de principal challenger de Giscard, le Français ne se démonte pas devant Kissinger.

« La situation du PS est unique, lance-t-il, car nous dominons la gauche, nous dominons les communistes. Je vous assure que nous n'aurions pu obtenir ce résultat en nous appuyant sur l'anticommunisme, tout simplement parce que en France les classes populaires restent très suspicieuses à l'égard des vieilles alliances des socialistes avec les partis conservateurs. Elles voient encore les communistes comme leur seul défenseur ultime. Le PS est devenu le principal parti en France en s'alliant avec le PCF, et non pas en luttant contre lui. »

Soucieux de rassurer son interlocuteur américain, Mitterrand rappelle toutefois l'orientation profondément pro-occidentale du PS : « Lorsque l'Union de la gauche sera au pouvoir, nous tiendrons les engagements internationaux de la France, spécialement envers l'Alliance atlantique. Et je pense sincèrement que l'alternance démocratique que représenterait l'“expérience française” aurait plus d'impact sur le bloc soviétique que n'importe quel accord militaire entre nous. »

Fort de cette profession de foi atlantiste, François Mitterrand décoche une flèche en direction de Kissinger : « En revanche, votre préférence pour les régimes autoritaires et conservateurs d'Espagne et du Portugal est très critiquable. » Il insiste sur le fait que les alternatives démocratiques doivent être soutenues, comme lui-même s'attache à le faire personnellement avec les socialistes au Portugal, grâce à ses liens avec leur dirigeant, Mário Soares.

Piqué au vif, le secrétaire d'État américain répond qu'il

n'a « aucune affinité particulière avec les régimes militaires ou les gouvernements conservateurs² ».

Cette remarque fait sourire Mitterrand³. En Espagne, le général Franco est mort quelques jours plus tôt, le 20 novembre, après quarante années d'un règne sans partage au cours desquelles il a été largement soutenu par les États-Unis. Le Français soupçonne également, à juste titre, Kissinger et la CIA d'avoir contribué à la chute du gouvernement socialiste d'Allende au Chili, en 1973, pour le remplacer par une junte militaire de droite avec à sa tête le général Pinochet.

De la même manière, Washington ne semble pas s'être réjoui de la révolution des Œillets au Portugal, qui a mis fin, en avril 1974, au régime dictatorial de Salazar⁴. Il est vrai que le Parti communiste portugais, très actif au sein des forces armées qui dirigent le pays, accentue sa pression pour obtenir plus de pouvoirs à Lisbonne. Lors du dernier sommet de l'OTAN à Bruxelles, Gerald Ford a averti ses pairs qu'il s'opposerait à l'installation d'un gouvernement communiste au Portugal⁵. Cependant, il a formellement demandé au président français, Giscard d'Estaing, et au chancelier allemand, Helmut Schmidt, de l'aider à soutenir les « forces démocratiques » du Portugal, autrement dit les « partis modérés⁶ ». Sans grand succès⁷. Kissinger estime même que les socialistes européens n'en font pas assez pour épauler leur collègue Mário Soares face au communiste Álvaro Cunhal, jugé très stalinien ! Mitterrand, gêné aux entournures, affirme qu'il s'en occupe⁸. Dialogue de sourds.

« L'accession au pouvoir des communistes poserait un vrai problème »

Inquiet de la poussée communiste en Europe, le tandem Ford-Kissinger se défie de ce Mitterrand, qui revendique un accord avec les communistes pour arriver à ses fins en France.

« Franchement, j'émets des réserves très sérieuses sur les risques que comporte ce type d'alliance, tranche le secrétaire d'État devant son visiteur le 25 novembre 1975. Je ne suis pas sûr que les partis socialistes de l'Europe du Sud soient vraiment capables de contrôler les communistes. Si les socialistes obtiennent des majorités par eux-mêmes, nous n'y voyons pas d'inconvénient. En revanche, l'accession des communistes à des leviers de pouvoir significatifs dans le gouvernement d'un pays membre de l'OTAN compliquerait sérieusement nos relations avec l'Europe. Cela affecterait gravement notre capacité à maintenir nos forces en Europe. Nous devrions changer notre politique⁹... »

Mitterrand est prévenu. Depuis des années, il essaie d'apaiser ces craintes auprès des diplomates américains, avec lesquels il a noué des relations cordiales. Recevant l'ambassadeur John Irwin à son domicile parisien, rue de Bièvre, le 4 octobre 1974, François Mitterrand a fait assaut d'amabilités. « Je vous remercie d'être resté neutre durant la campagne présidentielle, contrairement aux Soviétiques », a confié le socialiste, ajoutant que, s'il avait été élu, il aurait travaillé avec les États-Unis dans une atmosphère de « coopération amicale ».

Mitterrand a expliqué qu'il comprenait l'inquiétude des États-Unis à voir ressurgir les partis communistes au Portugal, en Italie ou en Grèce. Mais, selon lui, la situation française est différente et il n'y a pas grand-chose à craindre du PCF : « Si les communistes français demeurent de simples relais du pouvoir soviétique, ils ne pèseront bientôt pas davantage que les partis communistes d'Angleterre et d'Allemagne. S'ils évoluent, ils ne représenteront plus le même type de parti autoritaire. Croyez-moi, le PS sera de plus en plus fort après les législatives [...]. Et si l'Union de la gauche arrivait au pouvoir en France, ce ne serait pas si terriblement difficile pour vous, les Américains. En revanche, il y a des gens au Kremlin qui prient tous les matins pour que le *statu quo* demeure en Europe... »

L'ambassadeur John Irwin, lui aussi très affable, a répondu que les États-Unis avaient déjà travaillé avec des gouvernements socialistes, « même si nous n'étions pas toujours d'accord avec leur idéologie¹⁰ ». Bref, le climat n'était pas tendu, au contraire.

À Washington, ni le président Ford ni le secrétaire d'État Kissinger ne partagent ce flegme. Sur place, Mitterrand comprend que l'administration républicaine ne lui fera pas de cadeaux. Pour des raisons politiques autant que diplomatiques. La Maison-Blanche est en phase avec le nouveau président Giscard d'Estaing, de mieux en mieux perçu outre-Atlantique¹¹. « Depuis la Martinique, le changement est remarquable¹² », s'est réjoui Henry Kissinger devant le ministre français des Affaires étrangères, Jean Sauvagnargues, quelques semaines plus

tôt, en faisant référence au sommet Ford-Giscard de décembre 1974 à Fort-de-France. Ce n'est pas le moment de gâcher cette lune de miel.

Giscard s'offusque des rendez-vous entre Mitterrand et Kissinger

L'Élysée est d'ailleurs assez fâché par les contacts qu'a établis Mitterrand avec les plus hautes autorités américaines. De discrètes pressions sont exercées afin de les contenir. La Maison-Blanche, désireuse de ne pas froisser le président français, y cède de manière progressive.

Dès le mois d'octobre 1974, Mitterrand a évoqué avec l'ambassadeur américain à Paris, John Irwin, l'idée d'une future visite aux États-Unis. Celui-ci a promis son aide. Le projet est resté vague. Le 20 janvier 1975, le successeur d'Irwin, Kenneth Rush, un républicain bon teint, convie François Mitterrand à déjeuner afin de faire sa connaissance. « Qu'il soit un jour président de la France ou pas, il est de notre intérêt de maintenir un dialogue constructif de haut niveau avec lui, pas seulement à Paris, mais aussi quand il se rendra aux États-Unis », recommande Rush, qui trouve le premier secrétaire du PS « pragmatique », « amical », « confiant » en la future victoire de la gauche et « méfiant à l'égard de l'URSS¹³ ».

Après un court voyage à Moscou fin avril 1975, dont il est revenu sans illusions¹⁴, François Mitterrand demande à rencontrer le secrétaire d'État américain à l'occasion d'un de

ses passages à Paris, prévu fin mai. Kenneth Rush soutient cette requête. Il estime qu'en l'acceptant Kissinger « briserait la glace » des relations entre Washington et les leaders français de l'opposition. De plus, ajoute-t-il, « un rendez-vous avec Mitterrand aiderait celui-ci à consolider son avantage vis-à-vis des communistes¹⁵ ».

Henry Kissinger donne son accord de principe pour un tête-à-tête le 27 mai, à 18 h 30, à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis à Paris. Mal conseillé, Mitterrand suggère que le secrétaire d'État se déplace plutôt à son propre domicile, rue de Bièvre, pour un cocktail informel. Cette nuance géographique n'est pas anodine aux yeux des Américains. Si Mitterrand se rend à la résidence de l'ambassadeur, l'entretien s'inscrit dans un cadre conventionnel. En revanche, si Kissinger vient chez Mitterrand, ce dernier en retirera un avantage politique de reconnaissance personnelle. « Il est important que le rendez-vous avec Mitterrand se tienne de la manière la plus routinière qui soit, pour éviter toute interprétation selon laquelle le secrétaire d'État fait un geste contre le gouvernement français¹⁶ », écrit Rush le 22 mai 1975, proposant de décliner l'invitation au domicile du premier secrétaire du PS.

La consigne est d'autant plus stricte que, ce même 22 mai, le secrétaire général de l'Élysée, Claude Pierre-Brossolette, téléphone à l'ambassadeur américain pour lui dire que le président Giscard d'Estaing est « mécontent » que Kissinger ait accepté de recevoir Mitterrand...

Rush rapporte immédiatement au secrétaire d'État la teneur de cette conversation : « Brossolette a souligné que les relations de Giscard avec Mitterrand étaient très mauvaises en ce moment et que la présidence n'avait rien à faire avec lui. Mitterrand essaie de se donner une stature d'expert en matière de politique étrangère, de manière à pouvoir critiquer Giscard avec une plus grande autorité. La récente visite de Mitterrand à Moscou, où il s'est entretenu avec Brejnev, a accru son aura à gauche. Il espère équilibrer cela, à droite, en vous rencontrant. »

Kenneth Rush rétorque à Claude Pierre-Brossolette que les rencontres avec les leaders de l'opposition sont « normales¹⁷ » dans les pays alliés, comme celle qui a eu lieu entre Kissinger et Mme Thatcher à Londres en mars. De plus, il fait remarquer que Giscard a reçu des responsables politiques américains du Parti démocrate depuis son élection ! Et il souligne que l'invitation au domicile de Mitterrand vient d'être refusée. Ces explications calment un peu le jeu.

Finalement, le rendez-vous entre Mitterrand et Kissinger est annulé au dernier moment, le 27 mai 1975. Officiellement pour des raisons d'emploi du temps... En réalité, personne n'a voulu céder sur les détails de préséance.

**Mitterrand ne verra pas Ford pour ne pas vexer
Giscard**

Le leader socialiste ne se décourage pas. Il compte bien être reçu à Washington. Mitterrand charge l'un de ses amis, Henry Delisle, maire socialiste de Mézidon-Canon (Calvados), de tâter le terrain. Émissaire secret entre le premier secrétaire du PS et les diplomates américains à Paris depuis quelques mois, Delisle est invité, avec son épouse, par le département d'État à visiter les États-Unis durant l'été 1975. En réalité, il commence à préparer le voyage automnal de Mitterrand¹⁸. En déjeunant avec l'ambassadeur américain le 8 juillet 1975, le patron du PS confie d'ailleurs que, lors de son prochain déplacement, il souhaiterait vraiment discuter avec Kissinger et, « si possible », obtenir un entretien avec le président Ford. « Comme le Parti socialiste est en train de devenir très important, je pense que le secrétaire d'État trouverait utile de rencontrer Mitterrand lors de sa visite et qu'il serait aussi souhaitable que le président le voie¹⁹ », souligne Rush.

Dans un premier temps, Kissinger et le département d'État sont favorables à ce rendez-vous à la Maison-Blanche²⁰. Pourtant, le 11 août 1975, l'un des conseillers du président Ford s'oppose fermement à cette entrevue avec un leader français de l'opposition, qui créerait un précédent. L'argumentation a le mérite de la clarté : « L'élection serrée de Giscard face à Mitterrand ne date que d'un peu plus de un an et la nouvelle orientation positive des relations franco-américaines a tout juste huit mois. Un entretien avec Mitterrand, à ce stade, pourrait braquer Giscard, avec qui nous avons travaillé avec succès pour établir une relation bilatérale constructive, sans lui offrir beaucoup de

contreparties. Giscard sera président de la France jusqu'en 1980. [...] Il serait prématuré et inutile de tester sa tolérance dès maintenant. »

De plus, le conseiller rappelle que Mitterrand plaide pour la participation des communistes au gouvernement. Or il s'agit d'une « forme de coalition à laquelle nous nous opposons en Europe de l'Ouest, qui a déjà posé des problèmes au Portugal et risque d'en poser en Italie. Nous ne voulons pas fournir un quelconque appui à cette position de Mitterrand²¹ ».

La décision est prise. Le premier secrétaire du PS sera privé de sa visite dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, qui devait durer trente minutes. Officiellement, le président Ford le regrette. Il est trop occupé. Durant son « voyage privé » aux États-Unis, du 24 au 29 novembre 1975, Mitterrand doit se contenter de Kissinger²².

Néanmoins, dès son retour en France, le premier secrétaire du PS tente de tirer profit du contact noué avec le secrétaire d'État américain, fût-il rugueux. Il suggère de revoir Kissinger lors de son prochain passage à Paris, à la mi-décembre, afin de « poursuivre la discussion entamée à Washington ». Il se dit prêt, cette fois-ci, à venir à la résidence de l'ambassadeur. Mais Rush n'est pas dupe : « Je suis content de constater que la conversation de Washington a été si constructive qu'elle mérite un prolongement ici, à Paris, ironise-t-il. [...] Il faut maintenir cette relation, mais, en l'occurrence, l'intervalle de temps est si court que l'Élysée pourrait mal interpréter nos motivations.

Souvenez-vous de la réaction négative de Giscard [au printemps précédent] lorsque vous avez failli voir Mitterrand. Ce dernier est un homme politique astucieux. Il est sans doute au courant de la sensibilité de l'Élysée sur ce sujet. [...] Il ne serait pas mécontent de faire un pied de nez à Giscard en lui faisant remarquer que les quatre grandes puissances le traitent comme le chef de l'opposition, alors que l'Élysée ne le fait pas²³... »

Rush recommande par conséquent à Kissinger de décliner l'offre de Mitterrand. Le socialiste ne verra pas le secrétaire d'État une deuxième fois.

Un front occidental contre les communistes en Italie

Ces questions de protocole diplomatique ne sont pas anecdotiques. Elles témoignent de la sourde bataille d'*ego* entre Mitterrand et Giscard, qui tentent de jouer les Américains l'un contre l'autre. Le leader socialiste a réussi à marquer quelques points sur la scène internationale. Mais Giscard garde nettement l'avantage, car le président Ford et l'influent Kissinger considèrent le président français comme un allié incontournable en Europe. C'est lui qui a accueilli, à la mi-novembre 1975, les chefs d'État des six plus grands pays industrialisés pour un premier sommet économique à Rambouillet.

Cette solidarité est d'autant plus forte que Giscard partage les craintes américaines sur une montée de

l'« eurocommunisme²⁴ ». La situation semble se stabiliser au Portugal, avec la promulgation d'une Constitution pluraliste en avril 1976 et la nomination du Premier ministre socialiste Mário Soares. En revanche, des élections législatives se profilent en Italie en juin 1976 et laissent augurer d'une poussée du Parti communiste italien (PCI). Son leader, le réformiste Enrico Berlinguer, qui proclame son indépendance vis-à-vis de l'URSS, a proposé l'idée d'un « compromis historique », autrement dit une alliance gouvernementale avec la Démocratie chrétienne (DC). Cette perspective affole les capitales occidentales.

Venu à Washington en mai 1976 pour célébrer en grande pompe le bicentenaire de l'indépendance des États-Unis, Valéry Giscard d'Estaing confie à Gerald Ford et Henry Kissinger son inquiétude sur la situation italienne :

« Les chrétiens-démocrates peuvent perdre, à cause de leur corruption. L'Église s'active pour la première fois, et il y a d'autres facteurs qui rendent toute prédiction difficile. [...] S'il y a des communistes au gouvernement en Italie, il y aura des problèmes économiques. Car ils vont changer la structure de l'économie. [...] Ils peuvent prendre des mesures qui détruisent la Communauté européenne, en limitant les importations. [...] Il y aura des tendances protectionnistes. »

Kissinger : « Voulez-vous dire cela publiquement avec les élections ? »

Giscard : « J'ai déjà commencé à le dire, mais pas pour influencer le vote des Italiens. Ils sont comme les Français,

ils se prononceront sur des motivations domestiques. Je ne pense pas que l'on puisse changer leur vote, mais on doit expliquer quelles en seraient les conséquences. Ce que l'on dit sur la participation des communistes à un gouvernement de l'OTAN est évident et largement partagé. Il ne devrait pas y avoir d'objection. »

Kissinger : « S'ils y entrent, nous aurons une forte pression, ici, pour bouger. Cela créerait un précédent pour l'Espagne, le Portugal... Nous devrions faire des ajustements dans nos relations. [...] À long terme, les États-Unis ne resteront pas en Europe si plusieurs pays laissent entrer les communistes dans leur gouvernement. »

Giscard : « Notre attitude, je crois, sera similaire. Pas de soutien²⁵. »

À la sortie des urnes, le 20 juin 1976, la DC arrive en tête avec 38 % des suffrages, juste devant le PCI, qui passe de 27 à 34 % des voix. Après de longues palabres, le leader chrétien-démocrate, Giulio Andreotti, compose un gouvernement minoritaire avec son seul parti. Les principaux dirigeants occidentaux – réunis fin juin à Porto Rico pour un nouveau sommet économique – pèsent de tout leur poids pour qu'Andreotti puisse piloter l'Italie sans avoir besoin du PCI. « Nous sommes opposés à l'entrée des communistes au gouvernement et opposés à tout programme commun, parce que les communistes pourraient se targuer du moindre succès²⁶ », martèle Kissinger, le 15 juillet 1976, devant le chancelier allemand, Helmut Schmidt, qui est rigoureusement sur la même ligne.

Finalement, le PCI s'abstient lors du vote d'investiture du gouvernement Andreotti, ce qui permet à ce dernier de gouverner pendant quelques mois une Italie toujours fébrile, en proie aux attentats terroristes et aux difficultés économiques.

L'équipe Carter croit à une victoire de la gauche en France

L'incendie italien est provisoirement éteint. Avec ses amis Ford et Schmidt, Giscard respire. Mais le calme ne dure pas. À partir de l'été 1976, la campagne présidentielle américaine limite la marge de manœuvre du président Ford, dont la popularité est en chute libre. Coincé entre les surenchères sécuritaires des conservateurs, menés par Ronald Reagan, et les envolées moralistes du candidat démocrate, Jimmy Carter, Gerald Ford, piteux orateur, handicapé par l'héritage du Vietnam et du Watergate, fait pâle figure. Le 2 novembre 1976, c'est Carter, l'ex-gouverneur de Géorgie, qui gagne l'élection, ouvrant la voie à une politique étrangère encore assez vague, probablement aux antipodes de celle menée par Henry Kissinger...

De son côté, Giscard est également fragilisé au plan intérieur. À droite, Jaques Chirac, qui a démissionné de son poste de Premier ministre en août 1976, affiche au grand jour ses ambitions présidentielles en créant le RPR. Le nouveau parti néogaulliste est une arme qu'il brandit contre Giscard. À gauche, le PS et le PCF poursuivent leur ascension dans les sondages. Les élections municipales,

prévues en mars 1977, s'annoncent comme une répétition générale de leur probable succès aux législatives, qui doivent avoir lieu un an plus tard. La CIA accrédite ce scénario de victoire dans un long rapport sur « La politique soviétique et le communisme européen²⁷ », en octobre 1976.

À l'Élysée, les proches de Giscard ne voient guère l'avenir d'un bon œil. Le 3 novembre 1976, le conseiller diplomatique, Gabriel Robin, recommande d'entrer rapidement en contact avec le futur président américain : « [Il faut] expliquer à M. Carter que nous aurons une échéance électorale majeure en 1978, que son issue peut peser d'un poids décisif dans le conflit Est-Ouest. Compte tenu de l'évolution italienne, de la faiblesse anglaise, des incertitudes espagnoles, le succès de la gauche [en France] pourrait faire de la RFA une sorte d'île en Europe. Or il importe de ne pas donner à l'opposition l'occasion de se poser en défenseur de l'indépendance nationale. Toute action américaine qui créerait une impression d'inféodation par rapport à l'Amérique serait dangereuse de ce point de vue, surtout si, comme on peut le craindre, l'une des premières décisions de M. Carter est d'interdire [le supersonique] *Concorde*. M. Carter, qui est un homme politique, serait peut-être accessible à un tel raisonnement²⁸. »

L'appréhension se lit à travers les lignes. Elle est rapidement confirmée lors d'une mission exploratoire du diplomate Emmanuel de Margerie, dépêché outre-Atlantique en décembre 1976 pour sonder l'état d'esprit de la future administration Carter. « D'une manière générale, la

situation en France est vue avec pessimisme et inquiétude. On considère comme acquis un changement de majorité lors des élections législatives de 1978 », commente le diplomate du Quai d'Orsay. Qui ajoute ces propos censés être plus rassurants : « L'aspect positif de ces préoccupations est que, compte tenu des répercussions possibles en Europe de la situation politique en France, on s'intéressera davantage à nous. D'après David Aaron [proche conseiller du président élu], Carter envisage de faire un geste personnel à l'égard de Valéry Giscard d'Estaing²⁹. »

Giscard est coincé entre Chirac et Mitterrand

L'analyse du diplomate français est correcte. Même au sein de l'équipe Ford, en train de quitter le pouvoir, la gauche est vue gagnante, et l'on ne donne plus très cher de l'avenir de Giscard en France. « Il est dans une situation désespérée, explique ainsi l'ambassadeur américain à Paris, Kenneth Rush, lors d'un ultime entretien avec Gerald Ford à la Maison-Blanche, le 14 janvier 1977.

— À cause de Mitterrand ? demande Ford.

— À cause de Chirac, répond Rush. Il a démissionné et lancé un nouveau parti, une machine de guerre, presque à la manière d'Hitler³⁰. Les élections auront lieu en 1978. Si les conservateurs gagnent, Chirac pourra revendiquer la victoire et redeviendra Premier ministre. Si les socialistes et les communistes l'emportent, Mitterrand sera Premier ministre. Et Giscard sera coincé. Soit il sera un simple prête-

nom, soit il devra démissionner et tenter de se représenter.

— Comment est ce Mitterrand ? reprend le président.

— C'est un homme très vif. Il m'a dit qu'il était très modéré et que, dans son gouvernement, les orientations des socialistes prévaudraient sur celles des communistes. »

L'ambassadeur a des doutes. Selon lui, le danger d'une victoire socialo-communiste aux prochaines élections en France est bien réel. « Quel que soit le genre de ces communistes, le résultat serait contraire à nos intérêts », assène-t-il. Convaincu, Ford renchérit : « Ils sont obligés d'agir comme des communistes et d'avoir une relation avec l'URSS³¹. »

Jimmy Carter, qui prend ses fonctions le 20 janvier 1977, est *a priori* moins rigide. Dans une interview accordée à *Time*, ce démocrate libéral se dit « préoccupé » par l'éventuelle participation des communistes au pouvoir en Europe. Mais il ajoute que « la meilleure façon de minimiser l'influence communiste en Italie et en France est de faire fonctionner le système démocratique et de restaurer la confiance des citoyens dans leurs gouvernements³² ». Son nouvel assistant pour les affaires de sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, éminent professeur de l'université Columbia, est l'antithèse du froid tacticien Kissinger. Selon lui, la participation des communistes au pouvoir en Italie ou en France ne doit pas effrayer les États-Unis. « De toute manière, c'est l'affaire des Européens. Exprimer des craintes ou formuler des conseils en la matière est suprêmement maladroit », a-t-il expliqué. Partisan d'un

dialogue avec l'URSS, il prône même des discussions « informelles et discrètes³³ » avec les partis communistes en Europe de l'Ouest.

Un rendez-vous secret avec un dirigeant du PCF

Cette directive est aussitôt appliquée. Dès le 10 février 1977, deux diplomates de l'ambassade des États-Unis à Paris se déplacent, dans la plus grande confidentialité, au siège du Parti communiste français, place du Colonel-Fabien. Ils ont rendez-vous avec Jean Kanapa, l'expert des relations internationales du PCF, qui a accepté, pour la première fois, de les recevoir. Considéré comme un communiste prosoviétique de la plus stricte orthodoxie, cet influent homme d'appareil a récemment suivi le virage « indépendantiste » du PCF, qui a officiellement pris ses distances avec Moscou et renoncé à la « dictature du prolétariat³⁴ ». Mais la conversion est fraîche !

La discussion de Jean Kanapa avec les diplomates américains dure deux heures. Les propos sont méticuleusement rapportés à Washington dans un long télégramme diplomatique. Afin de préserver ses bonnes relations avec Giscard, l'ambassade des États-Unis choisit de montrer l'intégralité de ce document ultra-sensible à un collaborateur de l'Élysée qui se nomme Jean-David Levitte, le futur conseiller des présidents Chirac et Sarkozy³⁵. Giscard peut ainsi prendre secrètement connaissance du contenu détaillé de ces conversations. Jean-David Levitte lit également un projet de communiqué de presse du

département d'État sur les circonstances de cet entretien très singulier. Les officiels américains n'auront finalement pas à s'en servir, puisque aucun journaliste ne leur posera de questions à ce sujet³⁶ !

Que dit Kanapa lors de ce rendez-vous ? Habilement, l'expert communiste adopte un profil bas, tentant de rassurer les Américains en cas de victoire de l'Union de la gauche. « Confirmant implicitement que le PCF n'entend pas revendiquer les postes de ministre des Affaires étrangères et de ministre de la Défense, M. Kanapa a souligné à plusieurs reprises que les décisions essentielles dans ces deux domaines seraient prises de façon collégiale et notamment en Conseil des ministres. Le PCF entend bien participer à l'élaboration des décisions », rapporte Jean-David Levitte en citant le télégramme américain. En matière de politique étrangère, le programme commun serait appliqué, « ni plus, ni moins ». Le gouvernement de gauche accorderait la « toute première priorité » au désarmement, sans procéder toutefois à un désarmement unilatéral, ce qui serait en contradiction avec le texte du programme PS-PCF sur la force de frappe.

Jean Kanapa explique aussi que le traité de l'OTAN est « dépassé », mais qu'un gouvernement de gauche n'aurait pas l'intention de demander sa renégociation, sauf si des pays alliés la réclamaient. Selon lui, il est « aberrant » que la France n'ait pas signé de traité d'amitié avec l'URSS – « alors que l'Allemagne a signé avec Moscou en 1970 un traité de non-agression » –, auquel le PS semble favorable³⁷. Par ailleurs, l'expert du PCF estime que, si les élections

avaient lieu maintenant, l'URSS enverrait à nouveau un diplomate pour soutenir publiquement Giscard ! Quant au terme « eurocommunisme », Kanapa juge qu'il est « inadéquat ». « Pour lui, c'est le niveau de développement industriel qui dicte les positions des partis communistes³⁸. » Pour un stratège du PCF traditionnellement aligné sur Moscou, il est difficile d'être plus modéré.

À Washington, la nouvelle administration démocrate semble désormais s'accommoder sans trop de peine d'un scénario de gouvernement de gauche en France. D'ailleurs, deux émissaires du Parti socialiste, Michel Rocard et Jean-Pierre Cot, font dès le mois de janvier 1977 un voyage à Washington. Ils sont reçus chaleureusement par le vice-président, Walter Mondale, le secrétaire d'État, Cyrus Vance, et le conseiller Zbigniew Brzezinski. Ceux-ci leur donnent l'assurance que leur administration ne ferait « aucune tentative pour influencer les événements si l'actuelle coalition de centre droit était remplacée par une alliance des socialistes et des communistes ». Vance précise qu'une victoire de la gauche aux législatives de mars 1978 « ne devrait pas compromettre les relations franco-américaines³⁹ ».

Giscard se fâche devant Carter : « Ne soutenez pas la gauche ! »

Pour Giscard, c'en est trop ! Le président français a le sentiment que son allié américain lui plante un poignard

dans le dos, alors qu'il est sur la défensive. La poussée de la gauche aux élections municipales de mars 1977 et le succès de Jacques Chirac à Paris semblent confirmer son propre affaiblissement. Informé des contacts des dirigeants socialistes avec les officiels américains, le président français fulmine en apprenant que la victoire de la gauche est, d'ores et déjà, « tenue à Washington pour inéluctable⁴⁰ ».

Devant Cyrus Vance, le 2 avril 1977, Giscard s'emporte. Il explique avoir lui-même évité toute ingérence dans la campagne américaine, en dépit de ses bons rapports avec le président Ford et avec Kissinger. « Or nous avons été irrités, j'ai été particulièrement irrité, par certaines déclarations récentes des États-Unis au sujet de nos propres problèmes de politique intérieure. [...] La coalition socialo-communiste s'efforce de gagner les prochaines élections, mais c'est là notre problème et nous ferons de notre mieux pour les en empêcher. Je tiens simplement à dire que nous considérerions comme fort déplacé tout commentaire au sujet de ces problèmes, qui sont les nôtres⁴¹. »

Le secrétaire d'État américain encaisse le choc. Il comprend le message, qu'il transmet à Carter. « Giscard veut deux choses. Premièrement, que nous minimisions les contacts officiels avec l'opposition socialiste et communiste et, plus spécifiquement, que vous ne receviez pas le leader socialiste François Mitterrand lors de sa venue à Washington, prévue cet automne. Deuxièmement, il veut notre compréhension et notre soutien sur certains sujets économiques ou de politique étrangère afin de bénéficier chez lui de l'image d'un leader mondial respecté et

efficace⁴². »

Lorsqu'il rencontre pour la première fois Jimmy Carter à l'occasion d'un sommet à Londres, le 9 mai 1977, Giscard remet les pieds dans le plat. Selon lui, la situation politique des pays européens est difficile :

« Le problème devient grave toutefois lorsqu'il y a un gouvernement à participation communiste – car un gouvernement socialiste, après tout, pourquoi pas ? La France, dans ce domaine, est un pays clé. Si les communistes entrent au gouvernement en France, quelques mois plus tard l'Italie suivra et, ensuite, l'Espagne. Quelles seraient les conséquences du point de vue international et du point de vue de la défense ? En apparence, les conséquences seraient relativement faibles. Les communistes seront prudents et les pays resteraient membres de l'Alliance atlantique.

« Mais il y aurait deux grandes différences. La première, c'est que la France deviendrait un pays sur lequel on ne pourrait plus compter. Il y aurait une désagrégation de fait du système de défense. On verrait des syndicats dans l'armée, et tout développement dans le domaine de la défense serait arrêté. [...] En outre, la France deviendrait un pays faible, ayant du mal à surmonter les difficultés qui ne manqueraient pas de se présenter. Il resterait en Europe un pays fort, mais isolé : l'Allemagne. Bien sûr, les relations continueraient en apparence, il y aurait des visites de M. Brzezinski, mais cela ne correspondrait plus à rien et le système de défense serait réduit à néant. En outre, on assisterait à une désintégration progressive sur le plan social

et économique. »

Le président français dramatise le débat : « Par conséquent, c'est une affaire très grave. C'est à nous qu'il appartient de la résoudre, mais il ne serait pas bon que vous donniez l'apparence de soutenir l'opposition. Car ce n'est pas joué... La France est un pays changeant. Et puis, ce qui empêche les gens de voter pour la coalition socialo-communiste, c'est la peur des conséquences. Donc tout ce qui tend à apaiser cette peur est, en fait, un soutien à la coalition [...]. »

Face à lui, Jimmy Carter bat en retraite. Il avait préparé sa réponse, qui tenait en une formule, transmise le mois précédent à Mitterrand : ni interférence dans les affaires françaises, ni indifférence face au rôle éventuel des communistes⁴³... Après la charge virulente de Giscard, le président américain assure qu'il n'est, bien sûr, pas question de soutenir l'opposition. Il demande : « Mais est-ce qu'il y a quelque chose que nous pourrions faire qui soit utile et acceptable ? Des visites, par exemple ? Nous ne voulons surtout pas intervenir, mais s'il y a des nuances dans notre position qui pourraient être utiles, nous ne demandons qu'à être éclairés par vous. Cela vaut pour maintenant et dans l'avenir. »

Giscard enfonce le clou : « Je ne pense pas qu'il soit opportun de faire quoi que ce soit dans l'immédiat. Nous pouvons rester en rapport avec M. Vance. Il faut surtout éviter de donner l'impression qu'après avoir étudié le problème les États-Unis considèrent que les conséquences

d'une victoire de la gauche ne seraient, en fin de compte, pas très importantes. Ce qui ne vous empêche pas, bien sûr, de recevoir les hommes en question. Je les connais bien. Leurs intentions sont souvent bonnes. Ce ne sont pas des bandits de grand chemin. Ce sont cependant des politiciens faibles. Ils ne connaissent pas les difficultés auxquelles ils se heurteraient s'ils étaient au pouvoir. Les communistes savent bien que les socialistes chercheront à les éliminer, ce qui fait que, étant avertis, ils joueront leur carte avec beaucoup de prudence, en tirant les leçons de l'exemple portugais. C'est ce que les dirigeants socialistes pourront vous expliquer, sans doute animés des meilleures intentions. Mais ils n'auront pas le pouvoir de le mettre en œuvre. Je crois que vous avez invité M. Mitterrand à Washington ?

— Nous ne l'avons certainement pas invité, répond Carter, il s'est invité tout seul, je crois. Il est en rapport avec des universitaires. Ce n'est pas le gouvernement qui l'a invité et je ne pense pas que j'aurai à le recevoir. »

Ravi de ces précisions, Giscard peut émettre une petite idée qu'il compte bien, lui, exploiter au plan politique. Il suggère au président américain de venir en Europe continentale fin 1977 ou début 1978, juste avant les législatives. « Vous êtes très populaire en France, dit-il. Les Français sont volontiers gouvernés par les émotions. Je ne sais si votre programme, sans doute très chargé, le permettrait, mais une visite en novembre ou en décembre ferait une très forte impression. »

Jimmy Carter promet de faire son possible : « Le Congrès

doit ajourner ses travaux au mois d'octobre et je vais étudier la possibilité d'organiser une telle visite, qui, pour l'instant, n'est pas prévue⁴⁴. »

Désunion à gauche et coup de pouce à droite

Giscard a marqué un point. Carter cessera de flatter la gauche. Mieux, il viendra en France pour donner un coup de main à la droite, à quelques mois des élections. Dès lors, le président français continue de veiller au grain afin de s'assurer que cette ligne est effectivement appliquée par la Maison-Blanche.

C'est bien ce qui se passe. De retour d'une visite à Washington, Robert Pontillon, le secrétaire national du PS chargé des affaires internationales, écrit à la Maison-Blanche et au département d'État le 13 juin 1977 pour savoir si Mitterrand pourra être reçu, comme il en avait été question, par Carter lors du voyage privé qu'il doit faire en juillet aux États-Unis à l'invitation du syndicat des travailleurs de l'automobile. On lui fait clairement comprendre que l'emploi du temps du président est trop chargé. Informé de ce refus officieux, Mitterrand préfère reporter son déplacement. Il affirme même publiquement n'avoir jamais sollicité de rendez-vous avec Carter⁴⁵...

À l'Élysée, Giscard se frotte les mains. On lui rapporte d'autres projets de déplacements des leaders de la gauche. Ainsi, un mémo de ses conseillers, daté du 11 juillet 1977, relate les difficultés de Georges Marchais. Le secrétaire

général du PCF essaie discrètement d'organiser un déplacement aux États-Unis comportant d'éventuels rendez-vous au département d'État. Monté avec l'aide d'un avocat proche du PCF, le voyage semble « mal préparé et improvisé⁴⁶ ». Le département d'État est plus que divisé sur l'opportunité d'une telle visite. Une fuite contrainst, de toute façon, le leader communiste à la démentir...

Giscard peut également se réjouir en lisant une autre note, rédigée à la mi-août 1977 par Pierre Boyer, chargé d'affaires à l'ambassade de France à Washington. Celui-ci décrit l'évolution des « opinions américaines sur l'Union de la gauche ». L'administration Carter serait en train de changer d'avis. Selon le diplomate, l'« intérêt », voire la « sympathie » initialement manifestés par certains officiels démocrates pour la gauche française laisseraient progressivement place à la « prudence », « pour ne pas dire la froideur ». Les autorités paraissent désormais s'interroger avec inquiétude sur le rôle que jouerait le PCF dans le futur dispositif gouvernemental, sur la poursuite de la construction européenne et sur les engagements de la France dans l'Alliance atlantique en cas de victoire de la gauche. « Tant que des assurances ne seront pas données sur ces trois points, il est peu probable que l'administration américaine sorte de la réserve qu'elle manifeste à l'égard de l'opposition française », écrit Pierre Boyer, qui ajoute : « On aurait fait comprendre au premier secrétaire du PS que, s'il venait aux États-Unis, il ne serait pas reçu au niveau qu'il aurait souhaité, c'est-à-dire par le président⁴⁷. » Autrement dit : conformément aux vœux de Giscard, Mitterrand n'est

pas le bienvenu pendant les prochains mois.

Le soulagement élyséen est encore plus grand lorsque les dirigeants de la gauche commencent à se déchirer publiquement. Après leur victoire aux municipales de mars, ils ont entamé, en mai 1977, des négociations sur l'actualisation du programme commun dans la perspective des législatives. Vu le malaise social et la crise économique ambiants, les sondages créditent la gauche de 54 % des suffrages, dont 32 % pour les socialistes, 20 % pour les communistes et 2 % pour les radicaux de gauche. Inquiet de la montée en puissance du PS, le PCF fait monter les enchères sur le nombre d'entreprises à nationaliser⁴⁸. Mitterrand refuse de céder. Le 14 septembre 1977, le président du Mouvement des radicaux de gauche (MRG), Robert Fabre, claque la porte d'un sommet des partis de l'Union de la gauche. Une semaine plus tard, la rupture est consommée lors d'une nouvelle réunion des dirigeants.

Dans un long rapport sur les partis communistes européens rédigé avant l'été, les agences de renseignement américaines, CIA en tête, avaient estimé que si la coalition de gauche arrivait au pouvoir, elle ne tiendrait pas plus de un an ou deux. Les divergences profondes entre ses partenaires la mineraient, « le PCF poussant pour des nationalisations extensives et une restructuration radicale de la société française⁴⁹ ». La prédiction était juste, mais l'échéance fausse...

Contraste saisissant : pendant ce temps, c'est-à-dire à la mi-septembre, le Premier ministre Raymond Barre est,

quant à lui, reçu pour la première fois en grande pompe à Washington. Ce voyage a été décidé par Giscard et Carter, lors de leur rencontre de mai. Le président français espère transformer son Premier ministre, dont le plan d'austérité économique est contesté, en un « atout pour les élections », pourvu que son rôle soit élargi, notamment au plan international. « L'objectif de Barre est cohérent avec les nôtres, estiment, pour leur part, les conseillers du président américain. Il souhaite se servir de sa visite à Washington pour renforcer sa stature au plan intérieur. Et il veut vérifier que la coopération franco-américaine sert à diminuer les difficultés domestiques du gouvernement plutôt qu'à les exacerber⁵⁰. » La mission est remplie sans problèmes, au terme de trois jours de réceptions et d'entretiens au plus haut niveau. « Les journaux français ont estimé que la visite à Washington du Premier ministre Barre était un succès⁵¹ », se félicite le conseiller Zbigniew Brzezinski dans un mémo au président Carter.

Le spectacle des divisions de la gauche redonne de l'espoir à la majorité sortante. « Si des élections présidentielles avaient lieu maintenant, je suis convaincu que je battrais Mitterrand, confie Giscard à Zbigniew Brzezinski, venu à Paris fin septembre 1977 pour préparer la future visite du président américain. Déjà, les sondages montrent que les intentions de vote aux législatives reviennent à un équilibre de 50-50. Je crois possible que la majorité gagne en mars 1978. [...] En 1981, pour la prochaine présidentielle, je pense que je serai victorieux et que Mitterrand aura peu de chances, puisqu'il aura été battu deux fois⁵²... »

Prévue initialement en novembre, la visite de Jimmy Carter en France pour aider Giscard est reportée. Au sein de l'administration américaine, le débat a fait rage sur l'intérêt d'un tel geste électoraliste. « Nos intérêts seraient mieux servis par la continuation d'un gouvernement de centre droit en France que par l'Union de la gauche », a reconnu un officiel du département d'État. Cependant, « une claire indication de soutien à Giscard durant la campagne » compliquerait les relations avec la gauche si celle-ci l'emporte. Pour le département d'État, les inconvénients d'un tel voyage paraissent plus importants que l'« aide possible à Giscard⁵³ ». La Maison-Blanche tranche en sens inverse. Carter l'a promis à Giscard. Il se rend en France du 4 au 6 janvier 1978 pour une visite incluant deux entretiens à l'Élysée et une escapade en Normandie⁵⁴.

Habile, François Mitterrand profite de l'occasion pour demander à être reçu par le président américain⁵⁵. Ce dernier ne peut décemment pas refuser d'accorder une heure au leader de l'opposition, sous peine de paraître trop partial. Tenu au courant, Giscard n'est pas en mesure d'empêcher l'entrevue. Mais le secrétaire général de l'Élysée, Jean François-Poncet, suggère discrètement à Brzezinski que Carter accède aussi à la demande de Robert Fabre, le président du modeste MRG. « En le recevant, M. Carter priverait M. Mitterrand du privilège d'exclusivité que lui conférerait le fait d'être le seul homme politique français reçu en particulier par le président des États-Unis⁵⁶ », s'amuse François-Poncet.

L'astuce fonctionne. Le matin du vendredi 6 janvier 1978,

à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Jimmy Carter explique brièvement à François Mitterrand et à Robert Fabre que les États-Unis « ne veulent que du bien au peuple français, quelle que soit l'issue des élections⁵⁷ ». Avant de filer rapidement à l'Élysée, dès 9 h 30, pour continuer de parler avec Giscard de sujets planétaires. Au terme de ces entretiens, largement médiatisés, l'image internationale du président français sort plutôt renforcée.

La campagne électorale s'achève dans un climat tendu. Le PCF refuse de signer un accord électoral avec le PS, ce qui affaiblit les chances de la gauche. Le RPR de Jacques Chirac mène un combat vigoureux sur le thème de l'anticommunisme, avec de bonnes chances de devancer les giscardiens. Le président, dont les troupes arborent le sigle de l'UDF, appelle les Français au « bon choix », expliquant qu'il n'aurait pas les moyens de s'opposer à la mise en œuvre du programme commun en cas de victoire de l'opposition. « Les élections seront serrées, estiment, à la mi-janvier, les analystes de la CIA. Une courte victoire du centre droit, avec une majorité plus faible et une domination gaulliste, ne donnerait pas le gouvernement uni dont la France a besoin pour faire face aux problèmes économiques et aux réformes structurelles. Une courte victoire de la gauche divisée conduirait à un gouvernement encore plus faible et impuissant⁵⁸. »

Malgré une poussée de la gauche au premier tour, la coalition présidentielle (RPR et UDF) remonte la pente au dernier moment. À l'issue du second tour, le 19 mars 1978,

elle rassemble 50,5 % des suffrages et conserve une majorité de sièges à l'Assemblée nationale.

Giscard peut remercier Georges Marchais et Jimmy Carter : il a gagné un sursis !

1 *François Mitterrand – Leadership at the Edge of Success*, 18 novembre 1975, télégramme de l'ambassadeur à Paris Kenneth Rush, archives du département d'État, NARA. « À cinquante-neuf ans, François Mitterrand a réalisé tous ses objectifs politiques, à l'exception d'un seul. Il a réuni le Parti socialiste, qui était encore, il y a quatre ans, prisonnier de ses querelles intestines. Il a éliminé tous ses concurrents pour le leadership du parti. Sous sa houlette, le PS a construit une structure politique attractive, active et solide. Aujourd'hui, Mitterrand est ce qu'il dit : le leader de l'opposition française. Et s'il a échoué dans la conquête du pouvoir, Mitterrand est confiant dans l'avenir, puisque les sondages et les données du ministère de l'Intérieur prédisent que la gauche – si elle reste unie – aura une majorité parlementaire de trente sièges aux prochaines élections générales. » Par ailleurs, Mitterrand est présenté comme le maître du jeu en matière de politique étrangère pour le PS, n'hésitant pas à rejeter les « vieilles doctrines et vaches sacrées », malgré les engagements du programme commun : télégramme de l'ambassadeur Rush, 22 novembre 1975, archives du département d'État, NARA.

2 Rapporté dans *The Secretary's Meeting with François Mitterrand*, 26 novembre 1975, télégramme du département d'État, archives du département d'État, NARA. François Mitterrand est accompagné de Robert Pontillon, chargé des relations internationales au PS, et de Jacques Kosciusko-Morizet, ambassadeur de France à Washington. Voir aussi l'interview d'Helmut Sonnenfeldt, conseiller de Kissinger, 24 juillet 2000, FAOHP.

3 À l'occasion d'un déjeuner, le 8 juillet 1975, avec l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Mitterrand a affirmé que si les États-Unis continuaient de soutenir des régimes autoritaires, en Turquie, en Grèce ou n'importe où en Europe, les socialistes et les libéraux finiraient par demander le départ des troupes américaines d'Europe, ce qui, selon Mitterrand, ne serait pas bon pour le Vieux Continent : *Ambassador Meets with Socialist Party Head François Mitterrand*, 9 juillet 1975, télégramme de l'ambassadeur Rush, archives du département d'État, NARA.

4 La révolution des Œillets a commencé en avril 1974 par une

insurrection de militaires classés à gauche contre la dictature mise en place par António Salazar (1932-1968) et poursuivie par son successeur, le Premier ministre Marcelo Caetano. En septembre 1974, le pouvoir a échoué au colonel Vasco Gonçalves, du Mouvement des forces armées (MFA), qui s'est rapproché du Parti communiste portugais (PCP) d'Álvaro Cunhal (prosoviétique), ce qui a alarmé les États-Unis. Un bras de fer a opposé, d'avril à novembre 1975, le clan Gonçalves à d'autres militaires proches des socialistes. Le 25 novembre 1975, une révolte militaire procommuniste s'est achevée par une reddition.

5 « Bien sûr, nous devons être prudents pour ne pas donner l'impression que nous intervenons dans les affaires portugaises », a précisé Ford : mémorandum de conversation entre le président Ford et des représentants de la communauté portugaise-américaine, 9 septembre 1975, National Security Files, Ford Library.

6 Mémorandum de conversation entre le président Gerald Ford, le président Valéry Giscard d'Estaing et le chancelier Helmut Schmidt, 7 août 1975, National Security Files, Ford Library.

7 Sollicité fin août, Paris a fait savoir qu'il était « trop risqué » de faire une démarche de soutien auprès du président portugais Costa Gomes : télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, 28 août 1975 ; l'aide économique américaine au Portugal a été renforcée, ce dont se félicite le ministre portugais des Affaires étrangères : mémorandum de conversation avec le président Ford, 10 octobre 1975 ; face aux risques d'insurrection procommuniste au Portugal, le 25 novembre 1975, Washington redemande à Paris des gestes de soutien aux modérés : télégramme du 26 novembre 1975 ; National Security Files, Ford Library.

8 Un proche de François Mitterrand a dit en octobre 1974 à un diplomate américain que le PS était inquiet de l'influence dominante et « stalinienne » du PCP et des difficultés des socialistes portugais à les contrer : *French Socialists and Portugal*, 16 octobre 1974, télégramme de l'ambassadeur Irwin. Selon un autre télégramme américain, les socialistes français gardent un « profil bas » sur le Portugal pour ne pas envenimer leurs relations avec les communistes : *The French Socialists and the Portuguese Experience – Fear is the Key*, 14 mars 1975, télégramme de l'ambassadeur Rush. Les leaders de six partis socialistes européens se réunissent à Londres le 5 septembre 1975 pour soutenir leurs homologues portugais (notamment via une assistance financière venant des sociaux-démocrates allemands) : *Socialist Meeting on Portugal*, 5 septembre 1975,

télégramme de l'ambassade des États-Unis à Londres ; archives du département d'État, NARA.

9 *The Secretary's Meeting with François Mitterrand*, 26 novembre 1975, *op. cit.*

10 *Farewell Call on François Mitterrand*, 7 octobre 1974, télégramme de l'ambassadeur John Irwin, archives du département d'État, NARA.

11 Fin mai 1975, l'ambassade des États-Unis a dressé un bilan flatteur de la première année de présidence de Giscard, qui s'est affirmé en tant que leader avec un « style élégant » et a remporté des succès politiques : *Giscard After One Year*, 29 mai 1975, télégramme de l'ambassadeur Rush, archives du département d'État, NARA. La CIA, elle aussi, a rendu compte positivement de ses débuts, parlant de la compétence et de la détermination de Giscard : *President Giscard's First Year*, 4 juin 1975, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA.

12 Mémoire de conversation entre le président Gerald Ford et Jean Sauvagnargues, en présence d'Henry Kissinger, 27 septembre 1975, National Security Files, Ford Library.

13 *Ambassador Meets with Socialist Party Head François Mitterrand*, 20 janvier 1975, télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Kenneth Rush, archives du département d'État, NARA. Lors de ce déjeuner, Mitterrand est accompagné de Robert Pontillon, Gérard Jaquet et Charles Hernu. L'ambassadeur réitérera son jugement très positif et sa recommandation de dialogue après un autre déjeuner avec Mitterrand, le 8 juillet 1975, en présence de Robert Pontillon, Gérard Jaquet et Lionel Jospin : *Ambassador Meets with Socialist Party Head François Mitterrand*, 9 juillet 1975, *op. cit.*

14 Un proche de Mitterrand confie aux Américains que ce dernier est revenu « excédé » de Moscou, les discussions avec les leaders soviétiques n'ayant rien apporté. Mitterrand serait convaincu que « le socialisme soviétique n'est définitivement pas le genre de chose qu'il a en tête pour la France » et que les dirigeants soviétiques ne sont pas favorables à une arrivée de l'Union de la gauche en France, notamment à cause de l'impact que cet événement aurait sur des pays est-européens, comme la Tchécoslovaquie : *Mitterrand's Trip to USSR*, 16 mai 1975, télégramme de l'ambassadeur Rush, archives du département d'État, NARA.

15 *Mitterrand Requests Paris Meeting with Secretary*, 15 mai 1975, télégramme de l'ambassadeur Rush, archives du département d'État, NARA.

16 *Mitterrand's Request for Paris Meeting with the Secretary*, 22 mai 1975. L'ambassade prétexte l'emploi du temps surchargé de Kissinger pour maintenir l'invitation à la résidence de l'ambassadeur, et le fait savoir à l'Élysée : *Briefing Memorandum ; the Secretary's Meeting with Mitterrand*, 23 mai 1975 ; *Sec. Visit : Mitterrand Appointment*, 23 mai 1975 ; *Sec. Visit : Meeting with Mitterrand*, 26 mai 1975 ; télégrammes de l'ambassadeur Rush, archives du département d'État, NARA.

17 *Sec. Visit : Mitterrand Appointment*, 22 mai 1975, télégramme de l'ambassadeur Rush au secrétaire d'État Kissinger, National Security Files, Ford Library.

18 Henry Delisle, qui pêche régulièrement avec Mitterrand et l'appelle plusieurs fois par semaine, est un « contact » régulier de l'ambassade des États-Unis à Paris depuis 1974. Il est invité aux États-Unis entre le 2 juillet et le 15 août 1975 dans le cadre du « programme de visiteurs internationaux du département d'État, qui cible notamment des personnalités politiques françaises de gauche (voir le chapitre 7). Il doit négocier officieusement pour Mitterrand l'invitation d'un organisme américain, par exemple le Council of Foreign Relations de New York, et des rendez-vous au plus haut niveau, sans paraître quémander quoi que ce soit. Rapporté dans *Inter-Visitor Henry Delisle*, 9 juin 1975, et dans *François Mitterrand's Trip to the United States*, 27 juin 1975 : télégrammes de l'ambassade des États-Unis à Paris, archives du département d'État, NARA.

19 *Ambassador Meets with Socialist Party Head François Mitterrand*, 9 juillet 1975, *op. cit.*

20 Kissinger en discute lors d'un passage à Paris les 9 et 10 juillet 1975 : *François Mitterrand's Visit to United States*, 12 juillet 1975, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris. Deux mémorandums du département d'État recommandent un rendez-vous avec Ford : *Proposed Meeting with François Mitterrand*, 24 juillet et 9 août 1975, mémorandums du département d'État au général Brent Scowcroft (Maison-Blanche) ; National Security Files, Ford Library. Pour sa part, l'émissaire Henry Delisle estime que Mitterrand ne fera le déplacement que s'il est sûr d'être reçu à la Maison-Blanche : *Mitterrand Trip to the US Suggested by Delisle*, 12 juillet 1975, télégramme du département d'État. Mais Robert Pontillon, l'homme des relations internationales du PS, confie que l'éventuel rendez-vous avec le président Ford serait « souhaitable », sans être une condition *sine qua non* : *Mitterrand's Plans to Visit US*, 15 juillet 1975, télégramme de l'ambassadeur Rush ; archives du département

d'État, NARA.

21 *Proposed Presidential Meeting with François Mitterrand*, 11 août 1975, mémorandum de Clift (Conseil national de sécurité, Maison-Blanche) à Henry Kissinger, National Security Files, Ford Library.

22 Il est reçu également par les sénateurs McGovern, Kennedy et Humphrey, par le professeur Galbraith, par le National Press Club de Washington, le Council of Foreign Relations de New York, et il rencontre des responsables des universités de New York, Amherst et Harvard. L'ambassade de France à Washington lui organise une réception (l'Élysée, consulté, a donné son feu vert) et l'ambassadeur Jacques Kosciusko-Morizet l'accompagne lors de son rendez-vous avec Kissinger.

23 *Mitterrand Suggests Meeting with the Secretary*, 11 décembre 1975, télégramme de l'ambassadeur Rush, National Security Files, Ford Library.

24 L'eurocommunisme est défini comme la montée en puissance des partis communistes du sud de l'Europe (Portugal, Espagne, France, Italie), qui afficheraient, à des degrés divers, une plus grande indépendance vis-à-vis de l'URSS et une volonté démocratique et réformiste, avec des alliances éventuelles pour participer au gouvernement. Voir, à ce sujet, Irwin Wall, « Les États-Unis et l'eurocommunisme », *Relations internationales*, n° 119, automne 2004, p. 363-380.

25 Mémorandum de conversation entre le président Gerald Ford et le président Valéry Giscard d'Estaing, en présence d'Henry Kissinger, de Brent Scowcroft et de Jean Sauvagnargues, 17 mai 1976, Maison-Blanche, National Security Files, Ford Library.

26 Mémorandum de conversation entre le président Gerald Ford et le chancelier allemand Helmut Schmidt, en présence d'Henry Kissinger, de Brent Scowcroft et d'Hans-Dietrich Genscher, 15 juillet 1976, Maison-Blanche, National Security Files, Ford Library. Avant les élections, Schmidt a suggéré de promettre une aide économique à l'Italie si les chrétiens-démocrates gagnaient, mais aucune aide si les communistes étaient victorieux : mémorandum de conversation, 18 mai 1976, Maison-Blanche, National Security Files, Ford Library.

27 *Soviet Policy and European Communism, Research Study*, 1^{er} octobre 1976, CIA, archives de la CIA. L'agence rappelle que le PCF est resté historiquement un « allié loyal » du parti communiste soviétique, jusqu'à la prise de distance brutale fin 1975 et l'abandon du concept de « dictature du prolétariat ». Cette politique « antisoviétique très abrasive »

s'expliquerait par le soutien affiché de Moscou à Giscard, qui est contraire aux intérêts électoraux du PCF. Cette position serait potentiellement très « embarrassante pour le leadership soviétique ».

[28](#) Note pour le président de la République sur la politique étrangère de M. Carter, 3 novembre 1976 (lendemain de l'élection de Carter), Gabriel Robin, archives de la présidence de la République, 5AG3-983, Archives nationales.

[29](#) Notes d'Emmanuel de Margerie à la suite de sa mission à New York et Washington, du 13 au 22 décembre 1976, ministère des Affaires étrangères, archives de la présidence de la République, 5AG3-983, Archives nationales.

[30](#) Métaphore exagérée, bien sûr, mais l'expression « *almost a Hitler-like affairs* » figure dans le procès-verbal officiel de cette conversation entre le président Ford et l'ambassadeur des États-Unis en France, Kenneth Rush.

[31](#) Mémoire de conversation entre le président Gerald Ford et l'ambassadeur Kenneth Rush, en présence du général Brent Scowcroft, 14 janvier 1977, National Security Files, Ford Library.

[32](#) « I look forward to the job », interview de Jimmy Carter, *Time*, 3 janvier 1977.

[33](#) Propos tenus devant le Council of Foreign Relations le 26 mai 1976 à Chicago, et rapportés dans une note de l'Élysée : « L'administration démocrate et l'éventuelle arrivée de la gauche au pouvoir », 24 mars 1977, note signée par Jean-David Levitte, archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales. Brzezinski a aussi exposé ses thèses lors d'une convention de l'American Society of Newspapers Editors en avril 1976 : rapporté dans « What if the Communists win a role ? », *Time*, 26 avril 1976. Le débat est également explicité dans Irwin Wall, « Les États-Unis et l'eurocommunisme », art. cité.

[34](#) Jean Kanapa a expliqué la nouvelle politique du PC pour une France « indépendante » (ayant des relations « normales » avec les États-Unis, sans domination) dans « A new policy of the French Communists », *Foreign Affairs*, janvier 1977, p. 280-294.

[35](#) Diplomate de carrière, Jean-David Levitte a été chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République (1975-1981). Il occupe depuis mai 2007 le poste de conseiller diplomatique et de « sherpa » du président Nicolas Sarkozy, après avoir occupé de multiples fonctions, notamment conseiller diplomatique et « sherpa » du président Jacques Chirac (1995-2000), ambassadeur de France aux Nations unies

(2000-2002) et aux États-Unis (2002-2007).

[36](#) Le *New York Times* du 20 mars 1977 mentionne rapidement l'existence de ce rendez-vous secret. Cela n'échappe pas à l'Élysée, qui interroge le département d'État, lequel confirme cette information. Note de Jean-David Levitte, « L'administration démocrate et l'éventuelle arrivée de la gauche au pouvoir », 24 mars 1977, *op. cit.*

[37](#) Cette position du PS est présentée comme une « concession au PCF » dans un mémorandum pour Brzezinski (Maison-Blanche), 7 février 1977, National Security Files, Carter Library.

[38](#) « Entretien de M. Kanapa avec deux diplomates américains », note de Jean-David Levitte pour le président de la République, 29 mars 1977, archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales. Levitte indique en introduction : « Mon correspondant habituel de l'ambassade des États-Unis a pris l'initiative de me parler de l'entretien que deux de ses collègues, M. Rizik, premier secrétaire, et M. Dorbin, deuxième secrétaire, ont eu avec M. Kanapa, le 10 février dernier. Il m'a donné à lire le long télégramme par lequel l'ambassade a rendu compte de cette conversation au département d'État. »

[39](#) Propos rapportés dans le *New York Times* du 20 mars 1977, confirmés dans la note de Jean-David Levitte, « L'administration démocrate et l'éventuelle arrivée de la gauche au pouvoir », 24 mars 1977, *op. cit.* Michel Rocard se souvient du climat confiant des relations nouées à l'occasion de ce voyage : entretien avec l'auteur, 6 janvier 2009.

[40](#) Rapporté dans une note pour le président en préparation à la visite du vice-président, Walter Mondale, 28 janvier 1977, archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales.

[41](#) Entretien entre le président Valéry Giscard d'Estaing et Cyrus Vance, 2 avril 1977, archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales.

[42](#) *Your Meeting with President Valéry Giscard d'Estaing*, 3 mai 1977, mémorandum du secrétaire d'État, Cyrus Vance, au président Jimmy Carter, White House Central Files, Carter Library.

[43](#) Cette position a été préparée avant le sommet de Londres, notamment avec Cyrus Vance : *Your Meeting with President Valéry Giscard d'Estaing*, 3 mai 1977, *op. cit.* Mitterrand avait réclamé une « non-ingérence » dans les affaires françaises, et Carter avait répondu le 6 avril 1977 que son administration serait « non impliquée, mais non indifférente ». Le 3 mai 1977, lors d'une conférence de presse, Carter a

précisé que les pays européens étaient des démocraties et que les États-Unis préféraient qu'ils le restent et « qu'aucun élément totalitaire n'y devienne influent ou dominant ». Rapporté dans Irwin Wall, « Les États-Unis et l'eurocommunisme », art. cité.

[44](#) Entretien entre le président Giscard d'Estaing et le président Carter, 9 mai 1977, *op. cit.* Cet entretien a lieu dans un bureau du 10, Downing Street mis à disposition par le Premier ministre britannique, James Callaghan.

[45](#) Lettres de Robert Pontillon à Warren Christopher, secrétaire d'État adjoint, et à Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale, 13 juin 1977 ; *Proposed Reply to Letter from Pontillon*, mémorandum pour Brzezinski, 16 juillet 1977 ; lettre de Brzezinski à Pontillon, 21 juillet 1977 ; National Security Files, Carter Library.

[46](#) « À propos de la visite de M. Marchais aux États-Unis », note pour le président de la République, 11 juillet 1977, archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales.

[47](#) « Opinions américaines sur l'Union de la gauche », 17 août 1977, note de Pierre Boyer, chargé d'affaires, ambassade de France aux États-Unis, ministère des Affaires étrangères, archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales.

[48](#) La Maison-Blanche voit là le fruit des dissensions internes au PCF, les plus durs du parti, opposés à l'alliance avec le PS et à tout compromis, ayant commencé leurs attaques contre les socialistes pendant que le secrétaire général, Georges Marchais, jugé plus « libéral », était en vacances : mémorandum pour Brzezinski, 14 septembre 1977, Maison-Blanche, National Security Files, Carter Library.

[49](#) *The European Communist Parties*, 6 juin 1977, Interagency Intelligence Memorandum, étude réalisée par un groupe interagences avec la CIA, le département d'État et la DIA (Pentagone), archives de la CIA.

[50](#) *Official Visit of Prime Minister and Mrs. Raymond Barre of the Republic of France, September 15-18, 1977, Background Paper*, National Security Files, Carter Library.

[51](#) *French Media on Prime Minister Barre's Visit*, 20 septembre 1977, mémo de Zbigniew Brzezinski au président Carter, National Security Files, Carter Library.

[52](#) Mémorandum de conversation entre le président Valéry Giscard

d'Estaing et Zbigniew Brzezinski, assistant du président Carter pour les affaires de sécurité nationale, 26 septembre 1977, National Security Files, Carter Library.

[53](#) *Should the President Accept Giscard's Invitation to Visit Paris this October ?*, 12 août 1977, mémorandum de Peter Tarnoff, secrétaire d'État exécutif, à Zbigniew Brzezinski (Maison-Blanche), National Security Files, Carter Library.

[54](#) Jimmy Carter arrive à Orly le mercredi 4 janvier à 15 heures pour un entretien avec Giscard. Le jeudi 5, il visite les plages du débarquement en Normandie et l'hôtel de ville de Bayeux, avant de rentrer en train pour un dîner à Versailles et un dernier entretien à l'Élysée, le vendredi matin 6 janvier 1978.

[55](#) *Mitterrand on Possible Meeting with the President*, 23 novembre 1977, mémo pour Zbigniew Brzezinski (Maison-Blanche), National Security Files, Carter Library. Mitterrand dit « craindre qu'un refus de la part des États-Unis [n'affecte] son image auprès des électeurs français ».

[56](#) Entretien entre Jean François-Poncet (Élysée) et Zbigniew Brzezinski (Maison-Blanche), 4 janvier 1978, palais de l'Élysée, archives de la présidence de la République, 5AG3-985, Archives nationales.

[57](#) Rapporté par Jimmy Carter lors de son entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing, 6 janvier 1978, archives de la présidence de la République, 5AG3-985, Archives nationales. Le *New York Times* écrit, le 8 janvier, que Carter a mis en garde Mitterrand contre la participation des communistes à un gouvernement, ce qui provoque une réaction indignée du journal communiste *L'Humanité*. Mais il semble que Carter ait, en fait, omis d'en parler et que, s'étant aperçu de cet oubli, il ait laissé filtrer ensuite, par son porte-parole, l'information selon laquelle il l'aurait dit. Voir Irwin Wall, « Les États-Unis et l'eurocommunisme », art. cité.

[58](#) *France : Communists Spurn Electoral Accord*, 11 janvier 1978, *Western Europe Weekly Review*, CIA, archives de la CIA, Crest, NARA. Le 12 janvier, le département d'État fait une déclaration mettant en garde l'Italie contre une participation communiste au gouvernement. Un nouvel accord gouvernemental est négocié en Italie par la Démocratie chrétienne, avec le soutien du PCI, mais sans ministres communistes.

Chapitre 21

Les messages secrets de Giscard

« Cher Valéry Giscard d'Estaing,

« J'ai toujours su quels liens profonds d'amitié, d'histoire et d'idéaux unissaient nos deux peuples. Mais je n'ai jamais ressenti avec autant de force cet héritage que durant les trois derniers jours. [...] Après nos conversations, je rentre aux États-Unis sachant que vous et moi – et nos deux gouvernements – partageons la même compréhension des problèmes difficiles que nous affrontons. [...]

« Sincèrement, Jimmy Carter.

« PS : La descente des Champs-Élysées, la plage, la colombe de Chagall, le Jeu de paume, les gens de Bayeux, le voyage en train et nos conversations privées, tout cela m'a procuré l'une des plus extraordinaires expériences de ma vie. J.C.¹. »

C'est la missive enflammée que, de retour de sa visite officielle en France, début janvier 1978, le président américain envoie à son hôte français. Jimmy Carter est ainsi capable d'élans amicaux qui vont largement au-delà des us protocolaires. Valéry Giscard d'Estaing ne peut négliger ces débordements. Après tout, Carter est venu en France à sa

demande, en pleine bataille électorale. Il lui doit bien quelques cordiales reconnaissances. Mais l'Américain en rajoute dans l'emphase. Depuis son entrée à la Maison-Blanche, le 20 janvier 1977, il ne cesse de bombarder Giscard de messages qui commencent par « Cher Valéry » et se terminent par « Votre ami, Jimmy ». Polytechnicien distant, Giscard n'est guère sensible à ce genre d'effusions. Elles l'agacent, d'autant que l'homme ne lui inspire guère confiance.

Dès le départ, Giscard s'est méfié de ce démocrate sudiste, façonné par les idéaux baptistes, obsédé par le désarmement, la non-prolifération nucléaire et les droits de l'homme. « Ce qu'il privilégie, ce sont les parties nobles de la politique internationale, celles qui répondent à des principes moraux et aux aspirations des peuples. [...] Ce qu'il minore, c'est tout le poids du passé, c'est la spécificité des nations, ce sont les réalités déplaisantes de la rivalité pour la puissance, a prévenu Gabriel Robin, le conseiller diplomatique de l'Élysée. Le danger auquel nous expose la présidence Carter est celui de voir ignorée la spécificité de notre position dans le monde et de notre politique². »

Le risque s'est rapidement révélé encore plus grave. Au machiavélisme de Ford et de Kissinger s'est substituée une administration désordonnée, naïve, pusillanime. La Maison-Blanche est imprévisible. Giscard trouve que Carter est à la fois « attachant et décevant ». Il le traite d'« évangéliste en croisade » et juge qu'il se noie dans les détails. « Un partenaire singulier³ », résumera-t-il dans ses Mémoires. Le président français doit composer avec ce personnage

désarmant, sans jamais être sûr de ses réactions. Face au mystère Carter, Giscard croit devoir incarner un froid réalisme. Il tentera d'imposer ses vues, de corriger le tir. Quitte à se heurter à un mur ou à être contraint de le contourner. Cela ne lui réussira pas toujours.

Pommes de discorde et tensions sur le Concorde

La méfiance s'installe dès la première rencontre entre les deux présidents, en mai 1977, à Londres. Carter souhaite poursuivre la concertation informelle entre les quatre grandes puissances (États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France), qui a pris corps sous le nom de « Quad » depuis 1974⁴. Cependant, le président américain compte privilégier des contacts directs avec l'URSS afin de négocier des accords de désarmement, dans lesquels la France n'entend pas être partie prenante. « Carter a rompu le code de conduite de la détente⁵ », explique le président français au magazine *Newsweek* durant l'été 1977. Par ailleurs, Giscard obtient que la coopération militaire secrète se poursuive entre la France et les États-Unis. Mais Carter souhaite qu'elle soit traitée essentiellement au niveau de son secrétaire à la Défense. Comme si, à ses yeux, elle était devenue secondaire.

D'autres sujets de friction nourrissent les soupçons réciproques. Giscard trouve que la nouvelle administration américaine est particulièrement hésitante sur le *Concorde*. En février 1976, le secrétaire d'État aux Transports de Gerald Ford avait autorisé l'avion supersonique franco-

britannique à atterrir à Washington et à New York pour une période d'essai de plus de un an. Un mois plus tard, la Port Authority de New York – qui contrôle aussi les aéroports, dont JFK et Newark – a interdit son exploitation pour des raisons de nuisances sonores. Les compagnies aériennes Air France et British Airways ont intenté un procès contre la Port Authority, estimant que ce blocage était contraire aux engagements internationaux des États-Unis. Or, durant sa campagne, le candidat Carter s'est dit hostile à l'atterrissage du supersonique à New York.

Dans l'attente d'un jugement du tribunal, début 1977, Giscard intervient plusieurs fois auprès du nouveau président élu afin de renverser sa position⁶. Carter semble évoluer dans le bon sens. Il affiche désormais un soutien de principe au *Concorde*, tout en ajoutant : « Je n'ai pas d'autorité sur la procédure d'un tribunal local⁷. »

Devant le secrétaire d'État, Cyrus Vance, le 2 avril 1977, Giscard brandit la menace de représailles : « C'est une affaire très sérieuse, il faut savoir qu'une décision négative entraînera nécessairement une action de notre part. Il ne s'agit pas là de chantage, mais l'opinion publique française n'acceptera pas que nous ne fassions rien. Tout cela peut créer des tensions inutiles dans les relations franco-américaines⁸. »

L'affaire traîne en longueur. Le tribunal de New York reporte son jugement. Finalement, la Cour suprême juge illégale la décision de la Port Authority de New York. *Concorde* peut démarrer ses vols commerciaux vers New

York en novembre 1977. Ce contentieux a beaucoup mobilisé l'Élysée. Giscard a le sentiment que la Maison-Blanche ne l'a pas franchement aidé...

« Il n'est pas question d'arrêter nos essais nucléaires »

Par ailleurs, le président français fustige l'incapacité des États-Unis à maîtriser leur consommation de pétrole. L'administration Ford n'avait rien fait pour limiter les importations. Cette inaction « vide de leur substance les efforts que d'autres pays ont pu faire pour réduire leur consommation », écrit Giscard à Carter, fin janvier 1977, pour l'inciter à reprendre le problème à bras-le-corps. « Je peux vous assurer que l'annonce de nos intentions en matière d'énergie sera spectaculaire⁹ », lui assure le vice-président, Mondale. Las, les plans successifs de Carter manquent d'ambition. Le Congrès lamine ses propositions. Le programme nucléaire américain est gelé. Paris jugera sévèrement la politique des États-Unis dans ce domaine, l'assimilant à un échec dû à l'« autorité défaillante¹⁰ » du président Carter.

En revanche, l'administration américaine paraît s'accrocher avec force à quelques idées phares qui embarrassent la France. Carter souhaite ainsi interdire progressivement tous les essais nucléaires. Les Soviétiques semblent disposés à en discuter. L'Élysée y voit une mesure des plus dangereuses, dont la France serait la première à faire les frais. « L'arrêt des essais compromettrait à bref

délai notre position en empêchant d'atteindre et de maintenir le niveau convenable des armements nucléaires nécessaires à notre politique de dissuasion et à sa crédibilité. La proposition de M. Carter est donc contraire à nos intérêts de défense¹¹ », écrit le général Claude Vanbremeersch, le chef d'état-major particulier de Giscard, dès le mois de janvier 1977.

Le président français monte au créneau pour défendre la poursuite des essais nucléaires français, au moins durant une dizaine d'années. « Il nous faut faire un certain nombre d'essais dont les données peuvent être gardées en archives, répète-t-il à Carter lors d'une visite à Washington en mai 1978. [...] Actuellement, nous avons effectué soixante-cinq essais, alors qu'il vous en a fallu plus de cinq cents et trois cent soixante-dix aux Russes. Nous pensons pouvoir recueillir les données expérimentales nécessaires moyennant cent quarante essais. Je ne veux pas que vous interprétiez ceci comme du chantage, mais il est évident que toutes informations que vous pourriez nous donner et qui nous permettraient d'accélérer nos travaux réduiraient d'autant la période d'essais nécessaires. Mais je sais que de tels échanges se heurtent à quelques difficultés. »

Carter ne saisit pas la perche tendue par Giscard. À ses yeux, la coopération nucléaire secrète avec la France, qui porte sur les missiles et la sécurité des essais, ne peut aller plus loin. Heureusement, le président américain finit par admettre que le délai requis par son homologue français est justifié. La prohibition des tirs peut se faire par étapes. « Nous aurons nous-mêmes besoin de quelques essais pour

la modernisation de certains mécanismes de mise à feu¹² », confie-t-il.

Indifférence sur l'aide nucléaire française à l'Irak

De manière corollaire, Carter est décidé à freiner toute prolifération nucléaire dans le monde. Voilà qui ne sied guère aux Français. Giscard a bien accepté, fin 1974, de participer à une conférence des pays fournisseurs de matériels nucléaires appelée « club de Londres », qui édictera en 1978 des directives de prudence¹³. Mais la France n'a pas signé le traité de non-prolifération des armes nucléaires négocié en 1968. Même si elle affirme en respecter, *de facto*, les dispositions, elle fait figure de mauvais élève en la matière.

« Depuis la Seconde Guerre mondiale, les Français se sont escrimés à développer une force nucléaire indépendante, déplorent les diplomates américains. Ils ont progressé au point de pouvoir fournir toute l'assistance nucléaire, civile et militaire, réclamée par des puissances non nucléaires. Ils respectent le droit des nations de choisir le développement des armes nucléaires et ne prendront donc pas de sanctions contre elles. Sans doute le souvenir de l'opposition américaine au programme français est-il toujours vif et influence-t-il [leur] attitude¹⁴. » La France de Giscard semble, en effet, prendre un malin plaisir à disséminer ses techniques nucléaires, de l'Afrique du Sud à l'Inde, de l'Iran à l'Irak. Sans être trop regardante.

Le vice-président irakien, Saddam Hussein, est, par exemple, venu en France en septembre 1975 afin d'obtenir une aide dans ce domaine. Le Premier ministre Jacques Chirac, qui s'était rendu à Bagdad fin 1974, lui a fait visiter l'usine du CEA à Cadarache. Ils ont signé un accord pour la fourniture à l'Irak d'un réacteur de recherche nucléaire. Officiellement à des fins d'usage civil. Pourtant, Saddam Hussein a déclaré dans le journal libanais *El-Ubsou El-Arabi*, le 8 septembre 1975, que l'accord avec la France était « le premier pas concret vers la production de l'arme atomique arabe ».

Curieusement, ni le gouvernement français ni le gouvernement américain ne se sont alarmés¹⁵. Démissionnaire de son poste de Premier ministre fin août 1976, Jacques Chirac a même incité les autorités françaises et le CEA à conclure le plus rapidement possible le contrat de construction de ce réacteur de recherche, baptisé Osirak¹⁶.

Lors de conversations sur la non-prolifération, en février 1977, à Washington, les experts français fournissent des renseignements à leurs homologues américains sur les réacteurs vendus par la France, notamment à l'Irak et à l'Inde. « Il en a été pris note sans commentaire particulier¹⁷ », rapporte un diplomate du Quai d'Orsay. Début 1978, les Américains interdisent seulement toute réexportation vers l'Irak de l'uranium enrichi qu'ils vendent à la France. La Maison-Blanche ordonne ensuite à la CIA de surveiller ce programme de près. « L'Irak ne réussira pas à produire d'armes atomiques avant la fin des années 1980,

mais il persiste à vouloir acquérir ce qu'il lui faut dans ce but, en prétextant des activités nucléaires pacifiques¹⁸ », conclut le directeur central du renseignement, en octobre 1978, dans un mémo au président Carter. Si danger il y a, il est encore lointain.

Les services secrets israéliens considèrent, eux, que cette filière franco-irakienne constitue une menace imminente. Le 6 avril 1979, un attentat attribué au Mossad détruit des pièces métalliques destinées au réacteur entreposées à La Seyne-sur-Mer. Un physicien égyptien travaillant sur Osirak est assassiné dans sa chambre d'hôtel, à Paris, en juin 1980. Un an plus tard, l'aviation israélienne bombardera le site du réacteur. « Il faudra des années à l'Irak pour reconstruire ses installations nucléaires¹⁹ », commentera la CIA, qui doute des capacités de Saddam Hussein à se pourvoir d'une bombe atomique avant une décennie.

Bras de fer sur une usine de retraitement pour le Pakistan

Le relatif désintérêt des Américains pour cette affaire irakienne contraste avec leur mobilisation sur un autre contrat français, beaucoup moins connu, signé avec le Pakistan durant la même période. L'explosion de la première bombe indienne en mai 1974 a accéléré le programme nucléaire initié par les plus hautes autorités pakistanaises, éternelles rivales de l'Inde. Selon la CIA, dès 1973, la France a entamé des négociations pour concevoir

une usine de retraitement de combustibles irradiés à Chashma, au sud-ouest d'Islamabad²⁰. Le contrat a été signé début 1975 et il est entré en vigueur en mars 1976. Des contrôles internationaux sont théoriquement prévus pour garantir l'utilisation pacifique de l'usine lorsqu'elle commencera à fonctionner, à la fin des années 1970.

Durant l'été 1976, le président Ford s'est inquiété de ce projet, soupçonné de contribuer au futur programme militaire secret du Pakistan. Le secrétaire d'État, Henry Kissinger, en a longuement discuté avec le Premier ministre Ali Bhutto les 8 et 9 août 1976. Il a ensuite fustigé publiquement ce contrat et écrit à Giscard pour lui demander de suspendre son exécution. « Je ne vois pas de possibilité pour la France de revenir sur des engagements qu'elle a pris²¹ », a répliqué le président français le 1^{er} septembre 1976. Le gouvernement pakistanais a fait passer à l'Élysée un message disant que le Pakistan ne reviendrait en aucun cas sur ce contrat²². Fin 1976, juste avant de quitter son poste, Kissinger est revenu à la charge, faisant miroiter aux Français d'autres commandes en compensation d'une éventuelle annulation. Une fois de plus, Giscard n'a pas voulu céder.

Cependant, après un examen plus approfondi, l'Élysée s'est rendu compte que l'usine du Pakistan pouvait comporter des risques d'usage militaire²³. « L'accent mis par le président Carter sur la non-prolifération a incité Giscard à regarder les dossiers d'exportation de plus près, se souvient Jean François-Poncet, qui était alors secrétaire général de l'Élysée. Le président a défini une nouvelle politique

nucléaire extérieure, beaucoup plus stricte. Le contrat du Pakistan n'aurait pas dû être accepté. Il a fallu trouver un moyen de le freiner²⁴. »

Tout au long du premier semestre 1977, la nouvelle administration Carter accentue ses pressions sur les gouvernements pakistanais et français. Des renseignements précis de la CIA sont fournis à Paris sur les projets atomiques du Pakistan. Les conseillers de l'Élysée et la direction du CEA, qui suspectaient un complot des Américains pour torpiller l'industrie nucléaire française, se rendent à la raison. Début août 1977, un mois après la destitution du Premier ministre Ali Bhutto par le général Zia, Giscard donne pour consigne de stopper secrètement l'exécution du contrat²⁵. « Il s'agit d'une affaire extrêmement délicate, reconnaît le ministre des Affaires étrangères, Louis de Guiringaud, devant Cyrus Vance en décembre 1977. Tous les transferts sont suspendus. Les Pakistanais nous interrogent, de temps à autre, sur les délivrances de licences et nous répondons que les services administratifs concernés continuent de les examiner. [...] Je suis enclin à penser que les Pakistanais ont compris que nous ne leur livrerions pas l'usine de retraitement dans la version prévue à l'origine. L'important est de calmer tout ceci²⁶. »

La France redoute que l'affaire ne s'ébruite. Elle ne veut pas être accusée d'avoir trahi sa signature ou de se plier aux exigences américaines. Ce qui est pourtant le cas. D'ailleurs, les États-Unis commencent à menacer les Français d'embargo sur leurs livraisons d'uranium enrichi, vitales

pour le programme français, s'ils ne se rangent pas à leur politique de non-prolifération²⁷. Paris dépend également de Washington pour la vente de centrales nucléaires françaises en Chine, soumise à l'approbation d'un comité de contrôle des exportations vers les pays communistes. Le bras de fer est inégal.

La décision de Giscard calme le jeu. Le président français est désormais convaincu que l'usine de retraitement en cours de construction au Pakistan a bien un objectif militaire. « J'ai toujours été réticent à propos de cette vente, car je ne comprenais pas pourquoi [les Pakistanais] avaient besoin de cette installation à des fins purement pacifiques, admet-il devant Carter en mai 1978. [...] En privé, ils n'hésitent pas à évoquer la possibilité de construire une arme atomique. Cela, évidemment, nous ne le voulons pas. Mais il faut aussi tenir compte du fait que, dans l'instabilité actuelle, toute décision mal préparée et inopportune pourrait les pousser à des solutions extrêmes²⁸. »

Deux mois plus tard, au terme d'âpres négociations, le gouvernement pakistanais refuse les plans substitutifs des Français pour leur usine de retraitement. Le contrat est définitivement enterré en août 1978²⁹. Les services de renseignement américains et français tenteront de savoir ce qui se passe vraiment au Pakistan après la rupture de ce contrat. Islamabad développera un programme nucléaire clandestin, sous la houlette du professeur Abdul Qadeer Khan, qui débouchera en 1998 sur les premiers essais d'une bombe pakistanaise³⁰.

« J'aime l'Afrique, et pas seulement pour la chasse... »

Pris à contre-pied au Pakistan, Giscard a dû céder aux injonctions américaines. À l'inverse, il a toutes les peines du monde à convaincre le président Carter d'intervenir à ses côtés en Afrique. À ses yeux, la France reste le seul pays à s'intéresser à ce continent, qui risque de basculer totalement dans l'orbite soviétique d'ici à la fin des années 1970. L'URSS profite, selon lui, de l'insouciance des États-Unis pour avancer ses pions.

Fin 1975, vingt mille soldats cubains armés par Moscou sont venus prêter main-forte à Agostinho Neto pour mettre en place un régime procommuniste en Angola. Le nouveau pouvoir angolais affronte une guérilla pro-occidentale menée par l'UNITA de Jonas Savimbi, soutenue par le Gabon, le Zaïre et l'Afrique du Sud. À Washington, le Congrès, traumatisé par le syndrome du Vietnam, a formellement interdit toute intervention américaine dans ce conflit, qui risque d'être contagieux³¹.

« J'aime l'Afrique, et pas seulement pour la chasse, mais pour les gens, confie Giscard, dès le 29 janvier 1977, au nouveau vice-président américain, Walter Mondale. L'Afrique ne se porte pas bien. Elle n'a pas encore absorbé les effets de la crise angolaise. Les pays que l'on peut appeler pro-occidentaux ont peur : ils craignent d'être lâchés en cas de crise et que les seuls à être soutenus soient les alliés de l'URSS. Je pense au Zaïre, au Sénégal, à la Haute-Volta, au Tchad. [...] J'ai suggéré à Ford, Schmidt,

Callaghan de faire un effort commun pour le développement des conditions de vie en Afrique. [...] Il s'agit de montrer que, alors que les Soviétiques donnent des armes, nous nous soucions des conditions de vie des Africains³². »

Les craintes d'une déstabilisation se concrétisent quelques semaines plus tard. L'Angola appuie militairement une rébellion de « gendarmes katangais » au Shaba, l'une des régions du Zaïre voisin. Menacé, le président zaïrois, Mobutu Sese Seko, demande une aide logistique aux États-Unis, à la France et à la Belgique. La Maison-Blanche refuse d'expédier les dix chars qu'elle avait promis à Mobutu fin 1976³³. Elle se contente d'envoyer des pièces de rechange pour avions C-130, des rations alimentaires et du carburant. Même ces livraisons de matériel civil sont critiquées au Congrès. « Il nous faut agir prudemment », explique le secrétaire d'État, Cyrus Vance, à Giscard le 2 avril 1977. Pour le diplomate américain, de toute façon, l'armée zaïroise ne se bat pas contre les rebelles. « Ce n'est pas une armée, c'est une véritable mascarade », ironise-t-il, très pessimiste sur la situation militaire du pays et sur l'avenir du régime de Mobutu, peu apprécié aux États-Unis.

Face à lui, le président français a du mal à remonter la pente. Il estime que la situation est loin d'être perdue.

« Le seul homme capable, c'est Mobutu, affirme Giscard. [...] S'il disparaît, le pays retombera dans l'anarchie, et l'on sait qu'actuellement l'anarchie mène plutôt à une situation comme l'Angola qu'à une situation comme le Kenya ou la Côte d'Ivoire. Il faut donc uniquement abandonner Mobutu

s'il apparaîût qu'il n'a aucune chance de s'en sortir. Or je ne crois pas qu'il en soit là. Il a pris certaines mesures militaires. Les Katangais sont, pour l'instant, dans la forêt, qui est très dense, et une fois qu'ils sortiront de la forêt et qu'ils voudront prendre une ville, il suffirait que les autres fassent du bruit avec des mitrailleuses et des roquettes pour que les Katangais arrêtent. »

Giscard en est persuadé : « Il faut bien savoir que les Africains n'aiment pas se battre, ils ne se sont pas battus dans le passé et ils ne se battront jamais. [...] Les Katangais non plus. Actuellement, ils traversent la forêt et, s'ils rencontrent quelqu'un, cela se passera comme à la chasse au gorille : c'est celui qui avance qui fait peur à l'autre³⁴. »

Fort de ses certitudes cynégétiques, le président français est en train d'organiser une aide à Mobutu, notamment avec l'envoi de soldats marocains sur place³⁵. Selon lui, avec quelques centaines d'hommes déterminés, le gouvernement zaïrois peut renverser la vapeur.

Cyrus Vance confirme seulement qu'il « ne faut rien faire qui puisse donner l'impression que nous souhaitons le départ de Mobutu³⁶ ». En rentrant à Washington, le secrétaire d'État ne paraît pas très convaincu par l'argumentaire de Giscard. Selon lui, le président français subit la pression des chefs d'État africains francophones, qui se sont réunis récemment à Dakar autour de lui. Il leur a reparlé de son idée de Fonds spécial pour l'Afrique, qu'il tente de promouvoir sur la scène internationale. En s'impliquant dans l'affaire katangaise, Giscard chercherait

d'abord à consolider son pré carré, voire à étendre son influence au Zaïre, en s'incarnant comme gendarme de l'Afrique. « Les Français perçoivent le soutien soviéto-cubain aux régimes radicaux comme une sérieuse menace pour leurs propres positions sur le continent³⁷ », résume Vance au président Carter.

Giscard entonne à nouveau son refrain devant Jimmy Carter à Londres, le 9 mai 1977. « La situation en Afrique est pire que vous ne le pensez », lui dit-il, expliquant que les régimes modérés peuvent basculer rapidement devant la pression des oppositions et les offres soviétiques. Il plaide, une fois de plus, pour un geste politique fort en faveur des pays africains.

Jimmy Carter ne le décourage pas. Mais il demeure circonspect. Il veut bien soutenir Mobutu avec une aide économique et des moyens de transport militaire. Sans plus. « Nos possibilités d'action sont, comme vous le savez, limitées par des considérations liées au Vietnam, qui empêchent toute action militaire³⁸. »

« Mais intervenez donc davantage en Afrique ! »

Au Zaïre, la situation se dégrade quelques mois plus tard. Le 13 mai 1978, les rebelles séparatistes katangais envahissent la ville de Kolwezi, au cœur de la province du Shaba, qui abrite les principales ressources minières du pays. Les assaillants massacrent les soldats loyalistes et toute personne soupçonnée d'être un « mercenaire ». Plus

de trois mille expatriés belges, français ou venus d'autres pays européens sont pris en otages. Une contre-attaque des forces zaïroises s'achève dans un bain de sang. Le président Mobutu appelle à l'aide, pour la deuxième fois, ses amis étrangers.

Giscard ne tergiverse pas. Il somme les États-Unis de l'épauler matériellement. Car l'armée française manque cruellement d'avions pour envoyer ses troupes à plus de six mille kilomètres. Washington donne son feu vert. Les états-majors du Pentagone mettent à disposition de la France cinq DC8 appartenant à la flotte de l'OTAN pour transporter les soldats du 2^e REP de Solenzara (Corse) à Kinshasa.

Le matin du 19 mai 1978, sur ordre de Giscard, le chef d'État-major des armées, le général Guy Méry, déclenche l'opération « Léopard ». À 15 h 40, cinq cents parachutistes de la Légion et des militaires belges sautent sur Kolwezi. En quelques heures, la ville est reprise et des milliers d'otages libérés. Au total, plus de sept cents Africains et cent soixante-dix Européens ont été victimes des Katangais. Selon la CIA, qui suit la situation heure par heure, deux cents rebelles auraient été tués lors de l'assaut des parachutistes et une centaine seraient en fuite. « Un consul américain a rapporté la présence de deux soldats à longue barbe à l'arrière d'un véhicule militaire français. Il a estimé qu'il pourrait s'agir de prisonniers cubains³⁹ », rapporte l'agence de renseignement.

Giscard est soulagé. Son opération coup de poing est un succès. Une semaine plus tard, il dîne avec Jimmy Carter à

la Maison-Blanche. L'Américain répète que Mobutu est un « incapable ». Le Français proteste. Il trouve le président zaïrois « courageux » et « réaliste », malgré ses défauts. Il avoue son pessimisme au sujet de l'Afrique centrale, dont les pays sont « faibles, mal gouvernés », sans administration ni armée efficaces. À ses yeux, le Zaïre n'est pas vraiment un pays. « Il sera tôt ou tard détruit par des luttes tribales⁴⁰ », lâche Giscard.

Cependant, il peut se prévaloir d'une action décisive face à l'offensive soviéto-cubaine qui se propage au même moment de l'ouest à l'est du continent⁴¹. Il remercie le président américain de l'appui logistique donné aux troupes françaises lors de l'opération « Léopard »⁴². Avant de réclamer une plus grande intervention des États-Unis en Afrique. « Ce qui est fâcheux, c'est l'absence d'action sur le terrain de votre part, assène-t-il. Les pays faibles ont l'impression qu'ils ne peuvent pas compter sur votre soutien. Or je pense qu'il est important que les démocraties occidentales montrent clairement qu'elles sont prêtes à agir quand certaines limites sont dépassées. [...] Nous devons chercher à consolider les choses lentement et, dans cette optique, le soutien américain est d'une importance considérable. Il faut que les gens sentent la présence de la puissance américaine, qui doit jouer un rôle important dans l'équilibre à réaliser. C'est une chose qui est ressentie très profondément. [...] Quant à nous, nous avons envoyé six cent vingt soldats et cela a suffi. »

En réponse, Carter promet de faire un effort économique. Pour le reste, il s'avoue toujours coincé. « La réaction de

l'opinion américaine serait prompte si nous nous hasardions à intensifier notre présence où que ce soit. [...] Notre législation est extrêmement restrictive. [...] Pour que nous puissions faire quoi que ce soit, je dois déclarer que les intérêts majeurs des États-Unis sont en jeu⁴³. »

Une fois de plus, Giscard comprend qu'il ne peut pas vraiment compter sur la Maison-Blanche. D'une certaine façon, Washington n'est pas mécontent que Paris intervienne en Afrique à sa place, même si certains diplomates américains confient que le partage des tâches ne doit pas être trop visible : « Il ne faudrait pas que l'on parle des Français comme de nos Cubains⁴⁴ », ironisent-ils. Mais le quiproquo est patent. L'administration Carter interprète surtout l'opération « Léopard » comme un moyen pour le président français de rehausser son propre prestige, le faisant apparaître « comme protecteur des intérêts français contre les pressions soviétiques et communistes⁴⁵ ». Selon la CIA, « il est déterminé à poursuivre sa politique » en Afrique et y engage sa « responsabilité personnelle⁴⁶ ».

En août 1978, Giscard passe d'ailleurs des vacances en République centrafricaine (RCA). La chasse au grand fauve est à son programme, ainsi que des entretiens privés avec les dirigeants de plusieurs pays africains (Zaïre, Tchad, Gabon) inquiets pour leur sécurité. D'après la Maison-Blanche, son hôte, l'autoproclamé empereur Jean-Bedel Bokassa, « a saisi les vacances de Giscard comme une occasion en or⁴⁷ » pour demander de l'aide.

Giscard, émissaire entre Carter et Khomeiny

La crise iranienne creuse le fossé qui sépare la France des États-Unis. Une fois de plus, Giscard y voit la preuve de l'aveuglement américain. En novembre 1977, le shah a été reçu à Washington comme un « ami » et un « monarque progressiste ». Deux mois plus tard, Jimmy Carter, en visite à Téhéran, a donné quitus à l'empereur, insistant sur le caractère « inébranlable » de l'alliance entre les États-Unis et l'Iran. Durant toute l'année 1978, des manifestations secouent pourtant le régime dictatorial du dirigeant pro-occidental, épaulé de longue date par la CIA.

La Maison-Blanche est prise à contre-pied par ce mouvement. Elle estime que l'Iran est sous contrôle, qu'il faut soutenir le pouvoir en place, puisque le respect des droits de l'homme se serait amélioré depuis un an... D'après un mémo américain de novembre 1978, l'opposition au shah est jugée aussi inexpérimentée que fragmentée. Elle est notamment influencée par des leaders religieux, dont l'ayatollah Khomeiny. Expulsé d'Iran, le « guide » a débarqué le 6 octobre 1978 en France, le plus légalement du monde, sans que les autorités puissent l'en empêcher. Il s'est installé dans un pavillon à Neauphle-le-Château, dans les Yvelines, d'où il lance des prêches incendiaires et des appels à la création d'une république islamique en Iran. « Il n'a pas de programme particulier, mais se répand en pieuses généralités⁴⁸ », ironise la Maison-Blanche.

L'Élysée est pourtant embarrassé par la présence de ce singulier réfugié. Le shah a recommandé à Giscard de le

garder chez lui. Le ministre des Affaires étrangères, Jean François-Poncet, envoie un diplomate, Claude Chayet, prier Khomeiny de cesser son prosélytisme politique. En vain⁴⁹. Mais le visa de l'ayatollah expire le 5 janvier 1979. Son cas devient problématique. Les autorités françaises ne veulent pas prendre le risque de l'expulser. Selon le département d'État, Paris « craint des réactions hostiles, y compris des manifestations contre la France ou des installations françaises au Moyen-Orient⁵⁰ ».

Dans les premiers jours de janvier 1979, la situation s'envenime en Iran. Les grèves et les violences paralysent le pays. La capitale est en état de siège. Les bureaux des ambassades des États-Unis et du Royaume-Uni sont attaqués. La nonchalance de la Maison-Blanche se transforme brusquement en panique. Lors du sommet des sept pays les plus industrialisés qui se déroule à la Guadeloupe du 5 au 7 janvier, le président Carter explique à ses pairs qu'il ne peut plus soutenir le shah. Il lui enverra tout de même ses vœux pour la nouvelle année et le remerciera chaleureusement du « superbe caviar » reçu pour les fêtes⁵¹ ! En réalité, fin décembre, le shah a confié à Michel Poniatowski, émissaire spécial de Giscard, qu'il se sentait abandonné par les Américains. « Certains ne m'ont pas rendu que des services, ils me poussent et ils me lâchent⁵² », a murmuré le représentant de la dynastie Pahlavi.

Comme les événements iraniens lui échappent, Jimmy Carter tente une ultime manœuvre. Son ambassadeur à Paris, Arthur Hartman, a déjà envoyé secrètement l'un de

ses collaborateurs, Warren Zimmermann, rendre plusieurs visites à l'ayatollah. « Il allait à Neauphle-le-Château en Peugeot banalisée, avec des messages émanant de la Maison-Blanche. Mais nous n'étions évidemment guère écoutés par Khomeiny⁵³ », se souvient l'ambassadeur. Le mercredi 10 janvier 1979, Jimmy Carter téléphone personnellement à Valéry Giscard d'Estaing pour lui demander d'intervenir rapidement auprès de l'ayatollah afin que ce dernier « modère ses attaques » contre le gouvernement de Shapour Bakhtiar, le Premier ministre du shah. Washington veut gagner du temps et convaincre le shah de partir, quitte à le remplacer par des militaires.

Le message de la Maison-Blanche, scrupuleusement retranscrit par l'Élysée, est le suivant : « Ces attaques font courir à l'Iran le risque d'un affrontement majeur qui ne manquerait pas d'entraîner un très grand nombre de victimes. Le président Carter pense qu'il est de l'intérêt de tous d'éviter un embrasement général. Il pense que le départ du shah a toutes chances de se produire dans un proche avenir et qu'il convient de faire en sorte que, dans cette perspective, un calme relatif soit maintenu et que la situation puisse être contrôlée. Cela est d'autant plus nécessaire qu'une intervention de l'armée est un risque qui existe et qu'une détérioration de la situation ne ferait qu'accroître. Ne vaudrait-il pas mieux, dans la situation actuelle, compte tenu de l'évolution prévisible, qu'une certaine pause survienne ? »

Carter insiste pour que « l'existence et la teneur de ce message ne soient pas révélées ». Selon lui, « il est de

l'intérêt de toutes les parties concernées, y compris l'ayatollah, que des canaux de communication existent entre celui-ci et ceux qui suivent l'évolution de la situation en Iran. Une indiscretion compromettrait l'existence de tels canaux pour l'avenir⁵⁴ ».

Giscard ne se fait pas beaucoup d'illusions sur cet appel désespéré à la modération. Le revirement de Washington lui semble bien tardif. Néanmoins, il ne peut se soustraire au service que demande le président des États-Unis. C'est une question de courtoisie. Il donne des consignes au Quai d'Orsay pour que le message oral de Carter soit délivré le jour même à Khomeiny. Dans la soirée de ce 10 janvier 1979, deux diplomates français, Claude Chayet et un certain Lecompt, se rendent au domicile de l'ayatollah, à Neauphle-le-Château. Après avoir répété mot pour mot le message de la Maison-Blanche, les visiteurs ajoutent que « la substance des préoccupations du président Carter paraît raisonnable⁵⁵ ».

« Empêchez un coup d'État et laissez-nous l'Iran »

Khomeiny, secondé par son conseiller et interprète, le docteur Ebrahim Yazdi, prend son temps pour réagir. Dès le lendemain matin, 11 janvier 1979, le président français transmet le compte rendu intégral de ses propos à Jimmy Carter :

« L'ayatollah s'est exprimé beaucoup plus longuement

qu'au cours des conversations précédentes. Il a promis le secret demandé sur l'existence et la substance du message américain, ainsi que sur la démarche faite auprès de lui pour le transmettre. Voici, aussi fidèlement que possible, la réponse de l'ayatollah :

« Le message du président Carter comporte deux points :

« 1) Il demande que j'exprime mon accord sur l'actuel gouvernement iranien, ou du moins que je garde le silence dans les circonstances actuelles, de façon à maintenir la tranquillité dans le pays ;

« 2) Il exprime des vues sur la probabilité ou la prédictabilité d'un coup d'État militaire et sur les grandes souffrances et dévastations qui en résulteront.

« Sur le premier point : vous recommandez que nous agissions contrairement à toutes les lois. Même s'il pouvait être supposé que je commette pareille erreur, la nation iranienne ne serait pas prête à l'accepter. Notre peuple a déjà énormément souffert, il a versé son sang, il a montré qu'il n'était pas disposé à admettre la monarchie et la dynastie des Pahlavi. Il veut faire table rase de tout cela. Nos gens ne peuvent avoir versé leur sang en vain. Il est exclu que le shah reste comme un monarque, bien qu'il quitte le pays, et qu'il puisse revenir dans des conditions pires qu'à présent. Le peuple n'acceptera pas un conseil de régence contraire aux exigences constitutionnelles que j'ai exposées à plusieurs reprises.

« Sur le second point : nous avons toujours désiré que

l'Iran et son peuple vivent dans le calme et la sérénité. Mais il est impossible d'avoir le calme et le shah en même temps. Nous ne pouvons pas réaliser la tranquillité si le shah est là. Si M. Carter a de bonnes intentions, s'il veut une meilleure compréhension, s'il désire la tranquillité en Iran et empêcher un bain de sang, il lui appartient de mettre le shah à l'écart, de n'apporter aucun appui à son gouvernement et de ne pas empêcher le peuple de réaliser ses exigences légitimes.

« Quant à un coup militaire, j'ai été informé cet après-midi de source interne qu'un coup d'État était en préparation et que des militaires vont provoquer un bain de sang. Il m'a été demandé, par ceux qui vivent en Iran même, de publier une déclaration interdisant les produits d'origine américaine. On m'a demandé de lancer un avertissement aux Américains indiquant que, s'il y a coup, celui-ci aura été, à nos yeux, organisé par eux. J'ai reçu des messages me demandant de permettre la guerre sainte en cas de coup d'État. Un coup d'État n'est, à mon sens, dans l'intérêt ni de notre nation ni des Américains. S'il s'en produisait un, je ne peux pas prédire ce qui arriverait aux Américains et ce que serait l'attitude de notre peuple à leur égard.

« En tant qu'homme de spiritualité et de religion, j'ai toujours pris en considération l'intérêt et le bien-être de l'humanité tout entière ainsi que de notre nation. Je vous recommande d'empêcher que le sang coule et que se produisent des événements sanglants. Laissez-nous l'Iran : si vous le faites, il n'y apparaîtra aucune tendance

communiste, aucune déviation idéologique : les Iraniens ne se soumettront ni à l'Est ni à l'Ouest. »

Dans sa missive à Carter, Giscard précise que, après la traduction de cette réponse, Khomeiny a remis l'accent sur les risques d'une explosion et de tueries incontrôlables. « La recommandation que je vous adresse est d'empêcher un coup d'État », a répété l'ayatollah, précisant que la monarchie devait être abolie et qu'un conseil révolutionnaire, composé d'« hommes compétents » nommés par lui, assurerait la période transitoire.

Le président français achève ainsi sa lettre : « Enfin, un dernier point, mon cher Jimmy : j'ai demandé à notre messenger d'intervenir auprès de l'ayatollah pour éviter les récentes manifestations de justice expéditive ou d'exécutions sommaires. J'ai demandé qu'il soit fait allusion en particulier au cas de M. Hoveyda. Il m'a été indiqué que l'ayatollah avait donné des consignes formelles la veille pour empêcher les exécutions sans jugement. Voici les informations que je vous transmets aussitôt. Je souhaite qu'elles vous soient utiles dans la conduite de votre action. Nous resterons en contact, si vous le souhaitez, pour suivre l'évolution des événements. Très amicalement, Valéry⁵⁶. »

Ce que Giscard ne dit pas, en revanche, c'est que Khomeiny l'a aussi personnellement remercié pour avoir pris ses distances vis-à-vis de la politique américaine envers le shah⁵⁷. Désabusé au sujet de Carter comme de l'Iran, le président français cultive, autant que possible, ses relations avec l'ayatollah.

Le shah finit par quitter son pays le 16 janvier 1979. Avec l'aide du Quai d'Orsay, Air France affrète l'avion qui emmène triomphalement Khomeiny de Paris à Téhéran, le 1^{er} février. C'est le début de la révolution iranienne, qui sera le cauchemar de Carter, notamment à partir de la prise d'otages américains fin 1979.

« Ne tombez pas dans le piège de Moscou ! »

Giscard n'a pas aimé ce rôle d'émissaire forcé pour une cause qu'il jugeait perdue. Il préfère jouer les messagers quand il se croit investi d'une mission personnelle. Quitte à se fâcher avec ses alliés. C'est ainsi qu'il se rend par surprise, le 19 mai 1980, à Varsovie pour rencontrer le premier secrétaire du Parti communiste soviétique, Leonid Brejnev. Le président français croit qu'il peut convaincre le leader de l'URSS de retirer ses troupes d'Afghanistan. Dans la nouvelle guerre froide qui s'empare de la planète, il prend des risques démesurés.

Le 25 décembre 1979, l'Armée rouge a en effet envahi ce pays montagneux d'Asie centrale afin d'y installer un régime procommuniste aux ordres de Moscou. Cette offensive suscite immédiatement un choc en Occident. Elle contredit l'attitude favorable à la détente et au désarmement prônée depuis des années par l'URSS. Jusque-là indolent face aux menaces soviétiques, le président américain considère cette invasion comme « la menace la plus sérieuse contre la sécurité des pays démocratiques depuis 1945 ». La CIA prédit que le contingent soviétique va se renforcer, de cent

mille jusqu'à cent cinquante mille soldats, qu'il va s'installer pour longtemps en Afghanistan, mais qu'il ne sera jamais « capable d'éradiquer les insurgés, ni de pacifier le pays⁵⁸ ». La Maison-Blanche redoute surtout une déstabilisation complète de l'Asie centrale et une prochaine entrée de l'Armée rouge en Iran, qui pousserait les États-Unis à intervenir militairement dans ce pays.

Le 4 janvier 1980, Jimmy Carter prend unilatéralement des mesures d'embargo économique contre l'URSS. Puis il demande au président du Comité international olympique de surseoir à la tenue des Jeux olympiques de Moscou, prévus en juillet, si les troupes soviétiques ne se retirent pas d'Afghanistan. Avant d'annoncer le boycott américain de ces JO.

Soucieux d'unifier le front occidental contre l'URSS, Carter est particulièrement vexé que la France fasse aussitôt entendre sa différence. Giscard n'a pourtant rien d'un prosoviétique⁵⁹. Il n'a cessé d'alerter Washington sur les poussées de l'URSS en Afrique. Il a rapproché les points de vue des États-Unis et des pays européens pour installer de nouveaux missiles américains en Europe, destinés à contrer le déploiement de SS20 soviétiques sur le continent⁶⁰. Partisan d'un équilibre Est-Ouest, il ne veut pourtant pas brader quinze années de détente en quelques jours, ni braquer Moscou maladroitement.

La CIA voit surtout là le reflet des craintes françaises de perdre des marchés en URSS, ainsi que de motifs de politique intérieure : « Le président Giscard, dont le

gouvernement est déjà sous la pression des gaullistes en vue de l'élection présidentielle de l'année prochaine, ne peut se permettre de susciter leurs critiques en prenant des mesures contre les Soviétiques qui colleraient trop ouvertement aux souhaits américains. Il doit garder une certaine distance à l'égard de [notre] politique⁶¹. »

Le 8 janvier, l'ambassadeur américain à Paris, Arthur Hartman, vient protester à l'Élysée contre les divergences apparues sur la place publique. « Ce serait une aide pour le président Carter que d'avoir le soutien de la France⁶² », dit-il. Dans la foulée, le 11 janvier, le président américain écrit à Giscard pour se plaindre des dissonances. Et il le prévient : « Nous avons déjà noté une tendance prévisible de la propagande soviétique à essayer de diviser l'Europe et les États-Unis sur le sujet de l'Afghanistan. [...] Moscou espère sans doute qu'en offrant de petites récompenses aux pays d'Europe occidentale il va pouvoir continuer ses affaires comme d'habitude, avec un accord tacite de ne pas se mêler de l'occupation de l'Afghanistan⁶³. » Autrement dit : Moscou veut semer la discorde pour régner.

Le « petit télégraphiste » de Moscou

Imperturbable, Giscard poursuit sa voie. Avec le chancelier allemand Helmut Schmidt, il publie, le 5 février 1980, une déclaration dénonçant fermement l'invasion soviétique mais qui reste prudente sur les sanctions. Le lendemain, il explique en Conseil des ministres que la France et l'Allemagne n'ont pas intérêt « à s'aligner sur la

superpuissance, comme l'a fait trop vite le Premier ministre britannique⁶⁴ ».

L'Allemagne fédérale finit par céder aux pressions américaines. Mais pas la France, qui ne croit pas à l'efficacité des sanctions économiques et refuse de boycotter les JO. Dans un mémo à Carter daté du 9 février, le secrétaire d'État, Cyrus Vance, juge les déclarations françaises « inexactes, déplorables et blessantes⁶⁵ ». Michel Poniatowski, proche de Giscard, jette de l'huile sur le feu en confiant au magazine allemand *Stern* : « Bien sûr, l'occupation d'un pays est inacceptable, mais les États-Unis sont en partie responsables. [...] Cette occupation est le fruit de leur faiblesse [...]. Carter agit comme un fou, en se servant de sa foi baptiste comme d'une politique⁶⁶... »

Ces propos alimentent la rancœur américaine. La CIA note que « Moscou a fait des efforts spéciaux pour encourager le refus de la France de soutenir l'idée d'un boycott économique », citant notamment la réception à Moscou du président de l'Assemblée nationale et une visite en France d'un ministre adjoint des Affaires étrangères⁶⁷. Aux yeux des Américains, Giscard est le principal fautif. « Son désir de maintenir la détente avec les Soviétiques reflète sa préférence pour une politique étrangère de type gaulliste, qui permet à la France d'être unique et indépendante⁶⁸ », se plaint la Maison-Blanche, qui voit dans cette posture une attitude électoraliste. Pour sa part, le président français est surtout persuadé qu'il est l'un des seuls dirigeants occidentaux à être écoutés par Brejnev, parce qu'il a noué de bonnes relations personnelles avec lui.

Mieux, il croit qu'il peut convaincre l'URSS de retirer ses troupes d'Afghanistan !

Deux intermédiaires – en partie inspirés par Moscou – flattent cet orgueil, lui assurant que Brejnev serait disposé à négocier. Le premier est le président polonais Edward Gierek, chez qui Giscard dépêche, début mars, son ami Michel Poniatowski⁶⁹. Le leader communiste polonais se dit favorable à une rencontre qui pourrait se tenir chez lui, à Varsovie. L'autre homme qui s'active secrètement en coulisse est le vieux milliardaire américain Armand Hammer, patron d'Occidental Petroleum et grand spécialiste des contrats avec l'URSS, puisqu'il a commencé à commercer avec Lénine en 1921 ! En janvier, Hammer a fait savoir à Giscard, via l'ambassadeur de France à Washington, qu'il pouvait jouer un « rôle utile pour éviter que ne s'envenime le différend entre Moscou et Washington », et qu'il souhaitait le rencontrer afin de « connaître sur ce sujet la pensée de l'homme d'État occidental dont il estime qu'il a le plus réfléchi au problème⁷⁰ ».

Début avril, Giscard s'éclipse discrètement de l'Élysée pour aller rencontrer Hammer à l'aéroport du Bourget, où son jet privé a fait escale. Il en revient définitivement persuadé qu'il doit discuter avec Brejnev et s'en ouvre à son ministre des Affaires étrangères, Jean François-Poncet. Ce dernier est obstinément hostile à cette démarche, qu'il juge inutile, voire dangereuse⁷¹.

Le milliardaire américain s'envole ensuite à destination de Moscou. Sur place, il se vante auprès de l'ambassadeur

américain, Thomas Watson, d'avoir convaincu Giscard d'un plan de neutralisation de l'Afghanistan qu'il pourrait négocier avec Brejnev via le Polonais Gierek. Hammer a prévu de se rendre aussitôt à Varsovie pour finaliser les préparatifs. « Watson a prévenu Hammer qu'emmener Giscard sur ce sentier ne pourrait qu'encourager les Soviétiques à cultiver la division au sein de l'Alliance⁷² », rapporte un mémo de la Maison-Blanche. Si l'homme d'affaires semble douter des chances d'un retrait soviétique, même partiel, d'Afghanistan, cela ne l'empêche pas de s'entêter dans sa mission de bons offices.

Giscard se précipite dans le piège des Soviétiques. Mis à part Schmidt, il ne consulte guère. Il espère obtenir de Brejnev une promesse de retrait de ses troupes et table sur l'effet de surprise pour afficher un succès diplomatique. Le samedi 17 mai 1980, l'avant-veille de son départ pour Varsovie, il expédie un message à Carter l'informant de sa décision :

« M. Gierek a manifesté le désir d'organiser à Varsovie un entretien entre M. Brejnev et moi-même. Il est en effet très préoccupé par le sentiment d'isolement et de repli sur soi qu'il observe chez les dirigeants soviétiques. Il est convaincu qu'une conversation franche et personnelle avec un homme d'État qu'il connaît peut permettre à M. Brejnev d'aboutir à une meilleure compréhension de la situation et des intentions de l'Occident. Après y avoir réfléchi, j'ai considéré qu'une telle conversation serait utile. [...] J'ai donné mon accord à des entretiens qui auront lieu lundi matin, de manière informelle, en dehors de Varsovie. [...] Connaissant

bien M. Brejnev, je crois qu'une telle explication peut être utile en lui permettant de ne pas avoir d'illusions sur des réactions profondes de l'Occident face aux récentes initiatives soviétiques, notamment en Afghanistan⁷³ [...]. »

La rencontre se déroule le matin du 19 mai 1980 dans le palais de Wilanów, au bord de la Vistule, près de Varsovie. Brejnev, très malade, marmonne son couplet sur les ingérences étrangères en Afghanistan qui auraient justifié l'entrée des soldats soviétiques. Giscard, accompagné de son ministre des Affaires étrangères, reste très ferme sur le fond. Il avertit le Soviétique que l'Occident ne peut accepter cette invasion, pas plus qu'il ne supporterait une intervention de Moscou en Europe de l'Est. L'allusion à la Pologne, où ils se trouvent, est transparente. Mais il n'obtient aucune concession. Ni même aucune promesse⁷⁴. Chacun campe sur ses positions. Pour Giscard, l'échec est manifeste. Pis, les Soviétiques paraissent désormais persuadés que les divergences entre la France et les États-Unis sur l'Afghanistan augmentent leur marge de manœuvre⁷⁵.

À Washington, l'annonce de cette escapade impromptue du président français, un mois avant la visite officielle du chancelier Schmidt à Moscou, déclenche de vives réactions d'hostilité. « À l'époque du général de Gaulle, la France était considérée comme un partenaire difficile, mais comme un allié sûr. Aujourd'hui, la France demeure considérée comme un partenaire difficile et tend à être perçue comme un allié peu sûr en temps de crise⁷⁶ », résume un diplomate américain devant Jean-David Levitte, l'un des conseillers de

Giscard à l'Élysée.

Désireux de montrer qu'il n'est pas rentré bredouille de Varsovie, Giscard tombe dans un deuxième traquenard tendu par les Russes. En plein sommet des sept principaux pays industrialisés à Venise, le 22 juin 1980, il annonce qu'il vient de recevoir un télégramme de Moscou lui assurant que certaines unités soviétiques ont entamé un retrait d'Afghanistan²². La manipulation est grossière. L'Armée rouge procède à de simples relèves au sein de ses contingents militaires. Il n'y a aucun retrait.

Quelques jours plus tard, Giscard est qualifié de « petit télégraphiste de Moscou » par François Mitterrand. Ce jugement cruel n'est pas loin d'être partagé par Washington. Il vexe profondément Giscard, qui ne se rend pas compte que la campagne pour la présidentielle de 1981 a déjà commencé...

¹ Lettre du président Jimmy Carter au président Valéry Giscard d'Estaing, 9 janvier 1978, Maison-Blanche, White House Central Files, Carter Library.

² Note de Gabriel Robin pour le président, 3 novembre 1976, archives de la présidence de la République, 5AG3-983, Archives nationales.

³ Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, t. I, *op. cit.*, p. 522.

⁴ Cette concertation est surnommée « Quad » à cause de son caractère quadripartite (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne fédérale). « Ces quatre pays peuvent aborder entre eux pratiquement tous les sujets », a plaidé Giscard face au vice-président Mondale en janvier 1977. Le Quad a été lancé à l'instigation de Ford, Giscard, Schmidt et Wilson en 1974. Les dirigeants se rencontrent informellement, comme lors d'un déjeuner à Helsinki, fin juillet 1975, ou à Porto Rico, en juin 1976, et à Bonn, en juillet 1978. Par ailleurs, les quatre ministres des Affaires étrangères ou leurs représentants se réunissent soit la veille d'un sommet de l'OTAN (en prétextant qu'ils doivent parler de l'avenir de Berlin), soit

de manière impromptue. Les discussions permettent d'élaborer des positions communes. Exemple : le Quad a étudié, à partir de septembre 1975, la possibilité d'une aide secrète (notamment militaire) à la Yougoslavie en cas de pression soviétique sur ce pays, voire d'invasion. Source : archives de la présidence de la République, Ford Library, Carter Library, interview de Helmut Sonnenfeldt, 24 juillet 2000, *op. cit.*, et entretien de l'ex-ambassadeur américain Arthur Hartman avec l'auteur, 20 octobre 2007.

5 Interview à *Newsweek*, 25 juillet 1977 ; rapporté notamment dans Georges-Henri Soutou, « Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing : deux réconciliations et deux ruptures avec les États-Unis », art. cité.

6 Message de Giscard à Brzezinski, conseiller du président Carter, 14 février 1977 ; entretien téléphonique de Giscard avec Carter, 3 mars 1977 ; archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales.

7 Lettre du président Carter au président Giscard d'Estaing, 4 mars 1977, Carter Library ; et archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales.

8 Entretien entre le président Valéry Giscard d'Estaing et Cyrus Vance, 2 avril 1977, *op. cit.* La Maison-Blanche est ainsi avertie en juillet 1977 que le gouvernement français envisage des mesures restrictives contre les avocats et les banquiers américains travaillant avec la France : mémorandum de la Maison-Blanche citant un télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, 13 juillet 1977, Carter Library.

9 Entretien entre le vice-président Walter Mondale et le président Valéry Giscard d'Estaing, 29 janvier 1977, archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales.

10 *Jimmy Carter et la crise de l'autorité présidentielle*, 31 juillet 1979, note du ministère des Affaires étrangères, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

11 Le retard français par rapport aux États-Unis est « supérieur à une douzaine d'années ». Le général Vanbremeersch suggère de garder une « liberté de décision » au moins jusqu'en 1985 pour « permettre l'aboutissement des programmes actuellement retenus », principalement le missile M4 à têtes multiples : note pour le président, 28 janvier 1977, archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales.

12 Entretien entre le président Jimmy Carter et le président Valéry

Giscard d'Estaing, 26 mai 1978, Washington, archives de la présidence de la République, 5AG3-985, Archives nationales. Giscard évoque aussi la question de la bombe à neutrons, que la France développe secrètement : « Des essais pourraient être envisagés dans deux ans et la production entre 1985 et 1990. » Carter répond qu'il a lancé ce projet, mais qu'il a décidé, en avril 1978, de différer la production et de ne pas déployer ces bombes à neutrons, puisque les Allemands n'en veulent pas sur leur sol : voir les décisions de Carter du 6 avril 1978, Carter Library.

[13](#) Giscard a donné son accord au président Ford pour y participer lors du sommet de la Martinique en décembre 1974. Le « club de Londres » (devenu ensuite le « groupe des fournisseurs nucléaires », Nuclear Suppliers Group, NSG) rassemble les principaux pays fournisseurs d'équipements et de technologies nucléaires, qui publient des *guidelines* sur les exportations en 1978.

[14](#) *French and Non-Proliferation*, 19 septembre 1974, télégramme de l'ambassadeur Irwin, Paris, archives du département d'État, NARA.

[15](#) La visite de Saddam Hussein à Paris (du 5 au 11 septembre 1975) est vantée par le Quai d'Orsay et le département d'État comme une étape importante de l'ouverture de l'Irak (allié de l'URSS) sur l'Occident. L'accord sur le nucléaire civil bénéficierait de toutes les garanties de sécurité : *Saddam Hussein's Visit to France*, 15 septembre 1975, télégramme de l'ambassadeur Rush, Paris, archives du département d'État, NARA.

[16](#) Jacques Chirac quitte ses fonctions le 25 août 1976. Le contrat de construction d'Osirak est finalisé par Technicatome, filiale du CEA, le 26 août 1976.

[17](#) *Conversations franco-américaines sur la non-prolifération, Washington, 18-19 février 1977*, note du service des affaires scientifiques du ministère des Affaires étrangères, 25 février 1977, archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales.

[18](#) Mémo de Stansfield Turner, directeur central du renseignement, pour le président, 22 octobre 1978, Carter Library.

[19](#) *Implications of Israeli Attack*, 1^{er} juillet 1981, Interagency Intelligence Assessment, CIA et autres agences, archives de la CIA.

[20](#) *Pakistan Nuclear Study*, 26 avril 1978, CIA, archives de la CIA. Voir aussi Dennis Kux, *The United States and Pakistan, 1947-2000*, Johns Hopkins University Press, 2001.

[21](#) Lettre de Kissinger à Giscard mentionnant ses entretiens avec le Premier ministre du Pakistan, 24 août 1976 ; réponse de Giscard à Kissinger, 1^{er} septembre 1976 : archives de la présidence de la République, 5AG3-983, Archives nationales. Mais la Maison-Blanche note que Giscard ne s'oppose pas aux efforts américains pour tenter de freiner ce contrat : *Meeting with French Foreign Minister Louis de Guiringaud*, mémorandum de Brent Scowcroft pour le président Ford, 28 septembre 1976, Ford Library.

[22](#) Notes du conseiller diplomatique Gabriel Robin pour le président Giscard d'Estaing, 3 et 6 septembre 1976, archives de la présidence de la République, 5AG3-983, Archives nationales. L'Élysée souligne que si le contrat franco-pakistanaï souève des problèmes, il en est de même pour un contrat signé par l'Allemagne fédérale avec le Brésil. Les Américains feront également pression sur les dirigeants allemands et brésiliens.

[23](#) Voir l'entretien entre le ministre des Affaires étrangères, Louis de Guiringaud, et le secrétaire d'État, Henry Kissinger, 13 décembre 1976, Bruxelles, archives de la présidence de la République, 5AG3-983, Archives nationales. Le ministre français explique que le contrat avec le Pakistan a été conclu avant la redéfinition de la politique nucléaire extérieure. « S'il venait à l'examen aujourd'hui, nous ne le signerions pas. Ceci dit, il est très difficile de revenir sur notre signature. » Des pressions américaines identiques ont été exercées sur le Canada, qui interrompt, en décembre 1976, une coopération nucléaire entamée avec le Pakistan : *Pakistan Nuclear Study*, 26 avril 1978, *op. cit.*

[24](#) Entretien de Jean François-Poncet avec l'auteur, 29 décembre 2008.

[25](#) Voir Jeffrey Richelson, *Spying on the Bomb*, *op. cit.*, p. 328-329. Giscard annulera parallèlement un contrat pour une usine de retraitement en Corée du Sud. En août 1977, la crainte que les Sud-Africains ne mènent des essais nucléaires souterrains dans le désert du Kalahari conduira également Français et Américains, fournisseurs nucléaires de l'Afrique du Sud, à une plus grande vigilance : lettre du secrétaire d'État, Cyrus Vance, au ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, 15 août 1977 ; et l'étude de la CIA *South Africa : Policy Considerations Regarding a Nuclear Test*, 18 août 1977, Carter Library.

[26](#) Entretien de Louis de Guiringaud avec Cyrus Vance, 9 décembre 1977, archives de la présidence de la République, 5AG3-984, Archives nationales.

[27](#) La France achète régulièrement de l'uranium enrichi aux États-Unis pour ses réacteurs de recherche depuis un accord bilatéral signé en

mai 1959. Cet uranium enrichi est environ cinq fois moins cher que celui produit dans l'usine française de Pierrelatte. Mise en service en 1979, l'usine Eurodif (soutenue par des pays européens et par l'Iran), sur le site du Tricastin, viendra pallier la dépendance de la France à l'égard des États-Unis en matière d'uranium enrichi.

[28](#) Entretien entre le président Jimmy Carter et le président Valéry Giscard d'Estaing, 26 mai 1978, *op. cit.*

[29](#) En juillet, la Maison-Blanche se plaint du fait que cette annulation tarde à cause des répercussions économiques et politiques en France : *Status of the French Nuclear Reprocessing Contract with Pakistan*, 10 juillet 1978, mémo de Brzezinski pour le président Carter, Carter Library. Le président Zia annonce l'annulation du contrat fin août : *Zia Announces Reprocessing Cancellation, Civilian Government*, 25 août 1978, mémo de Brzezinski pour le président Carter, Carter Library.

[30](#) Voir Jeffrey Richelson, *Spying on the Bomb*, *op. cit.*, p. 338-346.

[31](#) Le Quai d'Orsay s'est inquiété, en février 1976, d'une possible offensive soutenue par des forces cubaines et soviétiques contre le Maroc, cible potentielle d'une déstabilisation, comme l'Angola : *French Fears of Troubles in Morocco : A New Angola Closer to Home*, 19 février 1976, télégramme de l'ambassadeur Rush, Paris, National Security Files, Ford Library.

[32](#) Entretien entre le vice-président Walter Mondale et le président Valéry Giscard d'Estaing, 29 janvier 1977, *op. cit.*

[33](#) Rapporté dans un mémorandum pour Brzezinski avant son rendez-vous avec l'ambassadeur de France, Jacques Kosiński-Morizet, 5 mai 1977, département d'État, Carter Library.

[34](#) Entretien entre le président Valéry Giscard d'Estaing et Cyrus Vance, 2 avril 1977, *op. cit.*

[35](#) Le général Ahmed Dlimi, chef des services de sécurité du roi du Maroc, Hassan II, est alors en visite auprès de Mobutu, à Kinshasa, pour lui envoyer des soldats volontaires.

[36](#) Entretien entre le président Valéry Giscard d'Estaing et Cyrus Vance, 2 avril 1977, *op. cit.*

[37](#) *Your Meeting with President Valéry Giscard d'Estaing*, 3 mai 1978, mémorandum de Cyrus Vance au président Jimmy Carter, Carter Library.

[38](#) Entretien entre le président Giscard d'Estaing et le président Carter,

9 mai 1977, *op. cit.*

[39](#) CIA, *Zaire Special Working Group, Situation Report n° 7, Information As of 10:00, 21 May 1978*, à destination de Ralph Sigler pour le docteur Brzezinski, Carter Library. Le 17 mai 1978, le leader cubain Fidel Castro a démenti, devant l'attaché américain à La Havane, tout soutien à l'offensive des Katangais du Front de libération nationale congolais (FLNC) dans le Shaba. Dans un mémorandum, la Maison-Blanche réfute ce démenti : *Shaba, Castro and the Evidence*, 6 juin 1978, Carter Library.

[40](#) Entretien entre le président Jimmy Carter et le président Valéry Giscard d'Estaing, 26 mai 1978, Washington, archives de la présidence de la République, 5AG3-985, Archives nationales.

[41](#) La France, qui conserve sa base militaire à Djibouti malgré l'indépendance de ce pays, s'inquiète d'un renforcement de l'aide militaire cubaine à l'Éthiopie, qui accuse la Somalie d'incursions militaires : *Cuban Foreign Minister's Meeting with French ForMin de Guiringaud*, 7 avril 1978, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Paris, Carter Library. Par ailleurs, l'armée française est intervenue contre des insurgés en décembre 1977 en Mauritanie et en avril 1978 au Tchad.

[42](#) À la demande de l'État-major français et de l'Élysée, le président Carter ordonnera, le 9 juin 1978, l'appui d'autres avions américains, des C-141 et des C-5, pour le déploiement d'un contingent de soldats africains dans la région de Kolwezi : télégramme de l'Élysée à la Maison-Blanche, 8 juin 1978 ; télégramme de la Maison-Blanche à l'Élysée, 9 juin 1978 ; archives de la présidence de la République, 5AG3-985, Archives nationales.

[43](#) Entretien entre le président Jimmy Carter et le président Valéry Giscard d'Estaing, 26 mai 1978, *op. cit.*

[44](#) Rapporté notamment par Samuel Gammon, chef de mission adjoint à l'ambassade des États-Unis à Paris de 1975 à 1978, interview du 2 février 1999, FAOHP.

[45](#) *Giscard Expanding France's Activist Policy in Africa*, 30 mai 1978, mémorandum de Brzezinski pour le président Carter, Carter Library.

[46](#) *The French Role in Africa*, 12 juillet 1978, *Western Europe Weekly Review*, CIA, archives de la CIA, NARA.

[47](#) *Chiefs of State Meeting in Bangui*, 25 août 1978, mémo du conseiller Zbigniew Brzezinski pour le président Carter, Carter Library. Voir le récit de chasse de cet été-là dans Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*,

t. I, *op. cit.*, p. 613-618.

[48](#) *The Opposition to the Shah*, 3 novembre 1978, mémo de la Maison-Blanche, Carter Library.

[49](#) Rapporté notamment dans Jean François-Poncet, 37, *quai d'Orsay. Mémoires pour aujourd'hui et pour demain*, Odile Jacob, 2008, p. 190 ; et entretien de Jean François-Poncet avec l'auteur, 29 décembre 2008.

[50](#) *French Attitudes Toward Khomeiny*, 26 décembre 1978, mémo pour Zbigniew Brzezinski (Maison-Blanche), Carter Library.

[51](#) Mot du président Carter au shah d'Iran, 10 janvier 1979, Carter Library.

[52](#) « J'ai trouvé le shah très digne et lucide, mais triste, fatigué et désabusé », écrit Michel Poniatowski dans son rapport de mission (26-28 décembre 1978) au président Giscard d'Estaing. Cité dans Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, t. I, *op. cit.*, p. 761-767. Le shah demande que Giscard plaide, lors du sommet de la Guadeloupe, pour qu'un message soit envoyé à Moscou afin que l'URSS n'intervienne pas en Iran.

[53](#) Entretien d'Arthur Hartman avec l'auteur, 20 octobre 2007.

[54](#) Note de l'Élysée au Quai d'Orsay faisant état du message téléphonique du président Carter au président Giscard d'Estaing, 10 janvier 1979, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

[55](#) *Compte rendu de la visite faite à l'ayatollah Khomeiny par MM. Chayet et Lecompt pour lui transmettre un message oral du président Carter*, 11 janvier 1979, ministère des Affaires étrangères, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

[56](#) Message du président Valéry Giscard d'Estaing au président Jimmy Carter, 11 janvier 1979, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

[57](#) Rapporté dans *Compte rendu de la visite faite à l'ayatollah Khomeiny par MM. Chayet et Lecompt pour lui transmettre un message oral du président Carter*, 11 janvier 1979, *op. cit.*

[58](#) Évaluation de la CIA rapportée dans *Prospects for Soviet Operations Against the Insurgency in Afghanistan*, 24 janvier 1980, mémo pour Zbigniew Brzezinski, Maison-Blanche, Carter Library. Il est vrai que la CIA aidera rapidement la résistance afghane, notamment via le Pakistan. La France donnera son aval pour renforcer ces filières au Pakistan : message de Giscard à Carter, 24 octobre 1980, archives de la présidence

de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

[59](#) En septembre 1978, le département d'État remarquait que les relations franco-soviétiques étaient au plus froid depuis une décennie : *Franco-Soviet Relations Remain Difficult*, 12 septembre 1978, mémo de Brzezinski pour le président Carter, Carter Library.

[60](#) C'est le principal résultat du sommet de la Guadeloupe de janvier 1979.

[61](#) *Western Europe : Responses to US-Soviet Tension in Wake of Afghan Crisis*, 7 janvier 1980, mémorandum du directeur central du renseignement (et CIA) pour le Conseil national de sécurité ; *Western European Reaction to US-Soviet Tension*, 8 janvier 1980, mémo pour Brzezinski ; et *The Afghan Crisis, Outlook for Western Responses*, 28 janvier 1980, rapport de la CIA, Carter Library.

[62](#) Entretien entre l'ambassadeur Arthur Hartman et le secrétaire général de la présidence de la République, Jacques Wahl, 8 janvier 1980, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales. Hartman a fait également une déclaration publique dénonçant la position française. Entretien d'Arthur Hartman avec l'auteur, 20 octobre 2007.

[63](#) Lettre du président Jimmy Carter au président Valéry Giscard d'Estaing, 11 janvier 1980, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

[64](#) Rapporté dans Georges-Henri Soutou, « Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing : deux réconciliations et deux ruptures avec les États-Unis », art. cité. L'ambassadeur américain à Paris explique également que Giscard souhaite que les pays européens parlent d'une manière séparée et a confié son souhait de maintenir un dialogue avec l'URSS. Rapporté dans *Giscard Moves to Soften Franco-German Declaration*, 7 février 1980, mémo pour Zbigniew Brzezinski, Maison-Blanche, Carter Library.

[65](#) Mémorandum du secrétaire d'État, Cyrus Vance, pour le président Carter, 9 février 1980, Carter Library.

[66](#) *Stern*, 11 mars 1980 ; dépêche Reuters, Carter Library.

[67](#) *USSR-Western Europe : Concern Over Detente*, 21 février 1980, CIA, Carter Library.

[68](#) *Giscard's Policy Toward the Soviets*, 4 mars 1980, mémo pour Zbigniew Brzezinski, Maison-Blanche, Carter Library.

[69](#) Rapporté dans Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, t. I, op.

cit., p. 703-705.

[70](#) Note de François de Laboulaye, ambassadeur de France aux États-Unis, 14 février 1980, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales. L'ambassadeur explique qu'Hammer, qu'il a eu au téléphone le 13 janvier, a appris via Edgar Faure que le président « aurait exprimé le souhait de lui accorder une audience ». Il ajoute qu'Hammer a reçu la croix de commandeur de la Légion d'honneur, qu'il possède une belle collection de toiles impressionnistes, qu'il a acheté une collection de cinq mille lithographies, dessins et tableaux de Daumier et qu'il aurait fait un don au musée Jacquemart-André.

[71](#) Rapporté par Jean François-Poncet dans son ouvrage *37, quai d'Orsay*, *op. cit.*, p. 167-180, et entretien avec l'auteur, 29 décembre 2008.

[72](#) *Hammer Idea of Afghanistan Neutralization*, 7 avril 1980, mémorandum de la Maison-Blanche, Carter Library.

[73](#) Message du président Valéry Giscard d'Estaing au président Jimmy Carter, 17 mai 1980, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

[74](#) Voir le récit de Giscard dans ses Mémoires, *Le Pouvoir et la vie*, t. I, *op. cit.*, p. 713-726 ; et celui de Jean François-Poncet dans *37, quai d'Orsay*, *op. cit.*, p. 174-177. Giscard rend compte à Carter de son entretien et ajoute que, durant sa discussion avec Brejnev, il a eu « le sentiment que les autorités de l'URSS pourraient envisager une démarche pour favoriser la libération des otages américains détenus en Iran » : message de Valéry Giscard d'Estaing à Jimmy Carter, 28 mai 1980, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

[75](#) Rapporté dans *Polish Diplomat on Soviet Bloc Attitude Toward Afghanistan Negotiations*, 30 mai 1980, mémo pour Zbigniew Brzezinski, Maison-Blanche, Carter Library.

[76](#) Note de Jean-David Levitte, 28 mai 1980, secrétariat général de la présidence de la République, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

[77](#) En réalité, le message est arrivé l'avant-veille, le 20 juin, via l'ambassadeur soviétique à Paris, qui s'est rendu à 19 heures à l'Élysée, alors que Giscard était déjà parti pour Venise : message à Brzezinski, 21 juin 1980, Carter Library. Giscard fait ensuite répondre à Moscou que le retrait partiel ne peut avoir de valeur que dans le cadre d'un plan de retrait global. Le ministre soviétique des Affaires étrangères, Andreï

Gromyko, rétorque qu'un retrait total n'est pas envisageable « tant que se poursuivent les ingérences en Afghanistan à partir des territoires du Pakistan et de l'Iran ». Et il incite la France « à accepter l'idée de pourparlers et d'un accord avec Kaboul ». Bref, Moscou ne bouge pas. Giscard transmet ces informations à Carter : message du 26 juin 1980, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

Conclusion

« Rien ne devrait changer... »

« Le paysage politique intérieur ne devrait pas changer, au moins jusqu'au milieu des années 1980. Giscard a l'intention de se représenter en 1981 et il gagnera probablement. Les élections législatives ne sont pas prévues avant 1983¹. »

En formulant cette analyse au détour d'un rapport sur la politique nucléaire française, fin 1979, les experts de la CIA font preuve d'un sens de la prémonition particulièrement faible. Même s'ils le trouvent de plus en plus incontrôlable, le président Giscard d'Estaing leur paraît solidement installé à son poste. Après la victoire de son camp aux législatives de mars 1978, il est théoriquement assuré d'une relative tranquillité politique pour quelques années. L'échéance présidentielle de mai 1981 s'apparente à une simple formalité. D'après tous les sondages, Giscard devrait aisément l'emporter sur Mitterrand, leader d'une gauche toujours divisée.

Les polémiques ? Le président les méprise. Les critiques ? Il les ignore. Lorsqu'il est accusé par *Le Canard enchaîné*, en octobre 1979, d'avoir reçu des diamants en cadeau de la

part de Bokassa, Giscard se mure dans le dédain. Ayant forcé l'empereur autoproclamé de la Centrafrique à quitter le pouvoir en septembre, il soupçonne une basse vengeance. Mais le scandale enfle. L'Élysée sera contraint de s'expliquer sur la valeur de ces cadeaux reçus en 1973 et de les faire revendre en février 1981, pour 114 997 francs, au profit d'œuvres caritatives².

Cette affaire, en partie téléguidée par Roland Dumas, avocat du *Canard enchaîné* et proche de François Mitterrand, lézarde de façon souterraine la réputation de Giscard. En février 1980, lors d'un dîner à Londres avec des diplomates chinois, le secrétaire général de l'OTAN, le Néerlandais Joseph Luns, confie qu'il n'est pas un grand admirateur de Giscard, « cet homme corrompu issu d'une famille corrompue³ ». L'accusation est infondée, mais elle est révélatrice de ce qui se murmure dans les réceptions officielles. Le propos est d'ailleurs rapporté immédiatement à Zbigniew Brzezinski, le conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter, qui ne s'en offusque pas. Les relations de Luns avec l'Élysée sont connues pour être glaciales. Le climat de tension sur le dossier afghan accroît la rancœur des atlantistes à l'égard de Giscard. À Washington comme au siège de l'OTAN, le président français est perçu comme un gêneur exerçant une influence néfaste sur le chancelier Schmidt, lequel hésite à rallier la ligne antisoviétique des États-Unis.

Giscard n'a cure de ces méchancetés. Ayant côtoyé les présidents américains Ford et Carter, jugés assez ternes, il prétend incarner un leadership plus clairvoyant et plus

réaliste, et être le seul vraiment capable de jouer les pompiers planétaires. Les événements de 1980 le mobilisent d'ailleurs sur tous les fronts pour tenter de contenir les incendies. Outre l'invasion de l'Afghanistan, il continue de veiller au grain en Afrique et s'inquiète des débuts de la guerre entre l'Irak et l'Iran, qui fait flamber les prix du pétrole.

Le 25 septembre 1980, après avoir longuement reçu Tarek Aziz, le vice-président irakien, il répond à Carter, qui le presse de dépêcher des navires militaires dans le détroit d'Ormuz, que les Iraniens veulent bloquer : « J'ai fait prendre des dispositions afin de rapprocher de l'entrée du Golfe les forces navales se trouvant dans l'océan Indien. Je souhaite que le caractère secret de cette information soit strictement préservé afin d'éviter de perturber les marchés pétroliers mondiaux⁴. » Il entame ensuite un marathon diplomatique pour obtenir un cessez-le-feu entre les belligérants et préserver la liberté de navigation dans la région. L'envoi de navires français est une mesure préventive. « J'en ai déjà informé le prince Saoud, qui est venu à Paris mercredi dernier, et je compte en informer personnellement le cheikh Zayed, que je verrai demain soir à Abu Dhabi à l'occasion d'une escale que j'ai décidé de faire pour cela en me rendant en Chine⁵ », écrit-il au président Carter à la mi-octobre.

Durant tout le deuxième semestre 1980, notre globe-trotter garde également un œil vigilant sur la tension qui monte en Pologne entre le pouvoir communiste et le syndicat Solidarnosc. La Maison-Blanche est convaincue que

l'URSS va intervenir militairement, comme en Afghanistan. Le président Carter, s'appuyant sur des renseignements de la CIA et du Pentagone, multiplie les messages alarmistes à son homologue français⁶. Celui-ci lui répond de manière plus mesurée, ne pariant pas sur un tel scénario : « Je crois très souhaitable de ne pas céder à l'impression que nous jugeons l'intervention soviétique inévitable, aussi longtemps du moins que la menace n'est pas immédiate. À trop l'évoquer, nous risquons d'y habituer nos esprits. À trop souligner les incertitudes de la situation polonaise, nous contribuons à les aggraver. Tel n'est pas notre intérêt⁷. »

Pour sa part, la CIA est persuadée que le président français ne serait pas un allié sûr en cas de coup de force soviétique en Pologne. L'agence estime qu'il serait alors à nouveau partagé entre les critiques des socialistes et des gaullistes, qui l'accusent d'avoir sous-estimé l'URSS, et son désir de ne pas entrer dans une confrontation durable avec elle. « [Il] voudrait certainement répondre fermement à une invasion soviétique, mais pas trop durement pour ne pas brûler tous les ponts avec l'Est⁸. » Pour la CIA, Giscard est désespérément un mou.

Pris dans ce tourbillon, le président français se barricade derrière ses certitudes. Au fil de son septennat, il s'est forgé une carapace, curieux mélange d'assurance et de froideur, de protection et d'orgueil. Il s'estime au-dessus des autres. L'éprouvante fin de règne de Jimmy Carter, minée par l'affaire des otages en Iran, le laisse de marbre. Il est soulagé que le président démocrate laisse la place au républicain Ronald Reagan, le 20 janvier 1981. Son ministre

des Affaires étrangères, Jean François-Poncet, a beau lui dire, de retour de Washington, que le nouveau locataire de la Maison-Blanche, ultra-conservateur, est totalement ignorant sur les dossiers internationaux, Giscard est ravi que Reagan lui téléphone pour soutenir son initiative en faveur d'une conférence sur le désarmement⁹. « Les États-Unis reconnaissent l'importance du rôle de la France au sein de l'Europe, déclare Reagan au *Figaro* le 17 février 1981. Des contacts étroits avec les dirigeants européens sont la clé d'une stratégie diplomatique et d'une stratégie de sécurité efficaces¹⁰. » Voilà qui rassure Giscard.

Le président français se croit désormais incontournable sur la scène mondiale et invincible sur le plan domestique. Les sondages le donnent toujours gagnant. Il ne voit pas les signes avant-coureurs de sa défaite. Les crises économiques, qui se succèdent, ont érodé sa popularité. Son Premier ministre, Raymond Barre, longtemps présenté comme le « meilleur économiste de France », n'a pas jugulé l'inflation ni freiné la montée du chômage. Ses réformes sociales sont enterrées. Ses discours sonnent creux. Sa silhouette présidentielle, naguère sportive, est devenue anguleuse. Son style grand bourgeois a repris le dessus. Ses petits déjeuners improvisés avec les éboueurs et ses dîners chez les Français appartiennent au passé. Son principal opposant, François Mitterrand, lance une campagne sur le thème de la « force tranquille ». Son pire allié, Jacques Chirac, que les Américains présentent depuis plusieurs années comme une « alternative visible à Giscard¹¹ », ne rêve que d'une chose : le faire trébucher.

Mais, à l'Élysée comme à Washington, personne ne bouge. Giscard va être réélu dans un fauteuil. C'est certain. La CIA l'a assuré : « Rien ne devrait changer »...

[1](#) *French Nuclear Energy Policy : The International Nexus, Western Europe Weekly Review*, 11 octobre 1979, CIA, Carter Library.

[2](#) Voir *Le Canard enchaîné*, 10 octobre 1979 ; voir le récit de l'affaire dans Karl Laske et Laurent Valdigué, *Le Vrai Canard*, *op. cit.*, p. 217-220 ; et la version de Giscard dans *Le Pouvoir et la vie*, t. I, *op. cit.*

[3](#) *Luns Discusses the Chineses, Schmidt and Giscard*, 14 février 1980, mémo pour le conseiller Brzezinski, Maison-Blanche, Carter Library.

[4](#) Message de Valéry Giscard d'Estaing à Jimmy Carter, 25 septembre 1980, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

[5](#) Message de Valéry Giscard d'Estaing à Jimmy Carter, 13 octobre 1980, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

[6](#) Notamment deux messages sur une possible intervention soviétique en Pologne, 1^{er} et 7 décembre 1980, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

[7](#) Message du président Valéry Giscard d'Estaing au président Jimmy Carter, 16 octobre 1980, archives de la présidence de la République, 5AG3-986, Archives nationales.

[8](#) *Allied Responses to a Soviet Invasion of Poland*, 10 décembre 1980, CIA, Carter Library.

[9](#) Télégramme de la Maison-Blanche à l'ambassade des États-Unis, 13 février 1980, Reagan Library ; et entretien de Jean François-Poncet avec l'auteur, 29 décembre 2008.

[10](#) *Le Figaro*, 17 février 1981.

[11](#) Voir notamment *Prime Minister Jacques Chirac – Currently France Hottest Political Property*, 18 septembre 1975, télégramme de l'ambassadeur Rush, Paris, archives du département d'État, NARA.

Remerciements

L'ensemble des recherches qui m'ont permis de nourrir cet ouvrage doit beaucoup à l'aide de nombreux experts et amis. Qu'ils soient ici remerciés.

Je voudrais notamment évoquer l'accueil des archivistes américains, qui sont toujours d'excellents guides pour se retrouver dans la jungle des archives déclassifiées : Sally Kuisel, Michael Hussey et Larry McDonald au centre de recherches de la National Archives and Records Administration (NARA) et à la Nixon Presidential Library, à College Park (Maryland) ; Sharon Kelly et Stephen Plotkin à la Kennedy Presidential Library, à Boston (Massachusetts) ; Charlaïne McCauley à la Johnson Presidential Library, à Austin (Texas) ; Helmi Raaska à la Ford Presidential Library, à Ann Harbor (Michigan) ; Albert Nason à la Carter Presidential Library, à Atlanta (Géorgie) ; Lisa Jones à la Reagan Presidential Library à Simi Valley (Californie). Merci également aux archivistes de la Lauinger Library de l'université Georgetown, à Washington, DC, pour leurs conseils sur le Foreign Affairs Oral History Project (FAOHP). Lors de mes enquêtes aux États-Unis, j'ai toujours reçu le meilleur accueil, à l'ambassade de France à Washington, des ambassadeurs Jean-David Levitte et Pierre Vimont, ainsi que de Nathalie Loiseau, Agnès Vondermühl et Emmanuel Lenain.

Ma gratitude va également à l'ancien ambassadeur des États-Unis en France, Arthur Hartman, et à sa fille, Lise Hartman, pour leur coopération amicale, ainsi qu'à l'ambassadeur Craig Stapleton et à ses collaboratrices Lyne Platt, Stéphanie Dos Santos et Sophie Roy-Sultan.

En France, Pascal Geneste, conservateur à la section du ^{xx}^e siècle des Archives nationales, m'a donné de précieux conseils pour m'orienter dans les archives de la présidence de la République. Mes remerciements vont aussi à Christian Oppetit, responsable de la section du ^{xx}^e siècle, à Martine de Boisdeffre, directrice des Archives de France, aux mandataires des anciens présidents de Gaulle et Pompidou, ainsi qu'au président Valéry Giscard d'Estaing, pour m'avoir donné leur accord afin que je puisse accéder, par dérogation, à certaines archives de la présidence de la République.

Ma reconnaissance va naturellement à certains témoins qui ont accepté de me recevoir ou de s'entretenir avec moi, comme l'ancien secrétaire général de l'Élysée et ministre des Affaires étrangères Jean François-Poncet ; l'ex-Premier ministre Michel Rocard ; les anciens dirigeants du commissariat à l'Énergie atomique Pierre Billaud et Jacques Chevallier ; l'ancien délégué général pour l'armement Henri Conze ; l'ancien directeur de cabinet de Jacques Chirac Gérard Bélorgey ; l'ancien aide de camp du général Massu Jacques Richard ; Henri-Christian Giraud ; Jean-Louis Gergorin (ancien dirigeant du Centre d'analyse et de prévision au Quai d'Orsay). Je remercie également les historiens Maurice Vaïsse, Pierre Mélandri, Justin Vaïsse (Brookings Institution) pour leur accueil et pour les pistes

précieuses qu'ils m'ont indiquées, ainsi que Nicolas de La Grandville, Rémy Kauffer et Michel Garcin (French-American Foundation France).

Merci à Hélène Constanty, Jacques Follorou, Laurence Bagot, Jean-Marc Gonin, Nicolas Rousseaux, Bernard de La Villardière, Henri Trubert, ainsi qu'à tous mes proches, pour leurs encouragements et leur soutien permanent. Et à ma femme et mes filles, pour leurs sourires enchanteurs.

Annexes

15 octobre 1961 : la CIA est pessimiste sur la politique algérienne de De Gaulle

*Prepared at
request of the
Joint Chiefs
7. OK by NAF/1
16 Oct 61.*

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY
OFFICE OF CURRENT INTELLIGENCE
15 October 1961

25X1

State Department review completed

OCI No. 5246/61

Copy No.

CURRENT INTELLIGENCE MEMORANDUM

SUBJECT: De Gaulle's Problems

1. There has been a recent spate of pessimistic reports from France, reflecting both the accelerated tempo of Algerian developments and growing apprehension in France over the political consequences of prolonged one-man rule.

25X1

that the situation had deteriorated to the point where "it is difficult to see how De Gaulle can get things back in hand." Two days before, the US Embassy wrote: "Faced with the same problems in an earlier stage of development, the Fourth Republic foundered 43 months after the Algerian conflict began. The Fifth Republic will have completed the 43rd month of its Algerian nightmare in January, 1962."

2. De Gaulle has now successfully swung French public opinion around to accepting the inevitability of Algerian independence, but his intensified search for the means by which France can retire in good order has strengthened the determination of extremist military and civilian elements to block him. His announced intention to have a solution of the Algerian problem under way by the end of 1961 may now be boomeranging. The rebels' hesitancy to agree to a settlement short of France's complete surrender is leading the European settlers to anticipate that he is about to start a "regroupment" program as a step toward complete French "disengagement." Renewed negotiations with the PAG might be taken as a signal by the Secret Army Organization (OAS) to unleash a new settler uprising which the Army would at least refrain from suppressing. The embassy reported on 12 October that "It now seems to be the generally-held view, in the metropole and in Algeria, that the situation in Algeria is rapidly building up to a bloody climax

25X1

Mars 1962 : la CIA évoque la guérilla de l'OAS

TOP SECRET

25X1

3 March 1962

25X1

Copy No. C 261-77

CENTRAL INTELLIGENCE BULLETIN



25X1

DIA AND DOS HAVE NO OBJECTION TO DECLASSIFICATION AND RELEASE.

DIA AND DOS review(s)
completed.

TOP SECRET

CENTRAL INTELLIGENCE BULLETIN

3 March 1962

DAILY BRIEF

***Burma:** General Ne Win, in again seizing power on 2 March, suspended the constitution and established a Union Revolutionary Council to head the government. This council, which is made up entirely of military men including the vice chiefs of staff for army, navy, and air, has announced that it will continue Burma's policy of neutralism and has called upon all civil servants to carry on as usual. [redacted] Rangoon is quite and businesses are operating as usual.

25X1

25X1 [redacted] The takeover was accomplished through a concerted sweep by Burmese Army units which in the early hours of 2 March arrested all members of the cabinet--except two who were out of town--the speakers of both houses of parliament, and the Chief Justice of the Supreme Court. The two speakers of parliament and some of the less important cabinet ministers were later reported to have been released. Prime Minister Nu, when arrested, reportedly refused to accompany officers to the war office and was placed in protective custody at his home. [redacted]

25X1

25X1

OK **France-Algeria:** After bombing and indiscriminate shootings of Moslems by the OAS, French troops had difficulty, on 1 and 2 March, in containing Arab mobs in Algiers and Oran intent on retaliation against Europeans. Moslem restraint, which has been urged by the PAG, appears to be breaking down. The OAS, evidently desiring to force the army to use its full resources in the protection of Europeans, can be expected to continue provocations against the Moslems. The US consul general in Algiers notes that Moslem retaliation could easily

25X1

Mars 1963 : le Pentagone prépare des mesures en cas d'assassinat de De Gaulle



Refer to 1-21965/63CT
INTERNATIONAL SECURITY AFFAIRS

OFFICE OF THE ASSISTANT SECRETARY OF DEFENSE
WASHINGTON 25, D.C.

March 11, 1963

MEMORANDUM TO: Mr. Paul Nitze DOD/ISA
Mr. Henry Rowen DOD/ISA
Mr. Frank Sloan DOD/ISA
Mr. William Tyler S/EUR
Mr. Robert Schatzel S/EUR
Mr. Stanley Cleveland S/EUR
Mr. Walter Easton S/P
Mr. Henry Owen S/P
Mr. McGeorge Bundy WH ← *Handwritten initials*

FROM : Robert G. Neumann

SUBJECT : Consequences arising from the possible assassination of President Charles de Gaulle; Some precautionary measures.

THE SETTING:

Recent intelligence reports indicate that the circle of those actively plotting President De Gaulle's assassination is widening. Therefore, the danger to his life must be considered as having objectively increased.

Articles 6 and 7 of the French Constitution as amended on November 7, 1962, deal with the election of the President and his replacement in case of death or incapacity. In that case the powers of the President (except those dealing with referenda and the dissolution of the National Assembly - Arts. 11 and 12) shall be temporarily exercised by the President of the Senate. New elections of the President of the Republic - popular elections since the 1962 amendment, shall be held no less than 20 and not more than 35 days after the office has become vacant.

THE ASSASSINS:

Those who have plotted and are still plotting against De Gaulle's life may be divided roughly into two groups: the first one is composed largely of present or former army officers and their civilian helpers more or less tied to the former OAS, now OMR, many of whom experienced captivity in Indochina. They have certain, though varying amounts of cohesion and subscribe frequently to a vague political philosophy which contains elements of Mao-Tse-Tung, French nationalism and neo-Fascism. Since most of them are not very articulate, the writings of such men as Colonel Argoud, General Vanuxem and General Faure (all in custody) are somewhat representative of their thoughts.

FORWARDED AT 3 YEAR INTERVALS;
DECLASSIFIED AFTER 10 YEARS.
DDP DIS 5200.10

DECLASSIFIED
E.O. 11652, SEC. 3.1(a) S.D. SIO AND 11

BY *Handwritten: Shaw 4*
7/11/77

SECRET

INTERNATIONAL SECURITY FILES

COUNTRIES

Mai 1965 : la CIA est prévenue par un espion des intentions françaises concernant l'OTAN

France-NATO: De Gaulle is apparently continuing to lay the groundwork for an eventual withdrawal from NATO, and perhaps even a denunciation of the North Atlantic Treaty itself.]

According to a senior Foreign Ministry official, the Quai d'Orsay was asked about six months ago by De Gaulle's top military adviser to draw up a draft treaty which could replace the North Atlantic Treaty. He said the French hold the view that the denunciation of the treaty can take place as early as 1968 and formal withdrawal in 1969. He thought, however, that De Gaulle would not do anything spectacular with regard to NATO before the December elections.]

Paris' opposition to NATO and to participation in integrated commands such as SHAPE has long been clear. The official said it was difficult to imagine how these structures could be scrapped, as De Gaulle desires, without undercutting the treaty itself.]

The official said that presently the general line of French policy is to reduce the US military presence in France without precipitating a major confrontation. Paris is currently examining American military establishments in France with a view to asking the US to evacuate some of the less important ones.]

25X1

6 May 65

5

3 mars 1966 : la source du Quai d'Orsay donne les détails sur la sortie de l'OTAN

~~SECRET~~

Thursday, March 3, 1966

FOR SECRETARY FROM AMBASSADOR BOHLEN (Paris 5422)

In a confidential discussion with the Ambassador a high-level Foreign Office source said that DeGaulle was now thinking of dispatching communications to the President, Wilson, Saragat and Erhard setting forth the French position re NATO and US bases in France. Messages to Germany and US will be somewhat different in that they will spell out the proposals peculiar to those two countries. About a week after these messages have been dispatched a second message will be sent to the other members of NATO setting forth the rationale for the French actions.

DeGaulle's original intention had been to dispatch such messages on Monday but he had been dissuaded by Foreign Minister Couve and had agreed to wait until after the Council of Ministers meeting yesterday. The Foreign Office had been requested to prepare drafts of such communications for DeGaulle's consideration. Source showed the Foreign Office draft of message to US to the Ambassador emphasizing that it was just a draft and represented the softest line the Foreign Office considered possible. Actual communication therefore may be even harder in tone.

Substance of Foreign Office draft, based on memory, follows:

1. Situation in Europe has changed since North Atlantic Treaty in 1949. France intends to make certain disposition of its forces in accordance with these changes. Henceforth, all French forces - air, land and sea - must be subject only to French command both in peace and in war. Therefore, as was done with the French Fleet, all French forces now assigned to NATO Command will be withdrawn from such Command. It follows that all integrated headquarters on French soil such as Air Force Central Headquarters and SHAPE must be withdrawn from France. Further, all French officers and men will be withdrawn from those Commands. Also, France intends to withdraw from participation in the NATO Military Committee and the NATO Standing Group. France is however prepared to enter into negotiations for the establishment of liaison officers with these Commands.

~~SECRET~~

DECLASSIFIED
E.O. 12958, Sec. 3.6
NLJ 98-82
By GJ NARA Date 8-4-99

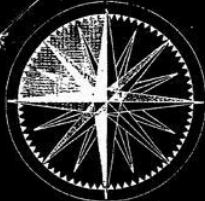
PRESERVATION COPY

Avril 1966 : François Mitterrand se confie aux Américains

SUBJECT ACTION		DEPARTMENT OF STATE		POL 2 FR	
AIRGRAM		CONFIDENTIAL		FOR RM USE ONLY	
TO : Department of State, Washington		INFO: Marseille, Lyon, Nice, Strasbourg, Bordeaux, Bonn, The Hague, Brussels, Luxembourg, Rome, London, Moscow		DATE: January 14, 1967	
FROM : American Embassy, Paris		SUBJECT: Conversation with François Mitterrand		REF : Embassy A-1917, April 1, 1966	
<p>François Mitterrand, President of the Democratic and Socialist Federation of the Left and runner-up in the December 1965 presidential elections, and his brother Robert (who serves as his unofficial political representative) were guests at a luncheon at Minister McBride's on January 12, at which the Ambassador was present. The luncheon was organized in response to an indication from François that he would welcome the opportunity to meet again with the Ambassador for the first time in several months. The principal topics of the conversation were the preparations and outlook for the legislative election campaign, the post-election outlook, the French Communist Party and Vietnam.</p> <p>In comparison with the impression which François Mitterrand made at a similar function which took place at Minister McBride's on March 29 of last year (airgram under reference), he seemed on the present occasion to have matured politically and also to have mellowed personally. He was less contentious and, although remaining a serious-minded person who takes himself and his cause seriously, he showed warmth and occasional flashes of humor. He had more self-assurance as the leader of an important political organization who has successfully weathered a number of storms in the past year. At the same time, he seemed less pretentious and more realistic about the Federation's place in the political sun. He appeared to have a sounder attitude toward the French Communist Party. Whereas last year he gave us the impression that the PCF had a certain fascination for him, as the spider does for the fly, this time he spoke more in terms of peaceful but nevertheless separate and wary coexistence between the Federation and the PCF. As a leader of the Left he</p>					
L Group 3 - Downgraded at 12-year intervals, not automatically declassified.					
CONFIDENTIAL					
FOR DEPT. USE ONLY					
Drafted by: POL:CR Tanguy/rmc 1/13/67 Clearances: POL:RFunkhouser (in draft) 1/13/67 The Minister (in draft) 1/13/67					

Février 1966 : la CIA dresse l'état des lieux de l'opposition en France

SECRET



2006/11/13 : CIA-RDP79-00927A005200020003-3

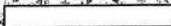
OCI No. 0277/66A

Copy No.

SPECIAL REPORT

THE OPPOSITION IN FRANCE SINCE THE PRESIDENTIAL ELECTION

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY
OFFICE OF CURRENT INTELLIGENCE



SECRET

Approved For Release 2006/11/13 : CIA-RDP79-00927A005200020003-3

Excluded from automatic
downgrading and declassification

~~SECRET~~

THE OPPOSITION IN FRANCE SINCE THE PRESIDENTIAL ELECTION

Opposition political parties in France were given a psychological boost by their relative success against De Gaulle in the presidential election last December. Political figures such as Francois Mitterrand and Jean Lecanuet who gained national prominence at that time have since concentrated their efforts on the formation of new political groupings. The opposition faces severe problems, however, in trying to create a meaningful political alternative to Gaullism. The democratic opposition parties are split both internally and among themselves. They differ on such matters as whether to confine the search for allies to the right or the left, whether to cooperate with the Communist Party, what organizational form to give to the new political groups, and whether to emphasize electoral victory over long-range program formulation. The Communist Party, meanwhile, is seeking to take advantage of this disarray and trying to extend the cooperation it enjoyed with the left during the election.

Février 1969 : De Gaulle s'entretient avec Nixon



Memorandum of Conversation

Place General de Gaulle's office in the Elysee Palace, Paris

Date: 28 March 1969

DECLASSIFIED
E.O. 12958, Sec. 3.6

Present The President
General De Gaulle
Mr. Andronikov
Mr. Walters

Continued from 2/7/68

After expressing his satisfaction at the President's visit General de Gaulle said that he was entirely at the President's disposal to discuss anything he wished.

The President thanked him and said that he hoped that they would be able to discuss the whole range of East West problems, then they might discuss such matters as the Middle East, Viet Nam and economic matters even though a great deal of the latter were purely technical.

The President said that one of his major concerns was that as a new president in any talks which we may have with the Soviet Union he wanted to be sure that the position which the United States takes is the best one to achieve our common objectives. He would like to have the General's advice and suggestions as to what talks the US should have with the Soviet Union and his views on what other initiatives should be taken in this regard by the new administration. He would also like to talk about bilateral matters of interest to France and the United States on which they might take some action. He would also appreciate the General's evaluation of the situation in Eastern Europe after the invasion of Czechoslovakia and the Soviet declaration concerning Sovereignty over the other countries of Eastern Europe. He would also like to know the General's evaluation on China. What policy did he feel was most adapted to the requirements of the situation. He hopes that the General would talk to him frankly and directly. His purpose was not to talk for any public declaration and what would be said would not be put on the normal diplomatic circuit. General de Gaulle said that the present could count on him for this. He would certainly maintain the matters discussed in close confidence. The President said that he would appreciate the General's personal advice.

General de Gaulle recalled that he had already discussed some of these matters with the President in 1967. He felt that we must realize that there was Russia and there was Communism and that they were not always the same thing. France did not want Communism. He did not feel that the communists were advancing any longer. Certainly they were no longer advancing in France and in Italy, certainly not in Germany, not in Poland Hungary and Czechoslovakia, not even in the USSR. He did not think that the danger of communism was over, it may last many years still but it can no longer conquer the world. It is too late for that. The dynamic is gone.

Russia said the General is a vast country with a long history with great resources, pride and ambitions which are not necessarily communist. It is a fact that it is a country which suffered greatly during the war which they feel that they won and there is some truth in this. It was the Russian Army that broke the back of the German Army. Russia is a country filled with ambition resources and drive. With difficulty they have made progress and they are aware of this. If the President could place himself in the position of the Soviet leaders he would find that his principal concern for tomorrow would be China. This is an enormous country which has a common frontier thousands of miles long with Russia. The Chinese have always detested the Russians and probably detest them more now than at any other time in the past.

Mars 1970 : le département d'État analyse le congrès

du PCF

CONFIDENTIAL/NO FOREIGN DISSEM
CONTROLLED DISSEM

REUN-10

DEPARTMENT OF STATE
UNITED STATES OF AMERICA

INTELLIGENCE NOTE
BUREAU OF INTELLIGENCE AND RESEARCH

March 6, 1970

FRANCE: HARD-LINERS' VICTORY AT COMMUNIST CONGRESS RAISES
QUESTIONS ABOUT COOPERATION WITH NON-COMMUNIST LEFT

The political impact of the actions taken last month by the 19th congress of the French Communist Party (PCF), at which the party's pro-Moscow leadership strengthened its control, will be measured first when it becomes known to what extent the Socialists and other leftist opponents of the Gaullist regime will still be willing to cooperate with the PCF in the local elections to be held on March 8 and 15. The congress was highlighted by the ouster from the central committee and the political bureau of its leading intellectual maverick, Roger Garaudy, and by the election of Georges Marchais as Deputy Secretary General and, thus, as "heir-presumptive" to Secretary General Waldeck Rochet, who is almost wholly incapacitated by illness.

①

Conservatism of PCF Leadership Confirmed. It is clear from the actions of the congress that the PCF can be expected to follow a "conservative," pro-Moscow line in the foreseeable future. The reelection of Waldeck Rochet as Secretary General (an honorific title, in fact, in light of his incapacitating illness); the reelection of the entire political bureau (with the exception of the "liberal" Garaudy); and the emergence of Georges Marchais as de facto leader of the party represent an easy

CONFIDENTIAL/NO FOREIGN DISSEM
CONTROLLED DISSEM

ONE/REUN-10
POL 12 FR

Mars 1971 : la coopération militaire secrète est en marche

MEMORANDUM

THE WHITE HOUSE

WASHINGTON

TOP SECRET/SENSITIVE

ACTION

March 25, 1971

MEMORANDUM FOR THE PRESIDENT

FROM: Henry A. Kissinger *HK*
SUBJECT: Military Cooperation with France

THE PRESIDENT HAS SEEN...

We have completed an interagency review of some current issues involved in further military cooperation with France, which Pompidou raised with you generally last year. Three issues -- all raised at French initiative -- have been reviewed: (1) a relaxation of our policy of imposing restrictions on the export of "advanced" US computers for use in French nuclear weapons programs; (2) some technical assistance to the French ballistic missile program; and (3) cooperation in the exchange of information in the field of nuclear safety.

1. Computer Restrictions

The previous administration imposed a restriction on the export to France of any "advanced" computers. This restriction, still in force, requires the French government to present us with a certificate pledging not to use the computers in French nuclear weapons laboratories. We have no means of verifying whether this pledge is maintained. Foreign Minister Schumann officially asked Secretary Rogers at the time of the Pompidou visit last year that we drop this restriction.

The issues are:

- whether we can meet the French request without violating the spirit or letter of the Limited Test Ban Treaty;
- if not, whether we could redefine "advanced" computers so as to relax the restriction, since a new generation is coming along in any case; and
- what return, if any, we could expect from France.

The arguments for removing or relaxing our restrictions are:

- that they are a needless irritant in Franco-American relations, which in practice has not and will not inhibit French nuclear development;

TOP SECRET/SENSITIVE

DECLASSIFIED
800908

CLASSIFIED BY THE NATIONAL ARCHIVES

Décembre 1974 : Kissinger critique Giscard... juste avant

de le rencontrer

MEMORANDUM

THE WHITE HOUSE
WASHINGTON

~~SECRET~~/NODES/XGDS

MEMORANDUM OF CONVERSATION

PARTICIPANTS: President Ford
Dr. Henry A. Kissinger, Secretary of State and
Assistant to the President for National
Security Affairs
Lt. General Brent Scowcroft, Deputy Assistant
to the President for National Security Affairs

DATE AND TIME: Tuesday, December 17, 1974

PLACE: Aboard Air Force One to Martinique

Kissinger: Goodpaster is being a shit.

[Some discussion].

Now about the French. The French system was tailored for deGaulle. It works well as long as you have a parliamentary majority and popular support. DeGaulle also ran referendums on issues on which he couldn't lose, and gerrymandered to reduce communist support.

Giscard has none of these advantages. He has a tough parliamentary position. The vote in France was between the moderates and those who are for extreme change. Giscard is elegant, but he's something of a dilettante. He doesn't have the killer instinct. DeGaulle had a reason for anti-Americanism -- it was to rebuild French self-esteem. The Soviets supported him because he was anti-American. DeGaulle at least didn't want a unified Europe. Giscard thinks that because he is basically pro-U.S., he can be a little anti-American.

I agree with Schmidt, that he is the best man in France. I told deRose that we didn't trust France enough to go into a producer-conference without a prior guarantee of the outcome. You don't want a confrontation, but you don't want a triumph either.

~~SECRET~~/NO DIS/XGDS

HENRY A. KESSINGER

5 (b) (1), 3

Imp. to det.